NAPOLÉON

par G. Lacour-Gayet membre de l'institut

LIBRAIRIE HACHETTE

20
-L
19
SM

A M. FRÉDÉRIC MASSON

Secrétaire perpétuel de l'Académie Française

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/napolonsavieso00laco

A. GROS

BONAPARTE A ARCOLE

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

G. Lacour-Gayet, Membre de l'Institut

NAPOLÉON

SA VIE
SON ŒUVRE, SON TEMPS

Avec une Préface du Maréchal Joffre

HACHETTE

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright by Librairie Hachette, 1921.

PRÉFACE

LE 2 OCTOBRE 1920

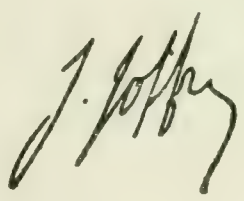
l'occasion du centenaire de la mort de Napoléon Ier, M. G. Lacour-Gayet a entrepris de dresser un monument historique à la mémoire du grand Français qui s'éteignit le 5 mai 1821 sur le rocher de Sainte-Hélène.

Cet ouvrage, dont le mérite est garanti d'avance par tout le passé de l'auteur, constitue un hommage digne du nom prestigieux inscrit à la première page. Les documents iconographiques y abondent, en grand nombre inédits ; ils seront appréciés de tous ceux qui s'intéressent aux reliques napoléoniennes.

Cette publication s'inspire d'une idée pieuse et, à tous les points de vue, elle vient à son heure.

Cent ans après sa mort, le moment est favorable pour rappeler, dans son ensemble, l'œuvre de ce grand soldat qui fut aussi un grand organisateur, et à qui nous devons toute l'armature de notre société moderne. Maintenant que sa silhouette s'estompe dans le lointain du passé, elle n'en apparaît que plus formidable.

Au lendemain de la terrible guerre dont nous sortons, il était juste également que la pensée de tous les Français se tournât, pour lui rendre un tribut d'admiration, vers celui qui nous a valu tant de victoires ; car les principes formulés par son génie sont éternellement vrais, et, malgré les apparences, c'est leur application qui vient encore de nous conduire au triomphe.



NAPOLÉON

CHAPITRE I

LES PREMIÈRES ANNÉES

ORIGINE DES BONAPARTE. ❧ LE PÈRE ET LA MÈRE DE NAPOLÉON ❧ LA PREMIÈRE ENFANCE DE NAPOLÉON. ❧ NAPOLÉON A AUTUN. ❧ NAPOLÉON A BRIENNE. ❧ NAPOLÉON CADET GENTILHOMME. ❧ EN GARNISON A VALENCE. ❧ PREMIER VOYAGE A AJACCIO. ❧ EN GARNISON A AUXONNE. ❧ LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION. ❧ NOUVEAU VOYAGE EN CORSE. ❧ 1792. LE 20 JUIN ET LE 10 AOUT. DERNIER VOYAGE EN CORSE. ❧ LE SIÈGE DE TOULON. ❧ NAPOLÉON GÉNÉRAL DE BRIGADE. ❧ 1795. LE 13 VENDÉMIAIRE. ❧ NAPOLÉON, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE L'INTÉRIEUR.

NAPOLÉON BONAPARTE naquit à Ajaccio, en Corse, le 15 août 1769. Quand il fut empereur, il se montra peu soucieux de ses origines. « Voilà une généalogie aussi ridicule que plate, disait-il un jour à propos d'une généalogie de complaisance. Ces recherches sont bien puériles. A tous ceux qui demanderaient de quel temps date la maison Bonaparte, la réponse est bien simple : elle date du 18 Brumaire. » Il devait tout à sa fortune, disait-il encore, à son épée, à son amour du peuple ; il était de ces hommes

Qui sont tout par eux-mêmes et rien par leurs aïeux.

Pour les parchemins, il fallait s'adresser à son frère Joseph, qu'il appelait « le généalogiste de la famille ».

ORIGINE DES BONAPARTE. ❧ Ces parchemins existaient ; l'histoire ne doit pas en faire fi. S'il n'y avait point eu de parchemins, si sa famille n'avait point été noble, Napoléon n'aurait point été l'élève de l'École de Brienne, ni de l'École militaire de Paris. La famille des Buonaparte, une des plus anciennement connues de la Corse, était venue d'Italie. Napoléon racontait lui-même que les Italiens le tenaient pour un compatriote. Lorsque, en 1804, il fut question du voyage de Pie VII à Paris, les cardinaux qui étaient favorables au désir de l'Empereur disaient à Sa Sainteté, pour la décider, qu'elle allait couronner un Italien. Cette famille se rattachait-elle aux Bonaparte de Trévise ? Ceux-ci y avaient exercé, paraît-il, une petite souveraineté. L'empereur d'Autriche François Ier, qui en avait eu connaissance, mandait, en 1812, de le faire

savoir à Marie-Louise, « à qui cela ferait grand plaisir ». Il est plus probable que les Bonaparte descendaient d'une famille patricienne de Florence, dont une branche s'établit à Sarzane, près de Gênes ; c'est à elle, vraisemblablement, que se rattachent les Bonaparte de Corse. Un François Buonaparte s'établit dans l'île au commencement du XVI^e siècle. On connaît depuis cette époque la généalogie ininterrompue de ces Buonaparte, de père en fils, jusqu'à Charles-Marie, le père de Napoléon.

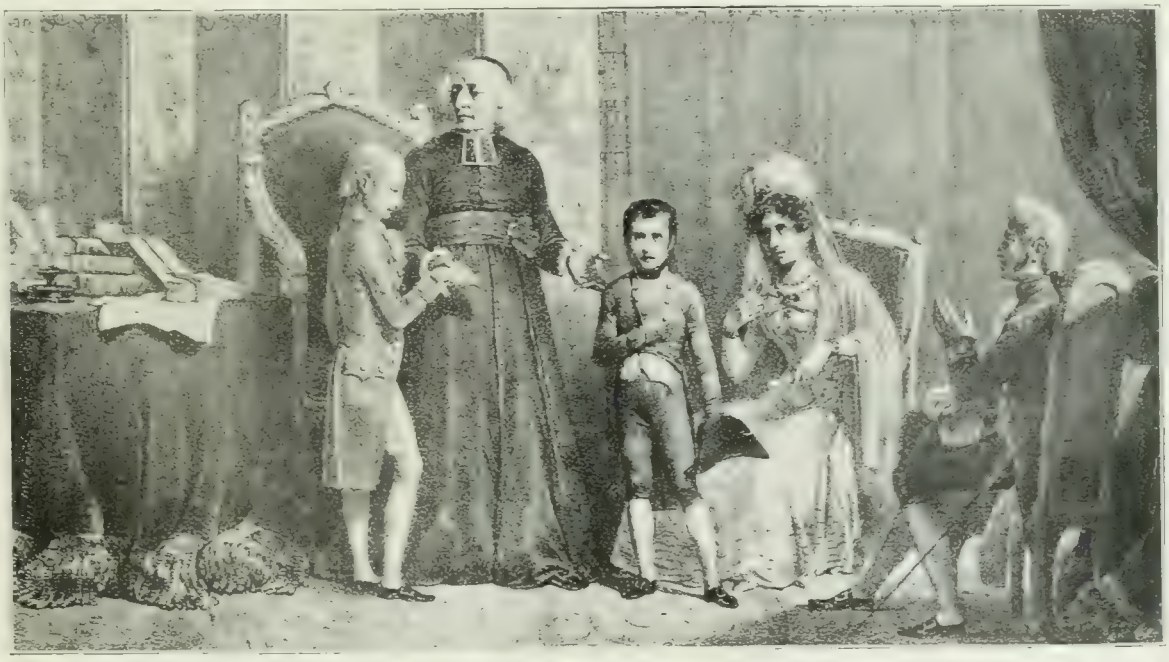
LE PERE ET LA MÈRE DE NAPOLÉON. Charles-Marie Buonaparte, né à Ajaccio en 1746, s'était trouvé orphelin à quatorze ans ; il avait été élevé par son oncle paternel, Lucien Buonaparte, archidiacre de la cathédrale. Grand ami de Paoli, le général corse qui incarnait alors l'indépendance de l'île, il avait vaillamment combattu les Français pendant l'année 1768 ; la Corse soumise, il avait accepté le fait accompli. « J'ai été bon patriote et paoliste dans l'âme tant qu'a duré le gouvernement national, mais ce gouvernement n'est plus. Nous sommes devenus Français. *Evviva il Re e suo governo !* » Docteur en droit de l'Université de Pise, il s'était fait nommer assesseur de la juridiction royale d'Ajaccio ; c'était un poste judiciaire que venait de créer le gouvernement de Louis XV. Il s'était attaché au comte de Marbeuf, le gouverneur de la Corse, et avait assuré ainsi la fortune de sa famille.

Il mourut en 1785, à trente-huit ans, d'un cancer à l'estomac, mal qu'il devait léguer à son second fils. Il était venu à Montpellier pour s'y faire soigner : mais son mal était sans remède. Au cours de son agonie, quand il avait à ses côtés son fils aîné Joseph et son beau-frère Fesch, la pensée de son second fils Napoléon, qui était alors à l'École militaire de Paris, l'obsédait. « Où est Napoléon ? Où est mon fils Napoléon, lui dont l'épée fera trembler les rois, lui qui changera la face du monde ? Il me défendrait de mes ennemis ! Il me sauverait la vie ! » Napoléon avait alors quinze ans.

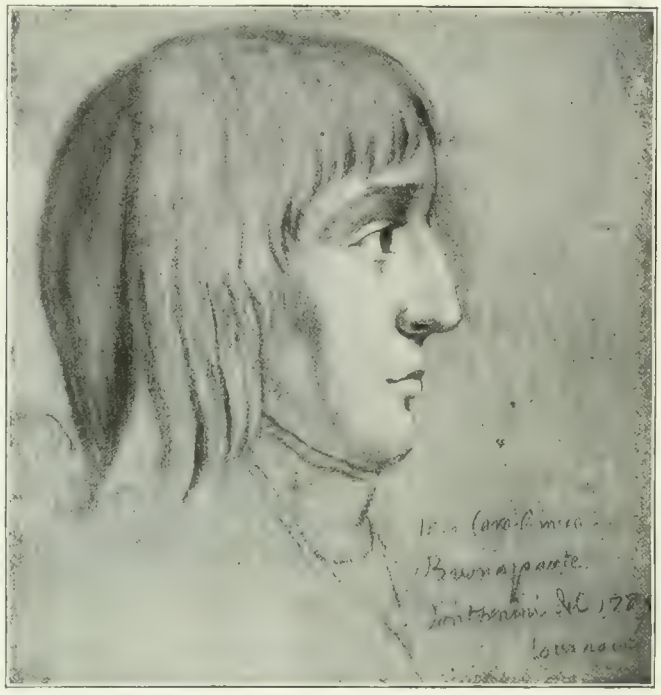
Cette vision prophétique fut tout ce que connut de l'avenir ce petit gentilhomme corse, qui fut, sans le savoir, le père d'un empereur et de trois rois. A-t-elle été plus heureuse la mère, qui devait tout connaître, et les années difficiles du début de la Révolution, et les années glorieuses du Consulat et de l'Empire, et les désastres de 1812-1815, et le martyre de Sainte-Hélène, tout en un mot, puisque elle survécut cinquante et un ans à son mari, quinze ans à son fils Napoléon ? La pauvre vieille femme ne mourut qu'en 1836, à quatre-vingt-six ans. Letizia Ramolino n'avait pas quatorze ans accomplis quand elle épousa, le 2 juin 1764, Charles Bonaparte, qui en avait dix-huit. Elle avait déjà un fils, Joseph, né à Corte le 7 janvier 1768, quand elle mit au monde, en 1769, le jour de l'Assomption de la Sainte Vierge, un second fils : Napoléon.

LA PREMIERE ENFANCE DE NAPOLÉON. Cet enfant naquit dans une maison d'Ajaccio, sur la petite place qui s'appelle aujourd'hui la place Letizia. La maison familiale à trois étages et au toit bas est toujours demeurée dans son ancien état ; l'on y montre encore la chambre natale de Napoléon.

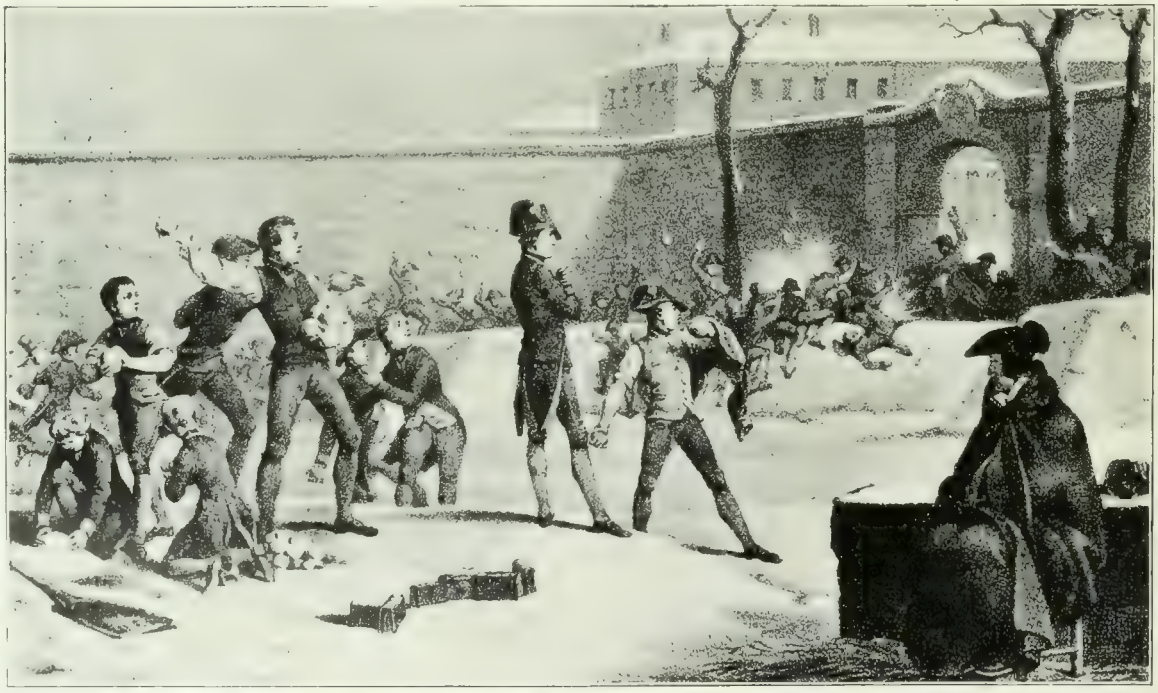
MAISON NATALE DE NAPOLÉON A AJACCIO, PLACE LETIZIA. — Au-dessus de la porte, inscription commémorative. A l'intérieur, on montre la chaise à porteurs où l'on transporta Mme Bonaparte de l'église chez elle peu avant la naissance de son fils. CL. HACHETTE.



EN PRESENCE DE Mme CHARLES BONAPARTE et d'un ami, le grand-oncle paternel de ses enfants, l'archidiacre Lucien Bonaparte indique Napoléon à Joseph comme devant faire un jour la gloire de la famille. Napoléon tient à la main le chapeau légendaire. LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT.)



BONAPARTE A 14 ANS, à Brienne, d'après nature ; son plus ancien portrait. — L'authenticité de ce document a été contestée. MUSÉE DE LA MALMAISON.



DANS LA COUR DE L'ÉCOLE DE BRIENNE. — Le jeune Bonaparte, en tenue d'élève de l'école, debout et calme, dirige une bataille à coups de boules de neige. Un père Minime surveille la scène. — Napoléon fut à Brienne de mai 1779 à octobre 1784. LITH. D'HORACE VERNET. (BIBL. NAT.)

LES PREMIÈRES ANNÉES

Le prénom de *Napolione* était inconnu en France. Comme Napoléon recevait plus tard, à Paris, le sacrement de la confirmation, l'archevêque ne manqua pas de remarquer ce nom de baptême ; à quoi le jeune cadet-gentilhomme répondit qu'il y avait une très grande quantité de saints dans le paradis, alors que le calendrier catholique n'en donnait que trois cent soixante-cinq. L'Empereur, à Sainte-Hélène, faisait remarquer à Las Cases la force, la vertu pour ainsi dire mystérieuse de son nom : il était seul à le porter en France, ce prénom viril, poétique et retentissant.

Dès la première enfance, le caractère impérieux, l'humeur turbulente du cadet des Bonaparte se donnèrent carrière. « Rien ne m'imposait, dit-il, je ne craignais personne, je battais l'un, j'égratignais l'autre, je me rendais redoutable à tous. Mon frère Joseph était battu, mordu, et j'avais porté plainte contre lui quand il commençait à peine à se reconnaître. Bien m'en prenait d'être alerte : maman Letizia eût réprimé mon humeur belliqueuse.... Mon père, homme éclairé, mais trop ami du plaisir pour s'occuper de mon enfance, cherchait par quelques mots à excuser nos fautes. » Joseph et Napoléon avaient été mis dans l'école de l'abbé Recco. Les écoliers y formaient deux camps, les Romains et les Carthaginois. Napoléon obtint de son aîné qu'il lui cédât sa place sous le drapeau romain et qu'il le remplaçât dans l'armée carthaginoise.

NAPOLÉON A AUTUN. Charles Bonaparte, qui était père d'une nombreuse famille, avait une situation de fortune difficile. Pour suppléer à l'insuffisance de ses ressources, il se servit de la protection du comte de Marbeuf ; il obtint ainsi pour trois de ses enfants, Joseph, Napoléon, Élisa, des bourses de séminaire et d'écoles.

Le 15 décembre 1778, il quittait Ajaccio avec ses deux fils aînés, Joseph qui avait dix ans, Napoléon qui en avait neuf. Il allait à Versailles comme député de la noblesse de l'île et, à ce titre, l'un des trois délégués des états provinciaux de la Corse. Le 1er janvier 1779, il faisait entrer ses deux fils au collège d'Autun ; l'évêque de cette ville, Alexandre de Marbeuf, était le neveu du gouverneur de la Corse. Joseph devait faire toutes ses études au collège d'Autun. Napoléon y passa seulement trois mois et vingt jours, le temps d'apprendre un peu de français avec l'abbé Chardon. Le petit Napoléon écoutait le brave abbé, la bouche bée, les yeux grand ouverts ; mais il n'aimait pas que l'abbé répétât. « Monsieur, lui disait-il, je sais déjà cela. »

Cependant le père avait destiné Joseph à la prêtrise et Napoléon à la carrière des armes. En se servant de la recommandation du comte de Marbeuf, il fit à Paris et à Versailles toutes les démarches nécessaires pour obtenir une bourse au cadet. Il y réussit. Napoléon fut nommé « élève du Roi » à l'École Royale militaire de Brienne. Il entra dans cette école — aujourd'hui Brienne-le-Château, département de l'Aube — au mois de mai 1779 ; il n'avait pas encore dix ans.

NAPOLÉON A BRIENNE. « École Royale militaire » : le mot ne doit pas faire illusion. Douze maisons portaient alors ce nom en France ; c'étaient simple-

ment des collèges, dans lesquels des enfants de la noblesse étaient élevés aux frais du roi, de la neuvième à la quinzième ou seizième année. Toutes ces écoles militaires étaient des établissements ecclésiastiques ; celle de Brienne était tenue par des religieux de l'ordre des Minimes.

Le petit Napoléon, qui parlait à peine le français et qui devait conserver toute sa vie l'accent des Ajacciens, brusquement arraché à sa mère, à sa famille, isolé au milieu de ses camarades, eut la nostalgie de sa Corse qu'il aimait tant, de sa Corse dont il disait, à Sainte-Hélène que tout y était meilleur, que l'odeur du sol même lui eût suffi pour la deviner les yeux fermés ; il ne l'avait retrouvée nulle part. Qu'elle était loin maintenant la Corse, avec ses forêts, ses cascades, son ciel pur, sa mer bleue, sa vie d'aventures, qu'elle était loin pour le petit garçon, exilé en terre étrangère, au milieu des plaines crayeuses, sous le ciel humide et gris de la Champagne ! « Comment t'appelles-tu ? — Napolione Buonaparte. » Et ses camarades de s'écrier, avec de grands éclats de rire : « Il s'appelle La Paille au nez ! »

Alors le « petit Corse » vécut seul, sombre et farouche. « Mes camarades, dit-il, ne m'aimaient guère. » Il était replié sur lui-même, rien ne pouvait le distraire. En cinq ans, il ne reçut qu'une fois la visite de son père ; jamais il ne quitta son collège, ou mieux sa prison. Son caractère se développait dans le sens d'un égoïsme farouche. Dans la cour de l'école, il avait planté un jardin : c'était son coin de terre, son bien. « J'avais l'instinct que ma volonté devait l'emporter sur celle des autres, et que ce qui me plaisait devait m'appartenir. » Mot terrible ; on pourrait presque en faire la devise de sa politique. A l'égard de ses maîtres, comme de ses camarades, c'était la même attitude de sauvage et de réfractaire. « Je ferai à tes Français, disait-il à son camarade Bourrienne, tout le mal que je pourrai. » Un professeur, étonné de cette manière d'être, lui dit un jour : « Qui êtes-vous donc, monsieur, pour me répondre ainsi ? — Un homme. » Cet homme était un enfant de treize à quatorze ans.

Il est certain que c'est à Brienne que Napoléon se forma. Il l'a dit lui-même : « Pour ma pensée, Brienne est ma patrie : c'est là que j'ai ressenti les premières impressions de l'homme. »

Napoléon n'oublia pas, plus tard, les professeurs de ce collège ; presque tous reçurent des preuves appréciables de sa reconnaissance. Dupré, qui avait été son professeur d'écriture, vint un jour le voir à Saint-Cloud : il avait eu le bonheur, disait-il, de lui donner, pendant quinze mois, des leçons d'écriture à Brienne. « Le bel élève que vous avez fait là ! Je vous en fais mes compliments. » Dupré reçut cependant une pension de douze cents francs.

L'écriture de Napoléon, même quand il était jeune homme, était déjà à peu près indéchiffrable. Dans une lettre écrite de Valence, le 27 juillet 1791, à un commissaire des guerres, Bonaparte mettait ce post-scriptum : « Le sang méridional coule dans mes veines avec la rapidité du Rhône ; pardonnez donc si vous avez de la peine à lire mon griffonnage. » La veille de la bataille de Castiglione, il avait envoyé à Dintroz, conduc-

teur général de l'artillerie, l'ordre autographe de lui faire parvenir sur-le-champ deux obusiers de six pouces. Dintroz ne pouvait arriver à déchiffrer le billet, quand Bonaparte accourut au galop. « Pourquoi ne m'as-tu pas encore expédié ce que je t'ai demandé ? — Je... je... je... je n'ai pas pu lire ton billet. — Tu es une f.... bête. Apprends à lire. — Et toi, b...., apprends à écrire. »

Les études qui intéressaient Napoléon étaient les mathématiques, — « c'est un enfant, disait un de ses maîtres, qui ne sera propre qu'à la géométrie », — la géographie et par-dessus tout l'histoire. C'était un liseur infatigable, il dévorait les *Vies* de Plutarque ; ses camarades l'avaient surnommé « le Spartiate ». Son ambition était d'être marin. On comprend que son imagination d'enfant ait rêvé de suivre la carrière de ces glorieux officiers de marine qui venaient de battre les Anglais : d'Orvilliers, d'Estaing, Guichen, Grasse, La Motte-Picquet, et le plus grand de tous, Suffren. Mais sa mère était effrayée des dangers qu'il courrait sur mer. Elle lui représenta qu'il aurait à combattre tout ensemble l'eau et le feu ; la part du feu était déjà suffisante : qu'il se fît artilleur. Il décida de suivre le conseil de sa mère. Certes, il n'eut point lieu de le regretter. Et cependant, que serait devenue la France, lors de son duel avec l'Angleterre, si elle avait eu à la tête de ses escadres un amiral de l'envergure de Napoléon ?

A Brienne, Napoléon s'exerçait déjà à sa carrière d'artilleur. Pendant l'hiver de 1783, il avait construit un fortin en terre, qui fut attaqué et défendu à coups de boules de neige, suivant les règles de l'art. Il était intraitable sur la question de la discipline. Lors d'une fête de la Saint-Louis, la femme du concierge de l'École voulait assister, sans carte d'entrée, à une représentation de *la Mort de César*, que donnaient les élèves des Minimes. Elle faisait du bruit pour attirer l'attention. Le sergent du poste en informa Napoléon. « Qu'on éloigne, dit-il, cette femme qui apporte ici la licence des camps ! » Au mois de septembre 1784, à l'âge de quinze ans, Napoléon fut désigné par le sous-inspecteur général, Reynaud de Monts, pour passer à l'École militaire de Paris, en vue d'y faire des études d'artilleur. L'élève des Minimes avait à présent « une place de cadet gentilhomme dans la compagnie des cadets gentilshommes établis en l'École militaire de Sa Majesté ».

NAPOLÉON CADET GENTILHOMME. Ce brevet, du 22 octobre 1784, signé par le maréchal de Ségur, secrétaire d'État de la Guerre, décida de toute la carrière du futur vainqueur d'Arcole. Napoléon s'en souvint seize ans plus tard, quand il fut Premier Consul. Il avait appris qu'un vieux maréchal de l'ancien régime, le seul qui fût alors en France, le ministre de 1784, Ségur, vivait dans la misère aux portes de Paris. Un arrêté des Consuls, du 5 mars 1800, qui ne fut pas imprimé, accorda à Ségur le maximum de retraite d'un général de division, c'est-à-dire six mille francs. Ce vieillard de soixante-seize ans se rendit aux Tuileries pour remercier son bienfaiteur. Le jeune Premier Consul le reçut avec la plus courtoise déférence. Il le reconduisit jusqu'à l'escalier. Lorsque le maréchal parut sur le perron du palais, la garde consu-

laire se rangea en haie sur son passage ; les tambours battirent aux champs, les troupes présentèrent les armes, rendant les honneurs jadis décernés à un maréchal de France. A ce spectacle imprévu, qui évoquait d'une manière saisissante la brillante image du passé, le cœur du vieux soldat fut saisi d'une émotion profonde, ses yeux se mouillèrent de larmes, et il pensa défaillir.

L'École militaire de Paris est la construction grandiose, œuvre de Gabriel, qui s'élève au fond du Champ de Mars. Ouverte en 1751, elle avait été complètement réformée en 1776 par le comte de Saint-Germain, qui lui avait donné le caractère de notre École spéciale militaire, de notre Saint-Cyr ; les élèves les plus méritants des douze Écoles royales militaires de province y étaient envoyés à titre de cadets gentilshommes, pour y continuer leurs études et apprendre les éléments de l'art de la guerre. Napoléon y entra, au mois de novembre 1784, dans la section d'Artillerie et de Marine. On a les noms de ses professeurs, on n'a pas leurs notes. L'un d'eux, qui semble avoir été un cuistre, ne devina pas le grand homme. C'était le professeur d'allemand Bauer, Allemand sans doute ou Alsacien ; Napoléon l'appelait : « Ce butor d'Allemand ». Bauer remarqua un jour son absence ; on lui dit que Bonaparte passait en ce moment son examen d'artillerie. « Mais, est-ce qu'il sait quelque chose ? — Comment, monsieur ? c'est le plus fort mathématicien de l'École. — Eh bien ! répliqua-t-il, j'avais toujours pensé que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes. »

Toujours très ardent dans son patriotisme corse, toujours prêt à ferrailler pour son île et pour Paoli, le héros national, Napoléon fut peut-être un peu moins sauvage à Paris qu'il ne l'avait été à Brienne. Un de ses camarades, qui devint lieutenant d'artillerie en même temps que lui, lui inspirait cependant une insurmontable antipathie, que l'autre lui rendait bien ; c'était Le Picard de Phélippeaux. Le Corse et le Vendéen, le paoliste et le royaliste ne pouvaient pas se sentir ; pendant les cours, ils se donnaient des coups de pied sous la table. Ils devaient se retrouver en 1799, l'un sous les murs, l'autre à l'intérieur de Saint-Jean d'Acre.

Le jeune Bonaparte montrait la plus grande ardeur à travailler son « Bezout », c'est-à-dire son cours de mathématiques. Après dix mois de travail, en septembre 1785, il fut autorisé à se présenter à l'examen des lieutenants en second d'artillerie ; il le subit devant Laplace, le futur auteur de la *Mécanique céleste*. Dix-huit de ses camarades de Paris se présentèrent ; quatre furent reçus. La liste totale des lieutenants d'artillerie de 1785 comprend cinquante-huit noms; Bonaparte y est classé le quarante-deuxième Il devenait ainsi, d'emblée et au concours, officier d'artillerie à seize ans et un mois.

Le voilà lieutenant d'artillerie, avec son uniforme bleu aux parements rouges, qu'il jugeait le plus beau du monde. Sa solde modeste, grossie de quelques indemnités, s'élevait au plus à douze cents livres, cent francs par mois.

EN GARNISON A VALENCE. — Le régiment de La Fère, où il avait été versé, tenait garnison à Valence. Dans cette ville, comme plus tard dans sa seconde garnison,

BONAPARTE EN CONGÉ se trouvait à Paris depuis la fin de mai 1792 ; il habitait rue du Mail, à l'hôtel de Metz. Le 20 juin, du jardin des Tuileries, il assistait, avec une douloureuse surprise, au triomphe de l'émeute ; âgé de près de 23 ans, ce spectacle lui causa une impression profonde. — Le 10 août, il assistait à la prise du Château.

LITH. DE CHARLET. (BIBL. NAT.)

MAXIMILIEN-MARIE-ISIDORE de ROBESPIERRE, *né à Arras le 6 mai 1758, mort sur l'échafaud à Paris le 10 Thermidor an II (28 juillet 1794). Bonaparte le citait en 1790, dans sa* Lettre à Buttafuoco, *parmi les députés de la Constituante qu'il admirait le plus. — Portrait exposé au Salon de 1792. Robespierre avait alors 34 ans.*

PAR DUCREUX. (COLL. DE Mme JAHAN.)

BONAPARTE, PENDANT SON TROISIÈME SÉJOUR EN CORSE (octobre 1791-avril 1792), fut élu à Ajaccio, le 1er avril, lieutenant-colonel en second du 2e bataillon des volontaires corses, à 22 ans et demi. Il est représenté ici avec l'uniforme de lieutenant-colonel ; il portait alors les cheveux longs, en « oreilles de chien ».

BONAPARTE A VALENCE. — *Le lieutenant Bonaparte tint garnison à Valence à 16 ans et à 22 ans ; de novembre 1785 a septembre 1786, à sa sortie de l'École militaire, et de juin à septembre 1791, avant son troisième voyage en Corse.* PAR FR. FLAMENG. (COLL. DE M.-A. PARANT.)

LE SOUPER DE BEAUCAIRE. — « *Croyez-moi, dit l'officier debout, en s'adressant aux quatre négociants. Il viendra un homme qui saura réunir sur sa tête toutes les espérances de la nation, et alors....*

à Auxonne, Bonaparte passa à lire tout son temps de liberté. A Valence, il dévorait le cabinet de lecture du libraire Marc Aurel ; à Auxonne, il s'enfermait dans sa chambre pour lire ; partait-il pour la Corse en congé, il emportait une malle remplie de livres.

« Même quand je n'avais rien à faire, je croyais vaguement que je n'avais pas de temps à perdre.... Je n'ai pas d'autres ressources ici — à Auxonne — que de travailler. Je ne m'habille que tous les huit jours.... Cela est incroyable : je me couche à dix heures et me lève à quatre heures. Je ne fais qu'un repas par jour. » Que de fois, à Sainte-Hélène, il s'est reporté à ces années de jeunesse, « à cet heureux âge, disait-il, où tout est gaieté, désir, jouissance ; à ces heureuses époques de l'espérance, de l'ambition naissante, où le monde tout entier s'ouvre devant vous, où tous les romans sont permis » !

Impossible de dire tout ce qu'il a lu, tout ce que sa prodigieuse mémoire, avec les résumés qu'il faisait pour la soutenir, a emmagasiné pour la vie, de seize à vingt ans. S'il dédaigne Molière, nos tragiques le transportent ; Jean-Jacques Rousseau et sa *Nouvelle Héloïse* lui tournent la tête. Dans ses cahiers de lecteur et d'étudiant, il note tout, jusqu'à des résumés des *Dialogues* et de la *République* de Platon ; mais rien ne l'emporte sur le culte qu'il a voué à l'histoire. Histoire de l'antiquité, histoire de la France, de l'Europe, notamment de l'Angleterre et de ses colonies : c'est une passion. Dans un de ses cahiers, on a trouvé une note sur Sainte-Hélène, « petite île ».

Il avait aussi, mais en petit nombre, quelques relations de société. A Valence, il fréquentait la maison de Mme du Colombier, femme de cinquante-quatre ans, fort distinguée, pleine de tact, qui donna au jeune officier, très peu mondain, d'excellents conseils. Mme du Colombier avait une fille, Caroline ; notre lieutenant de dix-sept ans ne put la voir sans prendre du goût pour elle et sans le lui avouer. « Nous nous ménagions de petits rendez-vous, dit-il. Je me souviens encore d'un, au milieu de l'été, au point du jour. Tout notre bonheur consista à manger des cerises ensemble. » Caroline du Colombier, devenue plus tard Mme de Bressieux, fut attachée comme dame d'honneur au service de la mère de l'Empereur.

PREMIER VOYAGE A AJACCIO. Toujours corse de cœur et d'âme, le lieutenant de Valence ne cessait de penser à sa petite maison d'Ajaccio, à sa mère qui était seule à présent, puisque le chef de la famille était mort. Le 1er septembre 1786, il obtint un congé ; après plus de sept ans d'absence, il allait revoir sa vraie patrie et les siens. Parti en modeste écolier, il y revenait en bel officier.

La joie de Napoléon fut grande de se retrouver dans sa famille. Pendant sa longue absence, il avait accumulé des réserves d'affection ; il les répandit sur sa mère, sur ses frères, sur ses sœurs. « Ah ! disait Joseph, vingt ans plus tard, jamais le glorieux Empereur ne pourra m'indemniser de ce Napoléon que j'ai tant aimé et que je désire retrouver tel que je l'ai connu en 1786, si l'on se retrouve aux Champs Élyséens. » Revoir les endroits témoins de son enfance, la grotte du Casone, ou le jardin des Milelli, faire des

courses dans la montagne, parler le corse avec les bergers ou les pêcheurs : que de joies renouvelées tous les jours ! Il fit deux fois prolonger son congé. « Maman Letizia » avait grand besoin de ce cadet, dans lequel elle devinait le vrai chef de la famille.

EN GARNISON A AUXONNE. De retour en France, — juin 1788, — Napoléon continua, non plus à Valence, mais à Auxonne, l'apprentissage de la vie d'artilleur. La « théorie » allait bien vite être reléguée au second plan par les officiers les plus épris de leur métier et par les liseurs les plus acharnés. A Auxonne, comme sur la France entière, l'aurore de la Révolution se levait ; pour l'officier corse alors républicain, libre penseur et dans toute la foi de ses vingt ans, elle illuminait un horizon aux perspectives infinies. Pendant un hiver à Auxonne, il s'amusait à patiner. « Encore un tour, lui disaient deux de ses camarades. — Ma foi, non, répondit Bonaparte, qui voulait se rendre à la pension. Il est temps de partir. » Les deux officiers continuèrent à patiner. La glace céda, ils furent engloutis. Bonaparte organisa aussitôt les secours, mais on ne put retirer que des cadavres. Qu'il eût suivi ses compagnons, et la face du monde eût été changée.

Un nouveau congé permit à Bonaparte de passer à Ajaccio la fin de l'année 1789 et toute l'année 1790. La Corse, si profondément divisée par les rivalités de familles et de partis, était tout entière secouée par les idées nouvelles. Parmi les députés qu'elle avait élus à l'Assemblée de 1789, était le comte de Buttafuoco, de l'ordre de la noblesse. Celui-ci, en bon Français, soutenait les droits de la France sur la Corse ; aux yeux de Napoléon, toujours corse et pas encore français, il trahissait son pays. Devenant auteur ou mieux pamphlétaire, Bonaparte écrivit une philippique, qu'il intitula *Lettre de M. Buonaparte à M. Matteo Buttafuoco* ; elle était datée, le 23 janvier 1790, d'une petite maisonnette à la campagne qu'il appelait son cabinet de Milelli. On pourra juger du ton d'indignation et de déclamation auquel était monté notre polémiste de vingt ans et demi : « Craignez, criait-il à Buttafuoco : il est des remords vengeurs !... Dans les décrépitudes de la vieillesse et de la misère, dans l'affreuse solitude du crime, vous vivrez assez longtemps pour être tourmenté par votre conscience.... O Lameth, ô Robespierre, ô Pétion, ô Volney, ô Mirabeau, ô Barnave, ô Bailly, ô Lafayette, voilà l'homme qui ose s'asseoir à côté de vous !... Il ose se dire représentant de la nation, lui qui la vendit, et vous le souffrez ! Il ose lever les yeux, prêter les oreilles à vos discours, et vous le souffrez ! »

LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION. Le fougueux écrivain était de retour à Auxonne en février 1791. Il avait emmené avec lui son jeune frère Louis ; le futur roi de Hollande avait alors douze ans et demi. Napoléon, qui destinait « Monsieur Louis », comme il l'appelait avec une solennité familière, à entrer dans l'artillerie, lui faisait étudier avec ardeur son cours de mathématiques. C'était le temps où il travaillait lui-même de quinze à seize heures par jour. « Savez-vous comment je vivais ? C'était en ne

mettant jamais les pieds ni au café, ni dans le monde ; c'était en mangeant du pain sec, en brossant mes habits moi-même, afin qu'ils durassent plus longtemps. Pour ne pas faire tache parmi mes camarades, je vivais comme un ours, toujours seul dans ma petite chambre, avec mes livres, alors mes seuls amis. Et ces livres ? par quelles dures économies, faites sur le nécessaire, achetais-je cette jouissance ! Quand, à force d'abstinence, j'avais amassé deux écus de six livres, je m'acheminais avec une joie d'enfant vers la boutique d'un libraire qui demeurait près de l'évêché. Souvent j'allais visiter ses rayons avec le péché d'envie ; je convoitais longtemps avant que ma bourse me permît d'acheter. Telles ont été les joies et les débauches de ma jeunesse. »

Lors de la réorganisation de l'artillerie par la Constituante, Napoléon passa comme lieutenant en premier au 4e régiment ; il retourna à ce titre à Valence, sa première garnison. Il y arriva le 16 juin 1791, quelques jours avant la malheureuse affaire de la fuite à Varennes, où Louis XVI perdit le peu d'autorité qui lui restait. Dans son régiment comme partout, l'émigration faisait de nombreux vides ; mais Napoléon s'attachait de plus en plus à la Révolution. Pour lui, c'était comme un dogme : il faut tout sacrifier à la patrie, amour-propre, ambition, affection.

L'Académie de Lyon venait d'ouvrir un concours sur ce sujet : « Quelles vérités et quels sentiments il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ». Bonaparte prit part au concours. Son discours fut jugé « trop mal ordonné, trop disparate, trop décousu et trop mal écrit pour fixer l'attention ». En effet, au lieu de traiter le sujet, il avait laissé parler ou divaguer son cœur sur des questions qui le passionnaient : la Corse, la liberté, Paoli. En quelques lignes enflammées, il avait tracé à l'avance sa propre destinée, en décrivant ainsi le sort de l'homme de génie :

« L'infortuné ! je le plains, il sera l'admiration et l'envie de ses semblables, et le plus misérable de tous.... Ah ! le feu du génie ! Mais ne nous alarmons pas. Il est si rare ! Que d'années qui s'écoulent sans que la nature en produise ! Les hommes de génie sont des météores destinés à brûler pour éclairer leur siècle. »

NOUVEAU VOYAGE EN CORSE. Un nouveau congé, en 1791, lui permit de retourner en Corse. Peu après son arrivée à Ajaccio mourait son grand-oncle, l'archidiacre Lucien ; on le regardait comme le chef de la famille, depuis la mort de Charles Bonaparte. « Letizia, disait-il peu avant de mourir, cesse tes pleurs. Je meurs content, puisque je te vois entourée de tous tes enfants : ma vie ne leur est plus nécessaire. Joseph peut diriger vos affaires. Toi, Napoléon, tu seras un grand homme, *un'omone.* » Napoléon se regarda et fut regardé dès lors comme le chef de la famille. Joseph, calme et conciliant, était prêt à s'incliner devant son cadet. D'ailleurs, comme le disait plus tard Lucien, le plus turbulent et le moins docile des frères de Napoléon, « on ne discutait pas avec lui, il se fâchait des moindres observations et s'emportait à la plus légère résistance ».

En Corse, comme dans tous les départements, on levait alors des bataillons de

volontaires. Napoléon se fit élire, non sans de violentes manœuvres, lieutenant-colonel en second du 2e bataillon, le bataillon d'Ajaccio et Tallano. A ce titre il prit part, quelques jours après (avril 1792), à une violente agitation, l'émeute de Pâques, qui eut pour théâtre la citadelle d'Ajaccio. Accusé d'irrégularité, pour avoir indûment prolongé son congé, il repartit pour le continent ; il était à Paris le 28 mai 1792.

1792. LE 20 JUIN ET LE 10 AOUT. Il arrivait en pleine effervescence. Il vit sous ses yeux la double invasion des Tuileries le 20 juin et le 10 août. Le 20 juin, de la terrasse du bord de l'eau, il assista aux scènes scandaleuses qui se passaient au château. La passivité de Louis XVI, qu'il aperçut de loin coiffé du bonnet rouge, lui arracha cette exclamation indignée : « Comment a-t-on pu laisser entrer cette canaille ? Il fallait en balayer quatre ou cinq cents avec du canon, et le reste courrait encore. » Le 10 août, d'une maison du Carrousel, il assista à l'attaque du château. Il visita ensuite le jardin des Tuileries; la vue des cadavres des Suisses, morts victimes de leur devoir, lui inspira une profonde horreur.

Au cours de ces événements, il parvint à se faire réintégrer au 4e régiment d'artillerie et même à se faire nommer capitaine (juillet 1792). Il ne profita de cet avancement inespéré que pour prendre un congé et regagner sa ville natale. Il ramenait sa sœur Élisa, qu'il avait fait sortir de la maison de Saint-Cyr en pleine crise révolutionnaire. Le frère et la sœur débarquaient à Ajaccio le 15 octobre 1792.

DERNIER VOYAGE EN CORSE. Ce fut son dernier séjour en Corse : il dura environ huit mois. Il participa alors à une expédition, qui échoua, contre l'îlot sarde de la Maddalena (février 1793). D'autre part, il rompit violemment avec Paoli, parce que le héros de sa jeunesse intriguait avec les Anglais, tandis que lui-même, en s'attachant à la Révolution, représentait la cause de la France.

Il venait d'apprendre la nouvelle de la condamnation de Louis XVI. Cela n'enleva rien à sa volonté bien arrêtée de rester fidèle à la France. Il vint le dire à M. de Sémonville, qui avait alors en Corse le titre de commissaire du gouvernement : « Monsieur le Commissaire, j'ai bien réfléchi sur notre situation. On veut faire ici des folies. La Convention a sans doute commis un grand crime et je le déplore plus que personne ; mais la Corse, quoi qu'il arrive, doit toujours être unie à la France. Elle ne peut avoir d'existence qu'à cette condition; moi et les miens, nous défendrons, je vous en avertis, la cause de l'union. » Chassé d'Ajaccio par les paolistes qui l'emportaient, Napoléon, devenu à présent le chef du parti français, dut s'enfuir à Calvi avec sa famille. Ce n'était qu'un refuge temporaire. Il résolut de conduire tous les siens en France. A la fin du mois de juin 1793, la famille Bonaparte s'établissait au petit village de la Valette, près de Toulon, puis bientôt après à Marseille. De son côté, le capitaine d'artillerie se rendait à Nice, où était sa compagnie.

Détaché quelques jours après à Avignon pour y chercher des convois de poudre, il

DUGOMMIER, né à la Guadeloupe en 1736, tué à la Montagne-Noire (Catalogne) le 18 novembre 1794. GAR. ROGER (MUSÉE DE VERSAILLES)

BONAPARTE AU SIÈGE DE TOULON surveillant l'escadre anglaise, probablement le 18 décembre 1793, le lendemain de la prise du fort de l'Éguillette. DESSIN AU LAVIS DE L'ÉPOQUE. (BIBL. NAT., COLL. HENNIN.)

LE 13 VENDÉMIAIRE AN IV, 5 octobre 1795, à la fin de la journée, rue Saint-Honoré, Bonaparte, à cheval, au milieu des troupes de la Convention, donne l'ordre de pousser les canons jusqu'au pied des escaliers de l'église Saint-Roch. (Des terrains découverts s'étendaient alors entre Saint-Roch et les jardins des Tuileries.) A l'intérieur de l'église se sont réfugiés les insurgés ; quelques-uns en défendent encore les marches baïonnette au canon. Il achève ainsi la victoire de la Convention. Il avait 26 ans et un mois.

LIBR. DE RAPIT. (BIBL. NAT.)

tomba en pleine guerre civile. Les ennemis des Montagnards, les fédéralistes de Marseille, venaient de prendre Avignon ; mais la ville fut bientôt réoccupée par le général Carteaux et l'armée de la Montagne. La victoire des Jacobins inspira à Napoléon, qui partageait alors leurs idées, un dialogue à la façon de Platon : c'est le *Souper de Beaucaire*. Quatre négociants de Marseille, de Nîmes et de Montpellier, se trouvent réunis à table le dernier jour de la foire de Beaucaire. Un militaire de l'armée de Carteaux, — Bonaparte lui-même, — se joint à eux et célèbre hautement le succès des Montagnards : « Quel esprit de vertige s'est tout d'un coup emparé de votre peuple ? La République qui donne la loi à l'Europe, la recevra-t-elle de Marseille ? »

LE SIÈGE DE TOULON. Le 16 septembre, Napoléon, qui regagnait Nice, s'arrêtait devant Toulon ; la ville venait d'être livrée aux Anglais et Carteaux en faisait le siège. Il voulut voir son compatriote et ami, le conventionnel Saliceti, commissaire à l'armée de Toulon. Celui-ci lui offrit la place du commandant d'artillerie Dommartin, qui venait d'être blessé ; Napoléon accepta et entra aussitôt en fonctions. Un peu plus tard, le 18 octobre, il reçut le brevet de chef de bataillon au 2e d'artillerie.

Dès le premier jour, avec cette netteté de coup d'œil qui est un des traits de son admirable génie, il avait indiqué le moyen de mener rapidement le siège. « Prenez l'Éguillette, disait-il à Carteaux, et avant huit jours vous entrerez à Toulon. » En s'établissant dans ce fort qui bat l'entrée de la Petite Rade, les Républicains rendaient les deux rades intenables à l'escadre anglaise. L'escadre une fois chassée, la ville rebelle était prise. « Toulon est là », disait-il en montrant l'Éguillette sur la carte, et Carteaux, qui ne comprenait pas, poussait son voisin du coude et disait niaisement : « Voilà un mâtin qui n'est guère ferré sur la géographie. »

A Carteaux succéda Doppet, qui n'était guère plus capable, et à Doppet, Dugommier. Celui-ci fut tout de suite saisi par cette idée simple et forte : il n'y avait qu'une clé de Toulon, elle était au fort de l'Éguillette. On se mit à construire de nombreuses batteries à proximité du Petit Gibraltar, par où les Anglais avaient protégé l'Éguillette du côté de la terre. L'une de ces batteries était exposée à un feu terrible ; les canonniers refusaient d'y rester. Bonaparte fit mettre en avant de la batterie un poteau avec ces mots : « Batterie des hommes sans peur ». Alors ce poste d'honneur fut disputé par les plus braves canonniers de l'armée.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, une attaque très vigoureuse amena la prise du Petit Gibraltar. Le 17, les Anglais évacuaient l'Éguillette, puis le port ; mais, avant de partir, Sydney Smith, l'homme néfaste qui devait arrêter à Saint-Jean d'Acre la fortune du vainqueur des Pyramides, mettait le feu à l'arsenal et à l'escadre française. Dugommier et Bonaparte assistèrent du rivage à ce spectacle d'horreur : des vaisseaux et une ville qui flambaient. Le 19 décembre, ils entraient à Toulon.

Le 22 décembre 1793, les représentants nommaient Bonaparte général de brigade,

à cause « du zèle et de l'intelligence dont il avait donné des preuves en contribuant à la reddition de la ville rebelle ». Il avait vingt-quatre ans et quatre mois.

Pour Napoléon, des amitiés durables remontent à cet épisode de sa jeunesse. C'est là qu'il connut Muiron, qui se fit tuer au pont d'Arcole pour lui sauver la vie ; Duroc, Marmont, Junot, qui furent un jour les ducs de Frioul, de Raguse, d'Abrantès. Il avait demandé un sous-officier pour écrire un ordre. Le sergent Junot, connu pour sa belle écriture, s'était présenté ; il se mit à écrire sur l'épaulement de la batterie. Un boulet tombe à ses pieds, qui le couvre de terre, lui et son papier. « Bon ! s'écria Junot, je n'aurai pas besoin de sable. » Son courage et sa présence d'esprit avaient ce jour-là décidé de sa fortune.

NAPOLÉON, GÉNÉRAL DE BRIGADE. Le nouveau général de brigade d'artillerie passa alors à l'armée d'Italie, dont le quartier général était à Nice. Il fit adopter au général Dumerbion un plan d'opérations offensives, qui fut couronné de succès. Le 9 Thermidor (juillet 1794) arrêta brusquement sa fortune : suspect de relations avec les Montagnards et avec Robespierre jeune, il fut arrêté et mis en prison à Antibes (6-20 août 1794). Le prétexte de son arrestation était un voyage à Gênes, qu'il avait fait d'ailleurs sur l'ordre formel du conventionnel Ricord. Il adressa aux représentants Albitte et Saliceti une protestation énergique :

« Vous m'avez suspendu de mes fonctions, arrêté et déclaré suspect. Me voilà flétri sans avoir été jugé, ou bien jugé sans avoir été entendu.... Depuis l'origine de la Révolution, n'ai-je pas toujours été attaché aux principes? Ne m'a-t-on pas toujours vu dans la lutte, soit contre les ennemis internes, soit comme militaire, contre les étrangers ? J'ai sacrifié le séjour de mon département, j'ai abandonné mes biens, j'ai tout perdu pour la République.... Saliceti, tu me connais. As-tu rien vu dans ma conduite de cinq ans qui soit suspect à la Révolution? Albitte, tu ne me connais point. L'on n'a pu te prouver aucun fait ; tu ne m'as pas entendu ; tu connais cependant avec quelle adresse quelquefois la calomnie siffle.... Entendez-moi, détruisez l'oppression qui m'environne et restituez-moi l'estime des patriotes. Une heure après, si les méchants veulent ma vie, je l'estime si peu ; je l'ai si souvent méprisée ! Oui, la seule idée qu'elle peut être encore utile à la patrie me fait en soutenir le fardeau avec courage. »

Élargi, mais non réintégré, il reçut, le 13 juin 1795, le commandement d'une brigade d'infanterie à l'armée de l'Ouest, sous les ordres de Hoche. Ce commandement, qui le faisait passer dans une arme inférieure à ses yeux, n'était qu'une disgrâce déguisée : il ne voulut point l'accepter. Venu à Paris pour réclamer, il obtint d'être attaché au bureau topographique du ministère de la Guerre. Il y rédigea des plans pour Scherer, qui commandait alors l'armée d'Italie. « Que celui qui a projeté cela vienne l'exécuter », répondit Scherer de mauvaise humeur, sans se douter qu'il était un si bon prophète. Cependant, le 15 septembre 1795, Bonaparte fut rayé de la liste des généraux employés, « attendu son refus de se rendre au poste qui lui était assigné ». Découragé,

presque sans ressources, il ne savait que devenir : il parlait d'aller prendre du service dans l'artillerie du Sultan. Il ne voyait pas poindre ses destinées à l'horizon de sa vie. Le 12 août 1795, il écrivait à son frère Joseph : « Si cela continue, mon ami, je finirai par ne plus me détourner lorsque passe une voiture. »

1795. LE 13 VENDÉMIAIRE. Quelques semaines plus tard, le coup de foudre de Vendémiaire le portait au premier rang.

Les sections de Paris venaient de se mettre en insurrection contre la Convention, qui, par une voie détournée, voulait se perpétuer aux affaires dans le futur gouvernement du Directoire. Le centre de la résistance était la section Lepeletier, à l'ancien couvent des Filles de Saint-Thomas, sur l'emplacement actuel de la Bourse. Chargé de disperser les opposants, le général Menou n'avait montré qu'incapacité et faiblesse. La Convention le remplaça, le 13 Vendémiaire (le 5 octobre), vers une heure du matin, par l'un de ses membres, Barras. Celui-ci songea à prendre pour second Bonaparte, qu'il avait connu au siège de Toulon. Bonaparte a raconté qu'il était alors dans l'assemblée, quand il entendit cet appel fait à haute voix : « Si quelqu'un sait l'adresse du général Bonaparte, on le prie d'aller lui dire qu'il est attendu au Comité de l'assemblée. » Après une demi-heure d'hésitation, Bonaparte acceptait. Il avait tout le commandement.

Il a rédigé lui-même le rapport de cette journée : « L'artillerie de position était encore au camp des Sablons, gardée seulement par cent cinquante hommes ; le reste était à Marly avec deux cents hommes. Le dépôt de Meudon était sans aucune garde. Il n'y avait aux Feuillants que quelques pièces de quatre, sans canonniers, et seulement quatre-vingt mille cartouches. Les magasins des vivres étaient disséminés dans Paris. Dans plusieurs sections, l'on battait la générale. Celle du Théâtre-Français avait des avant-postes jusqu'au Pont-Neuf, qu'elle avait barricadé ». Il n'y avait pas une minute à perdre. Le défenseur improvisé de la Convention fit venir tout de suite du camp des Sablons à Neuilly toute l'artillerie disponible. Il mit quarante pièces en batterie aux Tuileries, quatre place du Carrousel, deux au pont Royal, deux rue de l'Échelle. Dès six heures du matin, les abords de la Convention étaient transformés en un véritable camp retranché. L'homme d'action s'était montré, il avait agi.

« A quatre heures, continue le rapport, les colonnes des rebelles débouchent par toutes les rues pour se former. Ils commencèrent l'attaque de tous les côtés : ils furent partout mis en déroute.... Cependant, les sections ne se tenaient pas pour battues ; elles s'étaient réfugiées dans l'église Saint-Roch, dans le théâtre de la République et dans le Palais Égalité; et partout on les entendait, furieuses, susciter les habitants aux armes.... Le général Bonaparte, qui avait eu son cheval tué sous lui, se porta aux Feuillants. Ses colonnes se mirent en mouvement ; Saint-Roch et le théâtre de la République furent forcés ; les rebelles les laissèrent. Les rebelles se retirèrent alors dans le haut de la rue de la Loi (rue de Richelieu) et se barricadèrent de tous les côtés. L'on envoya des

patrouilles et l'on tira pendant la nuit plusieurs coups de canon pour s'y opposer ; ce qui effectivement réussit.... »

Au total, il y eut environ deux cents victimes dans les rangs des ennemis de la Convention et un nombre à peu près égal chez ses défenseurs ; mais la victoire de la Convention était complète.

NAPOLÉON, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE L'INTÉRIEUR. Le lendemain, 14 Vendémiaire (6 octobre), Bonaparte était promu au grade de général de division. Le 18, son nom était officiellement prononcé à la Convention, en séance publique, comme celui du général qui, en quelques heures, avait pris toutes les dispositions nécessaires, qui avait sauvé l'assemblée et la République. Il était le héros du jour ; on l'appelait Vendémiaire ; les journaux étaient pleins de détails sur le général de vingt-six ans qui avait vaincu les Anglais à Toulon et les royalistes à Paris. Enfin, le 26 octobre, un arrêté du Comité de Salut public le nommait général en chef de l'armée de l'intérieur ; il s'installait au quartier général, au coin de la rue et du boulevard des Capucines.

Quelques jours plus tard, raconte le *Mémorial de Sainte-Hélène*, Napoléon, avec une partie de son état-major, parcourait les rues pour calmer l'agitation qui était due à la pénurie des approvisionnements. Des femmes l'entourent, le pressent ; elles demandent du pain à grands cris. Une femme, monstrueusement grosse et grasse, prend directement à parti les officiers. « Tout ce tas d'épauletiers se moquent de nous. Pourvu qu'ils mangent et qu'ils s'engraissent bien, il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de faim. » Bonaparte l'interpelle : « La bonne, regarde-moi bien ! Quel est le plus gras de nous deux ? » Le général était alors extrêmement maigre et de teint jaune. « J'étais, disait-il, un vrai parchemin. » Sa riposte fit éclater un rire général qui désarma la foule, et l'état-major continua sa route.

PHILIPPOTEAUX

BATAILLE DE RIVOLI
(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE II

BONAPARTE EN ITALIE

AU LENDEMAIN DE VENDÉMIAIRE. ⸗ MARIAGE DE BONAPARTE. ⸗ BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE. ⸗ LA PREMIÈRE ENTREVUE AVEC L'ÉTAT-MAJOR. ⸗ LA PREMIERE PROCLAMATION DE BONAPARTE. ⸗ L'ARMÉE D'ITALIE. ⸗ CAMPAGNE CONTRE LES PIÉMONTAIS. ⸗ LE PONT DE LODI. ⸗ ENTRÉE A MILAN. ⸗ CASTIGLIONE. ⸗ ARCOLE. ⸗ RIVOLI ET LEOBEN. ⸗ BONAPARTE ET LE DIRECTOIRE. ⸗ 1797. TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO. ⸗ BERTHIER ET MONGE. ⸗ BONAPARTE EN 1797. ⸗ LES FÊTES DE MILAN. ⸗ AU CONGRÈS DE RASTADT. ⸗ LA FÊTE DU LUXEMBOURG.

UNE femme d'esprit, qui vit plusieurs fois Bonaparte à Paris pendant l'année 1795, en a tracé le portrait suivant que Stendhal a inséré dans sa *Vie de Napoléon* :

« C'était bien l'être le plus maigre et le plus singulier que de ma vie j'eusse rencontré. Suivant la mode du temps, il portait des « oreilles de chien » immenses et qui descendaient jusque sur les épaules. Le regard singulier et souvent un peu sombre des Italiens ne va point avec cette prodigalité de chevelure. Au lieu d'avoir l'idée d'un homme d'esprit rempli de feu, on pense trop souvent à celle d'un homme qu'il ne ferait pas bon de rencontrer le soir auprès d'un bois. La mise du général Bonaparte n'était pas faite pour rassurer. La redingote qu'il portait était tellement râpée, il avait l'air si minable, que j'eus peine à croire d'abord que cet homme fût un général....

« Le jeune Bonaparte avait un très beau regard, et qui s'animait en parlant. S'il n'eût pas été maigre jusqu'au point d'avoir l'air maladif et de faire de la peine, on eût remarqué des traits remplis de finesse. Sa bouche, surtout, avait un contour plein de grâce. »

AU LENDEMAIN DE VENDÉMIAIRE. « Après la révolution de Vendémiaire, lit-on encore dans la *Vie de Napoléon*, nous sûmes que le général avait été présenté à Mme Tallien, alors la reine de la mode, et qu'elle avait été frappée de son regard. Nous n'en fûmes point étonnés. Le fait est qu'il ne lui manquait pour être jugé favorablement que d'être vêtu d'une façon moins misérable.

« Je me rappelle encore que le général parlait du siège de Toulon fort bien ou, du

moins, il nous intéressait en nous en entretenant. Il parlait beaucoup et s'animait en racontant ; mais il y avait des jours aussi où il ne sortait pas d'un morne silence. On le disait très pauvre et fier comme un Écossais ; il refusa d'aller être général dans la Vendée et de quitter l'artillerie. « C'est mon arme », répétait-il souvent ; ce qui nous faisait beaucoup rire. Nous ne comprenions pas, nous autres jeunes filles, comment l'artillerie, des canons pouvaient servir d'épée à quelqu'un....

MARIAGE DE BONAPARTE. Avec la journée de Vendémiaire le jeune général de vingt-six ans était devenu le dieu du jour. Il connut alors la veuve d'un général, Joséphine de Beauharnais, à laquelle il avait fait rendre l'épée de son mari, mort sur l'échafaud ; il la retrouva dans le salon de Mme Tallien, où se réunissait la société élégante et corrompue du Directoire. Restée veuve avec deux enfants, un fils de quatorze ans, une fille de douze, elle avait à cette époque trente-deux ans. Grande, de taille élancée, élégante, la démarche d'une nonchalance et d'une grâce de créole, la citoyenne Beauharnais fit une profonde impression sur le vainqueur de Vendémiaire, qui avait six ans de moins qu'elle. Il l'épousa le 9 mars 1796. Quarante-huit heures plus tard, le 11 mars au soir, il partait pour aller rejoindre l'armée d'Italie.

Sept jours, en effet, avant son mariage, le 2 mars, Bonaparte avait été nommé commandant en chef de l'armée d'Italie. Ce commandement, qu'il devait à l'appui des Directeurs Barras et Carnot, on l'appela, non sans quelque méchanceté, la dot de la citoyenne Beauharnais.

BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMEE D'ITALIE. Après Toulon, qui l'avait révélé pour ainsi dire à lui-même, après Vendémiaire, qui avait fait de lui un général de guerre civile, voici que tout à coup, à vingt-six ans et demi à peine, il entrait dans la pleine lumière de l'histoire, à une époque où les armées de la République comptaient les Jourdan, les Pichegru, les Moreau, les Masséna.

Pour lui, il se sentait à la hauteur de la tâche prodigieuse qui s'ouvrait devant son ambition. « J'étais né pour cela », a-t-il dit. Mais il fallait que les autres eussent foi en lui. Alors, avec ce merveilleux talent d'acteur qui lui a permis de jouer tant de rôles, il mit sur sa figure le masque dur et impénétrable du général en chef, de l'*imperator*, beaucoup moins soucieux de se faire aimer que de se faire respecter, de se faire craindre au besoin, avant tout de se faire obéir. Il s'était arrêté vingt-quatre heures à Marseille pour y voir sa mère et ses trois sœurs. Arnault rapporte, dans ses *Souvenirs d'un Sexagénaire*, l'impression étrange qu'il éprouva devant le jeune général, qu'il rencontra dans cette ville.

« On ne peut rien imaginer de plus grave, de plus sévère, de plus glacial que cette figure de vingt-sept ans, que ce front déjà rempli de tant de projets, déjà sillonné par tant de méditations. Il ne parla pas plus pendant le dîner que lui donna le proconsul

— Fréron — qu'il ne parlait dans ceux qu'il donna quand lui-même fut consul ; et, comme on ne l'interpellait guère plus qu'on ne l'a fait depuis, tant il en imposait à tous, le dîner fut aussi sérieux qu'aucun de ceux qui ont été faits aux Tuileries ; il n'y figura pas moins en maître qu'à ceux-là, quoiqu'il n'affectât pas de l'être. Il passa en revue la garnison de Marseille. En le voyant, les vieux soldats se demandaient si on se moquait d'eux de leur envoyer un enfant pour les commander.... Un enfant ! »

Quelques jours après, le général traversait Toulon. Son âme aurait dû être tout à la joie, car Toulon avait été le marchepied de son étonnante fortune. Decrès, son futur ministre de la Marine, était alors officier de vaisseau dans ce port ; il avait beaucoup connu Bonaparte à Paris. Aussi n'eut-il rien de plus pressé que de s'offrir à ses camarades pour les présenter, en se faisant fort de ses relations. « Je cours, dit-il, plein d'empressement, de joie ; le salon s'ouvre, je vais m'élancer, quand l'attitude, le regard, le son de sa voix suffisent pour m'arrêter. Il n'y avait pourtant en lui rien d'injurieux, mais c'en fut assez. A partir de là, je n'ai jamais tenté de franchir la distance qui m'avait été imposée. »

LA PREMIERE ENTREVUE AVEC L'ETAT-MAJOR. Le 11 avril, à Albenga, dans le pays de Gênes, Bonaparte entrait en contact avec son état-major. Les anciens, comme Sérurier, Laharpe, Masséna, Augereau, étaient disposés à lui montrer un accueil peu empressé. Augereau en particulier, ce Parisien fils d'un domestique, cet ancien maître d'armes, qui avait douze ans de plus que Bonaparte et de brillants états de service, était à l'avance insubordonné et injurieux : un favori de Barras, un général de rue et de ruelle, il ne craindrait pas de dire ses vérités à Vendémiaire ! L'état-major est introduit ; Bonaparte se fait attendre. Le voici enfin, l'épée au côté, en tenue de général, le chapeau sur la tête. Il prend la parole. De sa voix métallique à l'accent corse, de son ton de maître, sec, net, précis, tranchant, qui ne souffre pas une réplique, avec ses regards impérieux et fascinateurs, — « ces regards, comme le dira Cambacérès, qui traversent la tête, » — il donne des ordres, il explique ce qu'il fera et, d'un geste, il congédie les assistants. Augereau est resté muet. C'est seulement dehors qu'il recouvre la parole ; avec force jurons, il déclare à Masséna que « ce petit bout d'homme de général lui a fait peur : il ne peut pas comprendre l'ascendant dont il s'est senti écrasé au premier coup d'œil ».

LA PREMIERE PROCLAMATION DE BONAPARTE. Ici commence le récit d'opérations admirables. « C'est l'art, suivant le mot de Marmont, mis en action dans ce qu'il a de plus sublime. » Chaque bataille de la campagne d'Italie, c'est comme un chant de l'*Iliade*. Dans ce poème militaire, l'un des plus beaux, le plus beau peut-être qui ait jamais été écrit par l'épée, y a-t-il quelque chose de plus grandiose et de plus significatif à la fois que la proclamation militaire qui lui sert de

préface? Arrivé à Nice, Bonaparte s'adresse directement aux trente-six mille hommes, sans souliers, sans pain, sans discipline, qu'on appelait l'armée d'Italie.

Quartier général, Nice, 7 germinal an IV. (27 mars 1796.)

« Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le Gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage ou de constance? »

Une voix nouvelle vient de se faire entendre dans les armées de la République, avec quel accent, quel verbe d'autorité! Les hommes de l'armée d'Italie ne sont plus des « citoyens », comme les héros des armées du Rhin ou de Sambre-et-Meuse; ce sont des « soldats ». Du sommet des Apennins, le tentateur leur montre la terre promise; c'est lui qui les y conduira. Il le leur disait encore quelques jours plus tard : « Amis, je vous la promets, cette conquête! » Il leur donnera la gloire, cette fumée enivrante pour laquelle les Gaulois de tous les temps ont accompli tant d'exploits. Puis, dès la première parole, c'est ce moi prodigieux, ce moi colossal qui va tout absorber : « Le Gouvernement ne peut rien vous donner.... Je veux vous conduire. » C'est aussi cette fascination électrique, irrésistible, du général qui entre en contact, en communion avec ses hommes; il sait parler le langage qui convient à leur imagination, à leur ambition, à leur soif de jouissances. Un mot d'ordre inconnu est passé dans les rangs de son armée : à lui-même la puissance, à ses soldats la richesse.

L'ARMÉE D'ITALIE. Cette misère matérielle de l'armée d'Italie, cette nudité, ce n'étaient point de vaines expressions, mais la vérité même : l'armée était en loques et en guenilles. Stendhal a raconté l'histoire d'un lieutenant de ses amis, un des plus beaux officiers de l'armée, qui fut invité à dîner à Milan chez une marquise, pour le palais de laquelle il avait reçu un billet de logement. Il avait pour toutes chaussures des empeignes, d'ailleurs bien cirées; il les avait attachées soigneusement avec de petites cordes, mais il y avait « absence complète de semelles ». Pour se faire bien venir des laquais, car la marquise était très belle, il leur donna un écu de six francs; c'était tout ce qu'il possédait au monde. Deux officiers, l'un chef de bataillon et l'autre lieutenant, rapporte encore l'auteur de la *Vie de Napoléon*, n'avaient à eux deux, lors de l'entrée à Milan, qu'un pantalon, de casimir noisette, et trois chemises. Celui qui ne portait pas le pantalon prenait une redingote d'uniforme croisée sur la poitrine; avec un habit rapiécé à dix endroits, c'était toute leur garde-robe. Les riches de cette armée avaient des assignats, et les assignats n'avaient aucune valeur en Italie. Pour tous, c était la

BONAPARTE, à 28 ans et demi. — Esquisse faite en trois heures, décembre 1797.

JOSÉPHINE BONAPARTE. — Esquisse datée de 1798. Joséphine avait 35 ans.

LES JARDINS DU PALAIS-ROYAL. — Ouverts depuis peu, les jardins et les galeries voisines étaient la promenade à la mode. Bonaparte les fréquentait, quand il habitait, en 1787, à l'hôtel de Cherbourg, rue de Vauvilliers, dans le voisinage.

PAR DEBUCOURT. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

SERURIER, *né à Laon, le 8 sept. 1742, mort à Paris, le 21 déc. 1819.*

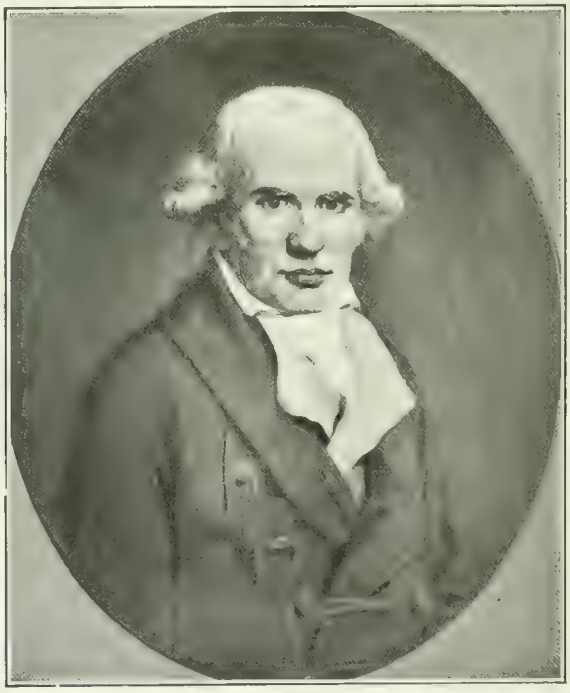
(DE LE BONNETABLE, BIBL. NAT., ESTAMPES.)

AUGEREAU, *né à Paris, le 21 oct. 1757, mort à la Houssaye (Seine-et-Marne), le 12 juin 1816.*

(AK. THEVENIN. MUSÉE DE VERSAILLES.)

BERTHIER, *né à Versailles, le 20 nov. 1753, mort à Bamberg (Bavière), en juin 1815.*

(D'APRÈS GÉR. — BIBL. NAT., ESTAMPES.)



MONGE, *né à Beaune, en 1746, mort à Paris, le 28 juillet 1818.*

(AK. MAUZAISSE. MUSÉE DE VERSAILLES.)

misère noire. Bonaparte, à son départ de Paris, avait emporté en tout deux mille louis en espèces, quarante mille francs.

Le poète Alfieri, qui vit cette armée d'Italie, a dit que c'était « toute la ladrerie de Provence et de Languedoc, conduite par un capitaine gueux ». Mais ces hommes étaient jeunes, d'une extrême bravoure ; méridionaux pour la plupart, ils avaient l'entrain et la gaieté de leurs provinces ensoleillées. Dans le jeune général qu'on leur envoyait de Paris, ils avaient reconnu leur dieu ; ils étaient prêts à le suivre partout. Ils avaient la foi, ces soldats obscurs qui allaient être la pépinière de la Grande Armée, la foi en la Révolution et au messie qui l'incarnait. Ils furent vainqueurs, parce qu'en eux ils portaient deux forces qui brisent tout : l'énergie de la volonté, l'impétuosité de l'enthousiasme. La campagne d'Italie fut ainsi, suivant le mot d'Albert Sorel, « le courant le plus véhément et le plus riche de puissance humaine que jamais l'histoire ait vu se déchaîner ». A ces hommes que le souffle de la Révolution emportait, le dieu fit un signe, et la marche triomphale commença. Elle allait se dérouler, pendant près de vingt ans, à travers les plaines du Pô, du Danube et de l'Elbe, à travers les sables de l'Égypte, les sierras de l'Espagne, les neiges de la Russie, les coteaux de la Brie et de Mont-Saint-Jean.

CAMPAGNE CONTRE LES PIÉMONTAIS. Vingt-deux mille Piémontais avec Colli, trente mille Autrichiens avec Beaulieu, barraient aux Français les routes qui mènent des bords de la Méditerranée dans la haute vallée du Tanaro. Le plan de Bonaparte, simple et clair, fut de frapper les ennemis au centre de leur position pour les séparer, de les attaquer ensuite isolément, de les poursuivre jusqu'à leur destruction complète. Ce n'est plus le vieux jeu de barres classique, qui consiste à prendre et à échanger quelques prisonniers. C'est l'offensive foudroyante et sans répit. « Soldat, frappe au visage ! Soldat, droit au cœur ! »

Le 12 avril, Masséna, Augereau, Laharpe forcent les positions des Autrichiens à Montenotte. En débouchant dans les gorges de la Bormida, Bonaparte lance à sa gauche Augereau sur les Piémontais, à sa droite Laharpe et Masséna sur les Autrichiens. Colli est battu à Millesimo le 13 avril, Beaulieu à Dego le 14. Alors Bonaparte se porte avec toutes ses forces contre l'armée piémontaise de Colli ; il l'écrase à Mondovi le 21 avril.

La cour de Turin était aux abois ; le roi de Sardaigne Victor-Amédée s'empressa d'envoyer au quartier général des Français le général de La Tour et le colonel marquis Costa pour négocier un armistice. Bonaparte les reçut à Cherasco. Ils se plaignaient de la dureté des conditions. « Messieurs, je vous préviens que l'attaque générale est ordonnée pour deux heures — il était alors une heure du matin — et que cette attaque ne sera pas différée d'un moment. Il pourra m'arriver de perdre des batailles, mais on ne me verra jamais perdre des minutes par confiance ou par paresse. » A deux heures du matin, le 28 avril, l'armistice de Cherasco était signé. Il terminait cette campagne de Piémont, qui avait été rapide comme la foudre ; elle avait duré en tout dix-huit jours.

Les places d'Alexandrie, de Coni, de Tortone étaient remises aux Français jusqu'à la

signature de la paix avec Victor-Amédée de Savoie. « C'est un roi, écrivait Bonaparte au Directoire, qui se met absolument à ma discrétion. Si vous me continuez votre confiance et que vous approuviez ces projets, l'Italie est à vous. »

LE PONT DE LODI. La campagne du Piémont n'était, pour Bonaparte, que le premier pas de sa course. Il fallait à présent enlever la Lombardie aux Autrichiens. « Peuples de l'Italie, disait une proclamation du 26 avril, l'armée française vient pour rompre vos chaînes. » Beaulieu s'était retranché derrière le Tessin, dont le cours marécageux formait la fronetièr entre le Piémont et le Milanais. Une manœuvre hardie de Bonaparte fit tomber cette ligne de défense. Il descend le Pô à droite. Arrivé à Plaisance, il y franchit le fleuve le 7 mai. Il débouchait ainsi en plein Milanais Beaulieu voyait sa position tournée; il alla se retrancher derrière l'Adda. Le 10 mai, Bonaparte arrive devant Lodi. Il veut donner à son armée la gloire d'une action qui retentira dans toute l'Europe, avec d'autant plus d'éclat qu'il n'était pas militairement nécessaire de forcer le passage de l'Adda pour entrer à Milan. Il connaît son armée, il sait ce qu'il peut en attendre. Il résout de passer le pont de Lodi de vive force. Il range ses grenadiers en colonnes serrées : le pont est franchi au pas de charge. Les « vieilles moustaches » saluèrent le vainqueur du titre de « Petit Caporal », et l'Europe militaire applaudit à cet acte d'extrême audace.

Pour lui, dès ce jour, il se sentit appelé à je ne sais quoi d'extraordinaire. « Vendémiaire et Montenotte, dit-il, ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur ; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir, après tout, un acteur décisif sur notre scène politique. »

ENTRÉE A MILAN. Le 15 mai, le jeune général faisait son entrée à Milan par l'arc de triomphe de la Porta Romana, « à la tête de cette jeune armée qui venait de passer le pont de Lodi et d'apprendre au monde qu'après tant de siècles, César et Alexandre avaient un successeur.... Ces soldats français, ajoute Stendhal, riaient et chantaient toute la journée ; ils avaient moins de vingt-cinq ans, et leur général en chef, qui en avait vingt-sept, passait pour l'homme le plus âgé de son armée. »

Quel étonnant dimanche, quelle journée de Pentecôte, ce 15 mai 1796, où le général de vingt-six ans et demi — vingt-six ans et demi ! — « rayonnant de bonheur et d'orgueil », entra dans Milan, sur un petit cheval blanc, au milieu d'un peuple en délire, qui l'acclamait, le couvrait de fleurs, se jetait dans ses bras! Comment ne pas envier ces générations, heureuses entre toutes, qui assistèrent à cette marche triomphale comme on n'en vit jamais, comme on n'en verra plus peut-être?

« Eh bien ! disait le maître de Milan à Marmont, le soir, au moment de se mettre au lit; que croyez-vous qu'on dise de nous à Paris? Est-on content? — L'admiration doit être à son comble. — Ils n'ont encore rien vu, reprit Bonaparte, et l'avenir nous réserve des succès bien supérieurs à ce que nous avons déjà fait. La fortune ne m'a pas souri

aujourd'hui pour que je dédaigne ses faveurs : elle est femme, et plus elle fait pour moi, plus j'exigerai d'elle. De nos jours, personne n'a rien conçu de grand ; c'est à moi d'en donner l'exemple. »

A ses soldats, ivres de gloire et de plaisir, « à ses frères d'armes », il adresse la proclamation la plus belle peut-être qu'il ait jamais écrite (Milan, 20 mai) :

« Soldats ! Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé, tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie.... Le Pô, le Tessin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour ; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants, vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie ; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais ne vous reste-t-il donc plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà courir aux armes : un lâche repos vous fatigue ; les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons ! Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.... Mais que les peuples soient sans inquiétude ; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui se rendirent célèbres, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de vos victoires. Elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : « Il était de l'armée d'Italie. »

A ce moment même, le Directoire envoyait à Bonaparte l'ordre de couper son armée en deux. Il y aurait une armée d'Italie, au nord de la péninsule, avec Kellermann, une armée du Midi, au centre, avec lui-même. Voici sa réponse :

« J'ai fait la campagne sans consulter personne. (Ses plans, en effet, n'étaient ni du Directoire, ni de Carnot, ni de son chef d'état-major Berthier ; ils étaient de lui seul.) Je n'eusse rien fait de bon, s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures et dans un dénuement absolu de tout, parce que, persuadé que votre

confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.... Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi ; mais tous les deux ensemble, nous la ferons fort mal. »

Le Directoire ne répliqua point ; il avait trouvé son maître.

CASTIGLIONE. Bonaparte ne resta que huit jours à Milan ; la belle capitale de la Lombardie, avec ses séductions, aurait pu facilement devenir une autre Capoue pour les soldats du nouvel Annibal. Vaincue, mais non détruite, l'armée autrichienne s'était repliée derrière le Mincio, entre le lac de Garde et le Pô. Avant de courir à elle, Bonaparte s'était rendu, le 26 mai, à Pavie, où une insurrection venait d'éclater ; la ville fut traitée avec une grande dureté. Puis il reprit l'offensive contre les Autrichiens. Le 30 mai, à Borghetto, il surprit le passage du Mincio ; les vaincus sont dispersés ou enfermés dans Mantoue. La citadelle du Mincio allait devenir une souricière, où il allait faire entrer, l'une après l'autre, trois armées autrichiennes.

L'Italie était aux pieds du jeune vainqueur. Fort de la terreur qu'il inspire, il lève des contributions de guerre ; il signe à Brescia, le 5 juin, un armistice avec le roi de Naples, à Bologne, le 23, un autre armistice avec le Saint-Siège ; il se fait donner des manuscrits, des statues, des œuvres d'art ; il envoie des millions au Directoire et à l'armée du Rhin ; il entretient son armée, ses collègues, le gouvernement. Ses soldats, gorgés de victoires et de richesses, ont pour lui un dévouement de fanatiques.

Le blocus de Mantoue venait de commencer. Bonaparte voit fondre sur lui, venant du Nord, une armée autrichienne de soixante-dix mille hommes, que commandaient Wurmser et son lieutenant Quasdanovich. En un instant son parti est pris : il lève le siège pour courir aux ennemis. Ce sont les combats de Salo et de Lonato, le 31 juillet et le 3 août, qui rejettent Quasdanovich dans le Tyrol par la vallée de la Chiese, puis la belle victoire de Castiglione, le 5 août.

Wurmser était arrivé à Castiglione, au sud du lac de Garde ; dans l'espoir de rejoindre son lieutenant, dont il ignorait la défaite, il avait démesurément étendu sa droite vers le Nord. Bonaparte, pour encourager cette manœuvre, cède le terrain ; en même temps il fait passer la division Sérurier sur les derrières de l'ennemi. Puis il fait une brusque volte-face, il lance Augereau sur les Autrichiens. Ils sont coupés au centre, leur gauche est prise, leur droite est rejetée sur le lac.

Dans cette campagne de six jours, l'Autriche avait perdu trois batailles.

Wurmser s'était enfui par le Tyrol. Bonaparte se lance à sa poursuite, après avoir renvoyé devant Mantoue la division Sérurier. C'est une course folle, d'abord sur l'Adige, puis à travers les Alpes Cadoriques, puis sur la Brenta, les Autrichiens en tête, les Français derrière. Primolano et Bassano virent de nouvelles victoires, le 7 et le 8 septembre. Enfin, le 15 septembre, la bataille de Saint-Georges, aux portes mêmes de Mantoue, y enfermait Wurmser.

Cette manière de faire la guerre, cette terrible *furia francese* déroutait toutes les

BONAPARTE EN ITALIE

BONAPARTE EN 1798, à 28 ans et demi. — *Regardez ce corps maigre, a dit Taine à propos de ce portrait, ce cou enveloppé par la haute cravate tortillée, ces tempes dissimulées par de longs cheveux plats et retombants, ces traits durs, ce menton massif et proéminent, ces grands yeux clairs profondément enchâssés dans de larges arcades sourcilières, ce regard fixe, oblique, perçant comme une épée.* »

PAR GUÉRIN (BIBL. NAT., ESTAMPES)

BONAPARTE AU PONT D'ARCOLE, 1re journée, 15 nov. 1796. — *C'est le moment tragique où, les troupes d'Augereau refusant d'avancer, Bonaparte, un drapeau à la main, s'élance sur le pont que balayait la mitraille autrichienne.*

PAR BELLANGÉ (BIBL. NAT., ESTAMPES)

PASSAGE DU PONT DE LODI, 10 mai 1796. — Lodi, sur la rive droite de l'Adda, avait été occupé, vers 11 h. du matin, par notre avant-garde. Les Autrichiens s'étaient retranchés sur la rive gauche. Un pont de bois, aux arches très rapprochées, sur pilotis, long de près de 200 m., large de 3, reliait les deux rives. Bonaparte fit mettre en batterie plusieurs pièces. A 5 h., il lança sur le pont les grenadiers et les carabiniers, en grande partie des

Savoyards, que précédait un colosse, le commandant Dupas, ait le général Z'en-Avant. Tous les généraux payèrent de leur personne : Masséna, Dallemagne, Lannes, Monnier, Cervoni, Berthier, qui fut ce jour-là, dit Bonaparte, « canonnier, cavalier et grenadier ». Bonaparte avait tout dirigé de Lodi, ayant à ses côtés le commissaire du gouvernement Saliceti. Cette journée célèbre nous coûta 500 hommes et 2 000 aux Autrichiens. PAR LEJEUNE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

ITALIE, 1796. — *La personne de Bonaparte se détache sur le fond du bivac, Les soldats, en se chauffant les pieds, le contemplent en silence ; et lui, de sa petite stature (1m. 674), il les domine comme, pendant près de vingt ans, il va dominer le monde.* LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

« IL EST DÉFENDU DE FUMER, MAIS VOUS POUVEZ VOUS ASSEOIR. » — *Ce mot du vieux sergent, s'adressant aux jeunes soldats qui pataugent dans les marais, témoigne, comme tant d'autres, de la bonne humeur de l'armée de Bonaparte.* LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

habitudes. Un jour on amena à Bonaparte un gros colonel autrichien, qu'on venait de faire prisonnier. Sans dire sa qualité, le général lui demanda comment allaient les affaires. « Oh! très mal ! Je ne sais pas comment cela finira, mais on n'y comprend plus rien. On nous a envoyé, pour nous combattre, un jeune étourneau qui vous attaque à droite, à gauche, par devant, par derrière ; on ne sait plus que devenir. Cette manière est insupportable ; aussi, pour ma part, je suis tout consolé d'avoir fini. »

Cependant, Bonaparte était plus maigre, plus jaune que jamais. En bivaquant auprès des marais de Mantoue, il avait pris la fièvre. « Ses yeux seuls et leur regard, fixe et perçant, annonçaient le grand homme. »

ARCOLE. Une nouvelle armée autrichienne descend en Italie, sous les ordres du Hongrois Alvinczy. « Lorsque le tambour du combat aura battu, dit Bonaparte à ses troupes, et qu'il faudra marcher à l'ennemi, la baïonnette en avant, et dans ce morne silence garant de la victoire, soldats! songez à être dignes de vous. Je ne vous dis que deux mots, ils suffisent à des Français : l'Italie! Mantoue !... Faisons encore une fois ce que nous avons fait si souvent, et l'Europe ne nous contestera pas le titre de la plus brave et de la plus puissante nation du monde. »

Ces paroles enflammées, du 11 novembre, c'est le coup de clairon qui a sonné la charge d'Arcole. Bonaparte avait vainement essayé, le 12 novembre, de déloger Alvinczy des hauteurs de Caldiero, à trois lieues à l'est de Vérone. Alors il évacue cette ville, descend l'Adige par la rive droite, et arrive à Ronco, d'où il s'efforce de tourner l'ennemi. Pendant soixante-douze heures on lutta pour enlever un pont que balayait sans répit la mitraille des Autrichiens. Bonaparte s'élance, un drapeau à la main ; ce n'est plus un homme, c'est un dieu. Son aide de camp, Muiron, est tué à ses côtés ; Lannes, le Gascon à la folle bravoure, qui venait au combat avec un chapeau « surmonté d'un plumet plus haut et plus touffu que celui d'un mulet de Provence », reçoit sa dix-septième blessure ; Bonaparte lui-même est rejeté dans le marais, il va être pris, tué, noyé, et cependant l'armée passa ! Ce fut dans ces admirables journées d'Arcole, les 15, 16 et 17 novembre, que Bonaparte exerça sur ses troupes un charme irrésistible et ensorcelant. Il n'avait point craint de périr. Toute l'armée s'était élancée pour le venger. Le même baptême de feu et de sang avait uni pour toujours le général et les soldats. Le 19 novembre, le vainqueur d'Arcole rentrait à Vérone par la rive gauche de l'Adige.

RIVOLI ET LEOBEN. Deux mois plus tard, le 14 janvier 1797, Rivoli.

L'Autriche avait donné à Alvinczy une armée nouvelle ; elle arrivait par le Brenner et le haut Adige. Le plateau de Rivoli entre le fleuve et le lac de Garde devait lui servir de lieu de concentration. Bonaparte accourt de Vérone à marches forcées. Le 14 janvier, à deux heures du matin, il arrive sur ce champ de bataille; à mesure que l'armée d'Alvinczy débouche sur le plateau par le défilé d'Incanale, elle est refoulée, dislo-

quée, détruite. Masséna avait été l'un des héros de cette journée foudroyante.

Bonaparte enlève, une fois de plus, son armée; il franchit au pas de course les quatorze lieues qui séparent Rivoli de Mantoue. Le 16, à la Favorite, devant Mantoue, il bat un dernier corps ennemi, que commandait Provera; il en rejette les débris dans Mantoue. Le 2 février, Wurmser, qui n'avait pas été secouru, rendait Mantoue.

Bonaparte adressa cette proclamation à ses soldats (Bassano, 10 mars) :

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante et dix combats ; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canons de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont.... Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et de la nouvelle Italie.... Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe.... Les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique. »

Peu après la reddition de Mantoue, le 19 février, Bonaparte avait imposé à Pie VII le traité de Tolentino : le pape renonçait à Avignon et au Comtat-Venaissin, aux légations de Ferrare et de Bologne ; il payait une forte indemnité pécuniaire ; il cédait à la France un grand nombre d'objets d'art.

L'Autriche fit un dernier effort. L'archiduc Charles venait de battre en Franconie Jourdan et l'armée de Sambre-et-Meuse ; par suite, l'armée du Rhin, que Moreau avait conduite sur le haut Danube, avait dû faire sa fameuse retraite à travers la Forêt-Noire. L'archiduc fut envoyé en Italie. Bonaparte vola au-devant de lui. C'est la campagne des Alpes Carniques, avec les batailles du Tagliamento, du col de Tarvis, de Neumarkt, autant de victoires, le 16 mars, le 24 mars, le 2 avril 1797. On se bat dans des gorges sauvages, au milieu des nuages, au pied des glaciers, et les Français avancent toujours. De Klagenfurt, le 31 mars, Bonaparte écrivait à son adversaire :

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous tué assez de monde, et commis assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tout côté.... Êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ?... Quant à moi, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique, que je me trouverais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le 13 avril, Bonaparte arrivait à Leoben, au cœur de la Styrie. L'avant-garde de Masséna s'était emparée des hauteurs du Semmering, à 900 mètres d'altitude ; de là, elle découvrait la plaine de Vienne. Cent kilomètres à peine la séparaient de la capitale de l'Autriche.

BONAPARTE ET LE DIRECTOIRE. Sans attendre d'avoir reçu des pouvoirs particuliers, Bonaparte signait, le 18 avril, les préliminaires de Leoben. Le Directoire risqua quelques représentations ; il y répondait, le 30 juin, dans ces termes méprisants :

« J'ai le droit de me plaindre de l'avilissement dans lequel les premiers magistrats de la République traînent ceux qui ont agrandi, après tout, la gloire du nom français. Je vous réitère, Citoyen Directeur, la demande que je vous ai faite de ma démission. J'ai besoin de vivre tranquille, si les poignards de Clichy veulent me laisser vivre.

« Vous m'aviez chargé des négociations ; j'y suis peu propre. »

Quand le Directoire fit le coup d'État de fructidor (septembre 1797) contre la majorité royaliste des Conseils, des soupçons coururent un moment à Paris sur les sentiments de Bonaparte. Voici comment il y coupa court, par sa lettre du 25 septembre :

« Je vous prie de me remplacer et de m'accorder ma démission. Aucune puissance sur la terre ne sera capable de me faire continuer de servir, après cette marque horrible de l'ingratitude du Gouvernement, à laquelle j'étais bien loin de m'attendre. Ma santé, considérablement affectée, demande impérieusement du repos et de la tranquillité.

« La situation de mon âme a aussi besoin de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis trop longtemps un grand pouvoir est confié dans mes mains ; je m'en suis servi dans toutes les circonstances pour le bien de la patrie. Tant pis pour ceux qui ne croient pas à la vertu et qui pourraient avoir suspecté la mienne. Ma récompense est dans ma conscience et dans l'opinion de la postérité. »

Le Directoire lui répondit : « Rien de plus saint que la maxime : *Cedant arma togæ*, pour le maintien des républiques. Ce n'est pas un des traits les moins glorieux de la vie d'un général placé à la tête d'une armée triomphante, de se montrer lui-même si attentif sur un point aussi important. » Bonaparte avait obligé les Directeurs à lui écrire qu'ils croyaient, qu'ils se confiaient à sa vertu.

1797. TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO. Le Directoire le laissa alors signer, comme il voulut, le traité de Campo-Formio, le 17 octobre. La France acquérait enfin les Pays-Bas autrichiens ; dans l'Italie du Nord, avec l'ancien Milanais, elle créait un nouvel État, la république Cisalpine. A quel prix ce triomphe était-il acheté? Au prix de l'existence même de Venise. Bonaparte était irrité par la neutralité malveillante de la Sérénissime ; le terrible vainqueur répétait un mot de Frédéric II : « Il n'y a point de pays neutre là où il y a la guerre. » Sous prétexte de venger le massacre dit des « Pâques Véronaises », quand des Français furent assassinés dans les hôpitaux de Vérone, il avait traité Venise comme, deux ans plus tôt, la Prusse, la Russie et l'Autriche avaient traité la Pologne. « Je ne vois plus d'autre parti que d'effacer le nom vénitien de dessus la surface du globe. » Il avait occupé la République de Saint-Marc et il l'avait livrée à l'Autriche ; c'était pour cette puissance un échange très avantageux. « C'est fini, avait-il dit à Bourrienne, je fais la paix. Venise paiera les frais de la guerre et la limite du Rhin. Le Directoire et les avocats diront ce qu'ils voudront. »

Le *Mémorial de Sainte-Hélène* raconte, à propos des négociations de Campo-Formio, une anecdote pittoresque. L'Autriche était représentée par le comte de Cobenzl et par M. de Gallo. Les pourparlers marchaient très lentement. Bonaparte résolut

d'en finir. Une conférence avait été annoncée comme la dernière, et elle ne donnait pas encore de résultat. Pris d'une fureur subite : « Vous voulez la guerre ? s'écria Bonaparte. Eh bien ! vous l'aurez ! » Il saisit en même temps un magnifique cabaret de pòrcelaine, don de la Grande Catherine à M. de Cobenzl ; il le jeta à terre, où la porcelaine vola en mille éclats. « Voyez, s'écria-t-il. Eh bien ! Telle sera votre monarchie autrichienne avant trois mois, je vous le promets. »

Le ministre autrichien avait fait disposer, selon la coutume, un fauteuil vide pour l'empereur d'Allemagne. « Faites ôter ce fauteuil, lui dit Bonaparte. Je n'ai jamais vu un siège plus élevé que le mien, sans avoir aussitôt l'envie de m'y placer. »

BERTHIER ET MONGE. Pendant les négociations de Campo-Formio, Bonaparte habitait au village voisin de Passariano. De cet endroit, le 18 octobre 1797, il faisait part au Directoire du traité, signé la nuit même. Il avait choisi deux hommes de caractères différents, un soldat et un savant, pour en porter la nouvelle à Paris.

« Citoyens Directeurs, le général Berthier et le citoyen Monge vous portent le traité de paix définitif qui vient d'être signé entre l'empereur et nous. Le général Berthier, dont les talents distingués égalent le courage et le patriotisme, est une des couronnes de la République, comme un des plus zélés défenseurs de la liberté. Il n'est pas une victoire de l'armée d'Italie à laquelle il n'ait contribué. Je ne craindrai pas que l'amitié me rende partial, en retraçant ici les services que ce brave général a rendus à la patrie ; mais l'histoire prendra ce soin et l'opinion de l'armée fondera le témoignage de l'histoire. Le citoyen Monge, un des membres de la commission des sciences et arts, est célèbre par ses connaissances et son patriotisme. Il a fait estimer les Français par sa conduite en Italie. Il a acquis une part distinguée dans mon amitié. Les sciences, qui nous ont révélé tant de secrets, détruit tant de préjugés, sont appelées à nous rendre de plus grands services encore. De nouvelles vérités, de nouvelles découvertes nous révéleront des secrets plus essentiels encore au bonheur des hommes ; mais il faut que nous aimions les savants et que nous protégions les sciences.

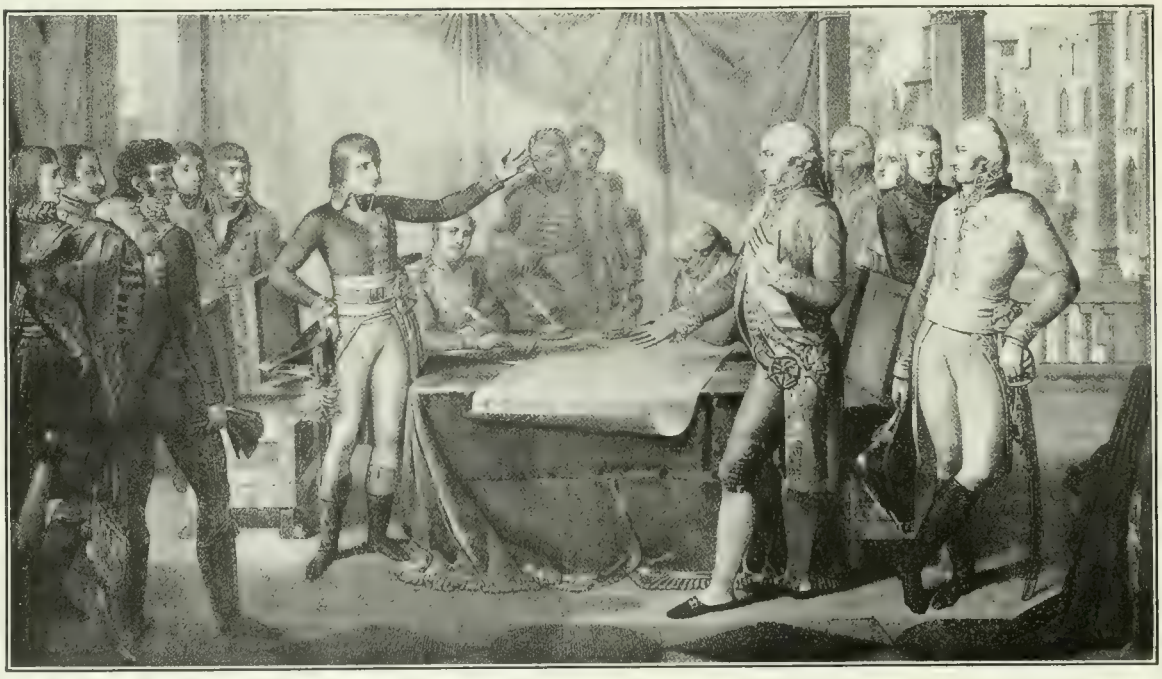
« Accueillez, je vous prie, avec une égale distinction le général distingué et le savant physicien. Tous les deux illustrent la patrie et rendent célèbre le nom français. Il m'est impossible de vous envoyer le traité de paix définitif par deux hommes plus distingués dans un genre différent. »

BONAPARTE EN 1797. « Ici, dit Stendhal, finissent les temps héroïques de Napoléon. Je me rappelle fort bien l'enthousiasme dont sa jeune gloire remplissait toutes les âmes généreuses. Nous disions tous : « Plût à Dieu que le jeune général de l'armée d'Italie fût le chef de la République ! »

En Italie, tous ceux qui l'approchèrent, qui l'entendirent en cette année 1797, comprirent qu'il était le maître et qu'il le savait. Au palais Serbelloni, à Milan, ou au château de Mombello, ou à Passariano dans les environs d'Udine, ce n'était plus un chef

ENTRÉE DES FRANÇAIS A MILAN, par la Porta Romana, 26 floréal an IV, dimanche de Pentecôte, 15 mai 1796. — Bonaparte, venu de Lodi en voiture, monta à cheval pour l'entrée à Milan.

BATAILLE DE RIVOLI, 14 janv. 1797. — Arrivé de Vérone à 2 h. du matin, Bonaparte commença la bataille à 7 h. ; il repartit le soir même pour se rendre devant Mantoue, à 13 lieues de Rivoli, avec la division Masséna, qui se battit durant trois jours continus. D'APRÈS C. VERNET. (BIBL. NAT. ESTAMPES.)



PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX, signés au château d'Eggenwald, près de Leoben, entre Bonaparte et le marquis de Gallo, 18 avril 1797. Tableau exposé au Salon de 1806.

PAR LEHMERT (MUSÉE DE VERSAILLES)

FÊTE DONNÉE A BONAPARTE, PAR LE DIRECTOIRE, dans la cour d'honneur du Palais national (le Luxembourg), le 10 décembre 1797. Les discours de Talleyrand, de Bonaparte, de Barras furent accompagnés de chants patriotiques, comme le Chant du Retour, *paroles de M.-J. Chénier, musique de Méhul :*

« Tu fus longtemps l'effroi ; sois l'amour de la terre. O République des Français ! Que le chant des plaisirs succède aux cris de guerre. La victoire a conquis la paix. »

(BIBL. NAT., ESTAMPES.)

d'armées, mais un chef de gouvernement, déjà environné de l'appareil d'une cour.

Voici le témoignage d'Arnault, qui le vit au palais Serbelloni : « Autour du général, mais à distance, se tenaient les officiers supérieurs, les chefs des administrations de l'armée, les magistrats de la ville, et aussi quelques ministres des gouvernements d'Italie, tous debout comme lui. Rien de remarquable pour moi comme l'attitude de ce petit homme au milieu de colosses dominés par son caractère. Son attitude n'était pas celle de la fierté, mais on y reconnaissait l'aplomb d'un homme qui a la conscience de ce qu'il vaut et qui se sent à sa place. Bonaparte ne se haussait pas pour se mettre au niveau des autres ; déjà on lui épargnait cette peine. Personne de ceux avec qui il liait conversation ne paraissait plus grand que lui. Berthier, Kilmaine, Clarke, Villemanzy, Augereau même attendaient en silence qu'il leur adressât la parole, faveur que tous n'obtinrent pas ce soir-là. Jamais quartier général n'a plus ressemblé à une cour. C'était ce qu'ont été depuis les Tuileries.... « Cet homme-là, dis-je à Regnauld, en retournant « chez nous, cet homme-là est un homme à part. Tout fléchit sous la supériorité de son « génie, sous l'ascendant de son caractère ; tout en lui porte l'empreinte de l'autorité. « Voyez comme la sienne est reconnue par des gens qui s'y soumettent sans s'en douter, « ou peut-être en dépit d'eux. Quelle expression de respect et d'admiration dans tous « les hommes qui l'abordent ! Il est né pour dominer, comme tant d'autres sont nés « pour servir. S'il n'est pas assez heureux pour être emporté par un boulet, avant « quatre ans il sera en exil ou sur le trône. »

LES FÊTES DE MILAN. Écoutons-le lui-même. Le 26 messidor an V, il fit célébrer à Milan, avec une pompe révolutionnaire, l'anniversaire du 14 juillet. Après la revue des troupes et la remise aux demi-brigades des drapeaux nouveaux qui portaient les noms des victoires récentes, il adressa une proclamation à l'armée :

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet. Vous voyez devant vous les noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour la liberté de la patrie : ils vous ont donné l'exemple. Vous vous devez tout entiers à la République....

« Soldats, le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons, par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons sur nos nouveaux drapeaux : Guerre implacable aux ennemis de la République et de la Constitution de l'an III. »

Quand le Directoire préparait contre les royalistes le coup d'État qui devait éclater le 18 fructidor, Bonaparte y adhérait à l'avance par ses proclamations et par l'envoi d'Augereau à Paris ; mais, en même temps, il disait à un confident :

« Croyez-vous que ce soit pour faire la grandeur des avocats du Directoire, des Carnot, des Barras, que je triomphe en Italie ? Croyez-vous aussi que ce soit pour fonder une république ? Quelle idée ! Une république de trente millions d'hommes !

Avec nos mœurs, nos vices ! Où en est la possibilité ? C'est une chimère dont les Français sont engoués, mais qui passera avec tant d'autres. Il leur faut de la gloire, les satisfactions de la vanité ; mais la liberté, ils n'y entendent rien. Voyez l'armée : les succès que nous venons de remporter, nos triomphes ont déjà rendu le soldat français à son véritable caractère. Je suis tout pour lui. Que le Directoire s'avise de vouloir m'ôter le commandement, et il verra s'il est le maître. Il faut à la nation un chef, un chef illustre par la gloire, et non pas des théories de gouvernement, des phrases, des discours d'idéologues auxquels les Français n'entendent rien.... Si je ne suis à la tête de cette armée que je me suis attachée, il me faut renoncer à ce pouvoir, à cette haute position où je me suis placé, pour aller faire ma cour, au Luxembourg, à des avocats. Je ne voudrais quitter l'Italie que pour aller jouer en France un rôle à peu près semblable à celui que je joue ici, et le moment n'est pas encore venu ; la poire n'est pas mûre. »

C'est là toute la raison de sa fidélité d'occasion à la tradition jacobine. « Un parti lève la tête en faveur des Bourbons ; je ne veux pas contribuer à son triomphe. Je veux bien un jour affaiblir le parti républicain, mais je veux que ce soit à mon profit et non pas à celui de l'ancienne dynastie.... Définitivement, je ne veux pas du rôle de Monk ; je ne veux pas le jouer et je ne veux pas que d'autres le jouent.... Quant à moi, je vous le déclare, je ne puis plus obéir ; j'ai goûté du commandement et je ne saurais y renoncer. Mon parti est pris ; si je ne puis être le maître, je quitterai la France. »

AU CONGRÈS DE RASTADT. Pour régler diverses questions qui se rapportaient à l'exécution des traités de Bâle et de Campo-Formio, un congrès avait été ouvert à Rastadt. Bonaparte y fut nommé premier plénipotentiaire de la France. Il quitta Milan le 17 novembre 1797, après avoir pris congé de ses soldats en ces termes :

« En me trouvant séparé de l'armée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, luttant contre de nouveaux dangers. Quelque poste que le Gouvernement assigne aux soldats de l'armée d'Italie, ils seront toujours les dignes soutiens de la liberté et de la gloire du nom français. »

Son passage en Suisse fut un véritable triomphe. A Berne, il fut accueilli par les cris : « Vive Bonaparte ! Vive le Pacificateur ! » Il ne fit qu'apparaître à Rastadt : il était de retour à Paris dès le 5 décembre. Il descendit dans sa maison de l'ancienne rue Chantereine, qui reçut alors et qui a gardé le nom de rue de la Victoire.

Sa situation à Paris était incomparablement forte. Hoche, son rival possible, venait de mourir quelques semaines plus tôt, le 19 septembre ; Pichegru, justement suspect d'intrigues royalistes, avait été arrêté à la journée de Fructidor. Le vainqueur d'Arcole et de Rivoli restait seul en face du Gouvernement. Aussi le Directoire s'efforça de dissimuler sa jalousie et son inquiétude sous les dehors d'une admiration officielle.

LA FÊTE DU LUXEMBOURG. Une grande fête fut offerte au général, le 10 décembre, dans la cour d'honneur du Luxembourg, pour le présenter au Directoire.

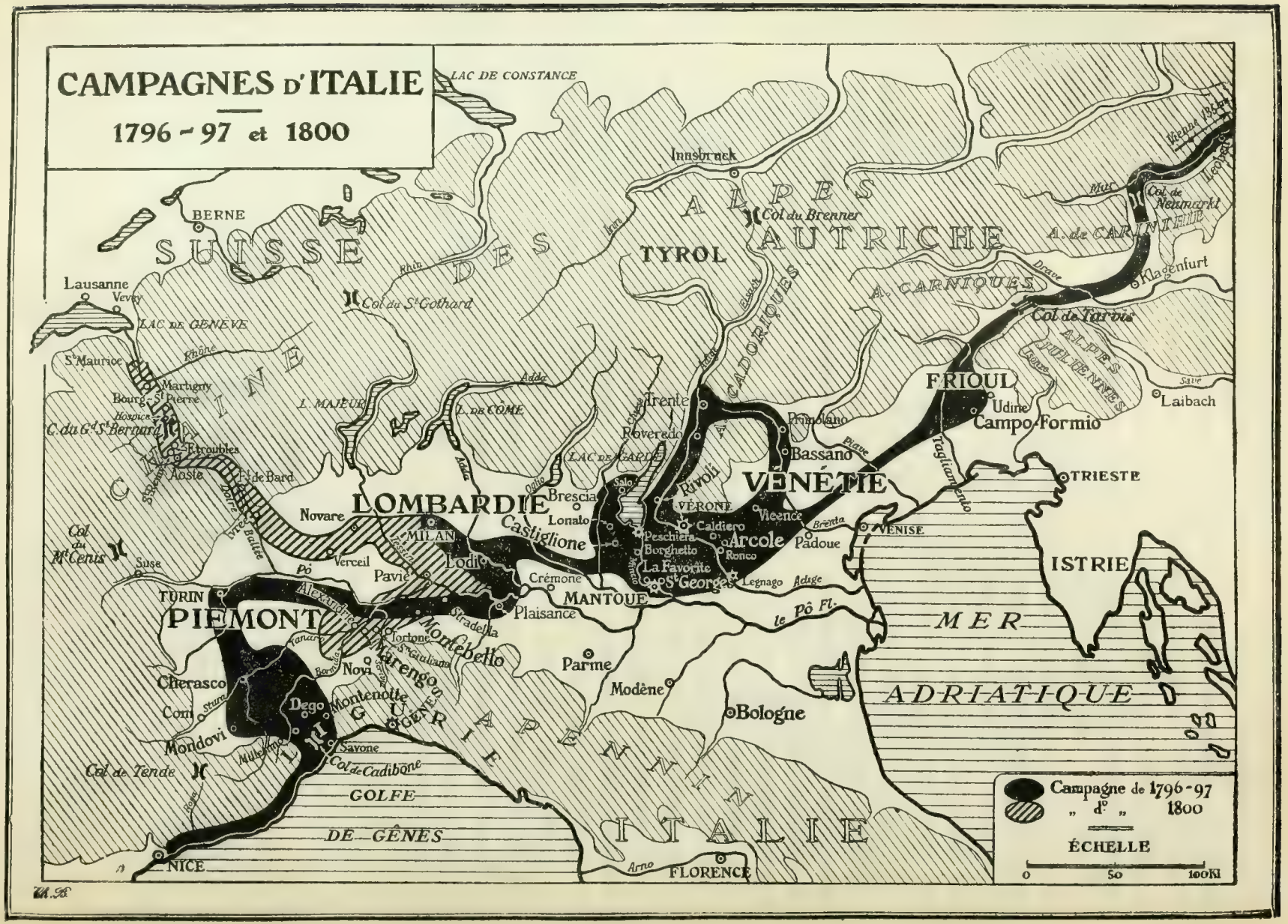
BONAPARTE EN ITALIE

Un autel de la Patrie avait été dressé avec les statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis, disposés en dais au-dessus des cinq Directeurs, — Barras, Larévellière-Lépeaux, Reubell, Merlin de Douai, François de Neufchâteau, — semblaient figurer les ailes de la Victoire. Bonaparte portait son costume de général. Le ministre des Relations extérieures était chargé de le présenter au Gouvernement. C'était l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand. Un sabre au côté, sur la tête un chapeau retroussé à la Henri IV, rien dans son costume officiel de ministre, rien d'ailleurs dans son caractère ne rappelait son passé épiscopal. En termes mélancoliques, le futur prince de Bénévent fit l'éloge du futur Empereur :

« Et quand je pense à tout ce qu'il fait pour se faire pardonner cette gloire, à ce goût antique de la simplicité qui le distingue, à son amour pour les sciences abstraites, à ses lectures favorites, à ce sublime Ossian, qui semble le détacher de la terre ; quand personne n'ignore ce mépris profond pour l'éclat, pour le luxe, pour le faste, ces méprisables ambitions des âmes communes, ah ! loin de redouter ce que l'on voudrait appeler son ambition, je sens qu'il nous faudra peut-être le solliciter un jour pour l'arracher aux douceurs de sa studieuse retraite. La France entière sera libre ; peut-être lui ne le sera jamais : telle est sa destinée. »

Le vainqueur de l'Italie prit ensuite la parole : « Citoyens Directeurs, le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre. Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il y avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La Constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous ces obstacles. La religion, la féodalité et le royalisme ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser la Grande Nation, dont le territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites.... »

Barras, président du Directoire, prononça encore l'éloge du général, puis il se jeta dans ses bras. Les quatre autres Directeurs firent de même. Chacun joua son rôle de son mieux dans cette comédie sentimentale.


CAMPAGNES D'ITALIE
1796 - 97 et 1800
LAC DE CONSTANCE
Innsbruck
Col du Brenner
TYROL
AUTRICHE
A. de CARINTHIE
A. CARNIQUES
Col de Neumarkt
Klagenfurt
Col de Tarvis
ALPES JULIENNES
Laibach
FRIOUL
Udine
Campo-Formio
TRIESTE
VENISE
ISTRIE
MER ADRIATIQUE
BERNE
SUISSE
Lausanne
Vevey
LAC DE GENÈVE
Col du St Gothard
St Maurice
Martigny
Bourg St Pierre
Hospice
C. du Gd St Bernard
Etroubles
Aoste
Ft de Bard
Col du Mt Cenis
Suse
TURIN
PIEMONT
Verceil
Pavie
Novare
MILAN
LOMBARDIE
Lodi
Castiglione
Brescia
Lonato
Crémone
MANTOUE
Plaisance
Parme
Modène
Bologne
Trente
Roveredo
Primolano
Bassano
Rivoli
VÉRONE
Caldiero
Vicence
Arcole
Pâdoue
Peschiera
Borghetto
La Favorite
St Georges
Legnago
Adige
le Pô Fl.
Alexandrie
Stradella
Montebello
Marengo
Tortone
Novi
Cherasco
Coni
Mondovi
Dego
Montenotte
Savone
Col de Cadibone
Col de Tende
GOLFE DE GÊNES
GÉNÉRIE
APENNIN
ITALIE
NICE
Arno
FLORENCE
Campagne de 1796-97
„ d° „ 1800
ÉCHELLE
0 50 100Kl

A. GROS

LES PESTIFÉRÉS DE JAFFA

(MUSÉE DU LOUVRE.)

CHAPITRE III

BONAPARTE EN ÉGYPTE

BONAPARTE A L'INSTITUT. ▫ LE DUEL FRANCO-ANGLAIS. ▫ BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ANGLETERRE. ▫ L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE. ▫ 1798. BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ORIENT. ▫ BONAPARTE A TOULON. ▫ LE DÉPART DE TOULON. ▫ BONAPARTE A MALTE. ▫ ENTRE MALTE ET ALEXANDRIE. ▫ L'ARRIVÉE A ALEXANDRIE. ▫ LES PYRAMIDES. ▫ 1798. ABOUKIR. ▫ L'ŒUVRE DE BONAPARTE EN ÉGYPTE. ▫ L'INSURRECTION DU CAIRE. ▫ 1799. L'EXPÉDITION DE SYRIE. ▫ PROJETS GIGANTESQUES. ▫ RETOUR EN ÉGYPTE. ▫ 1799. DÉPART POUR LA FRANCE. ▫ CE QUE FUT POUR BONAPARTE LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE.

BONAPARTE A L'INSTITUT. ▫ Le coup d'Etat de Fructidor avait eu une conséquence inattendue dans le domaine académique. Le Directeur Carnot était membre de la classe des Sciences physiques et mathématiques, section des Arts mécaniques, depuis la création de l'Institut en 1795 ; comme il avait été compris dans la loi de déportation, il se trouvait dans l'impossibilité de siéger ; sa place fut déclarée vacante. Le 25 décembre 1797, le général Bonaparte fut élu membre de l'Institut, en remplacement de Carnot.

Le lendemain, il écrivait à Camus, qui était alors président, la lettre suivante :

« Citoyen Président, Le suffrage des hommes distingués qui composent l'Institut m'honore. Je sens bien qu'avant d'être leur égal je serai longtemps leur écolier. S'il était une manière plus expressive de leur faire connaître l'estime que j'ai pour eux, je m'en servirais. Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile pour les nations, c'est de contribuer à l'extension des idées humaines. La vraie puissance de la République française doit consister désormais à ne pas permettre qu'il existe une seule idée nouvelle qui ne lui appartienne. »

Le 15 nivôse an VI (4 janvier 1798), une grande affluence se pressait au Louvre pour assister à la séance publique de l'Institut national. Le général Bonaparte devait y siéger pour la première fois parmi ses confrères. Il y était, en effet, assis entre Lagrange et Laplace, celui-ci son ancien examinateur de sortie à l'École Royale militaire. Les assistants se montraient le jeune général de vingt-huit ans qui venait de conquérir l'Italie

en quelques semaines, d'écraser l'Autriche, et qui, disait-on, était appelé à des triomphes plus grands encore. Marie-Joseph Chénier donna lecture d'un poème sur la mort de Hoche, événement qui remontait à trois mois à peine. Ce poème, où respirait la haine de l'Angleterre, était écouté avec satisfaction ; le plaisir de l'auditoire devint de l'enthousiasme quand le poète, passant du héros mort au héros vivant, du pacificateur de la Vendée au capitaine qu'il désignait par le surnom d'Italique, montrait, en quelques vers d'un beau mouvement, les Anglais à la veille d'être accablés par un général plus heureux que l'ancien commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse :

Quels rochers, quels remparts deviendront leur asile,
Quand Neptune irrité lancera dans leur île
D'Arcole et de Lodi les terribles soldats,
Tous ces jeunes héros vieux dans l'art des combats,
La grande nation à vaincre accoutumée
Et le grand général guidant la grande armée !

Toute la salle s'était levée ; de ses applaudissements unanimes elle avait salué le poète et le grand général.

LE DUEL FRANCO-ANGLAIS. La France de la Révolution était déjà victorieuse de l'Espagne, de la Hollande, de la Prusse, de la Savoie, de l'Autriche; pour achever de triompher de l'Europe, il lui restait à vaincre l'Angleterre. La querelle qui mettait la France aux prises avec ses voisins de la Grande-Bretagne était vieille de plus d'un siècle. Depuis la révolution de 1688, qui avait porté au trône Guillaume d'Orange, c'était une lutte incessante pour l'empire des mers et des colonies. La guerre de Sept Ans avait porté un coup terrible à la marine de la France et à ses établissements d'outre-mer. La guerre d'Amérique avait été pour ses escadres une revanche glorieuse, mais de peu de profit matériel. L'Angleterre, qui avait cru détruire la marine de sa rivale, avait vu sa renaissance navale avec une sorte de stupeur et d'effroi. Aussi avait-elle mis tout en œuvre, dès le début de la Révolution, pour accabler la France maritime. Les Anglais étaient entrés à Toulon et avaient incendiél'arsenal ; ils avaient bloqué Brest et essayé d'intercepter les convois de blé qui venaient d'Amérique ; ils avaient débarqué à Quiberon une armée d'émigrés, pour aider les Français à mieux s'entre-déchirer eux-mêmes. Hoche, le premier, avait essayé, en 1796, de rendre aux Anglais un peu du mal qu'ils faisaient à la France ; il avait voulu porter la guerre chez eux ; mais sa tentative de descente en Irlande avait complètement échoué. A présent, avec la paix de Campo-Formio, le Directoire était délivré de toute préoccupation continentale ; il pouvait se donner en toute liberté à la préparation d'une expédition en Angleterre. Cette fois enfin, il semblait que la haine de la France pour « la perfide Albion » allait être satisfaite.

BONAPARTE EN ÉGYPTE

BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ANGLETERRE. La descente en Angleterre : ce fut pour Napoléon l'obsession de toute sa vie et l'explication de toute sa politique étrangère. Le 16 septembre 1797, de Passariano, dans une proclamation aux « Marins de l'escadre du contre-amiral Brueys », pour leur faire part de la journée toute récente du 18 Fructidor, il s'exprimait ainsi :

« Camarades, dès que nous aurons pacifié le continent, nous nous réunirons à vous pour conquérir la liberté des mers. Chacun de nous aura présent à la pensée le spectacle horrible de Toulon en cendres, de notre arsenal, de treize vaisseaux de guerre en feu ; et la victoire secondera nos efforts. Sans vous, nous ne pourrions porter la gloire du nom français que dans un petit coin du continent ; avec vous, nous traverserons les mers, et la gloire nationale verra les régions les plus éloignées. »

Le 18 octobre, le jour même de la paix de Campo-Formio, il écrivait au Directoire : « Il faut que notre Gouvernement détruise la monarchie anglicane.... Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine et détruisons l'Angleterre. Cela fait, l'Europe est à nos pieds. »

Dès le 26 octobre, par un arrêté inséré au *Bulletin des Lois*, afin que la France et l'Europe fussent informées de cette résolution solennelle, le Directoire ordonnait la réunion immédiate sur les côtes de l'Océan d'une armée dite d'Angleterre ; le général Bonaparte en était nommé général en chef. De retour à Paris, le 5 décembre, après sa courte apparition à Rastadt, le vainqueur de Rivoli avait aussitôt pris connaissance, avec sa prodigieuse rapidité d'esprit, des préparatifs militaires qui venaient d'être commencés aux ministères de la Marine et de la Guerre. Le plus intéressant était de connaître l'état réel de préparation dans les ports. Il chargea Desaix de se rendre à Brest, Kléber au Havre, et il se réserva à lui-même l'inspection des côtes du Pas de Calais. Sa visite des ports de la Manche et de la mer du Nord — Étaples, Boulogne, Calais, Dunkerque, Ostende, Anvers — dura à peine une semaine, du 6 au 12 février 1798 ; elle le convainquit qu'il n'y avait rien à tenter de ce côté.

L'EXPEDITION D'ÉGYPTE. Aussi bien, depuis plus de six mois, une idée s'était présentée à son esprit, qui peu à peu l'avait envahi tout entier. La première trace s'en trouve dans une dépêche qu'il adressait de Milan au Directoire, le 16 août 1797 : « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. » Il se peut que son inspection des côtes de la Manche n'ait été qu'une concession de forme à l'opinion du gouvernement ; pour lui, son parti était pris : le projet égyptien avait ses préférences secrètes. Son confident et ami Bourrienne rapporte, en effet, ces paroles qu'il place à la date du 29 janvier, quelques jours avant le départ pour Dunkerque : « Je ne veux pas rester ici, il n'y a rien à faire. Ils ne veulent entendre à rien. Je vois que, si je reste, je suis coulé dans peu. Tout s'use ici, je n'ai déjà plus de gloire. Cette petite Europe n'en fournit pas assez. Il faut aller en Orient ; toutes les grandes gloires viennent de là. Cependant, je veux

auparavant faire une tournée sur les côtes, pour m'assurer par moi-même de ce que l'on peut entreprendre. Si la réussite d'une descente en Angleterre me paraît douteuse, comme je le crains, l'armée d'Angleterre deviendra l'armée d'Orient, et je vais en Égypte. » Déjà, à Passariano, « la petite Europe » lui avait inspiré cette réflexion : « L'Europe est une taupinière; il n'y a jamais eu de grands empires et de grandes révolutions qu'en Orient, où vivent six cent millions d'hommes. »

L'idée d'une expédition en Égypte était dans l'air. Depuis le milieu du siècle, depuis que le partage de l'empire ottoman semblait devoir se poser à brève échéance, elle avait été examinée par la diplomatie française. Choiseul, Sartine avaient fait étudier la question d'Égypte. A ce moment même, et sans qu'il y ait eu, semble-t-il, entente avec le général de l'armée d'Angleterre, Talleyrand, ministre des Relations extérieures, présentait au Directoire un long mémoire, qui peut se résumer dans cette phrase du début : « L'Égypte fut une province de la République romaine, il faut qu'elle le devienne de la République française. » Bonaparte et les Directeurs furent ainsi amenés, par des voies différentes, à tourner du côté de l'Égypte les préparatifs qui se faisaient contre l'Angleterre. C'était une manière indirecte d'atteindre les ennemis de la France ; l'imagination de Bonaparte entrevoyait déjà la possibilité de s'ouvrir la route des Indes par l'Égypte et la mer Rouge et d'aller y détruire l'empire anglais. De plus, avec sa merveilleuse intuition de stratégiste, il avait jeté les yeux sur l'île de Malte, où il voyait la clef de la Méditerranée. Il écrivait le 26 mai 1797 : « L'île de Malte est pour nous d'un intérêt majeur.... La Valette — la capitale de l'île — a trente-sept mille habitants, qui sont extrêmement portés pour les Français. Il n'y a plus d'Anglais dans la Méditerranée. Pourquoi notre flotte, ou celle d'Espagne, avant de se rendre dans l'Océan, ne passerait-elle pas à la Valette pour s'en emparer ?... Cette petite île n'a pas de prix pour nous. »

A un point de vue personnel, l'expédition projetée satisfaisait à la fois les sentiments des membres du gouvernement et ceux du général en chef. Le gouvernement ne tenait pas à la présence à Paris d'un homme en qui l'armée et le pays étaient prêts à saluer un chef ; d'autre part, cet homme savait qu'il avait tout intérêt à s'éloigner de ceux qu'il appelait les avocats du Luxembourg.

1798. BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ORIENT. Les décrets qui organisaient définitivement l'expédition d'Égypte furent signés le 12 avril 1798. Le futur vainqueur des Pyramides en avait arrêté le texte lui-même.

« Le Directoire exécutif, considérant que les beys qui se sont emparés du gouvernement de l'Égypte ont formé les liaisons les plus intimes avec les Anglais ;... — qu'il est de son devoir de poursuivre les ennemis de la République partout où ils se trouvent ;... — que l'infâme trahison, à l'aide de laquelle l'Angleterre s'est rendue maîtresse du cap de Bonne-Espérance, ayant rendu l'accès des Indes très difficile aux vaisseaux de la République par la route usitée, il importe d'ouvrir aux forces républicaines une autre

*DÉBARQUEMENT A L'ILE DE MALTE. — Le 9 juin 1798, arrivée de l'escadre française. Le 10, Bonaparte, conduit à terre dans une chaloupe de l'*Orient, *débarqua entre le port de la Valette et la cale Saint-Paul.*

LE GÉNÉRAL BONAPARTE donne un sabre au chef militaire d'Alexandrie, qui jure sur sa tête de ne s'en servir que pour la cause des Français. Bonaparte resta à Alexandrie du 2 au 7 juillet 1798.

BATAILLE DES PYRAMIDES. — Dans l'après-midi du 21 juillet 1798, après une marche de douze heures, l'armée arriva auprès d'Embabeh, où elle découvrit le camp et la cavalerie des Mamelucks. Là fut livrée la bataille dite des Pyramides. PAR LEJEUNE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

ŒDIPE ou BONAPARTE qui vient pour arracher au Sphinx l'énigme de l'avenir. — La visite du général à Gizeh et aux Pyramides est du 18 et du 19 septembre 1798. Il retourna à Gizeh le 15 et le 16 juillet 1799. PAR GÉROME. (REPRODUCTION AUTORISÉE PAR MANZI, JOYANT ET Cie.)

route pour y arriver, y combattre les satellites du gouvernement anglais et y tarir les sources de ses richesses corruptrices;

« Arrête ce qui suit : Le général en chef de l'armée d'Orient dirigera sur l'Égypte les forces de terre et de mer dont le commandement lui est confié et il s'emparera de ce pays. — Il chassera les Anglais de toutes les possessions de l'Orient où il pourra arriver, et notamment il détruira tous leurs comptoirs sur la mer Rouge. — Il fera couper l'isthme de Suez, et il prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la libre et exclusive possession de la mer Rouge à la République française. — Il améliorera, par tous les moyens qui seront en son pouvoir, le sort des naturels de l'Égypte. — Il maintiendra, autant qu'il dépendra de lui, une bonne intelligence avec le Grand Seigneur et ses sujets immédiats.... »

Quand on sut, ou quand on devina que le général de l'armée d'Italie allait porter à présent le drapeau de la France au fond de la Méditerranée, et même jusqu'aux Indes, tous ses compagnons d'armes sollicitèrent l'honneur de prendre part à cette grande aventure. « C'était une folie épidémique, dit Arnault, semblable à celle qui s'était saisie de nos aïeux à l'époque des croisades. » Officiers, savants, artistes, poètes, négociants rêvaient d'accompagner Bonaparte. « J'étais né pour être Égyptien, » disait à Parseval-Grandmaison, un épicier qui enviait son bonheur. Parseval est le poète, bien oublié aujourd'hui, dans lequel on voyait à l'avance le Lope de Vega de la nouvelle « Invincible Armada ». Berthollet, Monge, Arnault avaient été chargés par le général en chef de recruter un état-major scientifique et littéraire pour régénérer la terre des Pharaons et la conquérir à la civilisation française.

BONAPARTE A TOULON. Bonaparte arriva à Toulon le 9 mai. Grâce à l'activité extraordinaire qu'il avait, de Paris, imprimée à tous les services, les préparatifs d'embarquement étaient presque terminés. Et il y avait à peine deux mois que le gouvernement avait adopté l'idée; il n'y avait pas même un mois que les arrêtés d'exécution avaient été pris. Le général passa la revue des troupes qui allaient s'embarquer et il leur adressa ces admirables paroles (10 mai) :

« Soldats! Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de sièges : il vous reste à faire la guerre maritime.

« Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter les fatigues, disciplinées et unies entre elles. Soldats, l'Europe a les yeux sur vous. Vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre. Vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire.

« Soldats-matelots, fantassins, canonniers ou cavaliers, soyez unis ; souvenez-vous que, le jour d'une bataille, vous avez besoin les uns des autres. Soldats-matelots, vous

avez été jusqu'ici négligés. Aujourd'hui, la plus grande solli citude de la République est pour vous. Vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie.

« Le génie de la liberté, qui a rendu la République, dès sa naissance, l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des contrées les plus lointaines. »

L'escadre qui allait prendre la mer comprenait 48 voiles, dont 13 vaisseaux de haut bord ; elle était sous les ordres du vice-amiral Brueys, officier de l'ancien état-major. Son pavillon flottait à bord de l'*Orient*, vaisseau de 120 canons. A côté de l'escadre de guerre, la flotte de transport se composait de 280 bâtiments, qui avaient été armés à Toulon, à Marseille, en Corse, à Gênes, à Cività-Vecchia. Le convoi de Marseille s'était joint à celui de Toulon ; les autres devaient rallier en cours de route. L'armée de terre, répartie sur les vaisseaux de l'escadre et les bâtiments de la flotte, comprenait 38 000 hommes. Dans l'armée navale, il y avait 13 000 marins et canonniers, et 3 000 marins du commerce. Bonaparte emmenait avec lui un ensemble de 54 000 hommes.

Que cette armée dût conquérir l'Égypte, une fois qu'elle serait arrivée aux embouchures du Nil : cela paraissait comme certain, avec le génie du général en chef et la supériorité de ses forces sur les bandes des Mameluks. Que l'Égypte soit le vestibule de l'Inde : les événements actuels ne l'ont que trop montré. Mais la première condition était d'arriver en Égypte. Pour tenter ainsi, avec cet attirail de 328 voiles, la traversée de la Méditerranée, qui allait prendre plusieurs semaines, il fallait que Bonaparte eût dans son étoile une confiance imperturbable. « Quel est donc le secret de cet homme extraordinaire ? se demandait Kléber. C'est l'audace. » Bonaparte eut raison : son étoile lui permit de passer sain et sauf ; il était « l'homme du destin », comme Melas le dira plus tard à Marengo. Mais cette heureuse traversée, servie par une chance inespérée, fut, il n'y a pas d'autre mot, une manière de miracle ; ce sont de ces coups de bonheur qui ne se renouvellent pas deux fois dans l'histoire.

LE DÉPART DE TOULON. Le départ avait été fixé au 19 mai. Une violente bourrasque du Nord-Ouest servit Bonaparte à son insu, en éloignant des côtes de Provence la division anglaise de Nelson. L'ordre de marche fut donné dans la direction de Nice et de la côte génoise. « C'était un admirable spectacle, dit un passager, que celui de cette innombrable réunion de bâtiments de toutes grandeurs, ville flottante au-dessus de laquelle les vaisseaux de haut bord s'élevaient comme les églises de la capitale au-dessus de ses plus hautes maisons, et que l'*Orient*, comme une cathédrale, dominait de toute la hauteur de son colosse. Le jour, cette force éparpillée occupait une surface de deux lieues de diamètre à peu près. Mais, quand le soir approchait, se resserrant au signal donné, elle venait se grouper autour des vaisseaux de guerre, comme des écoliers autour de leurs surveillants, comme des moutons autour du berger, comme des poussins autour de leur mère. »

Les Français longèrent avec lenteur la côte orientale de la Corse et de la Sardaigne.

Nelson, qui les cherchait, se trouvait alors au mouillage de l'île San-Pietro, sur la côte Sud-Ouest de la Sardaigne. Passant à l'Ouest de la Sicile, puis en longeant la côte méridionale, l'armée navale arriva devant Malte le 9 juin. Là, on eut un moment d'émotion : les vigies venaient de signaler des voiles dans la direction du Sud. Aussitôt toutes les dispositions furent prises pour un combat à l'abordage ; mais, en approchant, on vit que c'était le convoi de Cività-Vecchia, arrivé seul de son côté.

BONAPARTE A MALTE. L'armée était arrivée devant le port de la Valette. « Malte était debout, dit Vigny, avec ses forts, ses canons à fleur d'eau, ses longues murailles luisantes au soleil comme des marbres nouvellement polis, et sa fourmilière de galères toutes minces courant sur de longues rames rouges. » La Valette était la capitale des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem ; après avoir été le rempart plusieurs fois séculaire de la chrétienté, l'ordre de Malte n'était plus que le souvenir et l'ombre d'un grand nom. Le grand-maître fit mine d'interdire à Bonaparte l'entrée du port ; mais les Français débarquèrent sans coup férir, le 10 juin, à la pointe du jour. Dans la nuit du 11 au 12, une capitulation était signée à bord de l'*Orient*. Les îles de Malte et de Gozzo, avec leurs forts, étaient remises aux Français. L'ordre de Malte avait vécu ; le dernier souvenir des croisades venait d'être détruit par des Français.

L'occupation de Malte était certes une belle préface à la conquête de l'Égypte ; mais, dans ce très habile coup de main, il y avait beaucoup de bonheur. Bonaparte n'avait pas rencontré une escadre pour lui disputer les approches de l'île ; des murailles, qui semblaient imprenables, s'étaient ouvertes d'elles-mêmes. « Il est heureux, disait le général du génie Caffarelli du Falga, en visitant ces remparts formidables et inutiles, il est heureux qu'il y ait eu là dedans quelqu'un pour nous ouvrir les portes. »

Bonaparte laissa à Malte une garnison d'un peu plus de trois mille hommes, sous les ordres du général Vaubois. Le 19 juin, après huit jours de relâche, l'escadre française faisait route de nouveau vers le Sud-Est.

ENTRE MALTE ET ALEXANDRIE. Le soir, par ces nuits d'été si belles, en pleine Méditerranée, sur le pont de l'*Orient*, ou autour de la table du conseil, le général en chef rassemblait ce qu'il appelait son Institut : savants, artistes, médecins, poètes, officiers, disputaient, causaient, lisaient, comme des académiciens en séance. Bonaparte avait conservé sa passion pour la lecture. Dans la bibliothèque qu'il avait emportée il y avait Ossian, *Werther*, *la Nouvelle Héloïse*, le *Vieux Testament*, indication, dit Chateaubriand, du chaos de sa tête. Une fois, il voulut savoir ce qu'on lisait à bord. Bessières lisait un roman, Eugène de Beauharnais aussi, Bourrienne de même, — *Paul et Virginie*, qu'il trouvait détestable, — et encore Berthier, qui avait voulu avoir un livre bien sentimental et s'était endormi sur *les Souffrances du jeune Werther*. « Lectures de femmes de chambre, dit Bonaparte d'assez méchante humeur ; les hommes ne doivent pas lire autre chose que des livres d'histoire. »

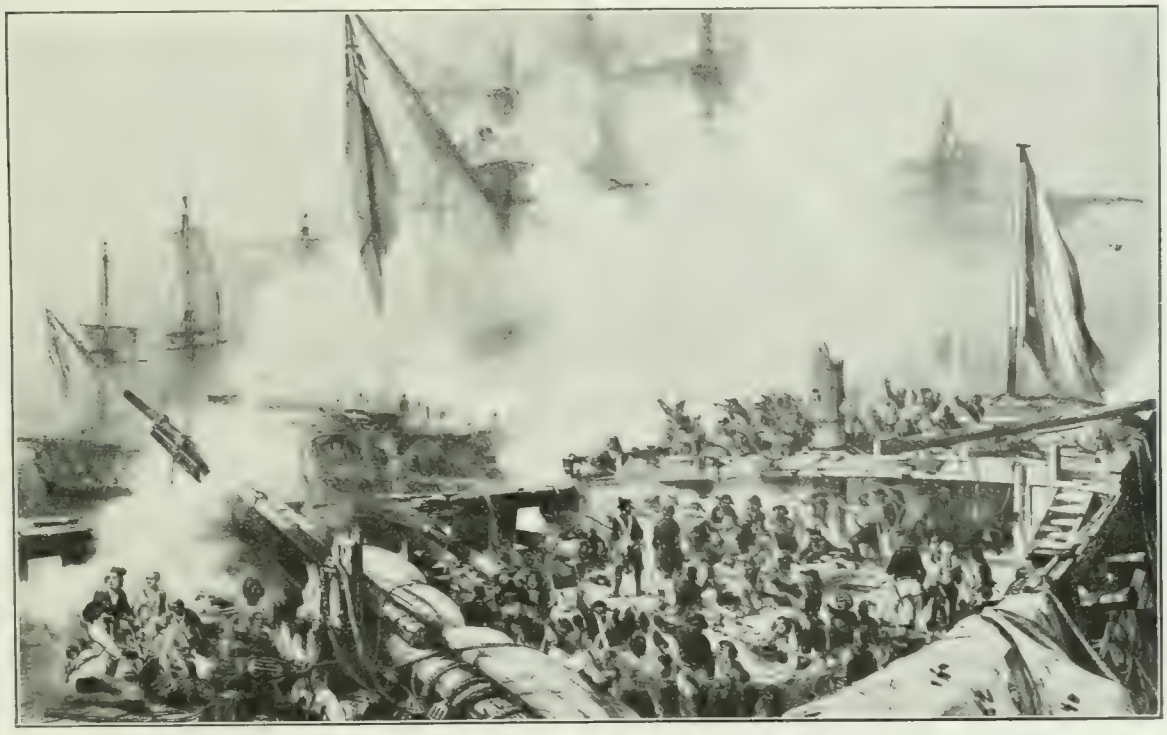
Un jour il appelle Arnault, l'auteur de *Marius à Minturnes*. « N'avez-vous rien à « faire ? me dit-il. — Rien, général. — Ni moi non plus. (C'est peut-être la première et la « dernière fois de sa vie qu'il ait dit cela.) Lisons quelque chose ; cela nous occupera tous « les deux. — Que voulez-vous lire ? de la philosophie ? de la politique ? de la poésie ? — « De la poésie. — Mais de quel poète ? — De celui que vous voudrez. - Homère vous con- « viendrait-il ? C'est le père à tous. — Lisons Homère. — L'*Iliade*, l'*Odyssée* ou la *Batra- « chomyomachie* ? — Comment dites-vous ? — Le Combat des Rats et des Grenouilles, « ou la Guerre des Grecs et des Troyens, ou les Voyages d'Ulysse ? Parlez, général. « — Pas de guerre pour le moment. Nous voyageons ; lisons des voyages. D'ailleurs, je « connais peu l'*Odyssée* ; lisons l'*Odyssée*. — Par où commencerons-nous, général ? « — Par le commencement. » Me voilà donc lisant tout haut comme quoi les pour- suivants de Pénélope mangeaient, tout en lui faisant la cour, l'héritage du prudent Ulysse, le patrimoine du jeune Télémaque et son douaire à elle, égorgeant les bœufs, les écorchant, les dépeçant, les faisant rôtir ou bouillir, et s'en régalant ainsi que de son vin. Je ne puis dire à quel point cette peinture naïve des mœurs antiques égayait mon auditeur. « Et vous nous donnez cela pour beau ! me disait-il. Ces héros-là ne sont que « des maraudeurs, des marmitons, des fricoteurs ! Si nos cuisiniers se conduisaient « comme eux en campagne, je les ferais fusiller. Voilà de singuliers rois.... Et vous « appelez cela du sublime ! vous autres poètes, répétait-il en riant. Quelle différence « de votre Homère à mon Ossian ! Lisons un peu d'Ossian. »

L'ARRIVÉE A ALEXANDRIE. Brueys et ses officiers n'étaient point sans inquiétudes sur le sort de l'expédition. Avec ce convoi immense, si peu homogène, une bataille navale livrée en pleine mer eût vite dégénéré en un affreux désastre. « Pendant la traversée, dit Bourrienne, je causais fréquemment avec l'amiral. Les renseignements qui nous parvenaient de temps en temps augmentaient ses inquiétudes. Il m'assura qu'il fallait bien du courage pour se charger de la conduite d'une flotte si mal équipée, et il me déclara plusieurs fois que, dans le cas d'une rencontre avec l'ennemi, il ne répondrait de rien. Les mouvements à bord seraient d'une exécution difficile ; l'encombrement des bâtiments et l'immense quantité d'effets que l'on emportait et que chacun voudrait sauver ralentiraient et gêneraient les manœuvres. En cas d'attaque, même par une escadre inférieure, le trouble et le désordre amèneraient une catastrophe ; il ne pouvait garantir aucune chance heureuse. Il regardait une victoire comme une chose impossible et, même avec une victoire, il ne savait ce que deviendrait l'expédition. »

Pour Bonaparte, rien ne troublait sa confiance. Dans une proclamation à l'armée de terre, écrite à bord de l'*Orient* (22 juin), il disait : « Nous réussirons dans toutes nos entreprises ; les destins sont pour nous. » Jusqu'ici, en effet, les destins étaient pour lui. « Je me vouai dès lors au fatalisme, dit l'un des savants de l'expédition, et me recommandai à l'étoile de Bonaparte. » L'étoile du général en chef conduisit les Français sains et saufs jusqu'au terme de leur voyage, sans avoir jamais aperçu l'en-

AMIRAL BRUEYS, tué à Aboukir, le 1er août 1798, à 45 ans.

AMIRAL NELSON, tué à Trafalgar, le 21 octobre 1805, à 47 ans.

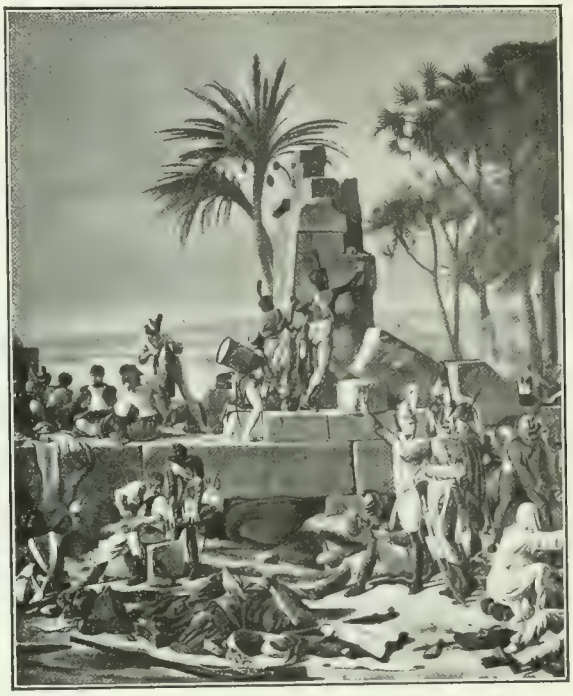


LE VAISSEAU " LE TONNANT " A ABOUKIR. — Le Tonnant *ayant perdu tous ses mâts, le commandant Dupetit-Thouars, pour prolonger sa défense héroïque, fit clouer le pavillon tricolore sur un dernier tronçon. Il fut tué le 2 août 1798, à 37 ans.* LITH. DE MAYER. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BONAPARTE haranguant l'armée avant la bataille des Pyramides, 21 juillet 1798. « Soldats, leur dit-il, quarante siècles vous regardent. » — Partie centrale du grand tableau exposé au Salon de 1810.

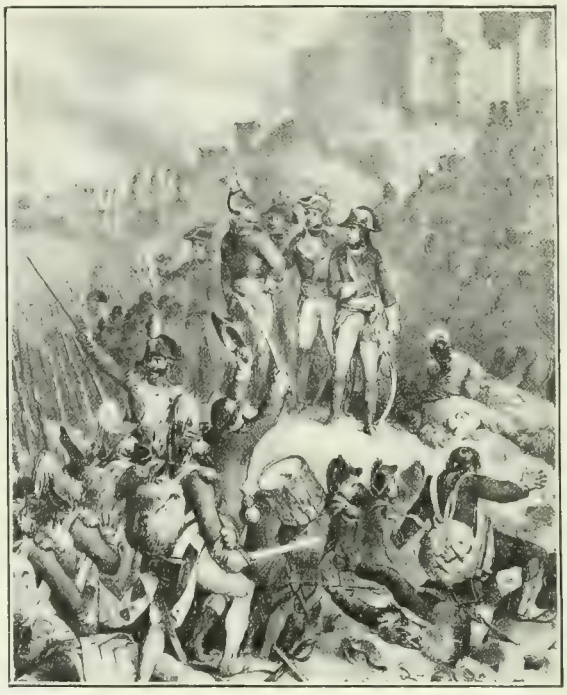
D'APRÈS GROS (MUSÉE DE VERSAILLES)

BATAILLE DU MONT-THABOR, livrée le 16 avril 1799, dans la plaine d'Esdrelon, par Bonaparte, qui avait quitté le siège de Saint-Jean d'Acre pour venir au secours de Kléber. Le soir, Bonaparte coucha au couvent de Nazareth. PAR LEJEUNE (MUSÉE DE VERSAILLES.)



HALTE DE L'ARMÉE FRANÇAISE à Syène (Haute-Égypte), 2 février 1799.

(J.-B. TARDIEU, MUSÉE DE VERSAILLES.)



SIÈGE DE SAINT-JEAN D'ACRE. — Il dura du 19 mars au 20 mai 1799.

(COLL. DE MOLTE, BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BONAPARTE EN COSTUME TURC, en Égypte. Il tient la main sur le Coran.

(COLL. DE M. TROUVELOT.)

FRONTISPICE de Napoléon en Égypte, poème de Barthélemy et Méry (1828).

(COLL. DE KAHLE, BIBL. NAT., ESTAMPES.)

nemi. Le 1er juillet 1798, quarante-quatre jours après le départ de Toulon, les soldats de l'armée d'Orient mettaient le pied sur la terre d'Égypte.

Alexandrie fut occupée le 2 juillet, presque sans coup férir. En route tout de suite pour le Caire. Dès le 7 juillet, l'armée quittait l'escadre ; elle ne devait plus la revoir.

LES PYRAMIDES. Le chemin le plus court d'Alexandrie au Caire est le désert de Damanhour. L'armée s'y engagea ; car Bonaparte avait appris qu'une escadre ennemie pouvait être dans ces parages, et il avait renoncé à prendre la voie du Nil. La solitude, l'ardeur du soleil, le manque d'eau rendaient cette marche extrêmement pénible : il y eut des désertions, des suicides, presque des actes de mutinerie. Un jour, Bonaparte fait arrêter une division où le mécontentement ne cessait de se manifester ; il la forme en carré et, s'étant placé au milieu, il lui dit ; « Le courage sur le champ de bataille ne suffit pas pour faire un bon soldat ; il faut aussi le courage des fatigues et des privations. On me suppose l'intention de parcourir l'Asie après la conquête de l'Égypte. Pour marcher sur les traces d'Alexandre, il faudrait avoir ses soldats. » La division reprit la marche sans souffler mot ; le général avait su réveiller chez ses hommes le sentiment de l'honneur et du devoir. Alors les mécontents de la veille se consolèrent par des plaisanteries. Ils se montraient le général Caffarelli, qui avait une jambe de bois. « Il est bien heureux celui-là, disaient-ils ; il a toujours un pied en France. »

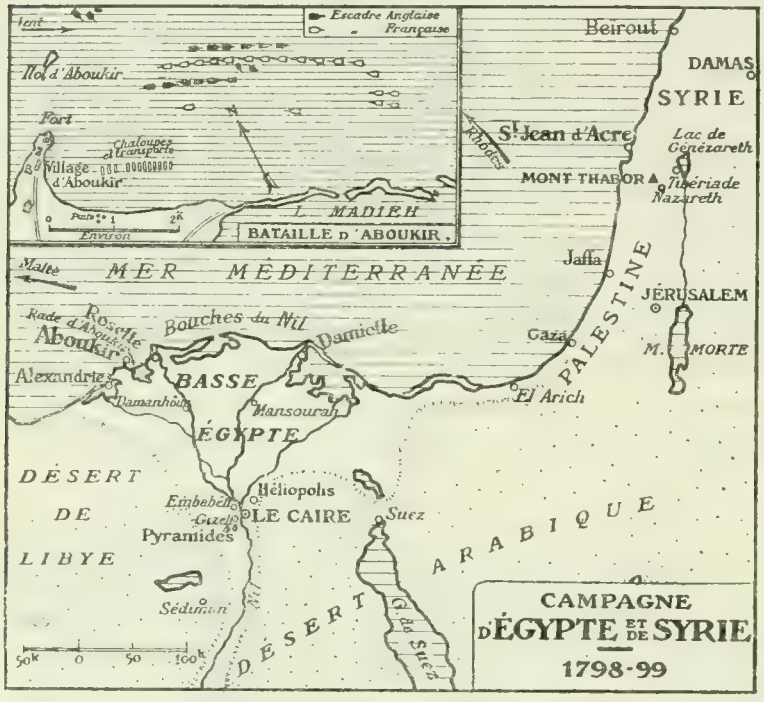
Le 20 juillet, l'armée arriva en vue des Pyramides. Le lendemain, en face de ces géants de pierre, elle rencontra toutes les forces des Mameluks, sous la conduite de Mourad-Bey. « Soldats, dit Bonaparte en leur montrant les Pyramides, quarante siècles vous regardent. » Aux charges furieuses de la cavalerie ennemie, les Français commencèrent par opposer une passivité héroïque ; ils formaient cinq carrés avec Desaix et Reynier à driote, Dugua au centre, Bon et Menou à gauche ; puis ils s'élancèrent en avant. En quelques heures, l'armée des Mameluks, disloquée, détruite, avait abandonné le terrain.

Le 24 juillet, le vainqueur des Pyramides faisait au Caire une entrée triomphale. Il devait dire à Sainte-Hélène que la haute ambition s'était tout à fait déclarée en lui après les Pyramides et l'entrée au Caire.

Quelques jours plus tard, il recevait la nouvelle d'un affreux désastre.

1798. ABOUKIR. Brueys avait débarqué l'armée et le matériel dans la rade d'Alexandrie. Il n'avait pas mouillé son escadre dans le port de cette ville, dont les passes ne lui semblaient pas suffisamment profondes ; il était allé jeter l'ancre un peu à l'Est, dans la rade d'Aboukir. Le mouillage était dangereux, à cause de la mauvaise tenue des fonds. L'amiral eut le tort d'y rester trop longtemps, malgré les instructions de Bonaparte qui lui disaient de gagner Malte ou Corfou ; il eut le tort aussi de ne pas y prendre les mesures de protection nécessaires. Le 1er août, vers la fin de la journée, les vigies signa-

lèrent l'arrivée d'une escadre. C'étaient les Anglais. Enfin, Nelson avait découvert sa proie. Depuis deux mois il l'avait cherchée à travers la Méditerranée, à Naples, en Sicile, à Alexandrie même, où il avait devancé les Français de deux jours, sur les côtes de l'Asie Mineure, de nouveau en Sicile. De Syracuse, où il avait renouvelé sa provision d'eau, à la fontaine d'Aréthuse, il avait écrit à ses amis de Naples, sir William et lady Hamilton, la femme qui devait tenir une si grande place dans sa vie privée : « Faire de l'eau à la fontaine d'Aréthuse, c'est pour nous un présage de victoire. Nous comptons reprendre la mer au premier vent, et soyez sûrs que je veux revenir couronné de lauriers ou couvert de cyprès. » A son chef, lord Saint-Vincent, il écrivait qu'il saurait bien découvrir les Français, fussent-ils partis pour les antipodes, s'ils étaient « n'importe où, au-dessus de l'eau ». Il avait repris la mer à Syracuse le 25 juillet, le lendemain de l'entrée de Bonaparte au Caire. Il longeait les côtes de Morée, à la recherche de l'escadre invisible, quand il apprit que les vaisseaux de Brueys devaient être, depuis un mois environ, aux embouchures du Nil.



A peine arrivé (1er août, au soir), il avait signalé, du vaisseau amiral le *Vanguard*, d'engager immédiatement la bataille ; il avait quatorze vaisseaux et un brick contre treize vaisseaux et quatre frégates. Par une manœuvre audacieuse, sept de ses vaisseaux, le *Goliath* en tête, se glissent entre l'îlot d'Aboukir et l'aile gauche des Français ; les autres, moins le *Culloden* qui s'était échoué à l'entrée de la baie, longent, du côté du large, l'escadre française. Celle-ci est prise entre deux feux ; immobile, toutes les ancres mouillées, des grelins tendus entre les vaisseaux, elle ne pouvait guère que recevoir des coups, à tribord et à bâbord. Le combat est terrible autour de l'*Orient*, qui a trois ennemis accrochés à ses flancs. Brueys, qui avait la cuisse gauche emportée, refuse de se laisser porter au poste des blessés. « Un amiral, dit-il, doit mourir sur le pont », et il mourut avec un courage héroïque. Détruit par une explosion formidable, l'*Orient*, vers dix heures du soir, s'abîme dans les flots. Le lendemain après-midi, 2 août, le combat durait encore ; le *Tonnant*, du brave commandant Dupetit-Thouars, luttait toujours, le

pavillon tricolore cloué sur un tronçon qui tenait lieu de grand mât. La rade était pleine des débris informes de l'escadre française. Neuf bâtiments français avaient été capturés ; deux avaient fait explosion ; deux avaient été brûlés par leurs équipages. Le contre-amiral Villeneuve, qui était resté à l'extrême droite, spectateur inerte de la bataille, rallia, dans l'après-midi du 2 août, quatre bâtiments, seuls survivants du désastre, et cingla sur Malte.

Voilà l'événement décisif de la campagne d'Égypte ; les conséquences en étaient irréparables. L'escadre détruite, il n'y avait plus de relations possibles entre l'Égypte et la France ; car la maîtrise de la Méditerranée appartenait dès lors aux Anglais. Pour l'armée de Bonaparte, elle était enfermée dans sa conquête comme dans une souricière ; elle ne pouvait plus en sortir librement. « Si j'avais été maître de la mer ! » dira un jour le prisonnier de Sainte-Hélène. Aboukir et Trafalgar, ce furent pour lui des blessures à mort. A la nouvelle de ce désastre, il affecta un calme stoïque. « Il faut mourir ici, ou en sortir grands comme les anciens. » Mais ses fidèles l'entendirent répéter avec désespoir : « Malheureux Brueys, qu'as-tu fait ? »

L'ŒUVRE DE BONAPARTE EN ÉGYPTE. La conquête pacifique du pays faisait partie du programme de Bonaparte. Il avait exigé de ses soldats le respect le plus complet pour les mœurs et la religion des habitants. « Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans ; leur premier article de foi est celui-ci : « Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. » Ne les contredisez pas ; agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs, avec les Italiens ; ayez des égards pour leurs muftis et pour leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques. Ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe. Il faut vous y accoutumer. » Ces paroles, connues en France, prêtèrent à rire, à cause des rapprochements bizarres qu'il y faisait entre les muftis, les rabbins et les évêques. Napoléon devait en convenir à Sainte-Hélène. « C'était du charlatanisme, disait-il, mais du plus haut. D'ailleurs, tout cela n'était que pour être traduit en beaux vers arabes et par un de leurs cheiks les plus habiles. » Le respect de la religion musulmane était pour lui le meilleur instrument de sa domination. Il assista en grande pompe aux fêtes qui furent données au Caire en l'honneur du Prophète.

On eût dit que le général en chef de l'armée d'Orient n'était venu en Égypte que pour la tirer de sa torpeur et la conquérir à la civilisation. Un arrêté, en date du 20 août 1798, décréta l'établissement au Caire d'un Institut d'Égypte, sur le modèle de l'Institut de France. Cet Institut devait s'occuper du progrès et de la propagation des lumières en Égypte, de la recherche, de l'étude et de la publication des faits naturels, industriels et historiques du pays. Il se composait de quatre sections de douze membres

chacune : Mathématiques (Bonaparte en faisait partie), Physique, Économie politique, Littérature et Beaux-Arts.

Un savant de l'expédition d'Égypte, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, a rapporté une conversation caractéristique du général en chef sur le rôle civilisateur de la science.

Le 18 août 1799, au retour de la campagne de Syrie, dans les jardins de son palais du Caire, le général s'entretenait avec Monge, Berthollet, Bessières, Berthier, Bourrienne. Un élégant officier de dragons se trouvait un peu à l'écart ; c'était la jolie Mme Fourès, que Bonaparte avait remarquée récemment et qui, pour suivre son mari en Égypte, portait un déguisement masculin. « Supposons, dit Bonaparte, que nous voici dans les jardins d'Academus pour y causer de philosophie, et reprenons notre entretien de la semaine dernière sur la dignité des sciences. Je me suis là servi d'un mot imposant, dignité des sciences. C'est le seul qui rende exactement ma pensée. Je ne connais pas de plus bel emploi de la vie pour l'homme que de travailler à la connaissance de la nature et de toutes les choses étant à son usage, et placées sous sa pensée dans le monde matériel.... Je ne m'épargnerai pas dans la confidence de ma pensée ; j'ai toujours été dominé par le désir d'une grande renommée. Mais, bien jeune, je ne pensais pas qu'elle m'adviendrait par le succès des armes ; l'éclat et l'utilité des sciences, telle était ma visée, et encore aujourd'hui, je me surprends quelquefois dans le regret de n'avoir pas persévéré dans cette première vocation. »

Bonaparte et les savants visitaient les monuments du pays, qui étaient pour eux la nouveauté la plus étrange. Le 19 septembre, il se rendit aux Pyramides, en compagnie des membres de la commission des Sciences et des Arts et de plusieurs généraux. Il était parti du Caire en barque. Au bout de deux heures et demie, employées à discuter sur des questions d'économie politique, on descendit à terre. Pour atteindre le pied des Pyramides, il fallut s'avancer sous un soleil de feu, au milieu de sables brûlants.

« Qui arrivera en haut le premier ? » dit Bonaparte. Le plus leste de la bande fut Monge, qui se restaurait de temps à autre avec un peu d'eau-de-vie. Berthier avait commencé à gravir les degrés. « Mais, dit-il à Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, est-il bien nécessaire d'aller jusqu'au bout ? Je suis excédé. Nous leur dirons, à Paris, que nous avons grimpé sur le plus haut pic de cette grande pyramide, et ils le croiront, ou bien qu'importe ? Qu'en pensez-vous, voisin, si nous descendions ? » Ils se mettent à redescendre. Bonaparte les aperçoit. « Est-ce que vous revenez déjà ? *Elle* n'est pas au sommet de la Pyramide, mon pauvre Berthier, mais *elle* n'est pas non plus ici bas. » Il s'agissait de Mme Visconti, qui était l'objet de la passion de Berthier. « Il n'y a pas moyen d'y tenir, dit Berthier mécontent. Il m'attend en bas pour m'accabler de ses plaisanteries. Allons, plus de poltronnerie, voisin. » Ils se mettent à remonter. Ils finissent par atteindre le sommet. Là-haut, la divine liqueur de Monge fut d'un grand réconfort pour Berthier et son compagnon.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE fait grâce aux révoltés du Caire. La scène se passa le 23 octobre 1798, deux jours après l'insurrection sur la place El-Békir. A gauche, appuyé sur un canon, Murat, en uniforme de hussard. Au centre, l'interprète.

BATAILLE D'ABOUKIR, 25 juillet 1799. — Mustapha-Pacha avait débarqué avec 18 000 hommes. Bonaparte lance les corps de Lannes, Destaing, Murat. L'armée turque est précipitée dans la mer et détruite à peu près en entier.

PAR AUBRY. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

JEAN-BAPTISTE KLÉBER, lieutenant-colonel au 4e bataillon du Haut-Rhin, en 1792. Né à Strasbourg, le 9 mars 1753 ; général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse en 1796 ; général en chef de l'armée d'Orient en 1799, après le départ de Bonaparte ; vainqueur à Héliopolis, 20 mars 1800 ; assassiné au Caire, 14 juin 1800, le jour même où Desaix était tué à Marengo. Son corps repose à Strasbourg, depuis 1818, dans un caveau au-dessous de sa statue, sur la place qui porte son nom.

(PAR PAULIN GUÉRIN (MUSÉE DE VERSAILLES).)

RETOUR DE SYRIE ; la marche dans le désert. — En quittant Tantourah, le 22 mai 1799, Bonaparte ordonna que tout le monde allât à pied, pour réserver les montures aux blessés et aux pestiférés. La rentrée au Caire eut lieu le 14 juin.

LITH. DE MOTTE. (BIBL. NAT. ESTAMPES)

BONAPARTE EN ÉGYPTE

L'INSURRECTION DU CAIRE. L'œuvre de civilisation que Bonaparte voulait introduire en Égypte se heurtait à la sourde hostilité des habitants. Le 21 octobre (1798), un rassemblement de gens mal intentionnés s'était formé à la grande mosquée du Caire. Le général Dupuy, qui commandait la place, voulut le disperser ; il fut assassiné. Sa mort devint le signal d'une révolte générale. Un combat d'une extrême violence s'engagea dans les rues ; les rebelles furent mitraillés par l'artillerie, le quartier de l'insurrection et la grande mosquée furent incendiés. Deux jours plus tard, Bonaparte faisait réunir les prisonniers sur la place d'El-Békir et leur annonçait qu'il leur faisait grâce de la vie.

Les Français ne régnaient plus en Égypte que par la terreur ; un village voisin du Caire s'étant insurgé, on coupa les têtes des rebelles, on les mit dans des sacs que l'on vida sur la grande place du Caire. La situation militaire devenait de jour en jour plus critique. Dans la Haute-Égypte, Mourad bey tenait toujours la campagne. Desaix fut chargé d'occuper ces pays du Nil ; les noms de ses soldats se lisent aujourd'hui sur les monuments de Thèbes, d'Esneh, d'Edfou, d'Assouan ; sa sage administration lui valut le surnom de Sultan juste, et Bonaparte put écrire au Directoire : « Le drapeau de la République flotte sur les cataractes. »

1799. L'EXPÉDITION DE SYRIE. Dans la Basse-Égypte on pouvait tout craindre. Tôt ou tard les Anglais, maîtres de la mer, ou les Turcs viendraient attaquer les Français. Il fallait prendre les devants, aller contre les Turcs et pour cela conquérir la Syrie. Bonaparte songeait aussi à l'Inde. Le 25 janvier 1799, il écrivait à Tippoo-Saëb, le sultan de Mysore, de lui envoyer à Suez ou au Caire « quelque homme adroit, qui eût sa confiance, avec lequel il pût conférer ». En réalité, cette soi-disant conquête de la Syrie n'était plus qu'une tentative d'évasion ; l'expédition tournait à l'aventure.

On partit pour la Syrie, le 10 février 1799, comme pour une autre terre promise. Au début, tout marcha à souhait. Le général, moins heureux que Moïse, faillit être englouti dans la mer Rouge ; ce qui, dit-il, eût fourni à tous les prédicateurs de la chrétienté un texte magnifique contre lui. L'armée occupa El-Arich, Gaza ; la prise de Jaffa demanda trois jours de siège, du 4 au 6 mars. La peste commençait à faire des ravages ; le 9, Bonaparte visitait les pestiférés à l'hôpital. Le 19, après avoir contourné les flancs du Carmel, les Français arrivaient devant Saint-Jean d'Acre.

Défendue par Djezzar-Pacha, qui avait parmi ses officiers Le Picard de Phélippeaux, l'ancien camarade de Bonaparte à l'École militaire, toujours ravitaillée du côté de la mer par les bâtiments anglais de Sidney Smith, puisque la journée d'Aboukir avait donné la Méditerranée à nos ennemis, cette bicoque allait pendant deux mois, jusqu'au 20 mai, résister victorieusement aux assauts les plus furieux. Kléber avait été détaché en avant pour arrêter une armée turque de secours. Bonaparte vint le rejoindre dans la plaine d'Esdrelon, au moment où sa situation pouvait être critique ; c'est la victoire dite du Mont-Thabor, du 16 avril. Le soir, il coucha au couvent de

Nazareth. De retour devant Saint-Jean d'Acre, il en recommença le siège sans succès. « J'ai passé là, disait-il plus tard, de bien mauvais moments. » Le 20 mai, après avoir fait à la ville des adieux terribles, il levait le siège.

PROJETS GIGANTESQUES. Jusqu'au dernier moment, Bonaparte avait cru à la prise de Saint-Jean d'Acre. Le 8 mai, un assaut violent avait été tenté, où Lannes avait été blessé ; le lendemain, il disait à Bourrienne :

« Oui, je vois que cette misérable bicoque m'a coûté bien du monde et pris bien du temps. Mais les choses sont trop avancées pour ne pas tenter encore un dernier effort. Si je réussis, comme je le crois, je trouverai dans la ville les trésors du pacha, et des armes pour trois cent mille hommes. Je soulève et j'arme toute la Syrie, qu'a tant indignée la férocité de Djezzar. Je marche sur Damas et Alep. Je grossis mon armée, en avançant dans le pays, de tous les mécontents ; j'annonce au peuple l'abolition de la servitude et des gouvernements tyranniques des pachas. J'arrive à Constantinople avec des masses armées. Je renverse l'empire turc. Je fonde dans l'Orient un nouvel et grand empire qui fixera ma place dans la postérité, et peut-être retournerai-je à Paris par Andrinople ou par Vienne, après avoir anéanti la maison d'Autriche. »

Plus tard, l'imagination de Napoléon s'est donné carrière à propos de ce fait où il a vu plus que l'arrêt de sa fortune, l'obstacle au changement du monde. Écoutons Pyrrhus vaincu, rêvant de tout ce qu'il aurait pu faire sans ces murailles maudites.

« Les plus petites circonstances conduisent les plus grands événements. La faiblesse d'un capitaine de frégate, qui prend chasse au large, au lieu de forcer son passage dans le port, quelques contrariétés de détail dans quelques chaloupes ou bâtiments légers, ont empêché que la face du monde ne fût changée. Saint-Jean d'Acre enlevé, l'armée française volait à Damas et à Alep, elle eût été en un clin d'œil sur l'Euphrate ; les chrétiens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de l'Arménie se fussent joints à elle ; les populations allaient être ébranlées. » Un de nous ayant dit (c'était à Sainte-Hélène) qu'on eût été bientôt renforcé de cent mille hommes : « Dites de six cent mille hommes, reprit l'Empereur ; qui peut calculer ce que c'eût été ? J'aurais atteint Constantinople et les Indes ; j'eusse changé la face du monde. »

Voilà le rêve épique, voici la cruelle réalité. Il fallut revenir à pied pour réserver les montures aux pestiférés et aux blessés. Près de Césarée, le général faillit être tué par un ennemi embusqué dans un buisson. A Jaffa, le 27, il visitait pour la seconde fois les pestiférés. La retraite prenait parfois les caractères d'une débâcle. Un jour, des soldats épuisés refusaient de porter leurs camarades blessés. « Vous êtes des lâches, leur cria Kléber. Être soldat, c'est, quand on a faim, ne pas manger ; quand on a soif, ne pas boire ; quand on ne peut plus se porter soi-même, porter ses camarades blessés. Misérables, reprenez vos blessés ! » Et ils les reprirent.

Enfin, le 14 juin, Bonaparte était de retour au Caire. Il y faisait une entrée triomphale. En vérité, le prisonnier n'avait pu rompre sa chaîne et il rentrait dans sa prison.

BONAPARTE EN ÉGYPTE

RETOUR EN ÉGYPTE. A peine revenu de Syrie, Bonaparte eut à défendre l'Égypte contre une attaque anglo-turque. Le 11 juillet, Sidney Smith débarquait dans la rade d'Aboukir une armée de dix-huit mille janissaires. Bonaparte accourut du Caire avec les divisions Murat, Lannes, Bon. Les Turcs s'étaient retranchés au village d'Aboukir derrière des redoutes. Bonaparte lance au centre la division de Murat, qui se rabat à l'intérieur sur la droite et sur la gauche des lignes turques. Quinze cents prisonniers furent ramassés au cours de cette offensive énergique ; le reste de l'armée turque, rejeté à la mer, périt noyé. La bataille de terre d'Aboukir, du 25 juillet 1799, était une action très brillante ; c'est à ce propos que Kléber s'écriait : « Général, vous êtes grand comme le monde ! » Mais, si la bataille navale d'Aboukir, un an plus tôt, avait enfermé en Égypte l'armée d'Orient, celle-ci ne l'en faisait pas sortir.

Des nouvelles alarmantes sur la situation de la France avaient été répandues en Égypte par Sidney Smith. Pour y couper court, Bonaparte mit à l'ordre du jour que le commodore anglais était devenu fou. Sidney Smith envoya un cartel à Bonaparte. Il lui fit répondre qu'il avait de trop grandes affaires en tête pour s'occuper de si peu de chose ; si c'était le grand Marlborough, encore passe, il verrait. « Si le commodore avait absolument besoin de brétailler, il allait neutraliser quelques toises sur la plage et il y enverrait un des bravaches de l'armée ; là, le fou de commodore pourrait débarquer et s'en donner à cœur joie. » Cependant des nouvelles parvenues en Égypte par la *Gazette de Francfort* du 10 juin ne laissaient pas de doute : l'Italie qu'il avait conquise quelques mois plus tôt, son Italie était perdue. Alors, il prit une décision qui devait servir merveilleusement sa fortune ; mais sur le moment, pour plusieurs de ses camarades de l'armée d'Orient, elle eut le caractère d'une désertion

1799. DÉPART POUR LA FRANCE. Quelques officiers avaient été mis dans la confidence : Desaix, Murat, Lannes, Marmont. Avec eux il quittait le Caire le 18 août, sous prétexte de se rendre à Alexandrie. Dans cette ville, le 22 août, brusquement, il adressait « à l'Armée » cette proclamation : « Les nouvelles d'Europe m'ont décidé à partir pour France. Je laisse le commandement de l'armée au général Kléber. L'armée aura bientôt de mes nouvelles ; je ne puis en dire davantage. Il me coûte de quitter les soldats auxquels je suis le plus attaché ; mais ce ne sera que momentanément, et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne. »

Le lendemain matin, embarqué sur la *Muiron*, que commandait Ganteaume, il faisait route pour la France. Les frégates *Muiron* et *Carrère*, qui naviguaient de conserve, traversèrent la Méditerranée sans rencontrer les croisières anglaises. Elles touchèrent au port d'Ajaccio. Bonaparte resta cinq jours dans cette ville, du 2 au 6 octobre. Que de changements depuis 1793, où il avait quitté la Corse en vaincu et en fugitif ! Les rues d'Ajaccio étaient encombrées d'une nuées de « cousins » et de filleuls », qui voulaient serrer les mains de leur illustre compatriote. Le 7 octobre, la

Muiron remettait à la voile ; Bonaparte ne devait jamais revoir ni Ajaccio, ni la Corse. Deux jours plus tard, quarante-six jours après son départ d'Alexandrie, le 9 octobre, à midi, il débarquait à Fréjus. A six heures du soir, le même jour, il partait pour Paris.

CE QUE FUT POUR BONAPARTE LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE. Plus encore peut-être que la campagne d'Italie, la campagne d'Égypte, cette folie de jeunesse, conserva pour Bonaparte un attrait exceptionnel. Il parlait souvent de cette expédition, « aussi intéressante qu'un épisode de roman », de « cette terre de poésie qu'avaient foulée César et Pompée ». Il était plein d'enthousiasme pour ce temps où il était apparu aux Orientaux surpris comme un nouveau prophète. Il aimait à évoquer ces souvenirs avec Monge, dont il avait fait un membre de l'Institut d'Égypte, en attendant d'en faire le comte de Péluse. « En France, lui disait-il, il nous faut tout conquérir à la pointe de la démonstration. En Égypte, nous n'avions pas besoin de nos mathématiques. »

Mme de Rémusat a recueilli à ce sujet une curieuse conversation, quand Napoléon était au camp de Boulogne :

« En Égypte, je me trouvais débarrassé du frein d'une civilisation gênante ; je rêvais toutes choses et je voyais les moyens d'exécuter tout ce que j'avais rêvé. Je créais une religion, je me voyais sur le chemin de l'Asie, parti sur un éléphant, le turban sur la tête, et dans ma main un nouveau Coran que j'aurais composé à mon gré. J'aurais réuni dans mes entreprises les expériences des deux mondes, fouillant à mon profit le domaine de toutes les histoires, attaquant la puissance anglaise dans les Indes et renouant par cette conquête mes relations avec la vieille Europe. Ce temps que j'ai passé en Égypte a été le plus beau de ma vie, car il en a été le plus idéal. Mais le sort en décida autrement. Je reçus des lettres de France ; je vis qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Je rentrai dans le positif de l'état social, et je revins à Paris, où on traite des plus grands intérêts du pays dans un entr'acte d'opéra. »

Suivant son expression, il était « rentré dans le positif ». Quelques semaines après son arrivée à Fréjus, le prophète du Caire était le Premier Consul de la République française.

BOUCHOT

LE 18 BRUMAIRE

(MUSÉE DU LOUVRE.)

CHAPITRE IV

LE DIX-HUIT BRUMAIRE

LE RETOUR TRIOMPHAL. ⸗ ARRIVÉE A PARIS. ⸗ LE DIRECTOIRE ET LA SITUATION GÉNÉRALE. ⸗ LA CRISE FINANCIÈRE. ⸗ « LE GÉNIE TUTÉLAIRE », D'APRÈS BONAPARTE. ⸗ BONAPARTE A PARIS. ⸗ BONAPARTE ET SIEYÈS. ⸗ BONAPARTE ET LES DIRECTEURS. ⸗ BONAPARTE ET SES AMIS. ⸗ UNE SOIRÉE CHEZ BONAPARTE. ⸗ LE 18 BRUMAIRE. ⸗ LE 19 BRUMAIRE. ⸗ LA LOI DU 19 BRUMAIRE. ⸗ APRÈS LE COUP D'ÉTAT. ⸗ 1799. LA CONSTITUTION DE L'AN VIII. ⸗ NAPOLÉON ET LE 18 BRUMAIRE.

LE 9 octobre 1799, à huit heures du matin, les frégates *Muiron* et *Carrère*, qui composaient la petite division de Ganteaume, entraient dans la baie de Saint-Raphaël, en rade de Fréjus. Les batteries de la côte tirèrent quelques coups de canon contre ces navires inconnus et suspects; mais on apprit bientôt que c'étaient des Français : c'était Bonaparte en personne. Alors, en un instant, la mer fut couverte d'embarcations : la municipalité de Saint-Raphaël accourut à bord de la frégate du général. On voulut en vain l'écarter, à cause du danger possible de la peste dont les passagers pouvaient apporter le germe. Il n'y avait point de quarantaine, répondit-elle, pour celui qui venait sauver la France de l'invasion. « Nous aimons mieux la peste, disaient ces braves gens, que les Autrichiens. » A midi, Bonaparte débarquait au milieu d'une population enthousiaste. Le soir du même jour, il était sur la route de Paris.

Ici commence la pompe triomphale qui, des bords de la Méditerranée aux rives de la Seine, allait se dérouler dans l'ivresse d'un enthousiasme spontané et universel. Cela fait penser au mot que les Français du XVI^e^ siècle avaient dit sur Henri de Guise, et qui était encore plus vrai en 1799 : « La France est folle de cet homme, car c'est trop peu dire amoureuse. » De Fréjus à Aix, pendant la nuit, la voiture du général fut escortée par une foule d'hommes, venus des villages de Provence, qui couraient avec des flambeaux ; c'était d'ailleurs autant pour le protéger que pour lui faire escorte, car les bagages de Bonaparte furent pillés aux environs d'Aix par une troupe de brigands. A Aix, et partout où il passait, même enthousiasme.

LE RETOUR TRIOMPHAL. ⸗ Bonaparte s'arrêta douze heures à Lyon, le 13 octobre. Plus de trente mille personnes encombraient le quai des Célestins ; elles ne

cessaient de le demander et de l'acclamer toutes les fois qu'il se montrait au balcon. « Toutes les maisons, rapporte Marbot, qui passait par hasard à Lyon, étaient illuminées et pavoisées de drapeaux, on tirait des fusées, la foule emplissait les rues au point d'empêcher notre voiture d'avancer, on dansait sur les places publiques, et l'air retentissait des cris de « Vive Bonaparte qui vient sauver la patrie ! » Et partout, dans cette course de plus de deux cents lieues, les mêmes applaudissements et la même joie. Tout le monde en France, suivant le mot de son compagnon Bourrienne, abrégea pour Bonaparte le chemin qui le conduisit au pouvoir. De Lyon, Bonaparte avait pris la route de Paris par Chalon et Nevers; il avait assez entendu l'appel de la nation, il lui tardait d'arriver au cœur même du pays. Le choix de ce chemin détourné explique qu'il n'ait pas rencontré sa femme. Joséphine, qui avait ses raisons de courir au-devant de lui, était partie par la route de Dijon, aussitôt qu'une dépêche télégraphique, venue de Fréjus, lui avait appris la grande nouvelle; elle alla ainsi inutilement jusqu'à Lyon.

Pour Bonaparte, c'étaient partout et toujours les mêmes témoignages de cet élan unanime, qui n'était ni commandé, ni payé. « Sur la route, dit Barante, je rencontrai au delà de Briare la voiture du général Bonaparte qui revenait d'Égypte. Il est difficile de se faire une idée de l'enthousiasme universel que produisait son retour. Il a dit que les acclamations qui l'avaient accueilli sur son passage lui avaient donné la mission de sauver la France. C'était la vérité. »

On peut citer aussi le témoignage de Ségur : « A la grande nouvelle de son retour, répandue par les télégraphes, toutes les cloches avaient été mises en branle et des feux de joie allumés ; annoncée sur les théâtres, les représentations avaient été suspendues par des cris, des transports extraordinaires et des chants patriotiques ; dans d'autres lieux on avait vu la foule s'amasser, les citoyens se serrer les mains et se jeter dans les bras l'un de l'autre en pleurant de joie et d'enthousiasme. » Cette joie fut fatale à un ancien conventionnel, Baudin des Ardennes, qui était alors membre du Conseil des Anciens. Par haine de la royauté il avait mis en Bonaparte toutes ses espérances. Quand il apprit la nouvelle de son débarquement à Fréjus, il en mourut de joie et de saisissement.

ARRIVÉE A PARIS. Le 16 octobre (1799), Bonaparte était de retour à Paris, qu'il avait quitté dix-sept mois auparavant pour s'embarquer à Toulon. Que de chemin parcouru depuis ! Bonaparte avait été accueilli dans la France entière comme un sauveur; mais le prestigieux acteur qui était en lui, qui savait toujours jouer le personnage de l'endroit et de l'heure, eut le bon goût de faire à Paris une entrée discrète, à six heures du matin, sans bruit, sans escorte. Les Parisiens ne connurent son arrivée que le lendemain seulement par les journaux ; ils apprirent « qu'il avait avec lui Berthier, Monge et Berthollet ; qu'il était extrêmement fatigué ».

Muet, impénétrable, ne connaissant d'ailleurs rien de précis sur l'état des affaires, ne sachant qu'une chose, que la France l'avait acclamé et qu'il était prêt à répondre à ses acclamations, Bonaparte avait couru s'enfermer dans son petit hôtel de la rue de la

Victoire. En arrivant, il n'y avait trouvé qu'un membre de sa famille, sa mère, la femme forte, qui assistait impassible à l'aventure épique. Mme Bonaparte avait alors cinquante ans, son fils en avait trente.

De ce coin de Paris, comme d'un observatoire, le général allait prendre le vent, interroger l'horizon politique, guetter les événements. Ce rôle de vigie dura au plus trois semaines. Vingt jours environ plus tard, ses idées étaient arrêtées. Il redescendait dans l'arène pour y jouer la partie décisive.

LE DIRECTOIRE ET LA SITUATION GÉNÉRALE. Il n'est point nécessaire de réfléchir longtemps pour comprendre que le Directoire, gouvernement ridicule et corrompu, se traînait de crise en crise vers le terme de son règne.

Au point de vue militaire, il semblait que Bonaparte avait emporté avec lui, de l'autre côté de la Méditerranée, la fortune de la République. La guerre entre la France et l'Europe avait recommencé en 1799. Jourdan, le héros de Fleurus, avait été chassé de l'Allemagne; les Anglais et les Russes avaient débarqué sur le sol de la Hollande, conquis quatre ans plus tôt par les soldats de Pichegru ; l'Italie des héros de 1796, l'Italie des triomphateurs de Lodi, d'Arcole, de Rivoli, était la proie des Autrichiens et des Russes ; Scherer, Moreau, Macdonald, Joubert, Championnet, tous nos généraux avaient été vaincus les uns après les autres. Sans doute, au moment même où Bonaparte mettait le pied sur le sol français, les victoires de Masséna en Suisse sur Khorsakov et sur Souvarov, la victoire de Brune en Hollande sur le duc d'York avaient écarté tout danger immédiat ; mais l'alarme avait été terrible, peut-être allait-elle réapparaître.

C'est surtout sur elle-même, en son propre sein, que la France s'affligeait de voir les effets désastreux de ce gouvernement de « jacobins nantis », qui formaient le Directoire et sa triste séquelle. La terreur, sournoisement, hypocritement, revenait à l'ordre du jour, sans cette horreur dramatique de 93 et de 94, sans ce souffle de Wissembourg ou de Fleurus qui lui avait donné naguère comme une grandeur épique.

Le gouvernement, quel était-il ? La soi-disant représentation nationale était devenue le bien d'une minorité factieuse. Le plus audacieux des coups d'État, le Dix-huit Fructidor, avait imposé à la France le joug d'une oligarchie qui se disait républicaine et qui n'était qu'un syndicat de corrompus et de jouisseurs. Sur une illégalité flagrante qui avait eu la banqueroute pour raison et pour résultat, elle avait échafaudé une tyrannie imbécile et odieuse. Elle venait de décréter la loi des otages, qui rendait les Français restés en France responsables dans leurs biens et leur personne de la conduite de leurs parents passés à l'étranger.

LA CRISE FINANCIÈRE. De la banqueroute des assignats on était tombé dans la banqueroute des mandats territoriaux, et de celle-ci dans l'opération qu'on avait baptisée du nom, scandaleusement hypocrite, de tiers consolidé. Le résultat de ces faillites à peine dissimulées, le voici. Le second jour du Consulat, quand Bonaparte

voulut envoyer un courrier au général Championnet, commandant en chef de l'armée d'Italie, on trouva en tout dans le Trésor, pour donner au courrier, la somme disponible de douze cents francs. Comment le Directoire aurait-il eu des finances, alors que les routes étaient infestées de brigands, que tous les agents de l'État, depuis les pentarques, qui trônaient et banquetaient au Luxembourg, jusqu'aux membres des administrations locales, se livraient tous à des déprédations éhontées? Anarchie, persécution, concussion : les trois mots peuvent résumer cette triste époque, et ils en disent long.

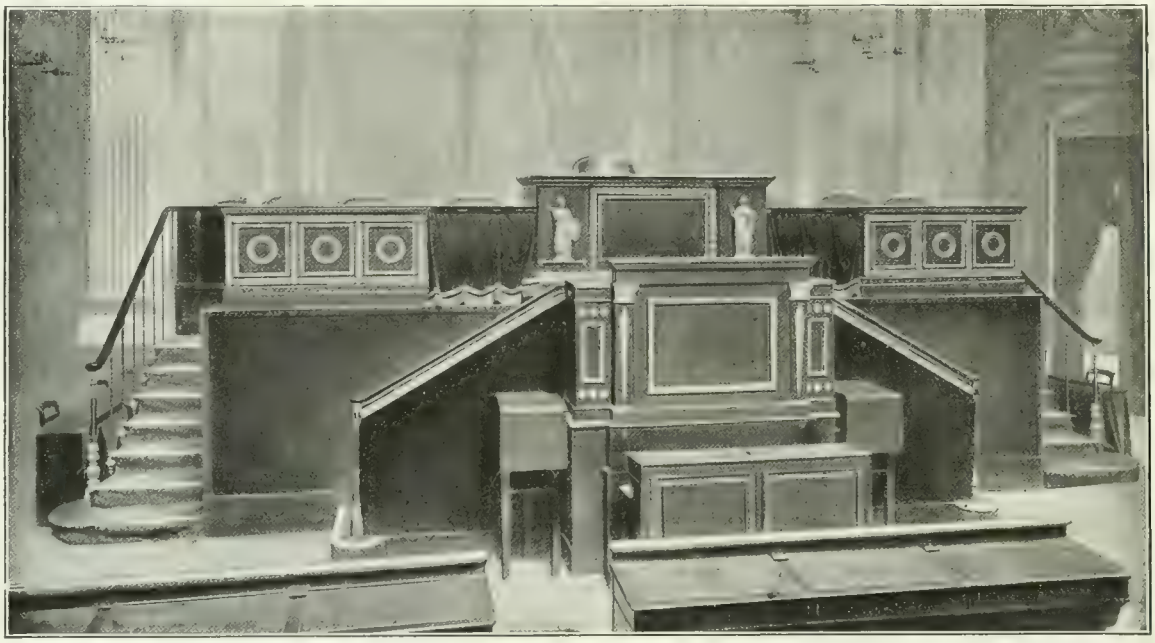
Non : le Directoire serait mal venu à se poser en victime, à réclamer les palmes du martyre, parce que d'un geste son congé lui fut signifié. Pour un gouvernement « inventé tout exprès pour servir de patronage aux intrigants », pour « une troupe d'ignobles et fanatiques hypocrites, qui, sous le nom de république et de liberté, avaient réduit la France à la plus honteuse et à la plus vile servitude », on ne voit vraiment pas quelles circonstances atténuantes on pourrait inventer.

Détesté de tout le monde, sauf de la poignée d'intrigants qui mangeaient à même au râtelier de la République, le Directoire n'était plus redouté de personne. La France sentait qu'elle avait en elle une moisissure odieuse, dangereuse sans doute, mais grotesque aussi, et que ce régime était en train de s'écrouler dans le mépris. Quel était l'homme capable de procéder à l'opération de dignité nationale et de salubrité publique dont le pays, las des avocats et des jouisseurs, sentait depuis longtemps l'impérieux besoin?

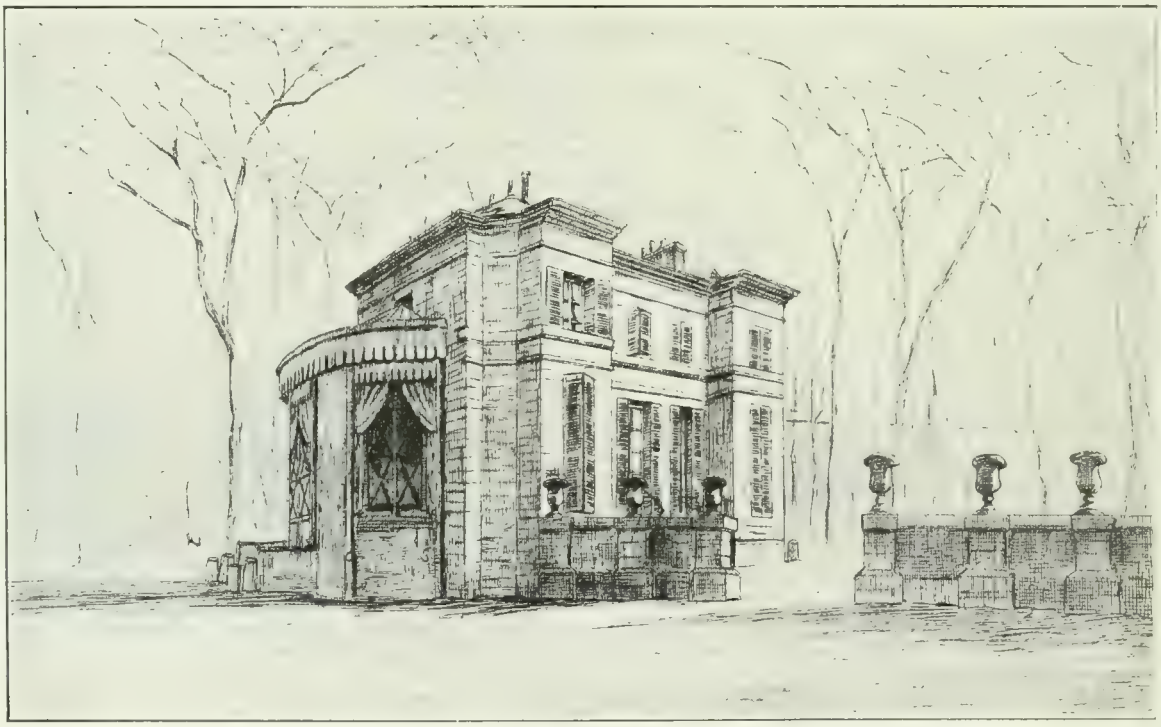
« LE GÉNIE TUTELAIRE », D'APRÈS BONAPARTE. Il faut entendre le général qui allait renverser le Directoire ; en quelques phrases vibrantes, il a caractérisé cette sorte de conspiration latente qui s'était organisée contre le gouvernement, et qui cherchait un peu au hasard l'homme nécessaire.

« Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir ; lorsque, cédant tour à tour à l'influence des partis contraires et vivant au jour le jour sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'État n'est plus gouverné ; lorsque, enfin, à sa nullité au dedans l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir aux yeux d'un peuple fier, je veux dire l'avilissement au dehors, une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et, promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver. Ce génie tutélaire, une nation le renferme toujours dans son sein ; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe; il faut qu'il soit connu, il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées sont impuissantes ; l'inertie du grand nombre protège le gouvernement nominal; et, malgré son impéritie et sa faiblesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent pas contre lui. Mais que ce sauveur impatiemment attendu donne tout à coup signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple volant sur son passage semble dire : « Le voilà ! »

ARRIVÉE EN FRANCE DU GÉNÉRAL BONAPARTE, *sur la frégate* Muiron, *à son retour de la campagne d'Égypte, le 9 octobre 1799. (La frégate portait le nom du commandant d'artillerie tué au pont d'Arcole.) Bonaparte débarqua à midi à Saint-Raphaël (golfe de Fréjus), au milieu d'un grand enthousiasme : à six heures, il était en route pour Paris.*



TRIBUNE DU CONSEIL DES CINQ-CENTS, qui fut occupée, à l'Orangerie de Saint-Cloud, le 19 brumaire, par le président Lucien Bonaparte. — Devenue la tribune de l'Assemblée nationale (1871-75), puis du Sénat (1875-79). (MUSÉE DE VERSAILLES.) CL. HACHETTE.



L'HOTEL DE LA RUE CHANTEREINE. — Loué par Joséphine en 1795, pour 10 000 francs par an en assignats, à Julie Carreau, épouse séparée de Talma ; acheté par Bonaparte en 1797. Cinq pièces à l'étage. Aujourd'hui emplacement du n° 60 de la rue de la Victoire. (CROQUIS DE 1798. BIBL. NAT., ESTAMPES.)

C'était le mot de Moreau quand il avait appris le retour de Bonaparte à Paris. « Voilà l'homme qu'il vous faut ! » avait-il dit à Sieyès.

BONAPARTE A PARIS. Mais, si c'était là le cri de la France au passage de Bonaparte, si chaque parti, terroristes ou chouans, révolutionnaires de gauche ou révolutionnaires de droite, croyait trouver en lui l'homme qui lui manquait, chaque parti se trompait. Bonaparte comptait se servir des uns et des autres, ou mieux de tous les partis, mais il entendait bien n'en servir aucun.

Sa conduite à Paris depuis son retour fut un vrai chef-d'œuvre d'habileté manœuvrière. Il donna des espérances ou plutôt il laissa concevoir des espérances à tout le monde, mais il ne donna de gages à personne. Il le dira aux Anciens, le 19 brumaire : « J'ai le secret de tous les partis. Tous sont venus sonner à ma porte. » Plus tard, il faisait cette confidence à Mme de Rémusat : « Le Directoire frémit de mon retour; je m'observai beaucoup, c'est une des époques de ma vie où j'ai été le plus habile. Je voyais l'abbé Sieyès et lui promettais l'exécution de sa verbeuse constitution; je recevais les chefs des jacobins, les agents des Bourbons; je ne refusais de conseils à personne, mais je n'en donnais que dans l'intérêt de mes plans. Je me cachais au peuple, parce que je savais que, lorsqu'il en serait temps, la curiosité de me voir le précipiterait sur mes pas. Chacun s'enferrait dans mes lacs, et, quand je devins le chef de l'État, il n'existait point en France un parti qui ne plaçât quelque espoir sur mon succès. »

Sait-on la seule chose qu'il fit ouvertement pendant ces vingt jours, au vu et au su de tout le monde ? Il assista à trois séances de l'Institut. Ses confrères pouvaient indirectement le servir; car il était prudent de ne pas avoir contre soi les grands intellectuels de l'époque ; aussi il « les enjôla supérieurement ». Coup sur coup, le 23, le 27 octobre, le 2 novembre, il se rendit, en toute simplicité, à deux séances ordinaires et à la séance générale de l'Institut. Devant ses confrères attentifs et flattés, il fit une communication sur le percement du canal de Suez, qu'il disait d'une exécution facile. D'autre part, le premier billet qu'il avait écrit à son retour était un remerciement à Laplace, son ancien examinateur de l'Ecole Royale militaire, pour l'envoi de la *Mécanique céleste*; il l'invitait à dîner chez lui. Ces idéologues furent ravis. Ils crurent avoir trouvé leur homme ou leur dieu, je ne sais quel « Cincinnatus qui aurait lu Rousseau ». Un mot courut, qui prouve que le flair des hommes n'était pas leur plus grande qualité : « De tous les militaires, c'est encore le plus civil. » Peut-être voulaient-ils dire par là qu'à côté des Jourdan, des Bernadotte, des Augereau, qui passaient pour des piliers du jacobinisme et des soudards, le fondateur de l'Institut d'Égypte était un savant, ami de la philosophie et des lumières. En cela, ils avaient raison ; mais il y avait bien autre chose encore, dans leur jeune et illustre confrère, qu'ils ne soupçonnaient pas.

En dehors des trois séances de l'Institut, on vit encore Bonaparte à des cérémonies officielles, auxquelles il ne pouvait pas ne pas assister : ainsi, le 22 octobre, à un dîner

au Luxembourg, chez Gohier, le président du Directoire ; ainsi encore, le 6 novembre, à un banquet qui lui était offert, à lui et à Moreau, par les membres des deux Conseils dans le temple de la Victoire : c'était le nom que portait alors l'église Saint-Sulpice. Ce banquet avait été organisé par souscription, le nombre des convives y était excessif ; il ne causa pas plus de plaisir à Bonaparte qu'aux assistants : on s'épiait, on se sentait mal à l'aise, on avait le sentiment que quelque chose se préparait ; mais quoi ? Dès que le repas fut fini, Bonaparte se leva, il fit le tour des tables avec Berthier et Bourrienne : « Je m'ennuie, leur dit-il, allons-nous-en. » Et il disparut.

BONAPARTE ET SIEYÈS. Le dîner chez Gohier ne fut pas moins significatif. Bonaparte y rencontrait pour la première fois Sieyès, qui avait été élu Directeur au mois de mai précédent. Le « manufacturier de constitutions » était prêt, on le savait, à en échafauder une, si on lui faisait place nette ; il cherchait un homme, ou, comme il disait, une épée. Les deux futurs complices étaient séparés à table par la maîtresse de la maison ; ils échangèrent à peine quelques monosyllabes. Là aussi, il y avait beaucoup de gêne chez les convives. Gohier, qui était cependant comme le président de la République en service, n'était pas le moins embarrassé ; il joua un peu dans ces circonstances « le rôle de ces Gérontes de comédie, qui sont bernés par tous les personnages de la pièce ». Bonaparte seul, dit un assistant, avait l'air d'être chez soi.

« Êtes-vous sûr, lui demandait le lendemain un ami, que Sieyès soit contre vous ? — Je n'en sais rien encore, mais c'est un homme à système, que je n'aime pas. » Pauvre abbé Sieyès, auteur de la fameuse brochure sur le tiers état en 1789, combien il fut mystifié dans cette aventure, dont il est cependant le premier auteur responsable ! Il ne vit pas que toute sa belle métaphysique politique, bonne au plus pour une académie, allait crever, comme une bulle de savon, devant le génie pratique et positif du général. « Sieyès, disait un jour Cambacérès devant Talleyrand, est un homme très profond. » Et ce maître pince-sans-rire de répliquer : « Profond, Sieyès ?... C'est creux, très creux, que vous voulez dire. »

BONAPARTE ET LES DIRECTEURS. Cependant, des intermédiaires habiles, comme Talleyrand, eurent tôt fait de rapprocher le Directeur et le général. L'un cherchait un homme d'action ; l'autre avait besoin de l'autorité d'un idéologue.

Avec Sieyès, qui se livrait inconsciemment à Bonaparte, s'abandonna aussi le Directeur Roger-Ducos ; personnage politique sans caractère propre, que sa médiocrité même avait fait élire au Directoire au mois de juin précédent, il était à la discrétion de Sieyès. Qu'allait faire Barras ? Il se croyait nécessaire à Bonaparte, sous le prétexte qu'il lui avait ouvert « le chemin de la gloire ». Mais toute association avec l'homme qu'on appelait le chef des Pourris, et qui probablement venait de recevoir de l'argent des royalistes, aurait été si compromettante, que Bonaparte n'eut garde de le voir : il le laissa à l'écart, dans l'ignorance de ses desseins. Barras, avili et joué, n'eut d'autre

ressource que d'envoyer sa démission au moment même où Bonaparte commençait l'exécution du coup d'État.

Restaient Gohier et le général Moulins, les seuls Directeurs qui fussent vraiment attachés à la Constitution de l'an III. Il était inutile de s'en occuper, du moment où, sur les trois autres, il y en avait deux, Sieyès et Roger-Ducos, qui étaient acquis, et le troisième, Barras, qui devait laisser faire. En effet, aux termes de la Constitution, le Directoire ne pouvait prendre aucune délibération s'il n'y avait pas au moins trois Directeurs présents. Au moment critique, il n'y en eut plus que deux, Gohier et Moulins. Ainsi, suivant la remarque comique de Gohier, ce fut la Constitution elle-même qui mit les Directeurs dans l'impossibilité de défendre la Constitution.

BONAPARTE ET SES AMIS. « J'allais presque tous les jours rue de la Victoire, rapporte Arnault. « Quoi de nouveau ? me disait le général, dès qu'il me « voyait. — Rien de nouveau. Toujours mêmes plaintes, toujours mêmes reproches ;... « chacun répète ici ce qui vous a été dit sur la route depuis Fréjus jusqu'à Paris. « Chacun vous adresse le même vœu ou plutôt vous donne le même ordre. — « Vraiment ! » répliquait-il en riant, et il parlait d'autres choses. » Cependant, aux premiers jours de novembre, le parti de Bonaparte était pris. « Un tas d'imbéciles, disait-il du Directoire et des Conseils ; des gens qui avocassent du matin au soir dans leurs taudis ! » Tous ceux qui étaient dans le secret, comme Cambacérès, Regnauld de Saint-Jean-d'Angély, Bernadotte même, que Bonaparte aurait voulu séduire, s'étaient réunis, le 29 octobre, au château de Mortefontaine, dans la magnifique propriété que Joseph Bonaparte venait d'acheter près de Survilliers. Là furent jetées les bases d'un coup d'État très prochain. Un accident fut sur le point de faire tout manquer. En tombant de cheval dans une promenade à travers le parc, Bonaparte faillit se tuer ; il en fut quitte pour quelques minutes d'évanouissement. « C'est pourtant, dit-il en riant, cette petite pierre contre laquelle tous nos projets ont pensé se briser.... Joseph me ferait de la morale, s'il savait cela. N'en parlez à personne. »

Or, le Directoire avait un ministre de la Police générale qui n'était autre que Fouché. Cet homme d'intrigues ignorait ou feignait d'ignorer celles qui se nouaient à quelques pas de son cabinet. Un jour, il avait réuni à sa table vingt-quatre convives ; avec Bonaparte Bruix, Rœderer, Regnauld, c'étaient tous les personnages de marque de la conjuration. « Le beau coup de filet qu'il ferait, remarqua l'un d'eux, en fermant seulement ses portes. »

UNE SOIRÉE CHEZ BONAPARTE. Le 7 novembre, il y avait une soirée à l'hôtel de la rue de la Victoire. Le bon Gohier, le perspicace Fouché étaient des invités du général. « Quoi de neuf, citoyen ministre ? demanda Gohier à Fouché, en dégustant une tasse de thé. — De neuf ? Rien, en vérité, rien. — Mais encore ? — Toujours les mêmes bavardages. — Comment ? — Toujours la conspiration. — La conspiration ? dit Joséphine avec vivacité, tandis que Bonaparte écoutait en souriant. — La conspiration !

répliqua Gohier en levant les épaules. — Oui, la conspiration, reprit Fouché ; mais je sais à quoi m'en tenir. J'y vois clair, fiez-vous à moi ; ce n'est pas moi qu'on attrape.... — Le ministre parle en homme qui sait son affaire, conclut Gohier ; mais tranquillisez-vous, citoyenne.... Faites comme le gouvernement, ne vous inquiétez pas de ces bruits-là : dormez tranquille. »

Arnault avait entendu tout cela avec la plus grande surprise ; en effet, on était convenu d'agir le lendemain, 17 brumaire (8 novembre). Resté seul avec Bonaparte : « Je viens prendre vos instructions pour demain. — La chose est remise au 18, répondit Bonaparte le plus tranquillement du monde. — Au 18, général ! — Au 18. — Quand l'affaire est éventée ! Ne voyez-vous pas que tout le monde en parle ? — Tout le monde en parle, et personne n'y croit. D'ailleurs il y a nécessité. Ces imbéciles du Conseil des Anciens n'ont-ils pas des scrupules ? Ils m'ont demandé vingt-quatre heures pour faire leurs réflexions. — Et vous les leur avez accordées ? — Où est l'inconvénient ? Je leur laisse le temps de se convaincre que je puis faire sans eux ce que je veux bien faire avec eux. Au 18, donc. Venez demain prendre le thé ; s'il y a quelque chose de changé, je vous le dirai. Bonsoir. » Et il alla se coucher avec la parfaite tranquillité qu'il avait la veille de ses plus grandes batailles.

Le 17 brumaire, les Anciens, devenus plus intelligents ou mieux payés, étaient d'avis qu'il fallait transférer les Conseils à Saint-Cloud ; là, à l'abri de toute réaction démagogique et sous la protection de l'épée de Bonaparte, on procéderait à une réforme de la Constitution. Il n'y avait plus qu'à agir, le lendemain, suivant le rôle assigné à chacun. Arnault avait un déjeuner chez Mme Legouvé, précisément pour le 18 ; il s'excusa. « J'ai ce matin-là même un engagement auquel je ne puis manquer ; affaire d'honneur, affaire de cœur, affaire qui fera du bruit. Buvez au succès ! »

LE 18 BRUMAIRE. Le 18 brumaire (9 novembre), à la première heure, le Conseil des Anciens, sous la présidence de Lemercier, était réuni dans son local ordinaire des Tuileries. Cornet, membre peu notoire du Conseil, dénonça le projet des terroristes qui menaçait la République. « Vous pouvez, représentants du peuple, le prévenir encore : un instant suffit. Mais, si vous ne le saisissez pas, la République aura existé, et — continue le procès-verbal du *Moniteur* — son squelette sera entre les mains (*sic*) des vautours qui s'en disputeront les membres décharnés. »

Dès sept heures du matin, un décret était rendu : le corps législatif, c'est-à-dire l'ensemble des deux Conseils, Anciens et Cinq-Cents, devait être transféré à Saint-Cloud le lendemain ; le général Bonaparte était chargé, avec le concours de la force armée, d'assurer cette translation.

Le décret fut communiqué sur l'heure au Conseil des Cinq-Cents que présidait Lucien, le jeune frère de Bonaparte ; il était âgé à peine de vingt-quatre ans, c'est-à-dire qu'il n'avait pas l'âge légal de l'éligibilité ; il allait être cependant le véritable auteur du succès du lendemain. Malgré quelque opposition, le décret fut approuvé. Il était

UNE AUDIENCE DU DIRECTOIRE *dans un salon du Palais national (le Luxembourg). Voûte décorée de drapeaux. Les Directeurs ne pouvaient jamais paraître en public qu'avec leur costume officiel.*

(D'APRÈS DUPLESSIS-BERTAUX. BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BANQUET *offert aux généraux Bonaparte et Moreau par les Anciens et par les Cinq-Cents, dans le temple de la Victoire, — on appelait ainsi l'église Saint-Sulpice, — le 6 novembre 1799. Trois jours plus tard avait lieu le coup d'État.*

(BIBL. NAT., ESTAMPES.)

SIEYÈS (Emmanuel-Joseph), né à Fréjus en 1748, mort à Paris en 1836, à l'âge de 88 ans. Il conspira avec Bonaparte au 18 Brumaire. Sous l'Empire, président du Sénat et comte. — Portrait fait à Bruxelles par David, en 1817. Sieyès et David étaient tous les deux exilés comme régicides. — Sieyès revint en France après la révolution de Juillet.

PAR DAVID. (COLL. DE Mme COMBES.)

BATAILLE DE ZURICH, gagnée par Masséna sur l'armée russe de Khorsakov, 25 septembre 1799. — Masséna donne des ordres au chef d'état-major Oudinot et à l'adjudant Reille. Dans le fond, la ville et le lac de Zurich.

PAR LOUCHOT. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

BARRAS, en costume de Directeur, 1799. Manteau nacarat, brodé d'or ; grand col blanc avec des dentelles ; habit bleu ; ceinture bleue à franges d'or ; pantalon blanc en soie ; chapeau à panache tricolore ; escarpins noirs avec un nœud de rubans bleus.

DESSIN DE H. LEDRU. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

JOSEPH BONAPARTE, né à Corte (Corse) le 7 janvier 1768, mort à Florence le 28 juillet 1844, à 76 ans. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LUCIEN BONAPARTE, né à Ajaccio le 21 mars 1775, mort à Viterbe le 29 juin 1840, à 65 ans. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

CHATEAU DE MORTEFONTAINE, près de Survilliers. — Joseph Bonaparte l'avait acheté en 1799. Napoléon y réunit, le 29 octobre, plusieurs de ses futurs complices du coup d'État. Un traité y fut signé avec les États-Unis en 1800. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

régulier : aux termes de la Constitution, le Conseil des Anciens pouvait changer la résidence du corps législatif. Il restait pour Bonaparte à prendre possession de la fonction nouvelle dont ce décret venait de l'investir.

Bonaparte avait convoqué chez lui, avant sept heures du matin, les généraux dont il était sûr, comme Moreau, Berthier, Lefebvre, Lannes, Beurnonville, Macdonald, Morand, Murat. Tous furent exacts, en grande tenue de service. Lefebvre avait une situation à part, qui pouvait prendre une importance exceptionnelle. L'ancien sergent aux gardes françaises, qui avait été dans l'armée de Sambre-et-Meuse l'un des plus fermes lieutenants de Jourdan, avait été placé par le Directoire à la tête de la 17e division militaire, ce qui faisait de lui le commandant de la place de Paris. On le disait tout dévoué au Directoire; mais Bonaparte l'enleva d'un mot : « Vous, l'un des soutiens de la République, la laisserez-vous périr entre les mains des avocats? Tenez, voilà mon sabre des Pyramides, je vous le donne. » Le brave Alsacien était conquis. « Eh bien! dit-il avec enthousiasme, jetons les avocats à la rivière! »

A huit heures et demie du matin, Bonaparte recevait communication du décret. Montant à cheval, suivi de sa brillante escorte, il se rendit aux Tuileries, au milieu de Paris qui restait calme et qui en tout cas était plus joyeux qu'étonné. Il entra au Conseil des Anciens et de sa voix de commandement :

« Tous les généraux vous promettent l'appui de leurs bras. Je remplirai fidèlement la mission que vous m'avez donnée. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples de ce qui se fait. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle; rien dans le dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel. »

Aux troupes de la garnison de Paris, qui appartenaient presque toutes à l'armée d'Italie, son ancienne armée, il adressa alors une proclamation :

« Soldats, le décret extraordinaire du Conseil des Anciens est conforme aux articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va prendre et qui sont toutes en faveur du peuple.

« La République est mal gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux. Vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis. Vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous.

« La liberté, la victoire et la paix replaceront la République française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire perdre. Vive la République ! »

Le comique se mêle souvent aux situations les plus graves. Moreau avait accepté le rôle subalterne d'occuper militairement le Luxembourg, en se réduisant ainsi au rang de geôlier. Gohier, réveillé par le remue-ménage qu'il entend, sonne son domestique : personne. Il veut sortir de sa chambre : la porte est fermée du dehors, à double tour.

Enfin, un serrurier vient le délivrer. Mais il n'y avait plus personne au palais. Sieyès et Roger-Ducos — Sieyès à cheval ; ce fut la première et la dernière fois de sa vie — s'étaient rendus aux Tuileries, et Barras venait d'envoyer sa démission.

Quand il vit arriver le secrétaire de Barras porteur de la démission de celui-ci, Bonaparte interpella d'une voix foudroyante ce subalterne qui n'en pouvait mais et qui reçut, à la place de son maître et du Directoire, cette terrible algarade, toute pleine déjà du moi impérial : « Qu'avez-vous fait de cette France que j'ai rendue si brillante ? Je vous ai laissé des victoires, j'ai trouvé des revers. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, j'ai retrouvé des lois spoliatrices et partout la misère. Que sont devenus cent mille hommes qui ont disparu de dessus le sol français ? Ils sont morts, et c'étaient mes compagnons d'armes ! Un tel état de choses ne peut durer. Avant trois ans, il nous mènerait au despotisme par l'anarchie. Nous voulons la République assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. A entendre quelques factieux, nous serions les ennemis de la République, nous qui l'avons arrosée de notre sang. Nous ne voulons pas qu'on se fasse plus patriotes que nous. »

Fouché était encore au lit à neuf heures du matin quand on vint lui apprendre ce qui se passait. Sa surprise fut profonde. Fut-il le plus inepte des ministres de la Police ? Ne fut-il pas plutôt le plus astucieux des intrigants ? Il s'habilla à la hâte, il courut mettre au service de Bonaparte toutes les forces de la police. Bonaparte accepta son concours, loua son beau zèle, mais lui demanda de le modérer.

Dans l'après-midi, le général en chef avait chez lui quelques intimes. « C'est la paix, leur dit-il, que nous venons de conquérir. Voilà ce qu'il faut annoncer ce soir sur tous les théâtres, ce qu'il faut publier dans tous les journaux, ce qu'il faut répéter en prose, en vers et même en chansons. » En effet, un pharmacien, Cadet-Gassicourt, qui était chansonnier à ses heures, composa des couplets sur la déconvenue du Directoire. Cela se chantait sur l'air de la *Fanfare de Saint-Cloud* ; le nom était de circonstance.

LE 19 BRUMAIRE. Le lendemain, le 19 brumaire (10 novembre), c'était la grande journée. Il s'agissait de faire voter par les Conseils réunis à Saint-Cloud les réformes constitutionnelles qui avaient été arrêtées par Bonaparte ; l'une des plus importantes était le remplacement des cinq Directeurs par trois Consuls. Cela ne pouvait pas aller sans quelques secousses violentes, car les républicains ou soi-disant tels formaient encore la majorité des Cinq-Cents. A Paris, Fouché parlait de jeter à l'eau le premier qui broncherait. A Saint-Cloud, toutes les précautions militaires avaient été prises. Murat occupait militairement le parc et le palais ; Sérurier avec la réserve était au Point-du-Jour. On sentait que la partie allait être sérieuse. Bourrienne, qui se rendait le matin à Saint-Cloud, disait à son ami La Valette, en traversant la place de la Révolution, où l'échafaud avait été si souvent dressé : « Mon ami, nous coucherons demain au Luxembourg, ou nous finirons ici. »

Cependant, des heures précieuses se perdaient. Les Conseils ne purent se constituer

que vers deux heures de l'après-midi. Bonaparte se présenta à ce moment au Conseil des Anciens.

« La République, leur dit-il, n'a plus de gouvernement. Les factions s'agitent. L'heure de prendre un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons d'armes au secours de votre sagesse. Nous voici.... Aujourd'hui, on m'abreuve de calomnies, on parle de César, on parle de Cromwell, on parle de gouvernement militaire. Le gouvernement militaire, si je l'avais voulu, serais-je accouru pour prêter main-forte à la représentation nationale?... Déjà l'on blâme le Conseil des Anciens des mesures qu'il a prises et de m'avoir investi de sa confiance. Pour moi, je n'en suis point ébranlé. Tremblerais-je devant des factieux, moi que la coalition n'a pu détruire! Si je suis un perfide, soyez tous des Brutus. Et vous, mes camarades, qui m'accompagnez, vous, braves grenadiers, que je vois autour de cette enceinte, que ces baïonnettes avec lesquelles nous avons triomphé ensemble se tournent aussitôt contre mon cœur. Mais aussi, si quelque orateur soldé par l'étranger ose prononcer contre votre général le mot « hors la loi », que la foudre de la guerre l'écrase à l'instant. Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune.

« — Eh bien, général, dit un membre, jurez avec nous fidélité à la Constitution de l'an III. C'est jurer de sauver la République.

« — La Constitution, la Constitution! Vous n'en avez plus. Vous l'avez violée au 18 fructidor.... Vous l'avez violée au 30 prairial.... Vous l'avez violée au 22 floréal..., La Constitution violée, il faut un nouveau pacte et de nouvelles garanties.... »

Le Conseil des Anciens était gagné ; il sortit.

Les Cinq-Cents siégeaient à l'Orangerie. Une fois en séance, ils avaient demandé à prêter individuellement serment de fidélité à la Constitution de l'an III. Le président, Lucien Bonaparte, n'avait pu se refuser à cette motion. La prestation du serment prit environ deux heures. Pendant ce temps le Conseil était en proie à la plus grande exaltation.

Cette cérémonie finissait quand Bonaparte entrait dans l'Orangerie. Il avait laissé à la porte ses grenadiers. Il s'avance seul, mais résolu, vers le milieu de la salle. Aussitôt les poings se tendent, des cris s'élèvent: « A bas le dictateur! Mort au tyran! Hors la loi le nouveau Cromwell! Hors d'ici le dictateur!... Que faites-vous, téméraire? Vous violez le sanctuaire des lois! Est-ce donc pour cela que tu as vaincu? » On se précipite sur lui ; un membre même, dit-on, Barthélemy Arena, — mais le fait est loin d'être prouvé, — brandit un poignard. Il pâlit, se trouble, recule. Il disait plus tard à Bourrienne : « J'aime mieux parler à des soldats qu'à des avocats. Ces imbéciles-là m'ont intimidé. » Les grenadiers, qui étaient restés sur la porte, voient la mêlée où leur chef, le dieu d'Arcole et des Pyramides, est sur le point de sombrer. Ils pénètrent dans la salle, dégagent le général, l'enlèvent, le conduisent dehors. Bonaparte était sauf, mais la partie semblait perdue.

Les vainqueurs, restés maîtres de la salle, enjoignent au président, au milieu de mille vociférations, de faire voter la proscription du général. « Misérables, s'écrie Lucien,

vous exigez que je mette hors la loi mon frère, le sauveur de la patrie, celui dont le nom seul fait trembler les rois ! Je dépose les marques de la magistrature populaire, et je me présente à la tribune comme défenseur de celui que vous m'ordonnez d'immoler sans l'entendre. » Il veut monter à la tribune. La tempête redouble. Des grenadiers entrent de nouveau dans la salle, en poussant le cri de « Vive la République ! » Ils soustraient Lucien à ses collègues, ils l'enlèvent, ils le font sortir. La partie était perdue pour la seconde fois. Mais Lucien, qui eut en cette heure décisive tous les genres de courage et d'audace, monte à cheval et harangue les assistants : « Général, et vous soldats, le président du Conseil des Cinq-Cents vous déclare que des factieux, le poignard à la main, ont violé les délibérations; il requiert contre eux la force publique. Le Conseil des Cinq-Cents est dissous. — Président, répondit Bonaparte, cela sera fait. »

On entend un roulement de tambours. Sur l'ordre de Murat, l'Orangerie est envahie. Le général Leclerc s'écrie : « Au nom du général Bonaparte, le corps législatif est dissous. » Les Cinq-Cents renoncent à toute résistance ; ils sont dispersés, ils sautent par les fenêtres, ils jettent, dit-on, leurs insignes à travers le parc. A cinq heures et demie, la salle était évacuée. Cette fois, le drame était fini.

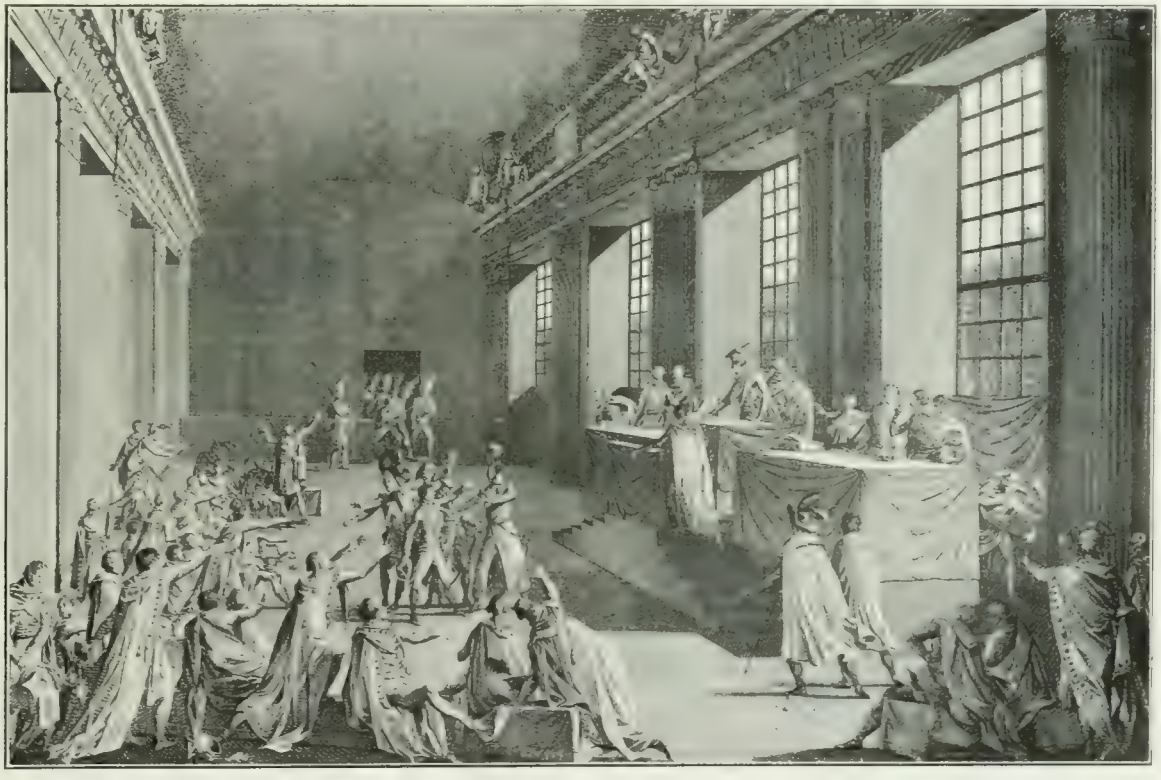
Tel fut ce coup d'Etat célèbre. Il eut un peu le caractère d'une affaire de famille, d une sorte de *vendetta* corse où chacun eut son rôle. Bonaparte commença aux Anciens. Lucien acheva aux Cinq-Cents, avec une énergie qui fit de lui le grand homme de la journée. Leclerc était leur beau-frère, car il était le mari de Pauline Bonaparte, et Murat était en passe de le devenir, car deux mois plus tard il épousait Caroline.

LA LOI DU 19 BRUMAIRE. Le même jour, à Saint-Cloud, les débris des Cinq-Cents réunis à la totalité des Anciens votaient la loi du 19 brumaire ; elle avait été préparée sur l'heure même par Cornudet et Boulay de la Meurthe.

Cornudet, membre des Anciens, avait proposé le premier, dans le comité général de ce Conseil, de nommer une commission exécutive de trois membres, d'élire une commission législative et d'ajourner les deux Conseils au 1er nivôse. D'autre part, aux Cinq-Cents, après le coup d'État, une commission de cinq membres avait été chargée de présenter des mesures de salut public. L'un d'eux, Boulay de la Meurthe, vint entretenir le Conseil « de la nécessité d'établir un ordre de choses provisoire et intérimaire, jusqu'à ce qu'on eût réformé les vices que l'expérience avait fait découvrir dans la Constitution ». Les propositions de Cornudet et de Boulay de la Meurthe avaient été adoptées ; elles devinrent la loi du 19 brumaire. Les Directeurs étaient remplacés, en attendant l'établissement d'une constitution nouvelle, par trois Consuls provisoires : Sieyès, Roger-Ducos, anciens Directeurs. et le général Bonaparte.

Lucien, qui jusqu'au bout paya d'audace, termina cette délibération nocturne par une phrase singulièrement hardie : « Représentants du peuple, entendez le cri sublime de la postérité : Si la liberté naquit dans le Jeu de paume de Versailles, elle fut consolidée dans l'Orangerie de Saint-Cloud. »

JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE AN VIII, 9 novembre 1799. — A huit heures et demie du matin, Bonaparte, entouré des généraux ses amis qui l'acclament, quitte son hôtel de la rue de la Victoire pour se rendre au Conseil des Anciens. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE AN VIII, 9 novembre 1799. — Bonaparte, à l'intérieur du Conseil des Anciens, qui siégeait aux Tuileries. Il déclara qu'il remplirait fidèlement la mission que le Conseil lui avait donnée. D'APRÈS DUPLESSIS-BERTAUX. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

JOURNÉE DU 19 BRUMAIRE AN VIII, 10 novembre 1799, à l'Orangerie de Saint-Cloud. — Le président Lucien Bonaparte essaie en vain de rétablir le calme. Des députés des Cinq-Cents se précipitent, le poignard à la main, sur Bonaparte, que ses grenadiers viennent délivrer.

LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Composition allégorique en l'honneur de Bonaparte, qui s'avance à côté du char de la Constitution de l'an VIII.

A trois heures du matin, tout était terminé. Bonaparte regagna en voiture son hôtel de la rue de la Victoire ; il courut annoncer la grande nouvelle à Joséphine, qui était en proie aux plus vives inquiétudes. Vers cinq heures du matin, il congédiait son secrétaire, après ces dix-huit heures bien remplies : « Bonsoir, Bourrienne. A propos, nous coucherons demain au Luxembourg. »

Il s'installa, en effet, au Luxembourg dès le 20 brumaire, après avoir fait mettre en liberté l'ex-Directeur Gohier ; il avait reçu de celui-ci encore une invitation à dîner pour la veille. « Le pauvre homme ! disait Bonaparte à Joséphine. Hier il m'attendait à dîner !... et cela se croit des hommes d'État !... N'en parlons plus. » Ce fut toute l'oraison funèbre de Gohier et du Directoire.

APRÈS LE COUP D'ÉTAT. Le *Moniteur* des 20 et 23 brumaire publiait un récit officiel, c'est-à-dire un récit très arrangé, des journées de Paris et de Saint-Cloud. Entre autres choses, on y lisait ceci : « Le général Bonaparte a été blessé au visage dans le Conseil des Cinq-Cents, et le grenadier qui l'accompagnait a reçu le coup de poignard qui lui était destiné et a eu la manche de son habit emportée.... Thomas Thomé (c'est le grenadier en question) et l'autre grenadier qui a pris le général dans ses bras ont dîné le 20 et déjeuné le 21 avec lui. La citoyenne Bonaparte a embrassé Thomas Thomé et lui a mis au doigt un diamant de la valeur de deux mille écus. »

Quelques jours plus tard, Sieyès exposait à Bonaparte les beautés du rôle qu'il lui réservait dans sa constitution future : il serait le proclamateur-électeur, il aurait une liste civile de six millions, il habiterait le château de Louis XIV à Versailles, il serait chargé pour toute fonction de nommer le Consul de la Paix et le Consul de la Guerre. Et Bonaparte de répliquer à son complice en quelques mots précis : « Si votre proclamateur-électeur s'en tient strictement aux fonctions que vous lui assignez, il sera l'ombre, l'ombre décharnée d'un roi fainéant. Connaissez-vous un homme d'un caractère assez vil pour se complaire dans une pareille singerie ? Comment avez-vous pu imaginer qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se résigner au rôle de cochon à l'engrais de quelques millions ? »

« Messieurs, disait Sieyès aux familiers du Luxembourg, vous avez un maître ! Cet homme sait tout, veut tout et peut tout ! » Il avait mis du temps à s'en apercevoir. Pour se consoler de son erreur et se faire payer ses « grands services », l'ancien abbé régicide voulut bien accepter la présidence du Sénat et un beau domaine national de plusieurs millions, la terre de Crosne.

1799. LA CONSTITUTION DE L'AN VIII. Débarrassé de cet idéologue, Bonaparte put agir à sa guise. Au bout de quatre semaines à peine, il publiait, après l'avoir émondée de toutes les « niaiseries métaphysiques » de Sieyès, la Constitution dite de l'an VIII. Elle porte la date du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799). Elle est à connaître avec quelque détail ; son esprit devait, en effet, survivre jusqu'à la chute du

régime napoléonien. C'est le seul texte politique émanant de Napoléon qui ait reçu le nom de « constitution ». Les diverses modifications qui devaient s'introduire jusqu'en 1814 dans le mécanisme politique furent établies par des sénatus-consultes.

Le droit électoral offre une nouveauté intéressante. Dans chaque commune les citoyens « désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance, contenant un nombre de noms égal au dixième du nombre des citoyens ayant droit d'y coopérer ». Dans cette liste communale doivent être pris les fonctionnaires publics de la commune. « Les citoyens compris dans les listes communales d'un des départements désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale, dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires publics du département. Les citoyens portés dans la liste départementale désignent pareillement un dixième d'entre eux : il en résulte une troisième liste, qui comprend les citoyens de ce département éligibles aux fonctions publiques nationales. » L'ensemble des listes départementales compose la liste nationale.

Un organe nouveau s'appelle le Sénat conservateur. Il se compose de quatre-vingts membres, inamovibles et à vie, âgés de quarante ans au moins. Le Sénat se recrute lui-même en choisissant « entre trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le Tribunat et le troisième par le Premier Consul ». Il eût été plus simple de dire que le Premier Consul nommait lui-même les sénateurs. Le Sénat élit les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation. « Il maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le Tribunat ou par le Gouvernement. » Les séances du Sénat ne sont pas publiques.

Le pouvoir législatif reçoit aussi une organisation nouvelle. Tout projet de loi doit être « proposé par le Gouvernement, communiqué au Tribunat et décrété par le Corps législatif ». Le Tribunat comprend cent membres, de vingt-cinq ans au moins ; il vote l'adoption ou le rejet des projets de lois et délègue trois de ses membres pour exposer devant le Corps législatif les raisons de son vote. Le Corps législatif comprend trois cents membres, de trente ans au moins. Sa session est de quatre mois. Il « fait la loi en statuant par scrutin secret, et sans aucune discussion de la part de ses membres, sur les projets de lois débattus devant lui par les orateurs du Tribunat et du Gouvernement ».

C'est seulement ici que la Constitution parle du pouvoir exécutif, en employant des formules qui paraissent innocentes et qui, en réalité, étaient toute une révolution politique. « Le gouvernement est confié à trois Consuls nommés pour dix ans et indéfiniment rééligibles.... La Constitution nomme Premier Consul le citoyen Bonaparte, ex-consul provisoire ; Second Consul, le citoyen Cambacérès, ex-ministre de la Justice ; et Troisième Consul, le citoyen Lebrun, ex-membre de la commission du Conseil des Anciens... Le Premier Consul promulgue les lois ; il nomme et révoque à volonté les membres du Conseil d'État, les ministres, les ambassadeurs et autres agents extérieurs en chef, les officiers de l'armée de terre et de mer.... »

L'article 42 met en pleine lumière la nullité complète à laquelle étaient réduits les collègues de Bonaparte : « Dans les autres actes du gouvernement, — que pouvait-il bien rester encore à faire ? — le Second et le Troisième Consul ont voix consultative : ils signent le registre de ces actes pour constater leur présence, et, s'ils le veulent, ils y consignent leurs opinions; après quoi, la décision du Premier Consul suffit. »

Le Conseil d'État « est chargé de rédiger les projets de lois et les règlements d'administration publique et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative ». Trois de ses membres sont chargés de défendre chaque projet de loi devant le Corps législatif.

Cette Constitution était l'œuvre à peu près personnelle de Bonaparte; mais il importait de lui donner un caractère national, aussi fut-il décidé qu'elle serait « offerte à l'acceptation du peuple français ». La loi du 14 décembre 1799 et l'arrêté des Consuls du 15 décembre réglèrent la manière dont la Constitution serait présentée au peuple. Les citoyens eurent à signer sur un registre d'« acceptation » ou de « non-acceptation ». Trois millions onze mille sept citoyens, c'est-à-dire la presque totalité des votants, mirent leurs signatures sur les registres d'acceptation. Alors il était loisible de dire, avec quelque apparence de vérité, que la Constitution était l'œuvre du peuple français.

Cette analyse suffit pour comprendre que la Constitution de l'an VIII est un pur chef-d'œuvre, et par ce qu'elle dit et surtout par ce qu'elle donne à deviner. Au fond, sous la forme du consulat décennal à trois têtes, c'était la monarchie à vie, avec des pouvoirs illimités, que Bonaparte venait de s'adjuger. Les deux collègues sur lesquels il avait jeté les yeux n'étaient là que pour dissimuler, pendant quelque temps, le retour à la monarchie pure et simple. Cambacérès, ancien conventionnel, ministre de la Justice au moment du coup d'État, gardait sa gauche; Lebrun, ancien inspecteur du domaine de la Couronne et membre des Anciens, gardait sa droite. Entre ces deux contrepoids ou ces deux soliveaux, incapables de rien faire, ni même de rien vouloir, Bonaparte était lui-même, suivant un mot amusant, le « tiers consolidé ».

De ce mot on peut rapprocher une anecdote. Bonaparte demandait un jour à Talleyrand comment il avait fait sa grande fortune, qui paraissait subite. L'habile ministre n'était jamais embarrassé de répondre : « Rien de plus simple : j'ai acheté des rentes le 17 brumaire et je les ai revendues le 19. »

NAPOLÉON ET LE 18 BRUMAIRE. On connaît la vision romantique par laquelle Victor Hugo a terminé le poème de l' « Expiation » :

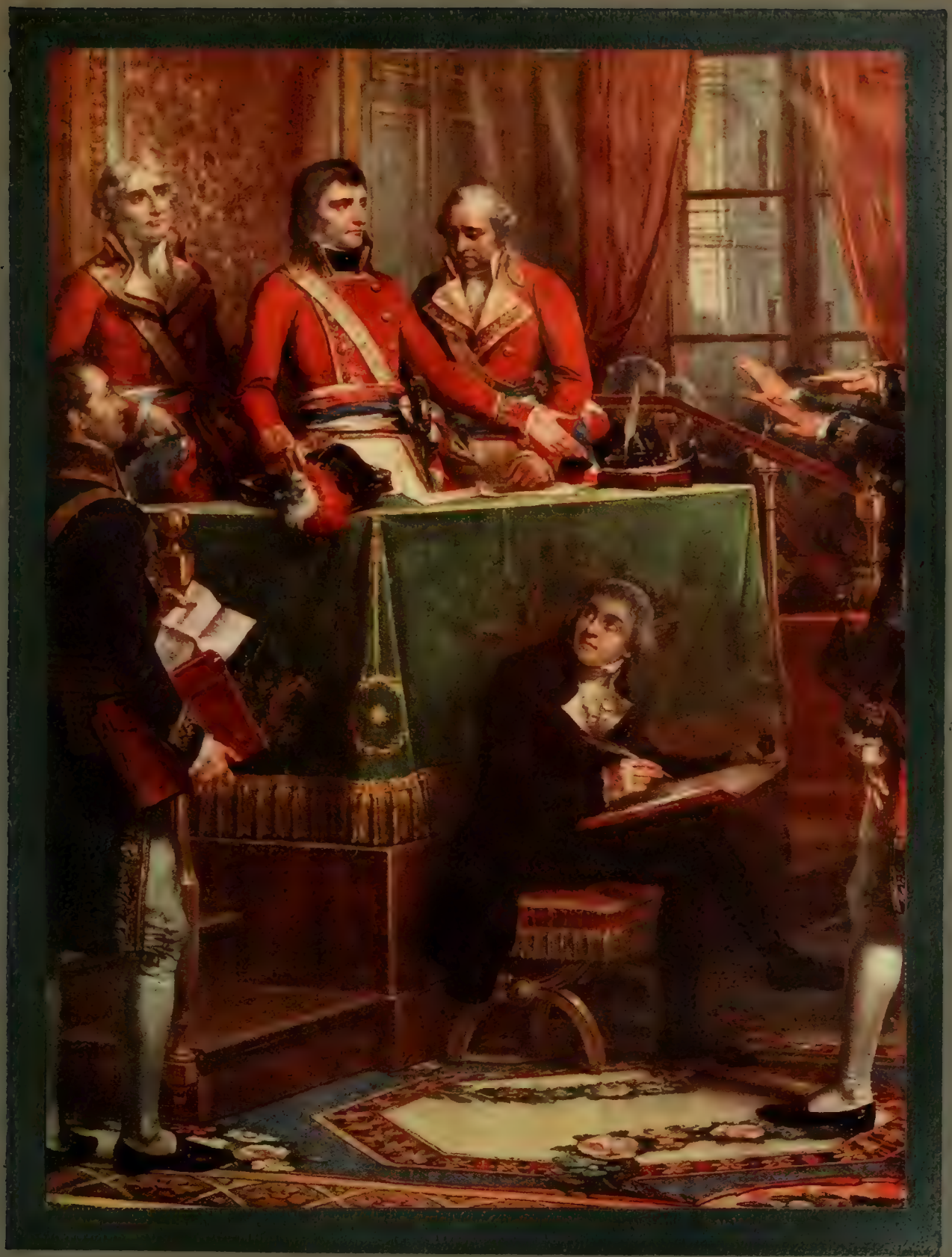
Pareils aux mots que vit resplendir Balthazar,
Deux mots, dans l'ombre écrits, flamboyaient sur César;
Bonaparte, tremblant comme un enfant sans mère,
Leva sa face pâle, et lut : Dix-huit Brumaire !

En 1800, ce sentiment de remords n'aurait été compris ni par les spectateurs ni par l'auteur du coup d'État. L'acte de Brumaire, considéré en lui-même, au moment où il se produisit, sans tenir compte de ses conséquences, a bien pu provoquer chez quelques-uns — on les compterait — des sentiments de colère et de courte colère, chez quelques autres, moins habiles, qui s'étaient laissé devancer, des sentiments de jalousie ; pour l'immense majorité de la nation, Brumaire fut salué comme une délivrance, une victoire, une espérance. Albert Sorel l'a très bien dit : « Ce n'est pas parce que deux tambours et quelques grenadiers pénétrèrent dans l'Orangerie de Saint-Cloud que le Directoire croula. La cause, ce fut l'état général des esprits : il fit que les officiers osèrent commander la charge, que les tambours osèrent battre, que les soldats osèrent marcher et que les députés, en fuite, se dispersèrent dans le silence, l'isolement, la nuit. Ce qui emporta tout, ce fut l'allure générale : la Constitution atteinte mortellement en Fructidor, le Directoire honni, Bonaparte populaire. »

Quant à Napoléon, fidèle à son rôle jusqu'au bout, voici en quels termes, à Sainte-Hélène, il réclamait la responsabilité et la gloire de cette journée fameuse, où, s'étant réveillé général en rupture d'armée et conspirateur, il s'était endormi maître de la France, c'est-à-dire, comme disaient nos pères, du plus beau royaume qui soit sous le ciel :

« On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminel ; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité. Autant vaudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans nous était perdue et que nous la sauvâmes. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce coup d'État, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec vérité à leurs accusateurs :

« Nous protestons que nous avons sauvé notre pays. Venez avec nous en rendre « grâces aux dieux ! »



COUDER

INSTALLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

(MUSÉE DE VERSAILLES)

CHAPITRE V

LA FRANCE NOUVELLE

APRÈS LE 18 BRUMAIRE. ⸗ LA PROCLAMATION DU 4 NIVOSE AN VIII. ⸗ L'ESPRIT NOUVEAU. ⸗ ILLUSIONS DE LOUIS XVIII. ⸗ LE SECOND CONSUL, CAMBACÉRÈS. ⸗ LE TROISIÈME CONSUL, LEBRUN. ⸗ BONAPARTE AU LUXEMBOURG. ⸗ 1800. INSTALLATION AUX TUILERIES. ⸗ BONAPARTE A LA MALMAISON. ⸗ ESPRIT DES RÉFORMES DU CONSULAT. ⸗ LE CONSEIL D'ÉTAT. ⸗ ADMINISTRATION FINANCIÈRE. ⸗ BONAPARTE ET LE CATHOLICISME. ⸗ LE CONCILE DE 1801. ⸗ 1801. LE CONCORDAT. ⸗ LA FÊTE DE PAQUES DE 1802. ⸗ BONAPARTE ET CHATEAUBRIAND. ⸗ LA LÉGION D'HONNEUR. ⸗ PROJETS PRÉPARATOIRES D'UN CODE CIVIL. ⸗ 1804. LE CODE CIVIL.

APRÈS LE 18 BRUMAIRE. « On peut, sans doute, contester la légalité des actes du 18 Brumaire ; mais qui osera dire que le résultat immédiat de cette journée ne dut pas être regardé comme un grand bonheur pour la France ? Pour le nier, il faudrait n'avoir aucune idée de la triste situation de toutes les branches de l'administration à cette déplorable époque. Que l'on prodigue tant que l'on voudra les grands mots de « représentation opprimée », de « constitution violée », de « tyrannie militaire », d' « usurpation de pouvoir », de « soldat parvenu », on n'empêchera pas que la France ait salué, d'une voix unanime, l'avènement de Bonaparte au pouvoir consulaire comme un bienfait de la Providence. » Ce témoignage de Bourrienne, qui n'est point le témoignage d'un flatteur, était alors le sentiment d'une immense majorité, sinon de la totalité des Français. Le Premier Consul ou, comme on l'appelle couramment, le Général, avait pour lui tous les soldats. Bernadotte et Jourdan boudaient peut-être ; ils allaient bien vite être obligés d'oublier leur mauvaise humeur, car elle cadrait mal avec la joie, avec l'enthousiasme de leurs frères d'armes. Ceux qui ont marché dans le sillage du petit caporal depuis Lodi et qui le voient arrivé à présent au port du Luxembourg, sont convaincus que le vrai homme est à la vraie place.

Avec quel art Bonaparte, qui fut toujours un merveilleux manieur d'âmes, entretient cette exaltation des esprits ! Dès le mois de janvier, il faisait distribuer à quelques-uns de ses compagnons d'armes des sabres et des fusils d'honneur. Un sergent de grenadiers

de la 32e demi-brigade, Léon Aune, avait été compris dans cette distribution. Il écrivit au Premier Consul pour le remercier. Bonaparte lui répondit par une lettre, qui circula sans doute dans toutes les chambrées et qui remplit les « vieilles moustaches » d'enthousiasme et de fierté :

« J'ai reçu votre lettre, mon brave Camarade ; vous n'aviez pas besoin de me parler de vos actions. Vous êtes le plus brave grenadier de l'armée après la mort du brave Bénezette. Vous avez un des cent sabres sur ceux que je distribue à l'armée. Tous les soldats étaient d'accord que vous étiez le modèle du régiment. Je désire beaucoup de vous voir ; le ministre de la Guerre vous en envoie l'ordre. Je vous aime comme mon frère. » *P.-S.* : « Le général Murat lui donnera un brevet de sous-lieutenant dans la garde des Consuls. »

LA PROCLAMATION DU 4 NIVOSE AN VIII. — La foi était le sentiment de l'armée ; l'espérance était celui de la France entière, et les premiers actes du Consulat y répondirent à merveille. Le 4 nivôse an VIII, — 25 décembre 1799, — le jour de l'entrée en fonctions des trois Consuls définitifs, Bonaparte adressait « aux Français » une proclamation, qui était tout un programme de gouvernement et qui allait être une vérité.

« Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis, telles sont les obligations que nous avons constatées en acceptant la première magistrature. Elle sera chère aux citoyens, si les lois, si les actes de l'autorité sont toujours empreints de l'esprit d'ordre, de justice, de modération. Sans l'ordre, l'administration n'est qu'un chaos : point de finances, point de crédit public ; et, avec la fortune de l'État, s'écroulent les fortunes particulières. Sans justice, il n'y a que des partis, des oppresseurs et des victimes. La modération imprime un caractère auguste aux gouvernements comme aux nations ; elle est toujours la compagne de la force et le garant de la durée des institutions sociales.

« La République sera imposante aux étrangers, si elle sait respecter dans leur indépendance le titre de sa propre indépendance ; si ses engagements, préparés par la sagesse, formés par la franchise, sont gardés par la fidélité. Elle sera enfin formidable aux ennemis, si ses armées de terre et de mer sont fortement constituées, si chacun de ses défenseurs trouve une famille dans le corps auquel il appartient, et dans cette famille un héritage de vertus et de gloire....

« A ces principes tiennent la stabilité du gouvernement, les succès du commerce et de l'agriculture, la grandeur et la prospérité des nations. En les développant, nous avons tracé la règle qui doit nous juger. Français, nous vous avons dit nos devoirs ; ce sera vous qui nous direz si nous les avons remplis. »

L'ESPRIT NOUVEAU. — Maints événements montrèrent tout de suite, d'une manière non douteuse, qu'un esprit nouveau inspirait le Gouvernement. La fête du

21 janvier, cette fête odieuse qui ordonnait des réjouissances publiques en souvenir de l'exécution de Louis XVI, fut rayée du calendrier républicain. Le Consulat ne conserva plus d'autres fêtes que celles du 14 Juillet et du 1er Vendémiaire, qui rappelaient la fondation de la Liberté et de la République. Deux autres décisions vinrent apporter la joie dans de nombreuses familles. La loi des otages fut rapportée, et les portes de la France s'ouvrirent aux proscrits du 18 Fructidor. Non seulement les proscrits revenaient dans leur patrie, mais Bonaparte appelait les plus distingués d'entre eux dans les conseils du Consulat ; ainsi Carnot, qui rentra alors en France, fut nommé inspecteur général aux revues et ministre de la Guerre.

C'est la politique généreuse et intelligente que l'Empereur suivra plus tard quand il appellera les émigrés, ces proscrits de la République, aux plus hautes charges de l'Empire. En attendant, les radiations individuelles se succédaient sur les listes des émigrés ; au mois d'octobre 1800, il y en avait déjà douze cents. Un même nombre d'émigrés, bien qu'ils fussent encore maintenus sur les listes, se glissaient en France un à un. La police ne l'ignorait pas et les tolérait. Enfin, après la signature de la paix d'Amiens, un sénatus-consulte, du 26 avril 1802, prononça la radiation en masse de tous les émigrés dont les noms n'avaient point encore été rayés. Aussitôt, à flots pressés, ils rentrèrent dans leur patrie.

En cela, la politique du Premier Consul fut vraiment un bienfait public. Comme un autre Henri IV, il fut « le libérateur et le restaurateur de cet État ». Il disait au Conseil d'État en 1800 : « Ma politique est de gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être.... C'est en me faisant catholique que j'ai fini la guerre de Vendée, en me faisant musulman que je me suis établi en Égypte, en me faisant ultramontain que j'ai gagné les prêtres en Italie ; si je gouvernais un peuple de Juifs, je rétablirais le temple de Salomon.... C'est là, je crois, la manière de reconnaître la souveraineté du peuple. » Ceci encore est un mot de lui : « La masse des intérêts communs, ce que je croyais être le bien du très grand nombre, voilà les ancres auxquelles je demeurais amarré. »

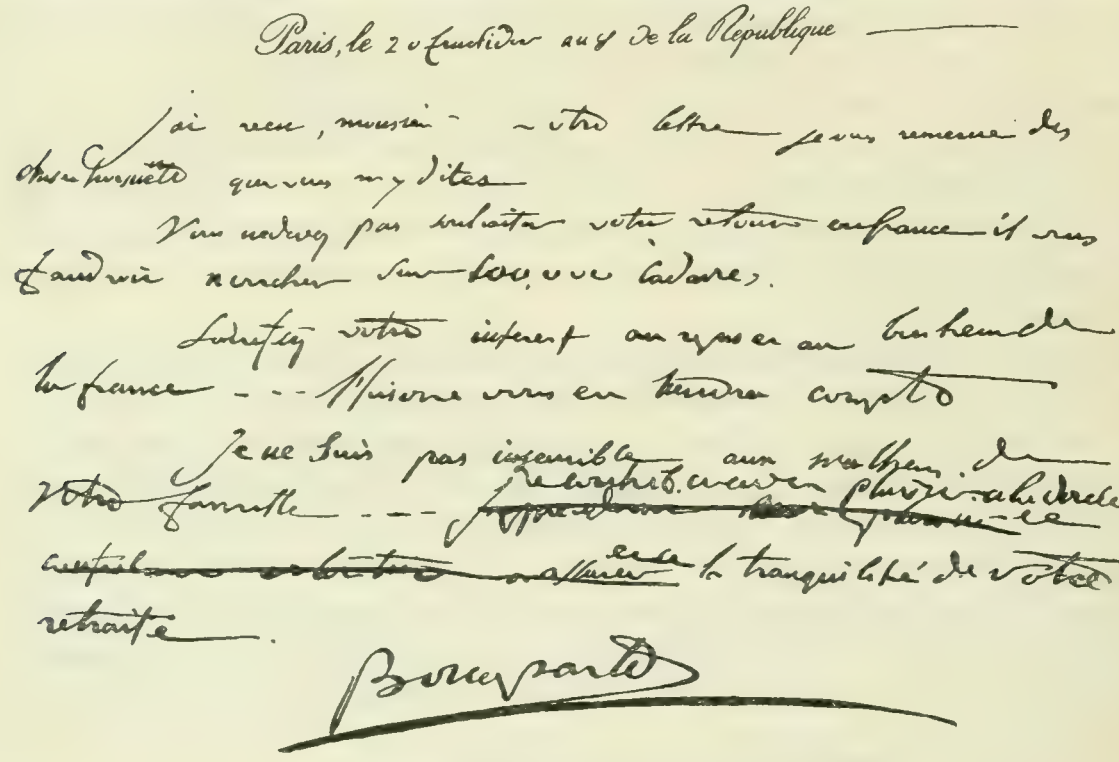
ILLUSIONS DE LOUIS XVIII. Quand les royalistes, au lendemain de Brumaire, virent s'exécuter, sous les yeux reconnaissants de la France, ce programme de paix et de réconciliation, ils purent croire que le petit gentilhomme corse, que l'officier d'artillerie, devenu comme par miracle le maître de la France, ne faisait que préparer les voies au retour du roi légitime. Le chef lui-même de la dynastie, le frère de Louis XVI, qui vivait loin de la France depuis neuf ans, et qui, à la mort de son neveu, avait changé son titre de comte de Provence contre le titre de Louis XVIII, s'imagina que le Premier Consul n'attendait qu'un signe pour lui céder la place. Par l'intermédiaire de l'abbé de Montesquiou, agent secret des Bourbons à Paris, et du Consul Lebrun, qui consentit à se prêter à ce jeu dangereux, il fit remettre à Bonaparte cette lettre, du 20 février 1800 :

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, Monsieur,

n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente et je vous en sais gré. Mieux que personne, vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur ; rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez toujours trop nécessaire à l'État pour que je puisse acquitter par des places importantes la dette de mes aïeux et la mienne. — LOUIS. »

Bonaparte ne songeait plus à cette lettre, quand il en reçut une seconde :

« Depuis longtemps, Général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez



LETTRE DU PREMIER CONSUL AU COMTE DE PROVENCE.
(MUSÉE DES ARCHIVES NATIONALES.)

le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français. Clément par caractère, je le serai encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, ne peut préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi.

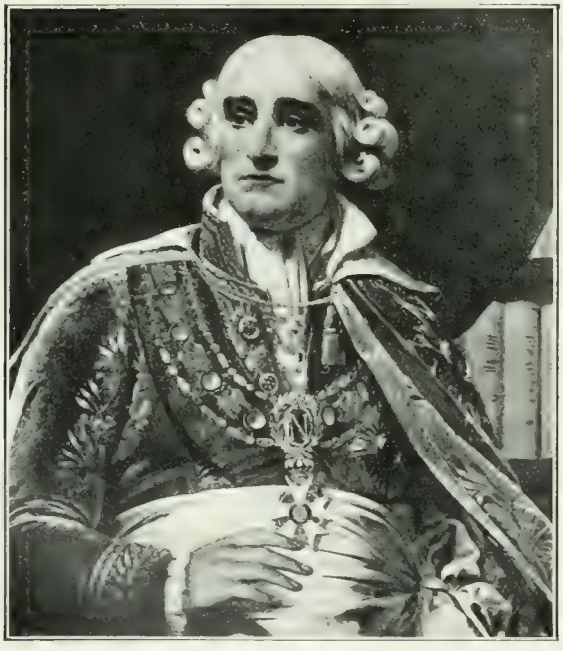
« Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple. — LOUIS. »

Cette fois, le Premier Consul se décida à répondre. Joséphine et Hortense n'étaient pas d'avis de refuser d'une manière absolue les ouvertures du prétendant. Un jour, dans

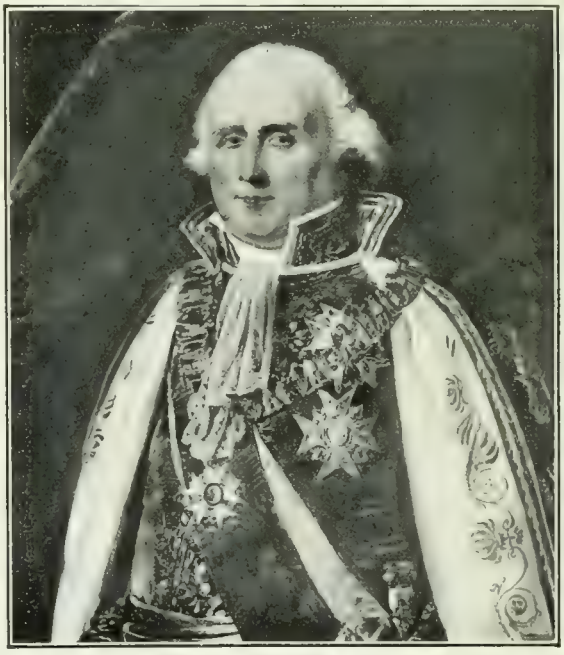
CORTÈGE DE BONAPARTE SE RENDANT DU LUXEMBOURG AUX TUILERIES, le 19 février 1800. — Estampe populaire, en deux parties. Un mameluk, Murat, commandant la Garde consulaire. Dans le carrosse, le Premier Consul ; à sa gauche, Cambacérès ; en face, Lebrun. Les six chevaux étaient un don de l'Empereur François II. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

INSTALLATION DU GOUVERNEMENT CONSULAIRE AUX TUILERIES, le 19 février 1800. — Le premier Consul à cheval (dans sa suite, un mameluk), passe la revue dans la cour des Tuileries. Les bâtiments du fond s'étendaient en bordure de la rue actuelle de Rivoli. LITH. DE COURTIN, (BIBL. NAT.)

BONAPARTE, PREMIER CONSUL. — *Il ne porte plus les « oreilles de chiens » ; sur le front, la mèche caractéristique.* PAR GÉRARD. CL. GIRAUDON.



CAMBACÉRÈS, *Second Consul, né à Montpellier en 1753, mort à Paris en 1824.* PAR SCHOPIN (MUSÉE DE VERSAILLES)



LEBRUN, *Troisième Consul, né à St-Sauveur (Manche) en 1739, mort à St-Mesme (S.-et-O.) en 1824.* PAR LÉPAULLE (MUSÉE DE VERSAILLES)

une allée de la Malmaison, Bonaparte en causait avec Bourrienne. « Je sais combien ces femmes vous tourmentent. Vous devez les faire revenir de leur aveuglement, de leurs ridicules pressentiments. Qu'elles me laissent faire et qu'elles tricotent. » Après plusieurs brouillons, il s'arrêta à la réponse suivante, qu'il écrivit de sa main, le 20 fructidor an VIII (7 septembre 1800) :

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites.

« Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France ; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres.

« Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France.... L'histoire vous en tiendra compte.

« Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille.... Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite. — BONAPARTE. »

LE SECOND CONSUL, CAMBACÉRÈS. Bonaparte avait bien su ce qu'il faisait quand il avait pris comme collègues au Consulat, Cambacérès et Lebrun.

Cambacérès était un homme de loi, qui, à l'époque de la Révolution, était conseiller à la Cour des Comptes de Montpellier. Président du Tribunal criminel de l'Hérault, il avait été élu membre de la Convention ; il y avait voté la mort du roi, mais dans le cas où la France serait envahie. Le coup d'État de Brumaire le trouva ministre de la Justice ; il avait à cette époque quarante-six ans. Bonaparte le tenait par la peur des Bourbons et par son amour de la bonne chère : « Mon pauvre Cambacérès, je n'y peux rien, mais votre affaire est claire ; si jamais les Bourbons reviennent, vous serez pendu. » Cambacérès estimait sérieusement qu'une bonne table était un merveilleux instrument politique ; son Rivoli ou son Marengo, c'était un festin qui réunissait tous les suffrages. Un trait à ajouter à la physionomie de cet « archi-gourmand plus encore qu'archi-chancelier », c'est son incommensurable vanité de bourgeois gentilhomme. Devenu sous l'Empire duc de Parme et archi-chancelier, il disait à l'un de ses familiers : « En public, appelez-moi Altesse Sérénissime ; mais, entre nous, il suffit que vous m'appeliez Monseigneur. » Qu'on n'oublie pas cependant qu'il fut l'un des principaux auteurs du Code civil et qu'il demeura toujours pour Napoléon un conseiller très consulté.

LE TROISIÈME CONSUL, LEBRUN. L'autre collègue de Bonaparte, qui avait soixante ans, était une manière d'homme de lettres. Ancien inspecteur des domaines de la couronne, membre de la Constituante, membre du Conseil des Anciens, s'étant occupé dans ces deux assemblées de questions de finances, il était connu surtout par ses écrits. Bonaparte, qui voulait le juger, avait dit à Rœderer : « Envoyez-moi ses livres. — Mais ce sont des traductions. (On a, en effet, de Lebrun des traductions de la *Jérusalem Délivrée,* de l'*Iliade*, etc.) — Je lirai ses préfaces. » L'Empereur le nomma plus tard duc de Plaisance et archi-trésorier de l'Empire. Il le fit aussi gouverneur général à

Gênes ; mais il avait en piètre estime ses talents administratifs. « Bon Dieu, écrivait-il, que les hommes de lettres sont bêtes ! Tel, qui est propre à traduire un poème, n'est pas propre à commander quinze hommes. Rien ne m'étonne, depuis que je suis né, comme la conduite de M. Lebrun depuis qu'il est à Gênes. »

En 1800, on représentait à l'Opéra-Comique une pièce intitulée *l'Antichambre.* Un laquais disait : « Je suis en service. » Un autre répliquait : « Et moi aussi ; nous sommes collègues. » Il n'en fallut pas davantage pour que le public vît dans les deux laquais en service l'image des deux Consuls en service, vrais laquais de Bonaparte.

BONAPARTE AU LUXEMBOURG. Le Premier Consul s'était logé d'abord au Petit Luxembourg. Le déjeuner avait lieu à dix heures du matin. Premier Consul ou Empereur, il mangeait très vite, et sa table était très modeste. Le menu presque quotidien comprenait un poulet, accommodé à l'huile et aux oignons, qu'on appelait poulet à la Provençale ; plus tard il fut promu poulet à la Marengo. Après le déjeuner, Bonaparte recevait quelques intimes, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Boulay de la Meurthe, Monge, Cambacérès, ses frères Joseph et Lucien. Puis, il disait au revoir à Joséphine et à Hortense, et, se tournant vers son secrétaire : « Allons, Bourrienne, allons travailler. » Le travail durait toute l'après-midi. Tout en chantant ou en chantonnant, il lisait les rapports, il donnait des signatures. De son canif, machinalement, il tailladait le bras de son fauteuil. Tout à coup, comme s'il sortait d'un songe, il dictait « de ces choses immenses qui ont étonné ou épouvanté le monde ».

On dînait à cinq heures ; même frugalité et même rapidité que le matin. Il montait ensuite chez Joséphine, et recevait les ministres. Il avait surtout un réel plaisir à s'entretenir avec Talleyrand, le très habile et très insinuant ministre des Relations extérieures, qui avait fait entièrement sa conquête.

Dans la pensée du Premier Consul, le Luxembourg n'était qu'une étape ; la vraie demeure, c'était le palais des Tuileries. Coucher aux Tuileries, dans la chambre même des rois de France, c'était pour lui une idée fixe. Il se mit à faire réparer l'ancien palais où tant de scènes s'étaient passées depuis une dizaine d'années. En voyant les bonnets rouges, les carmagnoles, les emblèmes révolutionnaires qui avaient été peints récemment sur les murs, il dit à l'architecte : « Faites-moi disparaître tout cela, je ne veux pas de pareilles saloperies. » La grande galerie fut ornée, suivant ses instructions, d'une série de bustes. L'antiquité y était représentée par Démosthène et Alexandre, Annibal et Scipion, Cicéron et Caton, Brutus et César, ce qui prouve que le Premier Consul se plaisait dans les contrastes. Pour les temps modernes on voyait Gustave-Adolphe, Condé, Turenne, Duguay-Trouin, Marlborough, le prince Eugène, Maurice de Saxe. Il y avait aussi des bustes de contemporains qui étaient morts récemment, Dampierre, Dugommier, Joubert, Washington.

1800. INSTALLATION AUX TUILERIES. Le premier Président de la République des États-Unis venait de mourir le 14 décembre 1799, au moment même où Bonaparte arrivait au pouvoir. Cette mort fournit à Bonaparte l'occasion d'une cérémonie solennelle. Un ordre du jour fut adressé à l'armée : « Washington est mort. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie; il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français. Le Premier Consul ordonne que, pendant dix jours, des crêpes noirs seront suspendus à tous les drapeaux et guidons de la République. »

Le 20 pluviôse, 9 février 1800, au temple de Mars, l'ancien hôtel des Invalides, une parade militaire eut lieu. Lannes présenta soixante-douze drapeaux qui avaient été pris sur les Turcs à la bataille d'Aboukir. Puis Fontanes, qui devait être l'orateur officiel de toutes les fêtes napoléoniennes, entra en fonction en prononçant l'éloge de Washington.

Dix jours plus tard, le 19 février, le changement de domicile avait lieu. A une heure, le Premier Consul quittait le Luxembourg; il était dans une voiture attelée de six chevaux blancs, don de l'empereur d'Allemagne au signataire de la paix de Campo-Formio. A sa gauche était assis Cambacérès, en face de lui Lebrun. Trois mille hommes d'élite, parmi lesquels le superbe régiment des Guides, lui servaient d'escorte. Le cortège suivit les quais de la rive gauche jusqu'au pont Royal ; la foule était nombreuse, les acclamations répétées et sincères. Sur la grille des Tuileries, le nouvel hôte put lire une inscription, qui dut le faire sourire : « Le 10 août 1792. La royauté en France est abolie, et ne se relèvera jamais. » Dans la cour du Carrousel, Bonaparte monta à cheval et passa la revue des troupes. Puis, d'un pied ferme, le successeur des rois monta l'escalier des Tuileries. Les ministres firent alors au Premier Consul la présentation des principaux chefs de services, militaires ou civils, de leurs départements. La journée finit par des banquets. Bonaparte avait à sa table les Consuls, les ministres, les présidents des grands corps de l'État ; Murat traita les généraux ; Lucien reçut les membres du Conseil d'État. Le soir, quand ils furent seuls, Bonaparte dit à sa femme en guise de bonne nuit : « Allons, petite créole, vous allez vous coucher dans le lit de vos maîtres. »

BONAPARTE A LA MALMAISON. La vie officielle des Tuileries, surtout au début, pesait à Bonaparte. Son grand délassement était d'aller à la Malmaison. Joséphine avait acheté cette terre pendant que son mari était en Égypte ; de nombreux embellissements et l'agrandissement du parc en avaient fait une propriété charmante. Quand Bonaparte quittait les Tuileries le samedi soir pour aller passer le dimanche à la Malmaison, on eût dit d'un écolier qui va à la campagne un jour de congé. Un théâtre y avait été organisé pour la comédie ; Hortense, qui était, à côté de sa mère, l'âme de ces fêtes, avait enrôlé une troupe d'amateurs. Il y avait des réunions musicales. Méhul, l'auteur du *Jeune Henri*, tenait le piano ; Hortense jouait de la harpe ; Joséphine Grassini, la

célèbre cantatrice que Bonaparte avait amenée d'Italie, faisait entendre sa voix dramatique. On improvisait des charades ; on jouait à des jeux de plein air, comme aux barres, à colin-maillard, à saute-mouton. Un jour il y avait dans les allées du parc une grande partie de saute-mouton ; l'un des invités, Isabey, venait de sauter par-dessus plusieurs épaules ; il arriva devant le dos d'un promeneur de petite taille ; bravement, il le franchit comme les autres. Le dos était celui du Premier Consul. Bonaparte se contenta de regarder le malheureux peintre tout honteux de son audace.

ESPRIT DES RÉFORMES DU CONSULAT. L'œuvre intérieure du Premier Consul fut moins une création qu'une restauration ; mieux encore, ce fut une fusion. « Je ne crains pas, disait-il, de chercher des exemples et des règles dans les temps passés ; en conservant tout ce que la Révolution a pu produire de nouveautés utiles, je ne renonce pas aux bonnes institutions qu'elle a eu le tort de détruire. »

Lorsque Bonaparte prit le pouvoir en mains, tout le corps social, comme dissous par dix ans d'anarchie, était en décomposition ; quelques mois plus tard, dit Chateaubriand, « cette nation, qui semblait au moment de se dissoudre, recommençait un monde ». L'œil du maître avait découvert un cadre commode, qui convenait très bien à son œuvre : le département, legs de la Révolution. Il y fit entrer sinon les institutions administratives du passé, du moins l'esprit de ces institutions, et il opéra ainsi un mariage de raison entre l'ancien et le nouveau régime.

La première nécessité, la plus impérieuse comme aussi la plus difficile, c'était le rétablissement de l'ordre civil. Pour y réussir, il fallait avant tout rendre au pouvoir central la nomination de tous les pouvoirs locaux. Dans le département, dans l'arrondissement, dans la commune, tous les agents, au lieu de dépendre de l'élection, furent désormais nommés par le chef de l'État. Bonaparte reprenait la grande idée de l'administration centralisée de Richelieu et de Louis XIV ; il ressuscita l'intendant du passé sous les noms nouveaux de préfet et de sous-préfet.

L'organisation des préfectures se fit par la loi du 29 pluviôse an VIII, 18 février 1800. Ce fut le fait le plus caractéristique de l'administration consulaire. On aurait dit que le chef de l'État, assis dans son cabinet à sa table de travail, n'avait plus qu'à donner un coup de sonnette : la sonnette s'entendait partout et immédiatement tous les services entraient en branle. « L'organisation des préfectures, disait Napoléon à Sainte-Hélène, leur action, leurs résultats, étaient admirables et prodigieux. La même impulsion se trouvait donnée en même temps à plus de quarante millions d'hommes, et, à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même. »

LE CONSEIL D'ÉTAT. La monarchie de l'ancien régime avait été la monarchie des conseils ; il en fut de même pour le Consulat et l'Empire qui étaient la continuation de la monarchie. Autour de Louis XIV, plusieurs conseils représentaient les

CHAMBRE DE BONAPARTE PREMIER CONSUL AUX TUILERIES, reconstituée et installée au Musée de la Malmaison par le conservateur actuel, M. Bourguignon.

* * *

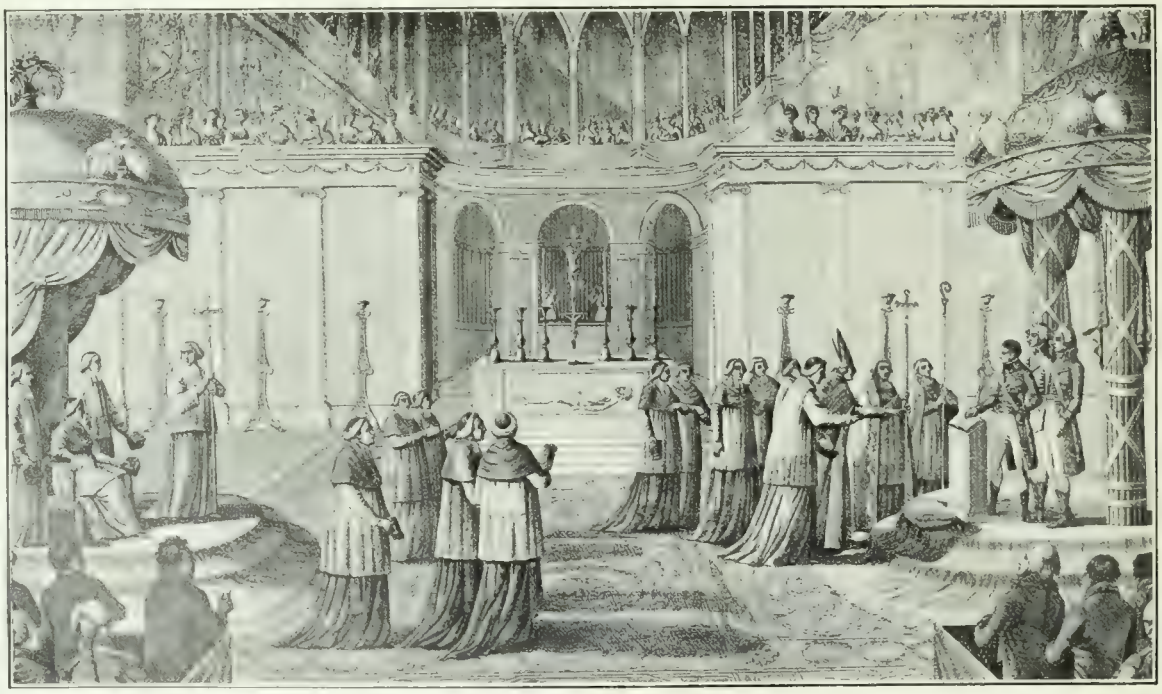
LA MALMAISON, vue sur le parc. — Ancien bien national, le domaine de la Malmaison, auprès de Rueil, fut acheté par Joséphine, pour 225 000 fr., le 21 avril 1799. (Bonaparte était alors devant Saint-Jean d'Acre.) Elle s'y retira après son divorce et y mourut en 1814. Le parc a été très réduit ; le château, resté intact, est devenu un musée napoléonien. PAR PETIT. (MUSÉE DE LA MALMAISON.)

UNE SOIREE A LA MALMAISON, 1800. — Hortense de Beauharnais, jouant de la harpe ; debout, Fouché et Berthier ; assis, Joseph Bonaparte, Cambacérès, Lebrun, et, derrière le candélabre à trois bougies, Talleyrand.

D'APRÈS LA RECONSTITUTION DE M. FREDERIC MASSON (MUSÉE GRÉVIN) ET G. LENOTRE

UNE SOIRÉE A LA MALMAISON, 1800. — Au premier plan : Eugène de Beauharnais, Bonaparte, Joséphine ; en arrière : Lucien, Mlle Lebrun, fille du troisième Consul, entre Antoinette et Adèle Auguié, nièces de Mme Campan. RECONSTITUTION DE M. FRÉDÉRIC MASSON. (MUSÉE GRÉVIN.) [illegible]

SIGNATURE DU CONCORDAT, 15 juillet 1801. — Pour la France, Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Crétet, l'abbé Bernier, qui devint en 1803, évêque d'Orléans ; pour le Saint-Siège, le cardinal Consalvi, secrétaire d'État, l'évêque Casselli, le prélat Spina. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



FÊTE DE PAQUES, célébrée à Notre-Dame, le 18 avril 1802, pour la signature du Concordat et de la paix d'Amiens. Le Premier Consul, accompagné de ses deux collègues, reçoit le serment des évêques nommés. — Des tribunes avaient été élevées dans le chœur. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

organes du gouvernement. Bonaparte reprit ces diverses institutions et les fondit en une seule, qui reçut le nom de Conseil d'Etat. Il était institué dès le 25 décembre 1799, un mois et demi à peine après Brumaire, dans ces semaines fécondes qui virent l'organisation du nouveau régime. Avec ses cinq sections, Intérieur, Finances, Guerre, Marine, Législation, il devint la cheville ouvrière de tout l'organisme administratif. Ses membres n'étaient point des idéologues, qui discutaient d'une manière académique sur des améliorations à introduire ; c'étaient des hommes d'affaires, aux idées précises, qui avaient, comme le maître, un sens exact des réalités.

ADMINISTRATION FINANCIERE. Napoléon avait été initié à la science des finances par Mollien, ancien premier commis du ministère Calonne, dont il fit le ministre du Trésor de 1806 à 1815. Pendant toute la période consulaire et impériale, même pendant les Cent Jours, il n'eut qu'un ministre des Finances, Gaudin, ancien collaborateur de Necker, qu'il créa, en 1809, duc de Gaëte. Rien de brillant ni de vraiment original dans ce ministère des Finances, qui dura quinze ans ; mais des institutions sages, utiles, inspirées par un véritable esprit de prévoyance, appliquées avec suite.

Ce fut d'abord et tout de suite, dès le 20 février 1800, la fondation de la Banque de France ; le régime financier du pays, que le Directoire avait si mal gouverné, eut dès lors son ancre de salut. Ensuite, ce fut l'établissement, d'après les idées du passé, de deux sources de revenus, les contributions directes et les contributions indirectes ; elles ne devaient fonctionner d'une manière parfaite que sous l'Empire. Désormais, l'État perçut lui-même ses revenus ; il le fit avec ordre, avec mesure, comme un sage économe, qui a intérêt à ménager la matière imposable. Par une série d'intermédiaires, qui furent le percepteur, le receveur particulier, le receveur général, les directeurs des contributions, l'argent se mit à passer des poches des Français dans les caisses publiques, à jour fixe, d'une manière réglée. La machine fut merveilleusement outillée pour produire le maximum de rendement avec le minimum de rouages.

Pour les résultats, ils sont vraiment admirables. En 1789, l'État avait quatre cent soixante-quinze millions de revenus. Sous la Révolution, ces millions s'évanouirent. Alors, comme il fallait vivre, on mit à profit les biens nationaux ; on entendait par là soit les biens du clergé qui, suivant un euphémisme, furent « mis à la disposition de la nation », soit les biens des émigrés, confisqués sans autre forme de procès. On eut encore recours à l'emprunt. Le tout avait abouti à la banqueroute que le Directoire déguisa sous le nom de consolidation du tiers. Avec le Consulat et dans les premières années de l'Empire, l'État put disposer de sept cent cinquante à huit cents millions de revenus, sans prendre les capitaux de personne, sans se dérober à aucune dette, sans en contracter de nouvelles. En 1811, les caves des Tuileries contenaient une réserve de trois cents millions en or.

Les règlements n'auraient pas suffi pour donner de pareils résultats ; il avait fallu refaire la moralité financière des agents de tout ordre. A cet égard, le Premier Consul

fut un terrible inquisiteur, avec qui il ne fallait pas badiner. Trois fois par mois, le ministre des Finances lui apportait les états détaillés de toutes les parties de l'administration financière. C'était chaque fois un volume de trente-cinq à quarante pages grand in-folio, toutes bourrées de colonnes de chiffres, auquel dix commis avaient travaillé pendant plusieurs jours. Bonaparte les parcourait une à une, demandait des explications ; il fallait que tout fût justifié, jusqu'au dernier centime. Au bout de quelque temps de ce contrôle sévère, les livres de la comptabilité publique furent tenus dans un ordre irréprochable.

BONAPARTE ET LE CATHOLICISME. Trois jours après son entrée dans la capitale de la Lombardie, le 5 juin 1800, Bonaparte avait adressé aux curés de Milan une allocution, qui était le programme de sa politique religieuse.

« Persuadé, leur disait-il, que la religion catholique est la seule qui puisse procurer un bonheur véritable à une société bien ordonnée et affermir les bases d'un bon gouvernement, je vous assure que je m'appliquerai à la protéger et à la défendre dans tous les temps et par tous les moyens.... Actuellement que je suis muni d'un plein pouvoir, je suis décidé à mettre en œuvre tous les moyens que je croirai les plus convenables pour assurer et garantir cette religion. »

Plus tard, à Sainte-Hélène, il disait : « Lorsque je saisis le timon des affaires, j'avais déjà des idées arrêtées sur tous les grands éléments qui cohésionnent la société. J'avais pesé toute l'importance de la religion ; j'en étais persuadé, et j'avais résolu de la rétablir. » La religion à laquelle il songeait était celle dont il avait parlé aux curés de Milan : c'était le catholicisme. « Il me faut, disait-il, l'ancienne religion catholique. Celle-là seule est au fond des cœurs, d'où elle n'a jamais été effacée ; elle peut seule me les concilier ; elle est seule en état d'aplanir tous les obstacles. »

Peu après la bataille de Marengo, Bonaparte avait eu avec un prélat italien, le cardinal Martiniana, un entretien sur l'opportunité d'un rapprochement entre la France et le Saint-Siège. Ce fut le point de départ des relations qui eurent pour effet de renouer entre Paris et Rome les relations que la Révolution avait brisées. Le moine bénédictin Chiaramonti occupait alors la chaire de saint Pierre sous le nom de Pie VII ; il avait été évêque d'Imola, petite ville de la Romagne, à l'époque où Bonaparte commandait l'armée d'Italie. L'évêque et le général étaient arrivés presque en même temps à la Papauté et au Consulat. Leurs destinées devaient être étroitement mêlées, à propos des négociations du Concordat, des fêtes du sacre, des attentats qui eurent pour théâtre Rome et Fontainebleau.

Le cardinal Consalvi était arrivé à Paris, au mois de juin 1801, pour hâter les négociations ; il était accompagné de l'évêque de Parme, Caselli, et d'un théologien de la chancellerie du Pape, Spina. Ils se mirent en rapports avec une commission composée de Joseph Bonaparte, du conseiller d'État Crétet et de l'abbé Bernier, qui venait de jouer un rôle important dans la pacification de

la Vendée. Bien des obstacles pouvaient s'opposer à cette œuvre de réconciliation. Sans parler de l'hostilité des anciens révolutionnaires, qui voyaient dans la paix religieuse on ne sait quelle capucinade, il fallait compter avec la résistance du clergé qui avait accepté la Constitution civile de 1791 et qui, ayant adhéré à l'esprit nouveau, se regardait comme garanti par la Révolution ; il fallait compter encore avec la résistance de l'ancien clergé, qui pouvait réclamer le retour pur et simple du passé.

LE CONCILE DE 1801. Les évêques constitutionnels, comme pour se faire illusion et s'imposer au Gouvernement, avaient décidé de tenir à Paris un Concile national. Il s'ouvrit à Notre-Dame le 29 juin 1801 ; trente-sept évêques y prirent part. Les membres les plus en vue étaient Le Coz, évêque de Rennes, justement estimé pour son savoir-faire ; Royer, le nouvel évêque de Paris ; Grégoire, évêque de Blois, qui fit un long discours sur l'utilité du Concile et sa nécessité à l'heure présente ; Lacombe, évêque de Bordeaux ; Debertier, évêque de Rodez. Le Concile dura jusqu'au 16 août. Malgré l'éclat de certaines séances, ses membres ne pouvaient pas se faire illusion ; ils venaient de célébrer avec pompe les funérailles de l'Église constitutionnelle.

La volonté expresse du Premier Consul et l'esprit de conciliation de Pie VII finirent par triompher des difficultés de droite et de gauche. Elles avaient été cependant assez épineuses. « J'ai eu plus de peine, a dit plus tard l'Empereur sans exagération, à rétablir l'exercice du culte qu'à gagner des batailles. »

1801. LE CONCORDAT. Le Concordat fut signé à Paris le 15 juillet 1801. Cet acte célèbre, qui a réglé jusqu'à 1909 les rapports de l'Église et de l'État en France, avait les caractères d'un contrat bilatéral, avec des droits et des devoirs réciproques.

Le texte se composait de dix-sept articles, précédés d'un court préambule :

« Le Gouvernement de la République reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République. »

La religion catholique, apostolique et romaine était librement exercée en France Son culte était public, en se conformant aux règlements de police.

Le Premier Consul nommait les évêques, et le Pape leur conférait l'institution canonique. Les évêques nommaient les curés, et leurs choix étaient agréés par le Gouvernement. Par un article très important, Sa Sainteté déclarait que « ni Elle ni ses successeurs ne troubleraient en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés ».

Le 18 germinal an X, 8 avril 1802, le Concordat fut converti en loi de l'État par le

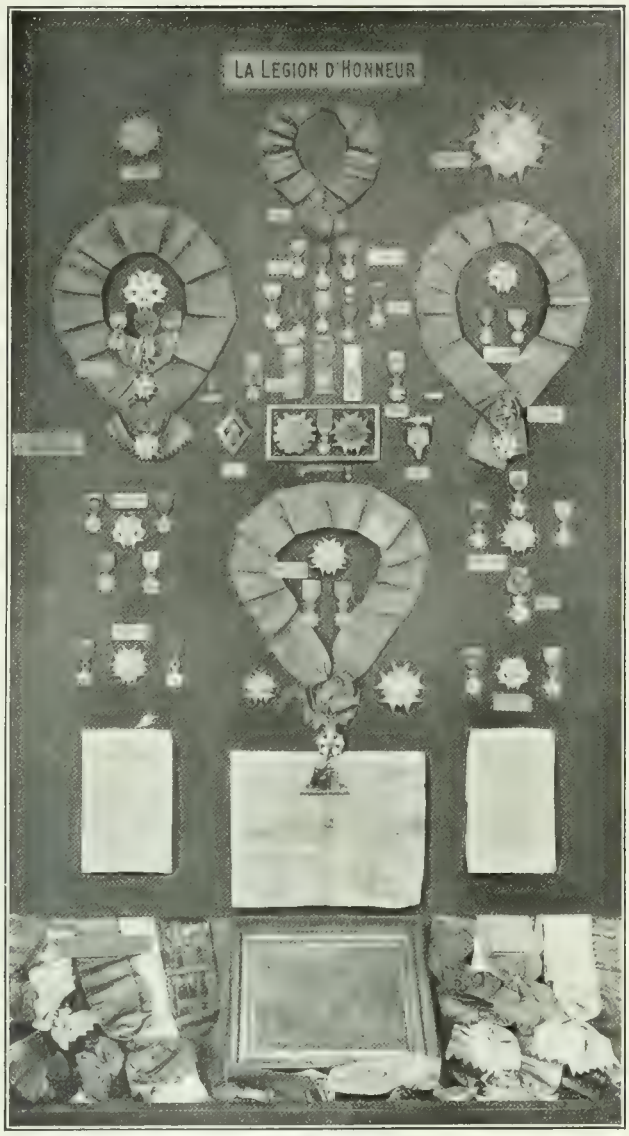
vote du Corps législatif. A la même date furent votées les lois organiques sur les cultes, couramment appelées lois de Germinal, qui règlent les relations de l'État avec les différents cultes. Voici les principaux points qui concernent la religion catholique :

Les quatre articles de 1682, qui sont le fondement du gallicanisme, doivent être enseignés dans tous les séminaires; aucune bulle du Saint-Siège ne peut être publiée en France sans l'autorisation du Gouvernement ; toute infraction au Concordat est qualifiée abus et déférée au Conseil d'État; aucun concile ne peut se tenir en France sans l'autorisation du Gouvernement; l'usage des cloches est rétabli; la célébration du dimanche et de quatre fêtes mobiles, Ascension, Assomption, Toussaint, Noël, est reconnue ; il est défendu de célébrer le culte hors des temples dans les villes où il y a des temples de différents cultes ; il est défendu de célébrer un mariage à l'église sans la production préalable de l'acte de mariage civil; les registres paroissiaux des baptêmes et des décès sont sans valeur en justice.

LA FÊTE DE PAQUES DE 1802. Bonaparte avait choisi le dimanche de Pâques, 18 avril 1802, pour la célébration d'une grande fête religieuse et nationale. Le matin, à six heures, le canon, qui mêlait sa voix au bourdon de Notre-Dame, annonçait au peuple, par une salve de cent coups, qu'un *Te Deum* serait chanté à l'église métropolitaine pour célébrer la paix d'Amiens, la promulgation du Concordat et le rétablissement de la religion catholique. Le préfet de police, accompagné des douze maires et des commissaires de police, escorté de détachements de troupes, parcourut tous les quartiers pour annoncer la grande nouvelle : la paix avec l'ennemi, la paix avec les consciences. Quelques heures plus tard, la foule se pressait sur le passage du cortège des trois Consuls, qui s'avançait au pas, des Tuileries vers l'île de la Cité. Les Consuls se rendirent à Notre-Dame dans une voiture attelée de huit chevaux. Devant la voiture consulaire, de superbes coursiers, don du roi d'Espagne à Bonaparte, étaient conduits en main par des mameluks aux habits chamarrés d'or. Ensuite la file des carrosses des ministres, des ambassadeurs, des généraux en grande tenue, s'avançait au milieu de la Garde consulaire, parée de ses uniformes éclatants.

En arrivant à l'église métropolitaine, les Consuls furent reçus par le nouvel archevêque de Paris, nommé depuis dix jours, Mgr de Belloy, et par le cardinal Caprara, légat du Saint-Siège. Un détail important du cérémonial avait été réglé à l'avance. Le clergé avait fait demander au Premier Consul si ses deux collègues devaient être encensés avec lui. Il avait répondu : « Non. » Il fut donc encensé, lui tout seul. La messe avait été dite par le cardinal Caprara. L'assistance n'avait peut-être pas tout le recueillement désirable. On entendait des chuchotements, des murmures ; certains pouvaient partager les sentiments d'Augereau : « Très belle cérémonie, disait le rude jacobin; il n'y manque que le million d'hommes qui se sont fait tuer pour détruire ce que nous rétablissons. » On vit des assistants sortir de leurs poches des morceaux de pain et des tablettes de chocolat. Cependant, lorsque, dans la vaste basi-

LE PREMIER CONSUL dans le parc de la Malmaison, en 1803, à 34 ans. — Il porte l'uniforme de colonel des chasseurs de la Garde : habit vert foncé, culotte et gilet blancs. La main droite est repliée dans le gilet par un geste qui lui était familier. PAR ISABEY. (MUSÉE DE VERSAILLES.) (CL. HACHETTE.)



LA LÉGION D'HONNEUR. — Collection des décorations et insignes de l'ordre institué par la loi du 19 mai 1802, modifié à plusieurs reprises. La Restauration avait remplacé l'image de Napoléon placée sur la croix par celle de Henri IV.

(MUSÉE DE LA MALMAISON (CL. BOURGUIGNON)

PORTALIS (Jean), né au Bausset (Var) en 1745, mort à Paris en 1807. Membre du Conseil des Anciens, proscrit au 18 Fructidor, conseiller d'État, membre de l'Institut. Il eut un grand rôle dans la rédaction du Concordat, des articles organiques et du Code civil. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BIGOT DE PRÉAMENEU, né à Redon en 1750, mort à Paris en 1825. Membre de l'Assemblée législative, conseiller d'État, membre de l'Institut, ministre des Cultes (1808-1814; 1815). Il contribua à la rédaction du Code civil.

(BIBL. NAT., ESTAMPES.)

TRONCHET, né à Paris en 1726, mort à Paris en 1806. Avocat, député aux États généraux, l'un des défenseurs de Louis XVI, membre du Conseil des Anciens, président du tribunal de Cassation, sénateur. Il fut l'un des principaux rédacteurs du Code civil. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

lique du moyen âge, éclatèrent les accents du *Te Deum* de Paisiello, accompagné par deux orchestres que conduisaient Méhul et Cherubini, lorsque le bourdon fit de nouveau entendre sa voix d'airain, une émotion profonde s'empara de la foule. « J'ai assisté à la cérémonie de la proclamation du Concordat à Notre-Dame, dit le chancelier Pasquier. Jamais Bonaparte n'a paru plus grand que ce jour-là. »

BONAPARTE ET CHATEAUBRIAND. Quatre jours avant cette fameuse fête de Pâques, le 14 avril 1802, Chateaubriand faisait paraître le *Génie du Christianisme* ; il répondait par ce livre au besoin de l'immense majorité des âmes françaises, au moment même où le Premier Consul y répondait par le Concordat. Il n'avait pas encore aperçu Bonaparte quand une soirée donnée par Lucien, ministre de l'Intérieur les mit en rapport. « J'y fus invité, dit-il, comme ayant rallié les forces chrétiennes et les ayant ramenées à la charge. J'étais dans la galerie, lorsque Napoléon entra ; il me frappa agréablement. Je ne l'avais jamais aperçu que de loin. Son sourire était caressant et beau ; son œil admirable, surtout par la manière dont il était placé sous son front et encadré dans ses sourcils. Il n'avait encore aucune charlatanerie dans le regard ; rien de théâtral et d'affecté. Le *Génie du Christianisme*, qui faisait en ce moment beaucoup de bruit, avait agi sur Napoléon. Une imagination prodigieuse animait ce politique si froid : il n'eût pas été ce qu'il était si la Muse n'eût pas été là : la raison accomplissait les idées du poète....

« Bonaparte m'aperçut et me reconnut ; j'ignore à quoi. Quand il se dirigea vers ma personne, on ne savait pas qui il cherchait ; les rangs s'ouvraient successivement ; chacun espérait que le Premier Consul s'arrêterait à lui ; il avait l'air d'éprouver une certaine impatience de ces méprises. Je m'enfonçais derrière mes voisins ; Bonaparte éleva tout à coup la voix et me dit : « Monsieur de Chateaubriand ! » Je restai seul alors en avant, car la foule se retira et bientôt se reforma en cercle autour des interlocuteurs. Bonaparte m'aborda avec simplicité ; sans me faire de compliments, sans questions oiseuses, sans préambule, il me parla sur-le-champ de l'Egypte et des Arabes, comme si j'eusse été de son intimité et comme s'il n'eût fait que continuer une conversation déjà commencée entre nous. « J'étais toujours frappé, me dit-il, quand je voyais les cheiks « tomber à genoux au milieu du désert, se tourner vers l'Orient et toucher le sable de « leur front. Qu'était-ce que cette chose inconnue qu'ils adoraient vers l'Orient ? »

« Bonaparte s'interrompit, et, passant sans transition à une autre idée : « Le Chris- « tianisme ! Les idéologues n'ont-ils pas voulu en faire un système d'astronomie ? « Quand cela serait, croient-ils me persuader que le Christianisme est petit ? Si le « Christianisme est l'allégorie du mouvement des sphères, la géométrie des astres, « les esprits forts ont beau faire, malgré eux ils ont encore laissé de la grandeur à « l'*infâme*. » Bonaparte incontinent s'éloigna. Comme à Job, dans ma nuit, un esprit est passé devant moi ; les poils de ma chair se sont hérissés ; il s'est tenu là ; je ne connais point son visage et j'ai entendu sa voix comme un petit souffle. »

LA LÉGION D'HONNEUR. « Il est très commode, disait un jour Napoléon à Mme de Rémusat, de gouverner les Français par la vanité. » Il a répété, à plusieurs reprises, cette manière d'aphorisme : « Aux Français, il faut de la gloire, les satisfactions de la vanité ; mais la liberté, ils n'y entendent rien. » Pour ces Français épris de distinctions honorifiques, l'ancien régime avait ses ordres de chevalerie, les ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit dits les ordres du Roi, l'ordre de Saint-Louis, l'ordre du Mérite militaire. Le Premier Consul remplaça toutes ces décorations civiles et militaires par une décoration unique, la Légion d'honneur.

« On appelle cela des hochets, disait-il lui-même au Conseil d'État, mais c'est avec des hochets qu'on mène les hommes.... Les Français ne sont pas changés par dix ans de révolution.... Voyez comme le peuple se prosterne devant les décorations des étrangers; ils en ont été surpris, aussi ne manquent-ils pas de les porter.... Les Français n'ont qu'un sentiment, l'honneur ; il faut donc donner de l'aliment à ce sentiment-là, il leur faut des distinctions. » Il disait encore à Sainte-Hélène : « Des nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples jeunes et vertueux ; on sacrifie à l'intérêt, à la jouissance, à la vanité. Voilà le secret de la reprise des formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons, colifichets innocents, propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant le respect de soi-même. »

Le 19 mai 1802, un mois après la fête de Notre-Dame, paraissait la loi qui portait création de la Légion d'honneur. Le Premier Consul avait lui-même plaidé devant le Conseil d'État le côté égalitaire de cette institution, dont il voulait faire la récompense des mérites de tout ordre. « Les soldats, avait-il dit, ne sachant ni lire ni écrire, seront fiers, pour prix d'avoir donné leur sang à la patrie, de porter la même décoration que les grands talents de l'ordre civil ; et ceux-ci, de leur côté, attacheront d'autant plus de prix à cette récompense de leurs travaux, qu'elle sera la décoration des braves. » Cependant le Tribunat et le Corps législatif, malgré leur docilité coutumière, avaient fait une vive opposition au projet de loi. On lui reprochait de rétablir une institution de l'ancien régime, de porter atteinte à l'égalité en rétablissant la noblesse par une voie détournée. Au Conseil d'État, au Tribunat, au Corps législatif, sur un total de trois cent quatre-vingt-quatorze votants, il n'y eut qu'une majorité de soixante-dix-huit voix.

D'après l'organisation primitive, la Légion d'honneur comprenait seize cohortes, qui correspondaient à seize divisions territoriales de la République. Dans chaque cohorte, il devait y avoir sept grands officiers, vingt commandants, trente officiers, et trois cent cinquante légionnaires. La décoration, qui fut fixée sous l'Empire, portait l'effigie impériale avec cette légende : « Napoléon, Empereur des Français » et cet exergue : « Honneur et Patrie ».

PROJETS PRÉPARATOIRES D'UN CODE CIVIL. Le 21 mars 1804 le duc d'Enghien était fusillé dans les fossés de Vincennes ; le même jour, le Code civil

fut décrété, pour nous apprendre, dit Chateaubriand avec une ironie amère, a respecter les lois. L'idée d'un code unique de lois civiles s'appliquant à tous les Français avait pu être exprimée dans le passé. Pour qu'elle devînt réalisable, il fallait la Révolution; car, à partir de 1789, il n'y eut plus ni Provençaux, ni Normands, ni Bretons, il n'y eut que des Français. La Constituante avait fait la promesse d'un Code civil, la Convention se préoccupa de l'exécuter. Cambacérès avait rédigé plusieurs projets qui portaient la trace des opinions successivement maîtresses dans l'assemblée. Brumaire se fit; aussitôt le Premier Consul reprit, pour la conduire jusqu'au bout, l'œuvre amorcée depuis une dizaine d'années.

Une commission chargée de préparer un Code civil était constituée dès le 24 thermidor an VIII, deux mois après Marengo. Cambacérès en avait désigné les membres : Tronchet, Portalis, Bigot de Préameneu, Malleville. Deux noms donnaient la note de la commission : « Tronchet, l'un des premiers jurisconsultes de France, l'une des forces du parti modéré dans la Constituante, défenseur du roi devant la Convention, esprit pondéré s'il en fut, et tout désigné pour un arbitrage national; Portalis, l'orateur brillant et philosophe, longtemps en dehors des événements, entré seulement au Conseil des Anciens, victime alors des violences de Fructidor, forcé d'errer de prison en prison, d'exil en exil, et n'ayant gardé néanmoins des souffrances qu'il a endurées qu'un vif désir de servir un pouvoir juste et une France rassérénée ».

Le Conseil d'État tout entier prit part à cette grande œuvre, avec deux hommes pour l'inspirer, Cambacérès et le Premier Consul. Cambacérès, selon le mot de Bonaparte, faisait l'avocat général, parlant tantôt pour, tantôt contre; il savait indiquer « le confluent précis où la Révolution et l'ancien régime pouvaient mêler leurs eaux ». Quant au Premier Consul, assidu aux séances, à l'aise au milieu de tous ces juristes de métier, il était là, comme l'a dit Portalis, « jetant un souffle de vie sur des débris et des matériaux épars qui avaient été dispersés par les tempêtes révolutionnaires ». On a conservé plusieurs de ses improvisations ; elles sont remarquables par la justesse des vues et par le libéralisme des sentiments. Sous la Restauration, un ancien ministre de Louis XVI exprimait à ce propos son étonnement : « Votre Bonaparte, votre Napoléon était un homme bien extraordinaire, il faut en convenir. Que nous étions loin de le connaître, de l'autre côté de l'eau (en Angleterre) ! Nous ne pouvions nous refuser a l'évidence de ses victoires et de ses invasions, il est vrai ; mais Genséric, Attila, Alaric en avaient fait autant. Aussi me laissait-il l'impression de la terreur bien plus que celle de l'admiration. Mais, depuis que je suis ici, je me suis avisé de mettre le nez dans les discussions du Code civil, et, dès cet instant, ce n'a plus été que de la profonde vénération. Mais où diable avait-il appris tout cela?... Et puis voilà que chaque jour je découvre quelque chose de nouveau. Ah ! quel homme vous aviez là ! Vraiment, il faut que ce soit un prodige. »

Portalis lui-même a parfaitement expliqué, dans le *Discours préliminaire sur le projet de Code civil*, l'idée générale qui avait fait du Code nouveau une synthèse entre

le droit romain, le droit coutumier et les principes de la Révolution. « Nous avons respecté, dit-il, dans les lois publiées par nos assemblées nationales sur les matières civiles, toutes celles qui sont liées aux grands changements opérés dans l'ordre politique, ou qui, par elles-mêmes, nous ont paru évidemment préférables à des institutions usées et défectueuses. Nous avons fait une transaction entre le droit écrit et les coutumes, toutes les fois qu'il nous a été possible de concilier leurs dispositions ou de les modifier les unes par les autres, sans rompre l'unité du système et sans choquer l'esprit général. Il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire ; les lois doivent ménager les habitudes, quand les habitudes ne sont pas des vices. »

1804. LE CODE CIVIL. La commission constituée par le Premier Consul avait rédigé un nouveau projet; il fut communiqué au tribunal de Cassation et aux tribunaux d'Appel. Accompagné des observations de ces corps judiciaires, il revint devant le Conseil d'État. Le Tribunat fit parfois de l'opposition aux articles qui lui étaient présentés, en leur reprochant de n'être qu'une copie du droit romain et du droit coutumier; quand il fut réduit à cinquante membres en 1802, il fut plus facile d'obtenir son adhésion. Par la loi du 30 ventôse an XII, 21 mars 1804, les trente-six lois de droit civil, votées à partir du mois de mars 1803, furent réunies en un seul code, contenant 2 281 articles, sous le nom de Code civil des Français. Sous l'Empire, la loi du 3 septembre 1807 donna au Code civil le nom de Code Napoléon. C'était justice ; car c'était bien la volonté du Premier Consul qui avait permis de réaliser une œuvre depuis si longtemps nécessaire; elle avait fortement contribué à lui donner ce caractère de simplicité, de précision, de limpidité, qui le met, pour ainsi dire, à la portée de toutes les intelligences et qui allait permettre aux Français de le répandre dans les pays où la conquête portait leurs pas.

S'il fallait en croire Napoléon, il était plus fier de son œuvre de législateur que de son œuvre de conquérant, plus fier d'avoir imité Justinien que d'avoir dépassé César. A Sainte-Hélène, il écrivait : « Ma vraie gloire n'est pas d'avoir gagné quarante batailles ; Waterloo effacera le souvenir de tant de victoires. Ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement, c'est mon Code civil. »

DAVID — BONAPARTE AU GRAND SAINT-BERNARD
(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE VI

LA PAIX D'AMIENS

BONAPARTE, L'ANGLETERRE ET L'AUTRICHE. ⸗ BONAPARTE ET LA RUSSIE. ⸗ PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE DE 1800. ⸗ DÉPART DE PARIS. ⸗ PASSAGE DU GRAND-SAINT-BERNARD. ⸗ CAPITULATION DE MASSÉNA A GÊNES. ⸗ ARRIVÉE DE DESAIX. ⸗ 1800. MARENGO. ⸗ AU LENDEMAIN DE MARENGO. ⸗ RÉJOUISSANCES A PARIS. ⸗ 1800. HOHENLINDEN. ⸗ 1801. LA PAIX DE LUNÉVILLE. ⸗ 1802. SAINT-DOMINGUE. ⸗ LA QUESTION D'ÉGYPTE EN 1800-1801. ⸗ AFFAIRES DU NORD. ⸗ 1801. LA FLOTTILLE DE BOULOGNE. ⸗ LATOUCHE-TRÉVILLE ET NELSON. ⸗ 1802. LA PAIX D'AMIENS.

LE plus grand service que Bonaparte pouvait rendre à la France du Consulat, celui qui pouvait le mieux légitimer le coup d'État de Brumaire, c'était une paix glorieuse.

Depuis son départ pour l'Égypte, la fortune militaire de la France était passée par de cruelles épreuves. Il est vrai que Brune avait rejeté à la mer les Anglais et les Russes débarqués en Hollande ; il est vrai encore que Masséna avait écrasé, à Zurich et dans les Alpes, les armées de Korsakov et de Souvarov. Mais l'Italie, si brillamment conquise en 1796 et 1797, était perdue ; de la frontière du Var, des villages de Provence, on apercevait la fumée des bivacs autrichiens. L'Angleterre était maîtresse de la Méditerranée et bloquait les ports français de l'Océan. La France voulait sortir à tout prix de cet état d'inquiétude et d'humiliation. Elle savait que l'homme de Brumaire était avant tout un soldat victorieux ; il fallait que par de nouvelles victoires il répondît à la confiance et aux besoins du pays.

BONAPARTE, L'ANGLETERRE ET L'AUTRICHE. ⸗ Le Premier Consul souhaitait la paix, car elle était la meilleure garantie de sa propre fortune ; mais il la souhaitait par une guerre glorieuse. Cependant, comme s'il avait voulu renoncer à « la triste gloire qui pouvait revenir des succès militaires », — on se rappelle sa lettre à l'archiduc Charles en 1797, — il prit le parti d'adresser, de lui-même, des propositions de paix au cabinet anglais, quelques semaines à peine après son arrivée aux affaires. Voici cette lettre ; elle reçut plus tard une grande publicité, quand on voulut exciter le sentiment national contre l'arrogance d'Albion.

« Bonaparte, Premier Consul de la République, à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. — Paris, le 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799).

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

« La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à leurs idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?

« Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui gouverne une nation libre et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les États forts que le désir mutuel de se tromper. La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrasse le monde entier. »

A cette lettre personnelle, qui s'adressait à lui-même, le roi d'Angleterre fit répondre par une note anonyme de son cabinet. Pour accueillir des ouvertures de paix, le gouvernement anglais, disait cette note, avait besoin d'avoir la conviction qui résultait « de l'expérience et de l'évidence des faits. Le meilleur et le plus sûr gage de sa réalité, ainsi que de sa durée, serait la restauration de cette lignée de princes qui, pendant tant de siècles, ont conservé à la nation française la prospérité du dedans, la considération et le respect au dehors. Un tel événement confirmerait à la France la jouissance tranquille de son ancien territoire. » C'était proprement se moquer du monde. Suivant le mot de Talleyrand, qui était alors ministre des Relations extérieures, c'était comme si nous avions demandé à l'Angleterre de restaurer les Stuarts et de renoncer aux Indes. Il faut reconnaître que la modération n'a pas toujours été du côté des ennemis de Napoléon.

Le Premier Consul fit aussi des ouvertures de paix à l'Autriche; il aurait voulu rompre les liens qui la rattachaient à l'Angleterre. Mais à Vienne, on feignit de ne pas connaître le gouvernement issu du 18 Brumaire; pour ouvrir les yeux à ces aveugles, il faudra la clarté fulgurante de Marengo.

BONAPARTE ET LA RUSSIE. Si la France avait toujours devant elle l'hostilité de l'Angleterre et de l'Autriche, elle n'avait plus à redouter l'hostilité de la Russie.

LA PAIX D'AMIENS

Les sentiments de Paul Ier pour ses alliés de 1799 étaient bien refroidis, depuis que la fortune de Souvarov l'Invincible avait sombré dans la campagne d'Helvétie. Une adroite générosité du Premier Consul acheva de changer tout à fait son attitude politique. Il y avait encore en France sept mille Russes prisonniers, qui avaient été pris en Hollande. L'un des premiers actes de Bonaparte fut de les renvoyer chez eux sans rançon, sans condition aucune, après les avoir tous fait armer et habiller à neuf.

Paul Ier, avec sa mobilité de caractère, fut pris alors d'un véritable enthousiasme pour le Premier Consul. Il buvait à sa santé, il ordonnait à Louis XVIII de quitter Mittau, il parlait de provoquer en duel tous les rois qui ne se déclareraient pas contre l'Angleterre ; il venait, en effet, de renouveler la ligue des Neutres, qui avait été inventée par sa mère, vingt ans plus tôt.

Ce rapprochement de la France et de la Russie eut un résultat inattendu. Paul Ier et Bonaparte mirent sur le papier un projet pour conquérir les établissements anglais de l'Inde. Des régiments russes devaient partir du Caucase, gagner les oasis de Khiva et de Boukhara, puis, à travers l'Asie Centrale, arriver sur les bords de l'Indus et du Gange. Ils devaient être renforcés par une armée française que conduirait Masséna ; par le Danube, la mer Noire, les plaines de la Russie méridionale, la Caspienne et l'Asie Centrale, cette armée irait se réunir, sur les bords de l'Indus, aux troupes de Paul Ier.

Cela, malgré toute la conviction ardente de Paul Ier, c'était le domaine de la chimère. La réalité qu'il fallait atteindre, c'était l'Angleterre dans son île, ou l'Autriche dans ses capitales. Une descente en Angleterre était chose impossible ; il n'était pas, en effet, au pouvoir du Premier Consul de refaire en quelques semaines les forces navales qui avaient sombré à Aboukir ; mais l'Autriche, puissance continentale, était d'accès possible. La campagne contre l'Autriche fut immédiatement décidée.

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE DE 1800. Bourrienne raconte, à la date du 17 mars 1800, l'anecdote suivante :

« Dans un moment de gaîté et de bonne humeur, le Premier Consul me dit de faire dérouler dans son cabinet la grande carte d'Italie, de Chauchard ; il s'étendit dessus, et me fit mettre à côté de lui. Puis il piqua avec une sérieuse attention des épingles dont les têtes étaient garnies de cire rouge et de cire noire. Je le regardais faire dans le plus profond silence, et j'attendais le résultat de ce plan de campagne inoffensive. Lorsqu'il eut fini de placer les corps ennemis et aligné les épingles à tête rouge sur les points où il espérait bien conduire ses troupes, il me dit : « Où croyez-vous que je battrai Melas? « — Le diable m'emporte si j'en sais quelque chose. — Vous êtes un nigaud ; regardez « un peu : Melas est à Alexandrie, où il a son quartier général. Il y restera tant que « Gênes ne se sera pas rendue. Il a dans Alexandrie ses magasins, ses hôpitaux, son « artillerie, ses réserves. Passant les Alpes ici, — en montrant le Grand-Saint-Bernard, « — je tombe sur Melas et je le joins ici, — il plaçait une épingle rouge à San-Giuliano, « — dans les plaines de la Scrivia. »

Ce plan avait pour condition première la résistance de Gênes. Masséna avait été envoyé dans cette ville pour la défendre; depuis le 21 avril, il était complètement investi par une armée autrichienne et par une escadre anglaise. Son énergie dans la défense de Gênes fut admirable ; ses troupes n'avaient rien à manger; elles se nourrissaient, au dire de Marbot, de tiges de bottes et de rats. On pouvait espérer qu'il tiendrait encore pendant quelques semaines; mais il fallait se hâter pour tirer profit de sa résistance.

Une armée dite de réserve fut constituée à Dijon. La Constitution était muette sur le droit du Premier Consul de commander des armées hors du territoire de la République; mais rien ne s'opposait à ce qu'il fût présent à cette armée. Berthier, qui était alors ministre de la Guerre, fut remplacé au ministère par Carnot et appelé au commandement de l'armée nouvelle. Tout le monde comprit que le Premier Consul avait l'intention de commander en personne. Du moins, les apparences étaient sauves.

DÉPART DE PARIS. — La préparation de la campagne de 1800 est une preuve nouvelle de l'admirable vigueur du génie de Bonaparte. Là où il n'y avait pour ainsi dire rien, il créa tout en quelques semaines.

Son départ avait été fixé au 6 mai. La veille, il avait chez lui les deux autres Consuls et les ministres. Il dit à Lucien, qui était ministre de l'Intérieur, de préparer une circulaire pour les préfets, et à Fouché, ministre de la Police générale, de la faire publier dans les journaux. « Dites que je suis parti pour Dijon, où je vais inspecter l'armée de réserve ; vous pouvez ajouter que j'irai peut-être jusqu'à Genève, mais assurez positivement que je ne serai pas absent plus de quinze jours. Vous, Cambacérès, vous présiderez demain le Conseil d'État; en mon absence, vous êtes le chef du Gouvernement; parlez dans le même sens au Conseil; dites que mon absence sera de courte durée, sans rien spécifier. Témoignez au Conseil d'État toute ma satisfaction : il a déjà rendu de grands services ; je suis content ; qu'il continue. Ah ! j'oubliais.... Vous annoncerez en même temps que j'ai nommé Joseph conseiller d'État.... S'il se passait quelque chose, je reviendrais comme la foudre ! Je vous recommande tous les grands intérêts de la France ; j'espère que bientôt on parlera de moi à Vienne et à Londres. »

Il préparait un vrai coup de théâtre, d'une audace inouïe. Toute une partie grandiose se dessinait dans son cerveau; d'un bond prodigieux, il allait transporter son armée au delà des Alpes et tomber, comme le tonnerre, sur l'armée ennemie. « Il faut, disait-il, jouer le tout pour le tout. » Le mot pourrait presque s'appliquer à toute sa vie.

PASSAGE DU GRAND-SAINT-BERNARD. — Le Premier Consul quittait Paris le 6 mai à quatre heures du matin. Par Sens et Avallon, il arrivait à Dijon le lendemain matin à six heures. Il passait à Auxonne, à Dôle, à Moretz; il entrait à Genève à onze heures et demie du soir le 8 mai. Il restait deux jours dans cette ville, où Necker, l'ancien ministre de Louis XVI, lui faisait une longue visite. Le 12 mai, il

BALANCE DES PUISSANCES DE L'EUROPE. — *A propos de la nouvelle ligue des Neutres (1800-1801).* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BONAPARTE PRÉSENTE L'OLIVIER DE LA PAIX A TOUTES LES PUISSANCES DE L'EUROPE. — *George III et Pie VII rappellent ici les offres de paix faites par le Premier Consul et ses premières ouvertures pour le Concordat.* GRAV. DE LE CAMPION. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

PAUL Ier, EMPEREUR DE RUSSIE. — Né en 1754, fils de Pierre III et de Catherine II, il succéda à sa mère en 1796. Chef de la coalition contre la France, il donna asile à Louis XVIII, à Mittau. Devenu l'ami du Premier Consul, il conclut, en 1800-1801, l'acte de la neutralité armée, dirigé contre l'Angleterre. Assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars 1801, il eut pour successeur son fils aîné, Alexandre Ier.

PEINTURE DU XVIIIe SIÈCLE. — MUSÉE DE VERSAILLES.

ENTRÉE DE BONAPARTE A GENÈVE. — Le Premier Consul partit de Paris le 6 mai 1800 ; il passa par Sens, Avallon, Dijon, Auxonne, Dôle, Moretz, Nyons. Il arriva à Genève le 8, à 11 h. et demie du soir. Il y séjourna jusqu'au 11. Il y vit Necker, l'ancien ministre de Louis XVI, venu exprès de Coppet. Il en repartit le 12 pour Lausanne. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

se rendait à Lausanne; il en repartait le 16, il passait par Vevey, par Saint-Maurice, et, le 17, il établissait son quartier général à Martigny, dans la maison des religieux du Grand-Saint-Bernard. L'armée avait commencé à gravir la montagne le 15 mai. Toute l'opération avait été préparée, depuis plusieurs jours, avec le soin le plus minutieux; les relais étaient assurés, les vivres disposés d'étape en étape.

Un simple soldat, qui devait arriver un jour aux galons de capitaine, Coignet, raconte ainsi ses impressions dans ses curieux *Cahiers* :

« Le village de Bourg-Saint-Pierre, situé au pied de la gorge du Saint-Bernard, n'est composé que de baraques couvertes de planches, avec des granges d'une grandeur immense où nous couchâmes tous pêle-mêle. Là, on démonta tout notre petit parc, le Consul présent. L'on mit nos trois pièces de canon dans une auge ; au bout de cette auge il y avait une grande mortaise pour conduire notre pièce, gouvernée par un canonnier fort et intelligent, qui commandait quarante grenadiers.

« Tout fut prêt pour le lendemain matin au petit jour et on nous fit la distribution de biscuits. Je les enfilai dans une corde pendue à mon cou — le chapelet me gênait beaucoup — et on nous donna deux paires de souliers. Le même soir, notre canonnier forma son attelage, qui se composait de quarante grenadiers par pièce, vingt pour traîner la pièce, — dix de chaque côté, tenant des bâtons en travers de la corde qui servait de prolonge, — et les vingt autres portaient les fusils, les roues et le caisson de la pièce. Le Consul avait eu la précaution de faire réunir tous les montagnards pour ramasser toutes les pièces qui pourraient rester en arrière, leur promettant six francs par voyage et deux rations par jour. Par ce moyen, tout fut rassemblé au lieu du rendez-vous, et rien ne fut perdu. Le matin, au point du jour, notre maître nous place tous les vingt à notre pièce : dix de chaque côté. Moi je me trouvais le premier devant, à droite; c'était le côté le plus périlleux, car c'était le côté des précipices, et nous voilà partis avec nos trois pièces. Le sentier était couvert de glace qui coupait nos souliers, et notre canonnier ne pouvait être maître de sa pièce qui glissait. Nous fîmes une lieue de ce pénible chemin. Il fallut nous donner un moment de répit pour mettre des souliers — les nôtres étaient en lambeaux — et casser un morceau de biscuit.

« Nous voilà partis bien chaussés de souliers neufs. « Allons, mes chevaux, dit notre « canonnier, à vos postes, en avant ! Gagnons les neiges, nous serons mieux, nous « n'aurons pas tant de peine. » Nous atteignîmes ces horreurs de neiges perpétuelles, et nous étions mieux, notre canon glissait plus vite.

« Nous arrivâmes avec des efforts inouïs au pied du couvent. A quatre cents pas, la montée est très rapide, et là nous vîmes que des troupes avaient passé devant nous ; le chemin était frayé ; pour gagner le couvent, on avait formé des marches. Nous déposâmes nos trois pièces et nous entrâmes, quatre cents grenadiers avec une partie de nos officiers, dans la maison de Dieu, où ces hommes dévoués à l'humanité sont pour secourir tous les passagers et leur donner l'assistance. Leurs chiens sont toujours en faction pour guider les malheureux qui pourraient tomber dans les avalanches de neige.

Pendant que nos officiers et notre colonel étaient dans les salles avec de bons feux, nous reçûmes de ces hommes vénérables un seau de vin pour douze hommes, un quartier de fromage de Gruyère et une livre de pain ; on nous mit dans des corridors très larges. Nous serrâmes les mains de ces bons frères en les quittant, et nous embrassions leurs chiens qui nous caressaient comme s'ils nous connaissaient.

« On redescend à pic ; en deux heures on arrive à Saint-Rémy. Ce village est tout à fait dans des enfers de neige. Enfin nous sortîmes de l'enfer pour redescendre au paradis. Nous arrivâmes au rendez-vous du rassemblement de tous les régiments, qui était une longue gorge et un village adossé à cette montagne. Tout notre matériel se réunit dans deux jours ; nos braves officiers arrivèrent sans bottes, n'ayant plus de drap aux manches de leur redingote ; ils faisaient pitié à voir. »

Le Premier Consul était parti de Martigny le 20 mai, à huit heures du matin. Il descendit à Bourg-Saint-Pierre, à l'auberge de la Colonne Milliaire, aujourd'hui *Au Déjeuner de Napoléon I*^{er}. Il était monté sur un mulet que conduisait un guide du pays, et non sur le cheval fougueux qu'a représenté le pinceau de David. Arrivé à l'hospice du Grand-Saint-Bernard à cinq heures, il s'y arrêta quelques instants, à la chambre n° 23 ; il demanda un Tite-Live, pour lire le récit du passage des Alpes par Annibal. Après avoir dîné, il se remit en route à six heures et demie. Il couchait le même soir à la cure d'Étroubles. Il en repartait le lendemain matin, 21 mai, et arrivait à Aoste, où il descendait au palais épiscopal.

En suivant la vallée de la Doire Baltée, l'armée faillit être arrêtée par un obstacle imprévu, le fort de Bard qui ferme à peu près complètement une gorge de la vallée. « Là, raconte le capitaine Coignet, le Consul prit bien des prises de tabac, et eut fort à faire avec tout son grand génie. Il fit fabriquer un sentier dans le flanc de cette montagne à coups de masses de fer, pour pouvoir faire passer un cheval, mais ce n'était pas le plus difficile à faire. Il fit empailler les roues et tout ce qui pouvait faire du bruit pour ne pas éveiller l'attention. Tout fut prêt à minuit. Il ne fallait pas souffler. Nous passâmes sans être aperçus. »

Le Premier Consul était à Ivrée le 27 mai, à Verceil le 30, à Novare le 31. Le 2 juin, à la fin de l'après-midi, il entrait à Milan, par la porte de Verceil. C'était là le premier résultat de cette combinaison d'audace et de génie. Il était arrivé au cœur de l'Italie du Nord, sans avoir eu de combat à livrer. Il disait à ses soldats (Milan, 6 juin) :

« Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine. L'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses frontières ; vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve. Le premier acte de la campagne est terminé.... Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles ?... Arrachez-lui les lauriers dont elle s'est emparée, et par là apprenez au monde que la malédiction du destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire d'un grand peuple. »

Le plan de Bonaparte était de prendre l'armée autrichienne entre sa propre armée et Gênes, où Masséna tenait toujours. Aussi avait-il envoyé tout de suite Murat à Plai-

sance et Lannes sur la rive droite du Pô. Le 9 juin, à Montebello, Lannes était aux prises avec le général autrichien Ott. L'admirable soldat, l'Ajax français, ne se doutait pas qu'il faisait ce jour-là la conquête d'un duché futur. Le choc fut très rude. A tout prix, les Autrichiens voulaient s'ouvrir un passage pour briser le cercle de fer qui se formait derrière eux. « Les os craquaient dans ma division, dit Lannes, comme la grêle qui tombe sur des vitrages. » Mais les Autrichiens ne purent pas passer.

CAPITULATION DE MASSÉNA A GÊNES. Le Premier Consul, arrivé à Milan le 2 juin, y restait jusqu'au 9 au matin.

Dans la nuit du 8, Bourrienne avait reçu une dépêche que le général autrichien Melas adressait au Conseil aulique de Vienne et que Murat avait interceptée à Plaisance. Elle annonçait une nouvelle qui pouvait tout changer en mal : le 4 juin, quatre jours plus tôt, Masséna avait terminé dans Gênes sa défense héroïque. En informant son gouvernement de ce succès inespéré, Melas parlait de la présence de Bonaparte en Italie comme d'une fable; pour lui, Bonaparte était toujours à Paris.

Le secrétaire de Bonaparte avait l'ordre de le laisser dormir, s'il apprenait pendant la nuit une bonne nouvelle; mais, pour une mauvaise nouvelle, il ne devait pas respecter son sommeil. Bourrienne entra donc dans sa chambre vers quatre heures du matin ; il dut le secouer légèrement par le bras pour le réveiller. Il lui lut la dépêche. La surprise et la déception de Bonaparte furent extrêmes. « Bah ! dit-il en plaisantant, vous ne savez pas l'allemand. » Mais tout de suite son parti fut pris. Dès huit heures du matin, tous les ordres de marche étaient donnés. Lui-même arrivait à Pavie le même jour à deux heures ; il franchissait le Pô à Stradella, et, vers sept heures du soir, il rencontrait les blessés du combat de Montebello.

ARRIVÉE DE DESAIX. Desaix arrivait à ce moment comme par miracle. Échappé d'Égypte au mois de mars, arrêté en mer par une frégate anglaise, retenu un mois au lazaret de Livourne, il était arrivé à Toulon le 6 mai, le jour même où le Premier Consul quittait Paris. Il lui avait écrit de Toulon la lettre suivante :

« Après cinq jours de traversée, je suis arrivé ici aujourd'hui, après avoir été visité par des barbaresques de Tunis, qui ne nous ont pas retenus. Je dois faire trente jours de quarantaine : je ne veux pas de repos. Travailler à augmenter la gloire de la République, la vôtre, est tout mon désir....

« Quelque grade que vous me donniez, je serai content. Vous savez que je ne tiens pas à avoir les premiers commandements, que je ne les désire pas ; je serai avec le même plaisir volontaire ou général. Seulement, je vous avouerai que, dans ce moment-ci, un peu fatigué, je ne voudrais pas entrer en campagne dans une armée hors d'état d'agir ; mais, du reste, tout ce que vous voudrez me conviendra. Je désire bien connaître ma destination de suite, afin de pouvoir faire aussitôt préparer tout ce qu'il me faut, ne pas perdre un instant pour entrer en campagne. Un jour qui n'est

pas bien employé est un jour perdu. Je vous salue respectueusement. — DESAIX. »

Bonaparte lui avait répondu de venir le rejoindre en Italie. Il le reçut à Stradella le 10 juin; il le garda à causer avec lui pendant plus de trois heures. Bourrienne s'étonnait de la longueur de cet entretien. « Oui, lui répondit-il, j'ai été longtemps avec lui, mais vous savez que j'en fais le plus grand cas. Aussitôt mon retour à Paris, je le fais ministre de la Guerre : il sera toujours mon second; je le ferais prince, si je pouvais. Je lui trouve un caractère antique. »

1800. MARENGO. Le 13 juin, le Premier Consul était arrivé à Torre di Garofolo, dans la plaine d'Alexandrie. Le lendemain matin, Desaix était envoyé vers Novi, dans la direction de Gênes, pour empêcher Melas de se replier sur cette ville, et la division Lapoype sur la rive gauche du Pô.

L'armée autrichienne, massée à Alexandrie, attaquait les Français au moment de cette dispersion. Elle disposait de trente mille hommes, alors que les Français, à ce moment de la journée, n'étaient guère qu'une vingtaine de mille. Ce fut la première phase de la bataille. Victor et Lannes soutinrent d'abord la vigoureuse attaque des ennemis, puis ils durent se replier sur San-Giuliano. La Garde consulaire, avec ses neuf cents hommes, méritait bien le nom de « redoute de granit », que Bonaparte devait lui donner; mais elle n'avait pu faire qu'une chose, protéger la retraite. Vers deux heures, Desaix accourait du Sud; il avait reçu un ordre de Bonaparte de marcher sur San-Giuliano. « La bataille est perdue, dit Desaix en arrivant; mais il n'est que deux heures, nous avons encore le temps d'en gagner une aujourd'hui. » Avec des troupes fraîches, le Premier Consul reprend l'action. Marmont canonne de flanc la colonne autrichienne. Desaix, à la tête de la division Boudet, s'élance; la grosse cavalerie de Kellermann, le fils du vainqueur de Valmy, perce cette muraille humaine. Vers cinq heures, les Autrichiens, débordés de toutes parts, fuyaient vers les ponts de la Bormida et Alexandrie. La défaite de San-Giuliano était devenue, à la fin de la journée, — 14 juin 1800, — la victoire éclatante de Marengo. Bonaparte était « l'homme du destin » : c'était le mot de Melas, qui voulait ainsi excuser sa propre défaite. Il est certain que le vainqueur, suivant son expression, avait joué le tout pour le tout; joueur heureux, il avait gagné la partie. C'était justice, car la partie avait été combinée à merveille.

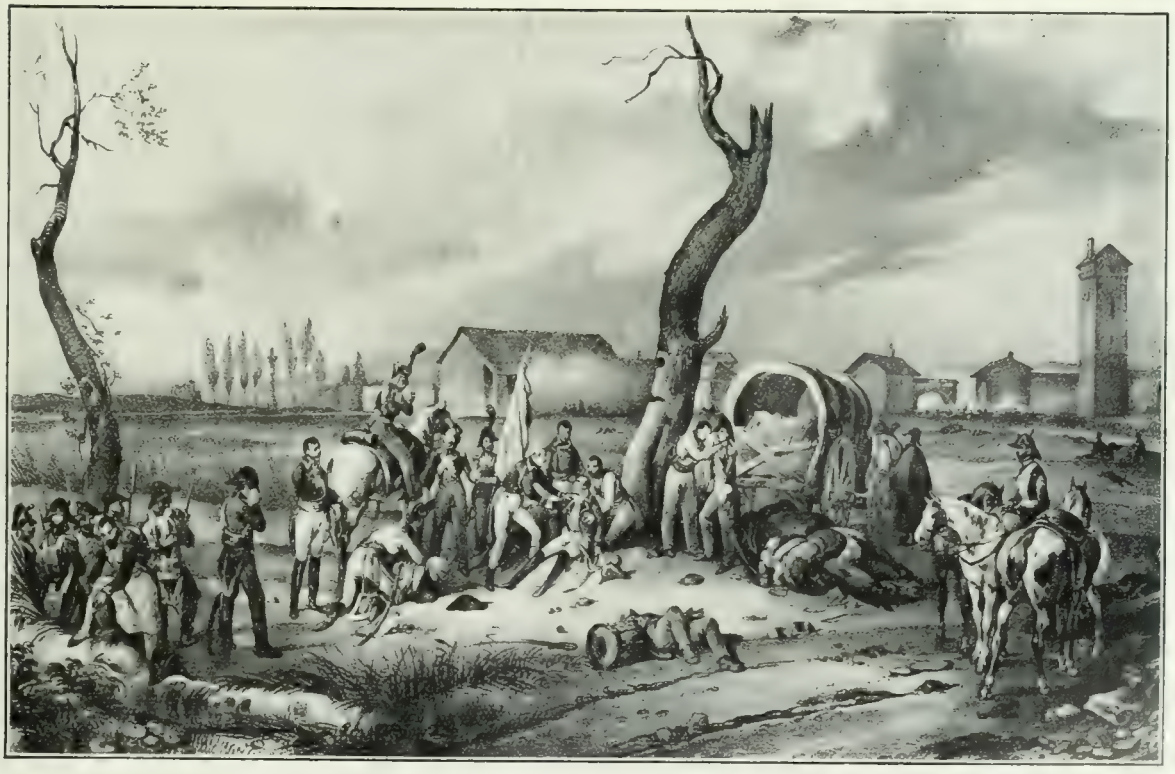
Mais Desaix avait été tué à la tête de ses hommes; il était à peine dans sa trente-troisième année. « Quand nous fûmes seuls, rapporte Bourrienne, je dis au Premier Consul : « Général, voilà une belle victoire! Vous savez ce que vous me disiez l'autre « jour du plaisir que vous auriez à revoir Paris après un grand coup porté à l'Italie. « Vous devez être satisfait. — Oui, Bourrienne, je suis satisfait; mais Desaix!... Ah! « que la journée eût été belle si ce soir j'avais pu l'embrasser sur le champ de bataille! » Je vis Bonaparte sur le point de verser des larmes, tant était vraie et profonde la douleur que lui causait la mort de Desaix. C'est certainement l'homme qu'il a le plus aimé, le plus estimé et le plus regretté. »

BONAPARTE, PREMIER CONSUL. — *La branche d'olivier que le Premier Consul tient à la main permet de dater ce beau portrait de l'année 1802, qui vit la signature de la paix avec l'Angleterre, à Amiens le 27 mars. Il semblait que ce fût la fin des guerres qui faisaient rage depuis dix ans.*

PAR APPIANI. — COLL. BERNARD FRANCQ.

MORT DE DESAIX, A MARENGO, 14 juin 1800. — *Frappé d'une balle en plein cœur, au moment où son arrivée avait fait recommencer la bataille, Desaix fut tué, sans avoir pu proférer une parole. (Kléber était tué au Caire le même jour.) La douleur de Bonaparte fut profonde. Il le fit enterrer dans la chapelle de l'Hospice du Grand-Saint-Bernard. Des cérémonies solennelles furent célébrées en son honneur ; des monuments lui furent élevés à Paris sur la place Dauphine et sur la place des Victoires.*

TIRÉ D'ADAM. — COLL. NAT. D'ESTAMPES.



PASSAGE DU GRAND-SAINT-BERNARD. — *L'armée française s'engagea dans le col du Grand-Saint-Bernard, de Martigny à Aoste, à partir du 14 mai (1800).* (LITH. D'ADAM [BIBL. NAT., ESTAMPES.])

HOSPICE DU GRAND-SAINT-BERNARD, *à 2 472 mètres d'altitude. — Le chemin pavé, très incliné, est l'ancienne route. A droite, la route nouvelle, en lacets.* (CL. SIMPLON-LAUSANNE.)

BONAPARTE PASSANT LE GRAND-SAINT-BERNARD. — Parti de Martigny, le 20 mai au matin, Bonaparte arriva à l'hospice à 5 h., avec le guide Dorsez qu'il avait pris à Bourg-Saint-Pierre. Il en repartit à 6 h. et demie pour aller coucher à Étroubles. — C'est bien dans cet équipage qu'il gravit la montagne, et non à la manière théâtrale du tableau de David. PAR LE LAS DE [illegible]

GÉNÉRAL DESAIX DE VEYGOUX, né à Ayat (Puy-de-Dôme) en 1768, tué à Marengo le 14 juin 1800. PAR SIEFFERT (MUS. VERSAILLES.)

GÉNÉRAL MOREAU, né à Morlaix (Finistère) en 1763, mort à Lahn (Bohême) le 2 sept. 1813. PAR BARBIER WALBONNE (MUS. VERSAILLES.)

LE GÉNÉRAL BESSIÈRES entraîne la Garde consulaire à Marengo (14 juin 1800). — Ancien perruquier, chasseur à cheval en 1792, capitaine en 1794, chef de brigade en 1798, le futur duc d'Istrie commandait en second, à Marengo, la garde à cheval des consuls. PAR LALAUZE. (CL. NEURDEIN.)

LA PAIX D'AMIENS

Tous ces événements s'étaient passés avec une rapidité prodigieuse. Le 2 juin, Bonaparte était entré à Milan. Le 14, il gagnait la victoire de Marengo. Le 15, la convention d'Alexandrie rendait à la France Gênes, la Ligurie, le Piémont, la Lombardie; toute l'Italie du Nord était évacuée par l'Autriche jusqu'au Mincio. Le 18 juin, l'heureux vainqueur, de retour à Milan, assistait à un *Te Deum* chanté dans la cathédrale.

AU LENDEMAIN DE MARENGO. Bonaparte avait fait part aux Consuls de ces événements par une courte lettre qui se terminait ainsi :

« J'espère que le peuple français sera content de son armée. »

A l'armée même, le 24 juin, il adressait cet ordre du jour :

« La journée de Marengo sera célèbre dans l'histoire. Treize places fortes, contenant mille pièces de canon de gros calibre, sont en notre pouvoir, et nous nous trouvons en possession de conclure une paix solide, ou, si l'aveuglement de nos ennemis s'y oppose, de commencer une campagne brillante et décisive pour le repos de l'Europe et la gloire de la nation. »

Le Premier Consul quittait Milan le 25 juin, pour rentrer à Paris par Turin et par le mont Cenis. Les acclamations ne cessaient pas tout le long de la route. Il s'arrêta à Lyon, le 29, pour inaugurer les façades de la place Bellecour. Le 30 il était à Dijon. « Arrivés dans cette ville, dit Bourrienne, la joie des habitants tenait réellement du délire. J'ai peu vu de coup d'œil plus gracieux et plus séduisant que celui que nous offrit une réunion de jeunes femmes, d'une beauté, d'une élégance remarquables, coiffées avec des fleurs, et qui, accompagnant la voiture de Bonaparte, rappelaient à cette époque, où la Révolution avait exhumé tous les souvenirs républicains de la Grèce et de Rome, ces belles théories grecques et ces chœurs de femmes dansant autour du vainqueur des jeux olympiques. »

Le 2 juillet, le Premier Consul était de retour à Paris. L'enthousiasme était devenu du délire. Le futur chancelier Pasquier en fut témoin. « J'ai vu revenir Bonaparte à Paris, après la bataille de Marengo. J'étais dans les Tuileries, une heure après son arrivée, au moment où il se présenta à la fenêtre de son cabinet pour répondre aux acclamations C'était par un des beaux jours du commencement de l'été. L'enthousiasme était à son comble et c'était justice. Le résultat obtenu était si grand! Il semblait assurer notre avenir. Nous pouvions espérer voir l'achèvement de tout le bien commencé depuis le 18 Brumaire. »

Bonaparte lui-même ne cachait pas sa joie. Un jour, en remontant de la parade : « Bourrienne, dit-il, entendez-vous le bruit de ces acclamations qui continuent encore? Il est aussi doux pour moi que le son de voix de Joséphine. Que je suis heureux et fier d'être aimé d'un tel peuple ! »

C'était ce qu'il avait déjà dit, en traversant la Bourgogne : « Allons, allons, encore quelques grands événements comme cette campagne, et je pourrai aller à la postérité. »

RÉJOUISSANCES A PARIS. Dès le surlendemain de son arrivée à Paris, il avait multiplié les récompenses aux combattants de la journée de Marengo. Kellermann, qui avait dirigé la charge fameuse, était promu général de division; Lannes recevait, ainsi que les généraux Victor, Watrin, Gardanne et Murat, un sabre d'honneur avec cette inscription : *Bataille de Marengo, commandée en personne par le Premier Consul. — Donné par le Gouvernement de la République au général Lannes.* Des sabres moins riches, des fusils, des baguettes d'honneur étaient décernés à des officiers, à de simples soldats, à des tambours qui s'étaient distingués à Marengo ou à l'armée du Rhin ; car il entendait ne pas oublier ceux qui servaient sous les ordres de Moreau.

Sa générosité s'était même étendue aux vaincus. Il avait dit un jour à Bourrienne, à propos du général Zach, le chef d'état-major de Melas, qui avait signé la convention d'Alexandrie : « Écrivez au ministre de la Guerre; vous lui direz de faire choisir à la manufacture d'armes de Versailles une très belle paire de pistolets, et de l'envoyer de ma part au général Zach. Il a dîné chez moi aujourd'hui, il a beaucoup vanté notre manufacture d'armes; je veux qu'il en ait un souvenir; et puis, cela ne peut que bien faire; on en parlera, et il y aura peut-être des échos à Vienne. Écrivez. »

Le 14 juillet, le Premier Consul présidait la fête de la Concorde, où l'on célébrait les nouvelles victoires de la France; elle se donnait au Champ de Mars et au temple de Mars, c'était le nom que portait alors l'église des Invalides. En présence d'une foule immense, Lucien Bonaparte, qui était ministre de l'Intérieur, prononça un discours; en comparant la situation présente aux temps tragiques de la Terreur, aux temps honteux du Directoire, il lui fut facile d'exalter la grandeur du Consulat. Lannes présenta ensuite au Gouvernement, avec quelques paroles d'un accent viril, les drapeaux qui avaient été pris à Marengo. On entendit aussi un aide de camp de Masséna et un aide de camp de Lecourbe. Des médailles furent distribuées en grande cérémonie à cinq invalides, que leurs camarades avaient désignés comme les plus dignes. Enfin le Premier Consul prit la parole :

« Les drapeaux présentés au Gouvernement devant le peuple de cette immense capitale attestent le génie des généraux en chef Moreau, Masséna et Berthier, les talents militaires des généraux leurs lieutenants et la bravoure du soldat français.

« De retour dans les camps, dites aux soldats que, pour l'époque du 1er vendémiaire, où nous célébrerons l'anniversaire de la République, le peuple français attend ou la paix, ou, si l'ennemi y mettait des obstacles invincibles, de nouveaux drapeaux, fruits de nouvelles victoires. »

Les voûtes du temple de Mars avaient alors retenti d'un hymne de Fontanes, que Méhul avait mis en musique ; mais l'admirable metteur en scène avait préparé pour la fin de la cérémonie un spectacle unique, l'arrivée au Champ de Mars de la Garde des Consuls, qui revenait de Marengo. « J'étais, dit un témoin, à une fenêtre de l'École militaire, et je ne saurais oublier la commotion, pour ainsi dire électrique, qui fit retentir

les airs de cris d'enthousiasme, à son apparition. Ces soldats défilèrent devant le Premier Consul, non pas revêtus de beaux uniformes, comme au jour d'une parade ; partis du champ de bataille à l'extinction des feux du lendemain, ils avaient traversé la Lombardie, le Piémont, le mont Cenis, la Savoie et la France, dans l'espace de vingt-neuf jours ; ils se montraient parés de la fatigue d'une longue route, d'un teint basané par le soleil de juin en Italie, et de ce délabrement d'armes et d'habits qui attestent des combats meurtriers. »

Le 1er vendémiaire, 23 septembre, en présence des Consuls et des ministres, fut posée, place des Victoires, la première pierre du monument élevé aux généraux Desaix et Kléber, « morts le même jour, dans le même quart d'heure », l'un à Marengo d'une balle autrichienne, l'autre au Caire sous le poignard d'un fanatique. Il y eut ensuite une cérémonie officielle au temple de Mars. Le corps de Turenne, enlevé des caveaux de Saint-Denis au moment de la Terreur, avait été transporté au Muséum. Bonaparte l'avait fait mettre aux Invalides et avait fait reconstruire à cet endroit le monument funéraire de Saint-Denis. La cérémonie d'inauguration eut lieu ce jour-là avec un grand éclat. Carnot, ministre de la Guerre, fut chargé de prononcer, en présence des soldats de la République, l'éloge du maréchal de la Monarchie.

1800. HOHENLINDEN. Des offres de paix avaient été faites à l'Autriche ; elle les refusa sous l'influence de l'Angleterre. La guerre allait recommencer.

Moreau était établi à Munich ; il avait devant lui l'armée autrichienne de l'archiduc Jean, qui s'appuyait sur l'Inn ; la droite ennemie était dans la région de Ratisbonne, la gauche dans le Tyrol. Le général français montrait la plus grande tranquillité. « On m'apprend, disait-il, les mouvements que fait l'archiduc Jean. C'est tout ce que je pouvais désirer. Demain, nous lui prenons dix mille hommes. »

L'armée française reprit sa marche en avant le 28 novembre. La forêt de Hohenlinden, qui s'étend sur un terrain accidenté entre l'Isar et l'Inn, la séparait des ennemis. L'archiduc Jean venait d'y pénétrer, par la seule route qui la traversait de l'Est à l'Ouest. Moreau, avec les divisions Grenier, Ney, Grouchy, l'attendait, tandis que les divisions Richepanse et Decaen s'étaient portées au Sud, avec l'ordre de se rabattre par derrière sur l'armée autrichienne. Le 3 décembre 1800, au milieu de la neige, l'archiduc Jean s'engagea dans la forêt. Sur la chaussée étroite, en une immense file, son armée s'avançait. Elle se heurtait de front à la résistance de Ney et de Grouchy, quand tout à coup, par derrière, elle subit la violente attaque de Richepanse. Ce fut un désordre sans nom ; en quelques instants, les Français avaient mis vingt mille hommes hors de combat. Les vainqueurs continuèrent vigoureusement l'offensive. L'Inn est franchi, Salzbourg est occupé. Richepanse, à l'avant-garde, se couvre de gloire ; il arrive à Steier, à quelques lieues de Vienne. L'Autriche terrifiée s'empressa de signer un armistice : elle laissait la France occuper les places du Tyrol et de la Bavière.

1801. LA PAIX DE LUNÉVILLE. Le Premier Consul, qui était à Paris, apprit la nouvelle de la victoire de Hohenlinden avec la plus grande satisfaction ; une dépêche la lui avait apportée un soir, en rentrant du spectacle. « Sa joie, dit Bourrienne, fu telle qu'il sauta et tomba sur moi, ce qui l'empêcha de tomber par terre. »

Les négociations pour la paix avaient été reprises aussitôt ; elles aboutirent à un traité entre la France et l'Autriche, qui fut signé à Lunéville le 9 février 1801. C'était, dans ses grandes lignes, la reproduction du traité de Campo-Formio, c'est-à-dire la conservation par la France des Pays-Bas autrichiens.

1802. SAINT-DOMINGUE. Il y eut un revers à cette brillante médaille, et ici, comme partout dans l'histoire de Napoléon, ce fut l'échec complet des projets coloniaux et maritimes.

De son empire des Antilles, la France avait conservé sa belle colonie de Saint-Domingue, qui avait été augmentée, en 1795, lors du traité de Bâle, de l'ancienne partie espagnole et qui comprenait l'île tout entière. Mais la guerre civile, provoquée par le malaise économique et surtout par la question de l'esclavage, faisait rage dans cette malheureuse colonie. Un noir, Toussaint-Louverture, avait organisé une manière de gouvernement, qui avait mis l'île dans une indépendance à peu près complète à l'égard de la métropole. Bonaparte songeait alors à constituer en Amérique un grand empire colonial, avec Saint-Domingue et avec la Louisiane, dont il avait obtenu la restitution par l'Espagne ; mais il fallait commencer par rétablir à Saint-Domingue l'autorité de la France.

Le capitaine-général envoyé par le Premier Consul à Saint-Domingue fut le général Leclerc, marié à sa sœur Pauline. En le chargeant de cette mission, il lui tint ce singulier langage : « Tenez, voilà vos instructions ; vous avez une belle occasion de vous enrichir. Allez, et ne me fatiguez plus de vos éternelles demandes d'argent. »

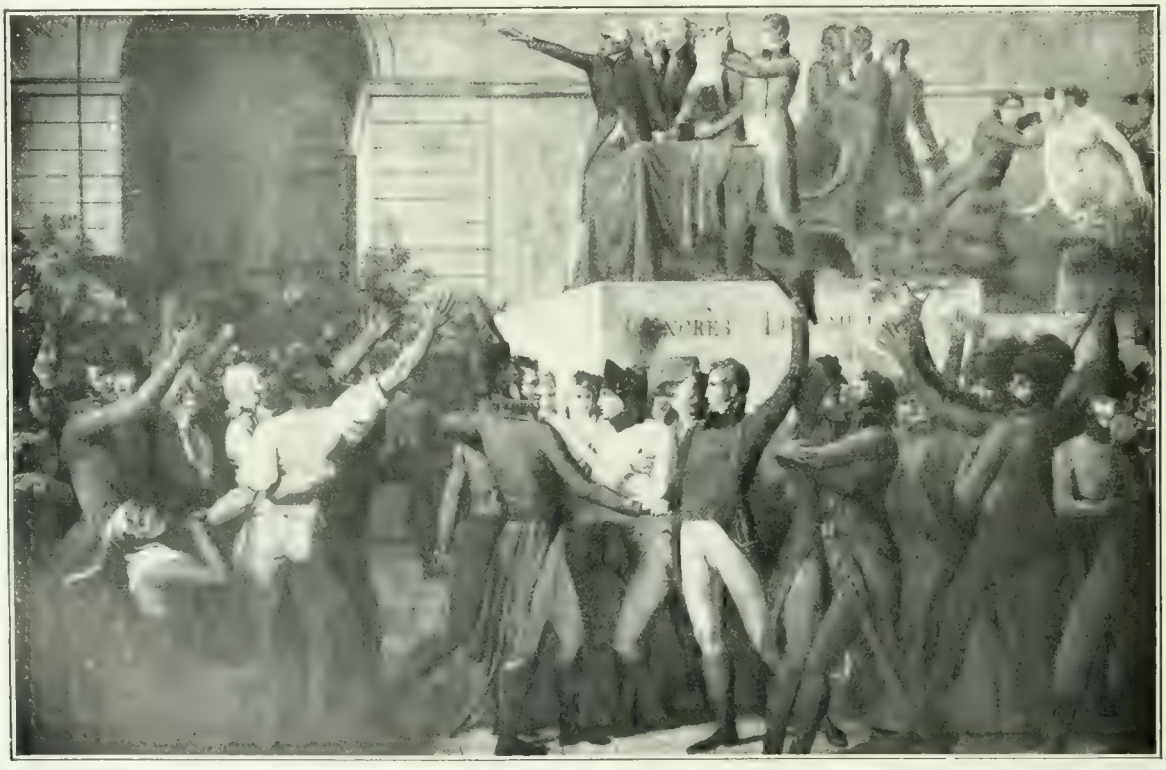
Le 3 février 1802, l'armée de Leclerc, amenée de Brest par l'escadre de Villaret de Joyeuse, débarquait au Cap français. Les noirs opposèrent une vive résistance ; mais, en trois mois environ, ils étaient obligés de se soumettre. Leclerc songea alors à organiser sa conquête ; une terrible épidémie de fièvre jaune ruina ses projets. En huit semaines, quinze mille hommes succombèrent. Les noirs reprirent les armes, Leclerc ne vit qu'un moyen, attirer Toussaint-Louverture dans un guet-apens et s'emparer de sa personne. Envoyé en France, le malheureux chef des noirs fut emprisonné au fort de Joux ; il n'allait pas tarder à y mourir de froid et de misère. Saint-Domingue n'était plus tenable pour les Français ; Leclerc se retira dans l'île voisine de la Tortue ; il y mourait le 2 décembre, victime de l'épidémie. La dernière poignée de l'armée française s'était enfermée au Cap avec Rochambeau ; mais, comme la rupture de la paix d'Amiens avait rendu impossibles les relations entre la France et ses colonies, Rochambeau ne fut jamais secouru : il dut se rendre au mois de novembre 1803.

Bien que son collègue Ferrand ait pu tenir à Santo-Domingo jusqu'en 1808, l'île

LE TRIOMPHE DU PREMIER CONSUL. - *Le général Bonaparte, couronné de lauriers, debout dans un quadrige entre la Victoire aux ailes éployées et la Paix souriante aux mains chargées de fleurs et de fruits. Chœurs de jeunes femmes, vêtues de tuniques blanches, et de génies ailés dansant les bras enlacés, qui chantent la gloire du signataire de la paix d'Amiens.*

GÉNÉRAL LECLERC, *mort dans l'île de la Tortue (Saint-Domingue), le 2 déc. 1802, à 30 ans.* PAR AUDUC. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

AMIRAL LE VASSOR DE LA TOUCHE-TRÉVILLE, *mort à Toulon, le 30 août 1804, à 59 ans.* PAR ROUGET. (MUSÉE DE VERSAILLES.)



LA PAIX D'AMIENS *fut signée le 27 mars 1802. Dès que la nouvelle en fut connue, sa proclamation donna lieu, dans toutes les villes, à de grandes manifestations d'enthousiasme. La France était alors aux jours heureux du « grand soleil de messidor ».* PAR BOILLY (J.-L.). (COLL. FRÉDÉRIC MASSON.)

était perdue pour la France. Bonaparte, peu avant sa rupture avec l'Angleterre, vendit la Louisiane aux États-Unis, le 30 avril 1803, pour quinze millions de dollars. Il ne restait plus rien de ses projets d'un empire colonial franco-américain.

LA QUESTION D'ÉGYPTE EN 1800-1801. Si la paix de Lunéville avait rétabli de bons rapports entre la France et l'Autriche, la situation restait toujours très tendue entre la France et l'Angleterre. Les Anglais continuaient à exploiter dans la Méditerranée les conséquences de leur victoire d'Aboukir ; ils avaient mis le blocus devant Malte. Malgré sa défense énergique, Vaubois, que Bonaparte y avait laissé lors de la prise de l'île, était obligé de se rendre. Depuis ce jour, 5 septembre 1801, le drapeau britannique flotte au centre de la Méditerranée.

Le Premier Consul avait songé à faire sortir de l'Égypte l'armée qu'il y avait abandonnée. L'amiral Ganteaume était parti de Brest, le 23 mai 1801, avec une division de sept vaisseaux et de deux frégates. Il put traverser le golfe de Gascogne, le détroit de Gibraltar et la Méditerranée sans rencontre fâcheuse. Il arrivait le 7 juin en vue d'Alexandrie ; mais la terre d'Égypte fut pour lui une autre terre promise ; il l'entrevit de loin et ne put y descendre. L'escadre anglaise de lord Keith était là, qui surveillait la côte avec le plus grand soin ; Ganteaume dut regagner la haute mer. Le pavillon français venait d'apparaître pour la dernière fois en vue des côtes d'Égypte.

A cette croisière stérile se rattache, d'une manière indirecte, un glorieux souvenir de notre histoire maritime. Le contre-amiral Linois avait été chargé de conduire de Toulon à Cadix des bâtiments détachés de la division de Ganteaume. Arrivé dans les eaux de Gibraltar, il apprit que l'amiral anglais Saumarez croisait devant Cadix ; alors il se décida à mouiller dans la baie d'Algésiras. Avec ses quatre bâtiments, il établit très solidement une ligne d'embossage. Saumarez se présenta bientôt, le 6 juillet 1801, avec six vaisseaux ; ce fut en vain qu'il tenta de percer notre ligne : l'un de ses vaisseaux, l'*Hannibal*, fut pris et les cinq autres furent très maltraités. Affaire glorieuse pour Linois, mais qui ne changea rien à la situation générale : les Anglais, qui occupaient Port-Mahon et Malte, restaient maîtres de la Méditerranée.

Une armée anglaise de vingt mille hommes, commandée par Abercomby, avait débarqué à Alexandrie le 8 mars 1801. Dès lors, les débris de l'armée d'Égypte furent divisés en deux tronçons, l'un au Caire avec Belliard, l'autre à Alexandrie avec Menou. Belliard dut capituler le 25 juin ; Menou, le 2 septembre. Après Vaubois, ils étaient les dernières victimes de la journée d'Aboukir ; l'Égypte était perdue pour la France.

AFFAIRES DU NORD. Depuis quelques mois, le Premier Consul avait noué avec le tsar Paul Ier des relations d'amitié qui pouvaient aboutir à une action commune contre l'Angleterre. Tout à coup, on apprit que Paul Ier avait été assassiné, dans la nuit du 23 au 24 mars 1801. Il s'agissait d'une tragédie de palais qui était préparée depuis plusieurs mois, en vue de hâter l'avènement du tsarévitch Alexandre. Le gouverne-

ment anglais était entièrement étranger a ce drame, mais il pouvait espérer que les conséquences en seraient avantageuses à sa politique. Bonaparte, qui tenait à accréditer dans l'opinion la culpabilité de l'Angleterre, fit insérer cette note au *Moniteur* ; « C'est à l'histoire à éclaircir le mystère de cette mort tragique et à dire quelle est dans le monde la politique intéressée à provoquer une telle catastrophe. Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars ; l'escadre anglaise a passé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements. »

Le cabinet anglais avait décidé, en 1801, de frapper sur la ligue des Neutres un coup terrible. Une puissante escadre de cinquante-trois voiles fut envoyée dans la Baltique, sous les ordres de sir Hyde Parker et de Nelson. A l'entrée des détroits danois, de grands préparatifs de défense avaient été faits ; cependant, le 2 avril, les Anglais mouillaient devant Copenhague. L'audace de Nelson valut ce jour-là à la marine anglaise une de ses plus belles victoires. Effrayé de la témérité avec laquelle son lieutenant s'engageait an milieu de l'escadre danoise, Parker lui signala de cesser le combat. Nelson, mettant sa longue-vue sur l'œil qu'il avait perdu à Calvi : « Sur mon honneur, dit-il, je ne vois pas le signal de Parker. Conservez mon signal de serrer l'ennemi au feu et clouez-le, s'il le faut, au grand mât du vaisseau. » Une victoire complète fut le fruit de cette audacieuse désobéissance. La journée de Copenhague donnait à l'Angleterre libre accès dans la Baltique.

1801. LA FLOTTILLE DE BOULOGNE. Bonaparte songeait toujours à son idée maîtresse, attaquer les Anglais chez eux. On peut dater du 4 mars 1801 le premier essai de l'œuvre qui devait être un jour réalisée dans la formation du camp de Boulogne. Ce jour-là, en effet, le Premier Consul demandait au ministre de la Marine, Forfait, un ensemble de rapports sur l'organisation d'une flottille.

« Je vous prie, citoyen ministre, de me faire connaître combien de temps il vous faudrait pour réunir cent bateaux et chaloupes canonnières?... combien il a été reconnu dans le temps que la côte depuis le Havre jusqu'à Ostende pouvait fournir de chasse-marées ? Combien ces cent bateaux ou chaloupes canonnières pouvaient porter d'hommes? Combien de bateaux pouvaient sortir en une marée de Boulogne ? Combien a-t-il été reconnu que ce port pouvait en contenir ? J'avais, dans le temps, ordonné des travaux ; qu'a-t-on fait et que faudrait-il faire? Je désirerais que vous puissiez me remettre demain, à deux heures, ces différents états. »

On pouvait croire que le projet allait entrer tout de suite dans la phase d'exécution : car, dès le 7 mars, l'amiral Latouche-Tréville était nommé commandant en chef de la flottille qu'on allait organiser. Le choix était heureux. Latouche-Tréville était un chef d'énergie et d'audace, il avait toutes les qualités pour faire réussir un projet de descente. Il remit un mémoire au ministre pour dire comment il comprenait l'opération projetée. Il s'engageait à être prêt dans quatre mois environ, vers la fin d'août. Ses instructions lui disaient d'établir à Boulogne le centre des douze divisions de la flottille légère ; il

devait dresser les soldats et les matelots à « tomber à l'improviste sur l'ennemi, le canonner, l'aborder et l'enlever, seul genre de guerre auquel il faut s'attacher avec les bâtiments qui composent la flottille de la Manche ». A raison de trois chaloupes canonnières et de dix-huit bateaux canonniers par division, la flottille comprenait en tout trente-six chaloupes et cinq cent cinquante-six bateaux, avec des équipages d'environ six mille quatre cents hommes. Ce n'était pas avec cette flottille de « coquilles de noix » que Bonaparte pouvait encore prétendre à la conquête de l'Angleterre.

LATOUCHE-TRÉVILLE ET NELSON. Cependant l'activité de Latouche-Tréville causait en Angleterre une vive inquiétude ; l'Amirauté donna l'ordre de ne pas le perdre de vue et de détruire ses préparatifs. Il y avait eu, à propos des opérations de la flottille, divers engagements le long des côtes françaises, dont les bâtiments de Latouche-Tréville étaient sortis presque toujours à leur avantage. Nelson fut chargé de délivrer son pays de ce cauchemar. Il avait préparé une attaque de nuit, grâce à laquelle il croyait bien surprendre et détruire la flottille. Vers minuit trois quarts, dans la nuit du 16 au 17 août 1801, il tenta de forcer l'entrée de Boulogne ; il fut découvert et accueilli sur terre et sur mer par un feu terrible. Huit bâtiments anglais furent coulés, quatre péniches anglaises furent prises. Nelson, de fort mauvaise humeur, se retira à Deal, sur les côtes de l'Angleterre. Cet échec retentissant n'avait fait qu'augmenter l'énervement où le peuple anglais vivait depuis quelques mois, car il sentait qu'il était sous la menace continue d'une invasion française. Pour conjurer ce danger, qui paraissait à présent réalisable, le plus sage n'était-il pas de s'entendre avec la France ?

Ainsi, la flottille de Boulogne, pendant cette courte campagne de l'année 1801, avait été l'instrument véritable de la pacification. Comment avait-elle pu jouer ce rôle ? C'est que Latouche-Tréville était un homme de mer dans la pleine acception du mot. Vigilant, gardant sa flottille comme une place forte, énergique, prompt à l'offensive, excellent entraîneur d'hommes, il réunissait ces parties si rares qui font le chef d'escadre accompli.

1802. LA PAIX D'AMIENS. La lassitude était générale. Le ministre anglais qui incarnait la guerre à outrance contre la France, William Pitt, avait quitté la présidence du Conseil au mois de mars 1801 ; son successeur, Addington, n'était pas tenu à la même attitude intransigeante. Aussi, des ouvertures pour la paix avaient-elles chance de réussir. Le 1er octobre 1801, des préliminaires étaient signés à Londres en vue de conférences qui devaient prochainement s'ouvrir entre les deux États. Les négociations eurent lieu à Amiens, et la paix fut signée dans cette ville, le 27 mars 1802.

La France, l'Espagne et la République Batave, d'une part, l'Angleterre, d'autre part, convenaient que l'Angleterre restituerait à la France et à ses alliés toutes leurs colonies, moins l'île espagnole de la Trinité et l'île hollandaise de Ceylan ; que l'archipel de Malte serait évacué par l'Angleterre et rendu à l'ordre de Saint-Jean de Jérusa-

lem ; que les îles Ioniennes, ancien territoire vénitien, formeraient la République des Sept-Iles.

« Le Premier Consul, rapporte Mme de Rémusat, attendait avec impatience le courrier. Il arrive et apporte au ministre des Affaires étrangères la signature tant désirée. Talleyrand la met dans sa poche et se rend auprès du Consul. Il paraît devant lui avec ce visage impassible qu'il conserve dans toute occasion. Il demeure une heure entière, faisant passer en revue à Bonaparte un grand nombre d'affaires importantes, et, quand le travail fut fini : « A présent, dit-il, en souriant, je vais vous faire un « grand plaisir. Le traité est signé, et le voilà. » Bonaparte demeura stupéfait de cette manière de l'annoncer. « Et comment, demanda-t-il, ne me l'avez-vous pas dit tout « de suite ? — Ah ! lui répondit M. de Talleyrand, parce que vous ne m'auriez plus « écouté sur tout le reste. Quand vous êtes heureux, vous n'êtes pas abordable. »

Bonaparte, en effet, pouvait être heureux. Il y avait bien quelques ombres au tableau, comme l'abandon définitif de l'Égypte, de Malte et des îles Ioniennes ; mais l'ensemble avait de quoi satisfaire la plus légitime ambition. La paix d'Amiens semblait avoir terminé la guerre entre la France révolutionnaire et l'Europe, et, de ce fait, la France révolutionnaire conservait toutes ses conquêtes sur le continent. Jamais encore, même à l'époque des victoires de Louis XIV, notre pays n'avait connu une époque aussi glorieuse.

O Corse à cheveux plats ! que ta France était belle
Au grand soleil de messidor !

Une caricature de l'Anglais Gillray se rapporte à la paix d'Amiens ; elle est intitulée : *le Premier Baiser depuis dix ans ou l'Entrevue de Britannia et du Citoyen Français.* Le citoyen, orné de moustaches énormes et d'une ceinture tricolore, embrasse avec vigueur une bonne grosse femme, qui se laisse faire en rougissant. « Madame, permettez-moi de sceller sur vos lèvres divines mon **éternel** attachement. — « Monsieur, répond Britannia, vous êtes un parfait gentleman. Vous m'embrassez si « délicatement que je ne puis refuser, bien que je sois sûre que vous me trompiez « encore. » Dans le fond, les portraits du roi George et de Bonaparte se regardent avec des mines peu fraternelles. La caricature était intitulée *le Premier Baiser.* Elle aurait pu tout aussi bien s'appeler *le Premier et le Dernier Baiser.*

INGRES

BONAPARTE, PREMIER CONSUL

(MUSÉE DE LIÉGE.)

CHAPITRE VII

LE CONSULAT A VIE

1800. LA MACHINE INFERNALE. ⸗ SEPTEMBRISEURS ET CHOUANS. ⸗ LES VRAIS COUPABLES. ⸗ LA COUR CONSULAIRE AUX TUILERIES. ⸗ LES RÉCEPTIONS AUX TUILERIES. ⸗ L'OPINION PUBLIQUE EN 1802. ⸗ TRANSFORMATION DU CONSULAT. ⸗ 1802. LE CONSULAT A VIE. ⸗ PRÉPARATION DE L'EMPIRE. ⸗ VOYAGE AU CAMP DE BOULOGNE. ⸗ RELATIONS AVEC LOUIS XVIII. ⸗ LE COMPLOT DE CADOUDAL. ⸗ 1804. ARRESTATION DU DUC D'ENGHIEN. ⸗ SA CONDAMNATION. ⸗ SON EXÉCUTION. ⸗ LA RESPONSABILITÉ DE BONAPARTE. ⸗ 1804. PROCLAMATION DE L'EMPIRE.

LE 3 nivôse an IX, le 24 décembre 1800, on donnait à l'Opéra la première représentation de l'oratorio de Haydn, *la Création du Monde*. En s'y rendant en voiture avec Lannes, Berthier, Lauriston, le Premier Consul s'était mis à sommeiller. Tout à coup il ouvrit les yeux ; il rêvait, dit-il, qu'il se noyait dans le Tagliamento. La vérité était que la voiture consulaire, qui passait à ce moment rue Saint-Nicaise, à l'emplacement actuel de la place du Carrousel, venait d'être soulevée de terre par une explosion épouvantable. Lannes et Berthier voulaient s'arrêter et descendre. Bonaparte se borna à donner l'ordre : A l'Opéra. Arrivé au théâtre quelques instants après, il se plaça, suivant son habitude, sur le devant de sa loge. Tous les regards étaient fixés sur lui ; il affectait le plus grand calme. Bientôt la nouvelle de l'horrible attentat circulait parmi les spectateurs et dans Paris, en provoquant une émotion légitime.

1800. LA MACHINE INFERNALE. En passant rue Saint-Nicaise, le cocher du Premier Consul — il s'appelait César — avait évité une petite charrette qui embarrassait la chaussée. Presque aussitôt une explosion brisait les glaces de la voiture, tuait trois passants, faisait de nombreux blessés, endommageait une quinzaine de maisons du voisinage. La « machine infernale », qui était installée sur la petite charrette, consistait en une espèce de baril rempli de balles, de marrons et de poudre ; elle avait été enflammée à l'aide d'une batterie de fusils. L'explosion s'était produite à quelques pas des Tuileries ; aussi avait-elle causé dans tout le palais la plus vive inquiétude. Qu'était devenu le Premier Consul ? On apprit bientôt son retour. Il était resté à

l'Opéra le temps de faire voir qu'il était sain et sauf et de se faire acclamer par la salle, puis il était rentré chez lui. Une foule de fonctionnaires se pressait dans le grand salon du rez-de-chaussée.

A peine arrivé, Bonaparte s'écria d'une voix forte : « Voilà l'œuvre des Jacobins ! ce sont des Jacobins qui ont voulu m'assassiner!... Il n'y a là dedans ni noblesse, ni prêtres, ni chouans!... Je sais à quoi m'en tenir, et l'on ne me fera pas prendre le change. Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de boue qui sont en révolte ouverte, en conspiration permanente, en bataillon carré contre les gouvernements qui se sont succédé. Il n'y a pas trois mois que vous avez vu Ceracchi, Arena, Topino-Lebrun, Demerville tenter de m'assassiner. Eh bien ! c'est la même clique ; ce sont les buveurs de sang de septembre, les assassins de Versailles, les brigands du 31 mai, les conspirateurs de Prairial, les auteurs de tous les crimes commis contre les gouvernements. Si on ne peut les enchaîner, il faut qu'on les écrase ; il faut purger la France de cette lie dégoûtante ; point de pitié pour de tels scélérats ! »

Ce fut en vain que quelques conseillers d'État et Fouché cherchèrent à faire entendre au Premier Consul qu'il n'existait encore aucune preuve contre personne ; avant de désigner aussi positivement de coupables, il fallait les connaître. Bonaparte répéta avec la même colère ce qu'il avait déjà dit des Jacobins.

Le lendemain, il y avait aux Tuileries une affluence considérable. Des députations arrivaient avec des adresses, qui n'étaient point alors des manœuvres de police, ni des actes de courtisanerie ; elles étaient l'expression sincère de la reconnaissance nationale pour l'homme qui, depuis un an, avait déjà rendu tant de services à l'ordre public, et de qui l'on attendait tant encore. Les douze maires de Paris, le préfet de la Seine à leur tête, se rendirent à l'audience du Premier Consul et exprimèrent les sentiments d'horreur de tous les bons citoyens. Fidèle à son idée de la veille, Bonaparte leur répondit :

« Tant que cette poignée de brigands m'a attaqué directement, j'ai laissé aux lois le soin de les punir ; mais puisque, par un crime sans exemple, ils ont mis en danger une partie de la population de Paris, le châtiment sera aussi prompt qu'exemplaire. Il faut qu'une centaine de misérables qui ont calomnié la liberté, en commettant des crimes en son nom, soient réduits à l'impossibilité d'en commettre de nouveaux. »

SEPTEMBRISEURS ET CHOUANS. La masse du public et le Gouvernement partageaient les sentiments du Premier Consul : l'attentat venait des Jacobins. Le ministre de la Police générale, Fouché, se trouvait dans une situation difficile ; son passé et ses relations avec le parti révolutionnaire n'étaient un mystère pour personne. « Fouché, disait Bonaparte, a ses raisons pour se taire ; il ménage les siens ; il est tout simple qu'il ménage un tas d'hommes couverts de sang et de forfaits. N'a-t-il pas été un de leurs chefs? » Talleyrand, dit-on, pour faire sa cour au maître, donna l'avis de faire arrêter le ministre de la Police et de le faire fusiller dans les vingt-quatre heures.

Fouché ne vit qu'un moyen de sauver sa place, sinon sa tête : c'était de livrer au

Premier Consul les victimes qu'il désirait avoir. Sa police, prise d'un beau zèle, arrêta sur-le-champ un assez bon nombre des plus fougueux révolutionnaires. Point de preuves, mais des présomptions ; de même, point de jugement, mais une loi de salut public. C'était une manière de nouvelle loi des suspects. Un arrêté des Consuls, du 4 janvier 1801, confirmé le lendemain par un sénatus-consulte, frappa de la déportation cent trente personnes. Il y en avait qui étaient simplement qualifiées de cette épithète : Septembriseur. On ne s'était jamais enquis de savoir pour aucune d'elles quel avait pu être leur rôle dans l'attentat de la rue Saint-Nicaise. Bonaparte avait voulu répondre à un crime par un acte de terreur. « Ce qu'il fallait, disait-il, c'était frapper comme la foudre, déporter deux cents personnes et purger la République de ces scélérats. » Fouché s'était incliné devant cette sommation ; pour se maintenir en faveur, il avait livré un peu au hasard cent trente proscrits choisis parmi ses plus intimes.

Mais, six semaines après l'attentat, le 31 janvier 1801, quand la première colère de Bonaparte était apaisée par cette large hécatombe, il vint lui faire une étrange révélation : la police avait découvert que l'attentat ne venait point des Jacobins, mais des chouans, suivant le nom que l'on donnait aux conspirateurs royalistes.

LES VRAIS COUPABLES. Georges Cadoudal, le terrible chef de bandes, qui tenait encore dans le Morbihan, voyait que la pacification des esprits faisait des progrès de jour en jour et que les négociations avec le Saint-Siège achevaient de ruiner les dernières chances des royalistes. Résolu à gagner la partie, fût-ce par un crime, il avait envoyé à Paris des complices qui imaginèrent l'emploi de la machine infernale. L'un d'eux, le chef véritable du complot, s'appelait Saint-Régeant ; c'était lui qui avait disposé la charrette. Il avait été maltraité sérieusement par l'explosion de son propre engin ; il songeait cependant à recommencer. La police parvint à intercepter ses lettres et à l'arrêter, lui et son principal complice, Carbon. L'enquête établit pleinement leur culpabilité, elle n'était que trop vraie. Bonaparte avait commencé par être sceptique aux révélations du ministre de la Police générale, mais il dut se rendre à l'évidence. Convaincus de leur crime, les deux coupables furent condamnés à mort et exécutés, le 21 avril 1801.

Cela ne changea rien, d'ailleurs, au sort des révolutionnaires qui avaient déjà été déportés. Par mesure de précaution, le Premier Consul avait frappé les agitateurs jacobins ; par représailles, il frappait les assassins royalistes. L'affaire de la machine infernale fut pour le parti royaliste un coup terrible ; elle lui aliéna la masse même de la nation. En rendant la personne du Premier Consul encore plus chère à la majorité des Français, elle allait hâter la transformation du pouvoir de Bonaparte.

LA COUR CONSULAIRE AUX TUILERIES. « Nous voilà donc aux Tuileries ! avait dit Bonaparte à Bourrienne, le jour où il avait pris officiellement possession de l'ancien palais des rois. Maintenant, il faut y rester. » Bien vite, en effet, il y avait pris

ses habitudes, non pas les habitudes d'un locataire qui peut être à la merci d'un congé, mais les habitudes d'un propriétaire qui se sent chez lui et qui s'installe en conséquence.

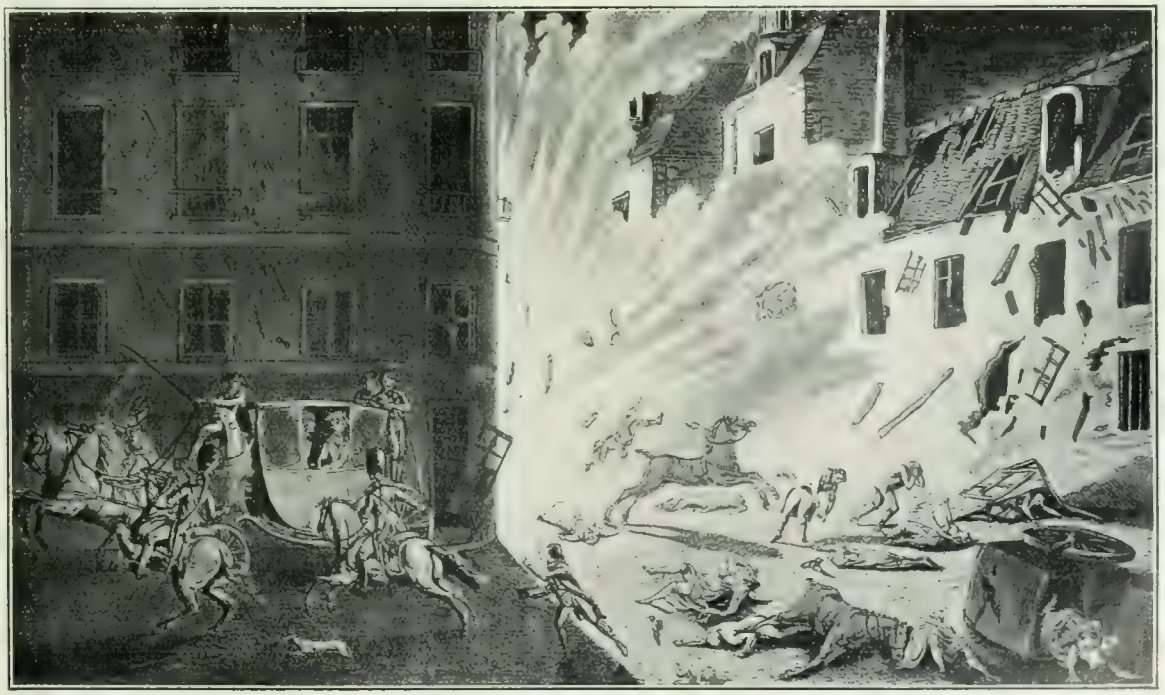
L'expression de Cour est la seule qui convienne au genre de vie que le Premier Consul avait adopté pour lui, mieux encore, qu'il avait imposé aux autres. Il était convaincu qu'on séduit les Français par l'éclat des pompes extérieures et que la personne même du chef de l'État doit être le principal objet de ces manifestations. Le 27 thermidor an X, qui correspondait au 15 août 1802, fut célébré par de grandes fêtes ; c'était l'anniversaire de la naissance du Premier Consul, qui avait eu ce jour là trente-trois ans accomplis. Les initiales N. B., « Napoléon Bonaparte », commençaient à apparaître comme motif de décoration. Le général Duroc, le compagnon de l'Italie et de l'Égypte, Duroc, l'économe modèle, qui n'avait pas son pareil pour vérifier les comptes, était gouverneur du palais. M. de Rémusat, magistrat de l'ancien régime, apparenté par son mariage à l'ancien ministre Vergennes, et représentant à ce double titre la tradition, fut nommé préfet du palais en 1802 ; il le fut en même temps que Bénézech, Didelot, de Luçay. Sa femme, qui avait fréquenté chez Mme d'Houdetot, puis chez Joséphine de Beauharnais, devint elle-même dame d'honneur de Mme Bonaparte ; cette situation lui permit d'observer bien des choses, qu'elle a reproduites dans ses *Mémoires*. Trois autres dames avaient reçu aussi le titre de dame d'honneur. Chacune d'elles passait à son tour une semaine de service auprès de la femme du Premier Consul. Joséphine faisait ainsi l'apprentissage de son rôle très prochain d'Impératrice.

LES RÉCEPTIONS AUX TUILERIES. Au moment de la signature de la paix d'Amiens et de la proclamation du Concordat, les réceptions des Tuileries eurent un éclat particulier. Une fois par mois, il y avait un dîner de cent couverts dans la galerie de Diane. Pour les étrangers de distinction, le plus grand honneur était de figurer à ces réunions. Le luxe y était extrême. Bonaparte voulait que les femmes fussent très parées ; le luxe des autres, surtout celui des femmes, était, comme sa propre simplicité, un instrument de règne. A cet égard, sa femme et ses sœurs, Mme Baciocchi, Mme Leclerc et Mme Murat, le secondaient à merveille.

Pour les grandes cérémonies, les trois Consuls portaient un habit rouge brodé d'or. Cambacérès et Lebrun, toujours poudrés et bien tenus, des dentelles au jabot et aux poignets, l'épée au côté, portaient cet habit avec la conviction et l'élégance des gentilshommes de l'ancien régime. Le Premier Consul, les cheveux coupés courts, à plat, avec la mèche qui débordait sur le front, préférait l'uniforme de sa garde à ce costume d'apparat, qu'il ne revêtait que dans des circonstances exceptionnelles ; il laissait à ses collègues les satisfactions extérieures de la vanité.

Il était d'ailleurs bien entendu qu'il n'y avait que lui qui comptait. Bien vite, il avait pris l'habitude de ne plus se montrer en public qu'accompagné d'une garde nombreuse, dans l'appareil d'un souverain ; à Cambacérès et à Lebrun, il permettait d'avoir pour toute escorte deux grenadiers galopant devant leur voiture. Quand on apprit la mort

L'ATTENTAT DE LA MACHINE INFERNALE. — *Estampes se rapportant à l'explosion de la rue Saint-Nicaise le 24 décembre 1800, à 8 heures du soir. Laïcisée suivant la mode du temps, la rue Nicaise, s'étendait, au milieu de la place actuelle du Carrousel, du quai des Galeries du Louvre à la rue Saint-Honoré, presque en face de la rue de la Loi (rue de Richelieu).* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



LE PREMIER CONSUL *fit un voyage dans les départements du Nord et en Belgique, en l'an XI, du 24 juin 1803 au 11 août. Les principales étapes furent Amiens, Boulogne, Dunkerque, Lille, Gand, Anvers, Bruxelles (21-30 juillet), Maestricht, Liége, Namur, Sedan, Reims.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

CHATEAU DE SAINT-CLOUD. — *Construit pour Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV, complètement incendié en janvier 1871, ce château appartient à l'histoire de Napoléon par le 18 Brumaire, la proclamation de l'Empire, le mariage civil avec Marie-Louise.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

du général Leclerc, qui avait succombé à la fièvre jaune à Saint-Domingue, et quand sa veuve, la belle Pauline, plus séduisante encore sous ses voiles noirs, fut rentrée en France, toutes les personnes du palais reçurent l'ordre de prendre le deuil. Bien plus : les ambassadeurs furent invités à présenter leurs condoléances au Premier Consul et à sa femme ; ils vinrent, en effet, aux Tuileries vêtus de noir et y furent reçus en cérémonie.

L'OPINION PUBLIQUE EN 1802. « De jour en jour, dit Chateaubriand en parlant de l'état des esprits en 1802, de jour en jour s'accomplissait la métamorphose des républicains en impérialistes et de la tyrannie de tous dans le despotisme d'un seul. » Cette évolution se faisait d'une manière naturelle et comme inconsciente.

Bonaparte avait commencé par rétablir l'ordre ; « ce fut là, dit un témoin, ce qui nous attacha tous à lui, nous autres pauvres passagers, froissés par tant d'orages. » Grâce à lui, en effet, les Français avaient recouvré les biens qui leur manquaient depuis 1789 : la paix intérieure, la tranquillité publique, la régularité administrative, la sécurité des consciences, la grandeur de la patrie. A ces générations si longtemps malheureuses, le Consulat apparut comme une oasis bienfaisante de lumière et de paix. Elles étaient portées à croire que la nation, en proie à la désolation, avait été reconstituée en quelques mois, dans ses lois, dans sa morale, dans sa religion, par la baguette enchantée d'un magicien. Aussi ce vers de *Cinna* provoquait de longs applaudissements :

Rome tient des consuls sa gloire et sa puissance.

Le Tribunat se fit l'écho des sentiments du pays ; il demanda par la voix de l'un de ses membres, Chabot de l'Allier, qu'il fût donné au général Bonaparte, Premier Consul, « un gage éclatant de la reconnaissance nationale ». Ces expressions et ces sentiments étaient sincères, ils étaient justifiés par les services incomparables que Bonaparte avait rendus au pays ; mais la transformation politique qui en fut le résultat fut amenée par une très habile comédie, dans laquelle le principal acteur joua à merveille le rôle de la modération et du désintéressement.

TRANSFORMATION DU CONSULAT. Depuis le mois de mars 1802, on ne parlait plus que d'hérédité et de dynastie. Lucien Bonaparte propageait ces idées avec sa fougue ordinaire et les faisait répandre par les intimes du Premier Consul, Rœderer, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Fontanes ; il y voyait le gage de la fortune des Bonaparte, de la sienne en particulier. Joséphine, au contraire, qui n'avait pas donné de fils à son mari, n'envisageait ces mêmes idées qu'avec une sorte de terreur ; l'établissement du régime héréditaire, c'était sa propre condamnation et sa déchéance à bref délai. Aussi combattait-elle les desseins de Lucien, n'aimant pas plus l'homme que ses projets. C'était peine perdue ; pour les affaires politiques, Bonaparte la traitait avec une profonde indifférence. « Qu'elle file, disait-il, et qu'elle tricote. »

Le vœu du Tribunat comblait ses plus ardents désirs; mais, quand il lui fut transmis, il parla le langage le plus modéré. Il répondit à la députation du Tribunat : « Je ne désire d'autre gloire que celle d'avoir rempli tout entière la tâche qui m'est imposée. Je n'ambitionne d'autre récompense que l'affection de mes concitoyens. » La députation partie, et seul dans son cabinet, il ne songea pas à dissimuler sa joie. « Bourrienne, dit-il à son secrétaire, c'est une nomination en blanc que le Tribunat vient de m'offrir; je saurai la remplir, c'est moi que cela regarde! »

Les choses ne marchèrent cependant pas tout de suite comme il l'avait pensé. La proposition du Tribunat avait été transmise au Sénat; mais quel serait ce témoignage important de la reconnaissance nationale? Cambacérès, très empressé pour son collègue, parlait du Consulat à vie; la majorité du Sénat, chez qui un reste d'indépendance palpitait encore, s'en tint à une prorogation pour dix ans des pouvoirs du Premier Consul. En apprenant ce vote, Bonaparte confiait à Bourrienne : « La décennalité ne me suffit pas; je la regarde comme destinée à susciter des troubles sans interruption. » Cependant, il sut dissimuler ses déceptions. Tronchet vint lui apporter le message du Sénat; il y répondit par des paroles de modestie :

« L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée. Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire, quand l'intérêt de l'État et la bienveillance publique l'appellent. Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Il s'agissait de connaître le vœu du peuple. Le plus simple était de trouver une formule qui pût l'exprimer d'une manière parfaite. Le Conseil d'État, stimulé par Rœderer et Regnault de Saint-Jean-d'Angély, trouva la formule idéale : « Le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il Consul à vie? »

Ainsi le Sénat était joué; il n'avait plus qu'à faire oublier son manque de zèle par un empressement digne de l'empressement du Tribunat et du Corps législatif. Un membre du Corps législatif, chargé du rapport sur cette question, Vaublanc, vint lire une adresse où le maître le plus exigeant ne pouvait rien trouver à redire. Une fois de plus, Bonaparte protesta de son désintéressement et de son indifférence. « Que les citoyens, dit-il, manifestent leur volonté dans toute sa franchise, dans toute son indépendance : elle sera obéie. Quelle que soit ma destinée, Consul ou citoyen, je n'existerai que pour la grandeur et la félicité de la France. »

1802. LE CONSULAT A VIE. Par 3 368 185 suffrages, sur 3 577 259 qui avaient été exprimés, la France déclara que le Premier Consul serait nommé à vie. Le Sénat rendit, le 16 thermidor an X, 4 août 1802, un sénatus-consulte conforme, qui fut une revision de la Constitution de l'an VIII; il complétait et il élargissait le plébiscite.

« Les Consuls sont à vie. — Le Second et le Troisième Consul sont nommés

par le Sénat sur la présentation du Premier. — Lorsque le Premier Consul le juge convenable, il présente un citoyen pour lui succéder après sa mort. — Le Sénat règle par un sénatus-consulte organique tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche. Il explique les articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes interprétations. »

Dans cet empressement vers le pouvoir personnel, on avait remarqué l'opposition de deux Français. Carnot, au Tribunat, La Fayette, dans une lettre au Premier Consul rendue publique, avaient déclaré qu'ils votaient contre la nouvelle magistrature.

La proclamation du Consulat à vie se fit aux Tuileries avec beaucoup d'éclat. Barthélemy, président du Sénat, vint, le 3 août, apporter au Premier Consul « l'expression de la confiance, de l'amour et de l'admiration du peuple français ». Bonaparte répondit :

« Sénateurs, la vie d'un citoyen est à sa patrie. Le peuple français veut que la mienne tout entière lui soit consacrée.... J'obéis à sa volonté....

« En me donnant un nouveau gage, un gage permanent de sa confiance, il m'impose le devoir d'étayer le système de ses lois sur des institutions prévoyantes. Par mes efforts, par votre concours, Citoyens Sénateurs, par le concours de toutes les autorités, par la confiance et par la volonté de cet immense peuple, la liberté, l'égalité, la prospérité des Français seront à l'abri des caprices du sort et des incertitudes de l'avenir.... Le meilleur des peuples sera le plus heureux, comme il est le plus digne de l'être, et sa félicité contribuera à celle de l'Europe entière.

« Content alors d'avoir été appelé, par l'ordre de Celui de qui tout émane, à ramener sur la terre la justice, l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret, et sans inquiétudes sur l'opinion des générations futures.

« Sénateurs, recevez mes remerciements d'une démarche aussi solennelle. Le Sénat a désiré ce que le peuple français a voulu, et par là il s'est plus étroitement associé à tout ce qui reste à faire pour le bonheur de la patrie. »

PRÉPARATION DE L'EMPIRE. Tandis que dans les appartements de réception des Tuileries, il y avait un concours prodigieux de généraux, d'ambassadeurs, de membres de tous les corps constitués, Joséphine, triste, dévorée d'inquiétudes, entendait de loin l'écho de cette fête qu'elle envisageait comme un malheur domestique. Le soir, en grande toilette et le sourire aux lèvres, il lui fallut faire les honneurs de la réception au milieu de laquelle trônait son mari ; elle s'en acquitta avec sa grâce accoutumée.

Elle n'était pas au bout de ses tourments. Un jour, s'approchant familièrement de Bonaparte, comme au début de son mariage, elle lui dit dans une expression de tendresse : « Je t'en prie, ne te fais pas roi. C'est ce vilain Lucien qui te pousse : ne l'écoute pas. » Et Bonaparte, de bonne humeur, lui répondit en riant : « Tu es

folle, ma pauvre Joséphine. Ce sont toutes tes vieilles douairières du faubourg Saint-Germain qui te font tous ces contes-là.... Tu m'ennuies, laisse-moi tranquille. »

Comme elle prenait pour confident le secrétaire de son mari, celui-ci lui dit : « Il n'y avait pas deux ans que vous étiez mariée, quand, en revenant d'Italie, votre mari me dit qu'il aspirait à la royauté.... Il a ramené l'opinion à la royauté, mais par degrés ; il a commencé par être Consul avec deux hommes nuls ; puis est venue la prorogation du Consulat pour dix ans ; aujourd'hui, le Consulat à vie. Ah ! s'il pouvait s'en tenir là ! Il ne lui manque plus qu'un vain titre ; aucun souverain en Europe n'a autant de pouvoir que lui. J'en suis fâché, Madame ; mais je crois, ma foi, qu'en dépit de vous vous serez reine ou impératrice. »

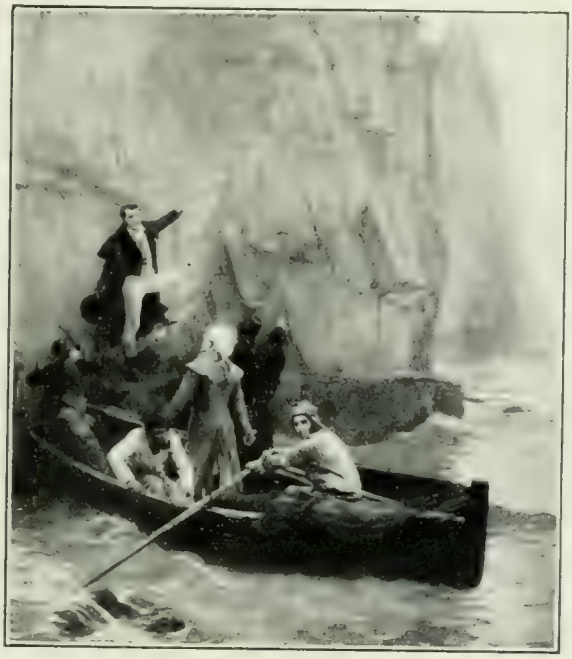
Il n'était pas nécessaire d'être grand prophète pour le deviner : il n'y avait qu'à ouvrir les yeux et qu'à regarder ;

Et du Premier Consul, déjà par maint endroit,
Le front de l'empereur brisait le masque étroit.

Bonaparte ne s'en cachait pas ; ce n'était plus qu'une question de temps, de quelques mois tout au plus. « Tout cela viendra, disait-il. Le plus difficile est fait ; il n'y a plus personne à tromper, tout le monde voit clair comme le jour qu'il n'y a qu'un pas qui sépare le trône du Consulat à vie ; il faut encore quelques ménagements. »

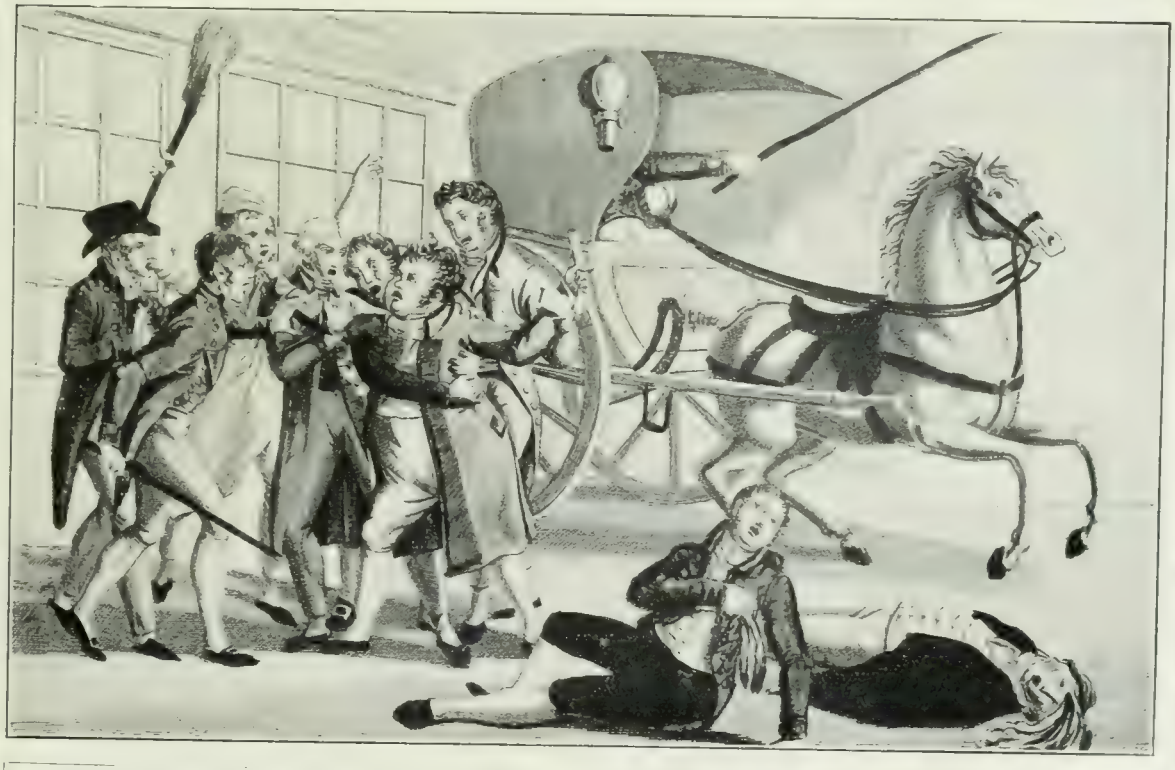
Ces ménagements ne furent ni longs ni difficiles. Après la proclamation du Consulat à vie, Bonaparte se mit à fréquenter le palais de Saint-Cloud. C'était au même endroit, il y avait deux ans et demi à peine, que sa fortune publique avait commencé ; il s'y sentait plus libre qu'aux Tuileries, qu'il considérait un peu comme une prison royale, car il y était en perpétuelle représentation. A Saint-Cloud, il avait plus de liberté d'aller, de venir, de se promener à sa guise. Mais, de la part des hôtes admis à l'honneur très envié de ce Versailles consulaire, il exigeait de jour en jour une étiquette plus solennelle, un cérémonial plus compliqué. Et, quand il pensait au passé politique de ceux qui s'empressaient à peupler sa cour : « Que les hommes, disait-il, sont bien dignes du mépris qu'ils m'inspirent ! Tous mes vertueux républicains, je n'ai qu'à dorer leur habit, et ce sont des gens à moi. »

VOYAGE AU CAMP DE BOULOGNE. En 1803, quand on venait de commencer les travaux du camp de Boulogne, Bonaparte fit avec Joséphine un voyage sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, qui eut tout le temps le caractère d'un triomphe. « Bien que près d'une année, dit Bourrienne, dût encore s'écouler avant qu'il posât sur son front la couronne impériale, tout fut impérial dans son voyage... » « Tu n'as rien vu de pareil au voyage que nous venons de faire, lui rapportait Duroc ; bien certainement, l'enthousiasme qu'excite la présence du Premier Consul est plus grand encore dans les pays que nous avons parcourus qu'il ne l'est à Paris. » Partout se dressaient des arcs de triomphe ; les habitants accouraient sur



DÉBARQUEMENT DE GEORGES CADOUDAL *à la falaise de Biville, près de Dieppe, le 21 août 1803.*

MORT DE PICHEGRU. *Enfermé au Temple le 28 février 1804, il y fut trouvé étranglé le 5 avril.*



ARRESTATION DE GEORGES CADOUDAL. — *Le chef chouan fut arrêté dans des circonstances très dramatiques à Paris, carrefour de Buci, le 9 mars 1804.*

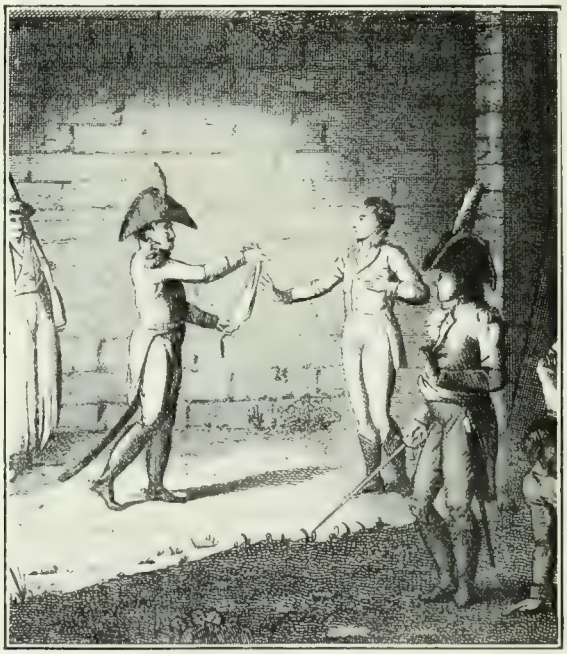
LA REVUE DU DÉCADI. — A chaque décadi, le Premier Consul, à cheval, entouré d'un nombreux état-major, passait une revue dans la cour des Tuileries, comprise entre le palais et la place du Carrousel actuelle. Isabey exécuta la Revue du Décadi, *avec la collaboration de Carle Vernet ; les chevaux sont de celui-ci. Il alla montrer à Bonaparte le projet de cette composition. Le Général l'approuva et reconnut les divers personnages. Mais, à propos*

de lui-même : « Voyez, dit-il, comme je me tiens mal. Pourquoi cette tête penchée en avant, ce dos voûté ? Peut-on changer cette attitude ? — Oui, Général, mais, si l'on avait représenté le grand Frédéric droit comme un grenadier, pensez-vous qu'il eût été ressemblant ? » Le projet d'Isabey ne fut pas modifié. — Les bâtiments, au fond de la cour, étaient occupés par la Petite Écurie.

DESSIN D'ISABEY ET DE CARLE VERNET. GRAVURE DE MÉCOU. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LE DUC D'ENGHIEN. — *Louis-Antoine-Henri de Bourbon-Condé, né à Chantilly, le 2 août 1772, fusillé à Vincennes le 21 mars 1804.* PAR RAUCH. (MUSÉE DE VERSAILLES).

ENLÈVEMENT DU DUC D'ENGHIEN, *à Ettenheim (Bade), dans la nuit du 15 au 16 mars 1804.* PAR ALPHONSE LALAUZE (CL. NEURDEIN).



LE DUC D'ENGHIEN, *dans les fossés du château de Vincennes, refuse de se laisser bander les yeux.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

les routes. Quand les rois de France passaient par Amiens, c'était l'usage que la ville leur fît hommage de beaux cygnes ; Amiens ne manqua point d'offrir des cygnes à Bonaparte ; ils furent envoyés à Paris. En nageant sur les bassins des Tuileries, ils étaient pour lui comme une réclame vivante. Bonaparte prit l'habitude, au cours de ce voyage, de rendre et de signer des arrêts, à lui tout seul, sans se soucier, même pour la pure formalité de la signature, de l'existence de ses deux collègues. Les acteurs du Théâtre-Français suivaient le Premier Consul dans son déplacement, comme s'ils étaient déjà les comédiens ordinaires de Sa Majesté.

Un épisode caractéristique de ce voyage avait été la manière dont l'archevêque de Malines, Mgr de Roquelaure, avait traité le Premier Consul et sa femme. Il les avait comblés d'éloges; en s'adressant à Joséphine et en exaltant ses vertus, il avait employé quelques expressions d'une rhétorique bien outrée : « Après vous être unie au Premier Consul par les nœuds sacrés d'une alliance sainte, vous vous trouvez aujourd'hui environnée de sa gloire. » L'archevêque entendait-il désigner ainsi le mariage civil, le seul que Joséphine et Bonaparte avaient encore contracté?

RELATIONS AVEC LOUIS XVIII. Pour franchir le dernier pas, pour ceindre la couronne, Bonaparte tenait d'abord à convaincre les Bourbons qu'ils ne remonteraient jamais sur le trône relevé par lui. Les Bourbons et leurs partisans devaient être bien avertis que la couronne de France serait à lui et jamais à d'autres. C'est pour cela qu'il avait songé à négocier avec Louis XVIII, au moment même de l'établissement du Consulat à vie, une sorte de renonciation de ses droits comme héritier de la maison de France.

« Croyez-vous, dit-il un jour à brûle-pourpoint à Bourrienne, que le prétendant à la couronne de France renoncerait à ses droits, si je lui faisais offrir une large indemnité ou même une province en Italie? » Son secrétaire combattit en vain cette idée, bizarre en elle-même, bizarre surtout après la réponse qu'il avait faite lui-même aux ouvertures de Louis XVIII lors du début du Consulat; mais il y tenait. Aussi se décida-t-il, à l'insu de ses intimes, à adresser cette singulière proposition au chef de la maison de Bourbon, qui était alors à Mittau, en Courlande. A la lettre du Premier Consul, Louis XVIII fit cette noble réponse :

« Je ne confonds pas M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé; j'estime sa valeur, ses talents militaires; je lui sais gré de quelques actes d'administration, car le bien que l'on fera à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe s'il croit m'engager à renoncer à mes droits; loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment.

« J'ignore les vues de Dieu sur moi et sur mon peuple; mais je connais les obligations qu'il m'a imposées. Chrétien, j'en remplirai les devoirs jusqu'à mon dernier soupir; fils de saint Louis, je saurai comme lui me respecter jusque

dans les fers; successeur de François Ier, je veux toujours pouvoir dire avec lui : « Tout est perdu, fors l'honneur. » — Louis. »

Puisque Louis XVIII s'obstinait à ne pas vouloir abdiquer, Bonaparte prit le parti de le convaincre, par un exemple terrible, qu'il n'aurait jamais rien à attendre pour lui-même de la restauration d'un titre royal ou de la création d'un titre impérial. C'est là peut-être qu'il faut chercher la raison d'un crime odieux et à peu près inexplicable : l'assassinat du duc d'Enghien.

LE COMPLOT DE CADOUDAL. Les premiers mois de l'année 1804 avaient vu se produire des arrestations, qui avaient été comme autant de coups de théâtre. Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, qu'un parti affectait d'opposer à Bonaparte, Pichegru, l'ancien proscrit de Fructidor, qui était rentré en France, avaient été arrêtés à quelques jours d'intervalle, le 15 et le 28 février. Une instruction avait été commencée sous l'inculpation de complot. Quelques semaines plus tard, le 5 avril, Pichegru avait été trouvé mort dans sa prison au Temple, dans des circonstances qui établissaient son suicide. Moreau avait été condamné à deux ans de détention; on regarda comme une faveur que Bonaparte ait commué sa peine en un exil. Cependant Cadoudal avait pu débarquer auprès de Dieppe, à la falaise de Biville-sur-Mer, le 21 août 1803, malgré toute la vigilance de la police consulaire. Arrivé à Paris, il put pendant six mois dépister toutes les recherches; mais l'arrestation de Pichegru avait permis à la police de retrouver sa trace. Il avait été arrêté le 9 mars, au carrefour de Buci, dans des circonstances très dramatiques, après avoir tué un agent d'un coup de pistolet et en avoir blessé un autre.

Mis en prison au Temple, il déclara qu'il était venu à Paris pour servir la cause des princes. Mais comment? En enlevant Bonaparte au milieu de sa garde? en le tuant au besoin? Ses réponses devant le tribunal criminel ne permirent de rien préciser. Il fut condamné à mort le 10 juin. Il périt sur l'échafaud avec onze de ses coaccusés le 25 du même mois.

1804. ARRESTATION DU DUC D'ENGHIEN. Fouché n'était plus à cette date ministre de la Police, ce ministère ayant été supprimé en 1802; il brûlait de le redevenir. Il avait noué dans l'ombre les trames d'une vaste conspiration où la police avait associé Moreau, Pichegru, Cadoudal. Il avait écrit un jour au Premier Consul un billet laconique, qui se terminait par ces mots menaçants : « L'air est plein de poignards. » Le grand juge Régnier, ministre de la Justice, qui avait été l'un des agents les plus actifs du 18 Brumaire et qui avait alors la direction de la Police, ne voulait pas se laisser dépasser par son rival; il multipliait de son côté des nouvelles alarmantes qu'il avait par des espions à ses gages. A certains moments, une véritable terreur régnait dans l'âme du Premier Consul; de bonne foi, il pouvait se croire entouré d'assassins.

Par l'un des complices arrêtés en même temps que Pichegru et Cadoudal, on avait appris l'arrivée prochaine à Paris d'un grand personnage. On chercha qui ; on en vint à croire qu'il s'agissait du duc d'Enghien. Depuis le mois de septembre 1801, il vivait à Ettenheim, petite ville du pays de Bade, à une lieue et demie du Rhin, à neuf lieues de Strasbourg. Que fallait-il faire ? Discuter une pareille question, c'était à l'avance discuter le crime ; car il n'y avait pas à s'occuper d'une personne, quelle qu'elle fût, qui n'habitait pas la France et sur laquelle on n'avait pas même un indice.

Le duc n'était pas sans avoir été averti que sa présence à Ettenheim pouvait avoir de graves dangers. Son grand-père, le prince de Condé, lui avait écrit le 16 juin 1803 : « Vous êtes bien près. Prenez garde à vous et ne négligez aucune précaution pour être averti à temps et faire votre retraite en sûreté, en cas qu'il passât par la tête du Consul de vous faire enlever. »

Cet avertissement tristement prophétique précédait de quelques mois la catastrophe. Enghien avait répondu : « Assurément, cher papa, il faut me connaître bien peu pour avoir pu dire, ou chercher à faire croire, que j'avais mis le pied sur le teritoire (*sic*) républicain autrement qu'avec le rang et à la place où le hasard m'a fait naître. Je suis trop fier pour courber bassement ma tête, et le Premier Consul pourra peut-être venir à bout de me détruire, mais il ne me fera pas m'humilier. »

Un conseil fut tenu le 10 mars à Paris entre les trois Consuls, le ministre des Relations extérieures Talleyrand, le ministre de la Justice Régnier, et Fouché. Talleyrand avait dit qu'il s'agissait de prendre une mesure de salut public ; il n'y avait pas à se préoccuper du territoire badois. Fouché appuyait cet avis. Cambacérès et Régnier firent quelques objections. Cambacérès savait que Bonaparte avait déjà pris sa décision. Quelques jours plus tôt, le Premier Consul lui avait dit : « Si un Bourbon était saisi en France, que faudrait-il en faire ? — Le renvoyer au plus vite, sans hésiter. — Je n'en sais rien ; il aurait rompu son ban et mériterait la mort. » Il ne paraît point exact que Cambacérès, qui avait voté pour Louis XVI la peine de mort avec sursis, se soit attiré de Bonaparte en plein conseil cette cruelle riposte : « Vous voilà devenu bien avare du sang des Bourbons ! » Quoi qu'il en soit, le conseil vota à l'unanimité l'enlèvement du duc d'Enghien.

Le 15 mars, un détachement de gendarmes, sous les ordres du général Ordener, qui commandait les grenadiers à cheval de la garde consulaire, envahissait, sabre et pistolet au poing, la maison du duc d'Enghien à Ettenheim. Le duc, arrêté avec d'autres personnes, fut gardé jusqu'au 18 à la citadelle de Strasbourg ; puis une chaise de poste, encadrée de gendarmes, l'amena à Paris le 20 mars, à trois heures de l'après-midi. Elle attendit à la barrière de la Villette ; après être allée aux bureaux de la Police rue des Saints-Pères, au ministère des Relations extérieures rue du Bac, elle arriva au château de Vincennes vers cinq heures et demie. Le prince mourait de faim et de froid ; il demanda à manger. Après avoir pris un peu de nourriture, il se jeta sur un lit. Quelques instants plus tard, à onze heures du soir, le capitaine-rapporteur Dautancourt venait l'interroger.

SA CONDAMNATION. — Interrogatoire, procès, jugement, autant d'hypocrisies. Dès le 18 mars le commandant du château de Vincennes, Harel, avait été prévenu qu'« un individu dont le nom ne doit pas être connu » allait être conduit au château ; la fosse dans laquelle le malheureux prince allait être jeté avait été creusée dans l'après-midi du 20 mars, avant que le prisonnier fût arrivé au château.

Le capitaine-rapporteur, qui était assisté de trois officiers et de deux gendarmes, interrogea le prisonnier sur sa présence à Ettenheim. Celui-ci déclara qu'il recevait un traitement de l'Angleterre, qu'il correspondait avec son père et son grand-père, qu'il n'avait jamais vu ni Pichegru, ni Dumouriez, qu'il s'occupait avec ses amis restés en France d'affaires personnelles et non d'affaires politiques. Enghien dit à Dautancourt qu'il voulait parler à Bonaparte. Il mit au bas de son interrogatoire ces quelques mots, les derniers qu'il ait écrits : « Avant de signer le présent procès-verbal, je fais avec instance la demande d'avoir une audience particulière du Premier Consul. Mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande. — L. A. H. DE BOURBON. »

Une commission militaire avait été désignée à l'avance. Le général Hulin la présidait ; il était assisté de cinq colonels et du capitaine-rapporteur. Murat, qui était alors gouverneur de Paris, avait reçu l'ordre de désigner les membres de cette commission. Sur cet ordre, signé Bonaparte, figuraient les lignes suivantes :

« Faites entendre aux membres de la commission qu'il faut terminer dans la nuit et ordonnez que la sentence, si, comme je n'en peux douter, elle porte condamnation à mort, soit sur-le-champ exécutée et le condamné enterré dans une des cours du fort. Je donne ordre à Savary de se rendre près de vous. Il désignera lui-même les soldats et les officiers de sa légion qui doivent composer les deux détachements et veillera sur le tout. »

Le prince fut amené devant ses juges à une heure du matin. Savary se tenait derrière Hulin. Ce nouvel interrogatoire n'apporta aucun argument nouveau à l'accusation. L'accusé fut reconduit dans sa chambre. Le jugement fut rédigé séance tenante, à deux heures du matin. « Le conseil, délibérant à huis clos, le président a recueilli les voix en commençant par le plus jeune en grade ; le président ayant émis son opinion le dernier, l'unanimité des voix l'a déclaré coupable et lui a appliqué l'art... de la loi du... ainsi conçu... et, en conséquence, l'a condamné à la peine de mort. (Les blancs sont dans le texte ; les juges ne connaissaient ni la loi ni l'article qu'ils disaient appliquer.)

« Ordonne que le présent jugement sera exécuté de suite à la diligence du capitaine-rapporteur, après en avoir donné lecture, en présence des différents détachements des corps de la garnison, au condamné. Fait, clos et jugé sans désemparer à Vincennes, les jours, mois et an que dessus. »

SON EXÉCUTION. — Le duc, revenu dans sa chambre, causait avec un lieutenant de gendarmerie. On vient le chercher, il était deux heures et demie du matin.

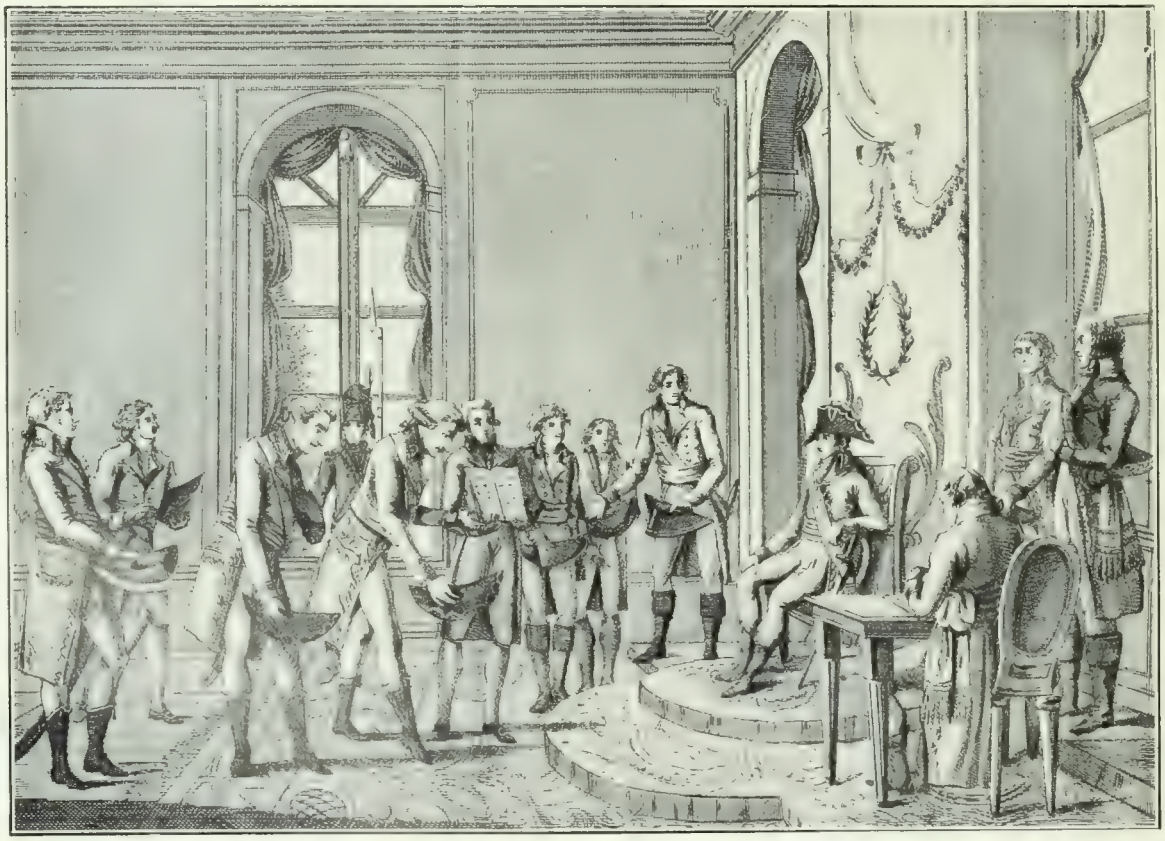
COSTUMES A L'ÉPOQUE DU CONSULAT. — L'homme à la mode, qui a remplacé l'Incroyable, portait l'habit, vert ou bleu, et le pantalon ou culotte longue ; il a des favoris et des cheveux coupés courts. La femme élégante, qui a remplacé la Merveilleuse, a la taille très courte, la jupe longue, dont elle ramène les plis avec la main pour se dessiner à l'antique. On porte des robes à l'athénienne, à la romaine ; on se coiffe à la Caracalla, à la Titus. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

VICOMTE RENÉ DE CHATEAUBRIAND. — Né à Saint-Malo le 14 septembre 1768, mort à Paris le 4 juillet 1848. Il publia le Génie du Christianisme *en 1802. Nommé ministre de France près la République du Valais, il donna sa démission en apprenant l'exécution du duc d'Enghien. Sa personnalité politique est assez complexe ; il se définissait lui-même : « Bourbonien par honneur, royaliste par raison et par conviction, républicain par goût et par caractère. »*

PAR GIRODET (MUSÉE DE SAINT-MALO) (CL. NEURDEIN)

* * *

LES DEUX CONSULS, CAMBACÉRÈS ET LEBRUN, à la tête d'une députation, présentent au Général Napoléon Bonaparte le sénatus-consulte organique qui définit le régime impérial. Estampe populaire se rapportant à la scène qui se passa à Saint-Cloud le 28 floréal an XII, 18 mai 1804. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



En descendant l'escalier qui conduisait dans le fossé, il demande ou on le mene. Pas de réponse. Sentant le froid qui venait d'en bas, il saisit le bras de l'un de ceux qui l'accompagnaient en lui disant : « Me jetterait-on dans un cachot ? »

Tout à coup, le malheureux a compris : il est arrivé devant un peloton d'exécution. Il coupe une mèche de ses cheveux, en fait un paquet avec un anneau d'or et demande qu'on remette ce souvenir suprême à la princesse de Rohan-Rochefort. « Ne me donnerez-vous pas un prêtre ? » dit-il. Du haut des glacis une voix ironique — on rapporte que c'était le général Savary — répond : « Veut-il donc mourir en capucin ? » Enghien s'agenouille, se recueille un instant, puis il se relève. « Qu'il est affreux, s'écrie-t-il, de périr ainsi de la main des Français ! » L'adjudant se découvre rapidement, en faisant le signal convenu. Les gendarmes font feu ; le duc d'Enghien tombe raide mort. C'était le 21 mars 1804, vers trois heures du matin.

LA RESPONSABILITÉ DE BONAPARTE. Il n'y a pas à discuter la part de responsabilité individuelle qui revient à chacun des auteurs de ce drame horrible, à Talleyrand qui en eut peut-être l'idée première, aux juges qui ne furent guère que des instruments inconscients, à Savary qui se hâta de faire exécuter la sentence sans désemparer. Ces responsabilités partielles, quelque grandes et odieuses qu'elles puissent être, surtout pour le futur prince de Bénévent et pour le futur duc de Rovigo, s'absorbent toutes et disparaissent dans une responsabilité plus grande et plus odieuse, celle de Bonaparte : il a voulu le crime, il l'a permis, il s'en est glorifié.

Son parti était pris, dès la première heure. Chateaubriand l'avait vu l'avant-veille avec une figure qui lui avait fait peur. Le Premier Consul, qui voulait attacher à sa cause l'auteur du *Génie du Christianisme*, venait de le nommer ministre de France près de la République du Valais. Le 19 mars, Chateaubriand se rendait aux Tuileries pour prendre congé de Bonaparte. « La galerie, dit-il, où il recevait était pleine ; il était accompagné de Murat et d'un premier aide de camp ; il passait presque sans s'arrêter. A mesure qu'il approcha de moi, je fus frappé de l'altération de son visage : ses joues étaient dévalées et livides, ses yeux âpres, son teint pâli et brouillé, son air sombre et terrible.... Retourné à l'hôtel de France, je dis à plusieurs de mes amis : « Il faut qu'il y ait quelque chose d'étrange que nous ne savons pas, car Bonaparte ne peut être changé à ce point, à moins d'être malade. »

Le jour même qui précéda l'exécution, le Premier Consul s'était enfermé dans son cabinet et en avait interdit l'accès à tout le monde. Joséphine avait deviné que quelque chose d'abominable se préparait, elle avait forcé la consigne. « Il a convenu de tout, disait-elle, mais avec quelle dureté il a repoussé mes prières ! Je me suis attachée à lui, je me suis jetée à ses genoux : « Mêlez-vous de ce qui vous regarde! s'est-il écrié avec fureur. Ce ne sont pas là des affaires de femme! Laissez-moi! » Et le lendemain, à cinq heures, en se réveillant, il lui dit : « A l'heure qu'il est, le duc d'Enghien a cessé de vivre. » Elle poussa les hauts cris, versa beaucoup de

larmes, et eut encore pour toute réponse : « Allons, tâche de dormir, tu n'es qu'un enfant. »

Le soir, il tenait le cercle comme à l'ordinaire à la Malmaison. Devant les auditeurs silencieux, il parla ; son long monologue, où il toucha à une foule de questions, se termina par quelques mots sur le drame qui n'avait que quelques heures de date.

« Ces gens-là voulaient mettre le désordre dans la France et tuer la Révolution dans ma personne ; j'ai dû la défendre et la venger. J'ai montré ce dont elle est capable. Le duc d'Enghien conspirait comme un autre, il a fallu le traiter comme un autre.... Ah ! c'eût été différent si on les avait vus comme Henri IV sur un champ de bataille, tout couverts de sang et de poussière.... J'ai versé du sang, je le devais ; j'en répandrai peut-être encore, mais sans colère, et tout simplement parce que la saignée entre dans les combinaisons de la médecine politique. Je suis l'homme de l'État, je suis la Révolution française, je le répète, et je la soutiendrai. »

Et à Sainte-Hélène, en 1821, quelques jours avant sa mort, comme pour se mettre en règle avec sa conscience qui évoquait toujours devant lui le spectre de Vincennes, et comme pour en imposer à la postérité, il insérait dans son testament ces phrases terribles : « J'ai fait arrêter et fusiller le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais de même. »

A présent, entre les régicides et le Premier Consul, c'était partie liée. Les premiers avaient fait guillotiner Louis XVI ; le second avait fait fusiller Enghien. Plus rien n'empêchait de relever le trône. Car il était bien certain que ce serait un trône tout nouveau, dont un cadavre formerait la première marche, et sur lequel un Bourbon ne viendrait jamais s'asseoir.

Chateaubriand a raconté comment il apprit la nouvelle du drame. Le 21 mars, en sortant du jardin des Tuileries, il passait près du pavillon de Marsan. « Là, dit-il, entre onze heures et midi, j'entendis un homme et une femme qui criaient une nouvelle officielle ; des passants s'arrêtaient, subitement pétrifiés par ces mots : « Jugement de la commission militaire spéciale convoquée à Vincennes, qui condamne à la peine de mort le nommé Louis-Antoine-Henri de Bourbon, né le 2 août 1772 à Chantilly. »

« Le cri tomba sur moi comme la foudre ; il changea ma vie, de même qu'il changea celle de Napoléon. Je rentrai chez moi, et dit à Mme de Chateaubriand : « Le duc d'Enghien vient d'être fusillé. » Je m'assis devant ma table, et je me mis à écrire ma démission. Mme de Chateaubriand ne s'y opposa point et me vit écrire avec un grand courage. Elle ne se dissimulait pas mes dangers ; on faisait le procès au général Moreau et à Georges Cadoudal : le lion avait goûté le sang, ce n'était pas le moment de l'irriter. »

1804. PROCLAMATION DE L'EMPIRE. La transformation définitive du Consulat viager en un Empire héréditaire fut préparée par une comédie du même style que celle qui s'était jouée en 1802, quand il s'était agi de passer du Consulat décennal au Consulat viager.

LE CONSULAT A VIE

La conspiration de Cadoudal et de ses complices, qui n'était peut-être pas une pure chimère, mais que la police avait à merveille cultivée et exploitée, fut pour toutes les autorités une occasion avidement saisie de demander au Premier Consul de consolider son œuvre, c'est-à-dire d'établir l'hérédité. Une pluie d'adresses de félicitations vint inonder les Tuileries. « Je crois que c'est à cette époque, dit Bourrienne, que le tarif de l'enthousiasme commença à être coté sur les registres de la police. »

Le 30 avril 1804, un membre du Tribunat, Curée, émit la motion d'élever Bonaparte au pouvoir suprême. « Jamais maître plus éclatant, suivant le mot de Chateaubriand, n'est sorti de la proposition d'un esclave plus obscur. » L'idée était lancée, elle fit rapidement son chemin. Au Conseil d'État, Cambacérès avait mis en examen cette question : « Convient-il de donner l'hérédité pour base au gouvernement de la France? » Vingt-sept conseillers étaient présents ; il n'y eut que sept opposants, qui d'ailleurs finirent par se rallier à la majorité. Dès le mois de mars, Cambacérès était venu lire au Premier Consul, au nom du Sénat, qui s'était rendu en corps aux Tuileries, une adresse que l'ancien Directeur François de Neufchâteau avait rédigée :

« Vous fondez une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser ; l'éclat n'est rien sans la durée. Nous ne saurions douter que cette grande idée vous ait occupé ; car votre génie créateur embrasse tout et n'oublie rien ; mais ne différez pas.... Vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événements, mettre un frein aux conspirateurs, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière, en lui donnant des institutions qui cimentent votre édifice et prolongent pour les enfants ce que vous fites pour les pères. Soyez assuré que le Sénat vous parle ici au nom de tous les citoyens. »

Quarante jours environ plus tard, le 25 avril, Bonaparte envoyait au Sénat un message :

« Votre adresse du 6 germinal dernier n'a pas cessé d'être présente à ma pensée. Elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes.

« Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont, en même temps, paru devoir être perfectionnées pour assurer, sans retour, le triomphe de l'égalité et de la liberté publique, et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie dont ils ont besoin....

« Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière. »

La réponse du Sénat fut qu'il était « du plus grand intérêt du peuple français de confier le gouvernement de la République à Napoléon Bonaparte, Empereur héréditaire ».

Le 18 mai, les sénateurs s'empressaient sur la route de Saint-Cloud pour aller porter leurs hommages au nouvel Empereur. Celui qui le premier le salua du nom de Sire, ce fut son collègue de la veille, Cambacérès. Ensuite, Cambacérès et le Sénat allèrent féliciter et saluer l'Impératrice. Ainsi se réalisait pour Joséphine la prédiction que Bourrienne lui avait faite trois ans plus tôt.

Donc, le 18 mai 1804, l'Empire était fait. Il était fait à Saint-Cloud, là même où il avait commencé d'être quatre ans plus tôt, le 19 brumaire.

Il y eut bien quelques protestations ; elles sont à signaler pour leur singularité.

Au Sénat, on compta trois opposants ; au Tribunat, un seul, Carnot. « Je votai, dit-il, dans le temps, contre le Consulat à vie ; je voterai de même contre le rétablissement de la Monarchie, comme je pense que ma qualité de tribun m'oblige à le faire.... La liberté fut-elle donc montrée à l'homme pour qu'il ne pût jamais en jouir ! Fut-elle sans cesse offerte à ses vœux comme un fruit auquel il ne peut porter la main sans être frappé de mort ?... Je vote donc contre la proposition. »

Il y a la lettre de Paul-Louis Courier : « Nous venons de faire un empereur.... Un homme comme lui, Bonaparte, soldat, chef d'armée, le premier capitaine du monde, vouloir qu'on l'appelle Majesté ! Être Bonaparte et se faire Sire ! *Il aspire à descendre* ; mais non, il croit monter en s'égalant aux rois. Il aime mieux un titre qu'un nom. Pauvre homme ! Ses idées sont au-dessous de sa fortune. »

Beethoven protesta aussi à sa manière. Pour le soldat de Rivoli, des Pyramides et de Marengo, pour le pacificateur de la France, pour le champion de la grandeur du peuple et de la liberté du monde, le musicien de génie avait conçu une immense admiration : il l'avait traduite dans les pages émouvantes qui composent sa troisième symphonie et qui portaient en tête ces mots : « Buonaparte !.... Luigi van Beethoven ». Il apprend l'élévation au trône de son héros chevaleresque, de son dieu pur et désintéressé. « Eh quoi ! s'écria-t-il, ce Bonaparte n'est donc qu'une âme vulgaire ! Il n'écoute plus que la voix de son ambition ! » Pour bien indiquer la profondeur de sa désillusion, il arracha la couverture de la troisième symphonie et il lui donna le titre qu'elle a gardé : « Symphonie héroïque, pour célébrer le souvenir d'un grand homme », comme on célèbre le souvenir de quelqu'un qui n'est plus et que, malgré tout, on a aimé et en qui on a cru. Quand Napoléon fut mort à Sainte-Hélène : « Ah oui, dit-il, avec tristesse, dans la *Symphonie héroïque*, j'avais mis aussi une marche funèbre. »

DAVID

DISTRIBUTION DES AIGLES

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE VIII

NAPOLÉON EMPEREUR DES FRANÇAIS

LE TITRE D'EMPEREUR. ❧ L'EMPIRE HÉRÉDITAIRE. ❧ LES TITRES NOUVEAUX. ❧ LA FÊTE DU 15 JUILLET 1804. ❧ LA FÊTE DU CAMP DE BOULOGNE. ❧ VOYAGE A AIX-LA-CHAPELLE. ❧ LE SOUVENIR DE CHARLEMAGNE. ❧ NÉGOCIATIONS EN VUE DU SACRE. ❧ HÉSITATIONS DE PIE VII. ❧ PIE VII A FONTAINEBLEAU. ❧ *COMMEDIANTE ! TRAGEDIANTE !* ❧ PRÉPARATIFS DU SACRE. ❧ LES COSTUMES DU SACRE. ❧ LA VEILLE DU SACRE. ❧ LA JOURNÉE DU SACRE. ❧ APRÈS LE SACRE. ❧ LA COURONNE DE FER.

Y A-T-IL eu dans l'histoire des hommes une année plus extraordinaire, plus « gonflée de grands événements » que l'année 1804? Ce furent d'abord les machinations ténébreuses dont la police consulaire fit en partie les frais et qui aboutirent à la condamnation de quelques suspects, sinon de quelques coupables et au meurtre d'un prince innocent. Ce furent ensuite les cérémonies inouïes qui se déroulèrent à Saint-Cloud, à Boulogne, à Paris et qui partout, dans des cadres de plus en plus éclatants, furent consacrées à la gloire, à l'apothéose d'un homme.

LE TITRE D'EMPEREUR. ❧ Le 20 floréal an XII, — 18 mai 1804, — le jour où Cambacérès, au nom du Sénat, était venu à Saint-Cloud saluer le Premier Consul du titre de Sire, un sénatus-consulte organique était publié. Cette loi constitutionnelle semblait faite pour de longues années, — le maître pour qui elle avait été rédigée n'avait pas même trente-cinq ans ; — et moins de dix ans plus tard elle n'était plus. Elle débute en ces termes :

« Le gouvernement de la République est confié à un empereur, qui prend le titre d'Empereur des Français.... Napoléon Bonaparte, Premier Consul actuel de la République, est Empereur des Français. »

Bonaparte n'avait pas hésité sur le titre à prendre pour consacrer la dernière forme de sa toute-puissance. Talleyrand, toujours très en faveur, le pressait de prendre le titre de roi. « C'est le mot de son dictionnaire, disait Napoléon.... Le titre de roi est usé, il porte avec lui des idées reçues, il ferait de moi une espèce d'héritier ; je ne veux

l'être de personne. Celui que je porte est plus grand ; il est encore un peu vague, il sert l'imagination. Voici une révolution terminée, et doucement, je m'en vante.... J'ai aujourd'hui le peuple et l'armée pour moi ; il serait bien bête, celui qui ne saurait pas régner avec cela. »

Talleyrand savait bien que le titre d'Empereur, plus que tout autre, séduisait l'imagination de Bonaparte : « Il y avait là, disait-il, une combinaison de République romaine et de Charlemagne qui lui tournait la tête. » Cela ne l'empêcha pas, en pince-sans-rire qu'il était, de jouer à Berthier, quelque temps avant la cérémonie de Saint-Cloud, un tour de sa façon. « Vous savez, dit-il au ministre de la Guerre, quel grand projet nous occupe ; allez-vous-en presser le Premier Consul de prendre le titre de roi, vous lui ferez plaisir. » Ravi de cette occasion unique de faire sa cour, Berthier s'approche du Premier Consul et commence son petit compliment, tandis que Talleyrand observe à distance la scène qui va se produire. Au mot de roi, les yeux de Bonaparte s'allument, il met le poing sous le menton de Berthier, il le pousse devant lui jusqu'à la muraille. « Imbécile, s'écrie-t-il, qui vous a conseillé de venir ainsi m'échauffer la bile? Une autre fois, ne vous chargez plus de pareilles commissions. »

L'EMPIRE HÉRÉDITAIRE. Consul, roi, empereur : ce sont là des titres qui peuvent s'appliquer à bien des magistratures de nature diverse. Le caractère essentiel de la magistrature que Napoléon prenait à présent, c'est qu'elle établissait, d'une manière officielle et sans ambages, l'hérédité du pouvoir personnel que l'on disait nécessaire à la grandeur du pays. Depuis le 18 Brumaire, le chef de l'État était nommé à temps ou à vie ; depuis le 18 mai 1804, il est le chef d'une dynastie héréditaire, qui doit se perpétuer de génération en génération. Voilà la vraie nouveauté qui, à vrai dire, n'était une surprise pour personne.

Le sénatus-consulte s'exprimait à ce sujet dans des termes qui reproduisaient la formule traditionnelle dite de la loi salique :

« La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle et légitime de Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. »

Napoléon avait le droit, qui n'appartenait qu'à lui, d'adopter les enfants ou les petits-enfants de ses frères, qui entraient alors dans la lignée de ses descendants directs. A défaut d'héritier naturel ou adoptif de Napoléon Bonaparte, la dignité impériale était dévolue à Joseph Bonaparte et à ses descendants mâles ; à défaut de Joseph Bonaparte, à Louis Bonaparte et à ses descendants mâles. Le sénatus-consulte était muet sur Lucien et sur Jérôme ; les mariages qu'ils avaient contractés les avaient brouillés pour le moment avec leur terrible frère.

Au discours de Cambacérès, Napoléon avait répondu :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon

bonheur. J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation.

« Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle enveloppe ma famille. Dans tous les cas, mon esprit ne sera plus avec ma postérité, le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

LES TITRES NOUVEAUX. Le même jour, des décrets, signés du nom de Napoléon, donnaient à Joseph la dignité de grand électeur, à Louis celle de connétable, à Cambacérès celle d'archichancelier, à Lebrun celle d'architrésorier. En même temps, Napoléon créait pour quatorze de ses frères d'armes le titre de maréchal d'Empire : Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davout, Bessières. Quatre sénateurs, qui avaient commandé en chef, furent élevés aussi à cette dignité nouvelle : Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Sérurier.

La France apprit, sans étonnement, par un communiqué du *Moniteur*, qu'il fallait donner aux princes et aux princesses, c'est-à-dire aux membres de la famille de l'Empereur, le titre d'Altesse Impériale ; aux grands dignitaires, celui d'Altesse Sérénissime et Monseigneur ; aux ministres, celui d'Excellence et Monseigneur ; aux maréchaux, celui de Monsieur le Maréchal.

Le titre de citoyen disparut du vocabulaire officiel. Le soir du 18 mai, Napoléon recevait à table ses frères, Cambacérès, Lebrun, les ministres ; il employa couramment, sans que la langue lui ait jamais fourché, le nom de monsieur. Napoléon faisait toutes choses, les plus extraordinaires et les plus simples, comme si elles lui avaient été instinctives : l'acteur en lui tenait du prodige.

Le lendemain du jour où l'Empire avait été proclamé à Saint-Cloud, Napoléon tint une grande réception au palais des Tuileries. Bessières, colonel général de la Garde, le harangua au nom de la phalange sacrée ; il répondit :

« Je connais les sentiments de la Garde pour ma personne : ma confiance dans la bravoure et dans la fidélité des corps qui la composent est entière. Je vois constamment avec un nouveau plaisir des compagnons d'armes échappés à tant de dangers et couverts de tant d'honorables blessures. J'éprouve toujours un sentiment de contentement lorsque je puis me dire, en les contemplant sous leurs drapeaux, qu'il n'est pas une des batailles, pas un des combats livrés durant ces quinze dernières années, et dans les quatre parties du monde, qui n'ait eu parmi eux des témoins et des acteurs. »

Louis, promu depuis la veille à ce titre de connétable qui avait une forte couleur d'ancien régime, présenta à son frère tous les généraux et tous les colonels qui se trouvaient alors à Paris. Des gens, qui se croyaient de l'esprit, se moquaient de ces nouveaux courtisans « à formes carrées », c'est-à-dire à épaulettes et à tournure militaire. Mais qu'était-ce donc que l'Empire, sinon l'apothéose d'un soldat heureux ? La justice

voulait que le triomphateur associât à son triomphe tous ceux qui en avaient été plus ou moins les artisans.

LA FÊTE DU 15 JUILLET 1804. Passons par-dessus les jours de tristesse et de deuil, qui ne troublèrent d'ailleurs en rien la majesté et l'éclat du soleil impérial : le 28 mai, dix jours après la proclamation de l'Empire, l'ouverture du procès de ceux que la police traitait de complices, Cadoudal, Moreau, les Polignac et autres comparses ; — le 10 juin, la condamnation à mort de vingt accusés, la condamnation à deux ans de détention de cinq autres, parmi lesquels Moreau ; — le 25 juin, l'exécution en place de Grève de douze condamnés, car l'Empereur avait fait grâce à huit d'entre eux. Cadoudal, qui avait eu au cours des débats l'attitude la plus énergique, avait demandé la faveur de mourir le premier ; il voulait que ses compagnons de guillotine emportassent en mourant la certitude qu'il ne leur avait pas survécu.

Après cet intermède funèbre, où Napoléon avait fait appel à la terreur des plus mauvais jours de la Révolution, il ne fut plus question que de solenniser de toutes les manières la grandeur de l'Empire naissant.

En attendant que le 15 août, jour de la naissance de l'Empereur, devînt la fête nationale et dynastique, ce qui arrivera en 1806, Napoléon choisit l'anniversaire de la prise de la Bastille pour étaler aux yeux des Parisiens toute la pompe du nouveau régime. Le 14 juillet tombait cette année un samedi ; la fête fut remise au lendemain, où elle devait avoir un plus grand nombre d'assistants et par suite plus d'éclat. Ce jour-là, Paris assista à une de ces incomparables mises en scène où excellait le génie du maître et qui sont restées dans l'esprit des contemporains comme un éblouissement des Mille et une Nuits.

La cérémonie du 15 juillet eut lieu dans l'église de l'hôtel des Invalides, qui ne portait plus son nom républicain de temple de Mars. M. de Ségur, l'ambassadeur de Louis XVI auprès de Catherine II, remplissait à présent dans la cour impériale les fonctions de grand maître des cérémonies. C'est lui qui reçut, sur le seuil des Invalides, avec le gouverneur de l'hôtel, les deux cortèges impériaux, le cortège de l'Empereur et le cortège de l'Impératrice. Napoléon avait voulu, en effet, que Joséphine eût désormais sa place de souveraine dans toutes les cérémonies d'apparat. La ci-devant veuve Beauharnais et citoyenne Bonaparte fut conduite dans une tribune préparée pour elle, en face du trône impérial qui se dressait à droite de l'autel.

« Je ne négligerai pas, écrit Mme de Rémusat, de dire à quel point l'Impératrice sut, par le goût de sa parure et l'habileté de sa recherche, paraître jeune et agréable en tête d'un nombre considérable de jeunes et jolies femmes dont, pour la première fois, elle se montrait entourée. On la vit, au grand jour, vêtue d'une robe de tulle rose, semée d'étoiles d'argent, fort découverte selon la mode du moment, couronnée d'un nombre infini d'épis de diamants ; et cette toilette fraîche et resplendissante, l'élégance de sa démarche, le charme de son sourire, la douceur de ses regards produisirent un tel effet,

LE PAPE PIE VII ET LE CARDINAL CAPRARA. — PIE VII (Chiaramonti), né à Césène (Italie) en 1742, élu pape en 1800, mort en 1823. Son légat en France, le cardinal Caprara. — Répétition par l'auteur de deux portraits du Sacre de Napoléon Ier. PAR DAVID. (COLL. DE Mme LA MARQUISE DE GANAY.)

PREMIERE DISTRIBUTION DES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR, dans l'église de l'hôtel des Invalides, 15 juillet 1804. — Napoléon remet la croix à un invalide manchot. Sur les gradins, des élèves de l'École Polytechnique. Dans l'assistance, le cardinal Fesch, David, Denon. Cambacérès, Berthier, Regnauld de Saint-Jean d'Angely, Lacépède, Lebrun.

PAR DEBRET (MUSÉE DE VERSAILLES) CL. HACHETTE

ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE PIE VII, dans la forêt de Fontainebleau, au carrefour de l'Obélisque. — La premiere rencontre de Napoléon et de Pie VII eut lieu, le 25 novembre 1804, à la croix de Saint-Hérem. L'Empereur et le Pape mirent pied à terre à la fois, allèrent l'un au-devant de l'autre et s'embrassèrent.

PAR DEMARNE ET DUNOUY (M. VERSAILLES.) CL. HACHETTE.

que j'ai ouï dire à nombre de personnes qui assistèrent à la cérémonie qu'elle effaçait tout le cortège qui l'environnait. »

L'Empereur était arrivé à cheval, au milieu de l'élite de ses généraux devenus les maréchaux de l'Empire. A l'entrée de l'église, le cardinal-archevêque de Paris, Mgr de Belloy, vieillard de quatre-vingt-quinze ans, l'avait reçu, à la tête du chapitre métropolitain, et l'avait conduit processionnellement à son trône. La messe fut célébrée ; elle ne fut peut-être pas entendue avec beaucoup de recueillement, car la plupart des assistants songeaient moins au dieu des chrétiens qu'au dieu de chair et d'os sur qui leurs regards étaient fixés.

Les cérémonies religieuses terminées, l'église devint en quelque sorte un temple profane. Le naturaliste Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, qui se rendit célèbre par ses harangues courtisanesques, — Chateaubriand l'appelle, non sans ironie, l'historien des reptiles, — prononça un discours louangeur; puis il fit l'appel des grands officiers de la Légion. L'Empereur se couvrit, comme les anciens rois de France dans les lits de justice; s'adressant aux assistants d'une voix forte, il requit des légionnaires un serment où les mots d'Empereur, de République, de régime féodal, de liberté, d'égalité, faisaient un bizarre amalgame.

« Commandants, officiers, légionnaires, citoyens, soldats, vous jurez sur votre honneur de vous dévouer au service de l'Empire et à la conservation de son territoire; à la défense de l'Empereur, des lois de la République et des propriétés qu'elles ont consacrées; de combattre, par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise qui tendrait à rétablir le régime féodal; enfin, vous jurez de concourir de tout votre pouvoir au maintien de la liberté et de l'égalité, base première de nos institutions. Vous le jurez. »

D'une voix unanime, l'assistance tout entière poussa un cri d'enthousiasme ; « Nous le jurons. Vive l'Empereur! »

LA FÊTE DU CAMP DE BOULOGNE. Les Parisiens avaient eu leur fête; c'était à présent le tour de l'armée.

Napoléon partit le 18 juillet pour aller visiter le camp de Boulogne. Il arrivait à Boulogne le lendemain dans l'après-midi; il fut logé dans une baraque construite pour lui à la Tour d'Ordre. Il allait passer plus d'un mois, jusqu'au 27 août, dans ces parages, à Pont-de-Briques, à Boulogne, à Vimereux, à Ambleteuse, à Calais, à Dunkerque, à Ostende, à Étaples. Allait-il enfin donner l'ordre de mettre à la voile et de cingler vers ces côtes anglaises qu'il menaçait depuis plus d'un an? Le moment n'était pas encore venu. Ce qu'il voulait, c'était porter à son comble l'enthousiasme et le fanatisme des soldats de la Grande Armée. A cet effet, il fit une distribution solennelle de croix de la Légion d'honneur.

Le jeudi 16 août, dans une petite vallée voisine de la mer, à une demi-lieue de Boulogne, quatre-vingt mille hommes des camps de Boulogne et de Montreuil,

sous les ordres du maréchal Soult, avaient été massés. Ils étaient disposés en lignes autour d'un monticule, comme autant de rayons qui partaient de ce centre de gloire. Napoléon venu de la Tour d'Ordre, que l'on appelait à présent la Tour de César, prit place sur cette éminence comme sur le trône impérial. Son état-major l'entourait. D'une voix forte, il répéta la formule du serment qu'il avait déjà prononcé aux Invalides. Des clameurs enthousiastes lui répondirent. Là, devant cent mille spectateurs, devant toute l'armée, au roulement de dix-huit cents tambours, il distribua aux élus les croix de la Légion d'honneur. L'Empereur ne montra jamais, paraît-il, un visage plus satisfait. Pour ceux qui assistèrent à cette distribution des croix de la Légion d'honneur, la journée du camp de Boulogne resta la plus belle de leur vie.

VOYAGE A AIX-LA-CHAPELLE. Napoléon ne devait rentrer à Paris qu'au mois d'octobre.

Ces trois mois d'absence tiennent une grande place dans l'histoire de l'Empire. Ce fut en effet à cette époque qu'une idée extraordinaire entre toutes — et Dieu sait s'il en eut de nombreuses et de gigantesques — s'empara de son cerveau : l'idée de renouveler pour lui, pour le fils du gentilhomme corse, l'antique sacrement de la royauté des Carolingiens et des Capétiens. Des observateurs perspicaces s'étaient bien doutés, depuis la fête du Concordat, que cette idée lui viendrait un jour. « Savez-vous, disait le Premier Consul en 1802, que La Fayette s'est servi d'une drôle d'expression? Il m'a dit que j'avais envie de me faire casser la petite fiole sur la tête. Nous verrons, nous verrons ! » En 1804, le moment de « voir » était venu.

En quittant le camp de Boulogne, l'Empereur s'était rendu à Arras. Le préfet du Pas-de-Calais, atteignant les dernières limites de l'hyperbole, lui avait dit : « Dieu fit Bonaparte et se reposa. » A quoi un adversaire de l'Empire ajouta, comme correctif, qu'il aurait bien fait de se reposer un peu plus tôt. Le mot du préfet d'Arras peut rappeler d'autres manifestations courtisanesques, qui montrent que la flatterie est de tous les temps. A une fête donnée à l'Empereur par la ville de Paris, on inventa de mettre en lettres d'or, au-dessus du trône où il devait s'asseoir, ces paroles de l'Écriture : *Ego sum qui sum* : « Je suis Celui qui suis. » A Liége, en 1805, le préfet du département de l'Ourthe fit exposer solennellement le portrait de Napoléon « à la vénération publique ». Sur les monnaies du royaume d'Italie, on avait songé un moment à mettre cette formule nouvelle : *Napoleone protegge l'Italia*. L'Empereur finit par être fatigué de cette déification à tout propos. « Je vous défends, écrivait-il un jour au ministre de la Marine, de me comparer à Dieu. Il y a tant de singularité et d'irrespect pour moi dans cette phrase que je veux croire que vous n'avez pas réfléchi à ce que vous écriviez. »

L'Empereur, en quittant Arras, était passé par Valenciennes, Mons et Bruxelles. Le 2 septembre, il arrivait à Aix-la-Chapelle, dans la ville antique qui possède le tombeau de Charlemagne. Le 7 septembre, il assistait à un *Te Deum* chanté à la cathédrale.

NAPOLÉON EMPEREUR

LE SOUVENIR DE CHARLEMAGNE. La visite du tombeau du glorieux empereur le décida à renouveler pour lui la cérémonie du jour de Noël de l'an 800. Charlemagne, qu'il devait appeler plus tard dans ses actes officiels « l'Empereur des Français et notre auguste prédécesseur », a toujours hanté son imagination, tout imprégnée de souvenirs historiques.

Certes, l'image des empereurs romains s'est souvent présentée aux yeux de celui qui fut le grand conquérant comme César, le grand administrateur comme Dioclétien, le grand pacificateur comme Constantin et Théodose, le grand jurisconsulte comme Justinien ; mais son esprit fut envahi par une vision plus haute encore et plus expressive, la vision de l'homme qui, après avoir dompté la barbarie et implanté l'Évangile, se considéra comme le vicaire laïque de Dieu pour la chrétienté tout entière, au même titre que le Pape en était le vicaire spirituel pour toute la société des fidèles. Le Pape et l'Empereur, ces deux moitiés de Dieu ! Le vainqueur des Lombards et des Saxons avait pris, aux yeux des contemporains et de la postérité, une qualité surhumaine, avec le titre impérial consacré par l'onction du pape Léon III. A lui Napoléon, le vainqueur des Autrichiens et des Arabes, le restaurateur de la paix religieuse, il fallait qu'une même onction fût donnée par le Souverain Pontife. Comme devait le dire l'historien Lacretelle, dans une harangue officielle : « Oui, c'est véritablement le trône de Charlemagne qui se relève après dix siècles ! » Et Fontanes, qui était alors président du Corps législatif, ne faisait que renchérir, toujours en pensant au chef des Francs : « L'Empereur est trop accoutumé à vaincre pour que nous le remarquions une fois de plus. Il suffit de dire qu'après quelques marches il était bien au delà du point où s'arrêta Charlemagne et que, supérieur à tous les grands hommes qui le précédèrent, il ne trouvera point de Roncevaux. »

NÉGOCIATIONS EN VUE DU SACRE. Napoléon songeait ainsi, depuis quelque temps, à mettre son pouvoir sous la protection du Ciel. « Le pouvoir vient de Dieu, disait-il, et c'est par là seulement qu'il peut se trouver placé hors de l'atteinte des hommes. » Le soldat couronné de la Révolution, qui parlait à ses heures comme un théologien nourri de la doctrine de saint Paul, avait déjà dressé ses batteries du côté de la papauté. Il avait envoyé la croix de la Légion d'honneur au cardinal Caprara, légat du Pape ; le brevet, publié au *Moniteur*, avait été accompagné de paroles flatteuses pour le Souverain Pontife ; on avait eu soin de faire remarquer aussi que le cardinal était le premier étranger décoré de la Légion d'honneur.

Pressenti sur ce projet, le Conseil d'État ne cacha pas son étonnement et même son opposition. L'Empereur, qui voulait ce qu'il voulait, coupa court à toute objection. « Vous connaissez moins que moi, dit-il aux membres du Conseil, le terrain sur lequel nous sommes ; sachez que la religion a bien moins perdu de sa puissance que vous ne pensez. Vous ignorez tous ce que je viens à bout de faire par le moyen des prêtres que j'ai su gagner.... Ce n'est qu'en compromettant successivement toutes les

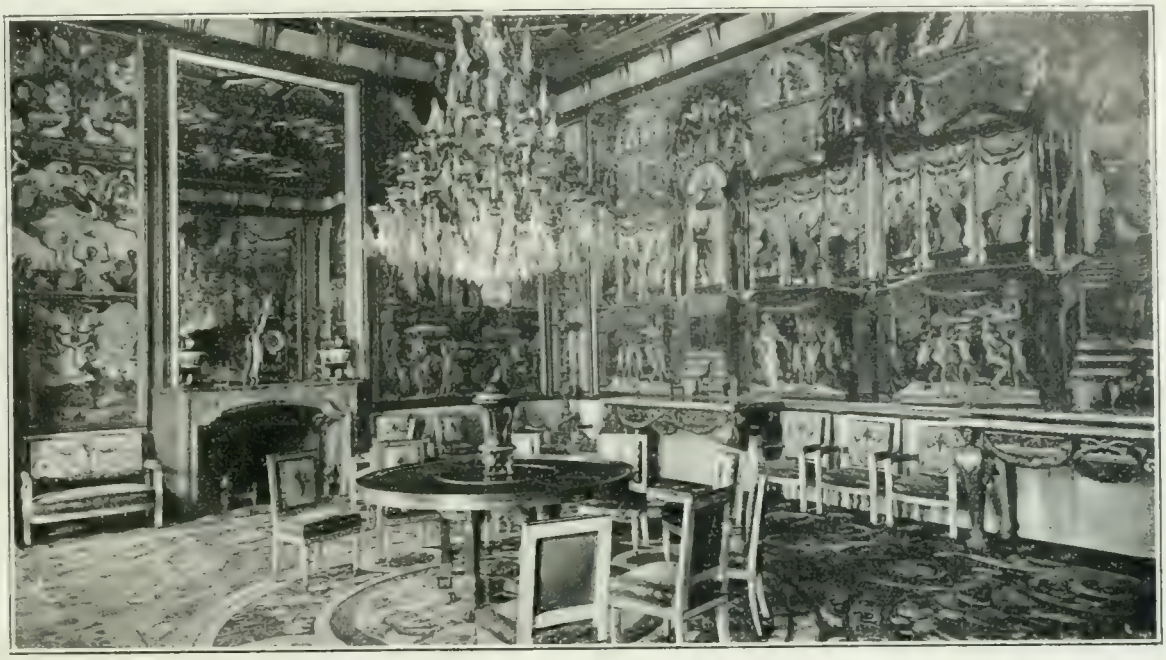
autorités que j'assurerai la mienne, c'est-à-dire celle de la Révolution que nous voulons tous consolider. »

Après Aix-la-Chapelle, Napoléon avait visité les bords du Rhin. Quand il fut à Mayence, il entama des négociations avec Pie VII; il s'agissait de décider le Pape à venir en France pour consacrer le chef de la dynastie nouvelle. Le nouveau Charlemagne différait en ceci de son prédécesseur, qu'il n'entendait point aller recevoir à Rome l'onction sainte, mais qu'il voulait que le chef de l'Église universelle vînt la lui apporter en personne. Combien l'effet serait plus grand pour le prestige de l'Empereur!

La visite du Pape et le sacre avaient d'inappréciables avantages, sans parler des conséquences de l'avenir. Du coup, toute résistance allait disparaître. L'Empereur l'avait dit au Conseil d'État, le 12 juin : « Il existe des discussions religieuses, il y a encore des prêtres qui correspondent avec les anciens évêques. Tous ces troubles cesseront quand le Pape viendra. Personne n'aura plus rien à dire quand on dira : J'ai vu le Pape! » De quel droit, en effet, aurait-on pu demander à un Français de comprendre ses devoirs autrement que le chef de l'Église catholique? Pour les anciens royalistes qui se groupaient autour de Louis XVIII, la cause de la religion et la cause de la royauté étaient étroitement unies; n'était-ce pas ainsi que Napoléon les représentait l'une et l'autre? Et que devenait leur prétendant, le comte de Provence, qui n'avait point été sacré, en face de l'Empereur des Français, consacré par la plus haute autorité religieuse qu'il y ait sur la terre?

HÉSITATIONS DE PIE VII. Le général Caffarelli, aide de camp de l'Empereur, fut envoyé à Rome pour obtenir le consentement du Saint-Père à une démarche aussi extraordinaire. Il y eut dans le collège des cardinaux une opposition facile à concevoir et que le Pape partageait peut-être dans son for intérieur. Mais n'y avait-il pas aussi bien des avantages à espérer pour le bien de la religion? La France, le plus beau royaume qu'il y ait sous le ciel, voyait ses enfants accourir au pied des autels, à la voix du nouveau Cyrus que Dieu avait suscité pour restaurer la foi et pacifier les consciences. Un refus pouvait faire de lui un ennemi déclaré; l'acte de condescendance qu'il demandait pouvait être le ciment d'une paix éternelle entre Rome et la France. Les cardinaux italiens encourageaient le Pape; Napoleone Buonaparte n'était-il pas de sang italien comme Pie VII Chiaramonti lui-même? « Après tout, disaient ces singuliers avocats, c'est une famille italienne que nous imposons aux Français pour les gouverner : nous serons vengés des Gaulois. » On n'attendait guère en cette affaire le souvenir de Brennus et de ses bandes!

Bref, les hésitations du Pape tombèrent. Que refuser au soldat de Marengo, dont les légions n'étaient qu'à dix journées de marche de la capitale du monde chrétien? Que refuser au signataire du Concordat? Il se décida à faire le voyage des Gaules, comme son prédécesseur Étienne II qui, onze siècles auparavant, était venu en personne consacrer la race de Pépin et de ses fils.



SALON DE RÉCEPTION DE PIE VII au château de Fontainebleau. — Pie VII habita deux fois le château, en 1804 comme hôte, de 1812 à 1814 comme prisonnier. (CL. NEURDEIN.)

CHAMBRE A COUCHER DE PIE VII au château de Fontainebleau. — Les appartements du Pape prisonnier furent les appartements Louis XIII ou des reines mères et les appartements Louis XV. — Pendant sa captivité, Pie VII disait la messe dans sa chambre à coucher. (CL. NEURDEIN.)

LE SACRE DE NAPOLÉON Ier, dans l'église Notre-Dame de Paris, le 2 décembre 1804, ou plutôt le Couronnement de l'Impératrice Joséphine. — L'Empereur, debout sur une marche de l'autel, tient la couronne qu'il va poser sur la tête de l'Impératrice qui est à genoux ; le manteau de celle-ci est soutenu par Mmes de la Rochefoucauld et de la Valette. Derrière l'Empereur, le Pape assis. A sa droite, le cardinal-légat Caprara, le cardinal Braschi, mitre en tête, un évêque grec ; plus loin, l'amiral Gravina, l'ambassadeur de Turquie, avec un turban, Cobenzl,

ambassadeur d'Autriche. A la gauche du Pape, vus en partie de dos, Lebrun, Cambacérès, coiffés à la Henri IV, Berthier, Talleyrand, Eugène de Beauharnais, Caulaincourt, Bernadotte. En avant de celui-ci, le cardinal Fesch. Au milieu du tableau, Murat, debout, tenant à la main le coussin où était la couronne de l'Impératrice. L'archevêque de Paris, assis. Sur la gauche, debout, Louis, Joseph, Caroline, Pauline, Elisa, Hortense, Mme Joseph Bonaparte, Junot. Au milieu de la tribune d'en bas, Madame Mère (qui n'assista pas à la cérémonie). PAR DAVID. (M. DU LOUVRE.) CL. HACHETTE.

COSTUMES DU SACRE. — *L'Empereur en grand costume (manteau de velours pourpre, parsemé d'abeilles d'or ; épitoge en hermine ; robe longue de satin blanc, brodée d'or ; couronne de lauriers d'or sur la tête ; en mains, le sceptre et la main de justice ; cothurnes de satin blanc, brodés et lacés d'or). — L'Empereur en petit costume. — L'Impératrice en grand et en petit costume.*

Le Pape. — Princesse. — Prince grand dignitaire. — Maréchal d'Empire portant les honneurs.

Le cardinal grand aumônier. — Dame du palais portant les offrandes. — Sénateur. — Grand officier de la couronne. — *D'après* le Sacre de S. M. l'Empereur Napoléon, dans l'église métropolitaine de Notre-Dame de Paris le XI Frimaire an XIII, dimanche 2 décembre 1804. PAR ISABEY. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

PIE VII A FONTAINEBLEAU. Dès que Napoléon fut informé du succès de la mission de Caffarelli, il ne fut plus question à Paris, en France et en Europe, que du voyage du Saint-Père. L'Empereur était arrivé à ses fins. « Je laisse, disait-il, les généraux de la République crier tant qu'ils voudront contre la messe ; mais je sais ce que je fais, et je travaille pour l'avenir. »

Les ordres avaient été donnés pour recevoir partout le Souverain Pontife avec les marques de la plus grande distinction. Les manières graves, simples, dignes, de ce vieillard de soixante-deux ans imposaient à tous le respect. Mais comment se ferait la rencontre du Pape et de l'Empereur? Point délicat, sur lequel le cérémonial s'évertua en vain ; il était difficile d'invoquer des précédents. L'Empereur tenait par-dessus tout à une chose : ne pas paraître céder le premier rang au Pape et traiter avec lui sur le pied d'une égalité parfaite.

Napoléon se trouvait alors à Fontainebleau; c'est là que le Pape devait venir le rejoindre. Quand il sut que Pie VII venait de quitter Nemours, il s'avança au-devant de lui par la route qui traverse la forêt; il le rencontra à la croix de Saint-Hérem ; c'était le dimanche 25 novembre 1804. Napoléon descendit de cheval en même temps que le Pape descendit de voiture; tous deux s'embrassèrent, puis ils remontèrent dans la même voiture. La tradition veut qu'ils soient montés en même temps, chacun par une portière, pour n'avoir pas de politesse à se faire. Le récit du *Moniteur* n'est pas moins amusant : l'Empereur, dit la prose officielle, monta le premier pour donner la droite au Pape. Ils revinrent ensemble au château, à ce château où Pie VII devait être huit ans plus tard prisonnier de Napoléon, à ce château d'où Napoléon devait partir un jour vaincu et proscrit.

Des appartements avaient été préparés pour le Souverain Pontife. Il y fut introduit — c'est une de ces ironies du sort, comme il y en a tant dans cette histoire — par M. de Talleyrand, c'est-à-dire par un évêque renégat et à demi marié, qui était à présent le grand chambellan de Sa Majesté. Napoléon et Pie VII restèrent à Fontainebleau jusqu'au mercredi suivant; les visites officielles, les présentations, les cérémonies de gala remplirent ces journées.

COMMEDIANTE! TRAGEDIANTE! Un récit admirable, dû à l'imagination d'Alfred de Vigny, rapporte ainsi la première entrevue de Napoléon et de Pie VII à l'intérieur du palais ; on pourrait dire que c'est une page d'histoire authentique, tant le caractère de Napoléon y est merveilleusement saisi.

« Bonaparte ne cessa point de marcher dans la chambre quand le Pape fut entré ; il se mit à rôder autour du fauteuil comme un chasseur prudent, et, s'arrêtant tout à coup en face de lui dans l'attitude roide et immobile d'un caporal, il reprit une suite de la conversation commencée dans leur voiture, interrompue par l'arrivée, et qu'il lui tardait de poursuivre. « — Je vous le répète, Saint-Père, je ne suis point un esprit fort, moi, et « je n'aime pas les raisonneurs et les idéologues. Je vous assure que, malgré mes vieux

« républicains, j'irai à la messe. » Il jeta ces derniers mots brusquement au Pape comme un coup d'encensoir lancé au visage, et s'arrêta pour en attendre l'effet, pensant que les circonstances tant soit peu impies qui avaient précédé l'entrevue devaient donner à cet aveu subit et net une valeur extraordinaire....

« — Il y a quelque chose, dit-il, qui me reste sur le cœur, Saint-Père, c'est que vous « consentez au sacre de la même manière que l'autre fois au Concordat, comme si vous « y étiez forcé. Vous avez un air de martyr devant moi, vous êtes là comme résigné, « comme offrant au Ciel vos douleurs. Mais en vérité ce n'est pas là votre situation, vous « n'êtes pas prisonnier. Par Dieu, vous êtes libre comme l'air.

« Pie VII sourit avec tristesse et le regarda en face. Il sentait ce qu'il y avait de prodigieux dans les exigences de ce caractère despotique, à qui, comme à tous les esprits de même nature, il ne suffisait pas de se faire obéir si, en obéissant, on ne semblait encore avoir désiré ardemment ce qu'il ordonnait. « — Oui, reprit Bonaparte avec plus « de force, vous êtes parfaitement libre ; vous pouvez vous en retourner à Rome, la « route vous est ouverte, personne ne vous retient. » Le Pape soupira et leva sa main droite et ses yeux au ciel sans répondre; ensuite il laissa retomber très lentement son front ridé et se mit à considérer la croix d'or suspendue à son cou....

« — Je n'ai jamais eu le temps d'étudier beaucoup la théologie, moi ; mais j'ajoute « encore une grande foi à la puissance de l'Église ; elle a une vitalité prodigieuse, Saint-« Père....Tenez, nous pourrions, si vous vouliez, faire bien des choses à l'avenir. » Il prit un air d'innocence et de jeunesse très caressant. « — Moi, je ne sais pas, j'ai beau « chercher, je ne vois pas bien, en vérité, pourquoi vous auriez de la répugnance à siéger « à Paris pour toujours. Je vous laisserais, ma foi, les Tuileries, si vous vouliez. Vous « y trouverez déjà votre chambre de Monte-Cavallo qui vous attend. Moi, je n'y sé-« journe guère. Ne voyez-vous pas bien, *Padre*, que c'est là la vraie capitale du « monde ? Moi, je ferais tout ce que vous voudriez ; d'abord, je suis meilleur enfant « qu'on ne croit. Pourvu que la guerre et la politique fatigante me fussent laissées, vous « arrangeriez l'Église comme il vous plairait. Je serais votre soldat tout à fait. Voyez, ce « serait vraiment beau ; nous aurions nos conciles comme Constantin et Charlemagne, « je les ouvrirais et les fermerais ; je vous mettrais ensuite dans la main les vraies « clefs du monde, et comme Notre Seigneur a dit : Je suis venu avec l'épée, je garderais « l'épée, moi ; je vous la rapporterais seulement à bénir après chaque succès de nos « armes. » Il s'inclina légèrement en disant ces derniers mots.

« Le Pape, qui jusque-là n'avait cessé de demeurer sans mouvement, comme une statue égyptienne, releva lentement sa tête à demi baissée, sourit avec mélancolie, leva ses yeux en haut et dit, après un soupir paisible, comme s'il eût confié sa pensée à son ange gardien invisible :

« — *Commediante !*

« Bonaparte sauta de sa chaise et bondit comme un léopard blessé. Une vraie colère le prit, une de ses colères jaunes. Il marcha d'abord sans parler, se mordant les

lèvres jusqu'au sang. Il ne tournait plus en cercle autour de sa proie avec des regards fins et une marche cauteleuse ; mais il allait droit et ferme, en long et en large, brusquement, frappant du pied et faisant sonner ses talons éperonnés.... Je regardai le Pape, il ne remua pas, seulement il serra de ses deux mains les têtes d'aigle des bras du fauteuil. La bombe éclata tout à coup.

« — Comédien ! Moi ! Ah ! je vous donnerai des comédies à vous faire tous « pleurer comme des femmes et des enfants. — Comédien ! Ah ! vous n'y êtes pas, si « vous croyez qu'on puisse avec moi faire du sang-froid insolent ! Mon théâtre, c'est « le monde ; le rôle que j'y joue, c'est celui de maître et d'auteur ; pour comédiens, je « vous ai tous, Papes, Rois, Peuples ! et le fil par lequel je vous remue, c'est la peur ! — « Comédien ! Ah ! il faudrait être d'une autre taille que la vôtre pour m'oser applaudir « ou siffler, *signor Chiaramonti !* — Savez-vous bien que vous ne seriez qu'un « pauvre curé, si je le voulais ? Vous et votre tiare, la France vous rirait au nez, si je « ne gardais mon air sérieux en vous saluant. Il y a quatre ans seulement, personne « n'eût osé parler tout haut du Christ. Qui donc eût parlé du Pape, s'il vous plaît ? — « Comédien !... C'est moi qui vous tiens dans mes doigts ; c'est moi qui vous porte du « Midi au Nord comme des marionnettes ; c'est moi qui fais semblant de vous compter « pour quelque chose, parce que vous représentez une vieille idée que je veux ressus- « citer ; et vous n'avez pas l'esprit de voir cela et de faire comme si vous ne vous en « aperceviez pas. — Mais non ! il faut tout vous dire ! il faut vous mettre le nez sur « les choses pour que vous les compreniez. Et vous croyez bonnement que l'on a « besoin de vous, et vous relevez la tête, et vous vous drapez dans vos robes de « femme ! Mais sachez bien qu'elles ne m'en imposent nullement, et que, si vous con- « tinuez, vous ! je traiterai la vôtre comme Charles XII celle du grand vizir : je la déchi- « rerai d'un coup d'éperon. »

« Il se tut. Je n'osais pas respirer. J'avançai la tête, n'entendant plus sa voix tonnante, pour voir si le pauvre vieillard était mort d'effroi. Le même calme dans l'attitude, le même calme sur le visage. Il leva une seconde fois les yeux au ciel, et, après avoir encore jeté un profond soupir, il sourit avec amertume et dit :

« *Tragediante !*

« Bonaparte, en ce moment, était au bout de la chambre, appuyé sur la cheminée de marbre aussi haute que lui. Il partit comme un trait, courant sur le vieillard ; je crus qu'il l'allait tuer. Mais il s'arrêta court, prit, sur la table, un vase de porcelaine de Sèvres, où le château Saint-Ange et le Capitole étaient peints, et, le jetant sur les chenets et le marbre, le broya sous ses pieds. Puis tout d'un coup il s'assit et demeura dans un silence profond et une immobilité formidable. »

De tous les plans auxquels le *commediante* ou le *tragediante* avait rêvé jusqu'alors, il n'y en avait pas de plus extraordinaire que celui qu'il avait conçu dans un moment d'exaltation orgueilleuse et qui allait se réaliser dans quelques jours. Quelle joie devait éprouver à cette heure l'acteur perpétuellement en scène, qui improvisa tant de rôles

au cours de son étonnante carrière! Il avait chez lui, pour ainsi dire à ses ordres, l'hôte auguste entre tous, le chef de l'Église universelle.

PRÉPARATIFS DU SACRE. Pie VII était arrivé à Paris avec l'Empereur le 28 novembre au soir ; il fut logé aux Tuileries, au pavillon de Flore. Sa chambre à coucher avait été disposée et meublée de manière à reproduire exactement sa chambre du palais du Quirinal à Rome.

La terrasse du bord de l'eau était couverte, pendant les heures que le Pape passait aux Tuileries, d'une foule immense qui l'appelait au balcon et s'agenouillait pour recevoir sa bénédiction. Les mères lui présentaient leurs enfants pour les faire bénir. Pie VII visitait un jour l'Imprimerie impériale, où l'on imprimait en son honneur le *Pater* en cent cinquante langues ; un jeune homme mal élevé avait gardé son chapeau sur la tête : « Jeune homme, lui dit Sa Sainteté d'une voix douce, découvrez-vous pour que je vous donne ma bénédiction. La bénédiction d'un vieillard n'a jamais porté malheur à personne. » Cependant, où trouver le metteur en scène capable d'organiser à Notre-Dame cette cérémonie unique dans l'histoire? M. de Ségur ne savait à quoi se résoudre. Le peintre Isabey reçut l'ordre de faire sept grands dessins qui devaient représenter les moments caractéristiques de la cérémonie. La date, deux fois retardée, avait été fixée au 2 décembre ; il n'y avait plus qu'une marge de quelques jours.

Isabey « court chez un marchand de jouets, commande un grand nombre de petites poupées d'environ deux pouces de hauteur. Dessiner leur costume, les faire habiller, telles en princes et princesses, telles autres en maréchaux, ministres, grands officiers, pages et hérauts d'armes, tout cela fut l'affaire de deux jours. Fontaine, — il devait être un jour le premier architecte de Napoléon, — Fontaine, prévenu, avait, de son côté, exécuté un plan en relief de Notre-Dame, à l'échelle des personnages. Trente-six heures après sa visite à Saint-Cloud, Isabey se rend à Fontainebleau où se trouvait l'Empereur, qui, l'apercevant, s'écrie : « Vous m'apportez les dessins, n'est-ce pas? — Mieux que cela, Sire », répond Isabey. Et le voilà qui déroule son plan, construit son théâtre, et dispose ses personnages sur des marques numérotées d'avance, comme les pièces d'un échiquier. Napoléon fut tellement charmé de l'invention de l'artiste qu'il fit appeler Joséphine, les dames du palais et tous les officiers de service. On procéda de suite à une répétition générale du sacre ; chaque acteur apprit la place qu'il devait occuper et le rôle qui lui était assigné. »

LES COSTUMES DU SACRE. Les préparatifs du sacre occupaient la Cour depuis longtemps. L'Impératrice, qui aimait beaucoup la toilette, consultait les meilleurs artistes et les marchands les plus fameux. Elle finit par arrêter la forme d'un nouvel habit de cour ; ce fut un long manteau avec la chérusque, ou collerette de blonde, qui montait assez haut derrière la tête, comme à l'époque de Catherine de Médicis. Ces manteaux avaient une traîne. Grave question : qui porterait la traîne? Napoléon avait

CORTÈGE DE SA MAJESTÉ NAPOLÉON PASSANT DEVANT LE PALAIS DU TRIBUNAT (place actuelle du Palais-Royal), 2 décembre 1804. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

CARROSSE DE L'EMPEREUR le jour du couronnement, traîné par huit chevaux isabelle. Sur le toit, entre quatre aigles, couronne « modelée sur celle de Charlemagne ». (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

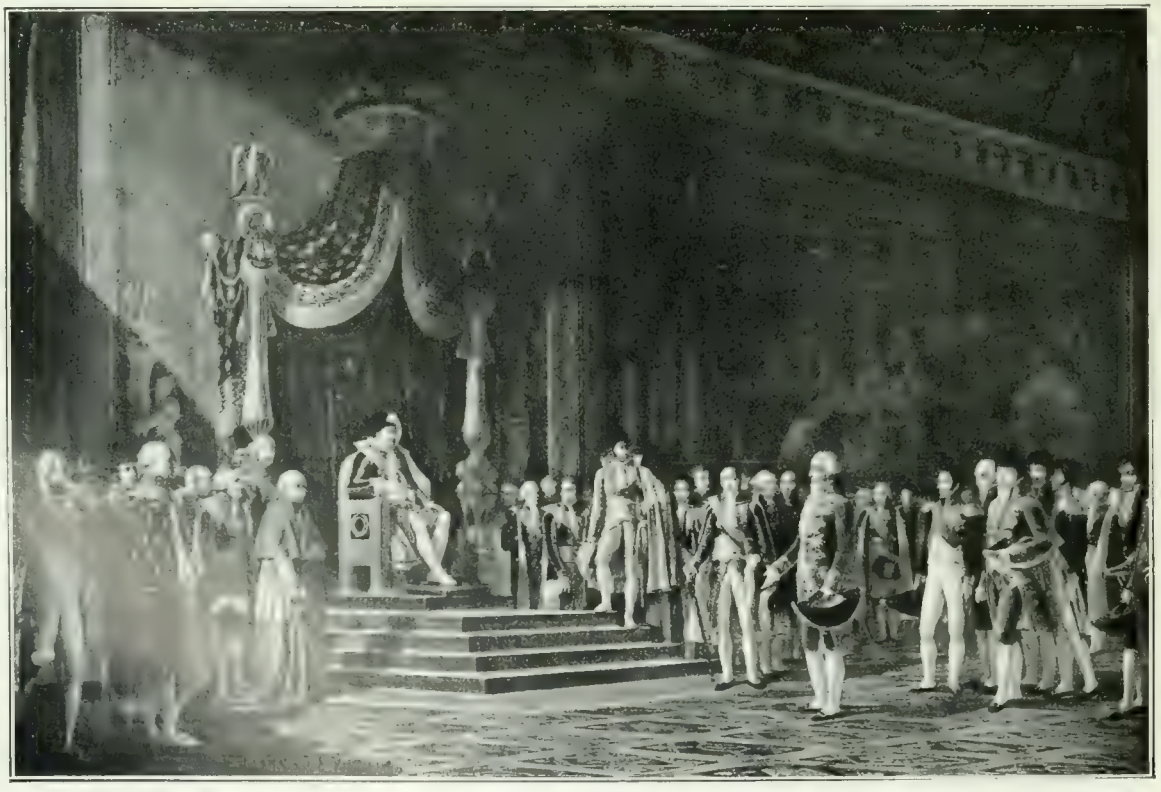
ARRIVÉE DE L'EMPEREUR. — Par la rue Saint-Honoré, le Pont-Neuf, le quai des Orfèvres, le cortège est arrivé devant Notre-Dame. Dans le carrosse, l'Empereur et l'Impératrice, Joseph et Louis. — Portique et galeries construits pour la cérémonie. PAR ISABEY ET FONTAINE. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

FEU D'ARTIFICE, tiré en face de la place de Grève, le 16 décembre 1804. – Ce jour-là une fête, d'une somptuosité extraordinaire, fut offerte à l'Empereur par la Ville de Paris, à l'Hôtel de Ville. Le feu d'artifice représentait le Passage du Grand-Saint-Bernard, avec l'image équestre du Premier Consul. Sur la Seine, un navire illuminé symbolisait Paris.

(BIBL. NAT., ESTAMPES.)

NAPOLÉON PROCLAMÉ ROI D'ITALIE, le 19 mars 1805. — La députation de la République Italienne, qui avait assisté aux cérémonies du sacre, fut reçue aux Tuileries. Son chef, Melzi (plus tard duc de Lodi), vice-président de la République, donna lecture de l'acte fondamental qui conférait à l'Empereur Napoléon le titre de roi d'Italie. — Le couronnement de Napoléon comme roi d'Italie se fit à la cathédrale de Milan le 26 mai 1805.

PAR GIGNOUX (MUSÉE DE VERSAILLES.)



décidé que ses sœurs porteraient le manteau de l'Impératrice. Voulait-il augmenter la jalousie qu'elles avaient pour leur belle-sœur ? Afin de les consoler de leur rôle, il fut décidé qu'on dirait dans le compte rendu officiel « Soutenir le manteau » au lieu de « Porter la queue ». Puis les sœurs obtinrent que leur propre manteau serait « soutenu » par leurs chambellans. A ces deux conditions, elles voulurent bien se résigner à leur rôle de suivantes ; David devait omettre de le représenter dans le tableau du *Sacre*.

Le costume des hommes avait été dessiné avec autant de soin. L'Empereur devait se rendre à l'église en habit français de velours rouge brodé d'or, une écharpe blanche, un manteau court de pourpre semé d'abeilles, un chapeau retroussé par devant avec une agrafe de diamants et surmonté de plumes blanches, le collier de la Légion d'honneur en diamants ; au côté l'épée avec la poignée de diamants, à la garde de laquelle avait été monté le Régent. A l'église même, il mit sur ses épaules un énorme manteau d'hermine, sous lequel sa petite taille paraissait se fondre ; sur sa tête, une simple couronne de laurier, comme celle des Césars, formait sa coiffure.

Toute la cour était en manteau de velours brodé d'argent et doublé de satin ; le manteau se portait agrafé sur l'épaule. Le chapeau était retroussé sur le devant et garni d'un panache. L'habit à la française était de couleurs différentes, suivant les divers services ; les princes le portaient en blanc et or. « Nous nous faisions un peu spectacle les uns aux autres, il faut en convenir, dit Mme de Rémusat ; mais ce spectacle était réellement beau. »

LA VEILLE DU SACRE. Le 1er décembre, veille du grand jour, on connut le résultat du plébiscite pour l'établissement de l'hérédité dans la famille de Napoléon ; on compta plus de trois millions et demi de *oui* contre deux mille cinq cents *non*. François de Neufchâteau vint aux Tuileries débiter, au nom du Sénat, une longue et pompeuse harangue. Il félicitait l'Empereur de « calmer les inquiétudes de tous les bons Français et faire entrer au port le vaisseau de la République ».

L'Empereur répondit par quelques courtes phrases : « Je monte au trône où m'ont appelé les vœux unanimes du Sénat, du peuple et de l'armée, le cœur plein du sentiment des grandes destinées de ce peuple, que du milieu des camps j'ai, le premier, salué du nom de grand. Depuis mon adolescence, mes pensées tout entières lui sont dévolues ; et, je dois le dire ici, mes plaisirs et mes peines ne se composent plus aujourd'hui que du bonheur ou du malheur de mon peuple. Mes descendants conserveront longtemps ce trône, le premier de l'univers. Dans les camps, ils seront les premiers soldats de l'armée, sacrifiant leur vie pour la défense de leur pays. Magistrats, ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude des princes.

« Vous, sénateurs, dont les conseils et l'appui ne m'ont jamais manqué dans les circonstances les plus difficiles, votre esprit se transmettra à vos successeurs ; soyez toujours les soutiens et les premiers conseillers de ce trône si nécessaire au bonheur de ce vaste empire. »

LA JOURNÉE DU SACRE. Enfin, le grand jour arriva ; c'était le dimanche 2 décembre 1804 (11 Frimaire an XIII).

Dès six heures du matin, les sonneries des cloches et les volées des canons annoncèrent la cérémonie. Les différents ordres de l'État prirent place, à partir de huit heures, dans la basilique magnifiquement décorée. Le Pape quitta les Tuileries dans un superbe carrosse attelé de huit chevaux gris pommelé. Suivant l'usage romain, un ecclésiastique, monté sur une mule, précédait Sa Sainteté et portait une croix en vermeil ; les Parisiens qui voulaient rire s'égayèrent de la mule du Pape. Pie VII arriva à Notre-Dame à dix heures et demie : à son arrivée, la musique exécuta le verset *Tu es Petrus*, on chanta tierces ; puis on attendit. Car il s'écoula encore plus de deux heures avant l'arrivée de l'Empereur. « Pendant ce temps, dit le récit officiel du *Journal des Débats*, Sa Sainteté est restée sur son trône, dans l'attitude d'un pontife qui médite profondément sur les choses du ciel et pour le bonheur de la terre. »

L'Empereur et l'Impératrice quittèrent les Tuileries à onze heures. Vêtus de leurs vêtements de velours et de soie que faisaient étinceler mille pierreries, s'avançant dans un merveilleux carrosse doré que traînaient huit chevaux empanachés de blanc, salués d'acclamations enthousiastes, escortés des plus belles troupes d'infanterie et de cavalerie que l'on pût voir, accompagnés d'un cortège féerique d'équipages et de cavaliers, quelles réflexions durent leur traverser l'esprit, si leur imagination leur représenta à l'une le petit village des Trois-Ilets à la Martinique, la prison de la Conciergerie, les salons de Barras, à l'autre la maisonnette d'Ajaccio, les jours de misère de Marseille et de Paris ! Que ce passé était loin ! Mais était-ce le passé ou le présent qui était un rêve ? Pour Joséphine, son bonheur n'était pas dans la cérémonie qui l'attendait ; il était dans la cérémonie de l'avant-veille. Ce jour-là, le cardinal Fesch avait béni son mariage religieux dans le cabinet même de l'Empereur ; elle était bien à présent la femme de Napoléon.

Le cortège impérial, qui marchait au pas, n'arriva à l'archevêché qu'à midi. Il entra dans l'église à une heure moins un quart. La cérémonie fut imposante et belle, bien conforme au cérémonial qui avait été minutieusement établi ; Napoléon avait obtenu que le sacre lui fût donné sans la communion, car il lui répugnait de se confesser. Il avait été décidé que l'Empereur mettrait lui-même la couronne sur sa tête. « J'ai trouvé la couronne de France par terre, disait-il ; je l'ai ramassée. » Et il ne voulait pas paraître la tenir de qui que ce fût. Il était donc monté, la couronne en tête et le sceptre en main, sur le trône qui lui avait été préparé au fond de la basilique. Leurs Majestés Impériales, le Souverain Pontife, présidaient l'assistance du haut de leurs trônes. « Il est impossible, disent encore les *Débats*, de rendre l'effet de cette réunion de tant de grandeurs. »

Le Pape fit à Napoléon une triple onction sur la tête et sur les deux mains, et il prononça l'oraison suivante : « Dieu tout-puissant et éternel, qui avez établi Hazaël pour gouverner la Syrie, et Jéhu roi d'Israël, en leur manifestant vos volontés par l'organe du prophète Élie ; qui avez également répandu l'onction sainte des rois sur la

tête de Saül et de David par le ministère du prophète Samuel, répandez par mes mains les trésors de vos grâces et de vos bénédictions sur votre serviteur Napoléon, que, malgré notre indignité personnelle, nous consacrons aujourd'hui Empereur en votre nom. » Le Pape répéta la même onction sur la tête et sur les deux mains de Joséphine ; car Napoléon avait décidé que, par un honneur exceptionnel, elle serait associée à son sacre et à son couronnement.

L'Impératrice s'avança à son tour au pied de l'autel pour recevoir la couronne des mains de Napoléon ; il y eut alors dans l'assistance un mouvement général d'attention et d'admiration. Elle s'agenouilla avec une grâce exquise et pleine de simplicité. Cependant, cette partie de la cérémonie faillit être compromise. « Quand il fallut marcher de l'autel au trône, l'Impératrice, dit Mme de Rémusat, eut un moment d'altercation avec ses belles-sœurs, qui portaient son manteau avec tant de répugnance que je vis l'instant où la nouvelle Impératrice ne pourrait point avancer. L'Empereur, qui s'en aperçut, adressa à ses sœurs quelques mots, secs et fermes, qui mirent tout le monde en mouvement. »

Pour Pie VII, son attitude fut à peu près celle que lui a donnée le pinceau de David, l'air d'une victime résignée, mais résignée noblement pour une grande cause.

La prestation du serment faite par l'Empereur sur le livre des Évangiles, le chant du *Te Deum*, prolongèrent la cérémonie jusque vers quatre heures. Le chef des hérauts d'armes avait crié d'une voix forte sous les voûtes de la basilique royale : « Le Très glorieux et Très auguste Empereur des Français est couronné et intronisé. Vive l'Empereur ! »

Le cortège impérial et pontifical ne rentra aux Tuileries qu'à la nuit tombée. Le soir, dîner de gala au château. Pour l'Empereur, il dîna en tête à tête avec Joséphine ; il n'avait pas voulu qu'elle ôtât sa couronne. Après le dîner, il reçut les personnes présentes. « Il était gai, dit une femme, et charmé de la cérémonie ; il nous trouvait toutes jolies, se récriait sur l'agrément que donne la parure aux femmes, et nous disait en riant : « C'est à moi, Mesdames, que vous devez d'être si charmantes. »

APRÈS LE SACRE. Pendant le mois qui suivit le sacre, ce fut un nombre infini de fêtes et de réjouissances.

Le 5 décembre vit une cérémonie militaire, au Champ de Mars, pour la distribution des aigles aux régiments, en remplacement des drapeaux républicains. « Soldats, voilà vos drapeaux. Ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement. Ils seront partout où votre Empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre, et de les maintenir constamment, par votre courage, sur le chemin de la victoire : vous le jurez. »

Le 16, la ville de Paris offrit à Sa Majesté une fête dont Frochot, le préfet de la Seine, avait dressé le programme magnifique. En arrivant à la « Maison commune », l'Empereur prononça ces mots : « Je veux que vous sachiez que, dans les batailles, dans

les plus grands périls, sur les mers, au milieu des déserts même, j'ai toujours eu en vue l'opinion de cette grande capitale de l'Europe, après toutefois le suffrage, tout-puissant sur mon cœur, de la postérité. » Dîner, feu d'artifice, concert, bal, il en coûta à la ville plus de dix-sept cent mille francs.

1805. LA COURONNE DE FER. Il y avait encore en Italie une couronne à prendre. « Cette Italie, dit Chateaubriand, il l'attache à son diadème, comme au XVI[e] siècle les chefs de guerre mettaient un diamant, en guise de bouton, à leur chapeau. » Depuis le mois de janvier 1802, la République Cisalpine, où Napoléon avait écrit les premiers chants de son Iliade, était devenue la République Italienne; elle avait pris alors Napoléon pour président. A présent, elle s'appelait le royaume d'Italie, et son roi était l'Empereur des Français.

Pour prendre ce titre nouveau, Napoléon se rendit en Italie au printemps de 1805. Il passa par Turin, où il revit pour la dernière fois le Pape qui regagnait Rome, par Alexandrie, par Marengo, où il passa la revue de ses troupes avec le même costume et le même chapeau qu'il avait le jour de la bataille. Puis il se rendit à Milan.

La cérémonie du couronnement eut lieu dans la célèbre cathédrale de marbre, le Dôme, le 26 mai 1805. Elle fut très belle, pareille à celle qui avait eu lieu à Paris, avec le Pape et le sacre en moins. Le frémissement avait été général dans l'assistance au moment où l'Empereur-Roi, plaçant sur sa tête la vieille couronne de fer des rois lombards, la couronne qui avait été portée par Agilulf et par Charlemagne, avait prononcé d'une voix menaçante la formule antique : *Il cielo me la diede ; guai a chi la toccherà !* « Le ciel me l'a donnée ; malheur à qui la touchera ! »

A la sortie du Dôme, les Milanais pleuraient de joie; hommes, femmes, enfants, nobles, gens du peuple se pressaient pour baiser les mains de l'Empereur-Roi, se couchaient en travers de sa voiture. Comme le dit Albert Sorel, tout n'était point servilité dans cette exubérance : l'homme était le plus grand que l'Italie eût vu passer depuis Charlemagne, et cet homme, né de sang italien, rendait à l'Italie son nom dans l'univers.

GERARD

NAPOLEON Ier,
(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE IX

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE

« L'ÉTAT, CE FUT MOI. » ⸗ LE RÉGIME DE LA DICTATURE. ⸗ LA GRANDE ARMÉE. ⸗ LES SEPT CORPS. ⸗ LA GARDE IMPÉRIALE. ⸗ ESPRIT DE LA GRANDE ARMÉE ⸗ DOTATIONS DES CHEFS. ⸗ « ILS GROGNAIENT, ET LE SUIVAIENT TOUJOURS. » ⸗ LA DISCIPLINE. ⸗ LES MINISTÈRES. ⸗ TALLEYRAND. ⸗ FOUCHÉ, SAVARY, MARET. ⸗ LE TRIBUNAT ET LE CORPS LÉGISLATIF. ⸗ LE SÉNAT. ⸗ LE CONSEIL D'ÉTAT. ⸗ NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT. ⸗ LA NOBLESSE IMPÉRIALE. ⸗ LES MAJORATS.

EN parlant des générations contemporaines de l'Empire, l'auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe* a dit : « Sous l'Empire, nous disparûmes ; il ne fut plus question de nous, tout appartenait à Bonaparte : J'ai ordonné, j'ai vaincu, j'ai parlé ; mes aigles, ma couronne, mon sang, ma famille, mes sujets. »

« L'ÉTAT, CE FUT MOI. » Tels étaient bien le langage et le sentiment de Napoléon. Il rééditait à son usage, et avec plus de vérité peut-être encore, la parole historique que la tradition attribue à Louis XIV. « A compter du jour, disait-il à Sainte-Hélène, où, adoptant l'unité, la concentration du pouvoir, qui seule pouvait nous sauver,... les destinées de la France ont reposé uniquement sur le caractère, les mesures et la conscience de celui qu'elle avait revêtu de cette dictature accidentelle ; à compter de ce jour, la chose publique, l'État, ce fut moi.... J'étais, moi, toute la clef d'un édifice tout neuf et qui avait de si légers fondements ! sa destinée dépendait de mes batailles. »

C'est bien là l'un des caractères essentiels du régime impérial : toute l'existence de la nation absorbée dans la vie de son maître. Le 14 avril 1806, dans une lettre au prince Eugène, Napoléon faisait, à propos de « ses peuples d'Italie », une déclaration de principes qui peut s'appliquer à tout l'Empire.

« Je n'ai point l'habitude de chercher mon opinion politique dans le conseil des autres, et mes peuples d'Italie me connaissent assez pour ne devoir point oublier que j'en sais plus dans mon petit doigt qu'ils n'en savent dans toutes leurs têtes réunies ; et, à Paris, où il y a plus de lumières qu'en Italie, lorsqu'on se tait et qu'on rend hommage

à l'opinion d'un homme qui a prouvé qu'il voyait plus loin et mieux que les autres, je suis étonné qu'on n'ait pas en Italie la même condescendance. »

Un soir, aux Tuileries, comme il était en veine de paradoxe, Napoléon déclarait : « Moi aussi, je suis, foncièrement et naturellement, pour un gouvernement fixe et modéré. » Comme la figure d'un assistant exprimait quelque surprise : « Vous ne le croyez pas, continua-t-il. Mais la nécessité du moment n'est-elle donc rien à vos yeux ? Je n'aurais qu'à relâcher les rênes, et vous verriez un beau tapage ; ni vous, ni moi ne coucherions peut-être après-demain aux Tuileries. »

LE RÉGIME DE LA DICTATURE. Napoléon aimait à dire que c'était aux intérêts de la France, aux besoins de la France qu'il donnait satisfaction. Mais de ces besoins et de ces intérêts, il entendait rester lui-même le juge unique et l'arbitre suprême, si bien que l'on peut croire qu'il les confondait avec les siens propres. Pour qui travaillait-il, pour lui ou pour le pays ?

L'auteur des *Origines de la France contemporaine*, Taine, a dit de l'œuvre politique de Napoléon qu'elle avait été « l'œuvre de l'égoïsme servie par le génie ». Peut-être faut-il distinguer ici le Premier Consul et l'Empereur.

Napoléon Premier Consul a sans contredit travaillé pour l'intérêt du pays ; il lui a donné une organisation administrative, judiciaire, financière, religieuse, qui était en harmonie véritable avec ses intérêts, et il l'a fait avec un sens très large de la tradition nationale. A cet égard, on pourrait appliquer à l'œuvre du Consulat la formule qui a été à la mode sous le second Empire, que la société actuelle n'est pas autre chose que la France régénérée par la Révolution de 89 et organisée par l'Empereur.

Napoléon Empereur est la forme parfaite de Napoléon Premier Consul ; mais, à partir de cette époque et de plus en plus avec les années, sa politique prend un caractère personnel, si bien que l'égoïsme, un égoïsme monstrueux, paraît, à bien des reprises, le facteur dominant, sinon le facteur unique, de ses actions. Marmont distingue à ce propos plusieurs phases dans l'évolution de l'ambition impériale ; cela n'est point une excuse de sa conduite en 1814, mais c'est l'expression assez exacte de la vérité. « Tant qu'il a dit : « Tout pour la France », je l'ai servi avec enthousiasme. Quand il a dit : « La France et moi », je l'ai servi avec zèle. Quand il a dit : « Moi et la France », je l'ai servi avec dévouement. Il n'y a que quand il a dit : « Moi sans la France », que je me suis détaché de lui. »

En réalité, cet Empire, qui avait les apparences d'un gouvernement représentatif, était, pour l'appeler de son vrai nom, une dictature. Napoléon était arrivé après la Révolution, qui avait tout abattu et tout nivelé. Très vite, profitant de la lassitude des uns, de la complicité des autres, et, suivant le mot du chancelier Pasquier, « subjuguant tout le monde par son incontestable supériorité », il avait concentré entre ses mains tous les pouvoirs.

Que l'on fasse attention aux titres officiels qui le désignent à partir de 1804 : Napo-

léon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français. La grâce de Dieu, ce n'était pas ici la grâce dans la théorie du droit divin, telle que Louis XIV l'avait modifiée à son usage ; c'était la consécration directe que le chef de l'Église universelle était venu lui apporter. La volonté nationale, c'étaient les manifestations répétées des plébiscites qui, avec des majorités de plus en plus formidables, avaient acclamé le Premier Consul pour dix ans, le Premier Consul à vie, l'Empereur héréditaire. Enfin le titre même d'Empereur, renouvelé beaucoup plus des souvenirs de Rome que des souvenirs de Charlemagne, qualifiait le chef de guerre, l'*imperator*, commandant à des soldats. Ainsi toutes les sources d'autorité que les hommes ont pu concevoir, la délégation de Dieu, la volonté nationale, la force armée, se trouvaient réunies en sa personne. Le despotisme de Napoléon était par suite le plus puissant et le plus fortement organisé qui ait peut-être jamais existé.

LA GRANDE ARMÉE. De ce despotisme, Napoléon a donné une formule expressive : « Pour gouverner, il faut être militaire : on ne gouverne qu'avec des éperons et des bottes. » L'armée l'avait conduit au pouvoir suprême, elle en restait toujours l'assise nécessaire. Ce n'était plus l'armée de la nation ; c'était l'armée de César. Le maréchal Brune, après la prise de Stralsund (1807), avait passé une convention avec le roi de Suède ; il y parlait de l' « armée française », au lieu de l' « armée impériale et royale ». Napoléon, en colère, lui fit écrire que « rien d'aussi scandaleux ne s'était passé depuis Pharamond ».

Le mot de Grande Armée fut appliqué pour la première fois à l'armée, dite de réserve, qui passa le Grand-Saint-Bernard et qui fit la campagne de Marengo ; puis, après avoir désigné une armée spéciale, il s'appliqua à l'ensemble de toutes les forces militaires du pays, à partir du jour où elles eurent été fondues les unes dans les autres au camp de Boulogne. Dès lors, il y eut une armée unique, l'armée impériale, la Grande Armée.

La Convention avait créé l'impôt du sang, en établissant en France, pour la première fois, le principe du service militaire obligatoire. Sous le Directoire, la loi de la conscription, du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798), qui avait été proposée par Jourdan, avait divisé les Français en classes qui étaient appelées à servir à tour de rôle. La conscription n'était employée que si les enrôlements volontaires avec lesquels l'armée devait se recruter donnaient des effectifs insuffisants. Le Premier Consul avait conservé cette loi, mais en en changeant le caractère ; car la loi du 28 floréal an X (28 mai 1802) fit de la conscription le moyen normal du recrutement de l'armée.

Toutefois, pour ne pas épuiser la France d'un seul coup, il avait commencé par établir pour les hommes de la même classe le tirage au sort ; les conscrits qui avaient tiré les numéros les plus bas étaient seuls incorporés. Il avait admis le remplacement, qui se faisait de gré à gré, pour une somme d'argent, entre le conscrit appelé sous les drapeaux et l'homme se louant pour le remplacer. Les remplaçants devenaient des

soldats de métier qui trouvaient leur carrière dans l'armée. Ainsi se constituaient et se conservaient, notamment dans les rangs des sous-officiers, des cadres d'une solidité admirable à l'intérieur desquels on versait les conscrits. « Les états de situation de mes armées, disait Napoléon, sont pour moi les livres de lecture les plus agréables de ma bibliothèque et ceux que je lis avec le plus de plaisir dans mes moments de délassement. » Aussi connaissait-il, à un homme près, l'effectif de ses régiments.

En vertu de la loi de la conscription, la durée du service était illimitée en temps de guerre. De 1803 à 1814, à l'exception de quelques courtes semaines de trêve, qui ne laissèrent même pas le temps de désarmer, l'état de guerre fut l'état constant ; les hommes furent ainsi maintenus en permanence sous les drapeaux. Par ce fait, des milliers de Français furent exilés de leurs foyers pour toute leur vie. Puis les besoins du service devinrent de plus en plus grands ; car, à partir de 1806 ou de 1807, le but de l'Empereur fut la conquête même de l'Europe. Qu'il y ait été poussé par l'attitude de ses ennemis, qu'il ait obéi à son impulsion naturelle, la guerre fut la loi de sa politique étrangère. Il disait qu'il la faisait à cause de son armée. « On ne peut pas s'arrêter. Connaissez-vous bien mon armée ? C'est un chancre qui me dévorerait, si je cessais de lui fournir de la pâture. » Il est certain que ses soldats, qu'il promenait à travers l'Europe, ne pouvaient plus comprendre une autre existence que la vie des camps.

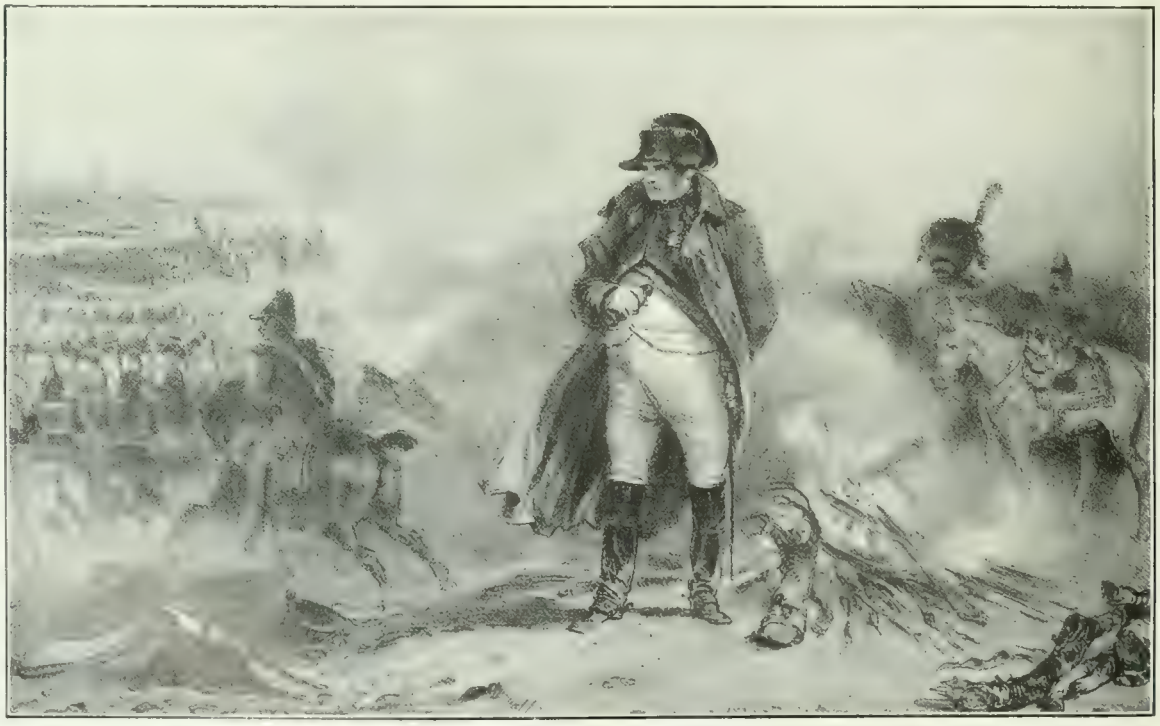
Pour cette politique de conquêtes illimitées, il fallait des hommes et des hommes. La loi militaire, maniée par l'Empereur à l'aide de sénatus-consultes, lui permit de faire des coupes sombres. En novembre 1806, au cours de la campagne de Prusse, il appela la conscription de 1807 ; cinq mois plus tard, la conscription de 1808 ; ainsi de suite, toujours de pis en pis. Il n'y eut plus de bons ni de mauvais numéros, d'exemptés ni de rachetés. Mais, à mesure que la loi militaire devenait plus oppressive, les réfractaires se multipliaient ; ils finirent par former de véritables bandes. Un rapport officiel de 1810 donne le nombre de 160 000 réfractaires et déserteurs. A partir de 1811, des colonnes mobiles donnaient la chasse aux réfractaires ; déjà un décret de 1809 avait imposé des garnisaires aux parents des insoumis. Car il fallait, à tout prix, trouver des hommes pour combler les vides effrayants qui se produisaient dans les rangs de l'armée. Entre 1804 et 1815, Napoléon fit tuer plus de 1 700 000 Français nés dans les limites de l'ancienne France ; il faut y ajouter 2 millions d'hommes nés hors de ses limites, qui furent tués soit pour lui, à titre d'alliés, soit par lui, à titre d'ennemis. A quoi un mathématicien répondait — on dit que c'est Lagrange — que cette terrible consommation d'hommes n'influait pas sensiblement sur les tables de mortalité.

LES SEPT CORPS. La Grande Armée du camp de Boulogne comprenait, sous le commandement direct de l'Empereur, l'ensemble de toutes les forces militaires de l'Empire. Les parties qui la composaient s'appelaient des corps d'armée ; il faut bien comprendre que ces parties n'étaient que les organes d'un même tout : elles dépendaient

HABITS DE CÉRÉMONIE, rabat de dentelles, gants, brodequins, épée, ayant appartenu à l'Empereur. — Un décret du 29 messidor an XII (18 juillet 1804), rendu en vue du sacre, avait réglé l'habillement de Sa Majesté et des personnes de la Cour dans les cérémonies officielles. — TRONE DE NAPOLÉON Ier, dessiné par David : bois doré, velours violet sombre, galons et franges d'or, dossier rond avec un N au milieu. (MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS.) (MUSÉE DE FONTAINEBLEAU.)

« ATTENTION ! L'EMPEREUR A L'ŒIL SUR VOUS. » — *Le vieux sergent, conduisant au feu ses jeunes soldats, leur rappelle que le dieu de la guerre est là, qui les regarde.*

LITH. DE RAFFET (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



L'ŒIL DU MAITRE. — *En costume de colonel des chasseurs de la Garde, la lorgnette à la main, Napoléon, debout, suit du regard une charge de cavalerie.* LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

chacune du même moteur unique, comme les divers organes du corps humain n'ont point d'existence propre, mais font partie du même corps.

Les corps d'armée du camp de Boulogne étaient au nombre de sept ; chacun d'eux se décomposait en divisions, brigades, régiments ; ce dernier mot avait remplacé l'expression de demi-brigade, qui avait été employée pendant la Révolution. Les premiers commandants des sept corps, des « sept torrents » qui inondèrent l'Allemagne pendant la campagne de 1805, furent pour le premier Bernadotte, pour le deuxième Marmont, pour le troisième Davout, pour le quatrième Soult, pour le cinquième Lannes, pour le sixième Ney, pour le septième Murat.

LA GARDE IMPÉRIALE. Les Césars de Rome avaient, à côté des légions, leur armée personnelle, composée des cohortes prétoriennes ; Napoléon eut de même son armée à lui, la Garde. Ce fut d'abord la Garde consulaire, qui joua à Marengo le rôle d'une « redoute de granit » ; ce fut ensuite la Garde impériale. Après avoir été pendant quelque temps comme une garde du corps, la Garde devint bien vite une armée d'élite, analogue à l'ancienne Maison du roi, avec son infanterie, sa cavalerie, son artillerie, ses services annexes. Quand elle fut composée de ses deux éléments, la vieille Garde et la jeune Garde, — celle-ci constituée en 1807, après Eylau, — la Garde finit par s'élever au total énorme de 92 000 hommes. A travers tous les champs de bataille de l'Europe,

La Garde, espoir suprême et suprême pensée,

fit le service d'honneur auprès de Napoléon. « Avec ma Garde complète, de 40 à 50 000 hommes, disait le conquérant, je me serais fait fort de traverser toute l'Europe. On pourra peut-être reproduire quelque chose qui vaille mon armée d'Italie et celle d'Austerlitz, mais, à coup sûr, jamais rien qui les surpasse. » La Garde succomba sur le champ de bataille de Waterloo; la mort de la Garde, ce fut la fin de l'Empire et de l'Empereur.

ESPRIT DE LA GRANDE ARMÉE. Pour se représenter l'aspect extraordinairement pittoresque de la Grande Armée, il faut visiter les collections du musée des Invalides. Shakos, casques, colbacks, dolmans, tuniques, manteaux, schabraques, bottes, cuirasses : tout cela, avec les formes engoncées et incommodes des uniformes, avec la profusion des aiguillettes, des pompons, des plumets gigantesques, donne l'impression d'une armée de colosses, de colosses épris de couleur et de clinquant. Les Gaulois qui aiment à se battre ne furent jamais appelés à pareille fête ; ils avaient trouvé le génie de la Guerre.

On ne peut pas expliquer la fortune incomparable de cette armée, qui restera dans l'histoire à côté de la phalange d'Alexandre et des légions de César, en se servant seulement des institutions et des règlements. Il faut tenir compte de la qualité exceptionnelle

de cette génération d'hommes de guerre, la plus riche en aptitudes que le génie militaire de la France eût encore produite, avec des artilleurs comme Marmont, Drouot, Lauriston, des officiers du génie comme Marescot, Chasseloup-Laubat, Eblé, des cavaliers comme Murat, Curély, Lasalle, Montbrun, Fournier-Sarlovèze, Nansouty, Milhaud ; pour les officiers d'infanterie, les Dorsenne, les Gudin, les Friant, ils seraient trop à nommer. Ce qui explique encore l'histoire et les triomphes de la Grande Armée, c'est le culte que Napoléon voulait qu'on portât à tout ce qui touchait l'armée. « Je veux, disait-il, que mes drapeaux soient révérés avec des sentiments religieux. » Aussi ce merveilleux manieur d'hommes fut-il le dieu de ses officiers et de ses soldats.

« Honneur, gloire et richesses » : voilà ce que, dès le premier jour, il avait promis à ses compagnons de l'armée d'Italie. Chaque campagne fut pour lui une occasion de tenir, et au delà, cette triple promesse. Les *Bulletins de la Grande Armée* devinrent le moyen par excellence d'exciter l'émulation des chefs et des soldats, en leur distribuant des brevets d'éloge : « Le colonel Mouton, du 1er chasseurs, s'est couvert de gloire » ; « Le 8e régiment de dragons a soutenu sa vieille réputation. » Que n'auraient pas fait les officiers et régiments pour être inscrits sur ce tableau d'honneur, qui les glorifiait devant leurs semblables et qui empêchait leurs noms de périr? Dans un *Bulletin* de la campagne de 1806, Napoléon, en nommant la cavalerie de Murat, avait omis l'infanterie de Lannes, qui n'avait pas moins bien fait. Lannes, désolé, vint réclamer pour ses soldats auprès de l'Empereur. « Quelle récompense peuvent-ils espérer, sinon voir leur nom publié par les cent voix de la Renommée dont vous seul disposez? » Napoléon lui répondit : « Vous et vos soldats, vous êtes des enfants ; il y a de la gloire pour tous. Un autre jour, ce sera votre tour de remplir de votre nom les *Bulletins de la Grande Armée.* »

DOTATIONS DES CHEFS. Pour les richesses, l'Empereur les en avait gorgés : à Berthier, prince de Neuchâtel, plus de 1 200 000 francs de rentes ; à Davout, environ 1 000 000 ; à Masséna, 200 000 francs comme chef d'armée, 200 000 francs comme duc de Rivoli, 500 000 francs comme prince d'Essling, au total 900 000 francs par an ; à Ney, à peu près autant ; et tous les autres, grands ou petits, maréchaux ou officiers supérieurs, à l'avenant. « J'ai trente-trois ans, disait Lasalle ; je suis général de division ; savez-vous que l'Empereur m'a donné, l'année dernière, 50 000 livres de rentes ? C'est immense. »

La correspondance impériale contient maintes lettres de ce genre :

Au prince de Neuchâtel, major général de la Grande Armée (23 septembre 1807) : « Mon cousin, vous trouverez ci-jointe une lettre au ministre des Finances, par laquelle je lui ordonne de mettre 11 000 000 à votre disposition.... Vous disposerez de ces 11 000 000 de la manière suivante. Vous garderez 1 000 000 pour vous. Vous donnerez 600 000 francs aux maréchaux Ney, Davout, Soult et Bessières, et 400 000 francs aux maréchaux Masséna, Augereau, Bernadotte, Mortier et Victor.... Vous donnerez 200 000 francs à chacun des généraux dont la liste est ci-jointe. » Suivent vingt-cinq noms.

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE

A Tilsit, le 30 juin 1807, Napoléon — « voulant reconnaître les services qui nous ont été rendus dans la campagne » — accordait à vingt-sept maréchaux, généraux de division ou de brigade, des domaines constitués dans les départements polonais, dont la valeur totale en capital était estimée à 26 582 652 francs. Le plus important, attribué à Lannes, maréchal de l'Empire, valait 2 674 280 francs; le plus petit, attribué à Nansouty, général de division, valait 217 190 francs.

Fortune, titres, dotations, ils devaient tout à Napoléon. Et Masséna avait commencé par être mousse ; Lannes était le fils d'un garçon d'écurie et il était ouvrier teinturier quand il s'était enrôlé ; Ney était le fils d'un tonnelier ; Murat, le fils d'un aubergiste. Comment ne se seraient-ils pas dévoués corps et âme à celui sans lequel peut-être ils auraient végété dans l'obscurité de leur condition première ?

Le jour de la lassitude devait venir cependant pour les chefs repus de richesses et saturés de gloire. Napoléon disait à Caulaincourt : « Les hommes que j'ai comblés veulent jouir ; ils ne veulent plus se battre ; ils ne sentent pas, pauvres raisonneurs, qu'il faut encore se battre pour conquérir le repos dont ils ont soif. Et moi donc, est-ce que je n'ai pas aussi un palais, une femme, un enfant ? Est-ce que je n'use pas mon corps dans les fatigues de tous genres ? Est-ce que je ne jette pas ma vie chaque jour en holocauste à la patrie ? Les ingrats ! » En 1814, à Fontainebleau, les meilleurs de ses maréchaux refusèrent absolument de le suivre davantage.

« ILS GROGNAIENT, ET LE SUIVAIENT TOUJOURS. » C'est pour les autres, les petits et les humbles, les officiers des rangs inférieurs et les simples soldats, qu'a été faite la légende d'une admirable lithographie de Raffet : « *Ils grognaient, et le suivaient toujours.* » Sur ceux-là, enfants du peuple, restés peuple, la vue de l'Empereur, la parole de l'Empereur, le nom de l'Empereur, la pensée de l'Empereur exerçaient une vertu magique, un ascendant irrésistible dont rien ne peut donner idée.

Au début de la campagne d'Allemagne, en 1813, Napoléon distribuait leurs aigles aux soldats de la « jeune armée » et il leur demandait de préférer la mort à l'abandon de leur drapeau. « Jamais, dit l'un d'eux, non, jamais je n'oublierai la fin de son discours lorsque, se soulevant sur ses étriers, le bras tendu vers nous, il nous lança ces trois mots : « Vous le jurez. » Je sentis alors, avec tous mes camarades, comme s'il l'arrachait de force du fond de nos entrailles, le cri : « Nous le jurons ! Vive l'Empereur ! » Quelle puissance dans cet homme ! Il y avait presque des larmes dans nos yeux et certainement une invincible résolution dans nos cœurs. » Napoléon disait lui-même à Sainte-Hélène : « Quand, au fort de la bataille, parcourant les lignes, je m'écriais : « Soldats, déployez vos drapeaux, le moment est venu », il eût fallu voir nos Français : ils trépignaient de joie. Je les voyais se centupler. Rien alors ne me paraissait impossible. »

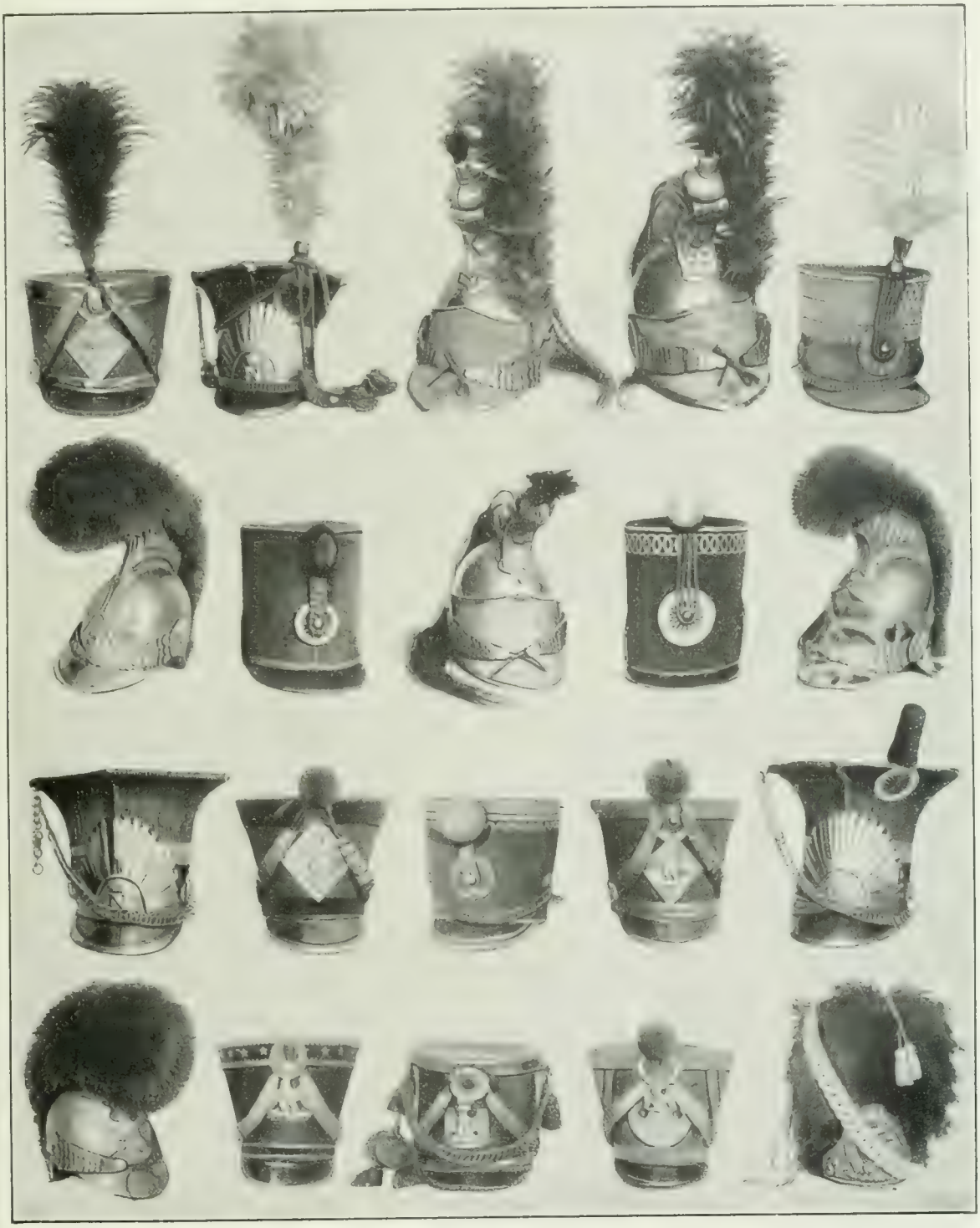
L'Empereur ne les connaissait-il pas par leur nom ? ne connaissait-il pas leurs faits d'armes ? En Italie et en Égypte, Bonaparte avait pu connaître personnellement ses hommes : il vivait avec eux en une communion de tous les instants. Il les passait en

revue, il visitait leurs sacs, il se faisait rendre compte des moindres détails, il savait, pour ainsi dire, la part de chacun dans une action d'ensemble. Comme sa mémoire était merveilleuse, il gardait par devers lui tous ces détails ; le moment venu, il rappelait telle action d'éclat au brave qu'il voulait honorer. Plus tard, quand la Grande Armée comprit des 300 000 et des 400 000 hommes, il eut un moyen de préparer ses effets. Il demandait aux colonels une enquête sur les hommes d'élite de leurs régiments, sur ceux qui s'étaient distingués en Italie ou en Égypte ; il se faisait donner leurs états de service, des renseignements de tout genre sur leur origine, leur famille. Comme il connaissait la place exacte que l'homme avait dans le rang, au jour de la revue, il allait droit à lui, comme s'il l'avait tout à coup reconnu : « Ah ! ah ! te voilà, tu es un brave ; je t'ai vu à Aboukir. Que fait ton vieux père ? Ah ! tu n'as pas la croix ! Tiens, je te la donne ! » Dans toute la compagnie courait un frémissement de joie et de fierté. « L'Empereur, disaient les vieilles moustaches, nous connaît tous ; il connaît notre famille, il sait ce que nous avons fait. »

Au cours des parades, ceux qui croyaient avoir à se plaindre avaient la liberté de s'adresser directement à lui. Une fois, un jeune officier sort des rangs, il se plaint en termes énergiques : il est maltraité, on a été injuste à son égard, on lui a fait éprouver des passe-droit ; lieutenant depuis cinq ans, il ne peut obtenir d'avancement. « Calmez-vous, lui répond l'Empereur. Moi, je l'ai bien été sept ans, et vous voyez qu'après tout, cela n'empêche pas de faire son chemin. » Tout le monde de rire ; le jeune lieutenant, subitement refroidi, alla reprendre sa place à la tête de sa compagnie.

Pendant les campagnes, au milieu d'une marche, des dialogues s'établissaient entre lui et les régiments. On connaît l'inoubliable veillée d'armes qui précéda la journée d'Austerlitz, quand il traversa tout son camp et qu'il fut salué par des acclamations enthousiastes. Dans la campagne de Saxe, en 1806, quelques jours avant Iéna, il passait devant le 44e de ligne. « Vous êtes, de tous les corps de mon armée, celui où il y a le plus de chevrons ; aussi, vos trois bataillons comptent-ils à mes yeux pour six. » Les soldats enthousiasmés répondirent : « Nous vous le prouverons devant l'ennemi. » Il demande au colonel du 2e régiment de chasseurs à cheval : « Combien d'hommes présents ? — Cinq cents, répond le colonel ; mais, parmi eux, beaucoup de jeunes gens. — Qu'importe ! ne sont-ils pas tous Français ? » Et, se tournant vers le régiment : « Jeunes gens, il ne faut pas craindre la mort ; quand on ne la craint pas, on la fait entrer dans les rangs de l'ennemi. » A la bataille de Lutzen, Napoléon parcourait en personne les rangs de l'infanterie, où il trouvait des conscrits qui n'avaient pas encore combattu. « Ce n'est rien, mes enfants, tenez ferme. La patrie vous regarde. Sachez mourir pour elle. » Les conscrits de Lutzen furent des héros.

LA DISCIPLINE. Sur la discipline proprement dite, c'est-à-dire sur l'exécution stricte de ses ordres au point de vue militaire, Napoléon était intraitable. Gouvion Saint-Cyr se présente un jour aux Tuileries. L'Empereur lui dit d'un ton calme : « Général,



COIFFURES DE LA GRANDE ARMÉE. — Bonnets à poil, colbacks, shakos, casques, chapskas, ces coiffures, avec leur luxe de plumets, d'aigrettes, de panaches, de pompons, de galons, de plaques de cuivre et de couleurs voyantes avec leurs dimensions souvent excessives (dans un bonnet à poil ou « ourson », on pouvait loger deux bouteilles de vin), donnent l'idée d'une armée qui estimait le pittoresque et le clinquant presque à l'égal de la bravoure. (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

LES MARÉCHAUX DE 1804

BERTHIER, 1753-1815. — Prince de Neuchâtel et de Wagram. (M. DE VERSAILLES.)

MURAT. 1771-1815. — Roi des Deux-Siciles, 1808. (M. DE VERSAILLES.)

MONCEY, 1754-1842. — Duc de Conegliano, 1808. (M. DE VERSAILLES.)

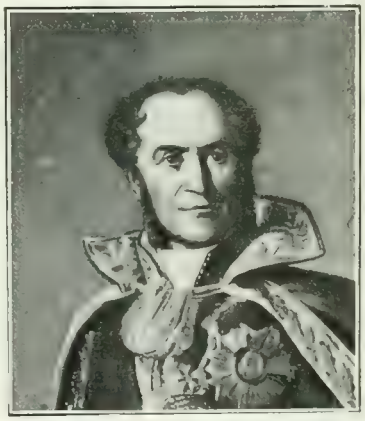
JOURDAN, 1762-1833. — Comte à la 2e Restauration. (M. DE VERSAILLES.)

MASSÉNA, 1758-1817. — Duc de Rivoli, prince d'Essling. (M. DE VERSAILLES.)

AUGEREAU, 1757-1816. — Duc de Castiglione, 1808. (M. DE VERSAILLES.)

BERNADOTTE, 1764-1844. — Roi de Suède, 1818. (M. DE VERSAILLES.)

SOULT, 1769-1851. — Duc de Dalmatie, 1808. (M. DE VERSAILLES.)



BRUNE, 1763-1815. — Ne fut pas compris dans la noblesse impériale. (M. DE VERSAILLES.)

LES MARÉCHAUX DE 1804

LANNES, 1769-1809. — Duc de Montebello, 1808.

(M. DE VERSAILLES.)

MORTIER, 1768-1835. Duc de Trévise, 1808.

(M. DE VERSAILLES.)

NEY, 1769-1815. — Duc d'Elchingen, prince de la Moskowa.

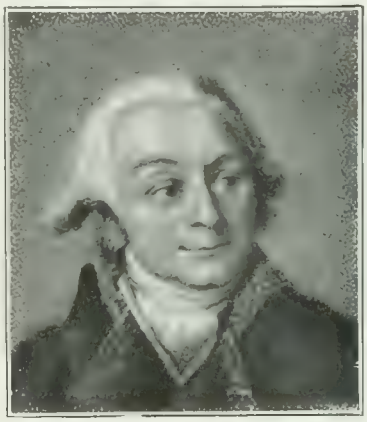
(M. DE VERSAILLES.)

DAVOUT, 1770-1823. — Duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl.

(M. DE VERSAILLES.)

BESSIÈRES, 1768-1813. — Duc d'Istrie, 1809.

(M. DE VERSAILLES.)



KELLERMANN, 1735-1820. — Duc de Valmy, 1808.

(M. DE L'ARMÉE.)

LEFEBVRE, 1755-1820. — Duc de Dantzig, 1808.

(M. DE VERSAILLES.)

PÉRIGNON, 1754-1818. — Comte, 1808 ; marquis, 1817.

(M. DE VERSAILLES.)

SÉRURIER, 1742-1819. — Comte, 1808.

(M. DE L'ARMÉE.)

COSTUMES DE LA GRANDE ARMÉE. — *Chasseur à cheval de la Garde (pelisse écarlate bordée de fourrure noire, garnie de 96 boutons d'or, qui couvre le bras gauche ; dolman vert à brandebourgs aurore), Dragon de l'Impératrice, Grenadier-étendard de la Garde à cheval, Hussard, Trompette de Grenadiers à cheval, Grenadier à cheval de la Garde, Officier de Lanciers polonais.*

ÉTUDES DE DÉTAILLE. (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

vous arrivez de Naples ? — Oui, Sire ; j'ai cédé le commandement au général Pérignon, que vous avez envoyé pour me remplacer. — Vous avez sans doute reçu la permission du ministre de la Guerre ? — Non, Sire ; mais je n'avais plus rien à faire à Naples. — Si dans deux heures vous n'êtes pas sur le chemin de Naples, avant midi vous êtes fusillé en plaine de Grenelle. »

Pour la maraude, pour le pillage même, qui, en Portugal et en Espagne, loin de sa présence, qui, plus tard, en Russie, sous ses propres yeux, avec « l'armée sans pardon », devinrent des actes réguliers de la Grande Armée, il feignit souvent de fermer les yeux. Quelques jours avant Iéna, il rencontrait le 7e léger, composé surtout de Languedociens et de Béarnais. « Voilà les meilleurs marcheurs de l'armée ! On n'en voit jamais un seul en arrière, surtout quand il faut joindre l'ennemi. Mais, pour vous rendre justice entière, je dois vous dire que vous êtes les plus criards et les plus maraudeurs de l'armée. — C'est vrai, c'est vrai ! » répondirent les soldats. Chacun d'eux avait sur son sac un canard, une poule ou une oie. Il y aurait eu trop à sévir, s'il avait fallu examiner ce genre d'indiscipline, et il fallait bien pardonner quelque chose à de pauvres diables qui faisaient le sacrifice de leur vie pour la gloire de l'Empereur et de la France.

Aussi, la masse de l'armée était acquise irrévocablement à Napoléon ; elle s'était donnée à lui sans esprit de retour. Tant qu'elle fut heureuse, elle exerça sur l'ensemble de la nation une séduction qui acheva de rallier au régime impérial ceux qui pouvaient hésiter encore. Comment, en effet, pour des jeunes gens qui se sentaient d'humeur un peu remuante, aurait-il été possible d'assister à une pareille moisson de gloire sans vouloir y participer ? Chaque soldat songeait qu'en s'exposant, il recevrait la croix, une dotation, qui sait peut-être ! un titre de duc, comme Lefebvre que tout Paris avait connu jadis sergent aux gardes françaises. Lefebvre avait gagné tous ses grades et tous ses titres l'épée à la main, avec une folle bravoure. Un ami du duc de Dantzig visitait le magnifique hôtel qu'il devait à la générosité de l'Empereur, il enviait sa fortune. « Eh bien, dit le maréchal, je te donne tout cela à une condition. — Laquelle ? — Tu vas descendre dans la cour. Je mets à chaque fenêtre deux grenadiers avec leurs fusils, ils tirent sur toi. Si tu réchappes, tu auras l'hôtel et tout. — Merci ! — Mon ami, on a tiré sur moi plus de coups et de plus près. » Quand vinrent les jours de malheur, l'armée ne cessa de croire à son chef et d'espérer en lui contre toute espérance, comme on espère toujours en ceux que l'on aime. « Tu as froid ? demandait Napoléon au grenadier Lambert, à la Bérésina. — Moi, mon Empereur ? Allons donc ! quand je vous vois, ça me réchauffe. »

LES MINISTÈRES. « J'avais rendu tous mes ministères si faciles que je les avais mis à la portée de tout le monde, pour peu qu'on possédât du dévouement, du zèle, de l'activité, du travail. » Napoléon voulait dire par là qu'il ne demandait pas à ses ministres des facultés créatrices. Aussi bien n'auraient-ils pas pu en avoir. Ils n'étaient que de simples commis, chargés d'exécuter des ordres, avec les qualités essen-

tielles du commis, la promptitude, la fidélité, la soumission. Pour arriver à cette exécution parfaite, pénétrant dans tous les détails, prévoyant et réglant toutes choses, telle que le maître l'entendait, il fallait beaucoup d'expérience et de pratique, qualités qui ne s'acquièrent qu'à la longue. Aussi ce fut un principe de Napoléon de conserver le plus possible ses ministres en fonctions ; il n'eut qu'un ministre des Finances, Gaudin, qu'un ministre de la Marine, Decrès, que deux ministres de la Guerre, Berthier et Clarke.

Ce que le maître voulait avant tout de ses collaborateurs, ou mieux de ses employés, c'était l'exactitude à la besogne quotidienne et l'esprit de suite. De près ou de loin, il avait l'œil ouvert sur chacun d'eux. « Je travaillais du soir au matin avec une ardeur singulière, dit Beugnot, à propos de son rôle d'administrateur du grand-duché de Berg ; j'en étonnais les naturels du pays, qui ne savaient pas que l'Empereur exerçait sur ses serviteurs, et si éloignés qu'ils fussent de lui, le miracle de la présence réelle. Je le croyais voir devant moi, quand je travaillais enfermé dans mon cabinet. »

TALLEYRAND. Parmi les ministres de Napoléon, celui des Relations extérieures avait la situation la plus personnelle ; car il ne traitait pas seulement avec l'Empereur, il traitait aussi avec les étrangers. Talleyrand, qui avait reçu ou plutôt repris ces fonctions après le 18 Brumaire, les garda jusqu'en 1807. Il avait séduit Bonaparte par son esprit naturel, original, par son air d'ancien régime et parce qu'il voyait en cet ancien évêque marié, qui avait fortement conseillé le meurtre du duc d'Enghien, et dont il fit un grand chambellan et un prince de Bénévent, un intermédiaire naturel et commode entre la France du passé et la France nouvelle. L'histoire du mariage de Talleyrand n'est pas banale ; elle est une preuve de la manière dont Napoléon entendait être obéi, tout en compromettant dans l'opinion ceux qui le servaient.

Talleyrand avait eu l'occasion de connaître une personne d'origine américaine, Mme Grand, qui passait pour une des plus belles femmes de son temps, mais dont la beauté n'avait d'égale qu'une sottise sans fond. Quelqu'un lui demandait un jour de quel pays elle était. « Je suis d'Inde », répondit-elle. Les ambassadrices refusaient, à l'époque du Consulat, d'aller aux Relations extérieures, pour ne point s'exposer à être reçues par une femme dont la situation n'était pas régulière. « Je ne vois qu'un moyen, dit Bonaparte à la jolie personne qui était venue fondre en larmes à la Malmaison. Que Talleyrand vous épouse, et tout sera arrangé. » Le ministre avait vingt-quatre heures pour se déterminer. Son parti fut pris tout de suite, car il avait besoin de Bonaparte pour sa fortune, et la place était trop belle pour l'abandonner. Le mariage fut célébré furtivement à Épinay, dans la vallée de Montmorency, par un curé de bonne volonté. Deux jours après, on apprit que Mme Grand s'était transformée en Mme de Talleyrand ; du coup, tous les embarras du corps diplomatique furent aplanis. Bonaparte dut être enchanté du bon tour qu'il avait joué au plus intelligent et au plus nécessaire de ses ministres ; il l'avait condamné à vivre en tête à tête pour le reste de ses jours avec une sotte, et il l'avait couvert d'un peu de ridicule.

Napoléon finit par trouver que Talleyrand avait une situation trop importante aux yeux de l'Europe ; il prit le parti de lui retirer le ministère. Il le fit avec habileté, car il entendait ménager un homme qui pouvait lui être utile. Il le nomma vice-grand électeur, dignité qui le mettait au-dessus des ministres. Talleyrand, qui ne détestait point les titres et les dotations, — l'ensemble de ses traitements était de 495 000 francs, — accepta sans rien dire, convaincu qu'il continuerait à exercer auprès de Napoléon la même influence. La manière dont il présenta les divers agents de son ministère à son successeur, M. de Champagny, mérite d'être contée. « Monsieur, voici bien des gens recommandables, dont vous serez content. Vous les trouverez fidèles, habiles, exacts, mais, grâce à mes soins, nullement zélés. » Champagny fit un mouvement de surprise. « Oui, continua-t-il d'un air très sérieux. Hors quelques petits expéditionnaires, qui font, je pense, leurs enveloppes avec un peu de précipitation, tous ici ont le plus grand calme, et se sont déshabitués de l'empressement. Quand vous aurez eu à traiter un peu de temps des intérêts de l'Europe avec l'Empereur, vous verrez combien il est important de ne se point hâter de sceller et d'expédier trop vite ses volontés. »

En 1808, Talleyrand avait reçu de Napoléon le singulier rôle de geôlier de Ferdinand VII interné dans son château de Valençay ; comme il sentait la confiance du maître s'éloigner de lui, il ne cacha pas sa désapprobation des affaires d'Espagne. L'Empereur, qui le sut, lui fit une scène terrible, lui apprit qu'il n'était plus grand chambellan, et termina par une grossière injure : « Tenez, monsieur, vous n'êtes que du fumier dans un bas de soie. » Talleyrand, impassible, silencieux, adossé à une console, à cause de sa mauvaise jambe, avait écouté sans sourciller la philippique de Napoléon. Toute sa vengeance fut dans le mot qu'il colporta après cette scène : « Quel dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé ! »

FOUCHÉ, SAVARY, MARET. Un autre personnage, de toute autre nature d'ailleurs, eut aussi sa disgrâce après avoir connu la haute faveur ; il s'en vengea en s'alliant à Talleyrand en 1815 pour s'imposer aux Bourbons : ce fut le ministre de la Police Fouché, l'ancien oratorien régicide, « le sans-culotte métamorphosé en duc, comme l'appelle Chateaubriand, qui avait enveloppé la corde de la lanterne dans le cordon de la Légion d'honneur ». D'une perfidie sans égale, « toujours dans les souliers de tout le monde », suivant le mot de Napoléon, tenant entre ses mains tous les ressorts de la police, il se croyait indispensable à l'Empereur par les rapports de toute nature avec lesquels il voulait capter sa confiance. Brusquement, en 1810, il fut cassé aux gages, parce qu'il affectait de se croire nécessaire. Son successeur fut le général Savary, duc de Rovigo, sur la docilité de qui Napoléon savait pouvoir compter ; c'était le gendarme à tout faire, qui avait assuré sa propre fortune en faisant exécuter sur-le-champ la sentence portée contre le duc d'Enghien. En 1811, Napoléon nomma aux Relations extérieures son ancien secrétaire Maret, duc de Bassano, dont la fidélité lui était connue depuis longtemps. « Êtes-vous riche, Maret ? lui avait dit un jour le Premier Consul. — Non,

Général. — Tant pis, il faut être indépendant. — Général, je ne veux jamais être dépendant que de vous. — Hein ! pas trop mal. » Et se tournant vers son secrétaire : « Maret est bien, il ne manque pas d'esprit, il a répondu adroitement. »

LE TRIBUNAT ET LE CORPS LÉGISLATIF. Il y avait toujours les quatre assemblées établies par la Constitution de l'an VIII, qui étaient, à titres divers, des organes du pouvoir législatif : Conseil d'État qui préparait les lois, Tribunat qui les discutait, Corps législatif qui les votait, Sénat qui les surveillait et les complétait. Le Tribunat seul avait quelques apparences de liberté, mais de liberté stérile, puisqu'il discutait dans le vide, sans pouvoir changer un iota au texte qui lui était soumis. Depuis longtemps, Bonaparte avait décidé la mort des tribuns. « Ce sont des bavards et des phraseurs que je chasserai. Tous les troubles des États viennent des bavardages de la tribune ; je n'en veux plus.... Ils ne perdront rien pour attendre. » En 1802, les tribuns avaient été réduits de cent à cinquante ; en 1807, les cinquante furent supprimés ; ils furent versés dans le Corps législatif. « Voilà, dit l'Empereur, ma dernière rupture avec la République. » Le Tribunat mourut en courtisan plein de grâce ; il vota à l'Empereur une adresse pour exprimer ses remerciements et son admiration. La suppression d'un rouage purement décoratif ne changea rien à l'expédition des affaires ; elles n'allèrent ni mieux ni pis.

Le Corps législatif n'était qu'une chambre d'enregistrement, chargée de voter à la muette des projets de loi qui étaient tout préparés. Une fois, une seule, au début de la campagne de France, il voulut prendre la parole au nom de la nation ; ce fut une scène terrible où l'Empereur laissa éclater toute sa colère et tout son mépris.

LE SÉNAT. Deux corps seuls comptaient dans l'organisation intérieure de l'Empire, le Sénat et le Conseil d'État.

Les attributions du Sénat étaient singulièrement élastiques ; il était chargé de régler tout ce qui n'avait pas été prévu par la Constitution et tout ce qui était nécessaire à sa marche. Le Sénat fut une machine à décrets de toute nature, fonctionnant à jet continu. Au Sénat, comme au Conseil d'État, à la Cour de Cassation et dans tous les grands postes de l'État, Napoléon avait fait place aux vaincus de tous les partis. Nobles, émigrés, jacobins se coudoyaient et vivaient en parfaite harmonie. En 1808, il y avait dans la haute administration 131 régicides, auxquels personne ne songeait à reprocher leur vote de 1793, pas plus qu'ils ne songeaient eux-mêmes à reprocher à leurs collègues d'avoir été de l'armée de Condé. « On ne m'a jamais connu qu'une question, disait Napoléon, un but unique : « Voulez-vous être bon Français avec moi ? » Sur l'affirmative, il plaçait chacun dans la place qu'il jugeait en harmonie avec ses aptitudes. Les nobles de cour, de robe et d'épée, que leur situation sous l'ancien régime aurait destinés aux premières charges, y avaient toujours droit, au même titre que les fils de la Révolution, à savoir être « bons Français avec lui ». Ce qui voulait dire être serviteurs appliqués, travailleurs

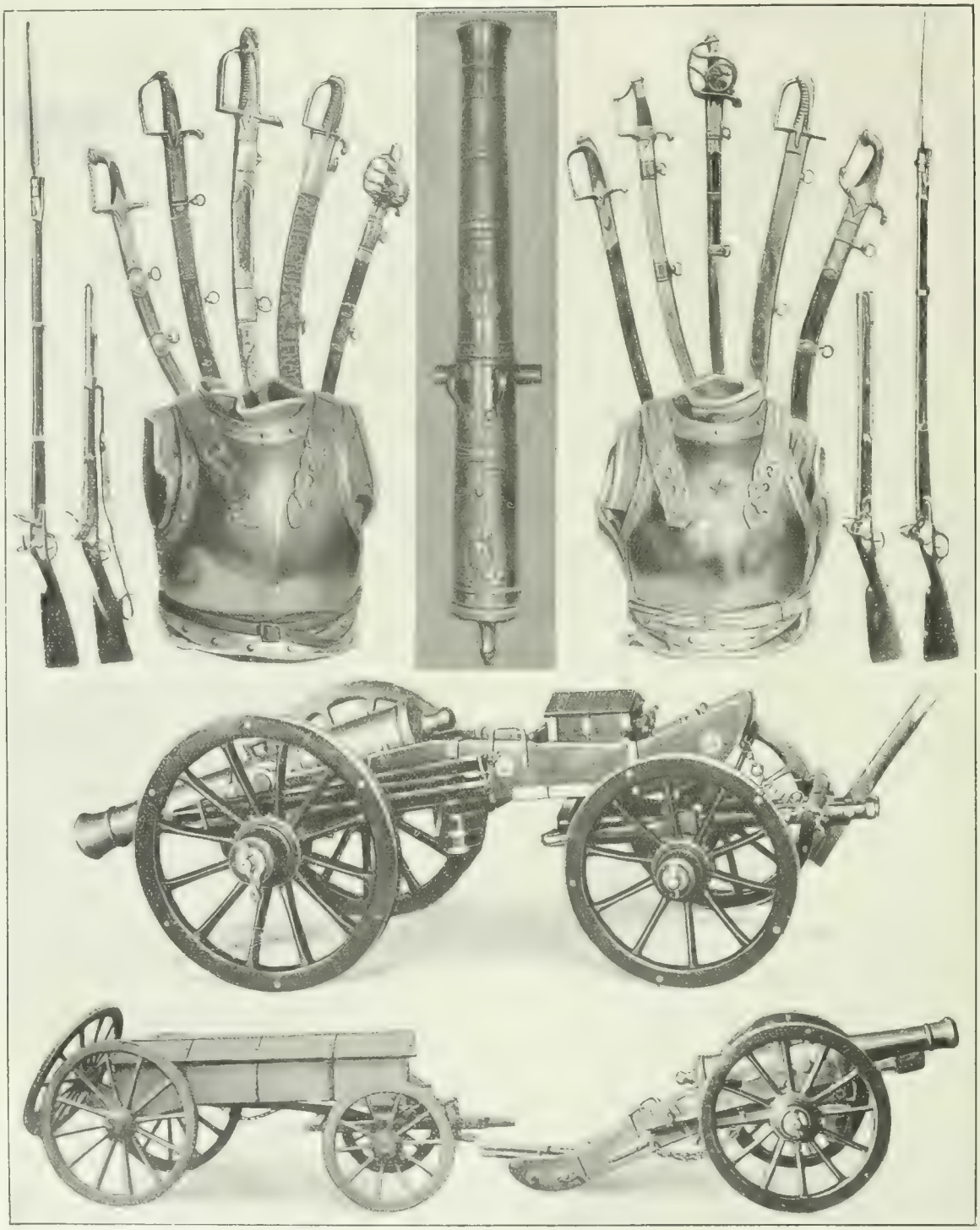
TALLEYRAND-PÉRIGORD, 1754-1838. — Prince de Bénévent, ministre des Relations extérieures. PAR PRUDHON (MUSÉE CARNAVALET.)

FOUCHÉ (Joseph), 1763-1820, duc d'Otrante, ministre de la Police générale, exilé à la 2e Restauration. (PAUL LOUIS, MUSÉE DE VERSAILLES.)

SAVARY (René), 1774-1833. — Duc de Rovigo, ministre de la Police générale.

PAR R. LEFÈVRE (MUSÉE DE VERSAILLES.)

MARET (Hugues), 1763-1839. — Duc de Bassano, ministre des Relations extérieures. PAR R. LEFÈVRE. (COLL. DE Mme LA DUCHESSE DE BASSANO.)



ARMEMENT SOUS L'EMPIRE. — Fusil à pierre, modèle de 1777, employé jusqu'en 1840 : portée extrême, 600 mètres ; bonne portée, 250 mètres ; quatre balles en trois minutes. — Canons du système Gribeauval, de 1776, employés jusqu'en 1825 : portée extrême, 3 500 mètres pour le canon de 12, pièce lourde ; bonne portée, 1200 mètres ; deux coups par minute. — Caisson de munitions d'artillerie, système Gribeauval (Gribeauval, général d'artillerie, mort en 1789). (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

et, avant tout, dociles ; car le temps était passé des fonctions d'administration et même de cour, qui étaient des sinécures. Le Sénat était censé se recruter lui-même sur des listes de candidats de diverses provenances ; en réalité, il prenait le candidat de l'Empereur. Il avait été question une fois, et c'était sous le Consulat, de faire entrer au Sénat un ancien conventionnel de mérite, Daunou. « Citoyens, dit Bonaparte, je vous préviens que je regarderais la nomination de Daunou au Sénat comme une injure personnelle, et vous savez que je n'en ai jamais souffert aucune. »

LE CONSEIL D'ÉTAT. L'organe essentiel du gouvernement impérial, c'était le Conseil d'État. Comme le disait un de ses membres, le Conseil était la pensée de l'Empereur en délibération, comme les ministres étaient sa pensée en exécution. Mieux encore que les autres corps de l'État, Napoléon l'avait recruté dans tous les partis. Il y avait des magistrats de l'ancien régime, comme Molé, Séguier, Pasquier, des hommes de la Constituante, de la Législative, de la Convention et du Directoire ; le défenseur de Louis XVI, Tronchet, y siégeait à côté d'un pur jacobin, Réal. Las Cases, le futur mémorialiste de Sainte-Hélène, officier de l'ancienne marine qui avait émigré, en était membre. Dans la liste de ses auditeurs, de ses maîtres des requêtes, de ses conseillers, on trouverait les noms les plus illustres de l'administration et de la jurisprudence françaises au début du XIXe siècle. Ses sections de la Justice, des Finances, de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine, son comité du Contentieux, exerçaient sur tous les services publics, même sur les actes des ministres, une surveillance salutaire. Cambacérès, qui en était le président, dirigeait les discussions du Conseil avec une science de juriste approfondie.

La besogne du Conseil d'État fut vraiment énorme ; on a fait le compte de ses délibérations : il fut de 61 139. C'est lui qui avait l'initiative des lois de toute nature ; après les avoir longuement et librement discutées, il en arrêtait le projet, qui était soumis ensuite à l'acceptation du Corps législatif. C'est dans les comités du Conseil d'État que furent discutés et en somme décidés le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de Commerce, le Code pénal, le Code de procédure criminelle ; c'est là, et non dans les assemblées délibérantes, que fut arrêtée toute la législation qui régit encore les rapports des Français entre eux.

NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT. Dans les haltes que Napoléon faisait à Paris au milieu de ses courses à travers l'Europe, il ne manquait pas d'assister aux séances du Conseil et d'y prendre part en personne. La contradiction ne lui déplaisait pas. « Je ne me fâche point qu'on me contredise, je cherche qu'on m'éclaire. Parlez hardiment ; dites toute votre pensée : nous sommes ici entre nous, nous sommes en famille. » Mais, même en famille, il peut y avoir entre le père et les enfants des querelles d'une extrême violence. « Ayez donc l'attention de ménager un peu mon humeur, dit-il une fois à un membre du Conseil. Dernièrement, vous avez été bien

loin ; vous m'avez réduit à me gratter la tempe ; c'est un grand signe chez moi ; dorénavant, évitez de me pousser jusque-là. »

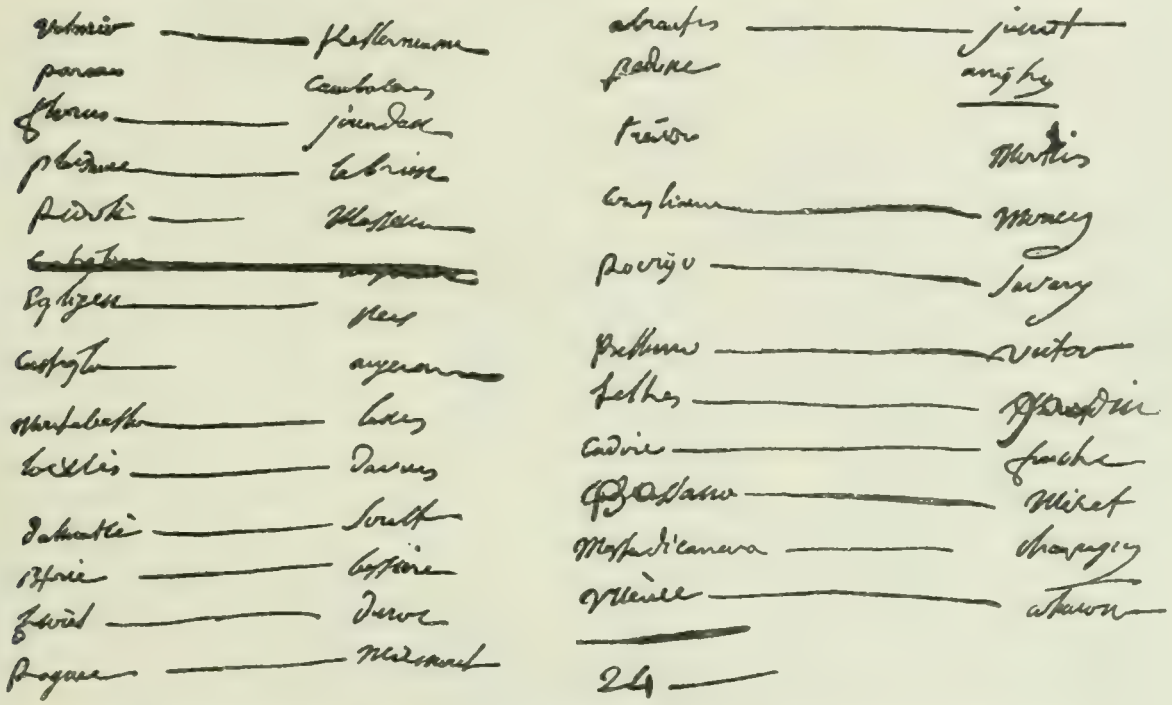
Les annales du Conseil d État ont conservé le souvenir d'une scène terrible qu'il fit au comte Portalis, le fils de l'ancien ministre des Cultes ; celui-ci ne lui avait point fait connaître un bref lancé par le Pape Pie VII contre le cardinal Maury, qui venait d'être nommé archevêque de Paris. L'explosion éclata en plein Conseil, devant les collègues du coupable, qui assistèrent, dans le plus profond silence, à cette sortie terrible. « Quel a pu être votre motif, monsieur ? Seraient-ce vos principes religieux ? Mais alors, pourquoi vous trouvez-vous ici ? Je ne violente la conscience de personne. Vous ai-je pris au collet pour vous faire mon conseiller d'État? C'est une faveur insigne que vous avez sollicitée. Vous êtes ici le plus jeune et le seul peut-être qui y soyez sans des titres personnels ; je n'ai vu en vous que l'héritier des services de votre père.... Votre faute est grande, monsieur. » Et, à la fin, ce terrible coup de massue : « Les devoirs d'un conseiller d'État envers moi sont immenses ; vous les avez violés, monsieur. Vous ne l'êtes plus. Sortez, ne reparaissez plus ici ! » Le malheureux sortit. Les assistants, figés dans le silence, entendirent les derniers éclats de la tempête : « J'espère qu'une pareille scène ne se renouvellera jamais ; elle m'a fait trop de mal.... Depuis que je suis au gouvernement, voilà le premier individu, auprès de moi, qui m'ait trahi. » Et, se tournant vers le membre du Conseil qui rédigeait les procès-verbaux : « Vous écrirez trahi, entendez-vous ? »

LA NOBLESSE IMPÉRIALE. Le 30 mars 1806, le Sénat tint une séance fort importante ; il s'agissait de prendre connaissance d'une série de décrets qui avaient pour effet, disait Cambacérès, d'affermir le système du gouvernement héréditaire par des institutions analogues à sa nature. L'un de ces décrets érigeait en duchés douze territoires de l'Empire. « Ces titres, disait l'archichancelier, deviennent la propriété de ceux qui les auront reçus, et seront transmis de mâle en mâle à l'aîné de leurs descendants légitimes. Cette grande conception, qui donne à l'Europe la preuve du prix que Sa Majesté attache aux exploits des braves et à la fidélité de ceux qu'elle a employés dans les grandes affaires, offre aussi des avantages politiques. L'éclat habituel qui environne les hommes éminents en dignité leur donne sur le peuple une autorité de conseil et d'exemple, que le monarque quelquefois substitue avantageusement à l'autorité des fonctions publiques. Ces mêmes hommes sont, en même temps, les intercesseurs du peuple auprès du trône. » Des décrets postérieurs complétèrent bientôt cette institution de la noblesse. Que de chemin on avait fait depuis la nuit du 4 août et les décrets de la Constituante !

La noblesse impériale eut tous les titres de la noblesse de l'ancien régime, à l'exception de celui de marquis. Les titres de baron d'Empire et de comte d'Empire étaient donnés soit à la personne, soit à la fonction. Ainsi étaient barons de droit les présidents des collèges électoraux, le premier président et le procureur général de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes, de chaque Cour d'Appel, les évêques et les maires

« des 37 bonnes villes qui ont le droit d'assister à notre couronnement ». Étaient comtes de droit les sénateurs, les conseillers d'État à vie, les cardinaux et archevêques. De plus, furent créés barons ou comtes, en vertu de leurs mérites, un grand nombre d'officiers, des administrateurs, des savants, des industriels.

Le titre de duc — il y en eut trente-deux — fut toujours donné à la personne. Sur ces trente-deux noms de ducs, un seul, Valmy, appartient à la France et à la période des armées républicaines. Un duché est portugais : Abrantès ; un est espagnol : Albuféra; un est polonais, Dantzig ; deux sont allemands : Auerstaedt, Elchingen ; tous les autres sont italiens. Seul, le duc Decrès n'eut pas de titre territorial.



LISTE DE 24 DUCHÉS, DE LA MAIN DE NAPOLÉON. (ARCHIVES NATIONALES.)
(Ce projet mentionne un duché de Fleurus pour Jourdan, qui ne fut jamais créé.)

Au-dessus des ducs, il y eut les princes : le prince de Bénévent, Talleyrand ; le prince d'Eckmühl, Davout ; le prince d'Essling, Masséna ; le prince de la Moskowa, Ney ; le prince de Neuchâtel, puis de Wagram, Berthier ; le prince de Pontecorvo, Bernadotte.

LES MAJORATS. A chaque titre de noblesse étaient attachées des dotations pécuniaires : 5000 francs de rente aux barons, 50000 aux comtes, 100000 aux ducs, sans parler des sommes qui étaient données à titre personnel, pour acheter des hôtels et avoir un grand train de maison. Tous ces titres et ces dotations étaient héréditaires. Car le droit d'aînesse était rétabli d'une manière indirecte sous le nom de majorats ; on appelait ainsi la propriété du titre et de la rente qui y était attachée,

transmissible dans chaque famille de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. En portant au Sénat le décret qui créait les majorats, Cambacérès disait que les distinctions héréditaires étaient de l'essence de la monarchie, qu'elles donnaient un nouvel aliment à ce qu'on appelle en France l'honneur, et que notre caractère national nous portait à les accueillir avec empressement. Les hommes de la Révolution devaient être sans inquiétude : tous les citoyens ne seraient pas moins égaux devant la loi ; les distinctions nouvelles enflammeraient l'ardeur de tous, puisque tous pouvaient y prétendre. Le Sénat, suivant son habitude, vota à l'Empereur une adresse de remerciements et d'admiration.

La noblesse impériale ne fut jamais qu'une pure décoration, car elle ne conférait à ses membres aucun droit réel, aucune attribution spéciale, en dehors de la jouissance d'un titre sonore et d'une belle fortune. Napoléon y vit un moyen de plus de s'attacher des créatures en excitant l'amour-propre et de fondre l'ancienne France et la France nouvelle. « Je fais de la monarchie, disait-il, en créant une hérédité, mais je reste dans la Révolution, parce que ma noblesse n'est point exclusive. Mes titres sont une sorte de couronne civique ; on peut les mériter par les œuvres. »

Pour ceux à qui leurs œuvres méritèrent cette couronne civique, on comprend leur légitime fierté. Duc de Rivoli, duc de Montebello, duc d'Elchingen, duc d'Auerstaedt, ce sont des noms qui font partie de nos gloires nationales, au même titre que duc de Luxembourg, duc de Montmorency, duc de Villars, duc de Richelieu. L'ancienne noblesse française avait une sœur plus jeune, mais qui devait comme elle sa naissance aux services qu'elle avait rendus au pays. On parlait devant Junot, l'ancien sergent du siège de Toulon qui était devenu duc d'Abrantès, des préventions de la vieille noblesse à l'égard de sa sœur cadette. Et Junot de dire, avec sa rude franchise d'officier de fortune : « Pourquoi donc tous ces gens-là se montrent-ils si jaloux de notre élévation ? La seule différence entre eux et moi, c'est qu'ils sont des descendants, et que, moi, je suis un ancêtre. »

VAN BREE

NAPOLÉON A ANVERS (1810)

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE X

LE CAMP DE BOULOGNE

RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS. ❦ CAUSES DE LA RUPTURE. ❦ GUERRE PURE-MENT MARITIME. ❦ CONSTRUCTION D'UNE « FLOTTILLE NATIONALE ». ❦ L'ARMÉE DE DÉBARQUEMENT. ❦ CONCOURS DES ESCADRES. ❦ LATOUCHE-TRÉVILLE. ❦ NOUVELLES COMBINAISONS STRATÉGIQUES. ❦ LETTRE DE NAPOLÉON A GEORGE III. ❦ PREMIÈRE SORTIE DE VILLENEUVE. ❦ L'ESCADRE DE BREST. ❦ VILLENEUVE AUX ANTILLES. ❦ COMBAT DU CAP FINISTERRE. ❦ VILLENEUVE A CADIX. ❦ LEVÉE DU CAMP DE BOULOGNE. ❦ 1805. BATAILLE DE TRAFALGAR. ❦ « SI J'AVAIS ÉTÉ MAITRE DE LA MER! »

LE dimanche 13 mars 1803, aux Tuileries, il y avait réception du corps diplomatique. Ces audiences, qui revenaient tous les mois, se donnaient avec beaucoup d'éclat. Les ambassadeurs et leurs femmes prenaient place dans un salon ; le Premier Consul, accompagné de sa femme, parcourait les groupes ; il causait pendant un certain temps, puis il se retirait.

RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS. ❦ Ce jour-là, dans la matinée, Bonaparte avait paru d'une humeur charmante. Il assistait à la toilette de Joséphine, en donnant son avis sur des détails de sa parure ; il s'amusait à terre avec le petit Napoléon, fils de son frère Louis. On vint l'avertir que le cercle des ambassadeurs était formé. Aussitôt sa physionomie changea d'aspect ; les traits se contractèrent, ils prirent un caractère de dureté, le teint parut pâlir à sa volonté. « Allons, mesdames, » dit-il, du ton d'un sergent qui aurait donné des ordres à des recrues, et d'un trait il pénétra dans le salon de réception. Sans saluer personne, il marcha droit sur l'ambassadeur d'Angleterre, lord Whitworth, comme s'il avait foncé sur sa proie. Il commença par se plaindre amèrement des procédés du gouvernement britannique ; il parlait assez haut pour être entendu des deux cents personnes de l'assistance. Sa voix s'élevait à mesure que sa colère augmentait. « Les paroles les plus dures, dit un témoin, les menaces les plus violentes sortaient entre-choquées de ses lèvres tremblantes. On n'osait faire un mouvement. » Cette scène inoule se termina par ces mots : « Les Anglais veulent la guerre ; mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre au fourreau.... Il faut respecter les traités. Malheur à ceux qui les violent ! »

Le flegme de l'ambassadeur en fut déconcerté ; à peine trouva-t-il quelques mots pour répondre. Deux mois plus tard, le 13 mai 1803, lord Whitworth demandait ses passeports. Le même jour l'ambassadeur de la République Française auprès de George III, le général Andréossy, quittait Londres. La rupture était consommée. Les relations entre la France et l'Angleterre ne devaient être rétablies que onze ans plus tard, après la campagne de 1814.

CAUSES DE LA RUPTURE. Le régime de la paix d'Amiens dura donc en tout quatorze mois. C'est qu'en réalité cette paix avait eu moins le caractère d'un traité que d'une trêve, imposée par la lassitude. Chacun des deux adversaires l'avait signée avec des réserves mentales. La paix du 25 mars 1802 n'avait été qu'un mensonge de la diplomatie : « C'est une épreuve, disait Nelson, et cette épreuve nous aura bientôt désabusés. »

L'Angleterre ne pouvait se résigner à voir, en face d'elle, la France établie sur les côtes de la mer du Nord et maîtresse des embouchures de l'Escaut ; ce cauchemar qui l'avait obsédée pendant la guerre de Cent ans, ou à l'époque de ses luttes contre Louis XIV et contre Louis XV, était devenu une réalité ; une guerre nouvelle parviendrait peut-être à l'en débarrasser. D'autre part, deux conditions de la paix de 1802 lui étaient très pénibles, l'évacuation du Cap et l'évacuation de Malte. Par l'occupation du Cap, elle s'était saisie de la route des Indes ; par l'occupation de Malte, elle s'était établie au cœur de la Méditerranée.

Quant au Premier Consul, il estimait que son triomphe de 1802 n'avait pas été assez complet. L'Égypte et Malte étaient deux souvenirs qui se présentaient à son esprit avec amertume ; il lui était cruel d'abandonner cette conception de l'empire de la Méditerranée qu'il avait réalisée à un moment, au début de la campagne de 1798. Renoncer à une idée qui s'était présentée à son esprit et qui avait commencé à prendre corps, n'était point dans son tempérament. Il avait un besoin d'aller, d'agir, de faire parler de lui dans le présent et dans l'avenir, qui n'avait d'égal que l'impossibilité de jouir d'un résultat acquis. Jamais le « Plus oultre » de Charles-Quint ne convint mieux, à prendre le mot au pied de la lettre, qu'à celui qui demeurera l'empereur errant de l'histoire. « Mon pouvoir, a-t-il dit, tient à ma gloire, et ma gloire aux victoires que j'ai remportées. Ma puissance tomberait, si je ne lui donnais pour base encore de la gloire et des victoires nouvelles. La conquête m'a fait ce que je suis, la conquête seule peut me maintenir. Un gouvernement nouveau-né a besoin d'éblouir et d'étonner ; dès qu'il ne jette plus d'éclats, il tombe. »

Le Premier Consul avait continué à occuper l'attention de l'Europe. Il avait ouvert l'année 1802, avant la signature de la paix d'Amiens, en se faisant proclamer président de la République italienne par une *consulta* de Cisalpins réunis à Lyon. Il avait annexé l'île d'Elbe, réuni le Piémont au territoire français, en le divisant en six départements, occupé le duché de Parme. Puis, sous le titre de Médiateur, il avait donné une

constitution aux cantons suisses, qui devenaient à l'Est une dépendance de la France, comme la République Batave l'était déjà au Nord.

Ces agissements ne regardaient point le régime de la paix d'Amiens, mais ils servirent de prétextes à l'Angleterre pour différer l'évacuation de Malte. Le 28 février 1803, le commandeur de Bussy, représentant le nouveau grand maître de l'ordre de Saint-Jean, débarquait à la Valette et demandait au commandant anglais à être mis en possession de l'île ; il lui fut répondu par un refus formel. L'Angleterre était à Malte, elle restait à Malte. Alors les événements s'étaient précipités. Le 8 mars, George III informait le parlement anglais qu'il convoquait les milices « pour la défense et la sûreté de ses États ». La réponse de Napoléon avait été sa terrible algarade à lord Whitworth. Enfin, les ambassadeurs avaient été rappelés. La rupture comblait les désirs secrets des deux gouvernements. L'Angleterre y vit un moyen de se saisir de tout l'empire des mers ; le Premier Consul, l'occasion de franchir, grâce à d'éclatantes victoires, le dernier échelon qui le séparait du pouvoir suprême.

GUERRE PUREMENT MARITIME. La situation politique au lendemain de la rupture de la paix d'Amiens était d'une netteté parfaite. La France et l'Angleterre étaient en guerre, et seules elles étaient en guerre ; les peuples de l'Europe restaient simples spectateurs du duel qui allait s'engager entre les deux puissances. Puisque l'Europe continentale restait en dehors du conflit, rien n'empêchait Bonaparte d'exécuter la grande pensée militaire qui avait été celle de Louis XIV et de Hoche, qui avait été la sienne après la campagne d'Italie, descendre sur ces rivages où César et Guillaume le Conquérant l'avaient précédé, et frapper l'ennemi droit au cœur. En un mot, il s'agissait de franchir un bras de mer de 32 kilomètres à peine. C'était, semblait-il, l'affaire de quelques heures. Dès que l'armée française aurait pris pied de l'autre côté du détroit, la route de Londres lui serait ouverte ; elle irait dans la capitale même de l'ennemi dicter une paix triomphale.

Ordre fut donné aux journaux de ne rien épargner pour exciter les imaginations contre « la perfide Albion ». Une circulaire officielle, de forme toute royale, qui avait un peu le caractère d'un manifeste au début d'une croisade, fut envoyée par le Premier Consul aux archevêques et aux évêques de France : « Je vous fais cette lettre pour vous dire que je souhaite que vous ordonniez des prières pour attirer la bénédiction du Ciel sur nos entreprises. » Le mandement de l'archevêque de Paris parut le premier ; il donna le signal du concert de louanges que l'auteur du Concordat inspirait au clergé. On remarqua les termes dont s'était servi l'archevêque de Rouen, Cambacérès, frère du Second Consul : « Demandons à Dieu, disait-il, que l'homme de sa droite, cet homme qui, sous la direction de ses ordres, a tout fait pour le rétablissement de son culte, qui se propose de faire encore davantage, continue d'être, comme Cyrus, le christ de la Providence. » L'évêque d'Arras avait la note nettement belliqueuse : « Choisissez des gens de cœur, disait-il, et allez combattre Amalec. »

CONSTRUCTION D'UNE « FLOTTILLE NATIONALE ». De quelles forces disposait le chef d'Israël pour faire la guerre à la peuplade haïe des Amalécites? Il s'agit des forces maritimes; pour les forces de terre, l'Angleterre ne pourrait rien opposer de comparable à la Grande Armée. La question résidait à peu près en entier dans l'opération du passage, et seule la marine pouvait résoudre cette opération.

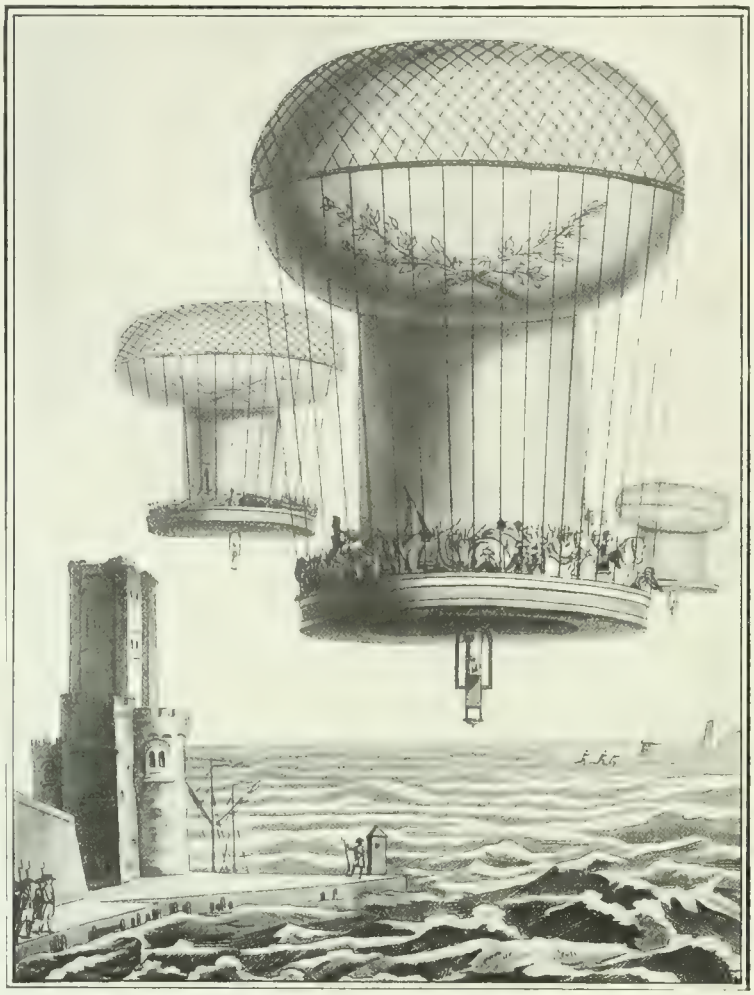
Or, à cet égard, la France était dans un état d'infériorité manifeste. En 1801, quand il avait déjà été question d'une descente en Angleterre, le Premier Consul avait fait construire une flottille légère; mais les bâtiments qui la composaient avaient été abandonnés ou désarmés, tout était à refaire à cet égard. La marine de haut bord n'offrait pas beaucoup plus de ressources. La majeure partie des unités disponibles avait été engagée dans l'expédition de Saint-Domingue ; à présent que la guerre était déclarée sur l'Océan, il ne fallait pas compter sur le retour de ces forces navales. Treize vaisseaux de ligne pouvaient s'employer pour le moment; encore ces vaisseaux avaient-ils l'inconvénient d'être dispersés dans plusieurs ports.

En présence de cette pénurie de moyens maritimes, la puissance navale de l'Angleterre paraissait d'autant plus formidable. Tout de suite l'amirauté anglaise avait armé des escadres, non pour les garder dans les ports en attendant l'offensive des Français, mais pour les envoyer au large dans les diverses mers d'Europe et rendre ainsi cette offensive à peu près impossible. Une escadre sous les ordres de Sidney Smith fut placée en croisière dans la mer du Nord; elle surveillait à la fois l'embouchure de l'Escaut et les côtes de la Hollande, car on savait que le Premier Consul comptait faire entrer dans son dessein les forces navales de la République Batave. L'escadre de lord Keith s'établit dans les parages des Dunes, en face des côtes de France, pour garder les embouchures de la Tamise. Une division commandée par Cornwallis prit position dans les eaux d'Ouessant ; elle commençait le blocus de Brest. Collingwood eut pour mission de croiser dans le golfe de Gascogne, de manière à couper les communications entre la France et l'Espagne, son alliée. Enfin Nelson, qui commandait l'escadre de la Méditerranée, avait son quartier général dans les eaux de la Maddalena ; de loin avec ses frégates, il surveillait tout ce qui sepassait à Toulon. La France se trouv ait ainsi entourée d'une ceinture à peu près continue d'escadres ennemies, avant même que les hostilités fussent engagées.

La première question à résoudre était celle du transport de l'armée. On ne pouvait l'embarquer sur des bâtiments de ligne, puisque ces bâtiments manquaient pour le moment et que, d'autre part, il semblait impossible de faire pénétrer une escadre dans la Manche ; il fallait disposer d'un matériel spécial. Des arrêtés furent pris pour la construction immédiate d'une « flottille nationale ». Elle devait comprendre divers types de bâtiments : 50 prames, qui étaient les plus grands bateaux, longs d'une trentaine de mètres ; 300 chaloupes canonnières ; 300 bateaux canonniers ; 50 caïques ; 10 bombardes ; 700 péniches ; 1 000 chasse-marée, bateaux de pêche de toute espèce. Tout le

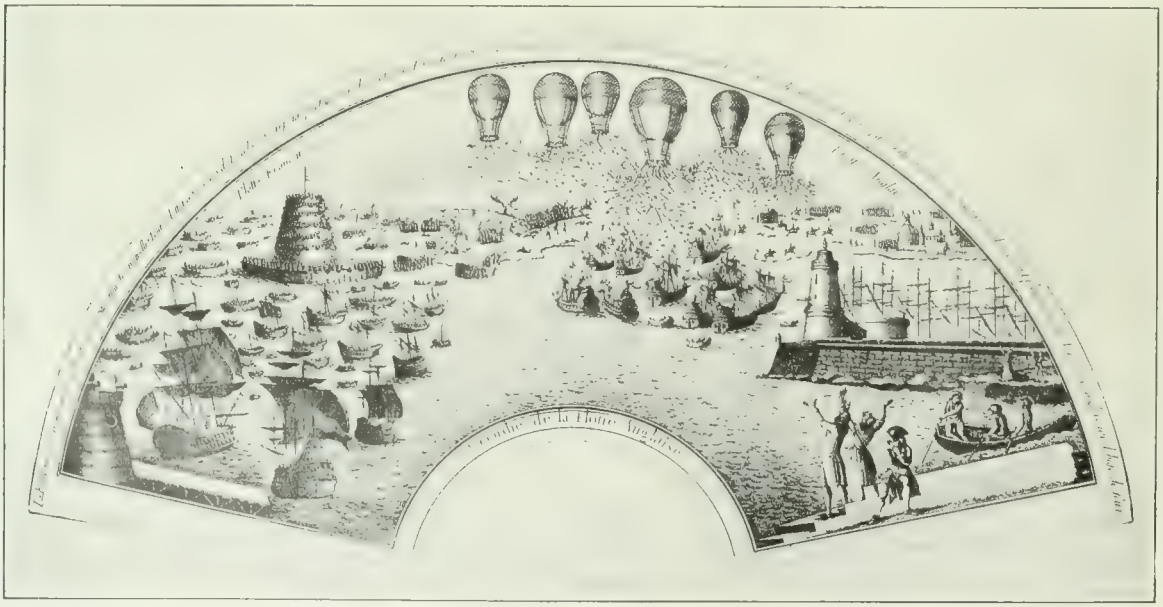
CAMP DE BOULOGNE. — Napoléon visita les travaux du camp de Boulogne le 30 juin 1803 pour la première fois : la dernière revue qu'il y passa est du 1er septembre 1805. La colonne Napoleone, dite de la Grande Armée, rappelle ces travaux gigantesques. DESSIN D'ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

NAPOLÉON, AU CAMP DE BOULOGNE, DISTRIBUE LES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR, 16 août 1804. — Cette cérémonie solennelle eut lieu à une demi-lieue au nord de Boulogne, entre le Moulin-Hubert et Terlincthun. PAR HENNEQUIN. (MUSÉE DE VERSAILLES.)



LA THILORIÈRE. — Le projet de descente en Angleterre mit en éveil le génie des inventeurs. Thilorier, avocat à l'ancien parlement de Paris, imagina de construire — sur le papier — des montgolfières géantes, capables de transporter sur leurs rebords des hommes, des chevaux, des canons; tout cet attirail était « un camp portatif ». La Thilorière eut un grand succès de curiosité et de rire.

(BIBL. NAT., ESTAMPES)



INCENDIE DE LA FLOTTE ANGLAISE. — Plus d'un siècle avant les zeppelins et les gothas, les ennemis de l'Angleterre avaient imaginé de l'attaquer par les airs. Estampe de fantaisie, des ballons qui font pleuvoir le « feu grégeois » sur les vaisseaux d'Albion, et des « tours flottantes », hérissées de batteries, qui vomissent le feu sur la flotte ennemie.

(BIBL. NAT., ESTAMPES)

personnel combattant devait prendre place sur ces divers bateaux; d'autres bateaux devaient servir à l'artillerie, aux chevaux, à l'ensemble du matériel.

Le Premier Consul avait choisi la région du Boulonnais comme la base militaire de la grande opération qu'il projetait. Elle a, en effet, l'avantage d'être la partie des côtes françaises la plus voisine de l'Angleterre; mais elle ne se prêtait que bien mal à l'usage qu'on voulait en faire. Pas d'abri naturel contre les vents du large ou les poursuites de l'ennemi; quelques estuaires en partie ensablés, dont un seul, celui de la Liane, offrait le caractère de port. Pour abriter les nombreuses unités de la flottille nationale, il fallait commencer par vaincre la nature, en multipliant les refuges sur une côte qui n'en avait pas. De gigantesques travaux de terrassement furent entrepris, à Étaples, à Ambleteuse, à Boulogne, qui devaient être les trois ports principaux de la flottille, et aussi dans les régions voisines. A mesure que les bassins se creusaient, il fallait les mettre à l'abri des insultes de l'ennemi par des ouvrages militaires; alors c'étaient des travaux de fortification qui exigeaient bien des semaines, sans parler des sommes énormes qui s'engloutissaient dans tous ces remuements de terrains. Constructeurs de bateaux, ingénieurs des ponts et chaussées, officiers du génie et de l'artillerie, avaient de quoi s'occuper; les marins semblaient les moins employés dans ce projet essentiellement maritime.

L'ARMÉE DE DÉBARQUEMENT. Du côté de la mer, l'opération projetée était destinée à s'avancer avec beaucoup de lenteur ; mais du côté de la terre, tout fut prêt, pour ainsi dire, dès la première heure. C'est que le Premier Consul avait sous la main les admirables soldats qui composaient les armées républicaines ; il n'y avait plus qu'à les fondre dans un organisme unique dont il serait le chef. Le camp de Boulogne fut ainsi appelé, parce que cette ville fut comme la capitale de l'expédition ; en fait, l'armée de débarquement s'organisait aussi dans les camps de Bruges, de Saint-Omer, de Montreuil. De tous les coins de la République, les régiments venaient prendre place sur cet échiquier gigantesque, pour constituer la Grande Armée.

Rien n'était épargné pour entretenir dans les troupes de l'armée de débarquement l'esprit de confiance et d'enthousiasme. Le *Moniteur* rapportait qu'en creusant à Boulogne les fondations du campement du Premier Consul, on avait trouvé une hache d'armes : elle paraissait avoir appartenu à l'armée romaine qui envahit l'Angleterre. A Ambleteuse, autre présage de victoire. En travaillant aussi à la tente du Premier Consul, on avait exhumé des médailles de Guillaume le Conquérant.

Premier Consul ou Empereur, Napoléon visita à plusieurs reprises les travaux auxquels tant d'espérances étaient attachées. Ces voyages contribuaient à entretenir dans le pays et dans l'armée une véritable fièvre patriotique. Dans les villes qu'il traversait, sa présence était l'occasion de manifestations belliqueuses. A Amiens, un arc de triomphe avait été élevé avec cette inscription : « Chemin de l'Angleterre. » Pour animer l'esprit public, les théâtres jouaient des pièces de circonstance, dont le thème le plus fréquent était la conquête de l'Angleterre par les Normands. La nation regardait alors Bonaparte

comme un magicien à qui rien n'était impossible. Comment douter du succès à la vue des grandes choses qui se préparaient? Toute une partie de la France se transformait en un immense chantier maritime ; dans les ports de mer, aux embouchures des cours d'eau, partout où une voie navigable pouvait conduire à la mer, on construisait bâtiments sur bâtiments. L'opinion nationale voyait déjà le vainqueur de Marengo prenant le commandement de cette flottille gigantesque et jetant d'un seul coup 150000 hommes sur les côtes de la Grande-Bretagne.

L'enthousiasme national se traduisit par un élan patriotique qui rappelait les beaux jours du ministère de Choiseul ou de la guerre d'Amérique. Le département de la Seine-Inférieure avait offert de se charger de la construction d'un vaisseau de 74 canons. Cet exemple fut suivi à l'envi par les départements et les municipalités ; en quelques semaines, la valeur de ces dons patriotiques dépassa 12 millions. En offrant 1200000 francs pour la construction de navires de guerre, le conseil général de Seine-et-Oise s'exprimait ainsi : « Nos légions ont franchi les Alpes, un détroit ne peut les arrêter pour vaincre Albion. Un jour suffit pour les porter sur ses rivages consternés. »

CONCOURS DES ESCADRES. La première idée de Napoléon avait été de tenter le passage de la flottille par surprise, sans livrer de combat ; il pensait qu'une longue nuit d'hiver permettrait d'exécuter l'opération avec succès. Mais, au bout de quelques mois, l'idée avait été abandonnée. Les gros temps d'hiver rendaient très difficile le maniement de cette flottille, faite de tant d'unités diverses. L'expérience, d'autre part, avait permis de constater qu'on ne pouvait pas faire sortir du port de Boulogne plus de 100 bateaux par marée, soit 200 par jour ; en supposant que l'on employât environ un millier de bateaux à l'expédition future, il fallait compter sur un laps de cinq jours, simplement pour faire la concentration en rade de toute la flottille. Aurait-on cinq jours de temps propice? Ne serait-il pas loisible à l'ennemi de détruire ou de disperser les divisions de la flottille, à mesure qu'elles se formeraient ?

Napoléon en arriva ainsi à modifier sa conception première ; il comprit qu'il était téméraire, sinon impossible, de demander à la flottille seule le succès de l'opération du passage ; il fallait employer des escadres pour tenir à l'écart les vaisseaux de l'ennemi. Le 23 novembre 1803, le Premier Consul adressait à Ganteaume, alors préfet maritime à Toulon, une lettre, qui est la première trace de l'évolution stratégique par laquelle passait son esprit : « Je viens de Boulogne, où il règne aujourd'hui une grande activité et où j'espère avoir, vers le milieu de nivôse (premiers jours de janvier 1804), 300 chaloupes canonnières, 500 bateaux canonniers et 500 péniches réunis. Faites-moi connaître vos idées sur cette flottille. Croyez-vous qu'elle nous mènera sur les bords d'Albion? Elle peut porter 100000 hommes. Huit heures de nuit qui seraient favorables décideraient du sort de l'univers. »

La réponse de Ganteaume fut que la réussite de la flottille, réduite à elle-même, lui apparaissait comme extrêmement chanceuse. Le concours d'une escadre était nécessaire

pour déloger les croiseurs qui stationnaient devant Boulogne et assurer le succès du passage. Dès lors, le projet de descente se scinda dans l'esprit de Napoléon : d'une part, conquérir la liberté du passage par un coup de surprise ou par un coup de force, qui devait être l'œuvre des vaisseaux de ligne ; d'autre part, faire passer l'armée sur la flottille, réduite au rôle d'instrument de transport.

LATOUCHE-TRÉVILLE. Une première difficulté était de se servir des bâtiments qui étaient à Brest ; comment les faire sortir à date fixe, avec la surveillance continue dont ils étaient l'objet de la part des Anglais ? On en vint ainsi à parler, pour l'opération de Boulogne, de l'escadre de Toulon.

Cette escadre était commandée par l'amiral Latouche-Tréville, qui avait son pavillon sur *le Bucentaure* depuis le mois de janvier 1804. C'était un officier général d'une rare énergie ; il avait formé ses équipages par une série d'appareillages et de sorties, et il était arrivé à donner à peu près le caractère d'une armée navale à l'ensemble des vaisseaux de Toulon. Nelson tenait alors le mouillage de la Maddalena, dans l'idée que l'escadre française ne pouvait viser d'autre objectif que Malte et l'Égypte. L'activité de son adversaire n'était pas sans lui causer quelques soucis ; un incident de croisière avait mis en lumière l'activité et l'audace de l'amiral français. Un jour que des bâtiments anglais croisaient dans les eaux des îles d'Hyères, il avait détaché de Toulon deux frégates et un brick pour les en déloger. Puis il avait appuyé cette manœuvre de la sortie de toute son escadre ; en quatorze minutes elle était sous voiles. La division anglaise s'était empressée de disparaître au large.

Tel était le chef à qui Napoléon confiait l'exécution de son grand dessein. De premières instructions, du mois de mai 1804, parlaient de sa sortie de Toulon, de sa jonction avec l'escadre de Rochefort, de sa croisière à l'entrée de la Manche, puis de son apparition dans cette mer, de manière à former comme un écran derrière lequel la flottille passerait en sûreté. Une nouvelle dépêche, du 2 juillet, précisait ces instructions par des dates : l'escadre de Toulon prendrait la mer à la fin de juillet, elle arriverait devant Boulogne dans le courant de septembre. « Que nous soyons maîtres du détroit six heures, et nous serons maîtres du monde ! » Mais des ordres arrivèrent de différer. Napoléon, qui se trouvait à Boulogne à la fin de juillet, s'était rendu compte que la flottille était hors d'état d'agir ; il lui fit écrire, le 2 août, qu'un retard d'un mois ne pouvait être qu'avantageux, car les nuits seraient plus longues et par suite plus favorables à une opération de surprise.

Cette dépêche, qui dut lui causer une déception profonde, fut sans doute la dernière que Latouche-Tréville ait reçue. Peu de jours après, le 18 août 1804, il mourait à bord du *Bucentaure*, à l'âge de cinquante-neuf ans. Triste destinée que celle de cet officier général sur qui on pouvait fonder de légitimes espérances et qui disparaissait à la veille peut-être de faire de grandes choses. Lui seul, disait Napoléon en parlant des amiraux de son règne, lui avait inspiré l'idée d'un vrai talent.

NOUVELLES COMBINAISONS STRATÉGIQUES. A la mort de Latouche-Tréville, l'amiral Villeneuve avait été nommé à Toulon pour le remplacer. On pouvait s'étonner de ce choix après le rôle que Villeneuve avait eu à Aboukir ; mais le souvenir de cette journée avait été comme effacé par l'énergie de la défense de Malte, dont il avait partagé l'honneur avec Vaubois.

Villeneuve arrivait à Toulon pour exécuter les instructions qui avaient été adressées à son prédécesseur. Mais voici qu'à la même époque des conceptions toutes nouvelles se présentaient à l'esprit de Napoléon ; elles se trouvent dans de longues dépêches qu'il adressait de Mayence, à la fin de septembre, au ministre de la Marine Decrès.

Deux grandes séries d'opérations étaient projetées. Les unes devaient avoir lieu en dehors des mers d'Europe, dans les eaux des Antilles, de la Guyane et du Sénégal ; elles devaient être exécutées par les escadres de Toulon et de Rochefort, avec les amiraux Villeneuve et Missiessy, et avoir un caractère de diversion, pour détourner l'attention de l'ennemi. Les autres seraient confiées à l'escadre de Brest, que commandait Ganteaume ; elle devait conduire en Irlande un corps de débarquement de dix-huit mille hommes, entrer ensuite dans la Manche et prendre part à l'opération de la descente. Des dates étaient indiquées ; la gigantesque machine commencerait à se mettre en branle vers le milieu d'octobre.

Cette date arriva, et rien ne se fit. Napoléon était alors tout entier aux préparatifs de son couronnement, dont les fêtes avaient été fixées au 2 décembre. Bruix et Ganteaume, qui commandaient l'un la flottille de Boulogne, l'autre l'escadre de Brest, avaient été désignés pour y assister. C'était dire qu'on différait une fois de plus l'exécution du projet de descente.

Un gros événement diplomatique allait compliquer encore les données du problème maritime. L'Espagne avait avec l'Angleterre des rapports difficiles, à cause de la présence dans son port du Ferrol de la division française du commandant Gourdon, qui y avait cherché un refuge au retour de l'expédition de Saint-Domingue. Un acte brutal coupa court à ces difficultés. Le 5 octobre, le commandant Moore, qui croisait devant Cadix, coulait une frégate espagnole et en capturait trois. Il fut facile à Napoléon d'exploiter l'indignation que cet événement avait provoquée à la cour de Madrid. Une convention militaire fut signée entre les deux gouvernements. L'Espagne devait être prête dans un délai de trois mois à unir ses escadres à celles de la France.

Flanqué d'un côté de la République Batave, de l'autre côté de l'Espagne, l'Empire français dressait en face de l'Angleterre une machine de guerre de plus en plus formidable ; qu'allait-il sortir enfin de cette coalition maritime?

LETTRE DE NAPOLÉON A GEORGE III. On put croire pendant quelques jours, au lendemain des fêtes du couronnement, que Napoléon renonçait à son hostilité contre les Anglais. Il adressait au roi d'Angleterre le 12 nivôse an XIII, 2 janvier 1805, une lettre où il lui proposait la paix.

LA PRAME « LA FOUDROYANTE ». — Parmi les unités de la flotte de Boulogne, les prames (du hollandais praam, *bateau plat) jouaient un grand rôle. C'étaient des navires à fond complètement plat, garnis de trois quilles, de construction très solide.* La Foudroyante, *qui avait été lancée au Havre, avait 35 mètres de long, 9 mètres de large au niveau du pont, 2 mètres de tirant d'eau. Elle portait en batterie 20 canons de 36 et sur le pont, en avant du grand mât, un mortier de 12 pouces. La cale était aménagée pour 50 chevaux. Le service des bouches à feu était fait par des canonniers de l'armée de terre ; le service du bord et le maniement de la voilure par 50 matelots.*

MODÈLE DU MUSÉE DE LA MARINE

GEORGE III AUX ABOIS. — Des deux côtés de la Manche, les caricaturistes firent assaut de dessins comiques. Ici, le coq gaulois contemple le spectacle du roi George, à cheval sur une planche, entre une baleine et un panier de vins, quand il va être recueilli à bord. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LE VAISSEAU « LE REDOUTABLE », *A TRAFALGAR, 21 octobre 1805.* — Le Redoutable, *de 78 canons, avait pour commandant le capitaine de vaisseau Lucas. Quand la bataille commença, il était séparé du* Bucentarue *(commandant Magendie ; Villeneuve, vice-amiral) par* le Neptune *(commandant Maistral) et le* San Leandro, *espagnol. Ces deux vaisseaux avaient laissé un vide sur l'arrière du* Bucentaure*; comme* le Victory *(comman-*

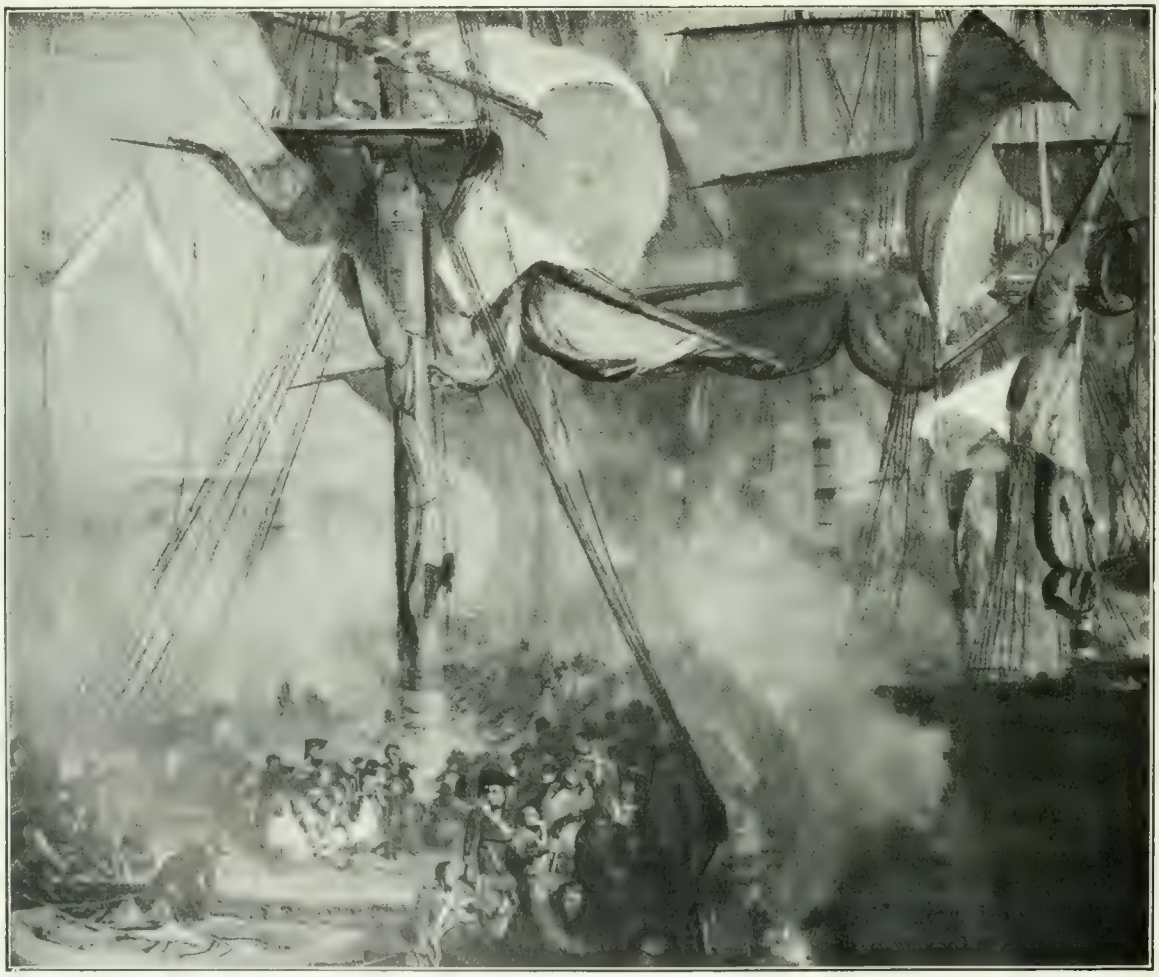
dant Hardy ; Nelson, vice-amiral) allait s'engager dans ce créneau, le Redoutable, *forçant de voiles, vint se placer par la hanche tribord du* Bucentaure. *Au moment de la mort de Nelson, Lucas voulut tenter l'abordage du* Victory ; le Téméraire *survint alors, puis* le Neptune. *Canonné à bout portant par les trois vaisseaux anglais, Lucas, blessé, dut rendre son bâtiment, qui était transpercé dans toutes ses parties.*

PAR MEYER. (MINISTÈRE DE LA MARINE.)

LE « VICTORY ». — *Au milieu du port de Portsmouth est mouillé le trois-ponts que montait Nelson à Trafalgar ; cette glorieuse relique est aujourd'hui le vaisseau amiral du port.* (C. LEVY)

MORT DE NELSON. — *Blessé mortellement par une balle partie du* Redoutable, *Nelson fut transporté dans l'entrepont ; il y expira tout de suite (21 octobre 1805).*

(J.M.W. TURNER. NATIONAL GALLERY)



« Monsieur mon frère, appelé au trône par la Providence et par les suffrages du sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un vœu de paix.... Je n'attache pas de déshonneur à faire le premier pas ; j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune chance de la guerre ; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive redouter. La paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde.... »

Au Corps législatif, l'Empereur disait, à propos de cette lettre : « Ma gloire, mon bonheur, je les ai placés dans le bonheur de la génération actuelle. Je veux, autant que je pourrai y influer, que le règne des idées philanthropiques et généreuses soit le caractère de notre siècle. »

Belles paroles, mais qui restèrent sans écho. L'Angleterre fit une réponse évasive, elle avait à consulter ses amis du continent. Les pourparlers n'eurent pas d'autre suite. Enfin il fallait agir, depuis deux ans qu'on armait un peu partout sur les côtes de France ; sinon, la grande entreprise allait avorter sous le ridicule de l'impuissance.

PREMIÈRE SORTIE DE VILLENEUVE. Ces offres pacifiques n'avaient point arrêté les préparatifs militaires qui se faisaient à Toulon, puisqu'il était admis que le premier signal du mouvement devait venir de la Méditerranée. Le ministre Decrès stimulait de son mieux l'activité de Villeneuve. « Je ne vous parlerai pas, lui écrivait-il, de la confiance que l'Empereur a dans votre zèle, vos talents et même dans votre fortune. Puissent vos succès signaler le réveil de la marine impériale ! »

L'escadre que commandait Villeneuve se composait de 11 vaisseaux et de 9 frégates ; en rade, elle paraissait à peu près en état, mais il lui manquait la pratique de la navigation. L'escadre de Nelson, au contraire, tenait la mer depuis seize mois entre les côtes de Sardaigne et d'Espagne ; les équipages, parfaitement entraînés, avaient une cohésion, une endurance, une confiance, qui étaient autant de présages de victoire.

Des instructions nouvelles étaient adressées à Villeneuve. Il devait sortir sans retard de Toulon pour gagner la Guyane et les Antilles ; il serait renforcé à la Martinique par l'escadre de Rochefort que Missiessy y aurait conduite. Il reviendrait alors en Europe, pour débloquer la division française qui était au Ferrol et rentrer à Rochefort. Enfin, le 18 janvier 1805, l'escadre de Toulon prenait la mer. Ce n'était pas, à proprement parler, l'expédition d'Angleterre ; mais c'en était sans doute la condition, si cette diversion avait pour effet de détourner l'attention des ennemis. La campagne qu'elle allait entreprendre représentait environ six mois ; en fait, elle tint la mer pendant trois jours en tout, car dès le 21 janvier elle était de retour à Toulon.

Le lendemain de la sortie, le vent avait soufflé en tempête ; les bâtiments avaient subi les plus graves avaries, certains avaient disparu dans des directions inconnues. Pour ne pas tout perdre, l'amiral avait pris le parti de rentrer au port. Il avait envoyé au ministre de la Marine le rapport le plus pessimiste. « Des vaisseaux équipés ainsi,

faibles en matelots, encombrés de troupes, ayant des gréements vieux et de mauvaise qualité, qui au moindre vent cassent leurs mâts et déchirent leurs voiles, qui, quand il fait beau, passent leur temps à réparer les avaries occasionnées par les vents, la faiblesse ou l'inexpérience de leurs marins, ces vaisseaux, dis-je, sont hors d'état de rien entreprendre. » Il rappelait dans une autre dépêche qu'il n'avait pas désiré le commandement de cette escadre. « Je ne crains pas de vous assurer qu'il n'y a que honte et confusion à recueillir à ce métier. Je fais des vœux bien ardents pour que l'Empereur ne commette aucune de ses escadres aux hasards des événements; le pavillon serait trop gravement compromis; un succès à forces égales est impossible, l'ennemi nous battra avec des forces même inférieures d'un tiers. Quant à moi, je verrai avec bien du plaisir que l'Empereur me donne un successeur dans ce commandement; je ne voudrais pas, à quelque prix que ce fût, devenir la fable de l'Europe par l'histoire de nouveaux désastres. »

L'ESCADRE DE BREST. Napoléon n'admettait pas que des avaries, chose presque inévitable dans toute navigation, aient pu arrêter l'exécution de ses plans. « Deux jours de beau temps, écrivait-il, eussent consolé l'escadre et mis tout au beau; mais le grand mal de notre marine est que les hommes qui la commandent sont neuf dans toutes les choses du commandement. »

Son imagination, qui était sans cesse en travail, enfanta une combinaison nouvelle. Le 2 mars 1805, des instructions étaient adressées à Ganteaume et à Villeneuve. Sortir de Brest et de Toulon, forcer pour l'un le blocus du Ferrol et pour l'autre le blocus de Cadix, se réunir à la Martinique, s'y grossir de l'escadre de Missiessy, qui avait quitté Rochefort au milieu de janvier, puis réapparaître ensemble dans la Manche pour assurer le passage de la flottille : tel était, dans ses grandes lignes, le programme indiqué aux deux amiraux. Par ce qu'elle a de grandiose, cette conception stratégique frappe l'esprit d'étonnement; mais à y réfléchir, n'était-ce pas compliquer les choses à plaisir que de préparer aux Antilles une énorme concentration de forces navales pour que la foudre vînt tout à coup éclater sur les bords de la Manche? Aussi longtemps que l'entrée de cette mer resterait gardée par l'ennemi, le reste était besogne vaine et pouvait même conduire aux pires aventures; car il fallait compter avec la vigilance de l'ennemi, qui ne permettrait pas aux escadres françaises d'évoluer à travers l'Atlantique sans leur donner une chasse opiniâtre.

Ganteaume commandait une escadre de 21 vaisseaux et de 6 frégates; mais elle n'avait jamais manœuvré qu'en rade, puisque les ennemis depuis deux ans tenaient, de la manière la plus étroite, le blocus des passes de Brest. Il fallait cependant, d'après les instructions impériales, sortir par surprise, en évitant tout combat.

Le 27 mars au matin, l'escadre de Brest faisait son appareillage; elle franchissait le Goulet et allait mouiller dans l'anse de Bertheaume. Le temps qui s'était éclairci ne permettait pas de tromper la surveillance de l'ennemi; les vents avaient tourné au

Sud-Ouest, ils compliquaient le problème de la sortie et même ils rendaient pénible le mouillage de Bertheaume. L'amiral estima que la sortie était impossible, puisqu'il lui était interdit de livrer bataille. Il donna l'ordre de repasser le Goulet. Le 29 mars, dans l'après-midi, son armée navale était de nouveau mouillée en rade; sa sortie avait duré quarante-huit heures, et ce fut toute la participation de l'escadre de Brest au grand projet de croisière et de débarquement.

Ci-gît l'amiral Ganteaume,
Qui s'en fut de Brest à Bertheaume,
Et, profitant d'un bon vent d'ouest,
S'en revint de Bertheaume à Brest.

VILLENEUVE AUX ANTILLES. Le 30 mars, c'est-à-dire quelques heures après la rentrée de l'escadre de Brest, Villeneuve, qui ignorait la mésaventure de Ganteaume, quittait pour la seconde fois le port de Toulon avec une escadre de 19 voiles, dont 11 vaisseaux. Nelson à cette date croisait sur les côtes méridionales de la Sardaigne, dans l'intention de couper aux Français la route de l'Égypte. Mais Villeneuve, qui partait pour les Antilles, avait pris la mer dans une direction opposée. Il longea les côtes de l'Espagne, franchit sans incident le détroit de Gibraltar et arriva le 9 avril devant Cadix. Une division anglaise, qui croisait devant ce port, s'était dérobée sans combat. Villeneuve entra en contact avec l'escadre espagnole de Gravina ; c'étaient, dit-il, « les plus misérables bâtiments, à l'exception de l'*Argonauta*, qu'on eût jamais envoyés à la mer ». Il repartit dès le lendemain avec les vaisseaux espagnols qui étaient prêts. Sa traversée de l'Atlantique se fit sans autres incidents que des incidents de navigation. Le 14 mai il jetait l'ancre à la Martinique, où les derniers vaisseaux espagnols achevaient bientôt de le rejoindre.

Ainsi Villeneuve avait exécuté la première partie de ses instructions ; il était arrivé à la Martinique avec l'escadre de Toulon et l'escadre de Cadix. Mais à quoi bon cette odyssée ? La jonction avec les escadres de Missiessy et de Ganteaume était chose impossible ; la première, qui était arrivée aux Antilles dès le 20 février et qui n'avait point eu de nouvelles, en était repartie et regagnait à cette date le port de Rochefort; la seconde n'avait pas pu quitter le port de Brest. Or, avec son escadre médiocre, avec l'escadre espagnole plus médiocre encore, Villeneuve courait risque de voir fondre sur lui un ennemi redoutable.

Nelson avait attendu en vain les Français dans les parages de la Sardaigne; quand il eut connaissance de son erreur, Villeneuve naviguait déjà dans l'Atlantique. Hanté de l'idée de rejoindre cette escadre qui lui avait échappé, il se jeta à sa poursuite ou mieux à sa découverte, car il n'avait que des données très vagues sur sa direction. Il devina qu'elle devait être aux Antilles; il prit cette direction à son tour, et le 4 juin il arrivait à la Barbade.

Une frégate venait d'apporter à Villeneuve de nouvelles instructions. Il devait attendre Ganteaume aux Antilles pendant quarante jours; ce délai passé, il reviendrait en Europe pour débloquer les bâtiments français qui étaient au Ferrol, se porter ensuite devant Brest et y rejoindre l'escadre de Ganteaume. « L'armée de Brest réunie à la vôtre et sous votre commandement général fera route avec l'armée espagnole pour se rendre devant Boulogne.... Du succès de votre arrivée devant Boulogne dépendent les destinées du monde. Heureux l'amiral qui aura eu la gloire d'attacher son nom à un événement aussi mémorable! »

Quand Villeneuve apprit la présence de Nelson aux Antilles, il songea à se dérober au plus tôt à ce dangereux voisinage. Il reprit le 10 juin la direction de l'Europe. Nelson de son côté avait vainement fouillé les Antilles; il avait perdu la piste des Français; traversant de nouveau à toute vitesse l'Atlantique, il était de retour à Gibraltar le 19 juillet. Il devait attendre trois mois encore l'occasion de rencontrer son ennemi. Pour l'amiral français, qui avait fait sa route de retour plus au Nord et qui marchait avec beaucoup de lenteur, il était arrivé le 22 juillet à cent cinquante milles à l'Ouest du cap Finisterre ; ce jour-là, il découvrit une escadre anglaise.

COMBAT DU CAP FINISTERRE. Quinze vaisseaux anglais commandés par Calder barraient la route aux vingt vaisseaux franco-espagnols de Villeneuve; le combat du 22 juillet 1805 fut la bataille des Quinze-Vingts, car ce fut un peu une bataille d'aveugles. Les Anglais prirent deux mauvais bâtiments espagnols, mais Villeneuve put passer et mouiller à Vigo, puis à la Corogne, le 2 août.

Napoléon venait d'arriver au camp de Boulogne. Il apprit le retour de Villeneuve dans les eaux espagnoles. Le drame semblait à la veille de son dénouement; dans quelques jours peut-être les marins et les soldats allaient unir leurs efforts pour la grande entreprise. On travaillait depuis plus de deux ans; allait-on enfin aboutir? Une dépêche de l'Empereur à Villeneuve le 13 août peut donner une idée de l'impatience qui le dévorait : « Marchez hardiment à l'ennemi. Si vous paraissez ici trois jours, n'y paraîtriez-vous que vingt-quatre heures, votre mission sera remplie. Jamais pour un plus grand but, une escadre n'aura couru quelques hasards, et jamais mes soldats de terre et de mer n'auront pu répandre leur sang pour un plus grand et plus noble résultat. Pour le grand objet de favoriser une descente chez cette puissance, qui, depuis six siècles, opprime la France, nous pourrions tous mourir sans regretter la vie. »

En face de cet appel passionné, il faut mettre les dépêches navrantes que Villeneuve adressait au ministre : « On me rend l'arbitre des plus grands intérêts ; mon désespoir redouble d'autant plus que l'on me témoigne plus de confiance, parce que je ne puis prétendre à aucun succès, quelque parti que je prenne.... Je vais partir, mais je ne sais ce que je ferai.... Je veux finir cette jérémiade; je vous écris ici dans l'amertume de mon cœur, et je ne finirais pas si je laissais cours à mon épanchement. Mais pourquoi ne m'avez-vous pas plus écouté avant mon départ de Toulon? »

GEORGE III. — *Petit-fils de son prédécesseur George II, George III, né en 1738, devint en 1760 roi du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et électeur de Hanovre; il mourut en 1820, mais depuis 1811 il était tombé en enfance, et son fils aîné (le futur George IV) exerça alors la régence. Marié à Charlotte-Sophie de Mecklembourg-Strelitz, il eut quinze enfants, neuf fils et six filles. Ce règne de soixante ans vit la fin de la guerre de Sept Ans, la guerre de l'Indépendance américaine, les guerres de la Révolution et de l'Empire. Ce fut, dans l'ensemble, un règne glorieux pour la politique étrangère de l'Angleterre. A l'intérieur, les luttes furent ardentes entre les whigs et les tories; ceux-ci avaient les sympathies du roi, surtout quand le second Pitt fut à leur tête. George III séjourna souvent à Kew, aux environs de Londres.*

(PAR REYNOLDS, CHATEAU DE WINDSOR.)

DECRÈS (Duc), 1761-1820. — *Ministre de la Marine, 1801-1814; 1815.* (MUSÉE DE VERSAILLES.)

VILLENEUVE (Vice-amiral de), 1763-1806. *Il se tua à Rennes.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

GÉNÉRAUX ET OFFICIERS DE L'ARMÉE D'ANGLETERRE. — Tandis que les ingénieurs transformaient toutes les anses des côtes de la Picardie et du Boulonnais, que les constructeurs lançaient des bâtiments de toute nature destinés à la descente sur les côtes de la « perfide Albion », une « armée d'Angleterre » s'organisait sur tout le front continental qui regarde la Grande-Bretagne, depuis la Bretagne, où Augereau formait l'extrême aile gauche, jusqu'à la Hollande, où Marmont, établi à Utrecht, formait l'extrême aile droite. La région de Boulogne était le centre de ce rassemblement militaire, qui finit par comprendre plus de 150 000 hommes d'excellentes troupes, et qu'on appelait couramment le camp de Boulogne. Davout à Ambleteuse, Soult à Boulogne, Ney à Montreuil, Lannes à Arras, et Murat, qui commandait l'ensemble de la cavalerie, étaient les principaux chefs de l'armée d'Angleterre. MUSÉE DE CALAIS

APRÈS TRAFALGAR. — Le contre-amiral Dumanoir, pavillon sur le Formidable *(94 canons), avait échappé avec quatre vaisseaux français au désastre de Trafalgar. Ils furent pris ou détruits, le 4 novembre 1805, à la hauteur du cap Finisterre.* LITH. DE LAPLANTE. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

VILLENEUVE A CADIX. Sous ces tristes présages, accablé du poids de sa responsabilité, prévoyant les pires malheurs, Villeneuve avait repris la mer à la Corogne le 13 août. Il faisait route vers le Nord-Ouest. Un coup de vent mit en fâcheuse posture son escadre, qui ne parvenait pas à manœuvrer ; il était sans nouvelles de la division Allemand, qui était sortie le 17 juillet de la rade de l'île d'Aix pour le rejoindre. Elle devait elle-même tenir la mer jusqu'au 25 décembre, en croisant, de la manière la plus audacieuse, depuis l'entrée de la Manche jusqu'aux Canaries, mais sans modifier l'échec complet du projet.

Dès le 15 août, Villeneuve avait pris le parti de renoncer à sa marche vers le Nord. Il savait que l'ennemi avait à pareille date massé toutes ses forces à l'entrée de la Manche; se présenter dans de pareilles conditions avec son escadre, c'était courir à un désastre complet. Une dépêche de Decrès, du 16 juillet précédent, avait prévu le cas où l'exécution du projet ne serait pas possible ; alors, l'Empereur songerait à faire à Cadix une réunion de forces imposantes. Villeneuve se crut couvert par cette dépêche ; il donna l'ordre de prendre la route du Sud. Le 19 août, il jetait l'ancre dans le port de Cadix; on se rappelle qu'il en était parti le 10 avril pour sa croisière des Antilles. Il avait deux fois traversé l'Atlantique, et ces longues semaines de navigation pénible avaient été entièrement perdues pour le grand projet de descente. Il y avait toujours une flottille dans la région de Boulogne, sur laquelle la Grande Armée était prête à s'embarquer, si elle avait la liberté de la mer; il y avait, d'autre part, une escadre française qui errait sur des mers lointaines, et ces deux instruments qui avaien besoin l'un de l'autre n'avaient pu arriver à se rejoindre.

Villeneuve était accablé de la décision qu'il avait cru devoir prendre. A son arrivée à Cadix, il écrivait au ministre : « Je vous prie de croire que rien n'égale le désespoir que j'ai éprouvé et l'horreur de la situation où je me trouve.... J'ai dû, après avoir mis toute la persévérance possible à former les réunions désirées dans les plans de Sa Majesté, m'arrêter là où il ne pouvait plus résulter que désastre, confusion et une vaine démonstration, qui eût consommé pour jamais le discrédit des deux marines alliées. »

LEVÉE DU CAMP DE BOULOGNE. L'Empereur était toujours à Boulogne; il harcelait de dépêches Decrès, Villeneuve, Ganteaume. A Villeneuve il écrivait encore le 22 août : « J'espère que vous êtes arrivé à Brest. Partez, ne perdez pas un moment, et avec mes escadres réunies entrez dans la Manche. L'Angleterre est à nous. Nous sommes tous prêts, tout est embarqué. Paraissez vingt-quatre heures, et tout est terminé. » Mais Napoléon songeait-il encore vraiment à la descente en Angleterre? N'avait-il pas acquis la conviction que l'insuffisance de ses escadres, tout autant que la vigilance et la supériorité de l'ennemi, le mettrait dans l'impossibilité d'effectuer le passage? Son parti fut pris brusquement : la Grande Armée n'avait pu franchir la Manche; elle allait être envoyée sur-le-champ contre une puissance continentale. Le camp de Boulogne fut ainsi levé comme par un coup de théâtre.

Un matin, des signaux partent de tous les sémaphores : c'est l'ordre de l'embarquement. Cris de joie de toute l'armée; enfin, dans quelques heures, elle allait partir pour l'Angleterre. Mais le même jour une dépêche arrive : l'Autriche, séduite par l'or des Anglais, vient de déclarer la guerre à la France. Que l'armée débarque sur l'heure même et qu'elle se mette en marche vers les bords du Rhin. La scène était admirablement jouée; elle était comme nécessaire pour faire oublier aux soldats de la Grande Armée leur déception d'avoir passé plus de deux ans d'attente sur les falaises du Boulonnais.

Les premiers ordres de marche et de concentration vers la frontière de l'Est avaient été donnés dès le 23 août. Le 30 août la flottille était licenciée; les débris devaient se réunir dans le port de Boulogne. Le 2 septembre, Napoléon partait pour Paris. Le camp de Boulogne avait vécu. Au grand acteur si cruellement déçu dans le rôle qu'il avait préparé depuis plus de deux ans, il fallait une victime expiatoire, qui porterait dans l'histoire la responsabilité de cet avortement gigantesque. De là, le 4 septembre, la lettre terrible qu'il adressait à Decrès : « L'amiral Villeneuve vient de combler la mesure.... Cela est certainement une trahison.... Cela n'a plus de nom. Faites-moi un rapport sur toute l'expédition. Villeneuve est un misérable qu'il faut chasser ignominieusement. Sans combinaisons, sans courage, sans intérêt général, il sacrifierait tout, pourvu qu'il sauve sa peau. »

1805. BATAILLE DE TRAFALGAR. La machine de Boulogne était complètement démontée, ou du moins elle était employée à un autre usage, dont l'Autriche n'allait pas tarder à faire la douloureuse expérience. Avant de quitter Saint-Cloud pour aller se mettre à la tête de la Grande Armée, Napoléon fit envoyer à Villeneuve, le 17 septembre, l'ordre d'appareiller de Cadix : l'escadre devait entrer dans la Méditerranée pour participer à des opérations qui étaient projetées contre le royaume de Naples. « Notre intention est que partout où vous trouverez l'ennemi en forces inférieures, vous l'attaquiez sans hésiter et ayez avec lui une affaire décisive. »

Au reçu de cette dépêche, Villeneuve tint un conseil de guerre le 8 octobre, où assistèrent les officiers généraux des deux escadres. Tous parlèrent de la faiblesse de leurs équipages, épuisés et non entraînés par cette navigation pénible, du mauvais état de leurs vaisseaux, de la difficulté qu'il y avait à combattre à la sortie du port de Cadix avec un ennemi depuis longtemps sous les armes. Ils protestèrent cependant de leur désir d'aller combattre l'ennemi, « quelle que soit sa force, dès que Sa Majesté le désirera ». Villeneuve ne pouvait prendre une décision; mais bientôt ses irrésolutions furent fixées. Il avait appris que l'amiral Rosily était en route pour le remplacer; il fit savoir au ministre qu'il allait appareiller sans retard. Sa sortie fut donc comme un coup de désespoir pour justifier sa réputation personnelle. Le calvaire qu'il parcourait depuis plusieurs mois lui réservait sa plus cruelle étape.

Depuis la fin de septembre, Nelson guettait cette proie; il l'avait manquée deux fois à la sortie de Toulon, il l'avait manquée aux Antilles, elle ne lui échapperait pas

toujours. Quand il était rentré en Europe, il avait pris part à une grande concentration d'escadres que l'amirauté anglaise avait faite au large d'Ouessant, au milieu du mois d'août. Puis on avait appris que Villeneuve avait renoncé à s'approcher de cette barrière. Alors les escadres anglaises avaient repris leur liberté d'action dans les postes de croisière qu'elles occupaient depuis l'ouverture des hostilités, Nelson était venu s'établir devant Cadix. Son pavillon était à bord du *Victory*.

La situation de l'amiral anglais était très forte. Comme à Aboukir, il commandait une « escadre de frères », où les esprits étaient animés de la même doctrine, où les cœurs battaient à l'unisson; à l'un de ses officiers généraux, l'amiral Collingwood, il écrivait : « Tous les deux nous ne faisons qu'un; il ne peut se glisser entre nous de rivalités mesquines. » Les 27 bâtiments de son armée navale, assouplis par des manœuvres continues, offraient la plus puissante cohésion. Il avait arrêté lui-même à l'avance ce qu'il allait faire; son mémorandum célèbre, en date du 18 octobre, indiquait la formation de son armée en deux colonnes, qui devaient couper la ligne ennemie; tous les efforts devaient tendre à la prise du vaisseau amiral des alliés; un commandant qui n'apercevrait pas les signaux ne serait jamais blâmé de s'être mis bord à bord avec un vaisseau français ou espagnol.

L'escadre alliée avait fixé sa sortie au 20 octobre. Elle s'était groupée en quatre corps, Villeneuve au centre, Alava à l'avant-garde, Dumanoir à l'arrière-garde, Gravina et Magon avec une division d'observation. L'après-midi se passa à prendre ces dispositions. Dès le soir, l'escadre anglaise était signalée du côté de l'Ouest. Villeneuve continua sa marche pendant toute la nuit dans la direction du détroit de Gibraltar; l'ennemi, qui approchait, lui laisserait-il le temps de s'y engager? Le 21 octobre, il était arrivé par le travers du cap Trafalgar; il allait être atteint par les Anglais, qui arrivaient toutes voiles dehors. Il n'avait peut-être qu'une chance de salut, rentrer à Cadix. Il signala de virer de bord tous à la fois; des créneaux se produisirent sur cette ligne de plus d'une lieue, orientée à présent vers le Nord et disloquée avant même d'avoir combattu.

C'est le moment que saisit Nelson. Vers midi il fit monter au mât du *Victory* le signal devenu historique : « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir. » Puis il lança ses deux colonnes sur les alliés. La colonne de droite, conduite par Collingwood, enveloppa immédiatement les bâtiments du centre et de l'arrière. Lui-même, qui commandait la colonne de gauche, se porta sur *le Bucentaure*. *Le Redoutable*, du commandant Lucas, vint se jeter en travers de sa route. D'autres bâtiments accoururent à cet endroit; un formidable corps à corps s'engagea. *Le Redoutable* et le *Victory* se mitraillent à bout portant; Nelson est atteint par une balle, il est emporté mourant à l'entrepont. Mais les vaisseaux français et espagnols, réduits à des combats isolés, sont accablés par la vigueur de l'offensive. Que d'héroïsme qui se dépensa en vain! *Le Bucentaure*, rasé comme un ponton, dut se rendre. Dès qu'il avait engagé la bataille, Nelson avait pu comprendre que la victoire était à son pays. Quand la canonnade prit

fin, 18 vaisseaux franco-espagnols étaient pris ou brûlés, sur 33 qui avaient été engagés. Villeneuve était parmi les prisonniers. Dumanoir, qui avait eu à l'avant-garde un rôle trop effacé, et Gravina recueillirent les 15 bâtiments qui avaient pu s'échapper. Gravina s'enferma dans Cadix; la division de Dumanoir fut détruite le 4 novembre suivant au cap Finisterre. L'escadre de Villeneuve n'existait plus. Pour le malheureux amiral, il fut remis en liberté l'année suivante ; mais, accablé de désespoir, il se donna la mort.

« SI J'AVAIS ETÉ MAITRE DE LA MER! » La bataille du 21 octobre 1805 était doublement malheureuse, parce qu'elle était un désastre et que ce désastre demeurait irréparable. Ce n'était pas dans les eaux de Cadix ou de Trafalgar que l'on pouvait conquérir l'accès de la Manche ; et à pareille date Napoléon, qui venait d'imposer à l'Autriche la capitulation d'Ulm, n'avait plus à Boulogne l'organisation militaire qu'il avait tenue prête si longtemps. Aussi une bataille, même heureuse, à ce lieu et à cette date, n'aurait à peu près rien signifié. Or le mal avait été aussi grand que possible.

En ouvrant le 3 mars 1806 la session du Corps législatif, l'Empereur se borna à dire : « Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé. » Ce fut à peu près toute l'oraison funèbre des marins qui avaient péri sous les canons anglais. Mais il n'était pas possible d'avoir des illusions sur l'étendue du désastre. Nelson avait donné à son pays l'empire de la mer, et par là il l'avait soustrait aux tentatives que Napoléon pourrait encore diriger contre lui. Le général de la Grande Armée crut bientôt qu'il avait saisi à Austerlitz et à Iéna l'empire de l'Europe continentale. En vérité, depuis la journée de Trafalgar, il était enfermé dans ce continent qu'il paraissait avoir conquis. L'Angleterre faisait bonne garde sur toutes les mers, il ne put jamais en sortir.

La marine française fut écrasée à Trafalgar. C'est la cause essentielle de la ruine de la France à Waterloo, de la mort de Napoléon à Sainte-Hélène. Là-bas, dans l'horreur de sa captivité, la vérité lui apparut. On l'entendit qui se répétait à maintes reprises ces paroles de désespoir et de vérité : « Si j'avais été maître de la mer ! »

GÉRARD

BATAILLE D'AUSTERLITZ

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE XI

AUSTERLITZ, IÉNA, FRIEDLAND

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AUTRICHE. ⸗ CAPITULATION D'ULM. ⸗ NAPOLÉON A VIENNE. ⸗ NAPOLÉON EN MORAVIE. ⸗ LA VEILLE DE LA BATAILLE. ⸗ 1805. BATAILLE D'AUSTERLITZ. ⸗ APRÈS LA VICTOIRE. ⸗ L'EUROPE CENTRALE EN 1806. ⸗ RUPTURE AVEC LA PRUSSE. ⸗ 1806. BATAILLES D'IÉNA ET D'AUERSTÆDT. ⸗ NAPOLÉON A BERLIN. ⸗ 1807. BATAILLE D'EYLAU. ⸗ 1807. BATAILLE DE FRIEDLAND. ⸗ ENTREVUE DE TILSIT. ⸗ RETOUR DE NAPOLÉON.

QUAND Napoléon avait décidé en 1803 de descendre en Angleterre, l'état de neutralité du continent européen lui permettait de se donner tout entier à ce projet; mais la situation n'avait pas tardé à changer. Lors de l'assassinat du tsar Paul Ier en 1801, l'Empereur avait laissé courir des bruits injurieux sur la complicité de son fils Alexandre Ier. Les relations de la France et de la Russie s'étaient peu à peu tendues; elles se rompirent complètement après l'exécution du duc d'Enghien. La Russie s'était alliée à l'Angleterre le 11 avril 1805. L'Autriche avait fait de même le 9 août.

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AUTRICHE. « L'Autriche ne se contient plus, disait l'Empereur. Elle croit sans doute que nous sommes tous noyés dans l'Océan. » Dès le 23 août, il écrivait de Boulogne à Talleyrand : « Je cours au plus pressé, je marche sur Vienne et ne pose les armes que je n'aie Naples et Venise, et augmenté tellement les États de l'électeur de Bavière que je n'aie plus rien à craindre de l'Autriche. » Cela était le programme diplomatique de la campagne; le programme stratégique n'eut pas moins de rapidité et de netteté.

Il apprenait, le 25 août, que l'escadre de Villeneuve regagnait Cadix; l'affaire d'Angleterre était manquée. Sur l'heure il saisit l'affaire autrichienne. Il fait venir Daru, qui était l'intendant général de sa maison; il lui dicte, tout d'une traite, la suite des ordres qui étaient nécessaires pour transporter à la frontière d'Allemagne l'armée qui était à ce moment dans la région de Boulogne. Tout était prévu, calculé, combiné. Jamais le génie de l'organisation ne se manifesta à un plus haut degré, comme jamais le génie de la guerre, avec les marches enveloppantes, l'offensive continue, les coups de foudre, ne

se manifesta avec plus d'éclat que dans cette courte campagne de 1805, qui vit presque une victoire par jour. En moins d'un mois, toute l'armée se trouva transportée comme par enchantement, des rives de la Manche aux bords du Rhin, dans la région de l'Alsace et du Palatinat ; vingt mille voitures avait servi à ce tour de force.

Une armée autrichienne, sous les ordres de Mack, avait envahi le territoire de la Bavière ; elle s'était portée jusqu'à Ulm, pour garder les routes qui commandent les défilés de la Forêt Noire. Napoléon, pour l'entretenir dans cette idée, avait envoyé Murat et Lannes vers le val d'Enfer et dans la partie centrale du pays badois. De Strasbourg, il surveillait la marche du reste de la Grande Armée ; elle s'engageait, par corps d'armée, dans la vallée du Main, pour se rabattre ensuite vers le Danube et déboucher au delà de la position centrale de l'ennemi. Car ce fut là une des idées maîtresses de cette stratégie, belle et simple comme une œuvre d'art : mettre l'ennemi, avant l'opération engagée, dans l'impossibilité de communiquer avec sa base d'opération. Qu'il soit vaincu ensuite, c'est un écrasement complet : Marengo, Ulm, Iéna furent des applications diverses de cette méthode unique.

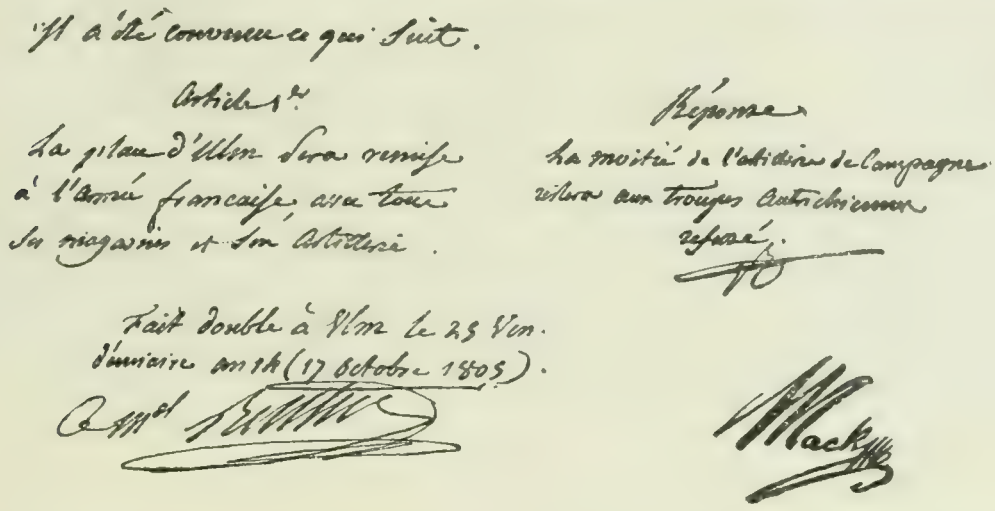
CAPITULATION D'ULM. En quittant Strasbourg le 1er octobre pour franchir le Rhin, Napoléon prophétisait la campagne : « On dirait que j'ai fait le plan de campagne de Mack. Les fourches caudines sont à Ulm. »

Il y eut d'abord une semaine de marches silencieuses et rapides ; les 180000 hommes de la Grande Armée se déroulèrent comme un serpent gigantesque autour des Autrichiens. Ils s'échelonnèrent d'abord du Rhin au Main, de Kehl à Wurzbourg, sur le flanc droit de l'ennemi. Mal informé, Mack s'obstinait à attendre du côté de l'Ouest le danger qui d'heure en heure s'approchait du côté du Nord. La vérité lui apparut tout à coup ; il fit un changement de front, dans l'idée de défendre le passage du Danube. Vaine précaution ; car Napoléon avait dans son esprit le plan d'un coup de filet gigantesque où toute l'armée ennemie serait prise. Il était arrivé lui-même à Donauwerth le 7 octobre ; il y dirigea le passage d'une partie de l'armée ; il était à Augsbourg le 11, et il y établissait son quartier général. Jusqu'ici la campagne s'était faite avec les jambes des soldats, la poudre n'avait pas encore parlé. A présent qu'il était placé entre Ulm et Vienne, il lui restait à revenir sur ses pas, à remonter le Danube à droite et à gauche et à tout refouler dans Ulm, qui serait une autre souricière comme Mantoue l'avait été dans la campagne d'Italie.

« Il ne s'agit pas de battre l'ennemi, écrivait-il à Soult le 12 octobre ; il faut qu'il n'en échappe pas un. Assemblez vos généraux et chefs de corps ; faites-leur comprendre que je compte qu'on n'épargne rien de ce qui peut rendre notre succès complet et absolu ; que cette journée doit être dix fois plus célèbre que celle de Marengo, que, si je n'avais voulu que battre l'ennemi, je n'aurais pas eu besoin de tant de marches et de fatigues, mais que je veux le prendre et que de cette armée qui, la première, a rompu la paix et nous a fait manquer notre plan de guerre

maritime, il ne reste pas un seul homme pour en porter la nouvelle à Vienne. »

Napoléon venait de rappeler le souvenir de Marengo; Mack, de son côté, dut se rappeler cette journée fatale aux armes autrichiennes quand il vit qu'il tournait le dos à la Forêt Noire et qu'il faisait face à l'Est, du côté où les Français remontaient les deux rives du fleuve. La ligne de refoulement s'avançait sur lui d'une masse irrésistible. Les combats étaient à présent comme quotidiens. Celui d'Albeck, le 11 octobre, fut une affaire très chaude; la division Dupont, du corps de Ney, isolée sur la rive gauche, en supporta tout le poids et parvint à empêcher la tentative de dérobade de l'ennemi par le Nord. Le 14 octobre, le combat acharné d'Elchingen, livré par Ney, conduisit les



PROJET DE CAPITULATION SIGNÉ PAR BERTHIER ET MACK LE 17 OCTOBRE 1805. (COLLECTION DU PRINCE DE WAGRAM)
Le texte complet comprend dix articles.

Français aux portes mêmes d'Ulm et leur permit d'occuper les ouvrages du Michelsberg qui commandaient la ville. L'encerclement était achevé.

Après avoir fait jeter quelques bombes sur Ulm le 16 octobre, Napoléon envoie à Mack son aide de camp Ségur : il le somme de se rendre ; un projet de capitulation est signé le 17 octobre, à Ulm même, entre Berthier et Mack. Cependant le général autrichien implore un sursis de quelques jours, dans l'attente illusoire d'une armée de secours austro-russe. Napoléon consent à patienter jusqu'au 25; mais il n'eut pas à attendre cette échéance. Un corps autrichien, qui avait cru s'échapper du côté du Nord, était capturé par Murat, le 18, sur la route de Nuremberg. Mack perdit tout espoir; le 19 il eut une entrevue avec l'Empereur, qui était établi à l'abbaye d'Elchingen. C'était pour arrêter les termes définitifs de la capitulation.

Le lendemain, 20 octobre 1805, Napoléon assistait au défilé de l'armée autrichienne. Placé sur un rocher au pied du Michelsberg, il vit défiler cette armée que les combinaisons de son génie venaient, en vingt jours, de mettre entre ses mains. Mais le vainqueur ne pouvait pas se douter que, vingt-quatre heures après son triomphe, le 21 octobre, l'escadre de Villeneuve allait livrer la bataille de Trafalgar.

NAPOLÉON A VIENNE. L'Autriche semblait à la merci de l'Empereur. Dès le 21 octobre, quand l'armée était dans l'éblouissement de tant de génie, son chef, du quartier impérial d'Elchingen, lançait cette proclamation :

« Soldats de la Grande Armée. en quinze jours nous avons fait une campagne. Ce que nous nous proposions est rempli.... Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes impatients de commencer une seconde campagne. Cette armée russe que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort. A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie ; c'est là que va se décider pour la seconde fois cette question qui l'a déjà été en Suisse et en Hollande : si l'infanterie française est la seconde ou la première de l'Europe. Il n'y a point là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir ; tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de sang : mes soldats sont mes enfants. »

La rapidité foudroyante de la campagne de Bavière n'avait pas permis à l'empereur Alexandre de soutenir à temps ses alliés d'Autriche. L'armée russe de Koutousov, qui était arrivée sur les bords de l'Inn, ne pouvait plus songer à présent qu'à défendre l'accès de Vienne, jusqu'à ce que les armées autrichiennes ou russes qui étaient en arrière eussent le temps de la rejoindre. Tout fut déjoué encore par l'offensive sans répit de Napoléon. La Bavière fut occupée en entier ; un grand magasin général fut établi à Augsbourg. Augereau reçut le rôle d'assurer en arrière les communications ; Ney s'empara du Tyrol septentrional et d'Innsbruck. Toutes les précautions étaient prises ; l'offensive pouvait recommencer.

Koutousov avait dessiné un mouvement de retraite par la rive droite du Danube. Derrière lui, très vite, arrivait une partie de la Grande Armée en deux masses débordantes, l'une à droite avec Murat, Lannes, Soult, l'autre à gauche avec Mortier. Murat, toujours à l'avant-garde, atteint une portion de l'armée russe à Amstetten, le 5 novembre. Koutousov voit qu'il ne pourra atteindre Vienne ; son seul salut possible est de franchir le Danube et de rejoindre les armées russes qui arrivaient en Moravie. La rive droite se trouvait ainsi dégagée, mais la situation de Mortier, qui était sur la rive gauche, pouvait devenir critique. Le 11 novembre, le combat de Dürrenstein mit en péril une partie de son armée ; la division Gazan eut à supporter à elle seule l'effort de toute l'armée de Koutousov ; enfin, les Français finirent par rester maîtres de la position. Napoléon était peu satisfait ; l'armée russe venait de lui échapper. Peut-être était-il temps encore de la rejoindre par Vienne et de lui couper la route de la Moravie.

Murat et Lannes arrivent à Vienne le 13 novembre et occupent tout de suite les ponts du Danube. L'Empereur établissait en même temps son quartier général aux portes de la capitale, à ce château de Schœnbrünn qui devait être un jour la dernière demeure de son fils. Murat s'était porté le 15 novembre à Hollabrunn au Nord de Vienne ; il y rencontra la division Bagration de l'armée ennemie. Les Russes l'amusent en parlant d'ouvrir un armistice ; il en réfère à Napoléon, qui à Schœnbrünn attendait

REDDITION D'ULM, 20 octobre 1805. — La garnison d'Ulm (30 000 hommes, 18 généraux, 60 canons) défila devant l'armée française rangée sur le Michelsberg et le Frauenberg. Napoléon, entouré de son état-major et de la Garde, assista à ce défilé, qui dura 5 heures; il fit venir auprès de lui les généraux autrichiens et s'entretint avec eux. PAR CHARLES THÉVENIN. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

DÉPART DES CONSCRITS, 1807. — Chaque année, le départ des conscrits donnait lieu à des scènes pittoresques. Les conscrits de 1807 — c'est l'année de Friedland et de Tilsit — passent en chantant sous la porte Saint-Denis. PAR BOILLY. (MUSÉE CARNAVALET.)

ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE FRANÇOIS II, après la bataille d'Austerlitz, 4 décembre 1805. — Elle eut lieu près des étangs de Ziaroschitz, aux avant-postes de l'armée française. L'empereur d'Autriche était accompagné du prince Jean de Lichtenstein, qui était venu la veille demander un armistice. L'entrevue dura une heure. Napoléon était de retour au château d'Austerlitz dans l'après-midi; l'armistice y fut signé le 6 décembre.

PAR GROS (MUSÉE DE VERSAILLES)

NAPOLÉON AU TOMBEAU DE FRÉDÉRIC II, 26 octobre 1806. — L'église de la Garnison, à Potsdam, renferme dans un caveau le cercueil du Grand Frédéric et de son père le roi-sergent. La visite de l'Empereur eut lieu la veille de son entrée à Berlin. PAR PONCE-CAMUS. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

autre chose qu'une suspension d'armes. Pendant ces allées et venues, les régiments de Koutousov, abrités par le corps de Bagration, se dérobaient sur la route de Brünn. Murat s'aperçut qu'il était joué ; il se jeta sur les troupes de Bagration : elles furent à peu près détruites, mais le gros de l'armée russe était sauvé.

NAPOLÉON EN MORAVIE. Napoléon avait fait à Vienne en quelques jours une concentration générale des corps de la Grande Armée. Quand il eut toutes ses forces sous la main, il ordonna un mouvement d'ensemble vers le Nord. Les deux empereurs de Russie et d'Autriche, Alexandre Ier et François II, venaient de se rejoindre à Olmütz ; il y avait là une masse d'environ 90000 hommes, dont 14000 formaient les contingents autrichiens. Les alliés escomptaient l'arrivee probable d'une armée prussienne, à cause des rapports étroits entre les gouvernements de Saint-Pétersbourg et de Berlin ; la rapidité des événements déjoua leurs calculs.

L'Empereur quitta son quartier général de Schœnbrünn le 16 novembre ; quatre jours plus tard, il s'établissait à Brünn, à l'Ouest de la position des ennemis. Non loin de Brünn, son attention fut attirée par un terrain accidenté, qu'il visita en détail. Son cerveau imaginait déjà toute la bataille future, mais il fallait que l'ennemi donnât lui-même dans le piège qui allait lui être tendu. Quelques jours se passèrent en pourparlers ; Napoléon en profita pour placer les corps de la Grande Armée dans les positions qu'il avait étudiées ; car la bataille qui se préparait allait être avant tout la victoire de la prévoyance. Le 27 novembre, il recevait des propositions en vue d'un armistice : il feignit de les accepter. Son aide de camp, le général Savary, se rendit auprès d'Alexandre ; celui-ci, de son côté, envoya à Napoléon son aide de camp, le prince Dolgorouki. Ce que Dolgorouki crut observer de l'attitude défensive de l'armée française le convainquit qu'elle était à la merci des alliés ; il rapporta dans le camp des Russes la confiance la plus présomptueuse.

Brünn, quartier général de Napoléon, Austerlitz, quartier général des alliés, étaient séparés par le plateau de Pratzen. En laissant les Russes s'établir sur ce plateau, Napoléon semblait leur offrir le moyen de tourner sa position du côté du Sud. Pour exécuter ce mouvement, les Russes descendraient de Pratzen comme d'une citadelle sur la droite de l'armée française ; c'est le moment que Napoléon allait saisir pour gravir à son tour le plateau et accabler les Russes par derrière.

65000 Français en tout étaient réunis pour la future bataille en face de 90000 ennemis ; mais ils étaient dans la main de l'Empereur, suivant sa propre expression, « comme un bataillon dans la main d'un bon major ». Sur une ligne qui s'étageait du Nord au Sud, le long du ruisseau marécageux du Goldbach, face au plateau de Pratzen, avaient pris place à gauche le corps de Lannes, au centre le corps de Soult, flanqué en arrière du corps de Bernadotte et de la Garde, à droite le corps de Davout. Celui-ci, avec la division Friant et la division de cavalerie Bourcier, allait être comme le pivot de la combinaison ; il devait arrêter l'offensive de l'ennemi au moment où les autres corps

déboucheraient par derrière des hauteurs de Pratzen : l'armée austro-russe serait prise ainsi comme entre les deux mâchoires d'un étau.

LA VEILLE DE LA BATAILLE. Dans la journée du 1er décembre, l'armée ennemie occupa le plateau de Pratzen. En la voyant faire ce mouvement, l'Empereur dit à plusieurs reprises : « Avant demain soir, cette armée est à moi. » Encore quelques heures, et la combinaison qui se poursuivait depuis une dizaine de jours allait produire tout son effet. Le moment était venu de faire passer dans les cœurs le choc électrique qui allait déterminer la victoire. Une proclamation circula dans les rangs :

« Soldats, l'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm. Ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrunn et que depuis vous avez constamment poursuivis jusqu'ici. Les positions que nous occupons sont formidables ; et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc. Soldats, je dirigerai moi-même tous vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis ; mais, si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre Empereur s'exposer aux premiers coups.... »

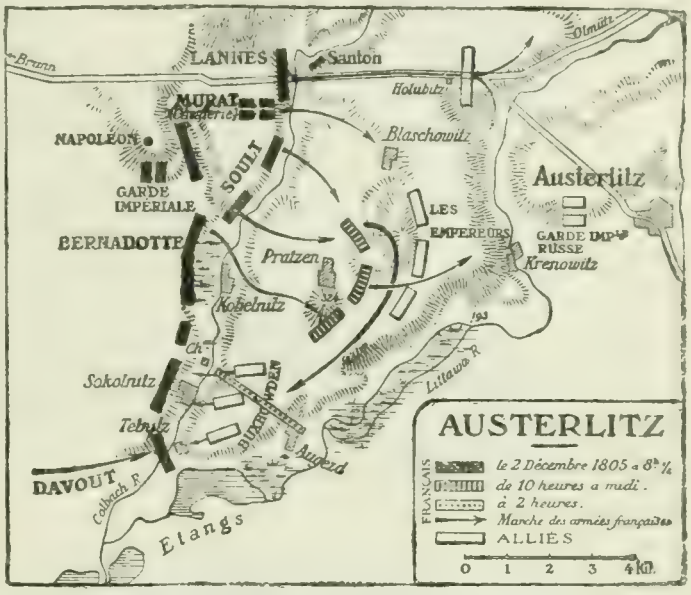
Ces paroles venaient à peine de passer de rang en rang, quand on apprend dans la soirée que Napoléon en personne se promène au milieu de ses troupes. Les soldats ont l'idée d'attacher des gerbes de paille à des milliers de piques, de les enflammer, et l'Empereur fait sa ronde de nuit à la lumière de ces torches improvisées, au milieu de clameurs sans fin. « Tu n'auras pas besoin de t'exposer, lui dit un vieux grenadier ; nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie russes pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. » L'Empereur pouvait être tranquille ; son génie avait tout prévu, et il savait ce qu'il pouvait attendre d'une armée transportée d'un pareil enthousiasme.

1805. BATAILLE D'AUSTERLITZ. « Le soleil se leva radieux, dit le trentième *Bulletin* de la Grande Armée. L'Empereur, entouré de tous les maréchaux, attendait, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon fût bien éclairci. »

La bataille se livra avec la régularité d'un programme. Voici la gauche des Russes qui commence à descendre dans la plaine en se dirigeant vers les positions de Davout. Quand elle est bien engagée, vers neuf heures, Napoléon donne l'ordre d'une offensive générale. Le corps de Soult gravit le plateau de Pratzen avec un élan irrésistible. Le capitaine Coignet rapporte que les musiciens jouaient une chanson bien connue :

On va leur percer le flanc,
Ran, ran, ran, ran, tan, plan, tirelire,
On va leur percer le flanc,
Que nous allons rire !
Ran, tan, plan, tirelire,
Que nous allons rire !

Une fois maîtresses du plateau, les divisions de Soult pivotent sur la droite, pour prendre à revers la gauche des Russes. Derrière elles, le corps de Bernadotte occupait à son tour les hauteurs de Pratzen. Du côté du Nord, à notre gauche, Lannes et Murat livraient leur bataille ; une charge de 4000 cuirassiers balayait tout devant elle sur la route d'Olmutz. Koutousov tenta un vigoureux effort pour dégager la gauche de son armée. La cavalerie russe arrive d'Austerlitz ; elle gravit, en chargeant, le plateau qui était devenu la clef de toute la position. Au même moment Napoléon et la Garde débouchaient sur le plateau. Les cavaliers français se jetèrent sur les chevaliers-gardes du prince Repnin avec une sorte de furie, à cause des fanfaronnades que les Russes proféraient contre les Français. « Faisons pleurer, disaient-ils, les dames de Saint-Pétersbourg. » Cette partie de l'armée ennemie est rompue, mise en pièces, rejetée à l'Est sur Austerlitz. Le plateau restait décidément aux Français. Il n'y avait plus qu'à écraser la gauche ennemie, qui se heurtait sans espoir à la résistance de Davout. Elle est accablée par derrière dans un désordre affreux ; elle s'engage sur des étangs gelés, la glace cède. Quelques milliers d'hommes à peine se sauvent dans la direction de l'Est. L'armée de Koutousov se composait de trois corps principaux : celui de Bagration à droite était en fuite sur la route d'Olmutz ; celui de Miloradovitch au centre avait été arrêté au plateau de Pratzen ; celui de Buxhowden à gauche avait été entièrement broyé.



Le lendemain matin, 3 décembre, Napoléon, après avoir parcouru le champ de bataille, s'établissait au château d'Austerlitz, là même où avait été le quartier général de ses ennemis ; le nom de ce village a prévalu pour appeler labataille du 2 décembre, qu'on appela aussi la bataille de l'Anniversaire ou la bataille des Trois Empereurs. D'Austerlitz, le vainqueur adressa à la Grande Armée ce chant de triomphe :

« Soldats, je suis content de vous. Vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité ; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de 100 000 hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs. Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, 120 pièces de canon, 20 généraux, plus de 30 000 prisonniers, sont le résultat de cette journée à jamais célèbre....

« Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France ; là vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on réponde : Voilà un brave. »

APRES LA VICTOIRE. Le 4 décembre, à un bivac voisin d'Austerlitz, Napoléon avait une entrevue avec François II. « Ce sont là les palais, lui dit-il en lui montrant une méchante cabane, que Votre Majesté me force d'habiter depuis trois mois. — Le séjour vous réussit assez bien pour que vous n'ayez pas le droit de m'en vouloir. » Les deux empereurs jetèrent les bases d'un armistice qui fut conclu le surlendemain.

Napoléon, qui avait dès cette époque des vues sur la Russie, qui songeait déjà à l'enchaîner à son alliance, avait laissé l'armée d'Alexandre se retirer à petites journées. Il se réservait de faire payer à l'Autriche les frais de la guerre. Le 27 décembre, à Presbourg, il lui dictait les conditions de la paix. Venise et les annexions du traité de Campo-Formio lui étaient enlevées et réunies au royaume d'Italie ; des pertes plus douloureuses pour l'orgueil autrichien étaient le Tyrol et la Souabe, vieilles possessions de la monarchie, que le vainqueur adjugeait à ses clients, les ducs de Bavière et de Wurtemberg.

Les semaines qui suivirent Austerlitz furent comme illuminées du rayonnement de cette grande journée. La victoire sans précédent du 2 décembre, venant après la campagne d'Ulm, qui avait déjà été une manière de miracle, avait consacré Napoléon comme le plus grand général des temps modernes.

Ce fut pendant plusieurs jours une succession de fêtes. Une des plus belles fut le bal offert par les maréchaux dans la salle de l'Opéra ; tout ce que Paris comptait de célébrités y assistait. L'Empereur y fut particulièrement aimable pour les invités qui tenaient au faubourg Saint-Germain ; son triomphe devenait pour lui un moyen de séduction à l'égard de ceux qui boudaient ou qui hésitaient encore. Il fit une distribution de drapeaux aux principaux corps de l'État : 8 à la Ville de Paris, 8 au Tribunat, 54 au Sénat. Le 1er janvier 1806, la réception officielle de ces trophées se fit au palais du Sénat au milieu d'une pompe extraordinaire. D'autres drapeaux furent envoyés à Notre-Dame et suspendus aux voûtes de la basilique ; ce fut sous ce décor triomphal que l'Empereur et l'Impératrice assistèrent, le 27 janvier, à la célébration solennelle d'un *Te Deum*.

L'EUROPE CENTRALE EN 1806. Après Austerlitz, Napoléon avait refait à sa guise la carte politique de l'Europe centrale. Il décrétait que les Bourbons de Naples avaient « cessé de régner » et il donnait le titre de roi de Naples à son frère Joseph. Il lui plaisait d'ériger la République Batave en royaume et de faire de son second frère Louis un roi de Hollande. En Allemagne il créait deux couronnes royales, pour les électeurs de Wurtemberg et de Bavière. Le Saint-Empire était un organisme usé, que les armées républicaines avaient déjà fortement entamé ; il lui donna le coup de grâce, en consti-

FRANÇOIS II, 1768-1835. — *Elu empereur d'Allemagne en 1792. En 1804, François Ier, empereur héréditaire d'Autriche.*

ALEXANDRE Ier, *empereur de Russie. — Né en 1777, il succéda à son père Paul Ier en 1801 ; il mourut en 1825.*

BATAILLE D'IÉNA, *14 octobre 1806. — Accompagné de Murat et de Berthier, l'Empereur passe devant la Garde impériale à pied. Un vélite s'écrie : « En avant ! » Napoléon se retourne : « Ce ne peut être qu'un jeune homme qui n'a pas de barbe qui peut parler ainsi. Qu'il attende d'avoir commandé dans trente batailles rangées avant de prétendre me donner des avis. »* PAR HORACE VERNET (MUSÉE DE VERSAILLES)

BATAILLE DE FRIEDLAND, *14 juin 1807.* — *L'Empereur à cheval, accompagné de son état-major, donne des ordres au général Oudinot, à la fin de la bataille, pour précipiter la retraite de l'armée russe. La poursuite devait se prolonger jusqu'à onze heures du soir. Sur la gauche, prisonniers de l'armée de Bennigser.*

ENTRÉE DE NAPOLÉON A BERLIN, par la porte de Brandebourg, le 27 octobre 1806. — Le général Hulin, commandant de la place, présente à l'Empereur le corps de ville, le prince d'Hatzfeld à sa tête, qui lui apporte les clefs de la capitale de la Prusse. PAR DANLING. (COLL. DE M. BERNARD FRANCK.)

ENTRÉE A PARIS, par la barrière de la Villette, sous un arc de triomphe élevé pour la circonstance, de la Garde impériale, ayant à sa tête le maréchal Bessières, après la campagne de Prusse, le 25 novembre 1807. La Garde fut reçue par le préfet de la Seine, Frochot. PAR TAUNAY. (M. DE VERSAILLES.)

tuant avec des princes gagnés à la cause française la Confédération du Rhin; il s'en proclama le Protecteur. François II renonça à son titre d'empereur d'Allemagne, qui n'avait plus de sens, pour s'appeler François Ier empereur héréditaire d'Autriche; il avait pris ce titre dès 1804, pour « maintenir la parité avec la nouvelle maison de France ».

La Prusse paraissait enchaînée au char du vainqueur. Son roi Frédéric-Guillaume III n'avait su quel parti prendre entre Napoléon, qui lui offrait le Hanovre anglais, et Alexandre, qui voulait l'entraîner dans la coalition contre la France. Des serments d'amitié avaient été échangés entre le roi et le tsar, devant le cercueil de Frédéric II et en présence de la reine Louise de Prusse, lors d'une visite qu'Alexandre avait faite à Potsdam. Brusquement, la journée d'Austerlitz coupa court à ces relations. Le ministre prussien Haugwitz était venu en Moravie pour offrir la médiation de son maître. Arrivé trop tard, il vint, après la bataille, présenter ses félicitations au vainqueur. Napoléon ne se laissa pas prendre à un compliment « dont la fortune avait donné l'adresse »; il imposa sur l'heure son alliance à la Prusse, en lui cédant le Hanovre qu'il occupait lui-même depuis la rupture de la paix d'Amiens. Avec ce présent perfide, il semblait qu'il attachât étroitement Frédéric-Guillaume III à sa politique.

RUPTURE AVEC LA PRUSSE. Le ministre William Pitt, qui dirigeait avec tant d'énergie la politique extérieure de l'Angleterre, était mort le 23 janvier 1806; suivant le mot de Napoléon, c'est le boulet victorieux d'Austerlitz qui l'avait tué dans Londres. En Pitt disparaissait l'ennemi irréconciliable de la France; son successeur Fox n'avait point une attitude aussi intransigeante, la paix ne paraissait pas impossible. Des pourparlers s'ouvrirent entre Paris et Londres; la restitution du Hanovre à l'Angleterre y fut envisagée, au prix d'une compensation à donner à la Prusse. On eut vent à Berlin de ces négociations. Le parti de la guerre exploita les renseignements incomplets qui circulaient dans les chancelleries; on parla de mobiliser l'armée prussienne. La reine Louise, belle et ardente, était l'âme du parti anti-français. Le roi renouvela son alliance avec Alexandre. Il envoya à Napoléon une note qui avait les caractères d'un ultimatum.

A Berlin, les manifestations belliqueuses se multipliaient; les gendarmes de la garde venaient aiguiser leurs sabres au perron de l'ambassade de France. Le parti de Napoléon fut bientôt pris. « Vraiment, dit-il, j'ai pitié de la Prusse, je plains Guillaume. Il ne sait pas quelles sottises on lui fait écrire. C'est par trop ridicule. C'est un rendez-vous qu'il nous donne. Une belle reine veut être spectatrice du combat!... Allons.... Le rendez-vous est en Saxe?... Parbleu, on ne nous y attendra pas. » Napoléon arrivait à Wurzbourg le 2 octobre; les corps de la Grande Armée étaient déjà réunis en Franconie. Douze jours plus tard, le 14 octobre, la monarchie prussienne n'existait plus.

1806. BATAILLES D'IÉNA ET D'AUERSTÆDT. Une forte armée prussienne, d'une centaine de mille hommes, avait pris position sur la rive gauche de la Saale; elle etait sous les ordres du roi et du vieux duc de Brunswick, le vaincu de

Valmy. Elle s'avançait dans la direction du Sud, vers la Forêt de Thuringe, avec l'espoir de surprendre et d'accabler Napoléon qui se trouvait dans la vallée du Main. Elle allait être tournée elle-même et détruite, avant d'avoir eu le temps de revenir de sa surprise.

Le plan de Napoléon fut de gagner l'ennemi de vitesse, de se porter au delà de ses positions pour lui couper toute ligne de retraite et lui imposer une bataille décisive. L'armée française se mettait en marche le 8 octobre. En bon ordre, comme à la manœuvre, elle franchissait les passages de la forêt de Franconie et débouchait sur la rive droite de la Saale. Le corps de Lannes, qui était à l'avant-garde, culbutait à Saalfeld, le 10 octobre, le corps du prince Louis de Prusse ; le prince était lui-même tué par un maréchal des logis de hussards. L'incertitude, l'affolement régnaient dans l'armée ennemie ; elle se voyait sur le point d'être coupée de sa ligne de retraite ; aurait-elle le temps d'aller s'abriter derrière le fossé de l'Elbe ? Elle ne songeait plus qu'à se dérober le plus rapidement possible ; Brunswick en avant, vers le Nord, conduisait le gros des forces ; le prince de Hohenlohe suivait avec le reste. Napoléon se sentait à la veille de saisir cette armée, qui était déjà moralement vaincue. « L'anniversaire des affaires d'Ulm, écrivait-il, sera célèbre dans l'histoire de France. » Les corps de la Grande Armée, en contact les uns avec les autres, s'étageaient sur la rive droite de la Saale. Brusquement ils pivotèrent sur eux-mêmes, de droite à gauche, en deux masses principales. Les victoires d'Iéna et d'Auerstædt furent le double résultat de ce mouvement.

Dans l'après-midi du 13, Napoléon occupa le plateau escarpé du Landgrafenberg qui, sur la rive gauche de la Saale, domine la ville d'Iéna. L'artillerie de Lannes eut grand'peine à y prendre position, tellement les chemins étaient étroits et rudes ; l'Empereur, un falot à la main, éclairait lui-même les soldats qui faisaient dans l'obscurité cette opération pénible. Le lendemain, 14 octobre, Napoléon avait sous la main le corps d'Augereau, la Garde, les corps de Lannes, de Soult, une partie du corps de Ney. La bataille commença au milieu d'un brouillard épais. Les corps français débouchent du plateau, comme d'une forteresse, sur l'armée de Hohenlohe. Elle résista de son mieux ; mais bientôt, débordée par les attaques multipliées, elle lâcha pied, et, dans un désordre sans nom, elle s'enfuit vers l'Ouest, du côté de Weimar. Un corps de 20 000 hommes, qui venait de cette ville avec le général Rüchel, essaya vainement d'arrêter cette débâcle. Murat entrait alors en scène, avec ses divisions de dragons et de cuirassiers ; les derniers régiments prussiens étaient sabrés. Emportés par l'élan de leur victoire, les Français entraient le soir à Weimar, en ramassant prisonniers, drapeaux, munitions. Il ne restait plus rien de cette armée ennemie.

Cependant, à la même heure, à Hassenhausen et à Auerstædt, Davout livrait sa bataille ; peu d'actions de guerre sont plus méritoires. Le III^{e} corps qu'il commandait était à environ 25 kilomètres de Napoléon. Dans la nuit du 13 au 14, l'Empereur lui avait envoyé l'ordre de se porter vers l'Ouest, dans la pensée de prendre à revers l'armée qu'il attaquait lui-même à Iéna. Mais au Nord de cette armée, une autre plus considérable se hâtait vers les passages de la Saale, l'armée du roi et de Brunswick. C'est

contre elle que le III[e] corps allait se dresser comme une muraille infranchissable. Le maréchal n'avait d'abord que la division Gudin ; il la forme en carrés, la cavalerie ennemie s'épuise contre eux en vains efforts. Deux heures plus tard, la division Friant entrait en ligne. Enfin la division Morand arrivait à son tour. Davout avait sous la main toutes ses forces, 27 000 hommes. « Mes enfants, s'écrie-t-il, un roi de Prusse a dit : La victoire est aux gros bataillons. Il en a menti. Elle est aux entêtés comme nous. » Il sort de l'attitude défensive qui lui avait permis de barrer la route à l'ennemi ; il se déploie vers le Sud. L'ennemi pensait se rallier à Hohenlohe, dont il ignorait la défaite. Mais les vaincus des deux batailles refluent les uns sur les autres, ils jettent leurs armes, ils s'enfuient dans toutes les directions. Davout avait perdu le tiers environ de son corps d'armée ; mais sa solidité indomptable et son ardeur dans l'offensive avaient interprété de la manière la plus intelligente la manœuvre que Napoléon lui avait indiquée. L'Empereur lui laissa l'honneur d'entrer le premier à Berlin. Les Français y arrivèrent le 25 octobre.

NAPOLÉON A BERLIN. Après le double coup de massue d'Iéna et d'Auerstædt, la Prusse devint incapable de toute résistance. Les débris de l'armée vaincue s'étaient dispersés au hasard. La cavalerie de Murat les poursuivait sans relâche. Hohenlohe, surpris à Prentzlow, y mettait bas les armes le 28 octobre avec 16 000 hommes qu'il avait encore. Lasalle et ses cavaliers allèrent enlever Stettin à l'embouchure de l'Oder. « Je vais faire fondre mes canons, disait Napoléon, puisque maintenant vous prenez les citadelles avec de la cavalerie. » Le Prussien Blücher, qui avait montré une rare énergie à la journée d'Auerstædt, s'était retiré dans Lubeck avec 20 000 hommes ; le 8 novembre, il était obligé de capituler. Cette fois, c'était bien fini ; il n'y avait plus d'armée prussienne. Comme le dira Henri Heine, Napoléon avait soufflé sur la Prusse, et la Prusse avait cessé d'exister.

L'Empereur, en quittant Iéna, était passé par le champ de bataille de Rossbach, qui avait vu en 1757 la défaite des Français ; il avait fait détruire la colonne commémorative de la victoire de Frédéric II, comme s'il n'y avait plus d'histoire de Prusse. Arrivé à Potsdam, il visita le tombeau du Grand Frédéric ; il y prit l'épée du roi, le drapeau de sa garde et les envoya aux Invalides. A Potsdam même, le prince de Hatzfeld lui apporta les clefs de la capitale. Un général vint le saluer au nom du roi de Prusse ; le gouvernement, qui avait été si arrogant quelques semaines plus tôt, ne songeait à présent qu'à désarmer par sa servilité la colère du vainqueur.

Le 27 octobre 1806, Napoléon faisait son entrée dans la capitale de la Prusse. L'appareil militaire était magnifique ; les troupes avaient leur tenue de parade, comme à Paris pour une grande revue. L'entrée eut lieu par l'avenue de Charlottenbourg. L'Empereur, à cheval au milieu des maréchaux, reçut à la porte le corps de ville, puis il alla s'installer au palais royal. La note la plus caractéristique de cette journée triomphale est donnée par le capitaine Coignet. « Le peuple, dit-il, était aux

croisées, comme les Parisiens le jour de notre retour d'Austerlitz. C'était magnifique de voir un si beau peuple se porter en foule sur notre passage et nous suivre. »

Napoléon était arrivé à Berlin avec des paroles de colère : « Je rendrai cette noblesse de cour si petite qu'elle sera obligée de mendier son pain. » A dire le vrai, la Prusse n'existait plus. Retiré dans la province de Prusse, un des derniers débris qui lui restaient, Frédéric-Guillaume ne comptait plus. Mais Napoléon apercevait encore deux ennemis qui le tenaient en échec, les Anglais et les Russes. Les premiers étaient hors de ses coups; en attendant de reprendre contre eux le projet de descente, il voulut les paralyser dans leur commerce. Ce fut l'objet du célèbre décret rendu à Berlin le 21 novembre et qui établissait le blocus continental. Pour les Russes, on pouvait les atteindre ; il n'y avait qu'à franchir vers l'Est de nouvelles étapes.

1807. BATAILLE D'EYLAU. Napoléon avait quitté Berlin le 25 novembre. Au delà de l'Oder, il pénétrait dans ces provinces polonaises que la Prusse avait brutalement annexées lors des partages de la Pologne. Le dernier acte et le plus douloureux de ce brigandage international s'était passé en 1795, il y avait à peine onze ans. C'est dire que le souvenir en était bien vivant dans le cœur de ceux qui en avaient été les victimes et qu'ils n'avaient d'autre idée que de briser leurs chaînes. A Berlin, le 19 novembre, Napoléon avait reçu une députation polonaise. « Jamais la France, lui dit-elle, n'a reconnu le partage de la Pologne.... Il est de l'intérêt de l'Europe, il est de l'intérêt de la France que la Pologne existe. » A sa voix les Polonais s'enrôlèrent sous les aigles impériales ; ils formèrent cette héroïque armée polonaise, qui devait verser son sang sur tant de champs de bataille, à Somosierra, à la Moskowa, à Leipzig.

Napoléon arrivait à Varsovie le 19 décembre. Pendant la durée de son séjour, jusqu'à la fin de janvier, il y tint une manière de cour ; deux fois par semaine, il y avait des concerts au palais impérial ; la noblesse polonaise faisait l'ornement de cette nouvelle cour des Tuileries, transportée sur les bords de la Vistule. L'Empereur contractait alors avec Marie Walewska une liaison où la Pologne plaçait ses espérances politiques.

Mais les événements militaires n'avaient plus le caractère foudroyant de la campagne de Saxe. L'armée russe de Bennigsen s'était retranchée au Nord de Varsovie, dans la zone marécageuse où coulent la Narew et ses affluents, le Bug et l'Ukra. Très peu d'endroits habités, difficulté des approvisionnements, rareté et mauvais état des routes, chutes abondantes de neige, dégels qui rendaient les mouvements impossibles : il semblait que l'armée s'enlisait dans ce sol de marécages et de boue. « En Pologne, disait Napoléon, Dieu, outre l'eau, l'air, la terre et le feu, a créé un cinquième élément, la boue. » Lannes, Davout, Ney livraient à Pultusk, à Golymin, à Soldau, des combats très opiniâtres ; l'unique résultat était l'occupation de quelques points de valeur médiocre.

A la fin de janvier, Napoléon avait décidé de se porter vers le Nord pour en finir avec ces semaines d'attente. Il s'agissait d'accabler l'ennemi par une concentration soudaine ; mais les Cosaques qui battaient les routes tinrent l'armée russe au courant.

LA REINE LOUISE DE PRUSSE. — Fille aînée du duc Charles de Mecklembourg-Strélitz, Louise de Mecklembourg devint à dix-sept ans et demi, en 1793, princesse royale de Prusse, par son mariage avec Frédéric-Guillaume de Hohenzollern; celui-ci monta sur le trône en 1797 sous le nom de Frédéric-Guillaume III. Elle donna huit enfants à son mari, dont les deux aînés furent le roi Frédéric-Guillaume IV et le roi et empereur Guillaume Ier (« l'inoubliable grand-père » de Guillaume II). Elle avait à juste titre une grande réputation de charme et de beauté. Les événements de 1805 et de 1806 mirent cette jeune femme à la tête du parti anti-français. Après l'écrasement de la Prusse, elle chercha vainement à fléchir le vainqueur d'Iéna. Morte à trente-quatre ans, en 1810, elle est restée, dans l'histoire de Prusse, comme une martyre du patriotisme.

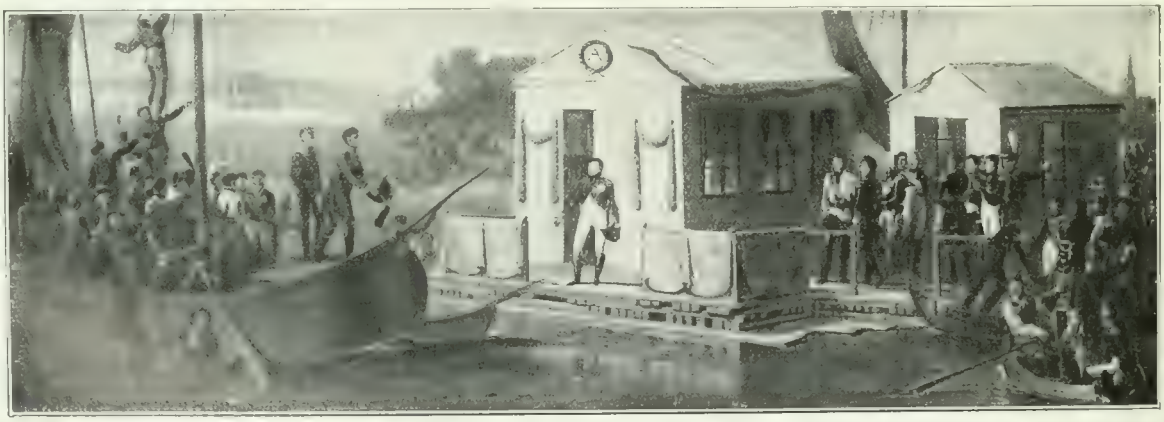
PAR TISCHBEIN.

(KAISER FRIEDRICH-MUSEUM, A BERLIN.)

NAPOLÉON REÇOIT LA REINE LOUISE DE PRUSSE A TILSIT, 6 juillet 1807. — L'Empereur alla au-devant de la reine jusque dans la rue, il la reçut au bas de l'escalier. Il était accompagné de Murat, Berthier, Ney, Duroc, Talleyrand.

PAR TARDIEU. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

TABLE EN PORCELAINE DE SÈVRES. — L'Empereur est entouré des principaux généraux de la campagne d'Allemagne (1805). PAR ISABEY. (COLL. DU PRINCE DE LA MOSKOWA.)



ENTREVUE DE NAPOLÉON ET D'ALEXANDRE SUR LE NIÉMEN, 25 juin 1807. — L'Empereur, accompagné de Murat, Berthier, Bessières et Ney, attend, à l'entrée de la petite construction en bois établie sur un radeau au milieu du fleuve, Alexandre Ier, tsar de Russie, qui a avec lui son frère, le grand-duc Constantin. PAR RŒHN. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

Quand Napoléon fut arrivé, le 8 février, au village d'Eylau, il rencontra l'armée qu'il croyait surprendre ; elle était forte de 72 000 hommes ; il n'en avait lui-même que 54 000. La bataille commença par une canonnade d'une extrême violence ; puis le corps de Davout fut chargé de déborder l'aile gauche des Russes. Napoléon lance Augereau pour soutenir ce mouvement. Une violente tempête de neige fouettait les Français au visage ; les divisions d'Augereau s'égarent, elles viennent donner contre les batteries russes, elles se font écraser ; Augereau en ramène les débris jusqu'au cimetière d'Eylau. « Eh bien, dit Napoléon à Murat, nous laisseras-tu manger par ces gens-là ? » Une masse de 80 escadrons de cuirassiers et de dragons, avec Murat, Bessières, Grouchy, d'Hautpoul, part au galop ; elle balaie la plaine, elle sabre le centre de l'armée russe. Davout cependant continuait son attaque sur la gauche ennemie ; Ney, qui venait d'arriver, s'avançait sur la droite. Bennigsen se décida à battre en retraite. Près de 30 000 hommes avaient péri ; le prix de tant de sang, c'était seulement l'occupation du champ de bataille abandonné par l'ennemi.

L'Empereur visitait le lendemain la plaine d'Eylau. En parcourant le théâtre de cette affreuse boucherie, où les cadavres s'élevaient en tas sur les flaques de neige, il ne put s'empêcher d'éprouver une réelle émotion. Le souvenir s'en trouve dans une phrase d'un *Bulletin* de la Grande Armée, qui est peu en harmonie avec le ton ordinaire de ces documents : « Ce spectacle, y est-il dit, est fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre. »

1807. BATAILLE DE FRIEDLAND. Osterode, puis le château de Finckenstein, furent alors les lieux de séjour de Napoléon. De ces localités, perdues au fond de la Prusse orientale, il dirigeait tout son empire. Il faisait venir des troupes pour une nouvelle offensive ; il songeait à faire attaquer la Russie par le sultan de Constantinople et par le schah de Perse ; le général Gardane était envoyé en mission à Téhéran. Une ambassade persane arrivait à Finckenstein à la fin d'avril et y était reçue en grande pompe ; une ambassade turque y vint aussi un mois plus tard.

Avec le printemps la campagne recommença. L'armée russe couvrait encore deux places, Dantzig et Kœnigsberg, tout ce qui restait du royaume de Prusse. Le maréchal Lefebvre fut chargé du siège de Dantzig. La science militaire de l'ancien sergent aux gardes françaises était moins grande que sa bravoure. « Je n'y entends rien, disait-il à Lariboisière et à Chasseloup-Laubat, dont les canons battaient les murailles ; mais fichez-moi un trou, et j'y passerai. » Le 26 mai, la place se rendait au maréchal.

La journée de Friedland, du 14 juin, représente une action continue, de 3 heures du matin à 8 heures du soir. Bennigsen avait disposé sur la gauche de l'Alle les deux parties principales de son armée, Gortchakof à droite, Bagration à gauche ; en cas d'échec, la situation était grave, car il avait à dos la rivière. La canonnade s'engagea dès 3 heures du matin ; les troupes de Lannes, seules en ligne, eurent à supporter tout le poids de l'attaque. Le corps de Mortier vint rejoindre celui de Lannes ; mais les

Français ne disposaient encore que de 26 000 combattants contre 75 000. Napoléon, arrivé vers 2 heures, hâta la concentration de l'armée. Des généraux parlaient de remettre au lendemain la suite de l'action. « Non, non, dit-il ; on ne surprend pas deux fois l'ennemi en pareille faute. » Il avait vu que Bennigsen pouvait être tourné par le Sud, coupé de sa ligne de retraite, enveloppé, écrasé. Jusque vers 5 heures, l'action languit ; les Russes n'avançaient ni ne reculaient ; mais les corps français venaient prendre leurs positions. Une salve d'une batterie de 20 pièces donna, vers 5 heures et demie, le signal de l'offensive des Français. Le maréchal Ney, à droite, du côté du Sud, se jeta furieusement sur Bagration. Les Russes essayèrent d'une contre-attaque ; l'artillerie, commandée par Sénarmont, leur rendit la position intenable. Vers 8 heures, Friedland, qui était le centre de l'ennemi, était forcé ; les ponts étaient pris ; les Russes étaient hors de combat. Lannes au centre, Mortier à gauche, avaient concouru à cette attaque vigoureuse, qui durait encore en pleine nuit. Bennigsen, semant sa route de canons et de voitures, s'enfuyait vers le Niemen. Si la fortune avait été incertaine à Eylau, Napoléon venait de la fixer à Friedland par une victoire décisive.

Le surlendemain, 16 juin, Kœnigsberg se rendait au maréchal Soult. Le roi de Prusse n'avait plus une seule citadelle et il ne pouvait plus compter sur l'armée de son allié.

ENTREVUE DE TILSIT. L'armée française était arrivée à la frontière de la Russie. Neuf mois plus tôt, elle était aux bords du Main, sur le point de rentrer en France ; à présent elle campait à l'autre extrémité de l'Europe centrale, sur les bords du Niemen. Dès le 19 juin, les vainqueurs de Friedland vinrent border ce fleuve, dont beaucoup sans doute entendaient le nom pour la première fois. Napoléon arrivait le même jour au village de Tilsit ; il consentait à un armistice d'un mois que Bennigsen lui avait fait demander. Alexandre avait été atterré par le désastre de Friedland ; mais il se convainquit, par haine de l'Angleterre sans doute, qu'une alliance avec la France pouvait seule assurer la fortune de la Russie ; il prit le parti d'aller la négocier en personne avec le vainqueur des Russes.

Pour la première entrevue, Napoléon et Alexandre se rencontrèrent, le 25 juin 1807, sur un radeau du Niemen ; puis ils s'établirent à Tilsit. Une grande intimité les unit tout de suite : ils se promenaient à cheval, dînaient ensemble, passaient réciproquement la revue de leurs troupes. Le malheureux roi de Prusse aurait voulu être en tiers dans ces conversations où son sort se décidait ; mais on l'éconduisait sous un prétexte quelconque, et les deux amis restaient à causer jusqu'à une heure avancée de la nuit. On prête à Alexandre ce mot, quand il aborda Napoléon : « Je hais les Anglais autant que vous. — En ce cas, aurait répondu le soldat du camp de Boulogne, la paix est faite. » La condition essentielle de la paix qui fut signée à Tilsit le 8 juillet entre Napoléon et Alexandre, ce fut, en effet, que le tsar adhérerait à la politique anglaise de l'Empereur, s'il ne pouvait pas faire accepter sa médiation entre l'Angleterre et la

France. Napoléon avait besoin d'un allié qui lui garantît la paix de l'Europe, tandis qu'il reprendrait son projet anglais; Alexandre lui parut apte à ce rôle. Pour mieux l'y séduire, il lui parla d'un démembrement éventuel de la Turquie. L'alliance franco-russe semblait livrer l'Europe à deux grandes ambitions.

Alexandre, fasciné par Napoléon, avait entièrement oublié ses amis de Berlin. Frédéric-Guillaume, sans crédit personnel, accablé sous le poids de son humiliation, ne pouvait rien pour sauver sa cause. La reine Louise essaya de fléchir l'Empereur. Elle fit taire les sentiments qu'elle pouvait avoir contre un vainqueur qui, dans les *Bulletins* de la Grande Armée, avait parlé d'elle d'une manière injurieuse; elle vint à Kœnigsberg. L'Empereur la reçut à dîner, mais il ne lui céda rien. Elle aurait voulu sauver au moins Magdebourg. Comme Napoléon lui offrait une rose : « Oui, dit-elle, mais avec Magdebourg. — C'est moi qui la donne, » répondit assez sèchement Napoléon. La Prusse perdit donc Magdebourg et bien d'autres places, puisqu'elle était réduite aux quatre provinces de Silésie, Brandebourg, Poméranie, Prusse.

Qu'était devenu le reste? Le reste agrandissait la Saxe, érigée en royaume; le reste entrait dans la formation d'un nouvel État, le royaume de Westphalie, donné à Jérôme Bonaparte; le reste constituait, avec les anciennes provinces polonaises de la Prusse, le duché de Varsovie. La Pologne commençait à renaître de ses cendres.

RETOUR DE NAPOLÉON. Napoléon avait quitté Tilsit le 9 juillet. Par Kœnigsberg, Dresde, Leipzig, Mayence, il rentrait en France après une absence de dix mois. Le 15 août, la fête de l'Empereur était célébrée avec un éclat inaccoutumé; un *Te Deum* était chanté à Notre-Dame.

Quelques semaines plus tôt, le 17 mai 1807, l'épée du Grand Frédéric et 280 drapeaux prussiens avaient été solennellement déposés à l'Hôtel des Invalides. Le 25 novembre, ce fut le retour triomphal de la Garde impériale. Un arc de triomphe avait été élevé à la barrière de la Villette; le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, avait décoré les aigles de couronnes d'or; des tables avaient été dressées aux Champs-Élysées pour un grand banquet offert aux officiers et aux soldats. Pendant que Paris glorifiait la phalange sacrée, l'Empereur inspectait ses nouveaux États. Le 29 novembre, il faisait à Venise une entrée solennelle. Le lendemain, l'armée de Junot pénétrait à Lisbonne. Sans une heure de trêve, la chevauchée impériale continuait à travers l'Europe.

DANEMARK
MER BALTIQUE
Niemen R.
Tilsit
Königsberg
Eylau
Friedland
Danzig
PRUSSE
Oder R.
Lübeck
MECKLEMBOURG
POMÉRANIE
Finkenstein
Osterode
Soldau
Prenzlau
Stettin
Elbe R.
Thorn
Narew R.
Golymin
Pultusk
Bug R.
WESTPHALIE
BRANDEBOURG
BERLIN
Warthe R.
Vistule R.
Kustrin
Posen
Magdebourg
Potsdam
Spree R.
VARSOVIE
Saale R.
Oder R.
DUCHÉ
DE VARSOVIE
(POLOGNE)
LEIPZIG
SAXE
Hassenhausen
Gotha
Erfurt
Auerstaedt
LANDGRAFENBERG
Weimar
Iéna
Saalfeld
Dresde
Breslau
SILÉSIE
FORÊT DE FRANCONIE
Main R.
Elbe R.
Prague
BOHÊME
Campagne de 1806 - 1807
CAMPAGNE DE 1806-07
Echelle
0 50 100 150 km.
CAMPAGNE DE 1805
Echelle
0 50 100 150 km.
Rhin R.
Main R.
Mayence
Wurzbourg
Mannheim
Nuremberg
Spire
Ansbach
Carlsruhe
Ratisbonne
Stuttgart
Strasbourg
Kehl
Neckar R.
Elchingen
Albeck
Donauwoerth
Isar R.
FORÊT NOIRE
JURA SOUABE
Ulm
Augsbourg
Rhin R.
Danube R.
Iller R.
Lech R.
Inn R.
MUNICH
VAL D'ENFER
BAVIÈRE
Salzbourg
Bâle
Innsbruck
ALPES
BOHÊME
Olmütz
Austerlitz
Brünn
MORAVIE
Znaïm
Morawa R.
Dürrenstein
Hollabrunn
Presbourg
Amstetten
Schoenbrunn
VIENNE
Campagne de 1805

GÉRARD

MADAME MÈRE
(COLL. DE S. A. LE PRINCE MURAT.)

CHAPITRE XII

MADAME MÈRE

« MÈRE DE ROIS. » ⁄ LA FAMILLE DE LETIZIA. ⁄ SES PREMIÈRES ANNÉES. ⁄ SON MARIAGE. ⁄ MADAME BONAPARTE, MÈRE DE FAMILLE. ⁄ SÉVÉRITÉ DE MADAME BONAPARTE. ⁄ MADAME BONAPARTE VEUVE. ⁄ SON ESPRIT D'ÉCONOMIE. ⁄ LA RÉVOLUTION EN CORSE. ⁄ LA FUITE DE MADAME BONAPARTE ET DE SES ENFANTS. ⁄ MADAME BONAPARTE A MARSEILLE. ⁄ MADAME BONAPARTE A MOMBELLO. ⁄ MADAME BONAPARTE AU RETOUR D'ÉGYPTE. ⁄ MADAME BONAPARTE LE SOIR DE BRUMAIRE. ⁄ LA REVUE DES TUILERIES. ⁄ LES FÊTES DE 1802 ET DE 1804. ⁄ MADAME MÈRE. ⁄ SA SIMPLICITÉ DE VIE. ⁄ « POURVOU QUE ÇA DOURE ! » ⁄ LES PLAINTES DE MADAME MÈRE. ⁄ MADAME MÈRE EN 1814 ET 1815. ⁄ MADAME MÈRE A ROME.

NAPOLÉON avait atteint après la paix de Tilsit une situation sans précédent dans l'histoire de l'Europe. A l'époque où son nom était si glorieux, qu'étaient devenus sa mère, ses frères, ses sœurs, avec qui il s'était réfugié en Provence en 1793 ? Qu'était devenue la femme qu'il avait épousée à la veille de la campagne d'Italie ? Esquisser la biographie de ces personnages qui ont touché de si près à l'Empereur, dire leurs relations avec celui qui était leur fils, leur frère, leur époux : ce sont là des chapitres d'histoire domestique qui permettent de compléter la physionomie de Napoléon maître de la France et arbitre de l'Europe.

« MÈRE DE ROIS. » — « Mère de Napoléon, Mère de rois », *Napoleonis mater, Mater regum :* ces titres, qui se lisent au-dessous d'anciennes gravures, caractérisent très exactement, dans leur concision, la mère du grand homme des temps modernes. La mère de Napoléon fut aussi la mère de Joseph Ier Napoléon, roi de Naples, puis roi d'Espagne ; la mère de Lucien, prince de Canino ; la mère de Louis Ier Napoléon, roi de Hollande ; la mère de Jérôme Ier Napoléon, roi de Westphalie ; la mère d'Élisa Bacciochi, princesse de Lucques et de Piombino, grande-duchesse de Toscane ; la mère de Pauline Borghèse, princesse de Guastalla ; la mère de Caroline Murat, grande-duchesse de Berg, reine de Naples.

Cette femme se maria à moins de quatorze ans ; elle fut veuve à trente-cinq

ans, elle mourut, pleine de jours, la malheureuse et forte femme, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans sonnés. Y eut-il jamais, dans l'histoire, destinée de femme plus extraordinaire ? Sortie d'une famille obscure, qui vivait dans une petite ville d'une île presque inconnue; femme d'un petit gentilhomme corse, qui la laissa sans un sou de fortune, avec huit enfants, petits et grands, à élever ; portée tout à coup au premier rang de l'histoire du monde; illuminée par l'éclat unique que projeta sur le nom des Bonaparte le second de ses fils, devenu le maître de la France ; prenant sa part de cette fortune extraordinaire, invraisemblable, digne des *Mille et une Nuits,* mais sans se laisser éblouir par elle ; se raidissant contre les tragédies les plus affreuses ; toujours maîtresse d'elle-même aux jours des pires catastrophes comme aux jours de bonheur et de triomphe ; ayant vu ses fils et ses filles jetés à bas de leurs trônes, et son gendre fusillé ; survivant quinze ans à ce fils de ses entrailles, que la barbarie de ses geôliers lui avait interdit d'accompagner sur son calvaire ; portant le deuil de son Napoléon avec la plus légitime fierté ; ayant vu mourir son petit-fils, son autre Napoléon qu'on lui avait défendu aussi de voir ; mourant elle-même, impotente et aveugle, dans un palais solitaire de la Rome pontificale : il semble qu'à personne mieux qu'à cette femme à la Plutarque ou à la Shakespeare ne puisse convenir le mot célèbre de La Bruyère : « On ne rêve pas comme elle a vécu. »

LA FAMILLE DE LETIZIA. Maria Letizia Ramolino naquit à Ajaccio, en Corse, le 24 août 1750. Sa famille paternelle tenait une place honorable dans la noblesse de l'île ; son père avait été au service de Gênes, dont la Corse dépendait alors. Sa mère était une demoiselle de Pietra-Santa, d'une famille originaire de Sartène. Restée veuve de bonne heure, la mère de Letizia se remaria à un capitaine de la marine génoise, François Fesch, d'origine bâloise.

De ce second mariage naquit un fils, Joseph Fesch. Letizia eut toujours beaucoup d'affection pour ce demi-frère, qui était plus jeune qu'elle-même de treize ans ; elle devait passer avec lui la majeure partie de son existence à Paris ou à Rome. Lui aussi, le fils de l'obscur capitaine marchand, eut sa part dans la fortune prodigieuse de la famille de sa sœur. La faveur de son tout-puissant neveu — faveur qui ne lui demeura pas toujours fidèle — lui valut de devenir archevêque de Lyon, c'est-à-dire primat des Gaules, cardinal, ambassadeur de Sa Majesté Impériale auprès du Saint-Siège, grand aumônier, comte, sénateur, coadjuteur de l'archevêque de Ratisbonne.

SES PREMIÈRES ANNÉES. Que sait-on de la première enfance et de l'éducation de Letizia Ramolino ? Rien, ou à peu près. Son instruction ne put être que rudimentaire, et parce qu'elle était femme, et parce qu'elle était Corse. Dans cette île qui avait conservé encore un fond vivace de sauvagerie, où les mœurs étaient rudes, l'éducation des garçons n'existait pas. Que dire de l'éducation

des filles? Letizia apprit à lire, à écrire, à compter, et ce fut tout. D'éducation littéraire, elle n'eut aucune teinture.

La jeune ignorante se maria à treize ans et quelques mois. « Je me mariai, dit-elle elle-même, à l'âge de treize ans. » Ce mariage prématuré était-il la conséquence des charmes physiques de la *signorina* Letizia? C'est possible; mais la vraie raison était que les Corses s'empressaient de se débarrasser de leurs filles, dès qu'ils en trouvaient l'occasion; la précocité des mariages était dans les mœurs du pays. Cependant on croira volontiers que cette jeune fille de treize à quatorze ans avait ce genre de beauté forte, un peu virile, que l'on retrouve souvent chez ses compatriotes. « Ma mère à trente ans, dira Napoléon, était encore belle comme les amours. » D'après ses portraits, on peut se la représenter ainsi: petite, cheveux châtains, yeux noirs et profonds, avec ces grands cils et ces sourcils arqués qui donnent tant de charme aux filles de la Corse, les traits réguliers, le nez droit, la bouche petite, les oreilles bien faites, le menton avec une légère saillie, annonçant cette force de volonté que révèlent aussi son écriture et son paraphe. On a le « signalement » de Madame Mère sur le passeport qui lui fut délivré à Orléans, le 9 avril 1814, quand elle prit pour la première fois le chemin de l'exil. Voici cette prose officielle que contresigna l'adjoint à la mairie d'Orléans et pour laquelle la mère des rois dut payer la somme de deux francs:

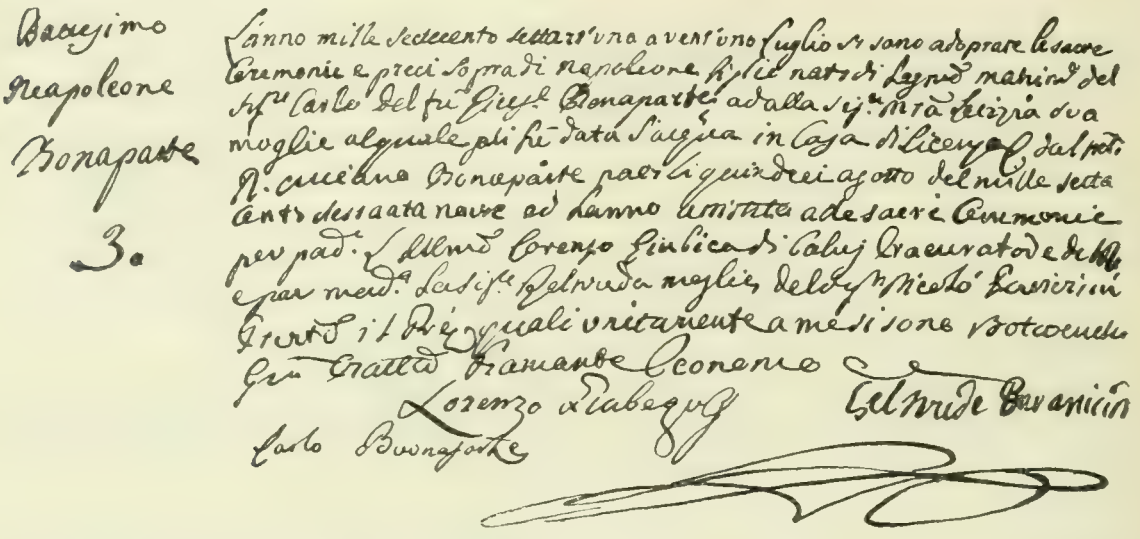
« Age: soixante-quatre ans; taille: un mètre cinquante; cheveux gris mêlé, front bombé, sourcils châtains, yeux bruns, nez bien fait, bouche petite, menton rond, visage ovale, teint clair; signes particuliers: point. »

SON MARIAGE. « Je me mariai, dit Madame Mère, avec Charles Bonaparte, qui était un bel homme, grand comme Murat. »

Le mari de cette jeune fille de treize ans était un jeune homme qui en avait dix-huit. Il passait pour un cavalier accompli, grand, de belle mine, de tournure élégante, parlant bien, — il fut avocat, — connaissant le français d'une manière très convenable, insinuant et fort habile à ménager sa fortune et la fortune des siens. Songea-t-il jamais, lui qui avait certainement une éducation et des goûts littéraires, à orner l'esprit de sa jeune femme? Il n'en eut guère le temps, occupé qu'il fut à combattre pour la cause de l'indépendance, à se rallier ensuite au gouvernement français, à se mettre bien en cour, et à faire voyages sur voyages pour aller solliciter, pour aller obséder les bureaux; car il fut un quémandeur infatigable. Puis l'état de santé de Letizia ne laissa jamais beaucoup de temps à la culture intellectuelle. « En dix-neuf ans de mariage, dit-elle, je fus mère de treize enfants, dont trois moururent en bas âge et deux en naissant. »

Elle avait déjà un fils, Joseph, quand elle devint mère de l'enfant qui devait être Napoléon. La Corse était alors en pleine guerre. Le parti national, dont faisaient partie les Bonaparte, s'était groupé autour de Paoli pour résister aux Français, à qui

les Génois venaient de vendre l'île. Corte était le centre de la résistance ; à pied, à mulet, grimpant sur les rochers, gagnant le maquis, traversant les torrents, entendant les balles siffler à ses oreilles, uniquement préoccupée de suivre son mari et de défendre la liberté, la jeune femme montrait une activité et un courage qui n'étaient ni de son âge, ni de son sexe, ni de son état. « Les privations, les fatigues, elle supportait tout, bravait tout, dira un jour Napoléon : c'était une tête d'homme sur un corps de femme. » Pour l'enfant qu'elle portait dans son sein, elle n'eut jamais une minute d'inquiétude. Ne l'avait-elle pas consacré à l'avance à la sainte Vierge, la reine et la patronne d'Ajaccio? C'est le jour même de la fête de l'Assomption, le 15 août 1769, qu'elle mit au monde son second fils ; elle était sur le point d'avoir dix-neuf ans.



ACTE DU BAPTÊME DE NAPOLÉON (21 juillet 1771).
(ARCHIVES DE LA CORSE.)
Ce document donne la date de naissance de Napoléon : 15 août 1769.

MADAME BONAPARTE, MÈRE DE FAMILLE. Mme Bonaparte a raconté elle-même quel fut son rôle de mère :

« Devenue mère de famille, je me consacrai entièrement à la bonne direction de celle-ci, et je ne sortais de chez moi que pour aller à la messe. J'entends qu'une des obligations du vrai chrétien soit d'aller à l'église tous les jours et indispensablement les jours de fête ; mais je crois pourtant que l'église n'exige pas, dans les jours de travail, que les personnes qui se trouvent à la tête des affaires doivent perdre la plus grande partie du jour hors de chez elles.... D'ailleurs, ma présence était nécessaire pour mettre un frein à mes enfants, tant qu'ils furent petits. Ma belle-mère et mon mari étaient si indulgents à leur égard qu'au moindre cri, à la moindre réprimande, ils accouraient à leur aide, en leur faisant mille caresses. Pour moi, j'étais sévère ou indulgente, en temps voulu. Aussi étais-je obéie et aimée de mes enfants qui, même après avoir grandi, m'ont toujours témoigné, dans tous les temps, le même amour et le même respect....

CARDINAL JOSEPH FESCH, né à Ajaccio, le 3 janvier 1763. Son père, officier suisse au service de Gênes, avait épousé en secondes noces la mère de Letizia Ramolino. Demi-frère de celle-ci, le futur cardinal était ainsi l'oncle maternel des enfants de Charles Bonaparte et de Letizia. Élevé au séminaire d'Aix, il était prêtre en 1789. Ruiné par la Révolution, il devint commissaire des guerres dans l'armée d'Italie, quand son neveu Napoléon en fut général. Sous le Consulat, il prit part aux négociations qui aboutirent au Concordat. Archevêque de Lyon en 1802, cardinal en 1803, ambassadeur près du Saint-Siège en 1804, il avait toute la faveur de son neveu, qui le nomma grand-aumônier, comte, sénateur, coadjuteur de l'archevêque de Ratisbonne. Il présida le concile tenu à Paris en 1811. Mais il tomba en disgrâce à cette occasion; il se retira alors dans son diocèse de Lyon. Banni par la seconde Restauration, mais ayant refusé de se démettre de son archevêché, il se fixa à Rome auprès de sa demi-sœur, à laquelle il était très attaché. Il mourut le 13 mai 1839, à 76 ans.

PAR CHARLES MEYNIER, MUSÉE NATIONAL DE VERSAILLES

CHAMBRE A COUCHER DE LETIZIA BONAPARTE, dans la maison d'Ajaccio, où naquit Napoléon, le 15 août 1769. — La chambre, remise en état au XIXe siècle, renferme le bois de lit qui servait à Mme Bonaparte et le canapé sur lequel elle mit au monde Napoléon.

CL. LÉVY.

BRIENNE-LE-CHATEAU, chef-lieu de canton du département de l'Aube, appartient à l'histoire de Napoléon par le double souvenir de l'École militaire, aujourd'hui détruite, où il fut élevé de 1779 à 1784, et de la bataille livrée à Blücher le 29 janvier 1814. CL. MONCLAIR, A TROYES.

SALON DE RÉCEPTION de la maison natale de Napoléon Ier à Ajaccio. — La pièce, restaurée après le pillage de l'époque révolutionnaire, renferme un vieux clavecin. Napoléon vit sa maison natale en 1798 pour la dernière fois, à son retour d'Égypte. CL. LÉVY.

« De tous mes enfants, Napoléon, dès ses premières années, était le plus intrépide. Je me souviens que, pour donner un foyer à leur ardeur extraordinaire, j'avais dû démeubler une grande chambre où, dans les heures de récréation et de mauvais temps, il leur était permis de s'amuser à leur gré. Jérôme et les trois autres s'occupaient à sauter ou à dessiner des pantins sur le mur. Napoléon, à qui j'avais acheté un tambour et un sabre de bois, ne peignait que des soldats toujours rangés en ordre de bataille. »

SÉVÉRITÉ DE MADAME BONAPARTE. Mme Bonaparte éleva ses enfants sévèrement, à la corse ; elle ne leur ménageait pas les corrections manuelles. Napoléon, comme les autres, peut-être plus que les autres, sentit à plus d'une reprise la vigueur de la main maternelle. « Sévère dans sa tendresse, dit l'Empereur, elle punissait, récompensait indistinctement ; le bien, le mal, elle nous comptait tout. »

Napoléon ne voulait pas, le dimanche, aller à la grand'messe. Une paire de soufflets lui apprenait le chemin de l'église.

Napoléon avait un jour suivi sa mère sans sa permission, quand elle était allée chez une amie. Elle courut sur le petit, en colère, et lui donna une gifle si forte que l'enfant tomba ; elle le laissa à terre, tout pleurant et se frottant les yeux avec les deux poings.

Napoléon avait emporté et mangé les plus belles figues d'un figuier que sa mère lui avait interdit d'approcher. Quand Mme Bonaparte vint pour cueillir ses figues, elle constata le vol ; vite, son enquête fut faite, et Napoléon reçut le fouet.

Napoléon s'était moqué de sa grand'mère, en marchant comme elle sur une canne et en la traitant de vieille fée. Mme Bonaparte lui fait les gros yeux. L'enfant, qui se sent en faute, veut l'embrasser ; elle le repousse. Quelques instants après, quand il était dans sa chambre, elle apparaît, le saisit d'une main vigoureuse et lui administre une bonne correction.

A Sainte-Hélène, l'Empereur a fait plus d'une allusion à ces souvenirs d'enfance. Il a parlé de « maman Letizia » qui réprimait son humeur belliqueuse, qui ne souffrait pas ses « algarades », dont la tendresse était « sévère ». Mais cette sévérité était celle d'une mère, c'est-à-dire de l'être bon entre tous, qui a fait chacun de nous ce qu'il est ; car c'est sur les genoux de nos mères que tous nous avons grandi, que tous nous nous sommes formés. Napoléon le savait bien ; aussi n'a-t-il pas manqué de le dire et de le proclamer hautement : « C'est à ma mère, c'est à ses bons principes que je dois ma fortune et tout ce que j'ai fait de bien.... Ma mère, elle est digne de tous les genres de vénération. » Il disait encore à son médecin Antommarchi, que sa mère lui avait envoyé à Sainte-Hélène : « Vous m'êtes bien attaché, rien ne vous coûte dès qu'il s'agit de me soulager ; mais tout cela n'est pas la sollicitude maternelle. Ah ! maman Letizia ! maman Letizia ! »

MADAME BONAPARTE VEUVE. Un grand malheur s'abattit sur Mme Bonaparte et ses enfants. En l'année 1785, à moins de trente-neuf ans, le chef de la

famille, Charles Bonaparte, mourut. Sa veuve devait assurer l'existence et faire l'éducation de huit enfants. Joseph, âgé de près de dix-sept ans, était au collège d'Autun; Napoléon, âgé de quinze ans, était à l'École militaire de Paris; Élisa, qui avait neuf ans, était depuis quelques mois à la maison royale de Saint-Cyr. Pour ces trois enfants, tous trois boursiers du roi, l'avenir, sans être assuré, laissait concevoir quelques espérances; dans le moment même leur situation était à l'abri de l'inquiétude. Mais comment élever les cinq autres : Lucien, qui avait dix ans, Louis, qui en avait sept, Pauline, qui en avait cinq, Caroline, qui en avait trois, et Jérôme, qui avait à peine trois mois et demi?

Huit enfants à diriger et à élever, dont cinq restaient entièrement à sa charge, quand tout l'avoir de la famille se composait d'un peu de bétail, de quelques vignes, de quelques fermes, le tout d'un rapport bien modeste et précaire : il fallait toute l'énergie virile de cette jeune veuve de trente-cinq ans pour oser envisager une situation pareille. « Ma mère, disait Joseph lors de son retour à Ajaccio, modéra l'expression de sa douleur pour ne pas trop exciter la mienne. Femme forte et bonne, modèle des mères, combien tes enfants te sont encore redevables des exemples que tu leur as donnés! »

Trois femmes aidaient Mme Bonaparte aux soins du ménage : une vieille servante, *mammuccia* Caterina, qui avait assisté à la naissance de Napoléon et qui n'était plus d'un grand secours; Camilla Ilari, qui avait nourri Napoléon et ne devait pas manquer de venir à Paris au moment du sacre, « pour être témoin, comme le dit la prose officielle du ministre Portalis, des prodiges de son auguste nourrisson »; une femme de charge, Saveria, qui est peut-être cette Toscane que Mme Bonaparte demandait à Joseph de lui trouver à Pise, quand il faisait ses études à l'Université de cette ville. Elle lui avait écrit de ramener d'Italie une servante de quarante ans pour faire la cuisine, coudre et repasser : les gages pourraient s'élever jusqu'à trois ou même quatre francs par mois.

SON ESPRIT D'ÉCONOMIE. Mme Bonaparte était, en effet, une ménagère économe, très économe, sinon avare, épluchant ses comptes et sachant la valeur de la moindre chose. La prodigalité familière à son mari lui avait encore fait aimer davantage l'économie; elle excellait à « coumouler », comme elle le disait dans son mauvais français. Vertu précieuse, qui sauva deux fois la famille : dans les années de détresse qui suivirent la mort du père, et dans les années de gêne qui suivirent l'effondrement de 1814 et de 1815.

Elle s'était appuyée pendant quelque temps pour la direction des affaires de la famille sur son fils aîné Joseph et sur l'oncle de son mari, l'archidiacre Lucien. L'archidiacre était mort; en mourant il avait deviné les destinées du second de ses petits-neveux; il avait dit à Napoléon qu'il serait un grand homme, *un'omone*. Il l'avait sacré ainsi comme le chef de la famille. En sa qualité de femme corse, Mme Bonaparte ne pouvait pas ne pas reconnaître la suprématie des hommes de sa famille, même si ces hommes étaient ses enfants. Avec son instinct de l'autorité, elle sentit son estime s'accroître pour ce jeune chef de famille à la poigne un peu rude.

LA RÉVOLUTION EN CORSE La Révolution avait éclaté. En Corse, comme autre part, plus qu'autre part, elle arma les citoyens les uns contre les autres. Un parti, par haine des violences révolutionnaires, voulait détacher la Corse de la France ; mais ces Corses exaltés, qui se groupaient autour de Paoli, l'ancien héros de l'indépendance nationale, étaient les agents inconscients des Anglais, alors les pires ennemis de la France. Mme Bonaparte n'hésita pas. Son mari avait fait jadis le coup de feu, aux côtés de Paoli, pour la liberté de l'île ; elle-même avait été d'un patriotisme ardent. Mais les Bonaparte, depuis la fin de la conquête, s'étaient donnés à la France sans réserve. A la France le devoir exigeait de rester fidèles, même à la France de la Révolution, et même si cette fidélité devait coûter aux individus leur fortune, leur liberté, leur vie. C'est ce que sentait au fond de son être cette femme d'Ajaccio devenue toute Française.

Les biens de Mme Bonaparte, à peine suffisants pour faire vivre la mère et les enfants, avaient été confisqués par les paolistes, qui étaient sur le point d'être maîtres de l'île entière. Un envoyé de Paoli lui fit comprendre à quelle condition elle pourrait les recouvrer tout de suite. « Allez dire à Paoli, répondit la pauvre veuve, que je pensais lui être un peu mieux connue. Il saura que j'ai conseillé moi-même à mes fils la conduite tenue par eux aujourd'hui et que, s'il fallait, je recommencerais. Je me suis faite Française et je resterai Française. » La décision prise par Mme Bonaparte et suivie par ses enfants — toute la famille se trouvait alors réunie à Ajaccio — faillit leur coûter la vie. Paoli avait donné l'ordre de les lui amener, morts ou vivants. Les trois plus grands, Joseph, Napoléon et Lucien, prirent la fuite en se déguisant ; Napoléon parvint à gagner la côte et à se sauver sur une petite embarcation de pêcheur. Qu'étaient devenus sa mère, ses plus jeunes frères, ses trois sœurs, qu'il avait laissés derrière lui ?

LA FUITE DE MADAME BONAPARTE ET DE SES ENFANTS. Une nuit — c'était au mois de mai 1793 — Mme Bonaparte est prévenue que les paolistes allaient arriver. Vite elle fait lever et habille les petits ; elle ramasse dans un sac les quelques hardes de la famille, un peu de pain, quelques provisions frugales, et ils partent, fugitifs dans leur propre patrie. La petite Pauline ne quittait pas la main de sa maman ; l'oncle Fesch avait d'un côté Louis et de l'autre Élisa. La pauvre troupe gagne la montagne. Elle se retourne et voit un spectacle d'horreur. De lourds tourbillons de fumée s'élèvent d'Ajaccio. « Voilà notre maison qui brûle ! » s'écria l'un des fugitifs. « Eh ! qu'importe ! répondit Mme Bonaparte, nous la rebâtirons plus belle. Vive la France ! »

L'odyssée de cette bande de fugitifs, conduits par une femme de trente-cinq ans, est le plus poignant des drames. On arrive sur les bords d'un torrent gonflé par les pluies ; il faut le passer à tout prix. On découvre un cheval dans une ferme voisine ; la mère y monte avec ses deux plus jeunes filles ; elle franchit le torrent. En plusieurs passages, tout le monde fut transporté sur l'autre rive, et l'on reprit la marche à travers les chemins rocailleux. Élisa — c'était la future Sémiramis de Lucques — n'avait plus de

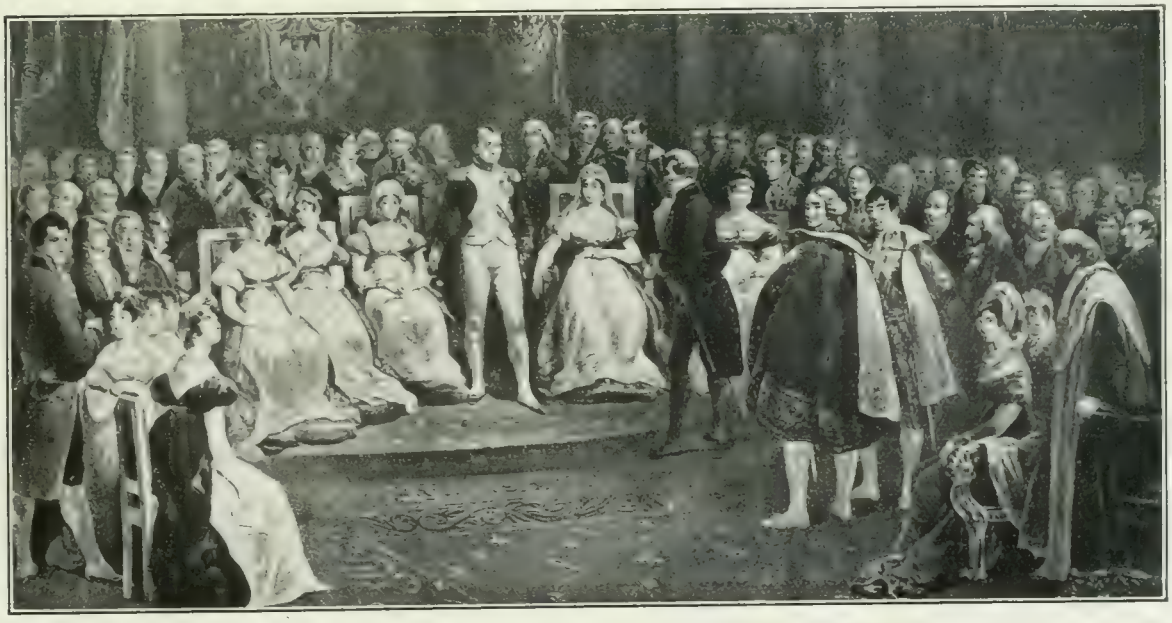
chaussures ; ses pieds étaient ensanglantés. « Ne pleure pas, petite, lui dit sa mère, nous ne sommes pas les plus à plaindre. Fais comme moi : je souffre et je me tais. Il nous reste des amis qui veillent sur nous, et puis les Français ne nous abandonneront pas. » Au bout de quelques jours, par des sentiers de chèvres, les fugitifs arrivent au bord de la mer. Une barque est en vue. C'était Napoléon. Vite, vite, à bord et au large. Un bon vent les mène à Calvi. Ils étaient tous réunis sur quelques mètres carrés de planches, entre le ciel et l'eau, ceux qui devaient être empereur, rois, reine, duchesses, et dont les noms, alors obscurs et méprisés, allaient bientôt retentir aux quatre coins de l'Europe, Dieu sait avec quel fracas ! Tout était là, sur cette barque de pêcheur corse : César, sa famille et sa fortune.

A Calvi, dans une maison amie, on put goûter quelques jours de repos. Mais on ne pouvait songer à y rester. Il n'y avait plus d'autre refuge possible que la France même. Ils s'embarquèrent sur un navire marchand. Le danger maintenant était de tomber au milieu des croisières anglaises qui surveillaient les côtes de la Provence. L'obscur capitaine d'artillerie ne se doutait pas que dans cette escadre ennemie il y avait un capitaine de vaisseau qui portait le nom, ignoré encore, de Nelson. Enfin, l'on passa, et toute la famille put arriver à Toulon.

MADAME BONAPARTE A MARSEILLE. Mme Bonaparte habita d'abord avec ses enfants dans diverses maisons de campagne de la région de Toulon ; puis elle se fixa bientôt à Marseille. Elle n'avait guère pour vivre que les assignats que le capitaine d'artillerie détachait chaque mois sur sa pauvre solde. Mais voici que le capitaine a enlevé Toulon aux Anglais ; pour prix de ce succès éclatant, qui sauve la République et la France, il est porté au grade de général de brigade. C'est la gloire, la gloire dont les premières caresses sont si enivrantes, et c'est peut-être aussi, à défaut de la fortune, peu nécessaire en somme au bonheur de la vie, la fin de la gêne besogneuse.

Les enfants commencent à s'établir. Joseph se marie avec Julie Clary, la fille d'un commerçant de Marseille. Louis suit en Italie la fortune de Napoléon. Pour Lucien, il était entré dans l'administration des subsistances militaires. Élisa venait de promettre sa main au capitaine Bacciochi. L'avenir de Pauline ne pouvait donner lieu à de l'inquiétude : elle avait à peine quatorze ans que les soupirants s'empressaient autour d'elle. Restaient les deux petits, Caroline et Jérôme. Mais on avait le vent en poupe ; eux aussi, on leur trouverait bien un jour quelque gagne-pain sous la forme d'un mari ou d'une bonne place. Quant à Napoléon, c'est à pas de géant qu'il marchait sur le chemin de la gloire et du pouvoir. « Napoléon, lui avait dit sa mère, la Corse n'est qu'un rocher stérile, un petit coin de terre imperceptible et misérable ; la France, au contraire, est grande, riche, bien peuplée ; elle est en feu. Voilà, mon fils, un noble embrasement ; il mérite de risquer de s'y griller. » Chaque jour presque faisait de ces paroles une réalité de plus.

ARRIVÉE à Toulon, le 13 juin 1793, de Napoléon et de sa famille, chassés de la Corse par le succès des paolistes ; ils s'étaient embarqués le 11 à Calvi. LITH. DE VILAIN. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



NAPOLÉON et les personnages illustres de son règne, en 1809. — Dans cette composition de fantaisie, Joséphine et Pauline sont à la gauche de l'Empereur ; à sa droite, Madame Mère, Caroline, Hortense. Debout devant lui, Cuvier. PAR VICTOR ADAM. (COLL. DU PRINCE ROLAND BONAPARTE.)

BONAPARTE (CHARLES-MARIE), mari de Letizia Ramolino, père de Napoléon. — Né à Ajaccio le 29 mars 1746, assesseur de la juridiction d'Ajaccio après l'annexion de la Corse à la France, député de la noblesse de Corse à la Cour, mort à Montpellier le 24 février 1785. — (Ce portrait fut fait vingt ans après sa mort, en 1805.)

PAR GIRODET-TRIOSON (MUSÉE DE VERSAILLES)

RAMOLINO (MARIE-LETIZIA), *femme de Charles-Marie Bonaparte, mère de Napoléon. — Née à Ajaccio le 24 août 1750, mariée en 1764, veuve en 1785, morte à Rome le 2 février 1836 Sous l'Empire, elle porta le nom de « Madame Mère de l'Empereur et Roi ». — Elle eut treize enfants, dont huit qui vécurent et qui appartiennent à l'histoire.* PAR ROBERT LEFÈVRE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

NAPOLEONIS MATER. — *Canova, qui a représenté en Vénus la princesse Pauline Borghèse, a représenté en Agrippine la mère de Napoléon. Même attitude, même draperie que dans la statue antique de la femme de Germanicus au musée du Capitole, à Rome. La mère du César des temps modernes méritait bien d'être traitée « à la romaine ».* (COLL. DU DUC DE DEVONSHIRE.) CL. HANFSTAENGL

COUR DE L'HOTEL DE BRIENNE, à Paris. — *Aujourd'hui cour d'honneur du Ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. Cet hôtel, construit au faubourg Saint-Germain en 1714, fut habité par Loménie de Brienne, le ministre de Louis XVI. Après avoir été l'hôtel de Lucien Bonaparte, il fut l'hôtel de Madame Mère.* CL. HACHETTE.

MADAME MÈRE

MADAME BONAPARTE A MOMBELLO. Le jeune vainqueur avait à ses pieds l'Italie et l'Autriche ; du château de Mombello, auprès de Milan, devenu son quartier général, il voyait la gloire de son nom et de son pays qui illuminait l'Europe. Fils reconnaissant, il n'oublia pas sa mère ; il lui demanda de venir le voir, à Mombello même. Elle vint avec ses filles. Dans la simplicité de son vêtement corse, habillée de noir, cette femme de petite taille paraissait une déesse. N'était-ce pas elle qui avait enfanté, élevé, inspiré le dieu du jour?

« Ma mère, dit l'Empereur, m'aborda avec joie, avec contentement et un orgueil bien légitime : « Oh! Napoleone, dit-elle, en me pressant sur son cœur, je suis la plus heureuse des mères, aujourd'hui. » Ce mot fut une des plus douces récompenses que je reçus de mes travaux ; puis elle m'examina, me trouva maigri, et en fut affligée : « Tu te tues, me dit-elle encore. — Il me semble, au contraire, que je vis, répartis-je en riant. — Dis, reprit-elle, que tu vivras dans la postérité ; mais à présent.... — Eh bien! *signora*, est-ce mourir ? »

MADAME BONAPARTE AU RETOUR D'ÉGYPTE. Napoléon était parti pour l'Égypte. Reviendrait-il jamais, depuis la journée terrible où Nelson, en détruisant l'escadre de Brueys, l'avait enfermé dans la terre des Pharaons comme dans une prison? La mère ne doutait pas qu'il revînt. Elle était alors à Paris, vivant auprès de sa belle-fille Joséphine, qu'elle n'aimait peut-être pas beaucoup ; elle était à Paris, pour que le nom de son fils ne fût pas oublié de la France légère et mobile. La mère de Napoléon veillait à la fidélité de la mémoire de la France. Tout à coup la nouvelle se répand : « Le général Bonaparte a débarqué à Fréjus. » Ce fut une traînée de poudre. Le 16 octobre au matin, trois jours après l'annonce de son débarquement, il accourt à Paris, il vole dans sa maison de la rue de la Victoire. Sa femme n'y était pas, elle était allée au-devant de lui sans le rencontrer ; ses frères et ses sœurs étaient dispersés. De sa famille, il n'y avait qu'une personne qui était là, qui l'attendait et qui ne s'étonnait pas de ces choses épiques. C'était sa mère. Comme quelques mois plus tôt elle avait serré dans ses bras Napoléon l'Italique, elle serra dans ses bras Napoléon l'Égyptiaque.

Les journaux publiaient le lendemain ce communiqué : « Le général est descendu chez lui, rue de la Victoire, où il a trouvé sa mère, qui n'a que quarante-neuf ans. »

MADAME BONAPARTE LE SOIR DE BRUMAIRE. Un mois plus tard, Brumaire se fait. Si elle n'est pas dans tous les secrets du coup d'État, elle en devine les machinations. Où est-elle, le jour où Napoléon, à Saint-Cloud, va brusquement abattre toutes les cartes de son jeu de dictateur? Elle est au théâtre Feydeau, dans une loge d'avant-scène, bien en vue, en compagnie de la belle Pauline, qui était alors Mme Leclerc, de la jeune Mme Junot, un jour duchesse d'Abrantès,

et de la mère de celle-ci. Ces dames devisaient entre elles, en attendant la représentation ; c'étaient elles qui, pour le moment, servaient de spectacle à la salle.

Laissons Mme Junot raconter cette scène. « Mme Bonaparte ne disait rien, mais elle regardait souvent la porte de la loge et nous voyions, ma mère et moi, qu'elle s'attendait à voir arriver quelqu'un. Le rideau se lève, la petite pièce commence paisiblement, lorsque tout à coup le régisseur s'avance sur la scène, fait le salut d'usage et prononce ces paroles à haute voix : « Citoyens, le général Bonaparte a manqué d'être assassiné, à Saint-Cloud, par les traîtres à la patrie ! » A ces mots Mme Leclerc jette un cri perçant et s'agite avec violence, tandis que sa mère, aussi douloureusement atteinte, n'est occupée que de la calmer. Mme Letizia Bonaparte était pâle comme une statue de marbre ; mais, quels que fussent les déchirements de son cœur, on n'en voyait d'autre trace sur son visage, encore si beau à cette époque, qu'une légère contraction autour des lèvres. Se penchant sur sa fille, elle prit ses mains, les serra fortement et lui dit d'une voix sévère : « Paulette, pourquoi cet éclat ? Tais-toi. N'as-tu pas entendu qu'il n'est rien arrivé à ton frère ?... Silence donc... et lève-toi. Il faut aller chercher des nouvelles. » La voix de sa mère frappa plus Mme Leclerc que toutes nos consolations. Enfin nous pûmes partir. On sortait en foule du théâtre pour aller aux nouvelles. Plusieurs personnes disaient : « C'est la mère et la sœur du général Bonaparte. » Elles se firent conduire rue de la Victoire. Quelques heures plus tard le général Bonaparte arrivait à son tour de Saint-Cloud : il était consul provisoire de la République Française.

LA REVUE DES TUILERIES. Au mois de février suivant, le Premier Consul fixait sa résidence au palais des rois, aux Tuileries. Sur la place du Carrousel, il y eut la revue des troupes. De partout éclataient les cris : « Vive le Premier Consul ! » La revue finie, vint le défilé. En voyant passer devant lui les drapeaux en loques, noirs de poudre, troués par les balles, le jeune général de trente ans ôtait son chapeau et s'inclinait en signe de respect. Derrière le petit homme maigre, au teint olivâtre, aux yeux gris, aux cheveux plats, les spectateurs se montraient une femme, jeune encore, qui, aux côtés de la femme du triomphateur, aux côtés de ses sœurs belles de leurs toilettes à la grecque, belles surtout de leur jeunesse, attirait cependant à elle tous les regards : c'était l'ancienne demoiselle Ramolino d'Ajaccio, la petite-fille des Pietra-Santa de Sartène, la veuve du petit avocat d'Ajaccio, c'était la mère de Bonaparte.

LES FÊTES DE 1802 ET DE 1804. Elle avait été à la peine, elle était à l'honneur. C'était justice. Elle assista encore à cette journée unique, le dimanche de Pâques, 18 avril 1802, où fut célébrée à Notre-Dame la réconciliation de la France et de l'Église. « Mme Bonaparte, disait le *Journal des Débats*, avait à sa droite Mme Bonaparte mère, qui, d'un regard, pouvait voir ses cinq fils réunis dans la même solennité, et se trouvait comme placée entre eux et le ciel qui les lui a donnés. »

Cependant les assistants l'auraient cherchée en vain à la cérémonie de Notre-Dame, le 2 décembre 1804 : elle n'était pas à cette journée sans pareille.

De violentes querelles de famille avaient éclaté entre le Premier Consul et Lucien, à la suite du refus absolu de celui-ci de répudier la femme qu'il avait choisie et qu'il aimait. Lucien avait pris le parti de quitter Paris avec sa femme et de se retirer à Rome. Le Premier Consul ne comprenait pas les sympathies que sa mère pouvait avoir pour Lucien, qui à ses yeux n'était qu'un rebelle. Après avoir tout fait pour prévenir une rupture entre les deux frères, Mme Bonaparte avait empêché Lucien d'avoir avec Napoléon une dernière explication. « Non, mon fils, tu ne le dois pas.... Vous êtes vifs tous les deux. Napoléon est puissant, plus que toi, mon pauvre Lucien. Décidément, j'aime mieux que tu partes sans le revoir. » Nous restâmes encore un peu de temps, rapporte Lucien, et, minuit venant à sonner, j'allai prendre ma femme par la main ; nous nous jetâmes ensemble aux genoux de ma mère. « Au revoir, au revoir, à bientôt, à Rome ! » dit-elle. Telles furent les dernières paroles que prononça ma mère, en s'éloignant. Avant d'entrer dans la galerie, elle était montée pour embrasser nos enfants endormis.... Pauvre mère ! que n'a-t-elle pas souffert à cette époque ! » Napoléon reprocha dans ces circonstances à sa mère d'avoir pour Lucien une préférence secrète. Elle lui fit cette réponse émouvante, que seul un cœur de mère pouvait trouver : « Celui de mes enfants que j'aime le plus, c'est, vous le savez, celui qui souffre le plus. » Le jour devait venir où le pauvre Napoléon se verrait lui-même l'objet de cette préférence, fille directe du malheur. Elle avait donc été rejoindre Lucien à Rome, pour calmer sa colère et pour essayer de le ramener au bercail. Elle n'y avait point réussi. Elle n'était rentrée elle-même à Paris que le 20 décembre, dix-huit jours après la quasi-déification de son second fils.

Napoléon comprit que, pour l'histoire, sa mère ne pouvait pas ne pas avoir assisté à sa propre apothéose. Dans le tableau qu'il commanda à David pour immortaliser cette journée et dont il régla tous les détails, la mère du grand homme fut placée bien en vue. Dans une tribune, à droite de l'autel, au-dessus des maréchaux, Mme Charles Bonaparte assiste ou mieux préside à la cérémonie. Il ne serait pas toujours prudent d'écrire l'histoire en ne consultant que des images d'apparat.

MADAME MÈRE. Maître de la France, organisateur de la cour impériale, Napoléon ne voulait pas que sa mère restât dans l'obscurité de sa première condition. Son imagination inventa pour celle qui avait été l'ouvrière des jours difficiles un titre nouveau : elle devint Madame Mère.

Madame Mère eut une maison à elle, puisque chacun dans la famille avait à présent la sienne. Que les temps étaient loin des deux ou trois pauvres servantes de la *casa* Buonaparte à Ajaccio ! L'*Almanach Impérial* donne la composition de cet état-major. Le titre est « Maison de Madame Mère de l'Empereur et Roi ». La liste comprend un premier aumônier, l'évêque de Verceil, chevalier de la Légion d'honneur, deux chape-

lains, une dame d'honneur, quatre dames pour accompagner (parmi lesquelles la duchesse d'Abrantès), deux chambellans, un premier écuyer, un écuyer, un secrétaire des commandements, le futur duc Decazes.

La liste civile de Madame Mère était en harmonie avec ce train de maison. Son fils avait fait réparer pour elle le Grand Trianon, l'ancien Trianon de Louis XIV et de Mme de Montespan. Il l'avait logée dans un des plus beaux hôtels du faubourg Saint-Germain, l'hôtel de Brienne, rue Saint-Dominique, qui est aujourd'hui l'hôtel du Ministère de la Guerre. Enfin, il lui donna une place dans l'administration impériale ; car le grand homme récompensait, dotait, décorait largement, mais il fallait travailler. Pour donner du travail à sa mère, il imagina de la mettre à la tête de tous les services d'assistance ; elle reçut ce titre nouveau : « Protectrice générale des établissements de bienfaisance et de charité de l'Empire. »

SA SIMPLICITÉ DE VIE. Madame Mère laissait faire. Son fils le voulait ainsi, puis cela certainement faisait bien pour la grandeur des Bonaparte ; mais elle restait ce qu'elle avait été, économe, très ordonnée, très simple, surveillant les événements. De tout ce que son fils exigeait d'elle, elle fit ce qu'elle ne pouvait pas décemment refuser. Ainsi elle figura, en service commandé, dans la plupart des fêtes de la cour des Tuileries, comme le mariage de Jérôme, le mariage d'Eugène de Beauharnais, le mariage de Stéphanie de Beauharnais, le mariage de Napoléon avec la fille des Habsbourg. A ces fêtes on voyait apparaître une personne petite, simplement habillée, par rapport au luxe éblouissant des autres personnes : c'était Madame Mère, qui ne s'étonnait pas du tout d'être devenue la belle-mère de l'archiduchesse Marie-Louise. Elle prit encore sa part du ministère de charité que son fils lui avait imposé ; la correspondance de la maison de Madame Mère avec les sœurs hospitalières, avec les diverses fondations de bienfaisance, montre que rue Saint-Dominique il y eut vraiment pendant quelques années comme un office central des œuvres de bienfaisance.

Cela donc, elle voulait bien le faire ; mais rien de plus. Pour le reste, elle continua à vivre à sa guise, c'est-à-dire très simplement, très modestement, comme aux jours d'Ajaccio, où toute sa garde-robe se composait de quelques jupes de toile et d'un fichu noir jeté sur les épaules, où la nourriture de la famille consistait en quelques poissons, des figues et du bon fromage de chèvre. Elle avait bien vécu ainsi ; pourquoi changer ? Elle se souciait peu que l'hôtel de Brienne ne rivalisât pas avec les somptuosités des Tuileries ou de Fontainebleau. Chez elle, elle recevait quelques prêtres, qui gravitaient dans l'orbite de son frère inséparable, le cardinal Fesch ; elle passait ses soirées à jouer au reversi, « l'éternel reversi », qui avait le don d'impatienter Napoléon, peu fait pour les jeux de cartes des vieilles dames. Peu de lumière dans le salon et peu de bois dans la cheminée. Est-ce qu'elle s'était chauffée jadis dans la maison d'Ajaccio ?

Ce train de maison fut l'occasion d'une assez bonne méprise. *Se non è vero....* Un monsieur entre un soir dans le salon de l'hôtel de Brienne, il avait un bel habit brodé

MADAME MÈRE

CHARLES BONAPARTE. — *Portrait fait à Montpellier en 1784.*

MADAME MÈRE. — *Avec un voile à la mode corse.*

* * *

PALAIS RINUCCINI, aujourd'hui palais Bonaparte, à Rome, à l'angle du Corso et de la place de Venise, habité par Madame Mère depuis 1818; elle y mourut en 1836. CL. MOCCIONI.

MADAME MÈRE, d'après un dessin de sa petite-fille, la princesse Charlotte Gabrielli (née du premier mariage de Lucien), fait en l'année 1835. La mère de Napoléon, qui ne bougeait plus guère de son fauteuil, avait alors 85 ans. LITH. DE BALLAGNY. (COLL. DU COMTE PRIMOLI.)

d'argent : c'était M. le préfet allant en soirée. Il ne fait pas attention à deux dames, parlant à voix basse, assises dans un coin mal éclairé. Très tranquillement, il se chauffe le dos à la cheminée. L'une des deux dames, étonnée de ce sans-gêne, finit par se lever : c'était la baronne de Fleurieu, une des dames pour accompagner. « Savez-vous, monsieur, chez qui vous êtes ? — Ne suis-je pas chez le prince archi-chancelier ? — Non, monsieur, vous êtes chez Madame. — Chez Madame qui ? — Chez Madame Mère ! — Et de qui donc ? mère de qui ? — Vous êtes chez son Altesse Impériale et Royale Madame Mère de Sa Majesté l'Empereur et Roi ! »

« POURVOU QUE ÇA DOURE ! » Ce qui préoccupait avant tout la mère de Napoléon, c'était de ne pas revivre dans sa vieillesse, ni pour elle ni pour les siens, les jours si difficiles des premières années de son veuvage. Son bon sens lui disait que l'échafaudage prestigieux, élevé en quelques années par le magicien qu'elle avait mis au monde, n'était qu'un château de cartes. On lui apprenait les victoires qui s'ajoutaient aux victoires, les traités qui s'ajoutaient aux traités, les fondations qui s'ajoutaient aux fondations, les couronnes aux couronnes. Elle hochait la tête et n'avait qu'un mot : « Pourvou que ça doure ! Pourvou que ça doure ! »

Alors elle songea à mettre de l'argent de côté. Ses fils et ses filles s'adressaient à elle pour faire de bons placements, vendre leurs bijoux à bon compte. Elle excellait dans toutes ces opérations et elle plaçait de l'argent en réserve ; elle « coumoulait », suivant son expression. Elle se mettait parfois en colère contre Pauline, qu'elle aimait bien pourtant ; mais celle-ci, le panier percé de la famille, n'était qu'une gaspilleuse. « Taisez-vous, dépensière que vous êtes ! »

LES PLAINTES DE MADAME MÈRE. Donc « coumouler ». Puis maintenir la concorde dans cette terrible famille, où l'exemple de Napoléon et ses volontés impérieuses les avaient tous comme frappés de folie. Comment faire marcher sous la discipline du chef de famille un Joseph, roi d'Espagne, un Louis, roi de Hollande, un Jérôme, roi de Westphalie, et surtout une Caroline, reine de Naples ? Sa correspondance la montre qui intervient sans cesse dans les querelles de ses fils, de ses filles, de ses gendres. C'était un rocher de Sisyphe qu'elle repoussait toujours devant elle et qui était toujours près de l'écraser, elle qui ne rêvait qu'une chose : l'union de tous les Bonaparte grands et petits ; car elle était certainement moins « napoléonienne » que « bonapartiste ».

Elle en avait trop sur le cœur, la vaillante femme. Un jour, elle déversa son trop-plein avec sa volubilité de femme corse qui, vivant à Paris depuis longtemps, continuait à baragouiner un français bizarre, tout farci d'italianismes et prononcé à l'italienne avec des *r* roulantes, force gestes et des yeux prêts à sortir de la tête.

« Monsieur de Girardin, dit-elle, après un dîner à Mortefontaine, au général Stanislas de Girardin, je vous trouve triste. — Madame, il n'y a pas beaucoup de motifs d'être

bien gai. — Vous avez bien *ragione*. Me croyez-vous *houreuse ?* Je ne le suis pas, quoique mère *dou* quatre rois. De tant d'enfants, je n'en ai *più* auprès de moi. Tantôt je suis inquiète de l'un, tantôt de l'autre. Le *povero Luigi !* Il avait été bien tranquille ; à présent, son tour à être tourmenté. Il est *venou* me voir à Aix-la-Chapelle : j'ai été bien *houreuse* pendant *qualche* jours ; *ma* un *matino*, de *buon hour*, il entre dans ma chambre : « *Mama*, vous ne savez pas ? — *No, che ?* — J'ai reçu trois courriers cette nuit : comme ça, comme ça. » Enfin, *monsu*, ces damnés d'Anglais étaient chez lui. Il fut obligé de partir *subitamente*. Le *povero Luigi*, c'est un honnête homme ; *ma* il a bien des chagrins ; il en a par-dessus la tête. Ah ! si vous saviez ! *Ma* ce qui le console, c'est qu'il est adoré ; aussi s'est-il fait Hollandais, et il n'est *più* Français du tout, du tout. J'aime bien mes enfants et j'en suis bien aimée. Je ne suis pas contente de *Jouseph* — Pourquoi donc, Madame ? — *Perche ?* Pourquoi il ne m'écrit *mai ;* il ne *pou* avoir pour moi que des attentions, car il m'offrirait des présents que je n'en voudrais pas. Je suis *più* riche que mes enfants. J'ai *oun millione* l'année ; je ne le mange pas à beaucoup près. Je mets plus de la *metà* à l'épargne. On dit que je suis vilaine, *ma* je laisse dire. Je n'ai pas de dettes ; au contraire, je me trouve toujours avoir cent mille francs au service d'un de mes enfants. Qui sait, peut-être un jour seront-ils bien contents de les avoir ! Je n'oublie pas que pendant longtemps je les ai nourris avec des rations.

« L'*Emperour*, il me dit à moi que je *souis* une vilaine, *ma* je le laisse dire. Il dit que je ne donne jamais à *mangiare ; ma*, s'il veut que *jou* tienne auberge, qu'il me donne *oune* maison, comme doit l'avoir *oune* mère de l'*Emperour*, et de trois rois, des pages, des préfets, des chambellans ; alors il *lo* verra si je ne fais pas bien les *honours* avec dignité. Avec mon million, on ne me regarde pas comme la mère de l'*Emperour*, *ma* comme une riche particulière. Mes enfants ne savent pas combien je vaux ; ils ne me connaîtront que lorsque je ne serai *più*.

« L'*Emperour*, avant son départ, se plaignait à moi de tous ses frères ; il disait : « Je « ferai enfermer celui-ci, arrêter celui-là. » Je *loui* dis : « Mon fils, vous avez tort et « raison : raison, si vous les *paragonez* à vous, parce que vous ne pouvez être *para-* « *goné* avec personne au monde ; vous êtes *oune* merveille, *oun* phénomène, *qualche* « chose d'extraordinaire, d'indéfinissable. *Ma* vous avez tort si vous les *paragonez* « aux autres rois. *Perche ?* Pourquoi ils sont *soupériours* à *tutti. Perche ?* Pourquoi les « rois ils sont si bêtes qu'on *pout* croire qu'ils ont *oune* voile sur les yeux et que le « moment de *lor choute* est arrivé pour qu'ils soient remplacés par mes enfants. » L'*Emperour* entendant cela me dit : « *Signora* Letizia (il riait), et vous aussi vous me « flattez. — Moi, vous flatter ? Vous ne rendez pas justice à *vostra madre*. *Oune* mère « ne flatte pas son fils. Vous le savez, Sire ; en *poublic*, je vous *tratte* avec tout le res- « pect possible, parce que je *souis* votre sujette, *ma* en particulier, je *souis* votre mère « et vous êtes mon fils, et aussi quand vous dites : Je veux, moi je réponds : Je ne veux « pas. J'ai du caractère, de la fierté. A présent que je vais à Paris, c'est à l'Impératrice à

« venir me voir, parce que je *souis* sa belle-mère. Si elle ne fait pas son devoir, je « n'irai pas chez elle ; voilà comme je *souis*. »

MADAME MÈRE EN 1814 ET 1815. Où Mme Bonaparte se trouva vraiment elle-même, ce fut dans les tragédies de la fin. Seule peut-être, dans ce désarroi affreux, elle conserva sa clairvoyance et son énergie.

Comment ne pas admirer cette phrase, qui se trouve dans une lettre écrite le 30 décembre 1813 au cardinal Fesch, au moment où la France est envahie, où tout s'écroule ? « Mon cher frère, il n'est plus temps de tenir aux étiquettes. Les Bourbons se sont perdus pour ne pas avoir su mourir, les armes à la main. »

Comment ne pas admirer encore cette scène grandiose, folle peut-être et qui nous coûta si cher, mais qui s'égale aux conceptions les plus sublimes de Shakespeare ou de Corneille ? C'était à l'île d'Elbe, où elle était venue rejoindre son fils, un soir du mois de février 1815. Elle avait fait une partie d'écarté avec Napoléon et Pauline. L'Empereur, soucieux, s'était mis à marcher à grands pas sur une terrasse qui dominait la mer. On l'entend, qui se dit à lui-même comme dans un rêve intérieur : « Et pourtant, il faudra bien que je le dise à ma mère. » Elle s'approche : « Il faut que je vous le dise, mais je vous défends de parler à qui que ce soit de ce que je vais vous confier, pas même à Pauline.... Je vous préviens que je pars cette nuit. — Pour aller où ? — A Paris. Mais avant tout, je vous demande votre avis. — Laissez-moi oublier, répondit-elle, que je suis votre mère.... Le Ciel ne permettra pas que vous mouriez par le poison, ni dans un repos indigne de vous, mais l'épée à la main. Et maintenant, partez, mon fils, et suivez votre destinée. » Hélas ! l'œil de la mère, cette fois, n'avait pas tout vu. Elle avait bien aperçu Paris, elle n'avait pas deviné Mont-Saint-Jean et Waterloo.

Au moment de la crise suprême, elle était là encore. Après Waterloo, elle avait rejoint Napoléon à la Malmaison. Ce dernier asile allait être violé par les Prussiens. Il fallait partir sur l'heure. Talma assistait à la dernière entrevue de la mère et du fils. « L'émotion de Madame, dit-il, se fit jour par deux grosses larmes, qui sillonnèrent ce beau visage à l'antique ; et sa bouche ne prononça que ces trois mots en lui tendant la main, au départ : « Adieu, mon fils. » La réponse de l'Empereur fut aussi laconique : « Ma mère, adieu. » Puis ils s'embrassèrent. Ainsi s'accomplissait la séparation qui devait être éternelle. »

MADAME MÈRE A ROME. A partir de ce jour ce fut pour la pauvre femme comme une agonie morale de vingt et un ans. Retirée dans un palais de Rome, avec son frère et quelques-uns de ses enfants, elle menait la vie la plus silencieuse et la plus sévère : « On ne rit pas, disait-elle, chez la mère de l'Empereur. » Elle avait choisi Rome pour terre d'exil, parce que c'était la terre qu'aimait son catholicisme de Corse. Elle disait, dans une lettre destinée à être mise sous les yeux de Pie VII :

« Je suis vraiment la mère de toutes les douleurs, et la seule consolation qui me soit

donnée est de savoir que le Saint-Père oublie le passé pour se souvenir seulement des bontés témoignées par lui à tous les membres de ma famille. »

Au *palazzo* Rinuccini, aujourd'hui Bonaparte, au coin du Corso et de la place de Venise, elle n'eut qu'une idée : aller rejoindre son fils à Sainte-Hélène, lui faire parvenir de l'argent, lui envoyer un médecin et un prêtre de confiance. Passe pour l'argent, pour le médecin, pour le prêtre : elle, jamais. Il ne fallait pas que ces deux martyrs eussent cette consolation. Elle ne put fléchir les geôliers de son Napoléon : Sainte-Hélène lui fut interdit.

Lors du congrès d'Aix-la-Chapelle, en 1818, elle adressa à l'empereur d'Autriche, le beau-père de son fils, le grand-père du roi de Rome, à l'empereur de Russie, l'ancien ami de Tilsit et d'Erfurt, au roi de Prusse, une lettre dont la lecture aurait dû émouvoir les âmes les plus insensibles : « Sire, je suis une mère et la vie de mon fils m'est plus chère que ma propre vie.... Ne rendez point inutile la démarche d'une mère qui réclame contre la longue cruauté exercée contre son fils. » Point de réponse.

Le dernier sacrifice est consommé, le 5 mai 1821. Son fils est mort. Alors elle écrit une longue lettre au ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne : « Je demande les restes de mon fils, personne n'y a plus de droit qu'une mère. Sous quel prétexte pourrait-on retenir ses restes immortels ? Mon fils n'a plus besoin d'honneurs : son nom suffit à sa gloire ; mais j'ai besoin d'embrasser inanimés ses restes.... J'ai donné Napoléon à la France et au monde. Au nom de Dieu, au nom de toutes les mères, je viens vous supplier, milord, qu'on ne me refuse pas les restes de mon fils. » Point de réponse.

Madame Mère vécut quinze ans encore, jusqu'au 2 février 1836. Elle eut le temps de connaître la mort de son petit-fils, qui finit tristement à Schœnbrunn, en 1832, à l'âge de vingt et un ans ; elle ne l'avait pas vu depuis 1814. La destinée, qui lui avait fait une vieillesse si longue et si triste, aurait pu lui faire la charité de cinq années de plus ; elle se serait trouvée aux Invalides pour recevoir les restes de son Napoléon, de ce Napoléon qu'elle avait « donné à la France et au monde. » Mais ce qu'elle aurait voulu par-dessus tout, la mère martyre, c'eût été de pouvoir être là-bas, bien loin, dans l'Océan, avec lui, et d'entendre sortir de ses lèvres de mourant les mots qu'a recueillis le médecin corse : « Ah ! maman Letizia ! maman Letizia ! »

GERARD. — LOUIS, ROI DE HOLLANDE, ET SON FILS (NAPOLÉON III)

(MUSÉE DE VERSAILLES)

CHAPITRE XIII

LES FRÈRES DE NAPOLÉON

LA JEUNESSE DE JOSEPH. ❧ SA CARRIÈRE. ❧ PLAINTES DE JOSEPH A L'ÉGARD DU PREMIER CONSUL. ❧ JOSEPH, GRAND ÉLECTEUR. ❧ EXPLICATIONS ENTRE NAPOLÉON ET JOSEPH. ❧ 1806. JOSEPH Ier NAPOLÉON, ROI DES DEUX-SICILES. ❧ 1808. JOSEPH Ier NAPOLÉON, ROI DES ESPAGNES. ❧ JOSEPH APRÈS L'EMPIRE. ❧ LES DÉBUTS DE LUCIEN. ❧ LUCIEN APRÈS LE 18 BRUMAIRE. ❧ SES MARIAGES. ❧ LA JEUNESSE DE LOUIS. ❧ SON MARIAGE AVEC HORTENSE DE BEAUHARNAIS. ❧ LA QUESTION DE L'ADOPTION. ❧ 1806. LOUIS Ier NAPOLÉON, ROI DE HOLLANDE. ❧ SES DERNIÈRES ANNÉES. ❧ JÉROME Ier NAPOLEON, ROI DE WESTPHALIE.

LA JEUNESSE DE JOSEPH. ❧ On se rappelle qu'au mois de décembre 1778, Charles Bonaparte s'était embarqué à Ajaccio avec ses deux fils aînés, Joseph et Napoléon, qui avaient alors dix ans et neuf ans, et qu'il les avait conduits en France. Grâce à la protection du comte de Marbeuf, commandant militaire de la Corse, il avait pu obtenir pour eux la faveur de deux bourses d'éducation. Le cadet, Napoléon, était entré quelques mois plus tard à l'École Royale militaire de Brienne. Quant à l'aîné, il avait été mis au petit séminaire d'Autun; l'évêque de cette ville, Alexandre de Marbeuf, était le parent du gouverneur de la Corse.

Lorsque son père mourut, en 1785, Joseph, alors âgé de dix-sept ans, avait à peu près fini son éducation. Il revint en Corse; il fit à l'Université de Pise des études de droit et il fut reçu avocat. Il aurait végété au barreau d'Ajaccio ou de Bastia, si la Révolution et la fortune étonnante de son cadet ne lui avaient pas ouvert des voies inattendues. Réfugié en 1793 à Marseille avec toute sa famille, il devint commissaire provisoire des guerres; il épousa une jeune fille de cette ville, Julie Clary, au mois d'août 1794.

Joseph avait demandé d'abord la main de Désirée Clary, sœur de Julie, et il avait été agréé. Mais Napoléon avait connu la fiancée de son frère, il l'avait trouvée charmante avec ses beaux yeux et ses cheveux noirs. Très amoureux d'elle, il avait pris le parti de l'épouser. Il avait dit à Joseph que Julie Clary lui conviendrait beaucoup mieux comme femme ; elle n'avait peut-être pas la beauté de sa sœur, mais son caractère calme, son esprit posé iraient très bien à la nature de Joseph. Tout le monde

accepta ce chassé-croisé; Julie fut mariée à Joseph, et Désirée fiancée à Napoléon. Fiançailles sans lendemain. Napoléon oublia vite la jolie Marseillaise, qui, après avoir failli épouser le général Duphot, assassiné à Rome sous ses yeux, finit par épouser Bernadotte. Les Clary, ces honnêtes commerçants en soie de Marseille, ne se doutaient guère que leur fille Julie dût s'asseoir un jour sur le trône de Naples, puis sur le trône d'Espagne, ni que leur fille Désirée fût destinée à faire souche des rois actuels de Suède.

Les deux frères étaient liés à cette époque de la plus étroite intimité. Joseph s'était établi à Gênes, où il s'occupait de fournitures militaires; Napoléon lui adressait dans cette ville des lettres pleines d'affection. Ainsi, le 25 juin 1795 :

« Je vais me presser d'envoyer à ta femme les commissions qu'elle désire.... Dans quelques événements que la fortune te place, tu sais bien, mon ami, que tu ne peux pas avoir de meilleur ami qui te soit plus cher et qui désire plus sincèrement ton bonheur.... Si tu pars et que tu penses que ce puisse être pour quelque temps, envoie-moi ton portrait ; nous avons vécu tant d'années ensemble, si étroitement amis, que nos cœurs se sont confondus, et tu sais mieux que personne combien le mien est entièrement à toi. Je sens, en traçant ces lignes, une émotion dont j'ai eu peu d'exemples dans ma vie; je sens bien que nous tarderons à nous voir et je ne puis plus continuer ma lettre. »

SA CARRIÈRE. Le crédit du vainqueur de Lodi valut à Joseph de gravir très vite les plus hauts échelons de la carrière administrative et diplomatique : administrateur de la Corse, résident à Parme, ambassadeur à Rome auprès du pape Pie VI. Ce poste était très difficile à occuper. Le gouvernement du Saint-Siège ne pouvait pas avoir grande confiance dans le représentant du Directoire, d'autant moins que les « patriotes » romains étaient disposés à chercher leur mot d'ordre à l'ambassade de France. Des attroupements se formaient sous les fenêtres de l'ambassadeur. La police papale voulut les disperser. Au cours de l'une de ces bagarres, Joseph Bonaparte, accompagné du général Duphot, qui était alors fiancé à Désirée Clary, sortit dans la rue pour s'interposer entre les soldats du pape et le peuple ; mais Duphot fut tué à ses côtés, le 29 décembre 1797. Ce meurtre amena la rupture des relations entre la France et le Saint-Siège et la proclamation de la République Romaine.

Rentré en France, Joseph fit un court passage au Conseil des Cinq-Cents, comme député du département corse du Liamone. Il avait acheté la terre de Mortefontaine, auprès de Survilliers, à une trentaine de kilomètres au nord de Paris ; par son étendue même, par la beauté de son parc, elle devint comme une demeure princière. Sous ses magnifiques ombrages se prépara en partie la conspiration du 18 Brumaire ; Sieyès, Moreau, d'autres encore, étaient des amis de Joseph, qui en fit des amis ou des complices de Napoléon. Après l'établissement du Consulat, Joseph devint, en sa qualité d'aîné, comme le personnage d'apparat de la famille : il mit son nom au bas d'actes officiels ; mais il n'avait qu'à signer des arrangements qui avaient été arrêtés à l'avance par le Premier Consul. C'est ainsi qu'il signa, le 30 septembre 1800, à Paris,

un traité d'alliance et de commerce avec les États-Unis ; le 9 février 1801, à Lunéville, le traité de paix avec l'Autriche ; le 15 juillet 1801, à Paris, le Concordat ; le 25 mars 1802, à Amiens, le traité de paix avec l'Angleterre.

PLAINTES DE JOSEPH A L'ÉGARD DU PREMIER CONSUL. Joseph trouvait que ce ministère de la signature c'était peu et qu'il méritait mieux. Sa jalousie envers son cadet, qui était l'artisan de leur fortune à tous, à lui comme aux autres, éclatait dans de curieuses confidences qu'a recueillies son ami Miot de Melito. Ce serait une erreur, disait-il, d'attribuer son peu de crédit et l'obscurité de son rôle à son indolence naturelle. Il sentait parfaitement tout ce qu'il y aurait d'avantageux pour lui dans un changement de position ; mais il fallait compter avec le caractère de son frère. « L'idée de partager le pouvoir l'effarouche tellement que mon ambition lui est aussi suspecte que celle de tout autre, peut-être même davantage, parce qu'elle est la plus plausible de toutes celles qui peuvent se manifester et parce qu'elle serait plus aisément justifiée dans l'opinion générale. » Napoléon ne se croirait plus en sûreté, car il ne serait plus nécessaire au pays, si l'on savait qu'après sa mort il n'y aurait ni troubles ni nouveautés à craindre. Joseph faisait par là allusion à cette question de l'hérédité, qui devait provoquer tant d'orages dans la famille du Premier Consul et de l'Empereur. Cette place de successeur désigné était, à ses yeux, la seule qui pût lui convenir. Du moment où il lui était impossible d'y prétendre, il aimait mieux ne jouer aucun rôle que d'en jouer un subalterne. Les distinctions, les honneurs qui lui étaient offerts par le Premier Consul ne l'étaient pas de bonne foi. C'était comme un piège que lui tendait son frère. Il semblait qu'il voulût ainsi l'offrir à l'envie, à la jalousie des autres Consuls, des ministres, des conseillers d'État, tout en affectant de s'acquitter envers lui. Il y avait eu une occasion où le Premier Consul aurait pu assurer la fortune personnelle de son frère aîné, s'il en avait eu sincèrement l'intention ; c'était au moment où il avait pris le titre de Président de la République Italienne.

La prise de possession de ce nouveau titre avait eu lieu à Lyon, au mois de janvier 1802, dans des circonstances à la vérité assez curieuses. Le Premier Consul avait fait connaître son intention, après la paix de Lunéville, de donner à la République Cisalpine un statut définitif ; il avait conservé une prédilection pour ce morceau d'Italie qui lui rappelait sa campagne de 1796. Des notables cisalpins, au nombre de 454, avaient formé une *consulte* à Lyon, en novembre 1801, et ils avaient voté une constitution dont les grandes lignes leur avaient été indiquées à l'avance. Il restait à désigner le Président de la République. Le Premier Consul avait fait offrir à Joseph ce poste brillant ; mais celui-ci avait dû refuser, parce qu'il avait toujours préféré, suivant son expression, « une obscure existence à celle d'un mannequin politique ». Il avait indiqué ses conditions : réunion du Piémont à la République Cisalpine, rétablissement des principales forteresses, départ des troupes d'occupation françaises. Le Premier Consul ne l'avait pas écouté davantage. Il s'était fait décerner à lui-même le

titre de Président ; mais il avait accordé aux Milanais deux satisfactions : il avait donné à un de leurs compatriotes, Melzi, le titre de vice-président, et il avait restauré pour le nouvel État le vieux mot d'Italie, en l'appelant la République Italienne. C'était pour les patriotes tout un avenir aux perspectives illimitées qui s'ouvrait de l'autre côté des Alpes.

Joseph avait mal pris sa déception de n'avoir pas eu la présidence de ce bel Etat; il boudait à sa manière, en dénonçant à son confident l'ambition de son frère. « Vous ne le connaissez pas, disait-il ; c'est un homme prodigieux; la profondeur, l'étendue, l'audace de ses vues m'étonnent chaque jour. Croyez qu'il n'est pas encore au terme qu'il se propose d'atteindre. »

JOSEPH, GRAND ÉLECTEUR. Dans cette curieuse confidence, Joseph avait parlé pour lui-même de « mannequin politique ». Que devait être, en effet, toute la vie publique de l'aîné des Bonaparte, sinon la vie d'une manière de mannequin?

L'Empire avait été proclamé. Joseph était à présent Altesse Impériale, Grand Électeur, c'est-à-dire président de tous les collèges électoraux. En cette qualité, il ouvrait la liste des titulaires des grandes dignités de l'Empire. La « maison du prince et de la princesse Joseph » comprenait un évêque pour aumônier, deux chapelains une dame d'honneur, quatre dames pour accompagner, un premier chambellan, un chambellan, un premier écuyer, un écuyer cavalcadour, un écuyer cavalcadour de la princesse, un secrétaire des commandements, un intendant. Ces titres et ces dignités eurent le don de mettre Joseph en fureur. « Je ne vous conçois pas, écrivait-il à un ami, ou vous ne me concevez pas avec vos Monseigneur; je ne veux l'être pour personne, ce titre et celui d'Altesse sont très inconvenants. » Plus que jamais, il affectait une grande simplicité ; il ne souffrait pas qu'on lui donnât d'autre titre que le titre de colonel, car il commandait le 4e régiment d'infanterie de ligne. En réalité, sa prétendue modération provenait du vif dépit où l'article de l'adoption l'avait jeté. Du moment où Napoléon avait la liberté d'adopter les enfants de ses frères, les droits héréditaires que le sénatus-consulte lui conférait à lui-même devenaient comme illusoires. Sa mauvaise humeur allait jusqu'à éclater en menaces ridicules. « Je suis las de sa tyrannie, de ses vaines promesses, je veux tout ou rien. Qu'il me laisse simple particulier ou qu'il m'offre un poste qui m'assure sa puissance après lui. »

L'Empereur connaissait cette sotte jalousie. « Mais que me veut donc Joseph? disait-il, que prétend-il? Il se met en opposition avec moi, il réunit tous mes ennemis. Qui est-ce donc qui lui monte la tête? Il ne veut pas être prince. Est-ce qu'il prétend que l'État lui donne deux millions pour se promener dans les rues de Paris en frac brun et en chapeau rond? Ses filles ne savent pas encore qu'on m'appelle Empereur, elles m'appellent Consul. Il est bien facile à M. Joseph de me faire des scènes comme il m'a fait celle de l'autre jour. Il n'a eu ensuite qu'à s'en aller à Mortefontaine chasser et s'amuser, et moi, en le quittant, j'ai devant moi toute l'Europe pour ennemie. »

MAISON DU BOIS. — Construite au XVII^e siècle, dans le magnifique bois de La Haye, aux portes de cette ville, cette « maison » fut la résidence de Louis I^er, roi de Hollande, de 1804 à 1810. A l'intérieur, salle à coupole, richement décorée, dite « salle d'Orange ». CL. JANSEN'S AUTRECHT.

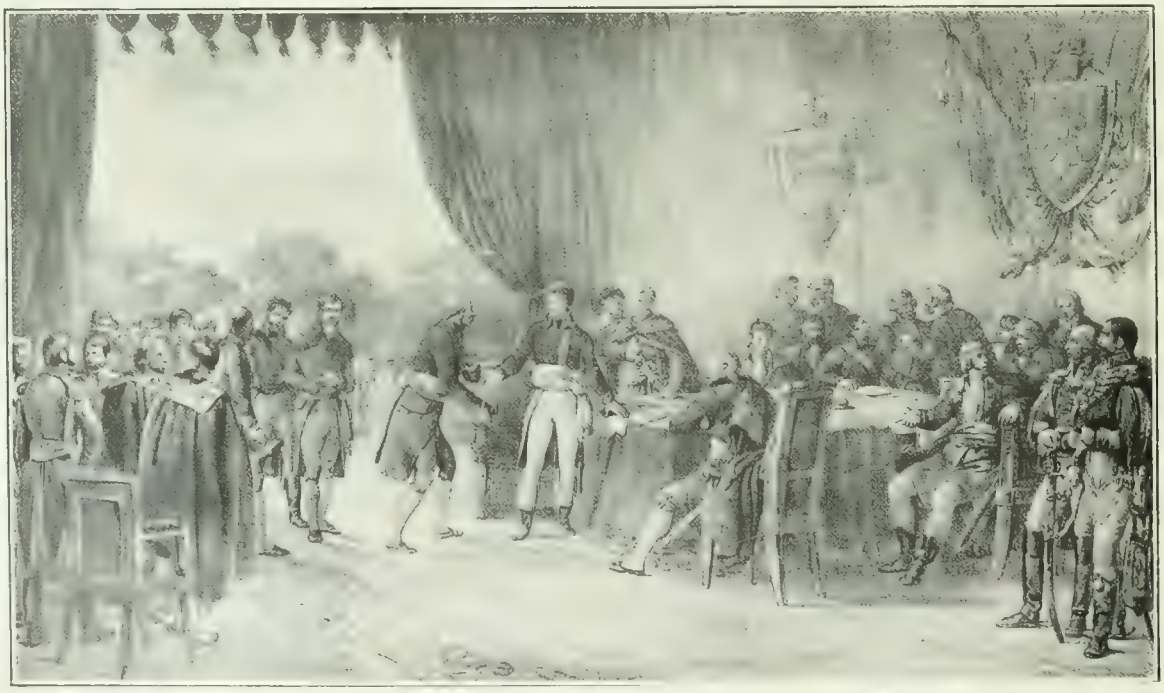
PALAIS DE WILHELMSHŒHE, auprès de Cassel, province de Hesse-Nassau. — Résidence de Jérôme I^er, roi de Westphalie, de 1807 à 1813. Napoléon III y fut interné (1870-71). CL. GIRAUDON

LES PRINCESSES ZÉNAIDE ET CHARLOTTE BONAPARTE. — Joseph Bonaparte eut de son mariage avec Julie Clary deux filles :

Zénaïde-Charlotte-Julie, née en 1801, morte en 1854, qui épousa en 1822 son cousin germain Charles-Lucien-Jules-Laurent Bonaparte, prince de Canino, fils aîné du second mariage de Lucien, à qui elle donna douze enfants, dont l'un devint en 1868 le cardinal Bonaparte ;

Charlotte-Napoléone, née en 1802, morte en 1839, qui épousa en 1825 son cousin germain Napoléon-Louis, deuxième fils de l'ancien roi de Hollande, frère du futur Napoléon III. Elle resta veuve, sans enfants, en 1831.

PAR LAVOIS (MUSÉE DE VERSAILLES.)



JOSEPH BONAPARTE signe à Mortefontaine, en octobre 1800, un traité avec les États-Unis, à la suite de quelques faits de guerre maritimes qui s'étaient produits entre les deux républiques, à l'époque du Directoire et pendant la présidence de John Adams. DESSIN D'ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

EXPLICATIONS ENTRE NAPOLÉON ET JOSEPH. Les préparatifs de la cérémonie du sacre fournirent à Joseph l'occasion de faire connaître en plein Conseil, à propos de la question des costumes, les sentiments de jalousie qui, derrière Napoléon, visaient Joséphine et sa famille. Il avait affecté d'appeler simplement du nom de premier magistrat son frère qui était présent et qui l'interrompit par ces mots : « Dites-donc souverain. » Après le Conseil, il y eut encore dans l'intimité des paroles très vives : Joseph alla jusqu'à offrir sa démission ; il parlait de se retirer en Allemagne. Un peu plus tard, à Fontainebleau, le 24 novembre, huit jours avant le sacre, Napoléon faisait à Joseph une déclaration de principes, qui était un véritable ultimatum. Il avait beaucoup réfléchi au différend qui s'était élevé entre son frère et lui ; depuis six jours que durait cette querelle, il n'avait pas eu un instant de repos ; il en avait perdu jusqu'au sommeil. Il n'y avait que Joseph qui pût exercer sur lui un tel empire : « Cette influence tient à mon ancienne affection pour vous, au souvenir que je garde de celle que vous m'avez témoignée depuis mon enfance, et je suis beaucoup plus dépendant que vous ne le croyez de ce genre de sentiments. » Mais entre son frère et lui la situation devait être nette, sans équivoque ; voici à quoi il s'était arrêté, d'une manière définitive.

« Vous avez, lui dit-il, à choisir entre trois partis : celui de me donner votre démission et de vous retirer de bonne foi des affaires publiques, de renoncer à tout ; celui de continuer à jouir du rang de prince et de rester cependant, comme vous l'avez été jusqu'ici, en opposition avec le système que j'embrasse ; enfin, celui de vous unir franchement à moi et d'être, tranchons le mot, mon premier sujet. »

Le premier parti n'était pas le meilleur ; mais l'Empereur vous dit bien s'en contenter. Joseph n'avait qu'à donner sa démission, sans esclandre, sous prétexte de santé ; il se retirerait à Mortefontaine, il y passerait l'hiver, il y soignerait ses rhumatismes. Au printemps il voyagerait en Allemagne, en Russie. Il recevrait un million, deux millions même, pour acheter une terre en Italie, aux environs de Turin. Il n'avait rien à craindre pour sa sécurité personnelle. L'Empereur n'était pas le tyran de sa famille ; jamais il ne commettrait de crime. Quoi qu'il en soit, la démission de Joseph n'est pas le parti idéal. Si Joseph s'en va, Napoléon comprend qu'il se livre entièrement à sa femme et à la famille de sa femme ; qui sait s'il ne sera pas amené un jour à appeler au trône un homme d'un autre nom que le sien ? Du moins, « cette résolution est un système complet, et ce qui est complet est toujours bon. »

Pour le second parti, Joseph jouissant du rang de prince et étant en opposition avec le chef de la dynastie, il était impossible de le tolérer. Être mon ennemi ? lui disait l'Empereur. Mais « où sont vos moyens d'attaque ? où est l'armée que vous avez à faire marcher contre moi ? avec quel secours, avec quelles forces me disputerez-vous l'Empire ? Tout vous manque et alors je vous anéantirai. Car, enfin, vous serez obligé de paraître aux Tuileries ; je vous verrai et je vous dirai : « Bonjour, prince Égalité ! » et ce mot vous tuera. » Le jeu de Joseph pourrait durer deux ans au plus et

risquerait de lui coûter cher. Il savait ce qui était arrivé pour Moreau, et cela avait été facile à prévoir. L'Empereur était résolu à dissiper dès sa naissance le plus petit nuage qui se montrerait à l'horizon. Qu'on se rappelât l'exemple de Chénier : il avait approuvé l'acte de Brumaire et il avait été en faveur ; mais il s'était attaché aux « idéologues », et dès lors il avait été tenu à l'écart. Carnot avait été pendant quelque temps ministre de la Guerre; puis il avait dû donner sa démission. Bref, l'Empereur connaissait le danger des nouveautés, et il était décidé à ne pas les souffrir.

Restait le troisième parti. « C'est le plus simple, disait Napoléon, celui qui vous convient le mieux et auquel vous devez enfin vous arrêter : placez-vous dans une monarchie héréditaire et soyez mon premier sujet. C'est un assez beau rôle à jouer que d'être le second homme de la France, peut-être de l'Europe. » A cette condition, il se déclarait prêt à vivre en bons termes avec lui.

1806. JOSEPH Ier NAPOLÉON, ROI DES DEUX-SICILES. Cette fois Joseph avait entendu et compris. Il semblait avoir accepté sans arrière-pensée des situations décoratives et bien rentées. Colonel du 4e de ligne, qui était alors au camp de Boulogne, il prenait au sérieux ses fonctions ; il se rendait à Boulogne, et, en attendant mieux, il traitait avec faste les officiers généraux.

Brusquement, quand les Bourbons de Naples eurent « cessé de régner », un décret impérial du 30 mars 1806 lui donna le titre de roi des Deux-Siciles, sans lui enlever ses titres de prince français et de Grand Électeur. Joseph Ier Napoléon allait commencer à Naples l'apprentissage de cette vie de galérien qu'il devait vivre à Madrid, deux ans plus tard, dans toute son horreur. Masséna lui avait ouvert à coups de canon les frontières de son royaume napolitain et lui avait permis d'entrer dans sa capitale. Mais quelle vie pour le doux Joseph ! Il songeait à régénérer son royaume, à y abolir la féodalité, à y faire des fouilles archéologiques, à y mener une vie aimable : autant de rêves. La réalité, c'était que les Anglais étaient établis à Palerme, d'où il lui était impossible de les déloger ; maîtres de la mer, les Anglais débarquaient en Calabre, à la fin de 1806 ; ils occupaient l'île de Capri, aux portes mêmes de Naples. Les nouvelles provinces des États de Joseph étaient mises à feu et à sang par des bandits qui se disaient patriotes et qui étaient, en effet, entretenus par les Bourbons de Palerme. Son propre palais, à Naples, faillit disparaître dans une explosion, résultat d'un complot Pour faire face à tant de dangers, Joseph essayait à la fois de représailles atroces et de proclamations humanitaires, tandis que Napoléon lui adressait de terribles mercuriales :

« Vous comparez l'attachement des Français à ma personne à celui des Napolitains pour vous. Cela paraîtrait une épigramme. Quel amour voulez-vous qu'ait pour vous un peuple pour qui vous n'avez rien fait? » « Si vous ne prenez point de mesures plus rigoureuses que celles que vous avez prises jusqu'ici, vous serez détrôné honteusement à la première guerre continentale. Vous êtes trop bon, surtout pour le pays où vous êtes ; il faut désarmer, faire juger et déporter. »

Napoléon prêche à Joseph les mesures de répression : « Ce n'est pas en cajolant les peuples qu'on les gagne. » « Ne pardonnez pas, faites passer par les armes au moins six cents révoltés ; ils m'ont égorgé un plus grand nombre de soldats. Faites brûler les maisons de trente des principaux chefs du village et distribuez leurs propriétés à l'armée. » « Je désirerais bien que la canaille de Naples se révoltât. Tant que vous n'aurez pas fait un exemple, vous n'en serez pas maître. A tout peuple conquis, il faut une révolte, et je regarderai une révolte à Naples comme un père de famille voit une petite vérole à ses enfants ; pourvu qu'elle n'affaiblisse pas trop le malade, c'est une crise salutaire. »

Joseph avait parlé de consulter les sentiments de ses sujets. Il reçut cette réponse méprisante : « Si vous vous faites roi fainéant, si vous ne tenez pas les rênes d'une main ferme et décidée, si vous écoutez l'opinion du peuple qui ne sait ce qu'il veut, vous ne ferez rien du tout. » L'Empereur ne prenait pas la peine de voiler ses menaces: « J'ai droit de commander un peu où j'ai quarante mille hommes. Attendez que vous n'ayez plus de troupes françaises dans votre royaume pour donner des ordres contradictoire aux miens, et je ne vous conseille pas de le faire souvent. »

1808. JOSEPH Ier NAPOLÉON, ROI DES ESPAGNES. Deux ans après l'avoir envoyé à Naples, Napoléon imagina d'envoyer Joseph à Madrid ; il avait à présent besoin de lui pour sa politique au delà des Pyrénées. Il le rappela donc de Naples, au mois de mai 1808. Le 4 juin, au château de Marrac, auprès de Bayonne, il lui céda par un acte officiel — car il fallait que tout se passât en règle — ses droits personnels au royaume d'Espagne, tels qu'il les tenait de ses traités avec le roi Charles IV. Quelques jours après, une junte de notables espagnols, à la dévotion de Napoléon, reconnaissait Joseph Ier Napoléon comme Roi Catholique.

Le successeur de Charles-Quint et de Philippe V avait signé pour ses nouveaux sujets une constitution, de laquelle on a dit qu'elle faisait franchir les Pyrénées aux principes de 89 ; mais les Espagnols, en pleine révolte, ne voulaient à aucun prix de cette monarchie, qui se disait libérale, mais qui était imposée par l'étranger. Dès qu'il eut passé la Bidassoa, Joseph comprit toute l'horreur de sa situation. Il écrivait à son frère : « Il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi. J'ai pour ennemie une nation de douze millions d'hommes, braves, exaspérés au dernier point. Les honnêtes gens ne sont pas plus pour moi que les coquins. »

Joseph Ier Napoléon, Roi Catholique des Espagnes, Empereur des Indes, porta officiellement, pendant six ans, de 1808 à 1814, ces titres qui avaient été les titres des Habsbourgs et des Bourbons : ce furent six années d'une vie d'enfer. On compterait aisément les mois et les semaines qu'il passa dans sa capitale même, où il n'était maintenu que par les baïonnettes françaises. Il fut sans cesse obligé de fuir devant l'insurrection de ses soi-disant sujets et devant les victoires des Anglais. Quel rôle personnel aurait-il pu avoir ? Napoléon dirigeait de loin les affaires d'Espagne avec ses

généraux à lui, comme si Joseph n'avait point existé. Lui-même, « totalement étranger aux occupations militaires », suivant le mot de Marbot, il était tourné en dérision par les maréchaux de la Grande Armée, qui savaient fort bien qu'ils n'avaient aucune instruction à recevoir de lui et qu'ils n'avaient aucun compte à lui rendre.

A bout de patience, Joseph parla, en 1810, de quitter l'Espagne ; il songeait à acheter une terre en France pour sa retraite. Sa femme, la reine Julie, qui était alors à Paris, reçut de la bouche du duc de Cadore, ministre des Relations extérieures, une longue déclaration, qui lui était adressée au nom de l'Empereur (janvier 1811).

Sa Majesté Impériale, disait le duc de Cadore, avait appris avec beaucoup de peine que le roi eût songé à traiter de l'acquisition d'une terre en France et qu'il eût parlé du désir de s'y retirer. Le roi d'Espagne ne se rappelait donc pas que les membres de la famille impériale ne pouvaient faire aucune acquisition en France sans le consentement formel de l'Empereur. Au surplus, il ne lui était pas permis de quitter son poste, sans en avoir obtenu l'autorisation de Sa Majesté Impériale ; car, s'il était roi d'Espagne, il était aussi commandant de l'armée du Centre, l'une des six armées qui opéraient alors dans la péninsule. Aussi, dans le cas où le roi se serait déterminé à une démarche aussi hasardée, il eût été immédiatement arrêté à Bayonne. L'Empereur entendait donc que le roi fût entièrement dans son système politique ; il exigeait une obéissance aveugle ; il était résolu à sacrifier à sa politique toute autre considération, toute affection, de quelque nature qu'elle fût. Il ne devait plus être question de la constitution de Bayonne ; Sa Majesté Impériale pouvait disposer de l'Espagne à son gré et selon ce que demandait l'intérêt seul de l'Empire. Il se pouvait que ces conditions parussent intolérables au roi et qu'il fût réellement déterminé à quitter le trône ; dans ce cas, l'Empereur ne voyait inconvénient à ce que son frère vînt s'établir à Mortefontaine ; mais il fallait que les choses se passassent en règle. Le roi devait alors faire sa déclaration à l'ambassadeur de France à Madrid ; il devait traiter avec lui de manière que cette résolution n'entraînât aucune conséquence fâcheuse pour la sûreté et la tranquillité du pays, de manière surtout qu'elle ne donnât lieu à aucun esclandre.

C'était en vain que le galérien avait essayé de rompre sa chaîne : il restait rivé à l'Espagne jusqu'à la défaite suprême. Quand Napoléon, sans se soucier de lui, eut rappelé peu à peu ses troupes de la péninsule, Joseph dut se retirer dans les provinces du Nord, avec une dernière armée que commandait Jourdan, à titre de major général. Il fut complètement battu par Wellington à Vitoria (20 juin 1813) ; dans cette journée néfaste il avait perdu jusqu'à ses bagages. Il rentra en France dans le dénuement le plus complet ; il n'était plus rien. Cependant, quand Napoléon quitta Paris, quelques semaines plus tard, pour la campagne de 1814, il laissa à l'ancien roi d'Espagne le titre de lieutenant général. Dans ces semaines tragiques, Joseph ne montra que de la mollesse et de l'incapacité ; il s'enfuit de la capitale le 30 mars au matin, au moment de la bataille de Paris, après avoir autorisé Marmont et Mortier à signer une capitulation.

JOSEPH BONAPARTE, 1768-1844. — Fils aîné de Charles Bonaparte ; roi de Naples, 1806 ; roi d'Espagne, 1808-1814.

MARIE-JULIE CLARY, 1777 1845. — Mariée en 1794 à Joseph Bonaparte. Elle tient par la main sa fille aînée.

CHRISTINE BOYER, PREMIÈRE FEMME DE LUCIEN BONAPARTE, 1776-1800. — *Fille de Boyer, de Saint-Maximin (Var) ; mariée en 1794. Elle avait donné à son mari deux filles, Charlotte, née en 1795, et Christine-Egypta, née en 1798.* PAR GROS. (MUSÉE DE LOUVRE).

LA REINE HORTENSE, 1783-1837. — Fille d'Alexandre de Beauharnais et de Joséphine, mariée en 1802 à Louis Bonaparte, reine de Hollande de 1806 à 1810. Elle a auprès d'elle l'aîné de ses trois fils (il mourut en 1807, à 5 ans) ; le troisième fut Napoléon III. PAR GÉRARD. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

ALEXANDRINE DE BLESCHAMP, veuve du financier Jouberthon, seconde femme (1803) de Lucien Bonaparte, 1781-1855.

LUCIEN BONAPARTE, 1775-1840. — Troisième fils de Charles Bonaparte; prince de Canino, 1804 ; prince français, 1815.

FAMILLE DE LUCIEN BONAPARTE. — De son premier mariage, en 1794, avec Christine Boyer, Lucien eut deux filles; de son second mariage, en 1803, avec Alexandrine de Bleschamp, il eut cinq fils et quatre filles. DESSIN D'INGRES. (COLL. DU COMTE PRIMOLI.)

JOSEPH APRÈS L'EMPIRE. Avec les Cent Jours, on revit Joseph à Paris ; puis, après la catastrophe irréparable, il se retira aux États-Unis, dans un domaine du New-Jersey. Il avait renoncé à ses vains titres, pour se faire appeler le comte de Survilliers ; c'était tout ce qu'il voulait garder de son passé, s'il est vrai qu'il se soit exprimé ainsi sur le compte de Napoléon : « Suis-je responsable des fautes de mon frère ? » Cependant, après la révolution de 1830, il essaya de rappeler les droits de son neveu Napoléon II. Il prit enfin le parti de renoncer à toute politique active. Lors de son retour en Europe, il s'était fixé à Florence ; il y mourut en 1844, à soixante-seize ans. Napoléon III fit élever, en 1866, à l'aîné des Bonaparte, un sarcophage dans une chapelle du Dôme des Invalides ; il était juste que Joseph parût dormir son dernier sommeil à l'ombre du grand nom de son frère.

LES DÉBUTS DE LUCIEN. En 1793, dans une petite ville du département du Var, qui avait échangé son nom clérical de Saint-Maximin contre le nom laïque et grec de Marathon, il y avait un garde-magasin des subsistances militaires, qui se faisait appeler Brutus Bonaparte. Ce farouche républicain, qui avait pris le nom du meurtrier de César et qui était alors président de la Société populaire de l'endroit, s'appelait en réalité Lucien. Plus jeune de six ans que Napoléon, il était passé par les collèges d'Autun et de Brienne, puis par le petit séminaire d'Aix ; car on avait songé pour lui, pendant quelque temps, à la carrière ecclésiastique. Mais la Révolution éclatait quand il avait quinze ans, elle le jetait dans la politique militante ; c'était sa vocation véritable.

Lors de la réaction thermidorienne, Lucien avait été arrêté et mis pendant quelque temps dans les prisons d'Aix ; avec l'entregent et l'audace qui débordaient en lui, il eut vite fait de réparer le temps perdu. La protection du vainqueur de Vendémiaire lui valut d'être commissaire des guerres à l'armée du Rhin, quand il avait à peine vingt ans. Il passait bientôt en Corse avec les mêmes fonctions, au moment où l'île venait d'être évacuée par les Anglais. Grâce au prestige de son nom et à son activité personnelle, il se fit élire, en 1798, par le département du Liamone, député au Conseil des Cinq-Cents. Cette élection cependant était doublement irrégulière, car le département n'avait plus de député à élire et lui-même n'avait pas encore l'âge légal de vingt-cinq ans. Aux Cinq-Cents, il prit tout de suite une situation importante. Ses relations personnelles avec Talleyrand, avec Sieyès, avec d'autres personnes qui escomptaient la chute prochaine du Directoire, servirent de préface au retour triomphal de Napoléon et au coup d'État de Brumaire. Pour cette journée qu'il avait préparée avec soin, il avait eu l'habileté de se faire élire à la présidence de l'assemblée. On n'a pas oublié le rôle décisif qu'il joua à Saint-Cloud le 10 novembre 1799.

LUCIEN APRÈS LE 18 BRUMAIRE. Le président des Cinq-Cents ne le cédait à Napoléon ni en ambition ni en audace ; aussi entendait-il exploiter pour lui-même la victoire à laquelle il avait largement concouru. Son idée était d'établir « une

sorte de duumvirat consulaire » : il aurait laissé à Napoléon l'autorité militaire, il aurait pris pour lui-même l'autorité civile. Napoléon n'était pas d'humeur à admettre ce partage ; il nomma Lucien ministre de l'Intérieur. C'était déjà un bel os à ronger. Lucien ne s'en fit pas faute ; ses concussions ne tardèrent pas à éclater aux yeux de tous.

Pour rester bien en cour, Lucien avait mis en circulation un pamphlet politique, sans nom d'auteur, intitulé : *Parallèle entre César, Cromwell et Bonaparte.* L'objet de ce pamphlet était de préparer l'opinion au rétablissement de l'hérédité monarchique. Le Premier Consul prit très mal la chose. « Qu'est-ce que cette brochure ? demanda-t-il à Fouché. Qu'est-ce qu'on en dit dans Paris ? — Général, il n'y a qu'une voix pour dire qu'elle est extrêmement dangereuse. — Eh bien ! alors, pourquoi l'avez-vous laissé paraître ? C'est une indignité. — Général, je devais des ménagements à l'auteur. — Des ménagements ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Vous deviez le faire mettre au Temple. — Mais, Général, c'est votre frère Lucien qui a pris ce pamphlet sous sa protection ; l'impression et la publication en ont été faites par son ordre ; enfin, il est sorti du ministère de l'Intérieur. — Cela m'est bien égal ! Alors, votre devoir, comme ministre de la Police, était de faire arrêter Lucien et de l'enfermer au Temple. Cet imbécile-là ne sait qu'imaginer pour me compromettre ! »

Napoléon avait pour Lucien, au dire d'un contemporain, « des moments de haine et d'amour ; il éprouvait pour lui ce sentiment que vous fait sentir une maîtresse adorée dont l'on croit avoir à se plaindre ». Il prit le parti de l'éloigner. L'ambassade d'Espagne fut pour le ministre de l'Intérieur un exil honorable. Honorable et fructueux ; car ce fut à Madrid que d'habiles opérations valurent à Lucien d'amasser une grosse fortune. Fouché rapporte qu'il partagea avec Godoï, le favori en titre, la somme de trente millions à propos d'un traité de paix à négocier avec la cour de Lisbonne. De retour à Paris, en 1802, Lucien eut la vie large et facile ; il avait acheté la belle résidence du Plessis-Chamant, auprès de Senlis ; il jouait un peu au Mécène ; il avait des relations avec des écrivains en vue comme Arnault, Esménard, Fontanes, Andrieux.

SES MARIAGES. A Saint-Maximin, en 1794, Lucien avait épousé Christine Boyer, la sœur de l'hôtelier chez qui il logeait ; elle lui donna deux filles, Charlotte, qui épousa en 1815 le prince romain Gabrielli, et Christine-Égypta ; elle était morte en 1800. Napoléon, qui voulait attacher Lucien à sa politique, avait parlé de lui faire épouser sa belle-fille Hortense de Beauharnais, puis l'infante Marie-Louise de Parme, veuve du roi d'Étrurie ; Lucien refusa les deux partis. Il avait connu dans la société élégante de Paris une jeune femme, âgée alors de vingt et un ans, Alexandrine-Laurence de Bleschamp, fille d'un intendant de la marine et veuve de l'agent de change Jouberthon de Vambertie ; il l'épousa en 1803.

La colère de Napoléon fut terrible ; le mariage de son frère était à ses yeux une indigne mésalliance. Lucien refusa absolument de rompre une union qui avait été inspirée par une passion sincère. Entre les deux frères, aussi violents l'un que l'autre, il y

eut des scènes fréquentes. On a déjà vu que, sur le conseil même de sa mère, Lucien prit le parti de quitter la France avec celle qu'il aimait ; il alla s'établir à Rome au mois d'avril 1804. Napoléon parut avoir de la peine de cette séparation. « C'en est donc fait, disait-il devant Joséphine qui n'aimait pas son beau-frère mais qui aurait voulu prévenir une rupture, je viens de rompre avec Lucien et de le chasser de ma présence. Il est dur pourtant de trouver dans sa famille une pareille résistance à de si grands intérêts. Il faudra donc que je m'isole de tout le monde, que je ne compte que sur moi seul. Eh bien ! je me suffirai à moi-même. »

Sur cette question du mariage, Lucien resta toujours intraitable. Il se résigna volontiers à ne pas être compris, lors du sénatus-consulte du 28 floréal an XII, dans la liste des princes français, c'est-à-dire à ne pas avoir de droits héréditaires. A Rome, il s'occupait d'archéologie ou encore de poésie. Car Lucien, qui fit tant de choses, est l'auteur d'un poème épique en vingt-quatre chants, *Charlemagne ou l'Église sauvée* ; d'un autre poème : *la Cyrnéide ou la Corse sauvée* ; jeune homme, il avait publié, en bon disciple de Bernardin de Saint-Pierre, *la Tribu Indienne ou Édouard et Stellina.*

Lucien eut un grand mérite, celui de revenir à Napoléon après le retour de l'île d'Elbe. Membre de la Chambre des Pairs impériale, car sa qualité de prince français venait de lui être reconnue, il essaya de galvaniser l'opinion après Waterloo et de faire donner à son frère une dictature militaire. Ce fut en vain. Napoléon partit pour l'exil, lui-même retourna vivre à Rome. Il y mourut en 1840, à soixante-cinq ans. Pie VII lui avait donné le titre de prince de Canino.

Neuf enfants naquirent du second mariage de Lucien. La descendance de l'un de ses fils, Pierre Napoléon, prince de Canino, est représentée aujourd'hui en France par le prince Roland Bonaparte, membre de l'Institut.

LA JEUNESSE DE LOUIS. « Louis est travailleur par inclination autant que par amour-propre, et puis, pétri de sentiment. Il a pris un petit ton français, propre leste. Toutes les femmes de ce pays en sont amoureuses. » Quand Napoléon parlait ainsi de « Monsieur Louis », — en 1791, — c'était un jeune homme ou plutôt un enfant de douze ans et demi. Le jeune lieutenant d'artillerie, qui tenait alors garnison à Auxonne, avait emmené avec lui le troisième de ses frères, qu'on avait essayé en vain de mettre dans une école militaire comme élève pensionnaire du roi. Louis finit par entrer en 1795, à dix-sept ans, à l'école militaire de Châlons. Il donnait toute satisfaction à Napoléon, qui lui servait toujours de père. « Je suis très content de Louis ; il répond à mes espérances et à l'attente que j'avais conçue de lui ; c'est un bon sujet, mais aussi c'est de ma façon ; chaleur, esprit, santé, talent, commerce exact, bonté, il réunit tout. » Il le prit avec lui comme aide de camp dans la campagne d'Italie, Louis était déjà un peu morose, silencieux, sentimental. Il avait voulu épouser une fille d'émigré, à laquelle il pensait beaucoup ; comme il n'avait pu y réussir, il narra sa douleur dans un roman en trois volumes : *Marie ou les Peines de l'amour.* Son

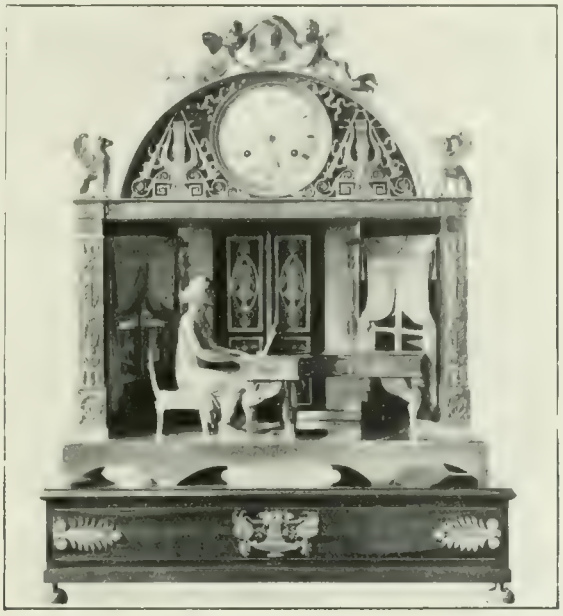
frère l'emmena en Égypte, il n'y fit rien de remarquable. Au lendemain de Brumaire, à vingt-deux ans environ, il était colonel du 5e régiment de dragons.

SON MARIAGE AVEC HORTENSE DE BEAUHARNAIS. Le temps était arrivé pour Louis de se marier ou d'être marié.

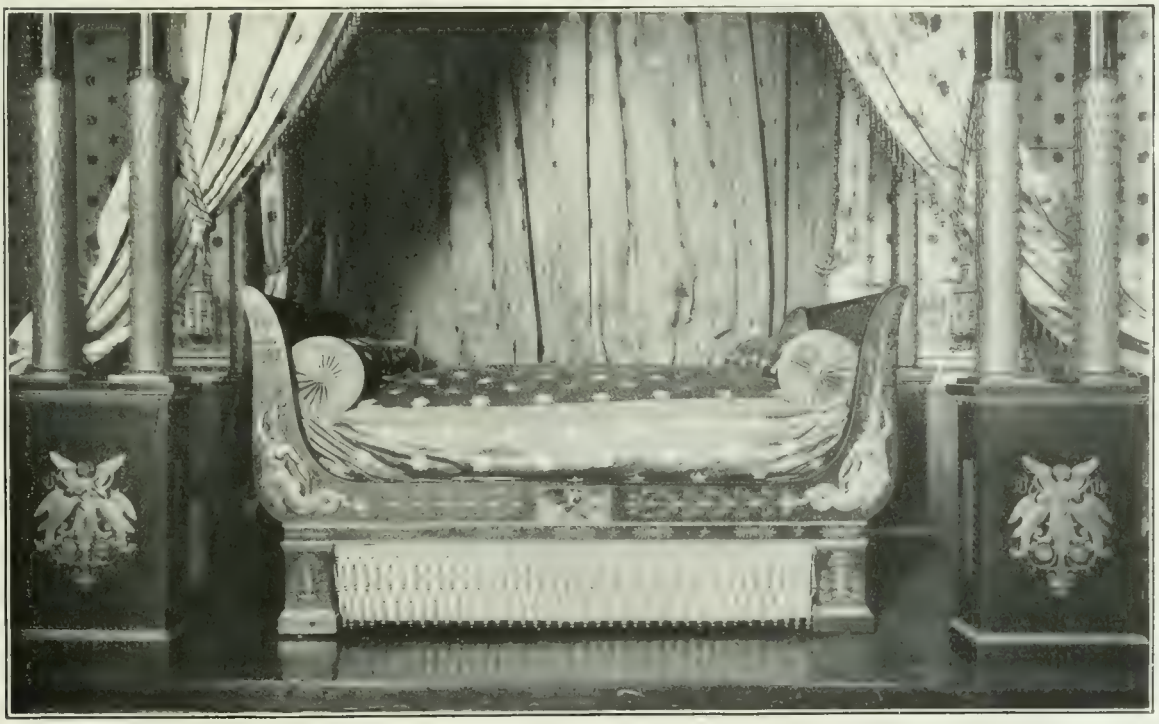
Joséphine, désireuse d'assurer sa propre fortune, en resserrant les liens entre les enfants de son premier mariage et la famille de son second mari, fit proposer à Louis la main de sa fille Hortense. C'était, en 1800, une jeune fille de dix-sept ans, élégante, jolie, spirituelle, de goûts artistiques, qui était l'ornement de la cour consulaire ; mais elle n'avait pas trouvé tout de suite à se marier, au gré du moins de l'impatience de sa mère et de son beau-père. Si elle avait été libre, elle aurait probablement épousé Duroc ; mais on pensait pour elle à d'autres prétendants. Moreau, à qui on avait songé d'abord, avait décliné cet honneur, en termes qui sentaient un peu la rudesse du soldat. Louis commença par n'être pas plus empressé. Aux premières ouvertures, il prétexta un voyage en Prusse ; quand il fut de retour à Paris, il prétexta un voyage en Portugal. Mais Napoléon tenait à son idée, et Louis n'avait pas la volonté ou l'entêtement de Lucien. Bref, le mariage eut lieu au mois de janvier 1802.

Les âges étaient assortis, vingt-quatre ans, dix-neuf ans ; mais les âges seuls. Louis fut un mari vraiment singulier, préoccupé avant tout de soigner ses rhumatismes et sa neurasthénie ; il rapporte lui-même qu'il ne passa pas, dans toute sa vie de ménage, plus de quatre mois avec sa femme. Si encore il l'avait laissée tranquille ! Mais c'était un espionnage de tous les instants, avec des aménités dans le genre de celles-ci : « Vous ne pouvez m'aimer, vous êtes femme et par conséquent un être tout formé de ruse et de malice. Vous êtes la fille d'une mère sans morale ; vous tenez à une famille que je déteste ; que de motifs pour moi de veiller sur toutes vos actions ! » Il décachetait ses lettres, il l'entourait d'espions ; calomnies ou médisances, il laissait répandre sur elle les bruits les plus infamants. Napoléon voulut rétablir l'union entre Louis et sa jeune femme, qui lui inspirait beaucoup de sympathie ; il envoya à son frère du fond de la Prusse, de Finckenstein, le 4 avril 1807, deux mois après Eylau, ce règlement de discipline conjugale :

« Vos querelles avec la reine percent dans le public.... Vous traitez une jeune femme comme on mènerait un régiment. Vous avez la meilleure femme et la plus vertueuse, et vous la rendez malheureuse. Laissez-la danser tant qu'elle veut, c'est de son âge. J'ai une femme qui a quarante ans (à la vérité, elle en avait quarante-quatre) : du champ de bataille, je lui écris d'aller au bal, et vous voulez qu'une femme de vingt ans, qui voit passer sa vie, qui en a toutes les illusions, vive dans un cloître, soit, comme une nourrice, toujours à laver son enfant.... Rendez heureuse la mère de vos enfants. Vous n'avez qu'un moyen, c'est de lui témoigner beaucoup d'estime et de confiance. Malheureusement, vous avez une femme trop vertueuse ; si vous aviez une femme coquette, elle vous mènerait par le bout du nez. »



LA REINE HORTENSE jouant du piano. — Pendule donnée par la reine à sa belle-sœur, la reine Catherine de Westphalie.



CHAMBRE A COUCHER DE LA REINE HORTENSE. — Cette belle chambre, de style Empire, fait partie de l'hôtel du prince Eugène à Paris; le prince dépensa un million et demi à la décoration de son hôtel. C'est aujourd'hui l'ambassade d'Allemagne, 78, rue de Lille.

JÉROME BONAPARTE, *1784-1860.* — *Huitième et dernier enfant de Charles Bonaparte. Roi de Westphalie, 1807-1813.*

PAR GROS. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

CATHERINE DE WURTEMBERG, *1783-1836.* — *Seconde femme de Jérôme Bonaparte, reine de Westphalie.*

PAR GROS. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

LA QUESTION DE L'ADOPTION. De ce ménage mal uni un premier fils Napoléon-Charles, était né, en 1802. Napoléon songeait à l'adopter ; Joséphine ne pouvait que s'en réjouir, car cette adoption aurait écarté d'elle le cauchemar du divorce qui l'obsédait. Mais Louis, autant par jalousie personnelle que par haine de sa femme, ne voulut jamais se prêter à cette combinaison, qui lui paraissait une injure. « Par où ai-je mérité d'être déshérité ? demandait-il à Napoléon. Non, je n'y consentirai jamais, et plutôt que de renoncer à la royauté qui va entrer dans notre héritage, plutôt que de consentir à courber la tête devant mon fils, je quitterai la France et nous verrons si tout publiquement vous oserez ravir un enfant à son père. » A Hortense même il disait : « Si vous suivez les intérêts de votre mère aux dépens des miens, je vous séparerai de votre fils, je vous claquemurerai dans quelque retraite éloignée, dont aucune puissance humaine ne pourra vous tirer. » Cet enfant était de la part de Napoléon l'objet d'une vive tendresse ; l'Empereur lui envoyait des « baisers » du champ de bataille d'Iéna. Mais il tomba malade et il mourut en quelques jours (mai 1807), à moins de cinq ans.

1806. LOUIS Ier NAPOLÉON, ROI DE HOLLANDE. Cependant Louis était devenu coup sur coup général, prince d'Empire, connétable, gouverneur de Paris, et, en 1806, à vingt-huit ans, roi de Hollande.

Une fois installé à la Haye, il voulut prendre au sérieux son métier de roi. C'est ainsi qu'il fonda à Amsterdam, en 1808, l'incomparable collection de peintures qui est devenue le musée de l'État ; qu'il fit exécuter de grands travaux d'assèchement et les écluses gigantesques de Katwyck, à l'embouchure du Rhin. Mais si Napoléon l'avait envoyé à la Haye, c'était pour trouver en lui un préfet à l'échine souple, à l'obéissance empressée. Le malentendu entre les deux frères s'envenimait de jour en jour. Napoléon se moquait de sa manie de copier à la Haye ce qu'il faisait lui-même à Paris. « Mes institutions, lui écrivait-il, ne sont point faites pour être tournées en ridicule. Moi-même, je n'ai pas créé de princes sans leur donner de principauté. Vous avez créé des maréchaux qui n'ont pas fait ce qu'ont fait mes généraux de brigade. Pour Dieu ! ne vous rendez pas par trop ridicule ! »

Louis avait eu un second fils, Napoléon-Louis, né en 1804, puis un troisième, Charles-Louis-Napoléon, né en 1808, qui devait être Napoléon III. La naissance de ce troisième enfant, loin de rapprocher le roi Louis de la reine Hortense, l'en écarta encore davantage, si possible, à cause des bruits injurieux qui coururent à cette occasion. Il avait déjà songé à publier une loi sur la régence. « J'apprends, lui écrivit Napoléon, que vous faites une loi sur la régence. J'espère que vous voudrez bien me consulter.... Vous vous souviendrez sans doute que je suis de la famille. Vous sentez très bien que, si vous veniez à manquer, je ne voudrais voir la Hollande qu'entre des mains qui me conviendraient. »

La situation de Louis, comme frère, époux et roi, était vraiment misérable ; il était bien le *povero Luigi* sur lequel s'apitoyait sa mère. Le blocus continental,

qu'il devait impitoyablement appliquer, comme s'il eût été un sous-préfet de Bayonne ou de Saint-Malo, était la ruine du commerce maritime de la Hollande, c'est-à-dire la ruine même de son royaume. Lui qui, au dire encore de sa mère, « s'était fait Hollandais et n'était *più* Français du tout », ne pouvait pas ne pas gémir. En 1809, quand les Anglais débarquèrent à Walcheren, aux embouchures de l'Escaut, Napoléon, sans se soucier de ce fantôme de roi qu'il avait créé, chargea Bernadotte d'aller prendre le commandement des troupes que Louis lui-même avait préparées. La mesure était comble. Louis parla d'abdiquer. Non, car on avait encore besoin de lui. On l'empêcha de fuir, il fut gardé à vue dans son propre royaume.

Napoléon avait dit un jour de Louis : « Ses feintes vertus me donnent autant d'embarras que les vices de Lucien. » A présent, il le traitait à coups de férule, et de quelle férule ! « Êtes-vous l'allié de la France ou de l'Angleterre ? je l'ignore.... Votre Majesté trouvera en moi un frère, si je trouve en elle un Français ; mais, si elle oublie les sentiments qui l'attachent à la commune patrie, elle ne pourra trouver mauvais que j'oublie ceux que la nature a placés entre nous. » « Certes, en vous mettant sur le trône de Hollande, j'avais cru y placer un citoyen français, aussi dévoué à la grandeur de la France et aussi jaloux que moi de ce qui intéresse la mère patrie.... Soyez d'abord Français et frère de l'Empereur, et soyez sûr que vous serez dans le chemin des vrais intérêts de la Hollande. Mais pourquoi tout ceci ? Le sort en est jeté, vous êtes incorrigible. Déjà vous voulez chasser le peu de Français qui vous restent.... Écoutez un homme qui en sait plus que vous. Revenez de votre fausse route, soyez bien Français de cœur. » Et, deux jours après : « Un Français fait sur vous ce que fait sur les hydrophobes la vue de l'eau. » A la suite d'un incident, dans lequel l'ambassadeur de France et l'ambassadeur de Russie s'étaient trouvés en conflit à Amsterdam, Napoléon lui écrivit encore (23 mai 1810), avec cette ironie cruelle : « Comme c'est le ministre de Russie, dont le maître vous a placé sur le trône, il est juste que vous suiviez ses conseils. Ne m'écrivez plus de vos phrases ordinaires ; voilà trois ans que vous me les répétez, et chaque instant en prouve la fausseté. C'est la dernière lettre que, de ma vie, je vous écris. »

Louis se le tint pour dit, et un beau jour, en juillet 1810, sans prévenir personne, il disparut. Où était-il ? Napoléon écrivit à Jérôme : « Si vous apprenez où Louis s'est retiré, vous lui rendrez service de l'engager à revenir à Paris et à se retirer à Saint-Leu, en cessant d'être la risée de l'Europe. » La retraite du fugitif fut découverte ; il était aux eaux de Teplitz, en Bohême. Napoléon donna l'ordre à son ministre des Affaires étrangères, le duc de Cadore, de rédiger une circulaire aux souverains de l'Europe ; elle « doit, disait-il, tendre tout entière à excuser le roi de Hollande, qui, par suite d'une maladie chronique, n'était pas l'homme qui convenait. »

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LOUIS. Ce fut toute l'oraison funèbre du *povero Luigi*. Pour le royaume de Hollande, il avait été, dès le 11 juillet, le lendemain

même de sa fuite, purement et simplement annexé à l'Empire et converti en départements français. Cependant Louis, retiré en Autriche, faisait imprimer à Vienne, en 1813, l'année de la bataille de Leipzig, un volume d'*Odes*.

Revenu en France en 1814, parlant toujours de sa couronne de Hollande, il eut avec l'Empereur deux entrevues très froides. Il devait vivre longtemps encore ; il ne mourut qu'en 1846, à près de soixante-huit ans, à Livourne. Il avait eu avec sa femme un procès scandaleux pour la garde de son deuxième enfant ; il lui avait comme abandonné le troisième, celui qui devait être Napoléon III. A Rome ou à Florence, de plus en plus morose et défiant, il composait des livres d'histoire, des poésies, ou bien il se livrait à la dévotion. Il réprouva les deux équipées de son troisième fils, celle de Strasbourg et celle de Boulogne ; il mourut sans avoir revu le prisonnier qui venait, deux mois plus tôt, de s'échapper de la citadelle de Ham. Sa femme, la reine Hortense, était déjà morte depuis neuf ans, en 1837, à Arenenberg, en Suisse, loin de lui, sans rapports avec lui. La mort ne réunit point les deux époux : la reine Hortense fut enterrée dans l'église de Rueil, auprès du tombeau que son frère et elle avaient fait construire pour leur mère ; le roi Louis, dans l'église de Saint-Leu-Taverny. La tombe du roi Louis, dans la crypte de Saint-Leu, est voisine de la tombe de son père, Charles Bonaparte.

JÉROME Ier NAPOLEON, ROI DE WESTPHALIE. De Jérôme, le dernier des frères de l'Empereur, plus jeune que Napoléon de quinze ans et trois mois, on a à peu près tout dit quand on a rappelé le singulier surnom d'Héliogabale de Westphalie, que lui valut son existence à Cassel, alors qu'il passait son temps à table, au bal, au théâtre et autre part. Celui-ci fut avant tout le jouisseur de la famille, peu exigeant sur le choix de ses distractions, pourvu qu'elles fussent nombreuses et sans cesse renouvelées, gaspillant l'argent à pleines mains, et considérant la vie, quand on a le bonheur de s'appeler Bonaparte et d'être le benjamin de la famille, comme une fête ininterrompue. Longue et bonne : telle aurait pu être sa devise ; il mourut à soixante-seize ans, sous le règne de son neveu Napoléon III.

Jérôme avait été placé par Napoléon au collège de Juilly, en 1798, au moment de son départ pour l'Égypte ; il y fut un élève très médiocre. A sa sortie de collège, il se signala par des frasques de tout genre ; ainsi, un jour, il lui prit fantaisie d'acheter, en faisant envoyer aux Tuileries la facture qui était de seize mille francs, un magnifique nécessaire de voyage, avec rasoirs, plats à barbe, etc. « Il n'y manquait que la barbe, dit la duchesse d'Abrantès, afin que son acquéreur pût s'en servir. » Il avait alors quinze ans. Le Premier Consul fit embarquer le prodigue. Devenu lieutenant de vaisseau, Jérôme fit campagne dans les Antilles françaises. Se trouvant en croisière sur les côtes des États-Unis, il eut l'occasion de s'arrêter à Baltimore ; il y connut une jolie Américaine, miss Élisabeth Paterson. Il n'avait pas encore dix-neuf ans, elle lui plut, il l'épousa. Il est certain que le mariage était nul aux yeux de la loi française et que les parents de la jeune fille y avaient vu une bonne affaire ; ils espéraient bien le faire

régulariser un jour. Napoléon fut intraitable. Quand il revit Jérôme deux ans plus tard, en 1805 : « Votre union avec Mlle Paterson, lui dit-il, est nulle aux yeux de la religion comme aux yeux de la loi ; écrivez à Mlle Paterson de retourner en Amérique. Je lui accorderai une pension de soixante mille francs, sa vie durant. » Mlle Paterson, que Napoléon affectait de ne pas connaître sous un autre nom, dut repartir pour les États-Unis avec sa pension et aussi avec son fils, qui venait de naître cette année même ; Jérôme ne pensait pas plus au fils qu'à la mère.

Il reprit du service dans la marine, s'y conduisit non sans mérite, comme commandant du *Vétéran*, et devint contre-amiral. Dans la campagne de Prusse, en 1806-1807, il exerça de nom le commandement du IX^{e} corps de la Grande Armée et, secondé par Vandamme, il occupa la Silésie. Il avait reçu le titre de prince français, des droits héréditaires à l'Empire, la couronne de Westphalie, qui avait été créée pour lui, en 1807 ; le nouvel État comprenait huit départements, entre l'Elbe et le Rhin, avec une population de deux millions et demi d'habitants. Enfin, Napoléon fit épouser à son frère, la même année, la princesse Catherine, fille du roi de Wurtemberg. Cassel devint la capitale du roi Jérôme I^{er} Napoléon ; alors ce furent quelques années de « vie inimitable » et de folies sans nom. Sa femme était une bonne épouse ; elle lui était très attachée, mais elle ne le gênait pas ; il n'était pas nécessaire de la répudier. Et la fête dura environ six ans, jusqu'à la débâcle de 1813. Jérôme avait commandé au début de la campagne de Russie l'aile droite de la Grande Armée ; mais il avait commis de grosses fautes, qui l'avaient fait renvoyer en Westphalie. Après la perte de son royaume, il alla s'établir avec la reine Catherine au château de Stains, près de Saint-Denis. Il commmanda une division en 1815, à Ligny et à Waterloo.

Napoléon a dit à Sainte-Hélène : « Jérôme, en mûrissant, eût été propre à gouverner ; je découvrais en lui de véritables espérances. » Les braves bourgeois de Cassel ne lui auraient peut-être pas décerné le même certificat. L'ancien roi de Westphalie devait finir sa vie comme gouverneur des Invalides, maréchal de France, président du Sénat ; c'était sous le second Empire. Celui que Napoléon III appelait officiellement dans les actes publics « notre bien-aimé oncle Jérôme Napoléon » repose, depuis 1860, sous le Dôme des Invalides. Sa descendance est représentée aujourd'hui par ses deux petits-fils, le prince Napoléon (Napoléon-Victor) et le prince Louis.

GÉRARD — LA REINE CAROLINE ET SES ENFANTS

(COLL. DE S. A. LE PRINCE MURAT.)

CHAPITRE XIV

LES SŒURS DE NAPOLÉON

LES SŒURS DE BONAPARTE A MARSEILLE. ⁄ LA JEUNESSE D'ÉLISA. ⁄ SON MARIAGE AVEC BACCIOCHI. ⁄ LA PERSONNE D'ÉLISA. ⁄ LE SALON DE MADAME BACCIOCHI. ⁄ LE TITRE D'ALTESSE IMPÉRIALE. ⁄ LA FÊTE DU COURONNEMENT. ⁄ 1805. ÉLISA, PRINCESSE DE LUCQUES ET DE PIOMBINO. ⁄ 1808. ÉLISA, GRANDE-DUCHESSE DE TOSCANE. ⁄ PAULINE EN VÉNUS BORGHÈSE. ⁄ MARIAGE DE PAULINE AVEC LECLERC. ⁄ MADAME LECLERC A SAINT-DOMINGUE. ⁄ MARIAGE DE PAULINE AVEC LE PRINCE BORGHÈSE. ⁄ LA VIE ERRANTE DE PAULINE. ⁄ LES DERNIÈRES ANNÉES DE PAULINE. ⁄ MARIAGE DE CAROLINE AVEC MURAT. ⁄ 1806. CAROLINE, GRANDE-DUCHESSE DE CLÈVES ET DE BERG. ⁄ 1808. CAROLINE, REINE DE NAPLES. ⁄ 1815. LA FIN DE MURAT. ⁄ LES DERNIÈRES ANNÉES DE CAROLINE. ⁄ LES NAPOLÉONIDES.

LES SŒURS DE BONAPARTE A MARSEILLE. Comme les frères de Napoléon, les sœurs du grand homme ont tenu une place importante dans son histoire et dans l'histoire générale. Au moment où Napoléon commençait à arriver à la gloire, elles commençaient à arriver à la notoriété.

Au mois de juin 1793, le capitaine d'artillerie Napoléon Bonaparte débarquait à Toulon avec sa mère, ses quatre frères et ses trois sœurs. Chassés de leur île natale par le triomphe de la faction paoliste, ces réfugiés corses venaient demander asile à la France ; ils étaient à peu près sans ressources. De quoi vivaient-ils ? A Marseille, où ils s'étaient bientôt transportés, leur existence fut d'abord très difficile. « A titre de réfugiés patriotes, a dit plus tard l'un d'eux, nous obtînmes des rations de pain de munition et des secours modiques, mais suffisants pour vivre, à l'aide surtout des épargnes de notre bonne mère. » Cette vie de privations ne dura pas longtemps. Au mois de décembre, la prise de Toulon valait à Napoléon le grade de général de brigade ; il put envoyer à sa mère et à ses sœurs quelques assignats prélevés sur sa solde. L'avenir était assuré. Moins de deux ans plus tard, la journée de Vendémiaire mettait en pleine lumière le nom de Bonaparte. C'est alors qu'on commença à parler des filles de Mme Bonaparte ; en 1795, Élisa avait dix-huit ans, Pauline en avait quinze, Caroline en avait treize.

Le 10 prairial an IV, 30 mai 1796, elles figuraient à la fête de la Victoire et de la Reconnaissance que la municipalité de Marseille avait organisée aux allées de Meilhan. Discours patriotiques, défilés militaires, rien ne manqua à cette solennité ; mais l'apothéose, ce fut la remise solennelle des palmes de la victoire à la mère et aux sœurs du jeune général. « Les spectateurs, dit un récit du temps, ne purent se défendre d'une vive émotion, en voyant le laurier, qui devait couronner la valeur, remis entre les mains de la vertu, des grâces et de la beauté. »

Dans leur appartement de la rue Paradis, les trois sœurs s'amusaient à jouer la comédie, « aux chandelles, entre deux paravents. » Un cercle de jeunes gens s'était formé autour de ces jeunes filles, qui portaient un nom devenu tout à coup célèbre, et qui, au charme de l'accent italien, joignaient l'attrait de physionomies originales. En s'amusant ainsi de leur mieux à Marseille, les trois sœurs faisaient, sans s'en douter, l'apprentissage de rôles autrement importants qu'elles devaient jouer un jour sur la scène du monde. Car les temps n'étaient pas bien éloignés où Élisa allait devenir grande-duchesse de Toscane, Pauline princesse Borghèse, Caroline reine de Naples. De toutes les métamorphoses d'une époque qui en vit tant, celles-là ne furent pas parmi les moins surprenantes.

LA JEUNESSE D'ÉLISA. L'aînée des sœurs, Élisa, était seule à cette époque à avoir reçu une instruction régulière. Charles Bonaparte, qui avait obtenu de faire élever son fils aîné Joseph au collège d'Autun, le second Napoléon à l'École militaire de Brienne, avait encore réussi à faire entrer Élisa à la Maison royale de Saint-Cyr. Élisa s'appelait de son vrai nom Maria-Anna ; les dames de Saint-Cyr lui avaient donné le prénom d'Élisa, pour la distinguer de sa compatriote Marianna de Casablanca. Elle passa huit ans environ dans cette noble maison, où l'on sentait vivre encore, au bout de près d'un siècle, l'esprit de Mme de Maintenon. Pour cette petite fille d'Ajaccio, qui avait quitté sa ville natale et ses parents à sept ans à peine, les années de Saint-Cyr durent être de longues années d'exil. De loin en loin, elle recevait quelques rares visites, son frère Napoléon, quand il fut à l'École militaire de Paris, un ami de celui-ci, Bourrienne, ou encore une amie de sa famille, Mme Permon, dont la fille devait être un jour la duchesse d'Abrantès.

La Révolution, qui démolissait alors tant de choses à Versailles et à Paris, n'épargna pas la vieille maison d'éducation ; un décret de la Législative, postérieur de quelques jours à la prise des Tuileries, ordonna la fermeture de Saint-Cyr. Élisa fut sans doute toute à la joie de retourner auprès de sa famille, de revoir la Corse et de faire ce long voyage en compagnie de Napoléon, qui portait avec fierté son uniforme tout neuf de capitaine d'artillerie. Le frère et la sœur ne firent que traverser Paris, au moment même où la capitale était ensanglantée par les massacres de Septembre ; au mois d'octobre, ils étaient arrivés à

Ajaccio. Élisa était alors dans l'épanouissement de sa seizième année ; comme beaucoup de jeunes filles de la Corse, elle avait déjà des allures de femme. Le contre-amiral Truguet, qui commandait à cette époque une division navale en Corse, était reçu chez Mme Bonaparte ; il remarqua sa fille aînée. Bien qu'il eût quarante-deux ans, il fut à un moment question d'un mariage. Plus tard, il regrettait de ne pas y avoir donné suite : du coup, sa fortune aurait été assurée.

SON MARIAGE AVEC BACCIOCHI. Les Bacciochi étaient, comme les Bonaparte, une famille corse établie à Marseille. L'un de ses membres, Pascal (plus tard Félix) Bacciochi, était un cavalier d'assez belle prestance, qui avait un certain talent sur le violon. C'était le plus clair de ses mérites. Il passait pour à peu près « dénué de facultés intellectuelles » ; mais, au dire de son beau-frère Lucien, il était « bon et rebon » ; Lucien parle encore de « l'excès de sa bonacité. » Pour le moment, à trente-cinq ans, il était capitaine d'infanterie. Il eût été facile à Élisa de choisir un officier plus en vue parmi les compagnons de son frère ; impatiente sans doute de s'établir, elle se décida à devenir Mme Bacciochi. C'était au mois de mai 1797, à Marseille ; elle venait d'avoir vingt ans.

Il est probable qu'elle ne fut pas longtemps à découvrir l'insignifiance de son mari. Le bon Bacciochi, toujours très épris de son violon, eut, dès le premier jour, le rôle le plus effacé ; on était assez porté dans son entourage à ignorer son existence. Talleyrand le lui fit sentir un jour d'une manière un peu cruelle. C'était à la chute de l'Empire. Bacciochi ne pouvait plus conserver les titres qu'il avait dus à sa femme : prince de Lucques et de Piombino, grand-duc de Toscane ; le pauvre prince-consort ne savait plus quel nom prendre. « Prenez donc le nom de Bacciochi, lui dit Talleyrand ; il y a longtemps qu'il est vacant. »

LA PERSONNE D'ÉLISA. « C'est de nos trois sœurs, écrit Joseph en parlant d'Élisa, celle qui, au moral comme au physique, avait le plus de traits de ressemblance avec Napoléon. » Elle se souciait peu de plaire, du moins par la séduction extérieure ; elle abandonnait la beauté à Pauline, et à Caroline les manèges de la coquetterie.

« Toutes ces choses qu'on appelle bras et jambes, dit la duchesse d'Abrantès, étaient attachées au corps comme cela s'était trouvé. Les os étaient carrés et la charpente très osseuse, ce qui formait un ensemble désagréable. » Le même auteur dit encore qu'elle n'avait « jamais connu de personne plus désagréablement pointue que celle-là. » Elle avait la parole brève et impérieuse de Napoléon ; mais, comme lui, elle aimait la gloire. « Dans le salon de Marseille, a écrit un de leurs familiers, on n'entendait parler que de belles actions de guerre. Les demoiselles les racontaient avec emphase, elles savaient les noms de tous les braves qui se distinguaient. Élisa surtout s'exprimait avec une énergie inaccoutumée à son sexe. »

LE SALON DE MADAME BACCIOCHI. En attendant d'exercer une manière de royauté politique, Mme Bacciochi commença par régner sur un salon.

Elle habitait à Paris, avec sa mère et son frère Lucien, à l'hôtel de Brienne, qui est aujourd'hui l'hôtel du Ministère de la Guerre. « Élisa, disait Lucien avec quelque ironie, donne tout à fait dans les savants. Sa maison est un tribunal où les auteurs viennent se faire juger. » Il ne paraît pas qu'elle se soit piquée pour elle-même de littérature ; du moins, à défaut de connaissances personnelles, qui devaient être assez restreintes, elle put avoir le goût, le discernement, le flair de la critique, toutes choses où souvent les femmes excellent. Elle sut apprécier le talent académique et la personne de M. de Fontanes, que Lucien lui avait fait connaître ; des rapports d'intimité s'établirent entre elle et le futur grand maître de l'Université impériale. Fontanes, qui avait un tour d'esprit très séduisant, avait-il passé à sa jeune amie un peu de sa sensibilité et de son charme ? Voici quelques lignes d'une lettre d'Élisa au conseiller d'État Rœderer, auxquelles on peut trouver certain piquant : « Les gazettes vous ont donné des nouvelles de « cette pauvre chère dame. » (Il s'agit d'elle-même, qui était allée prendre les eaux de Barèges.) Il n'y a point eu de gazettes qui aient appris à cette pauvre chère dame des nouvelles de ses amis.... Après avoir bien grondé contre le Conseil d'État, qui ne vous laissait pas le temps de m'écrire, je reçois une charmante lettre. Vous êtes aussi aimable en écrivant qu'en parlant ; votre souvenir m'est cher. J'ai des droits à votre amitié et j'y compte. Comptez sur la mienne et pour la vie. Qu'allez-vous faire à vos verreries ? Revenez, nous monterons à cheval ; toute la Faculté, soit de Montpellier, soit de Paris, — observez que c'est la première fois que les graves docteurs sont d'accord, — m'a ordonné cet exercice. Il me faut un écuyer aimable, gai et plein d'esprit ; j'ai fait mon choix et je m'y tiens. Allons, quittez vos verreries pour le bois de Boulogne. »

Fontanes introduisit dans le salon de Mme Bacciochi un émigré qu'il avait connu en Angleterre, le vicomte de Chateaubriand. Elle et son frère Lucien se déclarèrent aussitôt les protecteurs du jeune écrivain ; l'auteur du *Génie du Christianisme* leur dut de connaître personnellement le Premier Consul, qui venait de donner à la France le Concordat. Le chevalier de Boufflers, qui n'était plus un jeune homme, mais qui était resté le poète des petits vers ; Arnault, l'auteur de tragédies républicaines ; Esménard et Tissot, un peu oubliés peut-être aujourd'hui ; Andrieux, le poète du *Meunier Sans-Souci*, faisaient aussi partie de cette société littéraire. Nommer encore Mme Récamier, Mme de Staël, Legouvé, Laharpe, parmi les personnes qu'elle fréquentait, c'est dire que Mme Bacciochi était capable de se plaire avec les esprits les plus cultivés.

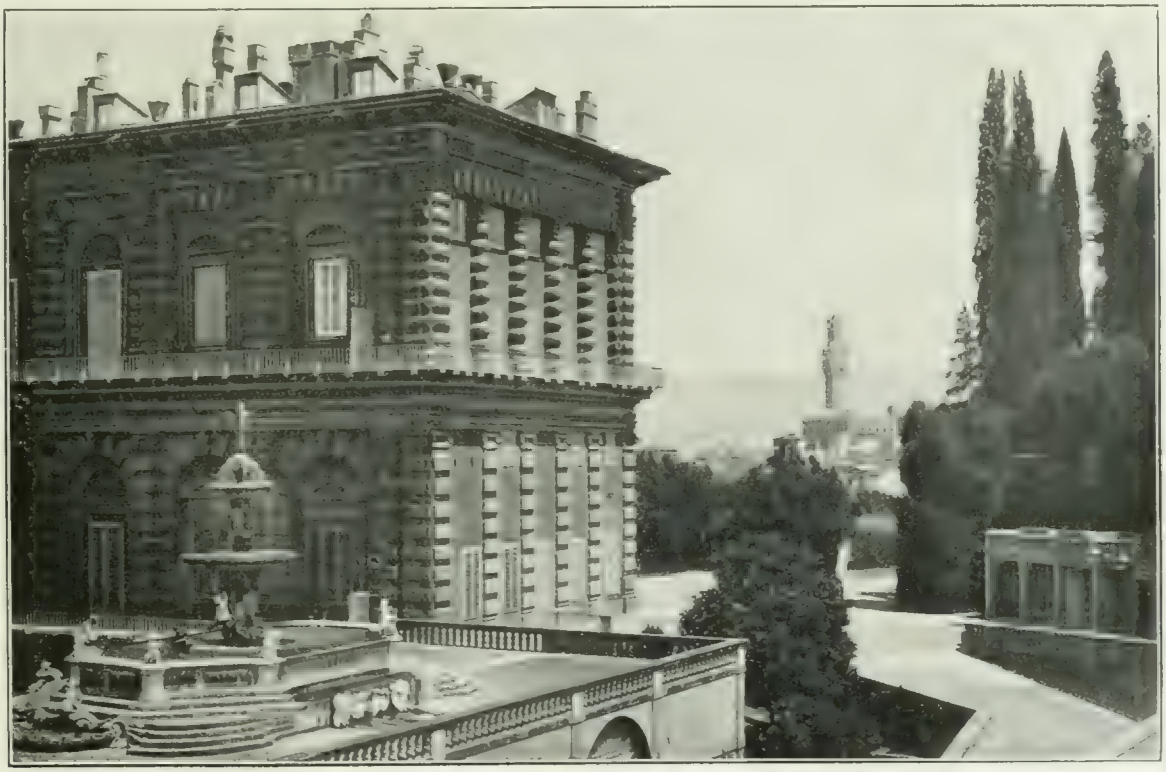
Élisa avait toujours son goût du théâtre. A l'hôtel de Brienne, ou au château du Plessis-Chamant, qui appartenait à Lucien, comme jadis à Marseille, elle montait sur la scène. Son plaisir était d'interpréter des rôles d'héroïnes de Corneille ; cela était bien napoléonien. « Élisa, dit Lucien, était une bonne actrice tragique, surtout dans Chimène : c'était son triomphe. »

ÉLISA BONAPARTE, PRINCESSE BACCIOCHI. — *Quatrième enfant de Charles Bonaparte, née en 1777 à Ajaccio; élevée à Saint-Cyr; mariée en 1797 à Félix Bacciochi; en 1805, princesse de Lucques et de Piombino, surnommée la Sémiramis de Lucques; en 1809, grande-duchesse de Toscane; à la chute de l'Empire, comtesse de Compigniano; morte auprès de Trieste en 1820.*

PAR [illegible]. COLL. HENRI [illegible].

PALAIS PITTI, A FLORENCE. — *Ce palais célèbre, commencé au milieu du XV*e *siècle par Brunellesco, servit de résidence à Élisa Bacciochi, quand elle fut grande-duchesse de Toscane, de 1809 à 1814. — Dans le fond, la tour du* Palazzo Vecchio, *place de la Seigneurie.*

CL. BROGI.



NAPOLÉONE-ÉLISA BACCIOCHI, *fille de la princesse, 1806-1869. Mariée en 1825 au comte Camerata.* PAR Mme LENOIR (MUSÉE DE VERSAILLES.)

LA GRANDE-DUCHESSE ÉLISA AU MILIEU DE SA COUR A FLORENCE, 1813. — *Debout, à droite, son mari, Félix Ier Bacciochi. A la gauche d'Élisa, sa fille, assise ; à sa droite, debout, son chambellan, le marquis de Lucchesini.* PAR BENVENUTI. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

LE TITRE D'ALTESSE IMPÉRIALE. Quand Napoléon se fit proclamer empereur, Élisa et ses sœurs trouvèrent qu'elles payaient bien cher l'honneur fait au nom des Bonaparte ; car leur amour-propre fut soumis à une cruelle épreuve. Jalouses depuis longtemps de leur belle-sœur Joséphine, elles ne pouvaient se faire à cette idée qu'une étrangère fût titrée impératrice, qu'elle fût saluée Votre Majesté, et surtout que Hortense, la fille de leur ennemie, fût appelée Votre Altesse, parce qu'elle était devenue la femme de leur frère Louis. Elles-mêmes devaient se contenter des noms bourgeois de leurs maris, Mme Bacciochi, Mme Murat ; à quoi donc leur servait-il de sentir couler dans leurs veines le sang des Bonaparte ?

Le 18 mai 1804, à Saint-Cloud, le jour où Cambacérès vint, au nom du Sénat, saluer Napoléon du titre d'empereur, un dîner solennel réunissait les membres de la famille impériale et les grands dignitaires. Le gouverneur du palais, Duroc, avait informé les convives des titres nouveaux qu'il fallait employer. Mme Bacciochi et Mme Murat furent atterrées ; mais chacune manifesta ses sentiments à sa manière. Élisa, qui savait avoir la parole sèche, se montra plus brusque et plus tranchante qu'à l'ordinaire ; elle traita ses compagnons de table avec une hauteur dédaigneuse. Caroline, avec son visage d'une blancheur éblouissante, ses beaux cheveux blonds, la couronne de fleurs qui les entourait, sa robe couleur de rose, eût pu être l'une des reines de la fête ; mais elle ne pensait ni à sa toilette ni à sa grâce : des larmes de jalousie, de colère et de rage s'échappaient de ses beaux yeux. « Pendant le dîner, rapporte Mme de Rémusat, elle fut si peu maîtresse d'elle-même, lorsqu'elle entendit l'Empereur nommer à plusieurs reprises la princesse Louis, qu'elle ne put retenir ses pleurs. Elle buvait à coups redoublés de grands verres d'eau, pour tâcher de se remettre et paraître faire quelque chose ; mais les larmes la gagnaient toujours. »

Le lendemain, après un dîner fait en famille, il y eut entre Napoléon et ses sœurs une scène très violente. Mme Murat éclata encore en sanglots et en reproches : pourquoi la condamner, elle et ses sœurs, à l'obscurité, au mépris, quand des étrangères étaient couvertes d'honneurs et de dignités ? Napoléon leur adressa quelques railleries, qui leur furent très désagréables, comme ce mot piquant : « En vérité, à voir vos prétentions, mesdames, on croirait que nous tenons la couronne des mains du feu roi notre père. » Du coup, Mme Murat se trouva mal ; elle tomba par terre, évanouie. Quand elle revint à elle, son terrible frère lui laissa entendre quelques paroles d'espoir. Peu de jours après, les sœurs de Napoléon reçurent officiellement le titre si désiré d'Altesse Impériale.

LA FÊTE DU COURONNEMENT. Leurs Altesses eurent encore un mauvais moment à passer, toujours à cause de leur jalousie pour Joséphine. Ce fut à propos de la fête du couronnement, qui fut célébrée à Notre-Dame le 2 décembre 1804. Napoléon avait décidé que les princesses ses sœurs porteraient le manteau de l'Impératrice. Ce fut toute une négociation de les y faire consentir ; à leurs yeux, c'était avouer *Urbi*

et Orbi, à la face du Saint-Père, l'infériorité des Bonaparte devant les Beauharnais. On a déjà vu qu'à ces vanités de femmes irritables et jalouses il fallut faire deux concessions : l'une, que leur propre robe serait portée par leurs chambellans ; l'autre, que, dans le procès-verbal de la cérémonie, on n'emploierait pas l'expression « Porter la queue, » mais celle de « Soutenir le manteau. » A ce prix, leurs amours-propres voulaient bien paraître satisfaits. A Notre-Dame, en effet, derrière chacune d'elles marchait le premier officier de leur maison, qui portait la queue de leur manteau, en velours de couleur semé et brodé d'or. Leur costume était magnifique : robe de soie blanche brodée d'or ; collerette en dentelle ; coiffure en plumes blanches ; aigrette, collier et boucles d'oreilles en diamants. Le grand maître des cérémonies Ségur leur avait rappelé la décision de l'Empereur : elles devaient « suivre l'Impératrice dans toutes les marches de la cérémonie et soutenir le manteau de Sa Majesté. » Elles tentèrent de manquer à cet article du protocole ; mais Napoléon ne le permit pas : il leur décocha quelques paroles, dont l'effet fut immédiat.

1805. ÉLISA, PRINCESSE DE LUCQUES ET DE PIOMBINO. La princesse Élisa, la plus napoléonienne des trois sœurs, se souciait peu d'un titre dont elle ne faisait pas la fonction. Son ambition commença d'être satisfaite quand elle reçut a principauté de Piombino, puis la principauté de Lucques. C'étaient quelques petites rognures d'Italie ; là du moins, sur ces quelques lieues carrées, elle pouvait jouer à la souveraine. Tout n'est pas ironique dans le surnom de Sémiramis de Lucques que lui décerna son admirateur Fontanes. Lucques devint une manière de capitale, avec une cour qui fut modelée sur celle de Saint-Cloud ou de Fontainebleau. La principauté eut une petite armée, que la princesse à cheval passait elle-même en revue ; Bacciochi, tout fier d'être devenu « Félix Ier, par la grâce de Dieu et les constitutions, prince de Lucques et de Piombino, » lui présentait les troupes en la saluant de l'épée. Le 15 août 1806, la Saint-Napoléon fut célébrée solennellement devant les Lucquois émerveillés ; la princesse distribua elle-même les drapeaux aux dix-sept régiments de ses deux principautés. « Je voudrais, écrivait-elle à Napoléon, leur donner l'esprit militaire, mais ce peuple est né agriculteur. »

Elle s'efforça aussi de réveiller chez ses sujets le goût des choses de l'esprit. A Lucques, elle avait organisé une Académie Napoléon. Les carrières de marbre de Carrare, qui faisaient partie de ses domaines, lui permirent de faire travailler une légion de sculpteurs à l'embellissement des diverses villes de ses États. Canova, qu'on appelait alors le Phidias moderne, reçut un jour de sa part une grande marque d'honneur. Accompagnée du prince Félix Ier et de sa fille la princesse Napoléone-Élisa, elle présidait une distribution de récompenses à des artistes. Ayant appris que Canova était dans la salle, elle alla le chercher elle-même pour le faire asseoir à ses côtés. Toute l'assistance éclata en applaudissements. On aurait pu se croire à la cour d'une princesse de la Renaissance.

1808. ELISA, GRANDE-DUCHESSE DE TOSCANE. Elle habitait alors à Florence. Comme un général de la Grande Armée, elle avait eu une promotion : en 1808, elle était devenue grande-duchesse de Toscane. Dans la ville des Médicis, elle fut plus que jamais la protectrice intelligente et généreuse des artistes ; elle avait chargé Paganini, le violoniste au talent prestigieux, d'organiser les concerts qu'elle offrait à ses invités. Benvenuti, qui était alors le grand peintre de la Toscane, l'a représentée au milieu de sa cour, en train de donner audience à des artistes.

La correspondance officielle que la grande-duchesse entretenait avec Napoléon permet de louer en elle une véritable science de gouvernement. Il est vrai que la Toscane à cette époque était tranquille, à l'abri des agitations qui commençaient à ébranler l'édifice napoléonien, et que le prestige de son frère permettait à Élisa de jouer avec aisance son rôle de chef d'État. Mais les jours difficiles et les jours de tristesse arrivèrent vite. Elle sut du moins disparaître, en 1814, sans tremper dans les machinations criminelles de sa sœur Caroline. Elle avait songé à rejoindre son frère à Sainte-Hélène. Elle mourut avant lui, en 1820, à Santo-Andrea, auprès de Trieste ; elle n'avait que quarante-trois ans. Une chapelle funéraire a été construite pour elle, pour son mari et pour deux de leurs enfants, dans la cathédrale San-Petronio, à Bologne.

PAULINE EN VÉNUS BORGHESE. Le musée de la villa Borghèse à Rome possède une célèbre statue de marbre, due à Canova. Elle représente Vénus victorieuse. Gracieusement étendue sur un lit grec, appuyée sur de riches coussins, le buste nu jusqu'à la ceinture, les jambes et les pieds découverts, le bras droit replié vers la tête, de manière à faire valoir la ligne harmonieuse de l'épaule, la déesse, fière de sa beauté, tient à la main gauche la pomme, don de Pâris ; on sent qu'elle jouit avec orgueil et avec calme de son éclatante victoire. Considérée comme œuvre d'art, cette statue, d'une composition très séduisante, provoque l'admiration ; mais, quand on sait que ce marbre peu habillé est un portrait de famille, qu'il représente la princesse Pauline Borghèse, on peut s'étonner de cette manière, qui n'est pas ordinaire, de léguer son image à sa famille et à la postérité. C'est bien en effet la seconde des sœurs de Napoléon qui a posé ainsi devant le ciseau de Canova. On lui demandait un jour comment elle s'y était décidée, dans cet appareil un peu sommaire : « Oh ! dit-elle, il y avait du feu dans l'atelier. »

La vie de Pauline peut tenir en quelques lignes ou occuper de longues pages. S'il s'agit de sa vie privée, des aventures dont elle passe pour avoir été l'héroïne, des excentricités qu'on lui prête, — on prête facilement aux riches, — il y a beaucoup à dire ; pour son rôle proprement historique, on a tôt fait de l'exposer. Elle est, en effet, à peu près le seul membre de cette famille qui n'ait point été dévoré de l'ambition de compter dans l'histoire ; elle eut assez d'être belle, délicieusement belle.

MARIAGE DE PAULINE AVEC LECLERC. Quand elle arriva à Marseille en 1793, elle avait à peine treize ans ; elle y fut tout de suite remarquée et courtisée. Le conventionnel Fréron, qui était alors en mission politique dans le Midi, avait été l'un des invités de Mme Bonaparte. Ses quarante ans ne l'empêchèrent pas de donner beaucoup d'attention à la jeune Paulette, qui, de son côté, s'était éprise, avec une passion très démonstrative, de l'hôte de sa mère ; on parla bientôt d'un prochain mariage. Junot, l'aide de camp de Bonaparte, fut aussi parmi les soupirants de la belle jeune fille. Mais Napoléon, qui jouait déjà le rôle de chef de famille, entendit marier sa sœur à sa guise. Il en fit parler à Marmont, qui déclina cet honneur. « J'ai plus à m'en féliciter qu'à m'en repentir, » a-t-il écrit plus tard dans ses *Mémoires*. Un autre lieutenant du vainqueur de Rivoli, le général Leclerc, finit par clore cette liste de prétendants : Pauline devint Mme Leclerc en 1797, quand elle allait avoir dix-sept ans.

Avec quelles idées entrait-elle en ménage ? Son instruction était comme nulle ; on ne voit pas qu'elle ait jamais eu l'idée de suppléer à cette lacune de son enfance et de sa jeunesse, dont elle n'était pas seule responsable. Pour son éducation et sa tenue, il aurait été difficile de la citer en modèle. Arnault la vit, quand elle était une jeune fille de plus de seize ans et demi, à Mombello, près de Milan, au quartier général de Bonaparte ; il en parle ainsi :

« A dîner, je fus placé auprès de Paulette, qui, se souvenant de m'avoir vu à Marseille, et d'ailleurs me sachant dans ses confidences, puisque j'étais dans celles de son futur époux, me traita en vieille connaissance. Singulier composé de ce qu'il y avait de plus complet en perfection physique, et de ce qu'il y avait de plus bizarre en qualités morales ! Si c'était la plus jolie personne qu'on pût voir, c'était aussi la plus déraisonnable qu'on pût imaginer. Pas plus de tenue qu'une pensionnaire, parlant sans suite, riant à propos de rien et à propos de tout, contrefaisant les personnages les plus graves, tirant la langue à sa belle-sœur quand elle ne la regardait pas, me heurtant du genou quand je ne prêtais pas assez d'attention à ses espièglerie, et s'attirant de temps en temps de ces coups d'œil terribles avec lesquels son frère rappelait à l'ordre les hommes les plus intraitables. Mais cela ne lui imposait guère ; le moment d'après c'était à recommencer, et l'autorité du général de l'armée d'Italie se brisait ainsi contre l'étourderie d'une petite fille : bonne enfant d'ailleurs par nature plus que par volonté, car elle n'avait aucun principe, et capable de faire le bien même par caprice. »

Arnault la vit encore quelques semaines plus tard, quand elle était devenue Mme Leclerc. « Je trouvai, dit-il, le général dans son ménage et enivré de son bonheur. Amoureux et ambitieux, il y avait de quoi. Sa femme me parut fort heureuse aussi, non seulement d'être mariée à lui, mais aussi d'être mariée ; son nouvel état ne lui avait pas donné tant de gravité qu'à son mari, à qui j'en trouvai plus que de coutume. Quant à elle, toujours la même folie. « N'est-ce pas un diamant que vous avez là ? »

PRINCESSE PAULINE BORGHÈSE, EN VÉNUS VICTORIEUSE. — *Cette statue de marbre blanc exprime la beauté de Pauline Borghèse avec une sensualité plastique qui fait songer à* l'Amour et Psyché *du même sculpteur.*

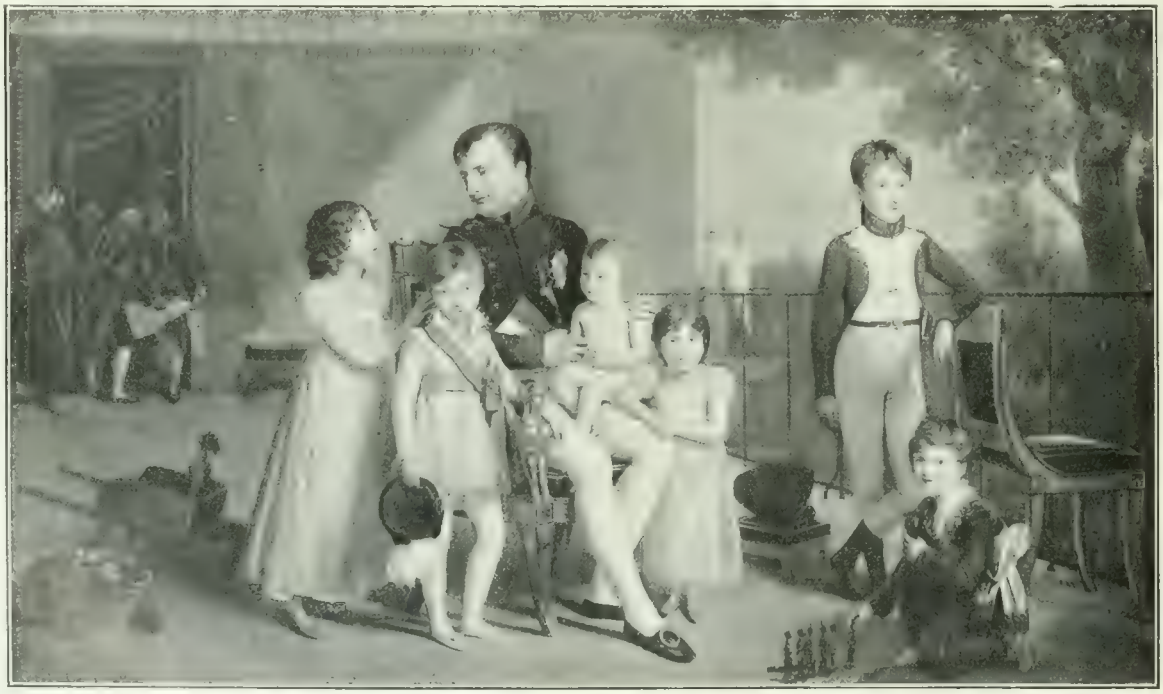
PAULINE BONAPARTE, 1780-1825. — *Elle est représentée ici à l'âge de 26 ans.* PAR R. LEFÈVRE (MUSÉE DE VERSAILLES.)

PRINCE CAMILLE BORGHÈSE, 1775-1832. — *Second époux de Pauline Bonaparte.* PAR [illegible] (COLL. BERNARD FRANCK.)

JOACHIM MURAT, 1771-1815; époux de Caroline. Roi de Naples, 1808.

CAROLINE BONAPARTE, 1782-1839, à 25 ans, avec sa fille aînée, depuis comtesse Pepoli.

FÊTE à l'Hôtel de Ville de Paris en l'honneur du Couronnement, le 4 décembre 1809. — Rois de Naples, de Saxe, de Westphalie, de Wurtemberg, de Hollande; l'Empereur; Joséphine, Madame Mère, Julie, Hortense, Caroline, Catherine, Pauline. (BIBL. NAT., ESTAMPES. COLL. DE VINCK.)



NAPOLÉON SUR LA TERRASSE DE SAINT-CLOUD, ENTOURÉ DE SIX ENFANTS DE SA FAMILLE : les deux fils de Louis (le futur Napoléon III est sur ses genoux) et les quatre enfants, deux fils et deux filles, de Murat. PAR LOUIS DUCIS. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

me dit-elle, en désignant un brillant des plus modestes que je portais en épingle. « Je crois que le mien est encore plus beau. » Et elle se met à comparer avec quelque vanité ces deux pierres. J'ai souvent ri du souvenir de cet enfantillage, en la voyant couverte de diamants. Son écrin s'est un peu augmenté depuis ce jour-là. »

MADAME LECLERC A SAINT-DOMINGUE. Leclerc avait été nommé commandant du corps expéditionnaire de Saint-Domingue. Estimant sans doute que les voyages forment les jeunes femmes, il emmena avec lui, de l'autre côté de l'Atlantique, Pauline et son fils, un tout jeune enfant, qui devait mourir bientôt et qui portait le nom de Dermide, emprunté, paraît-il, aux poésies d'Ossian. Là-bas, dans la guerre terrible entre les blancs et les noirs, on prêta à Mme Leclerc un mot héroïque. Un jour, elle était sur le point de tomber aux mains des ennemis; les femmes qui étaient avec elle parlaient de fuir. « Vous pouvez partir, vous, dit-elle; vous n'êtes point sœurs de Bonaparte. »

Quand elle revint de Saint-Domingue, elle était veuve; Leclerc y était mort de la fièvre jaune. Mme de Rémusat la vit à son retour. « Elle était, dit-elle, dès lors attaquée d'un mal assez grave, qui l'a toujours poursuivie ; mais, quoique affaiblie et souffrante, et revêtue du triste costume de deuil, elle me parut la plus charmante personne que j'eusse vue de ma vie. »

MARIAGE DE PAULINE AVEC LE PRINCE BORGHÈSE. Napoléon voulait remarier sa sœur; il avait pensé à un noble Milanais, le comte Melzi d'Eril, qui était alors vice-président de la République italienne et dont il devait faire un jour le duc de Lodi. Melzi refusa; peut-être « trouvait-il la mariée trop belle. » Napoléon mit en avant une autre alliance; car ici, comme partout, il entendait faire respecter sa souveraineté de chef de la famille, comme il entendait assurer l'intérêt et l'avancement des siens. Et cela était bien en harmonie avec certaines idées dues à ses origines corses.

Il y avait alors dans les salons de Paris un prince romain, qui, malgré sa qualité d'arrière-neveu du pape Paul V, avait été l'un des premiers membres de la noblesse romaine à se rallier aux idées françaises ; il s'était fait naturaliser Français et il était entré dans la Garde consulaire. Camille Borghèse menait grand train ; ses deux millions de revenus lui permettaient d'avoir les plus beaux équipages de Paris ; d'ailleurs, son nom et sa fortune étaient à peu près tous ses mérites. Le Premier Consul décida d'en faire son beau-frère. « Prince, lui dit-il un jour, ma sœur Pauline semble destinée à épouser un Romain ; car, de la tête aux pieds, elle est toute Romaine. » Le 23 août 1803, à la veille d'avoir vingt-trois ans, la veuve de Leclerc devenait la princesse romaine Camille Borghèse.

Bien vite, au bout de quelques mois, les deux époux n'eurent plus que des rapports officiels. Borghèse, qui n'avait pas grande autorité, prit cependant le parti, pour couper court à certains bruits, d'emmener sa femme à Rome. Sur les bords du Tibre,

Pauline, la « toute Romaine », fut malheureuse comme sur la terre d'exil. Napoléon essaya de la ramener à des sentiments raisonnables. Il lui écrivit : « Aimez votre mari et votre famille, soyez prévenante, accommodez-vous des mœurs de la ville de Rome, et mettez-vous bien dans la tête que si, à l'âge que vous avez, vous vous laissez aller à de mauvais conseils, vous ne pouvez plus compter sur moi. Quant à Paris, vous pouvez être certaine que vous n'y trouverez aucun appui, et que jamais je ne vous recevrai qu'avec votre mari. Si vous vous brouilliez avec lui, la faute serait à vous, et alors la France vous serait interdite. Vous perdriez votre bonheur et mon amitié. »

LA VIE ERRANTE DE PAULINE. Ce fut en vain. Pauline avait la nostalgie de Paris. Là seulement elle trouvait un cadre pour sa beauté et ses toilettes merveilleuses, qui firent sensation dans la chronique de l'élégance. A un bal, l'un de ses travestissements en bacchante, que soulignaient quelques détails audacieux, avait été comme une révolution de salon. Elle avait de beaux cheveux blonds, qu'elle portait ondulés sur les tempes, de manière à recouvrir les oreilles; car il fallait dissimuler l'œuvre de la nature, qui avait oublié d'ourler les oreilles de la belle personne. Pour les chasses de Fontainebleau, elle portait le costume quasi officiel, que le grand couturier à la mode, Leroi, avait fait adopter après de longues conférences : tunique ou redingote en velours, courte, sur une robe de satin blanc brodée, des bottines de velours pareilles à la robe, ainsi que la toque, une écharpe blanche. Sa sœur, Mme Murat, portait ce costume en rose et argent ; elle-même avait choisi le lilas brodé d'argent, qui s'harmonisait à merveille avec la blancheur éblouissante de sa peau de blonde aux tons vénitiens.

Pauline, en dépit des conseils de Napoléon, n'avait pu se plaire à Rome ; elle était revenue à Paris, elle y avait repris sa vie de plaisirs et d'élégance. Napoléon lui avait donné en 1806 le territoire de Guastalla, érigé pour elle en duché ; mais Guastalla était bien loin, bien petit, et elle n'avait nulle envie de jouer à la femme politique, comme Élisa et Caroline.

Nice fut, au milieu de ses nombreux déplacements, une de ses résidences favorites Elle y avait organisé une manière de cour, d'une tenue assez libre, dans laquelle le compositeur Blangini, qui était le professeur de chant à la mode, tenait son rôle. Le jour vint où il fallut s'arracher à cette vie de farniente. Borghèse avait été nommé gouverneur général des départements au delà des Alpes, en résidence à Turin ; il avait l'ordre d'emmener avec lui sa femme. Pauline dut le suivre, mais de bien mauvaise grâce ; elle enrageait d'être à Turin. Elle se fit envoyer aux eaux d'Aix-les-Bains. De là, il lui fut facile de regagner Paris et d'y recommencer cette existence de dissipation, qui seule lui convenait. La mère de la duchesse d'Abrantès disait de la princesse Borghèse : « Paulette est une folle, une jolie folle. Quand elle en voudra le brevet, je le lui signerai et parapherai. »

LES DERNIÈRES ANNÉES DE PAULINE. Au milieu de ses extravagances, Pauline sut rester fidèle à Napoléon. Elle l'aimait beaucoup et elle paraît avoir été pour l'Empereur sa sœur préférée ; mais de prétendre que cette vive sympathie les avait conduits l'un et l'autre à un amour incestueux, c'est une pure calomnie, répandue par des papiers de police à l'époque de la première Restauration. Pauline était venue rejoindre son frère à l'île d'Elbe. « Il ne faut pas, écrivait-elle à sa mère, laisser l'Empereur tout seul. C'est à présent qu'il est malheureux qu'il faut lui montrer de l'attachement. » Aux heures critiques de 1815, elle lui avait offert ses bijoux. Quand tout fut fini, elle se retira auprès de sa mère, à Rome. La vie était devenue sérieuse ; le palais de la mère de l'Empereur était une retraite austère. Elle vécut ainsi, d'une santé précaire, jusqu'en 1825. Peu avant de mourir, une réconciliation eut lieu entre elle et le prince Borghèse.

Que reste-t-il de Pauline Bonaparte dans le souvenir de l'histoire ? Deux choses peut-être : cette définition de Beugnot : « La princesse Borghèse est le type de la beauté française, c'est-à-dire de la beauté assouplie par la grâce et animée par la gaieté ; » et l'image de la *Vénus victorieuse* de Canova. Sans doute, elle n'en demandait pas plus.

MARIAGE DE CAROLINE AVEC MURAT. Annunziata, qu'on prit ensuite l'habitude d'appeler de son autre prénom de Caroline, semblait, quand elle était enfant, devoir rivaliser en beauté avec sa sœur Pauline ; mais bien qu'elle ait toujours conservé un grand charme, dû surtout à sa coquetterie et à son élégance, elle ne fit pas consister la vie, comme Pauline, à être ou à paraître belle. Elle fut avant tout dévorée d'ambition et préoccupée de réussir à tout prix. Elle avait été élevée dans une pension que Mme Campan, l'ancienne femme de chambre de Marie-Antoinette et la future surintendante de la maison d'Écouen, avait ouverte à Saint-Germain et qui jouit à un moment d'une grande vogue ; elle s'y trouva avec Hortense de Beauharnais, avec la future maréchale Ney, avec la future Mme Duroc.

Murat, qui passait pour le plus brave des officiers de l'armée d'Italie, avait remarqué cette jeune fille. Il se peut que Caroline ait vite deviné l'avantage qu'il y avait pour elle, ambitieuse et impérieuse, à épouser un mari, qui était un très bel homme, un merveilleux général de cavalerie, mais dont l'ambition, parfois un peu naïve, était peut-être plus soucieuse de panache que de pouvoir et se satisfaisait aisément avec des titres et des décorations. Le mariage se fit à la veille de ses dix-huit ans, au mois de janvier 1800, quelques semaines après le 18 Brumaire ; pour Murat, ce fut la récompense de son rôle dans le coup d'État.

Mme Murat eut deux passions maîtresses : la jalousie, ou mieux la haine de sa belle-sœur Joséphine, et la soif du pouvoir.

Si le divorce de Napoléon ne fut prononcé qu'en 1809, il ne dépendit pas d'elle qu'il ne l'eût été beaucoup plus tôt ; car elle mit tout en œuvre — elle était très peu scrupuleuse sur le choix des moyens — pour amener la brouille entre les deux

époux. Elle eut sa récompense dans le rôle d'apparat qu'elle joua lors des cérémonies du mariage autrichien : elle fut chargée d'aller chercher à Braunau, en Autriche, l'archiduchesse Marie-Louise et de la conduire à Compiègne, où l'Empereur l'attendait.

1806. CAROLINE, GRANDE-DUCHESSE DE CLÈVES ET DE BERG. Dès le Consulat, Murat était devenu gouverneur militaire de Paris ; à la proclamation de l'Empire, il reçut le bâton de maréchal, et peu après il fut élevé au rang de prince et de grand amiral.

Le fils de l'ancien aubergiste de la Bastide-Fortunière estimait sans doute qu'avec tous ces titres et les grasses dotations qui y étaient attachées, il eût été mal venu à se plaindre de son sort ; mais sa femme prisait davantage la réalité du pouvoir. Du jour où Élisa eut été dotée d'une principauté italienne, elle n'eut pas de cesse d'être aussi un chef d'État. En 1806, le maréchal fut bombardé grand-duc de Clèves et de Berg. Mais que signifiait un pareil État, qui n'avait que trois cent mille habitants, deux millions de revenus et pour capitale la petite ville de Dusseldorf ? Mme Murat, suivant le mot de Beugnot, « en était presque humiliée. On avait accepté en attendant mieux. »

Elle se consola de n'être que la grande-duchesse de Clèves et de Berg par la vie de plaisirs et de fêtes qu'elle mena à Paris ou à Fontainebleau, dans la période si brillante du règne de son frère qui suivit la paix de Tilsit. On parlait beaucoup de la somptuosité des fêtes qu'elle donnait dans son palais de l'Élysée. L'une d'elles est restée célèbre dans les fastes de la chronique mondaine du temps. Elle avait imaginé de faire déguiser ses invités en pièces de jeu d'échecs, avec les travestissements les plus originaux, et de les faire évoluer ainsi dans une sorte de ballet réglé avec un goût exquis. Que de chemin parcouru depuis les modestes comédies de famille jouées dans le petit salon de la rue Paradis !

1808. CAROLINE, REINE DE NAPLES. Murat, poussé par sa femme, s'était jeté à corps perdu dans les affaires d'Espagne ; il espérait bien y trouver une couronne royale, celle qui avait été portée jadis par le fils de Charles-Quint et par le petit-fils de Louis XIV. Mais il fallut se contenter du trône de Naples. Caroline trouvait que « la couronne de Naples était bien petite pour sa tête. » Napoléon connaissait bien sa sœur, toujours solliciteuse, jamais satisfaite. « Avec Mme Murat, disait-il, il faut que je me mette toujours en bataille rangée. » Outre le titre royal, il avait accordé de grands avantages pécuniaires à Joachim Ier Napoléon, roi de Naples et des Deux-Siciles, et à la reine Caroline ; car c'est ainsi que se titrèrent à partir de 1808 M. et Mme Murat.

Les deux époux se résignèrent à se rendre dans leur royaume et à régner sur leurs six millions de sujets. Pauline à Guastalla, Élisa à Florence, Caroline à Naples : l'Italie semblait faite pour doter les sœurs de Napoléon. Des trois, Caroline estimait sans doute qu'elle avait le mieux réussi : elle avait les plus grands États et le titre

CAROLINE BONAPARTE (MARIE-ANNONCIADE), la plus jeune sœur de Napoléon, née à Ajaccio en 1782. Épousée à dix-huit ans par Murat, elle eut à la fois un grand crédit sur son mari et sur son tout-puissant frère. En mauvais rapports avec sa belle-sœur Joséphine, elle poussa Napoléon au divorce. Grande-duchesse de Berg et de Clèves en 1806, reine de Naples en 1808, à défaut de n'avoir pas été reine d'Espagne, elle montra partout son caractère impérieux et passionné. Les sentiments qu'elle avait inspirés à Metternich avaient sauvé pour elle et pour son époux, lors du congrès de Vienne, la couronne de Naples. Après la mort de Murat (octobre 1815), elle fut emmenée à Trieste ; elle y vécut, dans une condition assez modeste, sous le nom de comtesse de Lipona. Elle mourut à Florence en 1839. De son mariage avec Murat elle eut deux fils et deux filles.

CAROLINE ARME MURAT. — Dans une loggia ouvrant sur la campagne, Caroline coiffe Murat de son colback ; l'uniforme de Murat est étincelant de galons d'or. (MAIRIE D'AJACCIO.)

PALAIS ROYAL DE CAPODIMONTE, A NAPLES. — Ce palais, commencé par Medrano au XVIII^e siècle, sous le règne de Charles III, fut la résidence de Joachim I^er et de la reine Caroline. Jardins célèbres. Du château, vue magnifique sur la ville et sur le golfe de Naples. CL. BROGI.

MORT DE JOACHIM I^er, ROI DE NAPLES, le 13 octobre 1815. — Débarqué à Pizzo, en Calabre, le 8 octobre 1815, fait prisonnier, Murat fut jugé et fusillé le même jour. Il mourut avec le plus grand courage; il fut enterré dans l'église de Pizzo. (BIBL. NAT., ESTAMPES, COLL. DE VINCK.)

le plus sonore, reine de Naples et des Deux-Siciles. A Naples, où elle se fixa désormais, Caroline fut vraiment reine. « On ne règne bien qu'à Naples, » disait-elle. Murat n'était qu'un roi de théâtre, peu gênant, bien qu'il lui arrivât de se révolter quelquefois contre certains actes de sa femme, notamment contre certaines fantaisies excessives de sa vie privée. Le roi de Naples, était souvent éloigné de sa capitale, comme en 1812 et en 1813, lors des campagnes de Russie et d'Allemagne où il reprit sa place dans les rangs de la Grande Armée. Caroline put alors donner la mesure de ses capacités politiques.

S'il n'était question que de son œuvre administrative, il y aurait beaucoup à louer en elle. La situation de la reine de Naples était beaucoup plus difficile que celle de la Sémiramis de Lucques. Dans les provinces napolitaines, le banditisme était un fléau sans cesse renaissant, et d'autant plus dangereux que les bandits n'étaient souvent que des patriotes déguisés, partisans des Bourbons. A quelques heures de Naples, en Sicile, l'ancienne dynastie continuait de régner, et à Naples même on vivait dans la crainte continuelle d'une descente des escadres anglaises. Une pareille situation exigeait beaucoup de fermeté et de vigilance ; c'était un rôle difficile : elle ne le joua pas sans mérite.

Mais le génie du gouvernement pour cette femme à l'ambition inassouvie était avant tout le génie de l'intrigue, et l'intrigue la conduisit à la trahison. C'est une triste page de l'histoire que la conduite de la reine de Naples dans les dernières années du règne de Napoléon, alors que c'était à Napoléon que Caroline et son mari devaient tout. Le retour précipité de Murat après la campagne de Russie, sa défection ouverte après la bataille de Leipzig, son alliance avec l'Autriche, ont leur principale explication dans les machinations ténébreuses que Caroline avait ourdies pour sauver la couronne de Naples au milieu du cataclysme final. Quelques années plus tôt, Caroline avait connu à Paris le prince de Metternich, quand il était ambassadeur d'Autriche ; une amitié intime s'était établie entre elle et lui. Malgré l'éloignement, elle comptait bien exploiter encore ce sentiment dans l'âme de celui qui était devenu le ministre tout-puissant de l'un des chefs de la coalition. Toute la trahison de Murat est dans les intrigues criminelles de sa femme, dont lui-même avait honte, et il ne savait pas la vérité complète. Napoléon ne s'y trompa point : « Murat, mon beau-frère, Murat ! en pleine trahison ! Je savais bien que Murat était une mauvaise tête, mais je croyais qu'il m'aimait. C'est sa femme qui est la cause de sa défection.... Caroline ! ma sœur ! me trahir !... » Joachim-Napoléon et Caroline avaient donc réussi à conserver leur couronne de Naples, lors du remaniement général de l'Europe qui se fit au congrès de Vienne ; ils l'avaient conservée, malgré les réclamations des Bourbons de Palerme et les instances de Louis XVIII. Pour le roi de France, le triomphe de Murat était dû à la cause « la plus honteuse dont l'histoire ait jusqu'ici fait mention ; car, si Antoine abandonna lâchement sa flotte et son armée, du moins c'était lui-même et non pas son ministre que Cléopâtre avait subjugué ».

1815. LA FIN DE MURAT. A un moment, au milieu de la crise de 1815 et quand le congrès européen siégeait encore à Vienne, Murat avait imaginé de se poser en champion de l'unité italienne. Il s'était mis en relations secrètes avec Napoléon, qui était alors à l'île d'Elbe et qui, sur le point de tenter son retour en France, avait bien voulu oublier la conduite de Murat et de Caroline depuis 1813.

Joachim Ier avait aussitôt pris les armes. Le 15 mars, — à pareille date Napoléon arrivait à Autun, — il partait de Naples avec une armée de trente-cinq mille hommes. Rome, Florence, Bologne tombèrent rapidement entre ses mains. De Rimini il lançait aux Italiens un appel retentissant : « Italiens, l'heure est venue où doivent s'accomplir les destinées de l'Italie. La Providence vous appelle enfin à être une nation indépendante. Des Alpes au détroit de Scylla, qu'on n'entende qu'un seul cri : Indépendance d'Italie ! »

Cette proclamation resta à peu près sans écho. Car, si le roi de Naples put encore pousser sa fortune jusqu'à Modène, il se heurta bientôt à une armée autrichienne, qui était mobilisée dans la région du Pô. Le combat de Ferrare, le 12 avril, marqua le commencement de sa retraite. Naples même était menacée par les Anglais. En reprenant le chemin de ses États, il éprouva, le 2 mai, à Tolentino, une grave défaite, qui fut le coup de grâce pour son armée improvisée. Six mille hommes à peine lui restaient, quand il rentra dans sa capitale le 9 mai. Ce fut pour signer une convention militaire avec les généraux autrichiens et anglais : il licenciait son armée et il évacuait son royaume. Le 20 mai, il s'embarquait pour la France, tandis que Ferdinand IV, chassé de sa capitale depuis 1806, accourait de Palerme à Naples.

Retiré en Provence, auprès de Cannes, Murat, qui n'avait pas obtenu de Napoléon de reprendre du service dans son armée, passa au bout de quelque temps en Corse. Là, des émissaires napolitains, en réalité des agents provocateurs et des traîtres, vinrent lui parler de la fidélité que lui gardaient ses anciens sujets; ils lui représentèrent la situation de Ferdinand IV comme très mal assise. Murat crut à ces rapports mensongers et il rêva d'avoir, lui aussi, son retour de l'île d'Elbe. Il prit la mer avec une flottille de petits bâtiments de commerce. Le 8 octobre, le bâtiment qui le portait aborda au petit port de Pizzo, sur la côte de Calabre. Trente compagnons composaient toute son escorte. Il vit qu'il était tombé dans un guet-apens, mais il ne se rendit qu'après une énergique résistance.

Bientôt arriva de Naples l'ordre de le traduire devant une commission militaire. La même journée, 13 octobre 1815, vit son simulacre de jugement et sa mort. Il écrivit une lettre à sa femme et à ses enfants ; puis il fit face bravement au peloton d'exécution. Il avait quarante-quatre ans. Sa statue au cimetière de Bologne porte cette inscription, qui rappelle son rôle en 1815 : *Propugnatore dell' italica indipendenza.*

LES DERNIÈRES ANNÉES DE CAROLINE. Peu après la bataille de Tolentino, Caroline avait été enlevée de Naples, avec ses quatre enfants, par une

division navale anglaise, et conduite comme prisonnière à Trieste. Pendant plusieurs années, elle y fut tenue dans une sorte de surveillance ; elle ne put obtenir de se retirer à Rome auprès de sa mère. Depuis qu'elle n'était plus reine de Naples, elle se faisait appeler comtesse de Lipona, anagramme de ce nom de Napoli qui lui rappelait ses heures de royauté.

Dans sa solitude de Trieste, elle reçut un jour une visite qui lui fit grand plaisir, celle de Mme Récamier, qu'elle avait connue autrefois à Paris et à Naples. « Croyez, ma chère Juliette, lui avait-elle écrit, que si vous me donnez le plaisir de vous embrasser, ce sera le plus grand bonheur que j'aurai éprouvé depuis onze ans. » Elle n'avait plus avec elle ses deux filles, qui étaient mariées en Italie, ni ses deux fils, qui étaient allés chercher fortune aux États-Unis. Elle revit Paris en 1838. Elle obtint alors du gouvernement de Louis-Philippe une pension annuelle de cent mille francs. Elle n'en jouit pas longtemps ; car elle mourut à Florence l'année suivante, à cinquante-sept ans.

Il en fut des sœurs de Napoléon comme de ses trois frères qui portèrent des couronnes : les uns et les autres furent des satellites, et leur existence fut toute d'emprunt. Astres secondaires, ils tournèrent autour du soleil impérial, qui leur avait donné la lumière et la puissance ; le soleil disparu, ils furent tous replongés dans le néant. Cependant les sœurs de Napoléon eurent leur originalité propre. Il se peut que la sainteté n'ait été le lot d'aucune des trois ; mais le besoin de paraître, l'esprit d'indépendance, la soif du pouvoir surabondèrent en elles : elles étaient bien des Bonaparte. Élisa, Pauline, Caroline ont été mêlées à titres divers, mais d'une manière active, à la vie générale de leur temps. Même à côté de Napoléon, il y a une place à faire, dans les galeries de l'histoire impériale, au souvenir de Caroline-Cléopâtre, de Pauline-Vénus et d'Élisa-Sémiramis.

LES NAPOLÉONIDES. Doit-on féliciter Napoléon ou le plaindre d'avoir eu une famille nombreuse? Ses propres témoignages à cet égard sont contradictoires. Tantôt il dit : « Il n'est pas jusqu'au grand nombre de mes frères et de mes sœurs qui ne m'ait été grandement utile, en multipliant mes rapports et mes moyens d'influence. » Tantôt il dit : « Mes parents m'ont fait beaucoup plus de mal que je ne leur ai fait de bien... Ils ont des royaumes, que les uns ne savent pas conduire et dans lesquels d'autres me compromettent en me parodiant. »

Certainement il n'était pas aisé de régenter une famille qui comptait des Lucien et des Caroline, et dans laquelle les moins indociles, comme les Joseph et les Elisa, avaient l'amour des honneurs et de l'argent. « Il est sûr, disait Napoléon à Sainte-Hélène, que j'ai été peu secondé des miens, et qu'ils ont fait bien du mal à moi et à la grande cause. On a souvent vanté la force de mon caractère ; je n'ai été qu'une poule mouillée, surtout pour les miens ; et ils le savaient bien : la première bourrade passée, leur persévérance, leur obstination l'emportaient toujours ; et, de guerre lasse, ils ont

fait de moi ce qu'ils ont voulu.... Si chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles, l'Europe jouirait d'un système nouveau, nous serions bénis. Je n'ai pas eu le bonheur de Gengis-Khan avec ses quatre fils, qui ne connaissaient d'autre rivalité que celle de le bien servir. Moi, nommais-je un roi, il se le croyait tout aussitôt *par la grâce de Dieu*, tant le mot est épidémique. Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer, c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant.... Ils avaient tout aussitôt la manie de se croire adorés, préférés à moi. C'était moi désormais qui les gênais, qui les mettais en péril. Des légitimes n'auraient pas agi autrement; ils ne se seraient pas crus plus ancrés. Pauvres gens !... Tous, à l'abri de mes travaux, ont joui de la royauté; moi seul n'en ai connu que le fardeau. Tout le temps j'ai porté le monde sur mes épaules, et ce métier, après tout, ne laisse pas que d'avoir sa fatigue.... »

La confession est singulière, et l'on ne s'attendait pas à voir apparaître le souvenir de Gengis-Khan et de ses quatre fils, comme il y a sur une place d'Ajaccio la statue équestre de Napoléon entourée des statues debout de ses quatre frères, tous habillés à la romaine. On peut ne pas souscrire à toutes les parties de ce monologue. Cependant on peut être porté à penser, comme Stendhal, qu'il eût été plus heureux pour Napoléon de n'avoir point eu de famille. Pour Napoléon, pour sa tranquillité personnelle, peut-être même pour le bonheur de la France, c'est possible. Mais combien la beauté pittoresque ou mieux dramatique de l'histoire y aurait perdu! Nous n'aurions pas eu à contempler ce spectacle unique, qui, au bout d'un siècle, donne parfois une impression de vertige : la mère veuve, la paysanne corse, la « Cornélie rustique », la femme forte et prudente, qui se méfie, qui songe à l'avenir et qui fait des économies; le cadet de ses huit enfants, général, consul, empereur-roi, maître de la France et de l'Europe; et les sept autres, frères et sœurs, Joseph, Lucien, Élisa, Louis, Pauline, Caroline, Jérôme, regimbant sous le fouet de leur terrible frère, qui conduit à grand fracas à travers l'Europe l'attelage bruyant et empanaché des Napoléonides.

PRUDHON

JOSÉPHINE
(MUSÉE DU LOUVRE.)

CHAPITRE XV

NAPOLÉON ET JOSÉPHINE

LES PREMIÈRES RELATIONS AVEC JOSÉPHINE. ⁂ LE PASSÉ DE JOSÉPHINE DE BEAUHARNAIS. ⁂ JOSÉPHINE EN 1795. ⁂ A LA VEILLE DU MARIAGE AVEC BONAPARTE. ⁂ 1796. LE MARIAGE. ⁂ LE DÉPART POUR L'ITALIE. ⁂ LES LETTRES DE BONAPARTE EN ITALIE. ⁂ LA JALOUSIE DE BONAPARTE. ⁂ LA RÉCONCILIATION DES DEUX ÉPOUX. ⁂ JOSÉPHINE IMPÉRATRICE. ⁂ LE LUXE DE JOSÉPHINE. ⁂ SON CARACTÈRE. ⁂ L'IDÉE DU DIVORCE. ⁂ NAPOLÉON ABORDE LA QUESTION DU DIVORCE. ⁂ LES MANŒUVRES DE FOUCHÉ. ⁂ LES HÉSITATIONS DE NAPOLÉON. ⁂ NAPOLÉON DÉCIDE LE DIVORCE. ⁂ 1809. LE DIVORCE. ⁂ LES DERNIÈRES ANNÉES A LA MALMAISON.

BONAPARTE venait d'être nommé commandant en chef de l'armée de l'Intérieur. Un jour, — c'était à la fin d'octobre 1795, — il reçut, à son hôtel de la rue des Capucines, la visite d'un tout jeune homme, qui avait à peine quatorze ans. Il s'appelait Eugène de Beauharnais ; son père, le vicomte Alexandre de Beauharnais, ancien commandant en chef de l'armée du Rhin, était mort sur l'échafaud. Eugène venait demander au commandant de l'armée de l'Intérieur de faire rendre à sa mère et à lui-même l'épée de son père, qui venait d'être saisie dans une perquisition. Bonaparte fut frappé de la contenance simple et fière de cet enfant ; il donna l'ordre de rendre l'épée du général de Beauharnais.

LES PREMIÈRES RELATIONS AVEC JOSÉPHINE. ⁂ Le lendemain, la citoyenne Beauharnais vint remercier le général Bonaparte ; il la voyait alors pour la première fois. Tout de suite, il faut le croire, il fut pris par le charme de cette femme, très jeune encore avec ses trente-deux ans, élégante, élancée, belle peut-être, mais surtout infiniment séduisante dans sa voix, dans son regard, dans sa démarche un peu nonchalante de créole ; elle avait, en effet, ce don exquis, le plus divin de tous :

La grâce, plus belle encore que la beauté.

Lui-même avait six ans de moins, vingt-six ans à peine. Sa vie jusqu'alors avait

été sévère ; dans les loisirs très occupés de sa vie de garnison, il avait à peine entrevu la société des femmes. Et voici qu'une femme, veuve d'un ci-devant noble, pleine d'attraits, était dans son salon. La démarche de la visiteuse était très naturelle sans doute, simple visite de politesse ; mais il ne put s'empêcher d'en être un peu surpris et infiniment flatté, lui qui ne connaissait guère encore que la rudesse des camps. Ce fut le coup de foudre.

Le général rendit sa visite à la citoyenne Beauharnais. Elle habitait une maison de la rue Chantereine, aujourd'hui rue de la Victoire, à l'emplacement du numéro 60. C'était, au fond d'un passage, un petit pavillon, surélevé de quelques marches, que gardaient deux lions en pierre. Un rez-de-chaussée et un étage ; cinq pièces par étage ; au rez-de-chaussée, un salon orné de glaces, avec deux portes-fenêtres qui ouvraient sur un jardin.

Bonaparte devint bien vite un familier de l'hôtel de la rue Chantereine ; il se prenait de plus en plus aux charmes de celle qui l'habitait. Il voyait encore sa belle amie chez la citoyenne Tallien, dont le salon réunissait le monde du Directoire ; c'était un monde heureux de vivre, de briller, de dépenser, assez peu soucieux de certaines questions de tenue et de moralité. Barras, qui y donnait le ton, — il avait alors quarante ans, — n'était point un rigoriste.

LE PASSE DE JOSÉPHINE DE BEAUHARNAIS. La vie de Joséphine n'avait pas beaucoup de mystères. Marie-Josèphe-Rose, dite Joséphine, était née Tascher de La Pagerie. Son père, Joseph Tascher de La Pagerie, sa mère, Rose-Claire des Vergers de Sannois, appartenaient à des familles établies aux « Iles », c'est-à-dire aux Antilles, depuis le commencement du XVIIIe siècle. Elle-même était née aux Trois-Ilets, à la Martinique, le 23 juin 1763. L'instruction qu'elle reçut dans un couvent de Fort-Royal, aujourdhui Fort-de-France, ne put être que très sommaire ; la jolie créole avait autre chose à faire en ce monde qu'à être un bas-bleu. Conduite en France, Joséphine y avait épousé, en 1779, le vicomte Alexandre de Beauharnais, fils d'un ancien gouverneur de la Martinique ; elle avait alors seize ans et demi, et son mari dix-neuf. Un fils, Eugène, naquit au mois de septembre 1781 ; une fille, Hortense, au mois d'avril 1783. Le jeune époux, brillant cavalier, avait à Paris des succès de salon ; il ne tarda pas à délaisser sa jeune femme et même à l'oublier tout à fait. Joséphine, de son côté, s'était mise rapidement au ton de la société parisienne, dans ces années qui passaient alors pour les plus agréables du siècle. « Qui n'a pas vécu avant 1789, disait Talleyrand, ne connaît pas la douceur de vivre. »

Le vicomte de Beauharnais et sa femme avaient fini par se séparer, en 1784, à la suite d'un procès où tous les torts avaient été pour le mari. Joséphine avait quitté alors le couvent de Pentemont, rue de Grenelle, qui était comme une pension pour les femmes du monde ; elle était retournée à la Martinique. Les désordres avaient commencé là-bas avec la Révolution ; aussi revint-elle à Paris à la fin de l'année 1790. Y eut-il réconcilia-

tion entre les deux époux ? C'est peu probable ; ils vivaient séparés l'un de l'autre. Le mari avait su pousser sa fortune. Il avait été élu aux États Généraux ; il fut deux fois président de l'Assemblée Constituante ; il avait été nommé commandant en chef de l'armée du Rhin. Survint la Terreur, qui lui coûta la liberté et la vie. Elle-même, la ci-devant vicomtesse, avait été enfermée à la prison des Carmes, le 21 avril 1794 ; trois mois plus tard, le 23 juillet, elle était veuve. Elle s'attendait à être envoyée à son tour à l'échafaud ; mais Thermidor se fit : dès le 6 août, elle était remise en liberté.

Elle connut vers cette époque Teresia Cabarrus, qui, à vingt ans, était déjà divorcée et remariée au citoyen Tallien ; elles devinrent deux amies inséparables.

JOSÉPHINE EN 1795. Tout en brillant dans les salons de Tallien et de Barras, Joséphine connut-elle la gêne ? Sa fortune était assez considérable, puisqu'elle se montait à vingt-cinq mille livres de rentes ; mais elle consistait en domaines à la Martinique et c'étaient à cette époque des revenus bien incertains. Passionnée pour la toilette, grisée par la joie de se produire, Joséphine n'avait jamais su compter. En 1795, elle habitait une maison de campagne, à Croissy, près de Saint-Germain. Le futur chancelier Pasquier eut l'occasion de l'y connaître.

« Nous avions, dit-il, pour voisine Mme de Beauharnais, dont nous étions loin de prévoir la prodigieuse fortune. Sa maison était contiguë à la nôtre ; elle n'y venait plus que rarement, une fois par semaine, pour y recevoir Barras, avec la nombreuse société qu'il traînait à sa suite. Dès le matin, nous voyions arriver des paniers de provisions, puis des gendarmes à cheval commençaient à circuler sur la route de Nanterre à Croissy, car le jeune Directeur arrivait le plus souvent à cheval. La maison de Mme de Beauharnais avait, comme c'est assez la coutume chez les créoles, un certain luxe d'apparat ; à côté du superflu, les choses les plus nécessaires faisaient défaut. Volailles, gibier, fruits rares encombraient la cuisine (nous étions alors à l'époque de la plus grande disette) et, en même temps, on manquait de casseroles, de verres, d'assiettes, qu'on venait emprunter à notre chétif ménage. »

Joséphine avait mis ses enfants en pension à Saint-Germain : Eugène dans l'institution de l'Irlandais Patrice Mac Dermott, Hortense dans la maison d'éducation que Mme Campan, la future surintendante de la maison d'Écouen, avait ouverte à l'extrémité de la ville, à l'entrée de la forêt. Elle-même, pour mener le train de vie qui lui plaisait, était obligée d'emprunter d'assez fortes sommes. On disait que Barras lui voulait du bien. La vérité est qu'elle avait obtenu du Directeur une faveur assez singulière. Elle avait demandé une indemnité pour la perte de la voiture et de l'équipage de son mari, que les représentants de la Convention avaient, en 1793, confisqués à l'armée du Rhin. Barras avait fait accorder à la solliciteuse une paire de chevaux noirs et une calèche ; le tout provenait des écuries et des remises du ci-devant roi. C'est dans cet équipage, don de Barras, que le Corse à cheveux plats devait être conduit, le soir de son mariage, au petit hôtel de la rue Chantereine.

A LA VEILLE DU MARIAGE AVEC BONAPARTE. Pour la citoyenne Beauharnais, un nouveau mariage était devenu un peu comme une nécessité sociale. A voir l'attitude que le vainqueur de Vendémiaire eut tout de suite avec elle, elle avait bientôt compris qu'elle était à la veille de changer de nom devant l'officier de l'état civil. Mais ce qui fut chez Bonaparte l'effet d'une passion violente, impétueuse, irrésistible, fut chez cette femme coquette et maîtresse d'elle-même l'effet de manèges habiles et de calculs réfléchis. Un jour, elle écrivait à Bonaparte : « Vous ne venez plus voir une amie qui vous aime ; vous l'avez tout à fait délaissée ; vous avez bien tort, car elle vous est tendrement attachée. Venez demain septidi déjeuner avec moi ; j'ai besoin de vous voir et de causer avec vous sur vos intérêts. » En même temps, elle faisait à une amie de singulières confidences sur son état d'âme :

« Vous avez vu chez moi le général Bonaparte. Eh bien, c'est lui qui veut servir de père aux orphelins d'Alexandre de Beauharnais, d'époux à sa veuve. — L'aimez-vous ? allez-vous me demander. — Mais... non. — Vous avez donc pour lui de l'éloignement ? — Non ; mais je me trouve dans un état de tiédeur qui me déplaît, et que les dévots trouvent plus fâcheux que tout en fait de religion. Barras assure que, si j'épouse le général, il lui fera obtenir le commandement en chef de l'armée d'Italie. Hier, Bonaparte, en me parlant de cette faveur, qui fait déjà murmurer ses frères d'armes, quoiqu'elle ne soit pas encore accordée : « Croient-ils, me disait-il, que j'aie besoin de protection pour parvenir ? Ils seront « tous trop heureux, un jour, que je veuille bien leur accorder la mienne. « Mon épée est à mon côté, et, avec elle, j'irai loin. » Que dites-vous de cette certitude de réussir ? Je ne sais, mais quelquefois cette assurance ridicule me gagne, au point de me faire croire possible tout ce que cet homme singulier se mettrait dans la tête de faire ; et, avec son imagination, qui peut calculer ce qu'il entreprendrait ! » Son notaire, Me Raguideau, lui déconseillait ce qui lui paraissait un sot mariage. « Eh quoi ! épouser un général qui n'avait que la cape et l'épée, possesseur tout au plus d'une bicoque ! Mieux vaudrait épouser un fournisseur ! »

1796. LE MARIAGE. Le contrat de mariage fut passé le 8 mars 1796. Le futur époux déclarait ne posséder « aucuns immeubles ni aucuns biens mobiliers autres que sa garde-robe et ses équipages de guerre. » Cependant il constituait « à la future épouse un douaire de quinze cents francs de rente annuelle viagère. » Le mariage eut lieu le lendemain 9 mars, à la mairie de la rue d'Antin. Les deux témoins du marié étaient Barras et Tallien ; ceux de la mariée, Lemarois, aide de camp du général, et Calmelet, l'homme de confiance de Joséphine. Rendez-vous avait été pris pour huit heures du soir. Tous s'y trouvaient, moins Bonaparte : il n'arriva qu'un peu après dix heures. « Allons, monsieur le maire, mariez-nous

JOSÉPHINE, IMPÉRATRICE DES FRANÇAIS. — Marie-Josèphe-Rose Tascher de La Pagerie, dite Joséphine, née aux Trois-Ilets (Martinique) le 23 Juin 1763. Conduite en France, elle y épousa (13 décembre 1779) le vicomte Alexandre de Beauharnais, fils d'un ancien gouverneur de la Martinique. Deux enfants naquirent de ce mariage : un fils (3 septembre 1781), qui fut le prince Eugène ; une fille (10 avril 1783), qui fut la reine Hortense. Elle fut arrêtée (21 avril 1794) et mise à la prison des Carmes ; la révolution du 9 Thermidor lui rendit la liberté. Le 9 mars 1796, elle épousa le général Bonaparte ; son mariage religieux ne fut célébré que le 30 novembre 1804, avant-veille du jour où elle fut sacrée et couronnée à Notre-Dame comme Impératrice des Français. Son mariage fut cassé le 14 décembre 1809. En dehors de quelques séjours au château de Navarre, près d'Évreux, elle se fixa à la Malmaison ; elle y mourut le 29 mai 1814. — Elle est représentée ici en costume impérial.

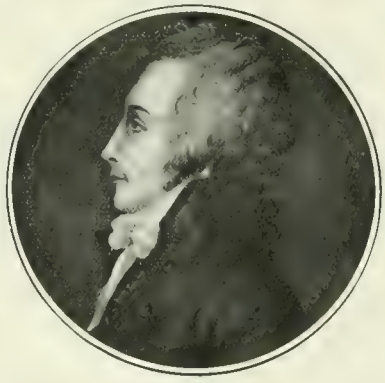
PAR GÉRARD. MUSÉE DE VERSAILLES.

LE CHATEAU DE LA MALMAISON, acheté par Josephine en 1799 ; elle y mourut en 1814. Vue actuelle de l'entrée principale, près de la route de Paris à Saint-Germain. (On a donné à la page 107 une autre vue du château.)

CL. HACHETTE.

JOSÉPHINE.
(MUSÉE DE LA MALMAISON.)

HORTENSE à 17 ans.
PAR BOQUET.
(COLL. BERNARD FRANCK.)



Vte DE BEAUHARNAIS.
PAR TH. BERNY.
(COLL. BERNARD FRANCK.)

CELLULE DE JOSÉPHINE A LA PRISON DES CARMES. — *Le 19 avril 1794, un arrêté du Comité de Sûreté générale ordonna l'arrestation de « la nommée Beauharnais, femme du ci-devant général, rue Dominique, 953* (sic) ». *Joséphine fut conduite le 21 avril à la prison des Carmes, dans les bâtiments actuels de l'Institut catholique, rue de Vaugirard. Elle y retrouva le général son mari, écroué le 14 mars. Celui-ci périt sur l'échafaud le 23 juillet. Joséphine fut remise en liberté, après les journées de Thermidor, le 6 août.*

CL. HACHETTE

Mme TALLIEN, *plus tard princesse de Chimay.*
PAR GUÉRIN. (M. DE VERSAILLES.)

Mme CAMPAN, *surintendante de la maison d'Écouen.*
PAR Mlle DUVIDAL. (M. DE VERSAILLES.)

vite. » Sur l'acte de l'état civil, Bonaparte se dit né le 5 février 1768 ; Joséphine se dit née en 1767. L'un se vieillissait d'un an et demi, l'autre se rajeunissait de quatre ans. Il n'y avait plus que six mois de différence entre les deux époux. Tout cela, cour du soupirant, fiançailles, mariage, fut mené assez rondement et enlevé un peu à la hussarde.

LE DÉPART POUR L'ITALIE. Le lendemain du mariage, Joséphine conduisit son mari à Saint-Germain pour voir ses deux enfants. La petite Hortense, qui avait alors près de treize ans, était fort intimidée ; elle avait déjà vu son futur beau-père à un dîner chez Barras, où sa mère l'avait conduite et où elle avait été placée à côté du général. Elle avait confié à ses amies de pension qu'elle avait bien du chagrin : sa mère allait épouser le général Bonaparte ; il lui faisait peur ; elle craignait qu'il ne fût bien sévère pour elle et pour Eugène. Mais ce jour-là, le général, marié depuis moins de vingt-quatre heures, fut charmant. Il fit force compliments aux élèves et à leur maîtresse. « Il faudra que je vous confie ma petite sœur Caroline, madame Campan ; tâchez de me la rendre aussi savante que la chère Hortense. » Et il pinçait légèrement à celle-ci le bout de l'oreille.

S'il est vrai que Bonaparte soit allé ce jour-là à Saint-Germain, il ne dut y faire qu'une courte visite ; car il était très occupé à préparer son départ et sa future campagne. Le 2 mars, en effet, sept jours avant son mariage, il avait été nommé général en chef de l'armée d'Italie. L'influence de Barras n'avait pas été étrangère à cette nomination ; on se rappelle le mot qui courut alors : ce commandement, c'était la dot de la citoyenne Beauharnais.

Le 11 mars, moins de quarante-huit heures après la cérémonie de la rue d'Antin, Bonaparte montait en chaise de poste. Il partait pour la barrière d'Italie, c'est-à-dire pour dix-neuf ans de gloire et de courses folles à travers l'Europe.

LES LETTRES DE BONAPARTE EN ITALIE. Ah ! quelle impression lui avait donnée cette femme, auprès de laquelle il avait passé quelques heures à peine ! A chaque étape, ce sont des lettres enflammées, telles que femme adorée n'en reçut jamais de plus brûlantes. De Chanceaux, dans la Côte-d'Or, il lui écrivait, le 14 mars :

« Chaque instant m'éloigne de toi, adorable amie, et à chaque instant je trouve moins de force pour supporter d'être éloigné de toi. Tu es l'objet perpétuel de ma pensée ; mon imagination s'épuise à chercher ce que tu fais. Si je te vois triste, mon cœur se déchire et ma douleur s'accroît. Si tu es gaie, folâtre avec tes amis, je te reproche d'avoir bientôt oublié la douloureuse séparation de trois jours. Comme tu vois, je ne suis pas facile à contenter. »

Le 4 avril, de Porto-Maurizio, avant d'arriver à Savone, ce nouveau cri de passion :

« Mon unique Joséphine, loin de toi, le monde est un désert où je reste isolé. Tu m'as ôté plus que mon âme ; tu es l'unique pensée de ma vie.... Par quel art as-tu su

captiver toutes mes facultés, concentrer en toi mon existence morale ? Vivre pour Joséphine : voilà l'histoire de ma vie ! »

Dans un rapport à Carnot, écrit de Plaisance le 9 mai 1796, après le passage du Pô, il trouve moyen de parler de sa femme : « Je vous la recommande : elle est patriote sincère, et je l'aime à la folie. » Cependant des sentiments d'inquiétude étaient déjà venus assombrir cet amour qui ne pouvait se maîtriser :

« Ah ! mon adorable femme ! Je ne sais quel sort m'attend ; mais s'il m'éloigne plus longtemps de toi, il me sera insupportable ; mon courage ne va pas jusque-là. L'idée que ma Joséphine peut être mal, et surtout la cruelle, la funeste pensée qu'elle pourrait m'aimer moins flétrit mon âme, arrête mon sang, me rend triste, abattu, ne me laisse pas même le courage de la fureur et du désespoir.... Mourir sans être aimé de toi, c'est le tourment de l'enfer, c'est l'image vive et frappante de l'anéantissement absolu. Il me semble que je me sens étouffer. Mon unique compagne, toi que le sort a destinée pour faire avec moi le voyage pénible de la vie, le jour où je n'aurai plus ton cœur sera celui où la nature sera pour moi sans chaleur et sans végétation. »

Bonaparte avait culbuté les armées de Colli et de Beaulieu. Sur le point de signer l'armistice de Cherasco, il veut à tout prix que Joséphine vienne le rejoindre : « Tu as été bien des jours sans m'écrire. Que fais-tu donc ? Tu vas venir, n'est-ce pas ? Tu vas être ici à côté de moi, sur mon cœur, dans mes bras ? Prends des ailes, viens ! viens ! » Mais elle ne comprenait rien à cette passion violente, qui était de la lave en fusion ; son indolence, sa nonchalance, sa douceur de se laisser vivre n'étaient point faites pour ces amours dévorantes. Murat, qui était venu à Paris apporter au Directoire les trophées de Montenotte et de Lodi, avait remis à Mme Bonaparte une lettre de son mari. « Cette lettre, qu'elle me fit voir, dit un contemporain, portait, ainsi que toutes celles qu'il lui avait adressées depuis son départ, le caractère de la passion la plus violente. Joséphine s'amusait de ce sentiment, qui n'était pas exempt de jalousie. Je l'entends encore lisant un passage dans lequel, semblant repousser des inquiétudes qui visiblement le tourmentaient, son mari lui disait : « S'il était vrai pourtant ! Crains le poignard d'Othello ! » Je l'entends dire, avec son accent créole, en souriant : « Il est drôle, Bonaparte. » Malgré tout, la lettre était si pressante ou si impérative qu'il lui fallut partir. Mais quitter Paris, sa maison de la rue Chantereine, le palais du Luxembourg, les salons des Directeurs, quelle tristesse !

LA JALOUSIE DE BONAPARTE. Joséphine était donc venue en Italie ; combien elle était peu à l'unisson de son mari ! « M. Serbelloni vous fera part, écrit-elle à sa tante, de la manière dont j'ai été reçue en Italie, fêtée partout où j'ai passé ; tous les princes d'Italie me donnent des fêtes, même le grand-duc de Toscane, frère de l'empereur. Eh bien, je préfère être simple particulière en France.... Je m'ennuie beaucoup. » Bonaparte souffrait de voir sa femme en proie à cette indifférence, quand lui-même débordait de passion et d'activité ; il le lui disait, avec l'accent d'un dis-

ciple de *la Nouvelle Héloïse* : « Tes lettres sont froides comme cinquante ans ; elles ressemblent à quinze ans de mariage. On y voit l'amitié et les sentiments de cet hiver de la vie. C'est bien méchant, bien mauvais, bien traître à vous. Que vous reste-t-il pour me rendre bien à plaindre ? Ne plus m'aimer ? Eh ! c'est déjà fait. Me haïr ? Eh bien, je le souhaite : tout avilit, hors la haine ; mais l'indifférence au pouls de marbre, à l'œil fixe, à la démarche monotone !... »

La jalousie avait dès lors mordu Bonaparte au cœur, de cette morsure qui laisse des traces impérissables. C'était en 1798, pendant la campagne d'Égypte. Un jour, devant El-Arish, il se promenait seul avec Junot. Celui-ci rapportait au général des bruits fâcheux, qui circulaient sur Joséphine et que des lettres privées avaient fait connaître à l'armée. Bonaparte l'écoute, les yeux égarés, puis il va rejoindre Bourrienne. « Vous ne m'êtes point attaché, lui dit-il brusquement. Ah ! les femmes !... Joséphine !... Si vous m'étiez attaché, vous m'auriez informé de tout ce que je viens d'apprendre par Junot. Voilà un véritable ami ! Joséphine !... Et je suis à six cents lieues.... Vous deviez me le dire. Joséphine !... M'avoir ainsi trompé ! Malheur à eux ! J'exterminerai cette race de freluquets et de blondins !... Quant à elle, le divorce. Oui ! le divorce ! Un divorce public, éclatant ! Il faut que j'écrive ! Je sais tout.... C'est votre faute. Vous deviez me le dire. » Sa jalousie était telle qu'il en entretenait le propre fils de Joséphine, Eugène, âgé alors de dix-sept ans, et qui était son aide de camp. « C'est ordinairement le soir, rapporte Eugène, qu'il me faisait ses plaintes et ses confidences, en se promenant à grands pas dans sa tente. J'étais le seul avec lequel il pût librement s'épancher. Je cherchais à adoucir ses ressentiments ; je le consolais de mon mieux et autant que pouvaient me le permettre mon âge et le respect qu'il m'inspirait. »

LA RÉCONCILIATION DES DEUX ÉPOUX. Quand Bonaparte était rentré brusquement à Paris, le 16 octobre 1799, il n'avait pas trouvé Joséphine dans sa maison de la rue de la Victoire. L'épouse soupçonnée était allée au-devant du vainqueur des Pyramides, en prenant la route de Bourgogne ; comme celui-ci était passé par Nevers, ils ne s'étaient pas rencontrés. Joséphine revint en toute hâte à Paris. La première entrevue des deux époux fut très froide ; mais bien vite Bonaparte retomba sous le charme de cette femme qui l'ensorcelait. Puis, avec ses relations de société, avec son art de maîtresse de maison, elle lui était utile pour un double rôle qu'il songeait à jouer, le rôle de conspirateur préparant un coup d'État, le rôle de vainqueur voulant réconcilier les esprits et tenir une cour.

Les années du Consulat furent pour Joséphine ses années heureuses ; aux Tuileries, surtout à la Malmaison, elle devenait de jour en jour une manière de reine. Elle avait fini par obtenir de son mari un gage d'affection auquel elle tenait beaucoup : le 30 novembre 1804, le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur, avait célébré aux Tuileries le mariage religieux des deux époux. Le surlendemain, 2 décembre, José-

phine avait été associée au sacre ; Napoléon l'avait couronnée lui-même à Notre-Dame, et avec quel apparat ! Elle était sa femme devant Dieu ; elle était impératrice, reconnue et proclamée comme telle à la face du pape, des rois et des peuples.

JOSÉPHINE IMPÉRATRICE. On pense bien qu'il n'y aurait rien à dire de Joséphine pendant l'époque impériale, si l'on avait l'idée de parler de son rôle politique. Joséphine n'eut jamais la prétention de compter dans l'État ; et si elle en avait eu l'idée, le rôle eût été entièrement impossible à la femme de César. Elle continua à vivre sous l'Empire comme elle avait vécu sous le Consulat. Bonne, compatissante, secourable, elle employait le crédit dont elle pouvait disposer à secourir et à défendre les malheureux. Que d'émigrés lui durent la radiation de leurs noms sur les listes fatales et la restitution de leurs biens !

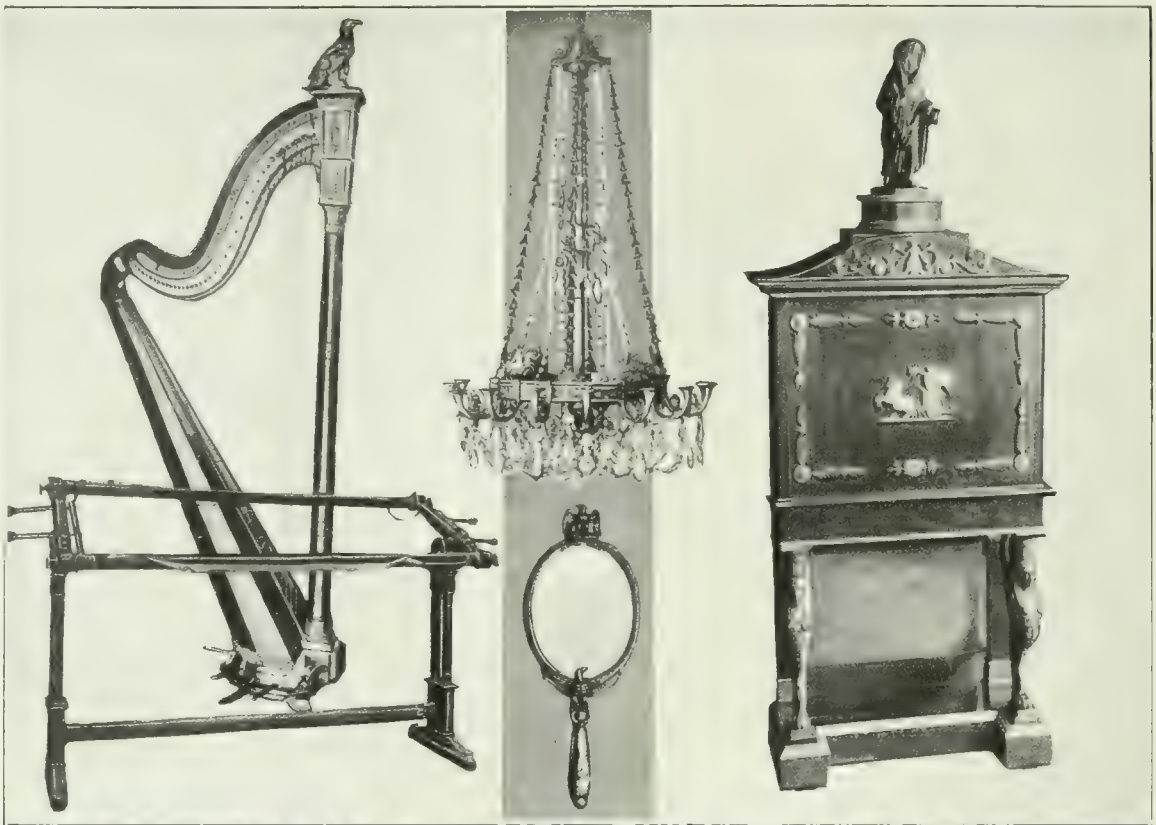
A plus de quarante ans, Joséphine avait conservé un air de jeunesse et un aspect séduisant. Le regard avait un très grand charme ; la bouche, fort petite, cachait avec adresse de mauvaises dents ; le teint, un peu foncé, se dissimulait habilement à l'aide des fards ; la taille était toujours parfaite ; les membres, souples et délicats ; toute la démarche, aisée et gracieusement nonchalante. Elle était bien la Joséphine qu'a immortalisée le pinceau de Prud'hon. Assise, dans une attitude de rêverie, sur un banc de rochers, au milieu des bois de la Malmaison, vêtue d'une robe blanche décolletée à broderies d'or, un châle rouge drapé autour d'elle, elle s'offre à l'admiration.

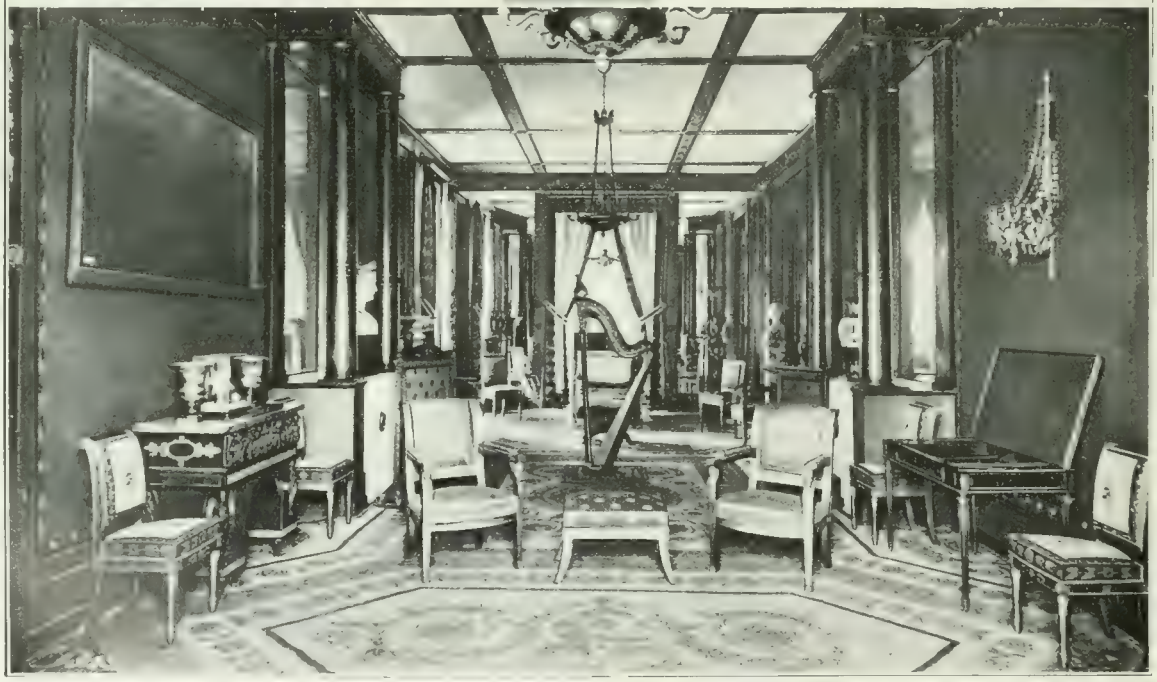
LE LUXE DE JOSÉPHINE. La plus grande passion de Joséphine, la seule peut-être, était la parure, qui l'entraînait à des dépenses excessives. Bourrienne rapporte à ce propos de curieuses confidences que l'Empereur lui faisait sur l'Impératrice au mois de mars 1805. « Allez la voir, tâchez encore une fois de lui faire entendre raison sur ses folles dépenses ; chaque jour j'en découvre de nouvelles, et cela me met au supplice. Quand je lui en parle, je me fâche, je m'emporte, elle pleure, je lui pardonne, je crie, elle fait de belles promesses ; mais le lendemain, c'est la même chose, et c'est toujours à recommencer. » Le secrétaire de Napoléon était allé reporter ces paroles à l'Impératrice. « Que voulez-vous, lui répondit-elle avec une naïveté touchante, est-ce que c'est ma faute ? On m'apporte de belles choses ; on me les montre ; on les vante devant moi ; je les achète ; on ne me demande pas d'argent ; et puis, on réclame le paiement quand je n'en ai pas ; après, cela va à ses oreilles, et il se met en colère. Quand j'ai de l'argent, Bourrienne, vous savez l'emploi que j'en fais ; je le donne en grande partie à des malheureux qui viennent m'en demander, à de pauvres émigrés. Allons, je vais tâcher d'être plus économe ; dites-le-lui si vous le revoyez. »

Les reproches de Napoléon sur les folles dépenses de Joséphine n'étaient que trop fondés ; elle était incapable de se priver d'une fantaisie, même ruineuse. Sous le Consulat, elle avait entendu parler d'un collier de perles qui avait appartenu à

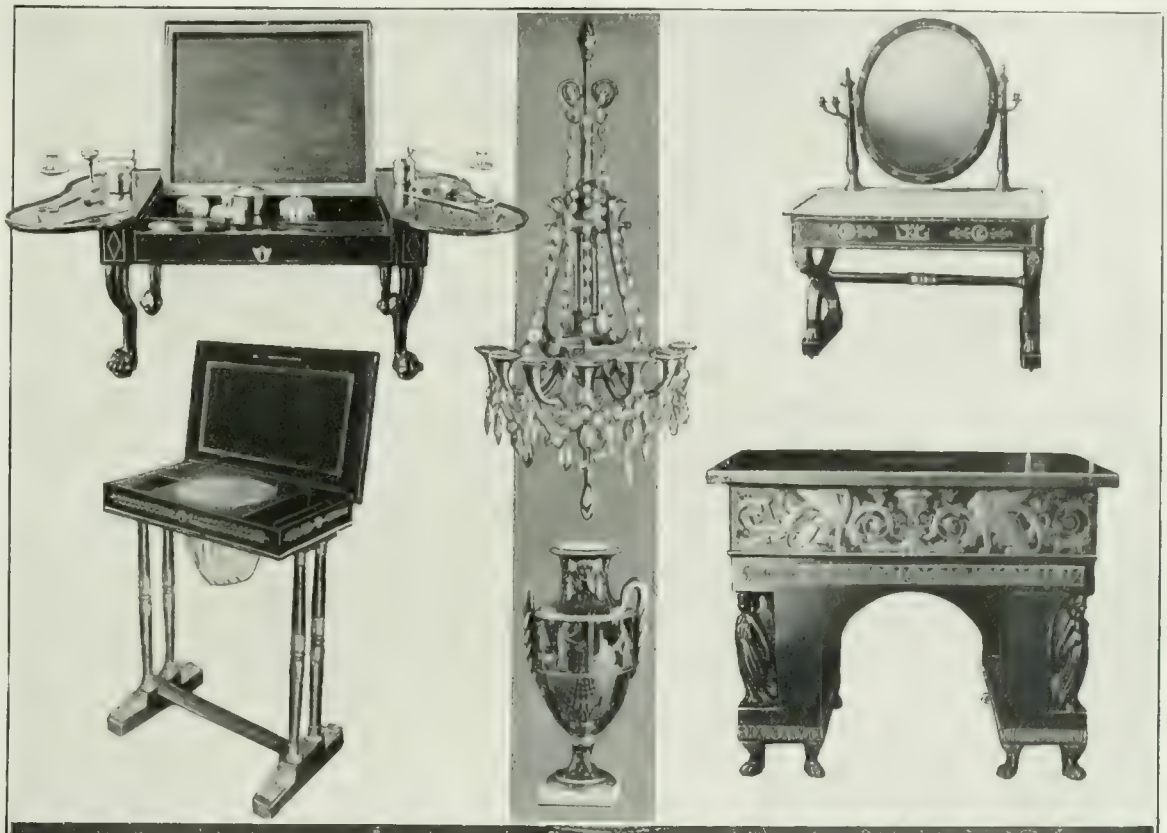
LE JEUNE EUGÈNE DE BEAUHARNAIS CHEZ LE GÉNÉRAL BONAPARTE. — Un arrêté du Comité de Salut public, du 14 octobre 1795, avait ordonné aux habitants de Paris de remettre toutes les armes qu'ils pouvaient avoir ; c'était une conséquence de la journée de Vendémiaire. Eugène de Beauharnais, qui avait alors 14 ans, était chez sa mère quand un commissaire vint saisir l'épée de son père, l'ancien commandant en chef de l'armée du Rhin. Il déclara qu'on ne la lui arracherait qu'avec la vie. Il courut chez le général Bonaparte, qui commandait alors l'armée de l'Intérieur. Celui-ci fut frappé de l'accent de ce tout jeune homme ; il lui permit de conserver l'épée de son père. La citoyenne Beauharnais vint remercier le général peu après ; ce fut l'origine de leurs relations.

JOSÉPHINE AU LAC DE GARDE. — Le 25 juillet 1796, Joséphine avait rejoint Bonaparte en Italie. Près du lac de Garde, elle faillit être prise par les Autrichiens. « Wurmser, lui dit Bonaparte, va me payer cher les larmes qu'il te cause. » PAR HIPP. LECOMTE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)





MOBILIER ET OBJETS DE LA MALMAISON ayant appartenu à Joséphine. — Harpe, métier à broder, miroir (de la collection Bernard Franck), bonheur du jour avec une veilleuse. SALON DE MUSIQUE reconstitué à la Malmaison avec les anciens meubles. CL. HACHETTE.



MOBILIER ET OBJETS DE LA MALMAISON ayant appartenu à Joséphine. — Nécessaire, table à ouvrage, applique, vase, table à coiffer ; bureau de l'Empereur.
CHAMBRE A COUCHER de Joséphine (en forme de tente), où elle mourut.

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE. — *Croquis au crayon pris le jour du couronnement.*

PAR DAVID. (COLL. DE Mme LA DUCHESSE DE PASSANO.)

LE CORTÈGE IMPÉRIAL *traverse le Pont-Neuf et tourne sur le quai des Orfèvres pour se rendre à Notre-Dame, le jour du sacre, 2 décembre 1804.* PAR BERTAUX. (COLL. BERNARD FRANCK.)

Marie-Antoinette. C'était deux cent cinquante mille francs à trouver. Elle les trouva, grâce à la complaisance du ministre de la Guerre Berthier, dans la liquidation des comptes des hôpitaux d'Italie. Mais comment porter sur elle ces perles magnifiques, puisque Bonaparte n'avait pas su le premier mot de cette folie ? Bref, à une grande soirée, elle se décida. « Eh bien ! qu'est-ce que tu as donc là ? lui dit Bonaparte. Comme te voilà belle aujourd'hui ! Qu'est-ce que c'est donc que ces perles ? Il me semble que je ne les connais pas. — Eh ! mon Dieu ! si. Tu les a vues dix fois ; c'est le collier que m'a donné la République Cisalpine, que j'ai mis dans mes cheveux. — Il me semble pourtant.... — Tiens, demande à Bourrienne, il te le dira. — Eh bien, Bourrienne, que dites-vous de cela ? Vous rappelez-vous ? — Oui, général, je me rappelle très bien les avoir déjà vues. » Il ne mentait pas, puisque Joséphine, qui l'avait prévenu à l'avance de son mensonge, les lui avait déjà montrées.

Au Grand Turc
Rue S^t Honoré, N° 248, en face celle de l'Echelle,
LENORMAND,
Bréveté de Sa Majesté l'Impératrice Reine
Tient Magasin d'Etoffes de Soies de toutes Espèces
dans les Goûts les plus Nouveaux.
Dépôt de Dentelles, de H. de Reus de Bruxelles
a Paris, ce 1^er et 20 Juillet 1809
Vendu à Sa Majesté L'Impératrice et Reine

1 petit fichu, livré à la négritte	27
1 Schal Cachemir couleur fleur de pensée à grande palme	4000
	4027

Certifié le présent mémoire montant à la Somme de quatre mille vingt sept livre
Lenormand

FACTURE D'UN FOURNISSEUR DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE.
(MUSÉE DE LA MALMAISON.)

Elle avait pour les châles une véritable passion. Sa garde-robe en contenait de trois cents à quatre cents ; elle en faisait des robes, des couvertures pour son lit, des coussins pour son chien. Elle achetait de toutes mains sans demander les prix. Aussi ses dépenses arrivaient à des sommes effrayantes ; dans le désordre où elle vivait, des mémoires restaient impayés. Quand Napoléon était à l'île d'Elbe, des mémoires de fournisseurs de Joséphine, morte à cette époque, vinrent fondre sur lui de toutes les parties de l'Italie. Il disait qu'avec tout l'argent qu'elle avait eu, elle aurait pu, avec un peu d'ordre et de régularité, laisser de cinquante à soixante millions.

SON CARACTÈRE. C'était là le grand grief que l'Empereur pouvait lui reprocher. Qu'elle fût d'un esprit médiocrement cultivé, qu'elle n'eût jamais ouvert un

livre ni tenu une plume : cela ne comptait pas aux yeux d'un époux très peu féministe. Pour le reste, elle était parfaite ; ne l'avait-il pas toujours trouvée de l'humeur la plus égale et de l'obéissance la plus empressée ? « Montais-je en voiture, au milieu de la nuit, pour la course la plus lointaine, à ma grande surprise j'y trouvais Joséphine tout établie, bien qu'elle n'eût pas dû être du voyage. « Mais il vous est impos- « sible de venir ; je vais trop loin ; vous auriez trop à souffrir. — Pas le moindrement, « répondait Joséphine. — Et puis, il faut que je parte à l'instant. — Aussi, me voilà « toute prête. — Mais il vous faut un grand attirail. — Aucun, tout est préparé. » Et la plupart du temps il fallait bien que je cédasse. »

Napoléon a dit encore de Joséphine qu'elle était « les grâces et tous leurs charmes » ; qu'elle professait « à tout moment et en toute occasion la soumission, le dévouement, la complaisance la plus absolue. » Aussi lui avait-il toujours conservé les plus tendres souvenirs et la plus vive reconnaissance.

L'IDÉE DU DIVORCE. Mais que d'ennemis autour de cette femme ! La jalousie des frères et des sœurs de son mari, en particulier de Lucien et de Caroline, n'avait jamais désarmé à son égard. Elle sentait bien d'autre part qu'elle était un obstacle à la fortune de Napoléon, depuis que son pouvoir était devenu héréditaire. Elle ne lui avait pas donné d'enfant, elle ne pouvait plus lui en donner : alors à quoi servait-elle ? Elle se rendait compte que l'égoïsme féroce de son mari ou, si l'on veut que la raison d'État finirait par l'emporter sur les dernières traces d'une passion qui avait été très vive, qui se rallumait encore de temps en temps, mais qui, malgré tout, n'était plus qu'un feu expirant. Napoléon avait été sur le point de congédier brutalement Joséphine quelques jours à peine avant le sacre ; elle avait acquis la preuve qu'il avait à Saint-Cloud même une liaison, il le sut. Irrité de se voir découvert, il lui avait fait une scène terrible : il était décidé à secouer le joug, à écouter les conseils de la politique qui voulait qu'il eût une femme capable de lui donner des enfants ; il avait dit à Eugène de venir à Saint-Cloud pour régler les conditions du départ de sa mère. Puis cette colère s'était apaisée ; la douceur et les larmes de Joséphine avaient repris leur empire. Tout paraissait oublié, puisqu'elle avait obtenu de faire bénir son mariage par l'Église l'avant-veille du couronnement. Elle avait demandé au cardinal Fesch, qui l'avait mariée, une attestation par écrit de la cérémonie ; il paraît qu'elle la conserva toujours avec soin et que, malgré les instances de l'Empereur, elle ne consentit jamais à s'en dessaisir. Alors, se croyant plus assurée de l'avenir, elle s'était résignée au rôle d'épouse docile et indulgente : elle acceptait de la part de Napoléon de singulières confidences, elle l'aidait même parfois à dénouer des chaînes qui lui devenaient incommodes.

Cela n'empêchait pas l'idée du divorce, qui était entrée depuis longtemps dans l'esprit de Napoléon, de devenir de jour en jour plus obsédante. « Si, du moins, disait-il à Bourrienne en 1805, si du moins j'avais un enfant d'elle ! C'est le tourment

de ma vie que de n'avoir pas d'enfant ; je comprends bien que ma position ne sera assurée que quand j'en aurai un. Si je venais à manquer, aucun de mes frères n'est capable de me remplacer ; tout est commencé ; rien n'est achevé. Dieu sait ce qui arrivera. »

Peu après le couronnement, Napoléon fit à Joséphine une proposition extraordinaire : consentirait-elle à feindre une grossesse avec assez d'habileté pour que tout le monde s'y trompât et à présenter un héritier qui serait son fils à lui et dont elle ne serait pas la mère? Il paraît qu'elle accepta l'idée de cette extravagance. Il n'y avait plus qu'à la faire accepter par Corvisart, le premier médecin. « Si je parviens, lui dit l'Empereur, à m'assurer de la naissance d'un garçon, qui sera mon fils à moi, je voudrais que, témoin d'une feinte d'accouchement de l'Impératrice, vous fissiez tout ce qui sera nécessaire pour donner à cette ruse toutes les apparences d'une réalité. » Corvisart eut l'honnêteté de se refuser à cette machination. Fouché avait une solution de ce problème délicat ; elle était d'une simplicité radicale. Il l'exprimait ainsi dès l'année 1805 : « Il serait à souhaiter que l'Impératrice vînt à mourir, cela lèverait bien des difficultés. Tôt ou tard il faudra bien qu'il prenne une femme qui fasse des enfants ; car, tant qu'il n'aura pas d'héritier direct, il y aura à craindre que sa mort ne soit le signal de dissolution. Ses frères sont d'une incapacité révoltante, et l'on verrait surgir un nouveau parti en faveur des Bourbons, et c'est ce qu'avant tout il faut prévenir. »

NAPOLEON ABORDE LA QUESTION DU DIVORCE. Napoléon avait eu l'idée d'adopter un fils de son frère Louis ; mais, outre qu'il lui eût été beaucoup plus agréable de transmettre ses couronnes à un fils né de lui-même et non à un fils adoptif, la santé de cet enfant lui inspirait des inquiétudes. Il se servit de ce prétexte pour entretenir un jour Joséphine d'un projet de divorce, fondé sur la nécessité où il pourrait se trouver de prendre une femme qui lui donnât des enfants. « Si pareille chose arrivait, Joséphine, alors ce serait à toi de m'aider à un tel sacrifice. Je compterais sur ton amitié pour me sauver de tout l'odieux de cette rupture forcée. Tu prendrais l'initiative, n'est-ce pas? et, entrant dans ma position, tu aurais le courage de décider toi-même de ta retraite? » La réponse de Joséphine fut pleine de dignité. Elle eut la force de rester maîtresse d'elle-même ; sans toucher un mot de l'abandon cruel auquel Napoléon la condamnait si facilement, elle se borna à dire, avec un ton de tristesse cérémonieuse : « Sire, vous êtes le maître, et vous déciderez de mon sort. Quand vous m'ordonnerez de quitter les Tuileries, j'obéirai à l'instant ; mais c'est bien le moins que vous l'ordonniez d'une manière positive. Je suis votre femme, j'ai été couronnée par vous en présence du pape ; de tels honneurs valent bien qu on ne les quitte pas volontairement. Si vous divorcez, la France entière saura que c'est vous qui me chassez, et elle n'ignorera ni mon obéissance, ni ma profonde douleur. » Cependant une campagne s'organisait pour amener la malheureuse, de gré ou de force, à subir la rupture de son mariage.

LES MANŒUVRES DE FOUCHÉ. Fouché, qui était ministre de la Police générale et qui avait à ce moment toute la faveur de l'Empereur, avait eu un jour avec lui, au mois d'octobre 1807, pendant un séjour à Fontainebleau, un long entretien dans son cabinet et il avait dîné à sa table. L'Empereur avait été très gai. Le soir du même jour, vers minuit, un valet de chambre de l'Impératrice vint brusquement demander, de la part de sa maîtresse, Mme de Rémusat ou M. de Rémusat, qui était premier chambellan. Celui-ci accourut tout de suite. Il trouva l'Impératrice échevelée, à demi déshabillée, le visage renversé. Elle lui tendit, avec la plus vive émotion, une grande lettre, signée de Fouché. Le ministre disait lui écrire de sa propre initiative et tout à fait à l'insu de l'Empereur ; il sollicitait l'Impératrice de garder pour elle seule, dans le plus profond secret, une démarche qu'il croyait devoir faire par intérêt pour l'Empereur. Napoléon était le maître souverain de la France, mais on devait compter avec l'avenir que la France lui avait confié. « Il ne faut pas, disait-il, se le dissimuler, Madame : l'avenir politique de la France est compromis par la privation d'un héritier de l'Empereur. Comme ministre de la Police, je suis à portée de connaître l'opinion publique, et je sais qu'on s'inquiète sur la succession d'un tel Empire. Représentez-vous quel degré de force aurait aujourd'hui le trône de Sa Majesté s'il était appuyé par l'existence d'un fils ! » Convaincu que l'Empereur ne se déciderait jamais à prendre l'initiative d'un si douloureux sacrifice, Fouché se permettait de conseiller à l'Impératrice de faire ce courageux effort et de s'immoler à la France. Le lendemain matin, Joséphine alla trouver Napoléon et lui montra cette lettre. L'Empereur affecta autant de surprise que de colère. Si le ministre n'était point déjà parti pour Paris, il l'aurait fortement tancé ; il était prêt, si Joséphine le désirait, à le punir et même à lui enlever le ministère de la Police. Beaucoup de caresses accompagnèrent cette protestation ; mais elles dissimulaient mal, paraît-il, l'embarras où était l'Empereur.

Quelques jours après, Fouché était de retour à Fontainebleau. Napoléon le reçut sèchement. Il lui écrivit, le 5 novembre 1807, cette lettre, qui a bien un ton de colère : « Monsieur Fouché, depuis quinze jours il me revient de votre part des folies ; il est temps enfin que vous y mettiez un terme, et que vous cessiez de vous mêler, directement ou indirectement, d'une chose qui ne saurait vous regarder d'aucune manière ; telle est ma volonté. » Mais, en même temps, il disait à sa femme, en lui prodiguant de plus en plus des marques de sa tendresse : « C'est un excès de zèle ; il ne faut pas lui en savoir mauvais gré, au fond. Il suffit que nous soyons déterminés à repousser ses avis, et que tu croies que je ne pourrais pas vivre sans toi. »

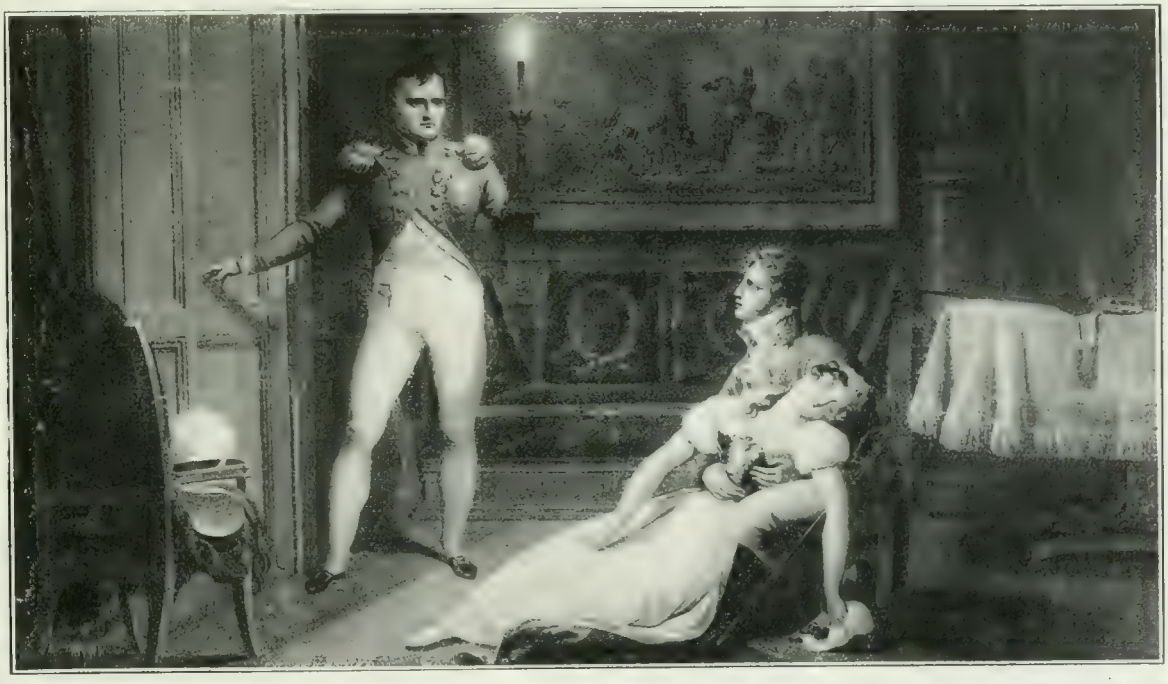
Cependant Fouché continuait à faire travailler l'opinion publique ; la police répandait de tous les côtés l'idée qu'il était nécessaire, pour l'avenir du régime impérial, que l'Empereur eût un héritier de son propre sang. Le propos se répétait dans les cafés, et Napoléon pouvait croire que l'opinion lui était favorable sur cette question délicate. Fouché voulait enlever à son rival, le prince de Bénévent, le mérite d'être

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE. — Buste de marbre, avec les attributs impériaux.

(PAR CHAUDET. MUSÉE DE LA MALMAISON.)

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE. — Buste de marbre; draperies à la romaine.

PAR BOSIO. MUSÉE DE VERSAILLES.



JOSÉPHINE VIENT D'APPRENDRE DE NAPOLÉON SA VOLONTÉ ARRÊTÉE DE DIVORCER; elle est tombée évanouie. M. de Bausset, préfet du palais, la prend dans ses bras pour la porter chez elle (30 novembre 1809).

DESSIN DE CHASSELAT. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

JOSÉPHINE.— *Portrait fait en 1810 ou 1811 au château de Navarre, près d'Évreux.*

PAR HEINSIUS (DE MUSÉE D'ORLÉANS)

JOSÉPHINE. — *Ce portrait passe pour le dernier qui ait été fait de l'Impératrice.*

PAR DE AGLIA (DU MUSÉE BERNARD FRANCK)

LA VOITURE « L'OPALE » QUI CONDUISIT L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE A LA MALMAISON, *l'après-midi du 15 décembre 1809, quand elle quitta définitivement les Tuileries, vingt-quatre heures après l'annulation de son mariage.*

DU MUSÉE DE LA MALMAISON

l'auteur ou l'inspirateur du divorce ; il savait en outre que, dans le voisinage immédiat de l'Empereur, la reine de Naples, qui depuis longtemps poursuivait Joséphine de sa haine, soutenait la même cause par des arguments de toute nature.

LES HÉSITATIONS DE NAPOLÉON. Talleyrand, par jalousie de Fouché, paraissait assez disposé à défendre les intérêts de Joséphine ; en réalité, il voulait que le divorce eût lieu au moment que lui-même estimait opportun pour un futur mariage auquel il songeait déjà. L'Empereur lui confiait ses hésitations ; mais la raison d'État de jour en jour devenait plus forte que les souvenirs de l'ancienne affection.

Mme de Rémusat rapporte une scène singulière, qui se place sans doute au mois de mars 1808 ; elle en tenait le récit de Joséphine elle-même. Napoléon avait fait venir l'Impératrice pour dîner ; le repas avait été triste et silencieux. Elle s'était retirée ensuite pour mettre sa toilette de soirée ; mais on était venu la chercher, en lui disant que l'Empereur souffrait de violentes crises d'estomac. En la voyant il n'avait pu retenir ses larmes ; il l'avait attirée sur son lit où il s'était jeté et, sans égard pour son élégante toilette, il la pressait dans ses bras. « Ma pauvre Joséphine, je ne pourrai point te quitter ! » Son excitation nerveuse était de plus en plus grande. Joséphine lui conseillait de ne pas se montrer ainsi en public et de se coucher. Il y consentit, mais à condition qu'elle se dépouillât elle-même de sa parure de soirée et qu'elle se mît au lit avec lui ; il répétait sans cesse, les larmes aux yeux : « Ils m'environnent, ils me tourmentent, ils me rendent malheureux ! » Toute la nuit, ce fut un mélange d'agitations et de tendresses. Le lendemain matin, l'Empereur semblait maître de lui.

NAPOLÉON DÉCIDE LE DIVORCE. Le parti de Napoléon fut bientôt arrêté. Puisque l'Impératrice n'avait point l'air de comprendre l'initiative qu'on s'efforçait de lui suggérer, il n'y avait plus qu'à lui signifier une volonté sans appel. Après la sape, ce fut l'attaque brusquée ; elle se fit le 30 novembre 1809, aux Tuileries. M. de Bausset assista, comme préfet du palais, à cette scène dramatique.

« Le café fut présenté, et Napoléon prit lui-même sa tasse que tenait le page de service, en faisant signe qu'il voulait être seul. Tout à coup j'entends partir du salon de l'Empereur des cris violents poussés par l'Impératrice Joséphine. L'huissier de la chambre, pensant qu'elle se trouvait mal, fut au moment d'ouvrir la porte ; je l'en empêchai, en lui observant que l'Empereur appellerait du secours s'il le jugeait convenable. J'étais debout près de la porte, lorsque Napoléon l'ouvrit lui-même et, m'apercevant, me dit vivement : « Entrez, Bausset, et fermez la porte. » J'entre dans le salon, et j'aperçois l'Impératrice étendue sur le tapis, poussant des cris et des plaintes déchirantes. « Non, je n'y survivrai point », disait l'infortunée. Napoléon me dit :

« Êtes-vous assez fort pour enlever Joséphine et la porter chez elle, par l'escalier « intérieur qui communique à son appartement, afin de lui faire donner les soins et les « secours que son état exige? » Avec l'aide de Napoléon, je l'enlevai dans mes bras et lui-même, prenant un flambeau sur la table, m'éclaira et m'ouvrit la porte du salon. Parvenu à la première marche de l'escalier, j'observai à Napoléon qu'il était trop étroit pour qu'il me fût possible de descendre sans danger de tomber. Ayant appelé le garçon du portefeuille, il lui remit le flambeau. Napoléon prit lui-même les deux jambes de Joséphine pour m'aider à descendre avec plus de ménagement. Lorsqu'elle sentit les efforts que je faisais pour l'empêcher de tomber, l'Impératrice me dit tout bas : « Vous me serrez trop fort. » Je vis alors que je n'avais rien à craindre pour sa santé, et qu'elle n'avait pas perdu connaissance un seul instant. L'agitation, l'inquiétude de l'Empereur étaient extrêmes. Dans le trouble qu'il éprouvait, il m'apprit la cause de tout ce qui venait de se passer. Les mots s'échappaient avec peine et sans suite, sa voix était émue, oppressée, et des larmes mouillaient ses yeux. Il fallait réellement qu'il fût hors de lui pour me donner tant de détails, à moi, placé si loin de ses conseils et de sa confiance. Toute cette scène ne dura pas plus de sept à huit minutes. Napoléon envoya de suite chercher Corvisart, la reine Hortense, Cambacérès, Fouché et, avant de remonter dans son appartement, il alla s'assurer par lui-même de l'état de Joséphine, qu'il trouva plus calme et résignée. »

Cependant, le dimanche 3 décembre, l'Impératrice assistait, dans une tribune de Notre-Dame, à un *Te Deum* qui fut chanté en l'honneur d'Austerlitz et du traité de Vienne. Le lendemain, elle figurait encore à un bal magnifique qui se donnait à l'Hôtel de Ville de Paris ; assise sur un trône à côté de l'Empereur, elle présida pendant quelquetemps à la réception, puis elle fit avec lui le tour des salons. Tous les regards étaient dirigés sur elle, elle avait toujours sa même bonne grâce souriante. Ce fut la dernière fois qu'elle parut officiellement en public.

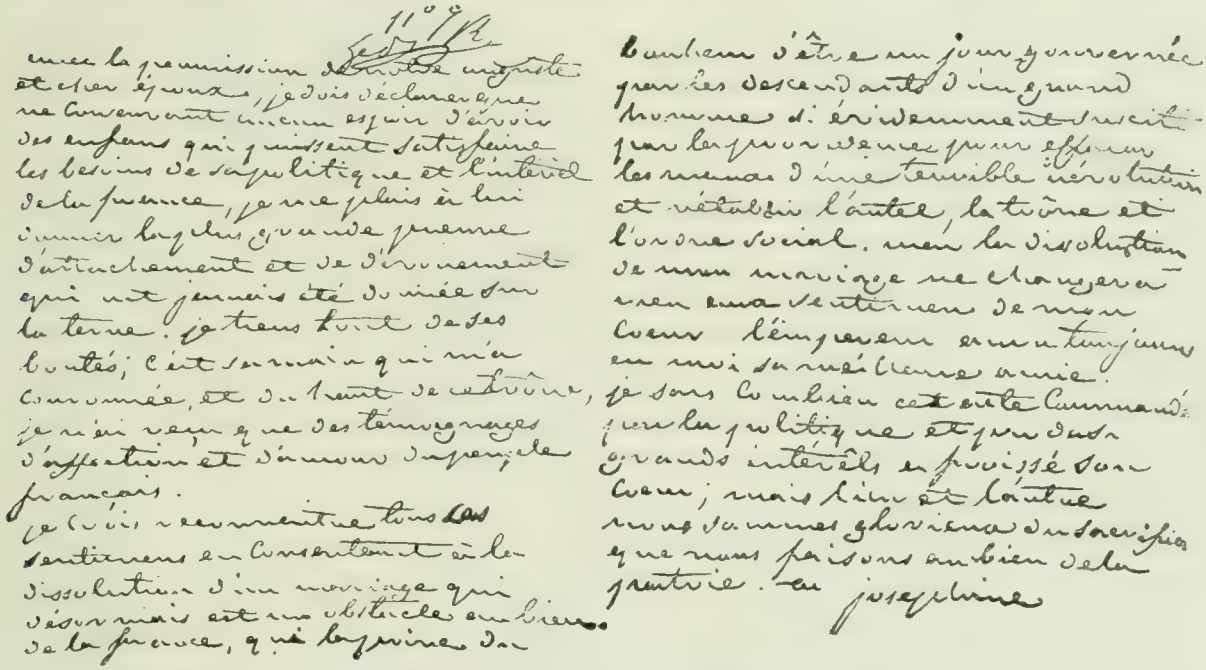
1809. LE DIVORCE. Tout avait été arrêté ; il ne s'agissait plus que de formalités officielles. L'Impératrice avait accepté elle-même l'idée du divorce dans cette lettre, datée du 15 décembre, et dont tous les termes lui avaient été dictés :

« Avec la permission de notre auguste et cher époux, je dois déclarer que ne conservant aucun espoir d'avoir des enfans qui puissent satisfaire les besoins de sa politique et l'intérêt de la France, je me plais à lui donner la plus grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait jamais été donnée sur la terre. Je tiens tout de ses bontés ; c'est sa main qui m'a couronnée, et du haut de ce trône je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple français.

« Je crois reconnaître tous ces sentimens en consentant à la dissolution d'un mariage qui désormais est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un grand homme si évidemment suscité par la Providence pour effacer les menaces d'une terrible révolution et réta-

blir l'autel, le trône et l'ordre social. Mais la dissolution de mon mariage ne changera rien aux sentimens de mon cœur : l'Empereur aura toujours en moi sa meilleure amie. Je sais combien cet acte commandé par la politique et par de si grands intérêts a froissé son cœur ; mais l'un et l'autre nous sommes glorieux du sacrifice que nous faisons au bien de la patrie. — JOSÉPHINE. »

La cassation du mariage civil n'était point malaisée, puisque le Sénat était chargé de « régler tout ce qui n'avait pas été prévu par la Constitution et qui était nécessaire à sa marche. » L'Empereur voulut, par une singulière exigence



LETTRE DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE SUR LA « DISSOLUTION DE SON MARIAGE ».
(MUSÉE DES ARCHIVES NATIONALES.)

et pour bien montrer que tout se passait sans violence, qu'Eugène de Beauharnais informât lui-même le Sénat de la décision de sa mère ; il le fit, à titre d'archichancelier d'État. « Il importe, dit-il, au bonheur de la France que le fondateur de cette quatrième dynastie vieillisse environné d'une descendance directe qui soit notre garantie à tous. Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Empereur suffisent à la gloire de ma mère. »

Il paraissait plus difficile d'obtenir la cassation du mariage religieux ; mais l'officialité parisienne était tout à la dévotion de l'Empereur ; elle découvrit que le mariage du 30 novembre 1804 était irrégulier. Il n'avait pas été précédé de la publication des bans exigée par le droit canon ; il n'avait pas été fait en présence du curé de la paroisse ou de son vicaire ; puis, et cela peut paraître le plus singulier de tout dans cette singulière histoire, il n'y avait pas eu consentement de l'Empereur. Donc le mariage religieux était un acte sans valeur.

Le 14 décembre 1809, le conseil privé s'assemblait à dix heures du soir, en l'absence de l'Empereur, pour arrêter le texte des actes du divorce. Peu après, devant toute la famille impériale réunie, Napoléon et Joséphine signaient l'acte qui annulait leur mariage. Le lendemain, après avoir passé dans la matinée la revue d'une division de la Garde, l'Empereur assistait, à deux heures, au départ de Joséphine. Elle quittait les Tuileries et se retirait pour toujours à la Malmaison.

LES DERNIÈRES ANNÉES A LA MALMAISON. Napoléon avait conservé à Joséphine le titre et le rang d'Impératrice-Reine. Il lui avait assuré une liste civile de deux millions de francs, qui fut plus tard portée à trois. Il lui donna à plusieurs reprises des cadeaux; cent mille francs en 1810 pour l'extraordinaire de la Malmaison, plusieurs centaines de mille francs pour des parures de rubis, de l'argenterie, hors linge, un service de porcelaine, etc. Il lui fit d'assez fréquentes visites. Il lui écrivait en lui parlant de la Malmaison: « Ce lieu est tout plein de nos sentiments qui ne peuvent et ne doivent jamais changer, du moins de mon côté. J'ai bien envie de te voir, mais il faut que je sois sûr que tu es forte et non faible; je le suis aussi un peu, et cela me fait un mal affreux.... Ne doute jamais de mes sentiments pour toi: ils dureront autant que moi; tu serais fort injuste si tu en doutais. » Joséphine ne quitta plus ce domaine, où elle avait multiplié les embellissements, et dont le parc, planté par elle d'essences rares, était devenu comme un jardin d'acclimatation. L'Empereur lui amena un jour le petit roi de Rome; en laissant ses doigts se jouer dans les boucles blondes de cet enfant, des larmes lui vinrent aux yeux. Elle passa à la Malmaison ces tristes années 1812, 1813, 1814, si différentes des années où elle avait été la femme du Premier Consul et de l'Empereur triomphant. « Il me semble quelquefois, disait-elle, que je suis morte et qu'il ne me reste qu'une sorte de faculté vague de sentir que je ne suis plus. »

Napoléon était parti pour l'île d'Elbe sans l'avoir revue. Les souverains étrangers vinrent lui rendre visite; Alexandre, en particulier, lui promit sa protection. Elle n'eut point à en profiter; elle mourut peu de jours après, le 29 mai 1814, à la veille d'avoir cinquante et un ans accomplis. Ses enfants, Eugène et Hortense, avaient assisté à ses derniers moments. Quelques années plus tard, ils firent construire pour elle un beau tombeau de marbre dans l'église voisine de Rueil. Ainsi semble-t-il que le souvenir de cette femme, un peu légère peut-être et prodigue, mais qui fut comme le bon génie de l'Empereur, continue à errer parmi les ombrages de la Malmaison.

GERARD

MARIE-LOUISE
(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE XVI

LA COUR IMPÉRIALE

POURQUOI UNE COUR. ⸗ L'ORGANISATION DE LA COUR. ⸗ MAISON DE L'EMPEREUR. ⸗ LES DÉPENSES DE LA COUR. ⸗ ESPRIT D'ÉCONOMIE DE NAPOLÉON. ⸗ NAPOLÉON ET LES CONVENANCES MONDAINES. ⸗ NAPOLÉON, MAITRE DE MAISON. ⸗ LA JOURNÉE DE L'EMPEREUR. ⸗ LE CÉRÉMONIAL A LA COUR. ⸗ LE PERSONNEL DE LA COUR. ⸗ LES FEMMES A LA COUR. ⸗ NAPOLÉON ET LA SOCIÉTÉ DES FEMMES. ⸗ LA COUR A PARIS. ⸗ LA COUR A FONTAINEBLEAU.

LE sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII — 18 mai 1804 — qui donnait au Premier Consul le titre d'Empereur des Français, avait prévu l'organisation d'une cour. Il y est dit, en effet, que « Napoléon Bonaparte établit, par des statuts auxquels ses successeurs sont tenus de se conformer, une organisation du palais impérial conforme à la dignité du trône et à la grandeur de la nation. » Personne ne s'en étonna ; du moment que le régime qui achevait de se constituer était autant une restauration qu'une création, rien de plus naturel que de voir réaarppaître une institution qui avait été l'un des caractères dominants de l'ancien régime.

POURQUOI UNE COUR. L'Empereur expliquait un jour a ses compagnons de Sainte-Hélène pourquoi il avait cru devoir prescrire des costumes, introduire un cérémonial et s'environner de tout l'appareil d'une cour. « Il m'était devenu bien difficile de m'abandonne. à moi-même. Je sortais de la foule ; il me fallait, de nécessité, me créer un extérieur, me composer une certaine gravité, en un mot établir une étiquette ; autrement, l'on m'eût journellement frappé sur l'épaule. En France, nous sommes naturellement enclins à une familiarité déplacée ; et j'avais à me prémunir surtout contre ceux qui avaient sauté à pieds joints sur leur éducation. Nous sommes très facilement courtisans, très obséquieux au début, portés d'abord à la flatterie, à l'adulation ; mais bientôt arrive, si on ne la réprime, une certaine familiarité, qu'on porterait aisément jusqu'à l'insolence. » Voici encore de Napoléon un mot pittoresque pour justifier le cérémonial dont il s'était entouré : « Un roi n'est pas dans la nature ; il n'en est que dans la civilisation. Il n'en est point de nu, il n'en saurait être que d'habillé. »

NAPOLÉON

Napoléon avait sur la vie de cour l'idée naturelle à tout monarque absolu, qui, en groupant des serviteurs à ses côtés, y voit le moyen par excellence de niveler les caractères et de se créer un peuple de fidèles; la cour, suivant le mot de Saint-Simon, est un manège de la politique du despotisme. Seulement, à l'époque de Louis XIV, ce manège se dissimulait sous les grâces les plus majestueuses et sous le décor le plus séduisant. Avec Napoléon les grâces disparaissent ou sont réduites à un rôle insignifiant; la cour fonctionne pour être, dans toute la force du mot, un instrument de règne, et rien de plus.

L'ORGANISATION DE LA COUR. Par la force des choses et l'influence du milieu, un cérémonial s'était constitué comme de lui-même, dès que le Premier Consul avait établi sa résidence aux Tuileries ; Mme Bonaparte avait eu presque tout de suite des dames d'honneur attachées à sa personne. Mais ce fut surtout à l'époque de la proclamation de l'Empire et à l'époque du sacre que le maître se décida à organiser la cour avec ses pompes et son étiquette, comme il aurait organisé une institution d'État.

En sa qualité de préfet du Palais, M. de Rémusat fut chargé de préparer un plan. Napoléon le trouva beaucoup trop simple. « Il n'y a pas là assez de pompe, dit-il ; tout cela ne jetterait point de poudre aux yeux. » Éblouir les Français, l'Europe, les générations futures, éblouir toujours et partout : le mot n'aurait-il pas pu être la devise de l'homme dont la tête enfantait sans cesse les projets les plus grandioses ? « L'Empire français, disait-il, deviendra la mère patrie des autres souverainetés. Je veux que chacun des rois de l'Europe soit forcé de bâtir dans Paris un grand palais à son usage; et, lors du couronnement de l'Empereur des Français, ces rois viendront à Paris, et orneront de leur présence et salueront de leurs hommages cette imposante cérémonie. » Quelle cour serait jamais assez pompeuse pour répondre à un pareil programme?

On eut recours aux textes qui traitaient de la matière ; les énormes règlements du temps de Louis XIV, qui participaient à la fois de la majesté solennelle du Roi-Soleil et du génie administratif de Colbert, furent tirés de la poussière des bibliothèques. Chacun apportait son document, car tout l'entourage de l'Empereur était pris d'un beau zèle sur la question de l'étiquette. L'Impératrice consulta Mme Campan ; première femme de chambre de Marie-Antoinette, on pouvait la regarder comme la tradition vivante. Talleyrand était encore un oracle ; son nom, son rang, ses relations en avaient fait un des grands personnages de l'ancienne France. De tant d'efforts mis en commun et excités par la volonté de l'Empereur il ne tarda pas à résulter tout un ensemble de règlements et d'usages qui donnèrent à la nouvelle cour sa physionomie spéciale. Vraiment l'organisation du palais impérial était de nature à satisfaire le maître le plus exigeant sur le chapitre de la représentation extérieure; il y avait amplement de quoi « jeter de la poudre aux yeux ».

MAISON DE L'EMPEREUR. La Maison de l'Empereur comprend les « Grands Officiers civils de la Couronne » ; ils sont au nombre de six.

LA COUR IMPÉRIALE

Grand Aumônier : S. A. Ém. M. le Cardinal Fesch, archevêque de Lyon, assisté d'un premier aumônier, de deux aumôniers ordinaires, de trois aumôniers, de deux chapelains, d'un maître des cérémonies de la chapelle ;

Grand Chambellan : S. A. S. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent, vice-grand électeur, assisté d'un premier chambellan, maître de la garde-robe, surintendant des spectacles (M. de Rémusat), de dix-neuf chambellans, de deux bibliothécaires, d'un directeur de la musique (Lesueur), d'un directeur et compositeur de la musique de la Chambre (Paër) ;

Grand Maréchal du Palais : S. Exc. le général de division Duroc, assisté d'un premier préfet du Palais, de deux préfets du Palais, d'un maréchal des logis du Palais, de trois adjoints du Palais (deux colonels, un chef d'escadron), des gouverneurs et des sous-gouverneurs des Palais impériaux (les Tuileries, Versailles, Saint-Cloud, Fontainebleau, Laeken, Turin, Stupinigi, Strasbourg, la caserne impériale de l'École militaire) ;

Grand Écuyer : S. Exc. le général de division Caulaincourt, assisté de six écuyers, d'un gouverneur des pages, de dix professeurs des pages (les pages, en 1808, étaient au nombre de trente-neuf) ;

Grand Veneur : S. A. S. Alexandre Berthier, prince de Neuchâtel, vice-connétable, assisté d'un capitaine commandant la vénerie, de deux lieutenants de la vénerie, d'un lieutenant des chasses, d'un porte-arquebuse, de six capitaines forestiers régisseurs, à Versailles, Saint-Germain-en Laye, Rambouillet, Compiègne, Fontainebleau, Stupinigi ;

Grand-Maître des Cérémonies : S. Exc. M. de Ségur, conseiller d'État, assisté de deux introducteurs des ambassadeurs, maîtres des cérémonies, de deux aides des cérémonies, du chef des hérauts d'armes, de quatre hérauts d'armes.

La Maison de l'Empereur comprend encore ; l'Intendance générale de la Maison : Daru, conseiller d'État ; — le service de Santé : Corvisart, premier médecin ; Boyer, premier chirurgien ; — la Trésorerie générale de la couronne : M. Estève ; — le secrétariat de l'État de la Famille impériale : S. Exc. M. Regnaud de Saint-Jean d'Angély, ministre d'État.

La Maison de l'Impératrice (Joséphine) se compose d'un premier aumônier (M. de Rohan, ancien archevêque de Cambrai), d'une dame d'honneur (Mme de La Rochefoucauld), d'une dame d'atour (Mme de La Valette), de vingt-neuf dames du Palais (parmi lesquelles Mme de Rémusat), d'un chevalier d'honneur, de huit chambellans, de quatre écuyers, d'un secrétaire des commandements, d'un notaire.

Avec un luxe moindre de personnes, c'est ensuite la Maison de Madame Mère de l'Empereur et Roi, la Maison de Madame la Princesse Pauline, duchesse de Guastalla, la Maison de Madame la Princesse Caroline, grande-duchesse de Clèves et de Berg.

La Maison militaire, dont les cadres occupent de longues pages dans l'*Almanach Impérial*, ne se confondait pas avec la Maison de l'Empereur ; mais elle participa à plusieurs reprises à l'éclat des fêtes impériales. A ce titre, il faut en connaître au moins l'état-major général. Il se composait de quatre colonels généraux de la Maison mili-

taire (maréchal Davout, commandant les grenadiers à pied ; maréchal Soult, commandant les chasseurs à pied ; maréchal Bessières, commandant la cavalerie ; maréchal Mortier, commandant l'artillerie et les matelots), de dix aides de camp de l'Empereur, généraux de division ou de brigade, des aides de camp des colonels généraux, des aides de camp et adjoints à l'état-major général.

LES DÉPENSES DE LA COUR. La grande nouveauté de la cour de Napoléon, c'est que tous les services y furent organisés au plus bas prix et avec l'économie la plus stricte ; l'Empereur se vantait encore à Sainte-Hélène d'avoir eu une cour plus magnifique, sous tous les rapports, que tout ce qu'on avait vu jusque-là, mais qui coûtait infiniment moins.

Les appointements étaient assez considérables : quarante mille francs pour les grands officiers, qui furent portés à cent mille dans les deux dernières années du règne; quarante mille francs pour le premier intendant ; trente mille francs pour le premier préfet du Palais; quarante mille francs pour la dame d'honneur ; trente mille pour la dame d'atour; douze mille pour les chambellans les mieux rétribués; douze mille pour les écuyers ; vingt-quatre mille pour les aides de camp ; l'écurie de l'Empereur lui coûtait trois à quatre millions. Mais toutes ces sommes rapportaient amplement ce qu'un maître sévère était en droit d'exiger. Sa chasse, disait-il, était aussi nombreuse, aussi splendide que celle de Louis XVI, à qui elle coûtait environ sept millions; il ne dépensait lui-même pour cet objet que quatre cent mille francs.

Le « coulage », si l'on peut employer ce terme familier et expressif, avait été la plaie de l'ancienne cour de Versailles; il fut à peu près complètement inconnu de la nouvelle cour des Tuileries. Un voyage à Fontainebleau du temps de Louis XVI revenait à près de deux millions; Napoléon faisait le même déplacement, avec un étalage non moins grand de fêtes et de spectacles, pour la somme de cent cinquante mille francs. De même pour les services de la « bouche », qui avaient été un des gouffres de l'ancienne cour; l'ensemble de toutes les dépenses de la bouche, du domestique, de l'éclairage, montait à présent à environ deux millions.

L'ordre et la sévérité de Duroc avaient, suivant le mot de Napoléon, accompli des prodiges sur ce domaine où il était souverain maître. Le grand maréchal du palais était à l'égard de l'Empereur l'homme de l'obéissance ponctuelle; le maître avait exprimé un désir, Duroc était là pour le satisfaire. Napoléon, qui ne pouvait se passer de lui, ne cacha pas la peine que lui causa sa mort, survenue en 1813. « C'est, depuis vingt ans, la seule fois qu'il n'ait pas deviné ce qui pouvait me plaire. » A l'égard de tous les services qui à la cour dépendaient de lui, cet administrateur incomparable incarnait le génie de la surveillance et de l'ordre. Duroc menait la cour comme un sergent-major mène sa compagnie; il avait l'œil sur tout le monde, jusqu'au moindre valet de pied; il faisait produire à chacun de ses subordonnés le maximum d'efforts; avant toutes choses, il vérifiait, il épluchait les comptes, et il ne payait qu'à bon escient. « Tout abus était

BONAPARTE A ARCOLE, *en 1797, à l'âge de 28 ans.* PAR CANOVA. (MUSÉE IMPÉRIAL DU LOUVRE.)

NAPOLÉON.—*Michelet appelait ce beau buste une « sinistre énigme ».* PAR HOUDON. (M. DE DIJON.)

NAPOLÉON REÇOIT AU LOUVRE, *après son couronnement, les députations de tous les corps des armées de terre et de mer, le 8 décembre 1804. La réception eut lieu dans une des salles du musée des Antiques.* PAR SERANGELI. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

DAVOUT (MARÉCHAL), duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, 1770-1823. (BIBL. NAT., EST.)

SOULT (MARÉCHAL), duc de Dalmatie, 1769-1851. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BESSIÈRES (MARÉCHAL), duc d'Istrie, 1768-1813. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

MORTIER (MARÉCHAL), duc de Trévise, 1768-1835. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

surveillé, dit Mme de Rémusat qui le vit de près à l'œuvre, les bénéfices des gens calculés et réglés d'avance. Dans les offices et dans les cuisines, la moindre chose, un simple bouillon, un verre d'eau sucrée ne se seraient pas distribués sans l'autorisation ou le bon du grand maréchal. » Les formes étaient dures, la main était rude, mais la machine fonctionnait bien et à peu de frais.

ESPRIT D'ÉCONOMIE DE NAPOLÉON. Le budget de la maison de l'Empereur était établi avec autant de sévérité que le budget de l'Empire.

A la fin de l'année, chaque chef de service recevait l'ordre de fixer ses dépenses pour l'année suivante. Tous ces rapports parvenaient au conseil de la maison de l'Empereur, qui se composait du grand maréchal, président, des grands officiers, de l'intendant et du trésorier de la couronne. Un premier examen très minutieux avait lieu, avec l'intention bien ferme de diminuer les chiffres proposés. Quand un projet d'ensemble avait été arrêté, le grand maréchal allait le soumettre à l'Empereur. Celui-ci le lisait, comme il lisait les états de situation de ses troupes, avec une sorte de passion, mais une passion clairvoyante, qui trouvait toujours l'occasion de faire des observations et d'indiquer des économies. Il s'arrêtait sur le premier article venu, le sucre par exemple; il appelait le chef de service : « Combien de personnes dans ma maison, monsieur? » — Il fallait pouvoir lui répondre sur-le-champ. — « Sire, tant. — A combien de livres de sucre les portez-vous l'une dans l'autre? — Sire, à tant. » Un calcul rapide permettait à Napoléon de voir si l'estimation était exacte. Les chiffres ne concordaient-ils pas : « Votre compte est donc faux? Recommencez tout cela, et montrez-moi plus d'exactitude. » Une fois, on lui faisait admirer de magnifiques tentures qu'on venait de poser aux fenêtres des Tuileries; il demande des ciseaux, coupe un superbe gland d'or et le met dans sa poche, à la grande surprise des assistants. Quelques jours plus tard, à son lever, il remettait le gland à celui qui était chargé des ameublements : « Tenez, mon cher. Dieu me garde de penser que vous me volez, mais on vous vole; vous avez payé ceci un tiers au-dessus de sa valeur. »

Quand l'Empereur avait passé au crible les projets que lui avait présentés le grand maréchal, il présidait en personne le conseil de sa maison et il arrêtait le chiffre définitif de ses dépenses. Les chapitres étaient renvoyés aux chefs de service, qui n'avaient qu'à se conformer aux indications qu'on leur donnait. Les dépenses étaient réduites, et l'on finissait par arriver au total qui avait été arrêté par l'Empereur. Les chiffres une fois fixés pour l'année qui allait commencer, chacun dépensait strictement ce qui lui avait été accordé, pas un centime de plus. Malheur à celui qui aurait osé dépasser les crédits !

NAPOLÉON ET LES CONVENANCES MONDAINES. L'Empereur venait d'assister à la tragédie d'*Agamemnon* de Lemercier. « Votre pièce ne vaut rien, dit-il au poète avec sa brutalité coutumière. De quel droit ce Strophus fait-il

des remontrances à Clytemnestre? Ce n'est qu'un valet. — Non, Sire, répondit Lemercier ; ce n'est point un valet, c'est un roi détrôné, ami d'Agamemnon. — Vous ne connaissez donc guère les cours. A la cour, le monarque seul est quelque chose, les autres ne sont que des valets. »

L'égoïsme d'un Napoléon dépassait, dans l'expression comme dans la pensée, l'égoïsme d'un Louis XIV, si grand qu'ait été parfois celui du Roi-Soleil. Mais combien le roi de Versailles l'emportait sur l'empereur des Tuileries dans le rôle de maître de maison! Il y eut toujours en Napoléon du parvenu. Certes il fut un prestigieux acteur, capable de s'adapter, jusqu'à y réussir pleinement, aux rôles les plus difficiles; cependant le rôle de maître de maison ne fut jamais le sien, il ne le joua qu'accidentellement, et le plus souvent il le joua mal. Présider à une cour, cela suppose une délicatesse de langage et de manières, un tact, un art des nuances, une séduction continue se dégageant de la voix, du regard, des gestes, de la personne tout entière, en un mot un ensemble de qualités qui manquaient à peu près toutes au tempérament de Napoléon. Élevé à la dure, grandi dans les camps, presque toujours à cheval, dévoré du besoin d'aller et de venir, quoi d'étonnant qu'il ait naturellement manqué d'éducation et de formes, qu'il n'ait point pris le temps et la peine d'en acquérir? Il avait trop souvent, suivant le mot de Chaptal, qui fut ministre de l'Intérieur sous le Consulat, « le ton d'un jeune lieutenant mal élevé. »

Il exprimait un jour, à propos d'une question littéraire, un jugement qui aurait été aussi bien le sien à propos des relations de société. « J'avoue, disait-il, que je n'aime guère ce mot vague et niveleur de convenances que vous autres jetez en avant à toute occasion. C'est une invention des sots pour se rapprocher à peu près des gens d'esprit, une sorte de bâillon social qui gêne le fort et qui ne sert que le médiocre. Il se peut qu'elles vous soient commodes, à vous qui n'avez pas grand'chose à faire dans cette vie ; mais vous sentez bien que moi, par exemple, il est des occasions où je serais forcé de les fouler aux pieds.... Ah! le bon goût, ajoutait-il, voilà encore une de ces paroles classiques que je n'adopte point. » On rapporte que Talleyrand lui dit une fois : « Le bon goût est votre ennemi personnel. Si vous pouviez vous en défaire à coups de canon, il y a longtemps qu'il n'existerait plus. »

Pour un rien et souvent sans qu'on s'y attendît, son langage abondait en expressions brutales. Quand il dictait dans ses moments de colère, ce qui lui arrivait fréquemment, les gros mots sortaient d'eux-mêmes de ses lèvres. C'était au secrétaire, à Bourrienne, à Méneval, à Maret, à trier l'ivraie et le bon grain, et le triage ne pouvait pas toujours s'opérer. En 1811, à l'occasion de sa visite aux travaux de Cherbourg, l'Empereur fit avec Marie-Louise un voyage en Basse-Normandie qui eut un éclat extraordinaire et où tous les administrateurs rivalisèrent en empressement et en adulation. Cela ne l'empêcha pas de traiter d'une manière brutale, en public, l'évêque de Séez, qui était venu le saluer à Alençon avec les autorités du département de l'Orne. « Au lieu de fondre les partis, vous distinguez entre les constitutionnels et les inconstitutionnels.

Misérable !.. Vous êtes un mauvais sujet, donnez votre démission sur l'heure. » Puis, aux grands vicaires : « Quel est celui d'entre vous qui conduit votre évêque, lequel d'ailleurs n'est qu'une bête ? » Et à l'un deux : « F..., où étiez-vous donc ? — Dans ma famille. — Comment, avec un évêque qui n'est qu'une f... bête, êtes-vous si souvent absent ? »

NAPOLÉON, MAITRE DE MAISON. L'écorce de rudesse qui était en Napoléon était trop épaisse pour que le vernis mondain en recouvrît toutes les aspérités. La vie de cour où un Louis XIV se mouvait avec tant d'aisance et de majesté, fut pour lui comme la rançon du titre impérial et une corvée insupportable. Il s'en acquitta comme il put ; il ne songea jamais à faire aucun effort pour paraître en supporter le poids avec grâce et le sourire aux lèvres.

« Il ne sait, dit Mme de Rémusat, ni entrer ni sortir d'une chambre ; il ignore comment on salue, comment on se lève ou s'assoit. Ses gestes sont courts et cassants, de même sa manière de dire et de prononcer. Dans sa bouche, j'ai vu l'italien perdre toute sa grâce. » Aux réceptions, il se promenait à droite, à gauche, ne sachant que faire et que dire. « On imaginerait difficilement, dit Metternich, plus de gaucherie dans la tenue que Napoléon n'en avait dans un salon. » A Saint-Cloud, devant un cercle entier de dames, on l'entendit répéter une vingtaine de fois cette même et unique phrase : « Il fait chaud ! » Il ne se souvenait jamais d'un nom propre, et sa première question était presque toujours : « Comment vous appelez-vous ? » De sa part, cela était comme machinal, mais pour les autres la question sans cesse répétée devenait fort désagréable. Un jour, l'Empereur disait à Grétry, avec sa brusquerie ordinaire, son classique : « Et vous, qui êtes-vous donc ? » Celui-ci, qui se rendait souvent aux audiences du dimanche comme membre de l'Institut et qui était fatigué de cette éternelle question, répondit avec un peu d'impatience : « Sire, toujours Grétry. » L'Empereur ne demanda plus son nom à l'auteur de *Richard Cœur de Lion*.

« Je n'ai jamais entendu, disait un Allemand qui avait eu une audience de Napoléon, une voix si âpre, si peu assouplie. Quand il souriait, sa bouche seule, avec une portion des joues, souriait ; son front et ses yeux restaient immuablement sombres. Ce mélange de sourire et de sérieux avait quelque chose de terrible et d'effrayant. » Le despotisme de Napoléon, toujours en éveil, se souciait peu, en effet, d'inspirer l'attachement auquel il affectait de ne pas croire, ni pour lui ni pour les autres. La crainte était pour lui l'aiguillon par excellence ; il trouvait un secret plaisir à semer l'inquiétude, même dans le cercle de ses intimes. Partout, aussi bien dans les campagnes et dans les circonstances les plus critiques que dans la tranquillité des Tuileries, il était admirablement servi, son dîner était toujours prêt ; il n'avait qu'à faire un signe, c'était magique, comme il le disait lui-même. Mais, loin d'exprimer sa satisfaction, il ne songeait qu'à tenir les gens en haleine. Pour cela, il laissait volontiers planer sur tous ses serviteurs une sorte de petite terreur. *Initium sapientiæ, timor*

Domini. Quand M. de Rémusat lui avait organisé une de ces fêtes qui avaient demandé un effort d'imagination et de travail extraordinaire, sa femme ne lui demandait jamais si l'Empereur avait été content, mais bien s'il avait plus ou moins grondé. Il y a à ce sujet un mot de la douce Joséphine, qui est cruel sans le vouloir. C'était après Tilsit ; tout était à la joie dans le pays et dans le monde officiel ; mais l'Impératrice ne put s'empêcher de manifester son inquiétude et celle de son entourage : « L'Empereur, dit-elle, est si heureux qu'il va sûrement beaucoup gronder. »

Aussi Napoléon, qui, suivant sa propre expression, ne s'amusait guère aux sentiments inutiles, comme l'amitié ou l'amour, n'avait pas grande illusion sur l'attachement qu'il inspirait. « L'homme vraiment heureux, dit-il une fois, est celui qui se cache de moi au fond d'une province, et, quand je mourrai, l'univers fera un grand *ouf !* »

LA JOURNÉE DE L'EMPEREUR. L'heure du lever de Napoléon était assez variable, en général vers sept heures. Souvent son réveil était marqué par des spasmes de l'estomac, ce qui lui faisait croire parfois qu'il avait été empoisonné. Le grand maréchal et le premier médecin étaient les seules personnes qui avaient le droit d'entrer sans être annoncées. La conversation s'engageait fréquemment avec le premier médecin Corvisart. L'Empereur avait pour lui, à juste titre, beaucoup d'estime : il le nomma baron ; mais il avait peu de confiance dans la médecine. S'il entendait parler de quelqu'un de malade, sa question était toujours : « Mourra-t-il ? » Devant la réponse évasive de Corvisart, il concluait que la médecine ne savait rien.

Sa toilette complète se faisait en présence de ceux qui pouvaient être là, sans qu'il s'en souciât en aucune manière. Très soigneux de ses mains et de ses ongles, il fallait qu'il eût à portée une trousse complète de ciseaux et de limes, il brisait les instruments qui n'étaient pas suffisamment affilés. Il prenait très fréquemment des bains, souvent même la nuit. Il aimait l'eau de Cologne au point de s'en inonder le corps ; une de ses privations à Sainte-Hélène fut d'être obligé d'y renoncer et de la remplacer par de l'eau de lavande. Il ne pouvait supporter aucune contrainte, pas plus dans la manière de s'habiller qu'en quoi que ce fût. Il jetait à terre ou au feu tout vêtement qui ne lui convenait pas ou qui le gênait un peu ; sa colère tombait sur le malheureux valet de chambre qui lui avait attiré cette contrariété passagère. Les jours de gala et de grand costume, c'était toute une stratégie de la part de ceux qui l'habillaient pour saisir le moment de lui ajuster les diverses parties de sa tenue. Comme il arrachait tout ce qui lui causait le plus léger malaise, comme il salissait vite ce qu'il portait et qu'il usait pendant l'hiver beaucoup de paires de bottes en tisonnant le feu à même, les dépenses de sa toilette s'élevaient à une quarantaine de mille francs ; étant donnée la simplicité de sa mise, qui était celle d'un officier de sa Garde, la somme peut paraître élevée.

Après la toilette, il passait dans son cabinet pour le lever et les audiences, qui avaient lieu à neuf heures. Il avait déjà travaillé avec son secrétaire intime et préparé

INSIGNE de dame d'honneur de Marie-Louise.

CLEF de chambellan du gal Bertrand.

ABEILLE en bronze doré de la salle du Trône, au palais des Tuileries.

NAPOLÉON AU THÉATRE DE SAINT-CLOUD, le 13 avril 1812. — L'Empereur somnole il ouvre les yeux, il est reveillé.

FESCH (Cardinal), grand aumônier. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

TALLEYRAND-PÉRIGORD, grand chambellan, prince de Bénévent. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

RÉMUSAT (Comte de), premier chambellan. (BIBL. NAT. EST.)

DUROC, grand maréchal du Palais, duc de Frioul (M. E. NANSOUTY.)

CAULAINCOURT, grand écuyer, duc de Vicence. (VERSAILLES.)

BERTHIER, grand veneur, prince de Wagram. (COLLECTION DE LA DUCHESSE D'ALTENSTEIN.)

SÉGUR (Comte de), grand maître des cérémonies. (BIBL. NAT., EST.)

DARU (Comte), intendant général de la maison. (B. N., EST.)

CORVISART (Baron), premier médecin. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

ROHAN (Ferdinand de), premier aumônier. (MUSÉE DE LA MARINE.)

LA ROCHEFOUCAULD (Mme de), dame d'honneur.

LA VALETTE (Mme de), dame d'atour. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

RÉMUSAT (Mme de), dame du Palais (l'auteur des Mémoires).

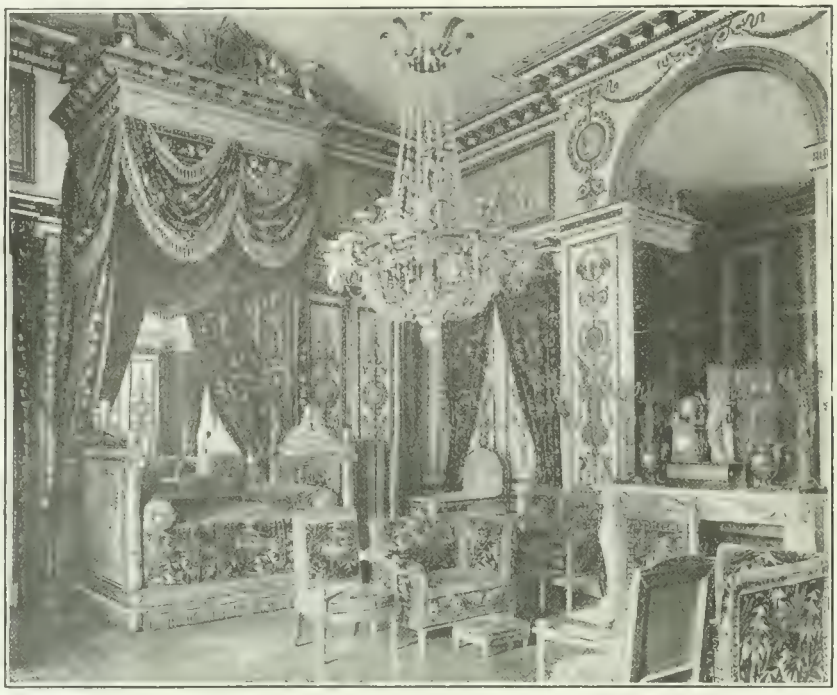
NEY (Maréchale), dame du Palais. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LANNES (Maréchale), dame du Palais. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

HARVILLE (Sénateur d'), chevalier d'honneur.

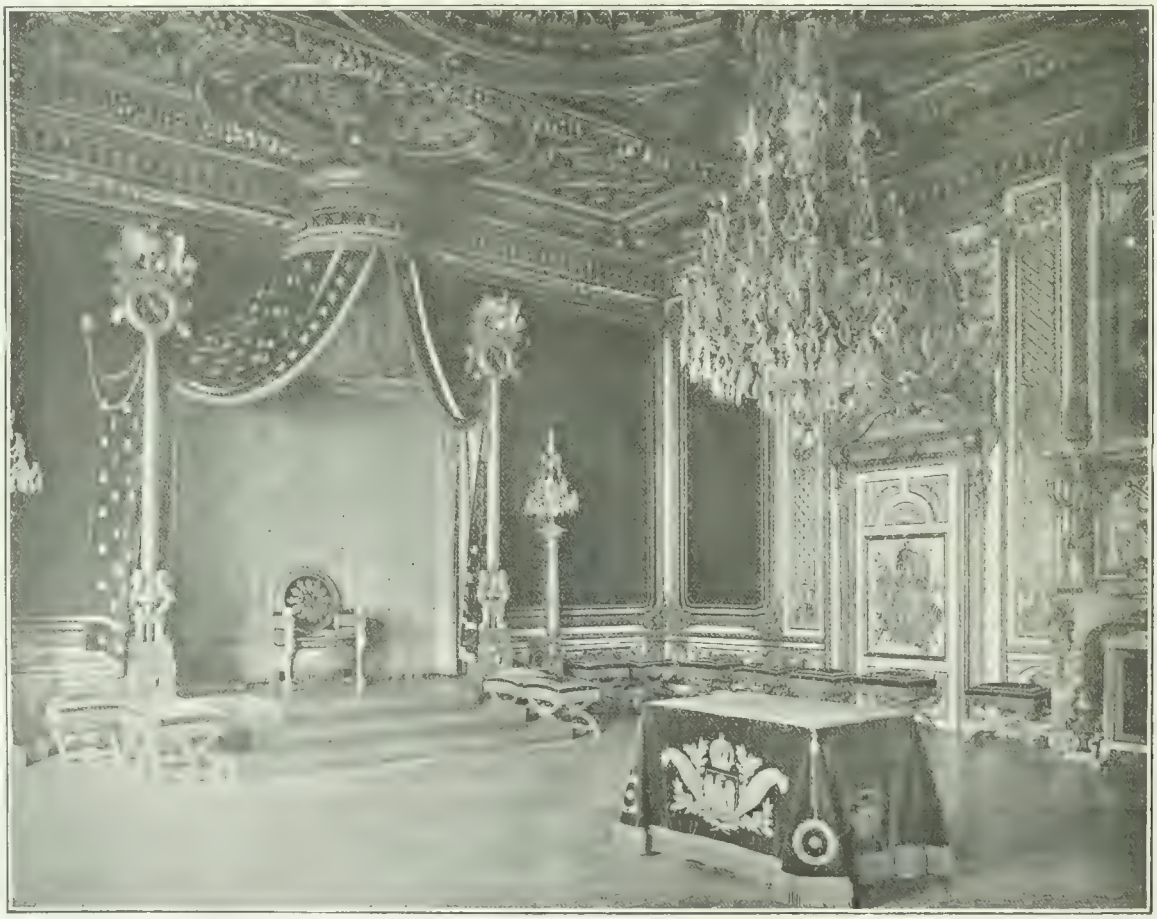
NANSOUTY (Général), premier chambellan. (BIBL. NAT., EST.)

ORDENER (Sénateur), premier écuyer. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



CHAMBRE A COUCHER DE NAPOLÉON, au palais de Fontainebleau. — Cheminée Louis XVI. Pendule donnée par Pie VII. Amours au-dessus des portes, par Sauvage, peints en grisaille. Lit en bois doré et sculpté.

CL. NEURDEIN.



SALLE DU TRONE, à Fontainebleau. — Draperie du dais, en velours violet, semé d'abeilles d'or, doublé de satin blanc. Deux trophées à la romaine. Table où l'on prêtait serment. CL. NEURDEIN.

avec lui la besogne de la journée. Il recevait pêle-mêle les préfets, les princes, les ministres, sans paroles inutiles, allant toujours droit au fait. Il prétend qu'il écoutait volontiers, que l'interlocuteur qui lui rappelait un souvenir de ses premières années était comme assuré de réussir. « Ceux qui avaient la clef de mon caractère savaient bien cela ; ils savaient qu'avec moi, dans quelque disposition que je fusse contre eux, c'était comme au jeu de barres : la partie était gagnée aussitôt qu'on avait pu toucher le but. Aussi n'avais-je d'autre moyen, si je voulais résister, que de refuser de les voir. »

Les heures de beaucoup les plus nombreuses de la journée étaient celles qui étaient consacrées au travail, travail avec les secrétaires, avec les ministres, avec les divers chefs de service, dans les séances du Conseil d'État. « Le travail est mon élément, disait-il ; je suis né et construit pour le travail. J'ai connu les limites de mes jambes, j'ai connu les limites de mes yeux ; je n'ai jamais pu connaître celles de mon travail. » La capacité de sa tête était immense ; elle n'avait d'égale que l'ordre admirable qui y régnait. Il disait lui-même que les divers objets et les diverses affaires étaient casés dans sa tête comme dans une armoire. « Quand je veux interrompre une affaire, ajoutait-il, je ferme son tiroir et j'ouvre celui d'une autre. Elles ne se mêlent pas l'une avec l'autre et jamais ne me gênent ni me fatiguent. Veux-je dormir : je ferme tous les tiroirs et me voilà au sommeil. » Ce qu'il appelait son coup d'œil d'aigle se portait au même moment sur les affaires les plus diverses. Rien de plus curieux à cet égard que les pièces innombrables de sa correspondance. On le voit s'occuper de tout à la fois, dans une même dépêche : affaires militaires et politiques, questions de théâtres et de manufactures, gratifications à des artistes, etc. Le 25 octobre 1806, de Potsdam, l'avant-veille de son entrée à Berlin, il réglait la mise en scène d'un ballet qu'on préparait à Paris, comme à Moscou, au milieu des préoccupations les plus tragiques, il signait le décret sur la réorganisation de la Comédie-Française.

Ce cerveau prodigieux est sans cesse en travail, classant, comparant, décidant, par suite toujours prêt à faire face à tout, à répondre sur tout. « Je travaille toujours, en dînant, au théâtre. La nuit, je me réveille pour travailler. La nuit dernière, je me suis levé à deux heures, je me suis mis dans une chaise longue, devant mon feu, pour examiner les états de situation que m'avait remis hier soir le ministre de la Guerre ; j'y ai relevé vingt fautes dont j'ai envoyé ce matin les notes au ministre, qui maintenant est occupé, avec ses bureaux, à les rectifier. » « Je prends plus de plaisir à cette lecture, écrivait-il à son frère le roi de Naples, qu'une jeune fille n'en prend à lire un roman. »

Avec ce besoin toujours en éveil de connaître tout par soi-même, de lire les rapports dans tous leurs détails, de prendre un parti sur une affaire en cours, Napoléon se mettait à table quand il y songeait ou quand il en avait le temps. Cependant les repas avaient été annoncés pour une certaine heure, et ils devaient être prêts à l'heure dite. Aussi, l'heure arrivée, on mettait pour lui des poulets à la broche

de demi-heure en demi-heure ; il arriva parfois qu'on en rôtît des douzaines avant celui qui était présenté. Cela explique que sa table personnelle, toute sobre qu'elle fût, revenait à une centaine de francs par jour. Il mangeait en général avec sa femme. Le repas était servi tout à la fois sur la table, de manière qu'il prît aussitôt ce qui était à sa fantaisie ; il lui arrivait ainsi de manger des confitures ou de la crème avant d'avoir touché aux entrées. Le tout se terminait, le matin, par une tasse de café pur. S'il invitait du monde à sa table, il ne s'en gênait pas davantage. Douze à quinze convives étaient réunis ; il mangeait précipitamment de deux ou trois plats, puis il se levait de table, sans se soucier des invités qui n'avaient pas encore pris le potage.

Au coucher, tout en causant avec ses valets de chambre, — Constant, l'un d'eux, excellait à lui raconter les commérages de la ville et les cancans du palais, — il se déshabillait à la diable : son habit sur un meuble, son grand cordon sur le tapis, son chapeau dans un coin. Personne ne couchait dans sa chambre. Son fidèle mameluk Roustam prenait place dans la pièce voisine ; le chien de garde veillait pendant quelques courtes heures sur le repos de son maître.

LE CERÉMONIAL A LA COUR. La cour se modèle toujours sur le chef de l'État ; celle de Napoléon empruntait à sa personne quelque chose de militaire, de sec et de raide comme une consigne. La princesse Dolgorouki, qui avait fréquenté les Tuileries sous le Consulat, disait que ce n'était pas précisément une cour, mais que ce n'était pas non plus un camp. Ce caractère hybride continua pendant tout le régime, mais la note militaire s'accentua avec les années, à mesure que l'Empire devint une machine militaire de plus en plus gigantesque. Pas plus aux Tuileries qu'à l'armée, il n'y avait place pour l'imprévu et pour la fantaisie ; là aussi régnait une discipline immuable et qui avait tout prévu. La cour, suivant Chaptal, était « une vraie galère où chacun ramait selon l'ordonnance. » « L'Empereur, ajoute Mme de Rémusat, ordonne l'étiquette avec la sévérité de la discipline militaire. Le cérémonial s'exécutait comme s'il était dirigé par un roulement de tambour ; tout se faisait, en quelque sorte, au pas de charge ; et cette espèce de précipitation, cette crainte continuelle qu'il inspirait, jointes au peu d'habitude des formes d'une bonne moitié de ses courtisans, donna à sa cour un aspect plutôt triste que digne. »

Le jeudi et le dimanche après la messe, il y avait dans la salle du Trône un grand lever, après lequel l'Empereur recevait les députations des villes et des départements, les titulaires des hautes fonctions nationales, les étrangers de distinction admis à cette faveur, les femmes des grands fonctionnaires. Chaque jour, dès qu'il était habillé, il passait dans le salon voisin de sa chambre ; c'était le premier lever, avec l'entrée qu'on appelait le service : grands officiers de la maison de l'Empereur, maître de la garde-robe, généraux de la Garde. Nul ne pouvait y manquer sans excuse valable. Un jour, le grand maître des cérémonies Ségur se fit attendre. L'Empereur le reçut fort mal à son arrivée. Le coupable s'en tira avec esprit. « Sire, répondit-il,

j'ai un million d'excuses sans doute à présenter à Votre Majesté ; mais aujourd'hui on n'est pas toujours maître de circuler dans les rues. Je viens d'avoir le malheur de donner dans un embarras de rois, dont je n'ai pu sortir plus tôt ; voilà la cause de ma négligence. » C'était l'époque où cinq ou six rois, comme les rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, se trouvaient à Paris pour faire leur cour au maître de l'Europe. Après le service venait le second lever ; il se composait des chambellans, des généraux de passage, du préfet de Paris, du préfet de police, des princes, des ministres.

Pas plus aux réceptions quotidiennes qu'aux réceptions d'apparat, les salons des Tuileries ne rappelaient l'antichambre de l'Œil-de-Bœuf, où se pressait, au milieu d'un murmure de conversations, le flot des gens à la mode. C'étaient des escouades de fonctionnaires qui venaient en service commandé, se tenaient raides, en silence, comme au rapport, s'attendant à être congédiés d'un mot ou d'un signe, fort heureux quand la foudre n'avait pas éclaté sur l'un d'eux à propos d'un ordre mal compris.

LE PERSONNEL DE LA COUR. Le courtisan de Versailles était bien mort avec l'ancien régime. Les hôtes des Tuileries n'étaient pas là pour faire assaut de grâce, de séduction, d'esprit ou de frivolité ; ils y étaient pour évoluer en ordre, comme des troupes bien entraînées, quand il plaisait au maître de s'offrir une fête d'apparat dans un décor de luxe. Ils étaient des figurants et en aucune manière des gens de salon. Ceux qui avaient grandi avec Napoléon avaient pris d'eux-mêmes et conservé à la cour ces attitudes apprises de soldats qui sentent sur eux l'œil du sergent ; mais les seigneurs de l'ancien régime qui étaient admis aux Tuileries commençaient par y être tout à fait dépaysés. A regarder le cadre extérieur, ils pouvaient se croire revenus à ce passé d'élégance où le rôle de courtisan demandait l'art le plus raffiné. Bien vite une consigne sévère les avertissait de leur méprise. Alors, tout décontenancés, ne sachant plus où ils se trouvaient, ils ne savaient quel langage tenir. Ils finissaient par comprendre que, s'ils ne voulaient point s'exposer à des rebuffades désobligeantes, le plus simple était de se mettre au ton de tout le monde et de prendre l'attitude passive de la servilité.

Ce fut toujours dans la politique de Napoléon de faire appel pour les fonctions publiques aux Français de tous les partis. Il fit de même pour le personne de la cour impériale, en montrant une sorte de faveur pour les grands noms de l'ancienne France. « Il me fallait une aristocratie, disait-il ; c'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant ; l'État sans elle est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. Or, le bon de l'aristocratie, sa magie est dans son ancienneté, dans le temps ; et c'étaient les seules choses que je ne pusse pas créer. »

Son orgueil ne pouvait pas ne pas être satisfait à voir dans sa cour de soldat parvenu tant de noms célèbres du passé. En 1805, dans l'hiver qui suivit le couronnement, quand sa fortune parut définitivement établie, les membres des

plus illustres familles sollicitèrent à l'envi l'honneur d'entrer dans la maison de l'Empereur. L'Impératrice, Talleyrand, M. de Rémusat recevaient les demandes qui formaient des listes considérables. Il souriait en voyant tous ces noms pêle-mêle de jacobins, d'officiers, de gentilshommes, qui demandaient pour eux-mêmes ou pour leurs femmes un emploi quelconque dans la domesticité dorée des Tuileries. Et lui, qui savait que le grand art est de se faire désirer, il faisait quelques choix de loin en loin. Beaucoup d'appelés, peu d'élus ; la cour impériale, c'était vraiment le paradis pour ceux qui avaient le bonheur d'en franchir les portes. A l'armée, les noms plébéiens, les noms d'officiers de fortune abondent, les Masséna, les Ney, les Murat, les Augereau, les Lefebvre, les Lannes et tant d'autres, fils de la Révolution, dont un Saint-Simon aurait dit qu'ils étaient nés de la lie du peuple. Mais à feuilleter l'*Almanach Impérial*, on croirait parcourir une édition plus récente de l'*Almanach Royal*, avec les noms des Talleyrand, des Ségur, des La Feuillade, des Noailles, des Narbonne, etc. Dans les premiers temps du Consulat, Sieyès exprimait au Premier Consul son peu de confiance dans les dispositions des Français. « Vous ne croyez donc pas, lui demanda celui-ci, que ce gouvernement tienne ? — Non. — Vous ne croyez donc pas ceci fini ? — Non. — Et quand le regarderez-vous comme fini ? — Quand je verrai dans votre antichambre les anciens ducs, les anciens marquis. » Quelques années plus tard, Sieyès assistait à une audience solennelle aux Tuileries. « Eh bien ! lui dit l'Empereur, qui avait la mémoire bonne, vous voici pêle-mêle avec les anciens ducs et les anciens marquis ; regardez-vous le tout comme fini? — Oh ! oui, répondit Sieyès, en s'inclinant. Vous avez accompli des prodiges que rien n'égale et qu'il était au-dessus de mes forces de prévoir. »

Ce prodige, c'était la conquête du faubourg Saint-Germain, le dernier boulevard de la vieille aristocratie ; il estimait à l'égal de ses plus grandes victoires d'avoir vaincu ce qu'il appelait la ligue germanique. « Ces noms appartiennent à la France, à l'histoire ; je suis le tuteur de leur gloire, je ne les laisserai pas périr. » Cependant des « encroûtés » n'avaient pas compris ses projets. « Mon orgueil et mon plaisir eussent été d'étendre ces belles tiges françaises, si elles eussent été ou si elles se fussent données tout à fait à nous. Ils n'ont pas su me deviner ! » Sans esprit, sans connaissance de la véritable gloire, ils n'avaient pas senti qu'il fallait le « suivre sur la cime du Simplon pour y commander le respect et l'admiration du reste de l'Europe. »

LES FEMMES A LA COUR. Napoléon apporta une attention particulière au recrutement des dames de la cour. Avoir à la cour des hommes porteurs de beaux noms historiques, c'était bien sans doute; avoir ces mêmes noms portés par des femmes, c'était mieux encore. Si les femmes adhéraient au régime nouveau en sollicitant les fonctions qu'elles pouvaient obtenir, l'Empire aurait pour lui un mouvement d'opinion auquel rien ne résiste.

Pour la même raison, les préfets reçurent l'ordre de dresser des listes de demoiselles

SERVICE A THÉ EN VERMEIL PAR BIENNAIS, AYANT APPARTENU A NAPOLÉON aiguière avec anse de bois d'ébène en forme de col de cygne, théière, sucrier, bassin et cuillère, buire.

SALLE DE BAINS DE NAPOLÉON, AU PALAIS DE FONTAINEBLEAU. — Peintures sur glaces représentant des jeux d'enfants, par Barthélemy, qui proviennent de Trianon. CL. NEURDEIN.

MARIAGE d'Eugène de Beauharnais et d'Amélie de Bavière, dans la grande galerie du palais de Munich, le 13 janvier 1806. Sur l'estrade, Napoléon et Joséphine ; le roi et la reine de Bavière. Murat, à la droite de l'Empereur.

PAR MÉNAGEOT (MUSÉE DE VERSAILLES.)

MARIAGE de Jérôme Bonaparte et de Catherine de Wurtemberg, dans la galerie de Diane, aux Tuileries, le 22 août 1807. Madame Mère, Napoléon, Joséphine, Joseph et la reine de Naples, Louis et la reine de Hollande, Pauline, Caroline.

PAR REGNAULT. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

à marier appartenant à des familles notables, en vue d'inspirer ou d'imposer leur alliance au gré des combinaisons qui convenaient au gouvernement; la huitième colonne de ce formulaire administratif devait indiquer « les agréments physiques ou les difformités, les talents, la conduite et les principes religieux de chacune des jeunes demoiselles. »

A la cour, les fonctions que les femmes pouvaient exercer furent de plus en plus recherchées par d'anciennes et d'illustres familles. L'Empereur ne manquait presque jamais de leur accorder la préférence. Comme on s'en étonnait : « Bah! c'est votre faute; vous n'y entendez rien. Il n'y a que les gens de vieille race pour savoir bien servir. »

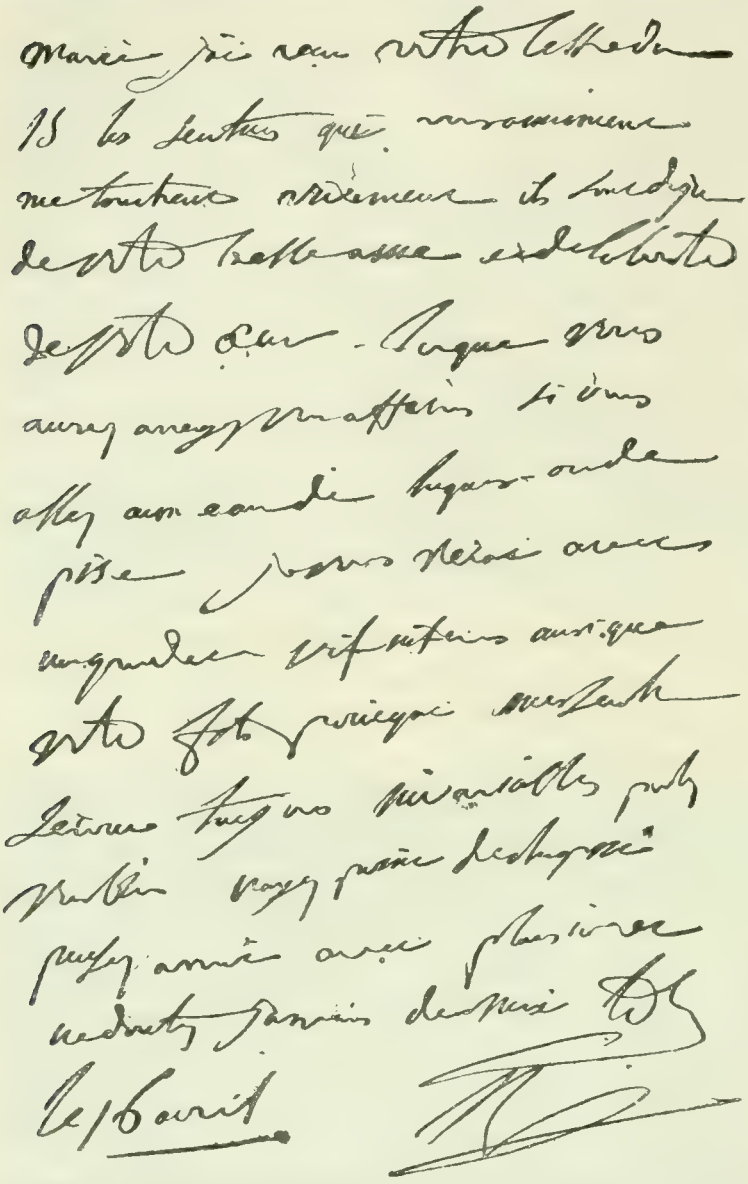
Joséphine eut pour dame d'honneur Mme de La Rochefoucauld, jadis fort royaliste, mais qui avait plu à Napoléon parce qu'elle était incapable d'intrigue; son mari obtint plusieurs ambassades; sa fille épousa le prince Aldobrandini, frère du prince Borghèse. La dame d'atour de Joséphine, Mme de La Valette, était fille du marquis de Beauharnais. Dans la liste des dames du palais, on trouve les noms de Mmes de Luçay, de Chevreuse, de Montmorency-Matignon, de Mortemart, de Canisy; celle-ci passait pour une des plus belles personnes de son temps. Au moment de son second mariage, Napoléon fit encore entrer dans la maison de la nouvelle Impératrice beaucoup de noms qui appartenaient à l'ancienne aristocratie; toutefois, préoccupé de l'idée de ne pas donner à l'ancien parti une préférence exclusive, il fit choix pour la place de dame d'honneur de Mme la duchesse de Montebello. Fille de Guehéneuc, un ancien commissaire des guerres, la duchesse était la veuve du glorieux maréchal qui avait été blessé mortellement à la journée d'Essling.

NAPOLÉON ET LA SOCIÉTÉ DES FEMMES. Suivant le mot de galanterie qu'on attribue à François Ier, une cour sans dames est un printemps sans roses. Si Napoléon tint à avoir des dames aux Tuileries, ce n'était pas pour le plaisir délicat de mettre des roses dans son parterre impérial.

« Je n'aime pas beaucoup les femmes, disait-il, ni le jeu, enfin rien; mais je suis tout à fait un homme politique. » Il aurait dû dire qu'il dédaignait les femmes ou, mieux encore, qu'il les méprisait. La délicatesse à l'égard d'une femme est un sentiment qui semble lui avoir été inconnu. En parlant des femmes, il s'est presque toujours exprimé d'une manière insultante. « Les femmes sont l'âme de toutes les intrigues. On devrait leur défendre de paraître en public autrement qu'avec la jupe noire. » Les États sont perdus lorsqu'elles gouvernent les affaires; il citait en exemples Marie-Antoinette, la reine d'Espagne, l'impératrice d'Allemagne. Était-ce jalousie de métier? Non. C'est que la femme — exception faite peut-être pour la Française, qui a plus d'esprit que les hommes et qui n'en est que plus dangereuse — est un être inférieur, créé pour le service de l'homme. « La femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne. Elle est la propriété de l'homme, comme l'arbre à fruit est celle du jardinier. »

C'est le mépris instinctif de l'homme fort ou qui se croit tel à l'égard de l'être qui a pour arme suprême sa faiblesse même. Ce mot lui était ordinaire : « Les femmes ont

toujours deux moyens de faire effet : le rouge et les larmes. » « Ah ! les larmes ! disait-il encore . Les femmes n'ont que cette ressource. C'est comme Joséphine, elle croit tout gagné, quand elle a pleuré ! N'est-ce pas, monsieur Rémusat, que les larmes, c'est le plus grand argument des femmes ? » Il n'avait pour ainsi dire que de mauvais compliments à leur adresser. « Ah ! mon Dieu, comme vous avez les bras rouges ! » « Oh ! la vilaine coiffure ! Qui vous a fagoté les cheveux comme cela ? » La duchesse de Chevreuse, spirituelle et très indépendante, sut un jour lui répondre. « Ah, ah ! c'est singulier comme vous avez les cheveux roux. — C'est possible, mais c'est la première fois qu'un homme me le dit. » Puis c'était : « Quel âge avez-vous ? » ou « Comment vous appelez-vous ? » A un bal de l'Hôtel de Ville, une femme venait de répondre à cette question. « Ah ! bon Dieu, on m'avait dit que vous étiez jolie. » Aussi se faisait-il un grand silence quand les femmes le voyaient approcher ; il n'y en avait pas une, paraît-il, qui ne fût charmée de le voir s'éloigner.



« Marie, j'ai reçu votre lettre du 15. Les sentiments qui vous animent me touchent vivement ; ils sont dignes de votre belle âme et de la bonté de votre cœur. Lorsque vous aurez arrangé vos affaires, si vous allez aux eaux de Lucques ou de Pise, je vous verrai avec un grand et vif intérêt, ainsi que votre fils, pour qui mes sentiments seront toujours invariables. Portez-vous bien, n'ayez point de chagrin, pensez à moi avec plaisir et ne doutez jamais de moi.

« Le 16 avril [1814, de Fontainebleau]. N. »

LETTRE DE NAPOLÉON A LA COMTESSE WALEWSKA.
(COLLECTION DE M. BRENOT.)

Jeunes ou vieilles, belles ou laides, instruites ou ignorantes, les femmes ne devaient avoir à sa cour aucun rôle personnel. « Il faut que les femmes ne soient rien à ma cour ; elles ne m'aimeront point, mais j'y gagnerai

du repos. » L'amour, « c'est toujours le lot des sociétés oisives » ; il n'eut point le temps d'aimer. Quelques fantaisies, quelques passades ; la comtesse Walewska, qui lui donna un fils, lui inspira de sincères sentiments d'affection ; mais jamais de favorite. Les femmes étaient à la cour pour l'orner ; à ce titre elles devaient toujours être prêtes à prendre part à toutes les fêtes. Si une femme n'était à peu près rien dans la cour de cet empereur peu féministe, une femme malade était moins que rien.

LA COUR A PARIS. La grande époque de la vie de cour commença avec les fêtes qui furent données au moment du sacre. Une ou deux fois par semaine, une cinquantaine de dames et un bon nombre d'hommes étaient invités aux Tuileries. On entendait des chanteurs italiens, puis on jouait au whist, au loto, aux échecs ; défense de jouer de l'argent. A onze heures on servait un grand souper ; les femmes seules étaient assises. C'était alors la mode des coiffures en turban, des étoffes turques et des vêtements à l'orientale. Les victoires de la Grande Armée, les mariages dans la famille impériale furent autant d'occasions de réjouissances solennelles. Après Austerlitz, les dames durent savoir faire la révérence ; l'ancien maître de danse de Marie-Antoinette leur apprit à marcher, à plier le corps, à saluer avec grâce.

L'Empereur s'ennuyait de tout ; cette vie de gala, à laquelle il sacrifiait de temps à autre quelques heures, était pour lui une contrainte insupportable. Que faire pour amuser celui que Talleyrand appelait l'Inamusable ? Le théâtre était peut-être la distraction qui lui déplaisait le moins ; mais il s'en prenait souvent à Racine, à Corneille, à Talma, au surintendant des spectacles, du plaisir médiocre qu'il avait goûté. Il y avait encore de grands concerts dans la salle des Maréchaux, où assistaient quatre cents à cinq cents invités. Des danseurs et des danseuses de l'Opéra remplaçaient les musiciens. Un souper était servi dans la galerie de Diane. Tout cela magnifique, mais solennel, froid, figé. De grands bals masqués se donnaient aussi aux Tuileries ; les hommes venaient en domino, les femmes en costume élégant. Les intrigues n'allaient jamais bien loin. L'Empereur, masqué lui-même, mais reconnaissable, se promenait dans les salons, en général au bras de Duroc. Son premier geste était d'arracher leur masque aux personnes qu'il ne reconnaissait pas tout de suite ; le procédé n'était pas pour mettre beaucoup d'aisance parmi les invités.

LA COUR A FONTAINEBLEAU. Les plus belles fêtes de l'Empire ne se donnèrent point aux Tuileries. Le 1er décembre 1809, la Malmaison servit de cadre à une fête très brillante, avec dîner, spectacle, bal, en l'honneur des rois de Saxe, de Naples, de Wurtemberg et de Hollande. Le célèbre ténor Elleviou se fit entendre dans l'opéra-comique de Grétry, *Zémire et Azor* ; l'Empereur félicita l'artiste et l'auteur : « Voilà, dit-il, la vraie musique française. »

Semblable en cela à Louis XIV, Napoléon avait de plus en plus d'aversion pour les Parisiens. « Ils ne m'ont point encore pardonné, disait-il, d'avoir pointé mes

canons sur eux, au 13 Vendémiaire. » Il lui suffisait d'être à Paris pendant la semaine du Corps législatif ; le reste de l'année, il habiterait Versailles, ou mieux encore Fontainebleau, « la vraie demeure des rois. »

Fontainebleau vit, en 1807, les fêtes magnifiques qui suivirent le mariage de Jérôme et de la princesse Catherine de Wurtemberg. Le mariage religieux avait été célébré à la chapelle des Tuileries, le 23 août, avec un éclat extraordinaire. La cour s'était ensuite transportée à Fontainebleau; elle y passa deux mois. Le roi et la reine de Westphalie, le grand-duc et la grande-duchesse de Berg, la reine de Hollande, la princesse Pauline, les princes allemands qui venaient en foule en France depuis que Napoléon avait créé la Confédération du Rhin, les grands dignitaires et les grands officiers, les ministres, les maréchaux, les chambellans, les dames d'honneur, les dames d'atour, les dames du Palais, formaient une cohue pleine de luxe et de magnificence, mais qui dans le fond s'ennuyait à périr. Suivant les jours et les heures, c'était la chasse, le spectacle, le bal, le cercle. Le programme du théâtre avait été arrêté ; tout à coup une fantaisie du maître demandait une autre pièce ou un autre acteur. « Bah! avec un peu de peine, vous en viendrez à bout; je le veux, c'est à vous de trouver le moyen de le faire. » Je le veux ! Le mot magique était obéi. Puis, devant le nouveau spectacle, le maître rêvait ou s'endormait. Comme on ne pouvait applaudir, la représentation restait silencieuse et glaciale. Le bal n'offrait pas plus d'animation et de liberté. Les invités, en cercle, attendaient Leurs Majestés. L'Impératrice arrivait la première ; l'Empereur, retenu par le travail, en général beaucoup plus tard. Les danses commençaient, solennelles et froides. Il adressait quelques paroles insignifiantes, puis il disparaissait.

« C'est chose singulière, disait-il un jour. J'ai rassemblé à Fontainebleau beaucoup de monde, j'ai voulu qu'on s'amusât, j'ai réglé tous les plaisirs, et les visages sont allongés, et chacun a l'air bien fatigué et triste. » Talleyrand lui répondit: « C'est que le plaisir ne se mène point au tambour, et qu'ici, comme à l'armée, vous avez toujours l'air de dire à chacun de nous : « Allons, messieurs et mesdames, en avant, marche ! »

GERARD

MADAME RECAMIER

(PEROU PALAIS.)

CHAPITRE XVII

LA CIVILISATION DE L'EMPIRE

L'UNIVERSITÉ IMPÉRIALE. ⸗ LES JOURNAUX. ⸗ LE THÉATRE. ⸗ NAPOLÉON ET L'INSTITUT. ⸗ NAPOLÉON ET CHATEAUBRIAND. ⸗ NAPOLÉON ET MADAME DE STAËL. ⸗ MADAME RÉCAMIER. ⸗ NAPOLÉON ET LES ARTISTES. ⸗ PROGRÈS ÉCONOMIQUES. ⸗ FAVEURS A L'INDUSTRIE. ⸗ LES EXPOSITIONS INDUSTRIELLES. ⸗ LES « TRÉSORS DE NAPOLÉON. » ⸗ TRANSFORMATION MATÉRIELLE DE LA FRANCE. ⸗ PARIS SOUS NAPOLÉON.

BONAPARTE, à l'époque du Consulat, avait fait un jour, à l'improviste, en compagnie de son collègue Lebrun et de Duroc, une visite à l'ancien collège Louis-le-Grand, qui s'appelait alors le Prytanée français. « Savez-vous, Bourrienne, que j'ai fait le professeur? — Vous, Général? — Oui, vraiment, et je ne m'en suis pas mal tiré. J'ai interrogé des élèves de la classe de mathématiques; je me suis assez bien souvenu de mon Bezout (cours de mathématiques) pour leur faire quelques démonstrations au tableau. J'ai été dans les classes, dans les quartiers, au réfectoire. J'ai goûté de leur soupe; elle vaut mieux, en vérité, que celle que nous avions à Brienne. Il faut que je m'occupe sérieusement de l'instruction publique et de la police des collèges. »

L'UNIVERSITÉ IMPÉRIALE. La loi sur l'instruction publique, du 11 floréal an X — 1er mai 1802, — établissait des lycées sur toute l'étendue du territoire de la République. En 1815, il y en avait trente-six, dont quatre à Paris. Des boursiers devaient y être entretenus aux frais de l'État. Napoléon désignait seul les titulaires de ces bourses, de telle manière que la gratuité de l'instruction n'était accordée qu'aux enfants des familles qui lui témoignaient un dévouement absolu. Ces maisons d'instruction furent organisées comme des manières de caserne, avec une règle implacablement invariable, le tambour pour accompagnement, l'uniforme pour tenue, les consignes pour sanction.

Ce qui avait été commencé en 1802 pour les lycées fut complété en 1806 et étendu à toutes les branches d'instruction. Le décret du 10 mai 1806 porte, en effet: « Il sera formé, sous le nom d'Université impériale, un corps chargé exclusivement de

l'enseignement et de l'éducation publics dans tout l'Empire. » Comme l'indique cette phrase très claire, il s'agissait de la création d'un monopole fonctionnant dans toute l'étendue du territoire impérial. Le conseiller d'État Fourcroy, qui était depuis 1801 directeur général de l'Instruction publique, vantait, dans un rapport au Corps législatif, à propos du décret du 10 mai 1806, les beautés d'un enseignement qui aurait l'avantage de couler toutes les intelligences dans le même moule. C'était le parfait commentaire de la pensée de Napoléon : « Dans l'établissement d'un corps enseignant, mon but principal est d'avoir un moyen de diriger les opinions politiques et morales. » De même que l'État est l'unique marchand de tabac, il doit être l'unique marchand d'instruction publique. « Aucune école, dit le décret du 17 mars 1808, aucun établissement quelconque d'instruction ne peut être formé hors de l'Université impériale et sans l'autorisation de son chef. Si quelqu'un enseigne publiquement et tient école sans l'autorisation du Grand Maître, il sera poursuivi d'office par nos procureurs impériaux qui feront fermer l'école. »

Le Grand Maître de l'Université, c'est-à-dire le chef suprême de tous les services d'enseignement, fut M. de Fontanes. Poète non sans mérite, membre de l'Institut dès la création de ce corps en 1795, ami de Chateaubriand avec lequel il restaura le *Mercure de France*, il avait été signalé au Premier Consul par Lucien et par Élisa. Chargé en 1800 de prononcer aux Invalides l'oraison funèbre de Washington, il devint dès lors l'orateur attitré de toutes les cérémonies officielles.

Le décret du 17 mars 1808 portait : « Toutes les écoles de l'Université impériale prendront pour base de leur enseignement : 1° les préceptes de la religion catholique ; 2° la fidélité à l'Empereur, à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par les constitutions. »

Pour atteindre ce but, il fallait avoir sous la main une corporation enseignante. Un noviciat spécial fut institué pour recruter la congrégation laïque des membres de l'Université : ce fut l'École Normale, instituée en 1808 par le décret sur l'Université, organisée en 1810 et installée a cette date dans les anciens bâtiments du collège du Plessis. Les règlements du « Pensionnat normal » étaient d'une sévérité draconienne : interdiction des sorties particulières ; sortie en commun et en uniforme sous la direction des maîtres surveillants ; visite des livres des élèves par le directeur des études au moins une fois par mois. Napoléon avait ses idées sur les textes à mettre entre les mains des futurs professeurs. « Que la jeunesse lise les *Commentaires* de César. Corneille, Bossuet, voilà les maîtres qu'il lui faut ; ceux-ci entrent, à pleines voiles d'obéissance, dans l'ordre établi de leur temps ; ils le fortifient, ils le décorent. »

LES JOURNAUX. Il eût été difficile à Napoléon d'apporter des idées de liberté dans ses rapports avec la presse, quand la littérature était pour lui une affaire de police et d'administration. De Berlin, le jour même de la signature

du décret du Blocus continental, le 21 novembre 1806, il écrivait à Cambacérès :

« Si l'armée tâche d'honorer la nation autant qu'elle le peut, il faut avouer que les gens de lettres font tout pour la déshonorer. J'ai lu hier les mauvais vers qui ont été chantés à l'Opéra. En vérité, c'est tout à fait une dérision. Comment souffrez-vous qu'on chante des impromptus à l'Opéra? Cela n'est bon qu'au Vaudeville. On se plaint que nous n'avons pas de littérature, c'est la faute du ministre de l'Intérieur. »

Premier Consul, il avait eu l'idée d'avoir aux Tuileries des soirées littéraires; bien vite il y avait renoncé : il ne voyait rien à tirer de tous ces gens de lettres.

A aucune époque, la censure ne fut plus puissamment organisée. « L'imprimerie, disait-il un jour au Conseil d'État, est un arsenal qu'il importe de ne pas mettre à la portée de tout le monde. Il m'importe beaucoup que ceux-là seuls puissent imprimer, qui ont la confiance du gouvernement. » En 1802, au moment de la proclamation du Consulat à vie, un publiciste en vue demandait la liberté de la presse. « Non, sûrement, ils ne l'auront pas ! Il vaudrait autant monter tout de suite en voiture et aller vivre dans une ferme à cent lieues de Paris. »

Le régime qui fut appliqué à la presse périodique fut celui du bon plaisir.

Du 22 avril 1805, à Fouché, ministre de la Police générale : « Réprimez un peu les journaux, faites-y mettre de bons articles ; faites comprendre aux rédacteurs des *Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne me sont pas utiles, je les supprimerai avec tous les autres et n'en conserverai qu'un seul.... Mon intention est donc que vous fassiez appeler les rédacteurs du journal des *Débats*, du *Publiciste*, de la *Gazette de France*, pour leur déclarer que, s'ils continuent à n'être que les truchements des journaux et des bulletins anglais, leur durée ne sera pas longue...; qu'ils pourront faire quelques petits articles où ils pourront mettre un peu de venin, mais qu'un beau matin on leur fermera la bouche. »

Le *Journal des Débats*, qui prit alors le nom de *Journal de l'Empire*, ne fut autorisé à continuer de paraître qu'à la condition de se soumettre à la censure d'un censeur officiel, auquel les propriétaires du journal même devaient servir un traitement de douze mille francs. Étienne, l'auteur des *Deux Gendres*, exerça ces fonctions, avant d'être censeur général de la police des journaux.

Comme il y avait plusieurs journaux ecclésiastiques et qu'ils étaient rédigés dans un esprit différent les uns des autres, ils durent se fondre en un seul qui fut chargé de servir tous les abonnés. « Ce journal, écrivait l'Empereur à Fouché, devant servir spécialement à l'instruction des ecclésiastiques, s'appellera *Journal des Curés*. Les rédacteurs en seront nommés par le cardinal-archevêque de Paris. »

Pour les nouvelles de politique étrangère, le monopole en fut réservé au *Moniteur*. Le ministère des Relations extérieures fournit au *Moniteur* tous les articles qui touchaient à ce domaine. Défense aux autres journaux de parler politique autrement qu'en copiant les articles du *Moniteur*.

Voici les résultats de ce régime. Au commencement du Consulat, il y avait

soixante-treize journaux politiques ; soixante furent supprimés. En 1811, nouvelle coupe sombre : les treize furent réduits à quatre, et les rédacteurs en chef de ces quatre feuilles nommés par le ministre de la Police. La presse n'existait plus que dans la mesure où elle était devenue une institution d'État.

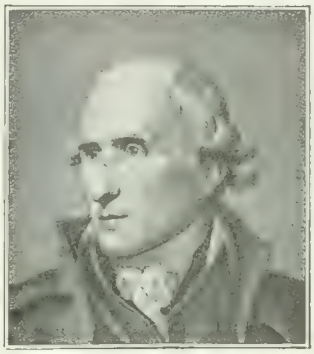
LE THÉATRE. Au théâtre, la censure intervenait à tout propos. En dix ans, cinq pièces de Lemercier, *Pinto*, *Plaute*, *Christophe Colomb*, *Charlemagne*, *Camille*, furent interdites.

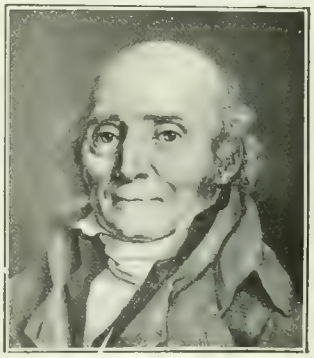
Les *Templiers*, de Raynouard, avaient été joués en 1805 avec un grand succès. Napoléon, qui était alors à Milan, exprima sa satisfaction à Fouché. Il avait entendu parler d'une tragédie sur Henri IV qui devait paraître prochainement ; il estimait qu'ici la perspective historique manquait de recul. « Cette époque n'est pas assez éloignée pour ne pas réveiller des passions. La scène a besoin d'un peu d'antiquité.... Pourquoi n'engageriez-vous pas M. Raynouard à faire une tragédie du passage de la première à la seconde race ? Au lieu d'être un tyran, celui qui lui succéderait serait le sauveur de la nation. » On comprend sans peine les intentions de l'auteur du 18 Brumaire de faire applaudir sa propre histoire sous les apparences d'une fable dramatique qui se serait placée environ dix siècles plus tôt. Pour la même raison, il conseillait à Gœthe de refaire la *Mort de César* « d'une manière beaucoup plus digne et plus grandiose que ne l'a fait Voltaire.... Dans cette tragédie, il faudrait montrer au monde comment César aurait pu faire le bonheur de l'humanité, si on lui avait laissé le temps d'exécuter ses vastes plans. »

Pas plus que les pièces du jour, les pièces du répertoire n'échappaient à la censure. En 1804, lors du séjour de Pie VII, une représentation d'*Athalie* avait été donnée devant la cour, au théâtre de Saint-Cloud. L'Empereur y prit beaucoup de plaisir ; car s'il avait pour Corneille une sorte de passion, qui s'adressait plus au politique qu'au poète, Racine le ravissait ; il y trouvait de vraies délices. Il ordonna de reprendre le chef-d'œuvre de Racine à la Comédie-Française ; mais il fit retrancher quelques vers dont on craignait les applications. Des poètes à gages, surveillés par la censure, étaient là pour faire les coupures, intercaler quelques hémistiches de leur cru et recoller, tant bien que mal, les morceaux cassés.

NAPOLÉON ET L'INSTITUT. Après la campagne d'Italie, Bonaparte avait été élu membre de l'Institut, dans la classe des Sciences physiques et mathématiques. Il conserva toujours ce titre, dont il avait conçu une légitime fierté. En Égypte, il mettait en tête de ses proclamations : « Bonaparte, général en chef, membre de l'Institut. » « J'étais sûr, disait-il, d'être compris par le dernier tambour. » Dans sa liste civile, l'énumération de ses revenus débute par le « traitement de Sa Majesté l'Empereur et Roi comme membre de l'Institut : quinze cents francs. » Il avait, d'une manière sincère, une haute idée de la culture scientifique ; mais son génie dominateur n'entendait

COSTUMES DU PREMIER EMPIRE. — *Les hommes portent la redingote ou l'habit, le plus souvent en drap vert ou bleu, avec des boutons de métal ; le pantalon, descendant jusque sur le cou-de-pied, a remplacé la culotte. Les fourrures et les châles complètent la toilette féminine ; les robes longues tombent droit. Chapeaux en forme de capotes ou de turbans avec aigrettes.* CL. PAUL LEMARE





DAVID (LOUIS), 1748-1825. (BIBL. NAT., ESTAMPES.) — *ISABEY (JEAN-BAPTISTE), 1767-1855. Il est debout sous le péristyle du Louvre; il donne la main à sa fille, plus tard Mme Cicéri.* PAR GÉRARD. (M. DU LOUVRE.) — *GROS (BARON), 1771-1835.* — *HOUDON (ANTOINE), 1741-1828.*

NAPOLÉON, avec l'Impératrice, visite l'atelier de David, où le peintre venait de terminer le tableau du Sacre (1808). — Il examina longtemps le tableau; puis levant son chapeau: « David, je vous salue. — Sire, je reçois votre salut au nom de tous les artistes. » (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

pas que les sciences ou les lettres pussent échapper à son contrôle. La Convention avait organisé l'Institut national, par la loi du 25 octobre 1795 ; un arrêté des Consuls, du 3 pluviôse an XI, — 23 janvier 1803, — donna à l'Institut une organisation nouvelle.

L'Institut se divisait dès lors en quatre classes : Sciences physiques et mathématiques; Langue et littérature françaises; Histoire et littérature anciennes ; Beaux-arts. L'idée caractéristique de cette réforme, c'était la suppression de l'une des classes établie par la Convention sous le nom de Sciences morales et politiques ; tous ses membres furent d'ailleurs versés dans les classes nouvelles. Napoléon, avec son sens du réel et son instinct de l'autorité, n'aimait pas les théoriciens, les raisonneurs, les idéologues, tous gens « bons à jeter à l'eau. » En 1812, devant le Conseil d'État, il rendait l'idéologie responsable de la conspiration du général Malet : « C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique, qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut, sur ces bases, fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France. » Lucien disait que les métaphysiciens étaient les bêtes noires de son frère ; aussi ne voulait-il pas une classe dans l'Institut qui pût devenir un instrument d'opposition. « Vous ne savez pas, vous autres, ce que c'est que le gouvernement, vous n'en avez pas l'idée ; il n'y a que moi qui, par ma position, sache ce que c'est que le gouvernement. » Le mot était dit à des conseillers d'État; dans la pensée de Napoléon, il convenait encore bien mieux à des académiciens.

Le membre de l'Institut traita parfois ses confrères comme le général traitait les lieutenants pris en faute. Un académicien, Delisle de Sales, avait publié une brochure où, d'après un rapport de police, la Révolution française était traitée avec les plus noires couleurs. Le Premier Consul écrivit d'Amiens au grand juge et ministre de la Justice Régnier : « Je vous prie de montrer aux consuls Cambacérès et Lebrun la brochure de ce fou de l'Institut, Delisle de Sales, et de voir s'il n'y aurait pas moyen d'empêcher ce corps d'être déshonoré par une conduite aussi folle que coupable. La seule punition à infliger à l'auteur serait de le faire chasser de l'Institut. »

L'astronome Lalande, connu par bien des bizarreries, dont la moins baroque n'était pas de manger des araignées, affectait hautement l'athéisme ; pour ce crime, il reçut un jour une semonce terrible. « Un membre de l'Institut, disait une note impériale, célèbre par ses connaissances, mais tombé aujourd'hui dans l'enfance, n'a pas la sagesse de se taire, et cherche à faire parler de lui, tantôt par des annonces indignes de son ancienne réputation et du corps auquel il appartient, tantôt en professant hautement l'athéisme, principe destructeur de toute organisation sociale. » Le bureau de l'Institut fera comparaître M. Lalande et lui enjoindra, « au nom du corps, de ne plus rien imprimer et de ne pas obscurcir, dans ses vieux jours, ce qu'il a fait dans ses jours pleins de force. »

Quand le cardinal Maury fut reçu de la seconde classe de l'Institut (aujourd'hui Académie française), ce fut toute une question de savoir si, à la séance de réception, il serait appelé monsieur ou monseigneur. Le débat fut porté devant l'Empereur ; il donna

l'ordre d'accorder le « monseigneur » au récipiendaire. Pour cette grave affaire, le *Moniteur* reçut un long communiqué, qui se terminait ainsi : « Voilà un long article pour une chose en apparence fort peu importante; cependant l'éclat qu'on a voulu faire donne matière à de sérieuses réflexions. On voit à quelles fluctuations on serait exposé de nouveau, dans quelle incertitude on pourrait être replongé, si heureusement le sort de l'État n'était confié à un pilote dont le bras est ferme, dont la direction est fixe et qui ne connaît qu'un seul but : le bonheur de la patrie. »

NAPOLÉON ET CHATEAUBRIAND. Un jour, en 1811, l'Académie française tout entière faillit être emportée par une terrible bourrasque de la colère impériale; ce fut comme la conclusion des mauvais rapports de Napoléon et de Chateaubriand, trop grands génies et trop égoïstes, semblait-il, pour pouvoir exister l'un à côté de l'autre.

Le Premier Consul avait cru faire la conquête de l'auteur du *Génie du Christianisme*; comme on l'a déjà vu, il l'avait nommé ministre de France près la République du Valais. Quelques mois plus tard, Chateaubriand apprenait l'exécution du duc d'Enghien. Sur l'heure même, il envoyait sa démission, en invoquant la santé de sa femme. Au mois de juillet 1807, c'est le fameux article du *Mercure*. Napoléon venait de terrasser la Prusse et d'obliger Alexandre à accepter son alliance. Alors, comme un coup de foudre dans un ciel serein, éclata l'article du *Mercure*. A propos d'une variété littéraire, Chateaubriand écrivait ceci :

« Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur; lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde. Si le rôle de l'historien est beau, il est souvent dangereux; mais il est des autels, comme celui de l'honneur, qui, bien qu'abandonnés, réclament encore des sacrifices; le Dieu n'est point anéanti parce que le temple est désert. »

Ces lignes superbes furent mises sous les yeux du « maître du monde. » L'éclat fut terrible. « Chateaubriand croit-il que je suis un imbécile, que je ne le comprends pas? Je le ferai sabrer sur les marches des Tuileries. » Et, dans une lettre écrite peu après : « Il est temps enfin que ceux qui ont, directement ou indirectement, pris part aux affaires des Bourbons, se souviennent de l'histoire sainte et de ce qu'a fait David — il voulait dire Jéhu — contre la race d'Achab. Cette observation est bonne aussi pour M. de Chateaubriand et pour sa clique. » Le *Mercure* fut supprimé; l'écrivain perdit du coup la meilleure partie de sa fortune, il aurait pu perdre davantage.

En 1811, à la mort de Marie-Joseph Chénier, Chateaubriand fut élu membre de la seconde classe de l'Institut. Dans le discours de réception qu'il avait soumis

à l'Académie, il disait qu'il ne pouvait louer en son prédécesseur que l'homme de lettres, il ne voulait pas parler de l'homme politique et du régicide. Napoléon se fit remettre le discours ; il lui parut tout dirigé contre lui. Le poids de sa colère tomba, comme une masse écrasante, sur le comte de Ségur, grand maître des cérémonies, l'un des membres de la seconde classe qui avaient opiné pour l'admission du discours. « Monsieur, lui dit-il en colère, les gens de lettres veulent donc mettre le feu à la France ! J'ai mis tous mes soins à apaiser les partis, à rétablir le calme, et les idéologues voudraient rétablir l'anarchie !... Comment l'Académie ose-t-elle parler des régicides quand moi, qui suis couronné et qui dois les haïr plus qu'elle, je dîne avec eux et je m'assois à côté de Cambacérès ?... Vous et M. de Fontanes, comme conseiller d'État et comme grand maître de l'Université, vous mériteriez que je vous misse à Vincennes.... Vous présidez la seconde classe de l'Institut, je vous ordonne de lui dire que je ne veux pas qu'on traite de politique dans ses séances.... Songez bien que, si la classe désobéit, je la casserai comme un mauvais club. »

NAPOLÉON ET MADAME DE STAËL. Plus mal encore que Chateaubriand, Napoléon traita Mme de Staël.

La fille de Necker avait épousé à vingt ans le baron de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède en France. Séparée peu après de son mari, elle avait ouvert à Paris, à l'époque du Directoire, un salon politique où brillait son ami Benjamin Constant. Elle vit Bonaparte à une soirée chez Talleyrand, à son retour d'Italie. Comme tout le monde en France, elle éprouvait une vive admiration pour le jeune général ; mais chez elle l'admiration se doublait d'un sentiment plus tendre : elle aurait été volontiers l'Égérie du grand homme ; elle ne lui trouvait qu'un défaut, d'avoir pour femme une « petite insignifiante. » Mis en garde par des lettres pleines d'enthousiasme qu'elle lui avait écrites en Italie, très ombrageux de sa nature, n'aimant pas les hommes et moins encore les femmes qui se jetaient à sa tête, Bonaparte coupa court, dans cette conversation chez Talleyrand, à toute idée de séduction. « Général, lui demanda-t-elle, quelle est la femme que vous aimeriez le plus ? — La mienne. — C'est tout simple ; mais quelle est celle que vous estimeriez le plus ? — Celle qui sait le mieux s'occuper de son ménage. — Je le conçois encore ; mais enfin quelle serait pour vous la première des femmes ? — Celle qui a le plus d'enfants. » C'est dans ce singulier dialogue entre une femme ambitieuse et un général peu aimable qu'il faut probablement chercher la cause du dénigrement qui, chez Mme de Staël, succéda bientôt à l'enthousiasme, et des vexations indignes dont l'Empereur la poursuivit jusque dans sa retraite de Coppet.

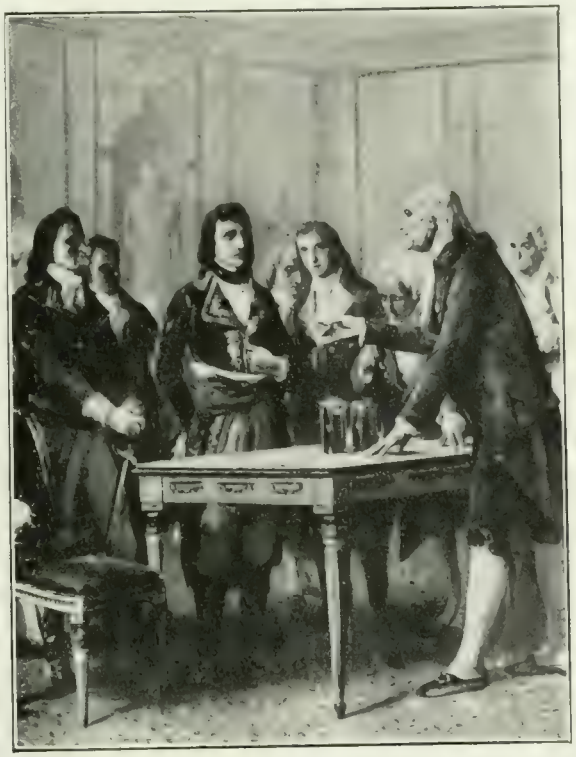
Le salon qu'elle avait à Paris était devenu comme une académie politique ; les gens de lettres, les publicistes, les idéologues, tous gens mal vus aux Tuileries, y traitaient librement les questions du jour. « Cette femme, disait le Premier Consul, apprend à penser à ceux qui ne s'en aviseraient point, ou qui l'avaient oublié. » La police lui signifia de quitter la France. Ce fut le commencement de vexations sans

fin, car Napoléon ne cessa d'avoir l'œil sur elle, comme sur un ennemi personnel. « L'intention du gouvernement, écrivait-il au ministre de la Justice, est que cette étrange intrigante ne reste pas en France, où sa famille a fait assez de maux. » Comme elle reprenait la route de Paris, ordre de la faire reconduire à la frontière par la gendarmerie : « L'arrivée de cette femme, comme celle d'un oiseau de mauvais augure, a toujours été le signal de quelque trouble. » Pendant la campagne de 1807, du fond de la Prusse, l'Empereur surveille toutes ses démarches. Il écrit à Cambacérès : « Cette femme continue son métier d'intrigante. Elle s'est rapprochée de Paris malgré mes ordres. C'est une véritable peste. Mon intention est que vous en parliez sérieusement au ministre, car je me verrais forcé de la faire enlever par la gendarmerie. » Et, dans une lettre à Fouché : « Je vois avec plaisir que je n'entends plus parler de Mme de Staël. Cette femme est un vrai corbeau ; elle croyait la tempête déjà arrivée et se repaissait d'intrigues et de folies. Qu'elle aille dans son Léman. »

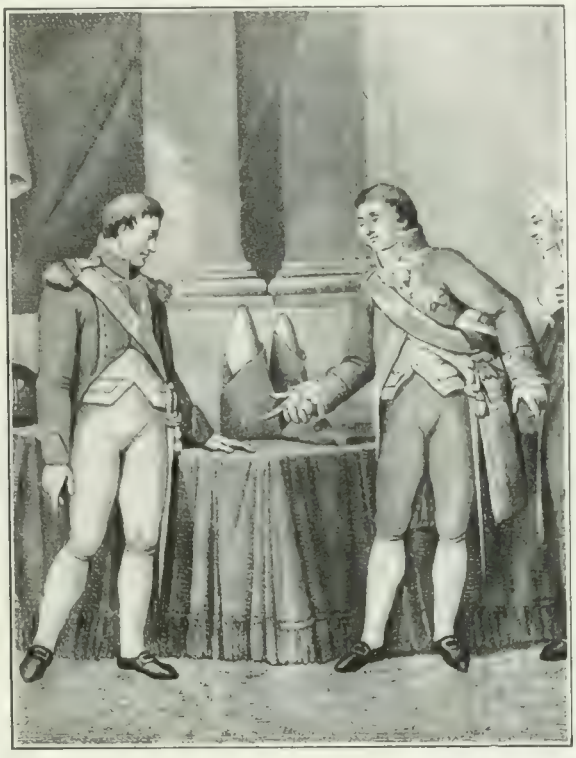
Ce que l'Empereur écrivait à ses ministres, il le disait, à peu près en propres termes, au fils de l'écrivain :

« Votre mère n'est pas méchante ; elle a de l'esprit, beaucoup d'esprit ; mais elle n'est accoutumée à aucune espèce de subordination ; elle n'aurait pas été six mois à Paris que je serais forcé de la mettre au Temple ou à Bicêtre. J'en serais fâché, parce que cela ferait du bruit ; cela me nuirait dans l'opinion. » Dans la même circonstance il exprimait ces aphorismes : « Mon gouvernement n'est pas une plaisanterie.... Il faut que les femmes tricotent. » Si Napoléon ne mit point Mme de Staël à Bicêtre, il essaya du moins de mettre ses livres en prison. Quand l'*Allemagne* parut, en 1810, il fit saisir et mettre au pilon les dix mille exemplaires de l'édition, qui avait été publiée cependant avec le contrôle de la censure ; pas une feuille n'échappa à cette Saint-Barthélemy du papier.

MADAME RÉCAMIER. Juliette Récamier, la « Belle des belles, » était parmi les amies de Mme de Staël ; mais la littérature et la politique n'étaient point son domaine, la divine Juliette excellait dans les manèges de la coquetterie et dans les séductions de la toilette. A l'époque du Consulat, son hôtel de la rue du Mont-Blanc (aujourd'hui Chaussée-d'Antin) recevait les membres de la famille du Premier Consul, Mme Murat, Mme Bacciochi, Lucien Bonaparte, Eugène de Beauharnais. Napoléon avait pensé, lors de la proclamation de l'Empire, à la nommer dame du palais de l'Impératrice ; elle avait décliné cet honneur. La maison de banque que dirigeait son mari ayant mal réussi, elle fut obligée de renoncer à son grand train de maison ; elle se retira alors chez son amie Mme de Staël, à Coppet. Une aventure romanesque traversa à ce moment sa vie ; elle se prit d'une violente passion pour le prince Auguste de Prusse et elle songea à l'épouser. Ce fut un projet qui dura plusieurs années. Devenue suspecte à son tour, elle fut tenue à distance de Paris par la police impériale ; elle n'y rentra qu'au mois de mars 1814. La fin de



VOLTA présente sa pile électrique au Premier Consul et aux membres de l'Institut, à Paris, en 1801.



CHAMPAGNY, ministre de l'Intérieur, présente à l'Empereur des pains de sucre de betterave. (B^BL. NAT., ESTAMPES.)

LE PREMIER CONSUL ET Mme BONAPARTE visitent à Rouen la manufacture des frères Sévène. — On présente au Premier Consul un ouvrier qui, depuis cinquante-trois ans, travaillait dans cette manufacture. (2 novembre 1802.) PAR ISABEY. (MUSÉE DE VERSAILLES.) CL. NEURDEIN.

STAEL-HOLSTEIN (BARONNE DE), fille de Necker, le ministre de Louis XVI. Elle épousa, en 1786, à vingt ans, le baron de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède en France. Liée plus tard avec Benjamin Constant, elle eut à Paris un salon célèbre. Mal vue du Premier Consul, elle dut quitter Paris en 1802. Son livre de Corinne ou l'Italie *(1807) et surtout l'*Allemagne *(1810) lui valurent les rigueurs de la police impériale. Mme de Staël passa plusieurs années à Coppet, en Suisse. Remariée secrètement en 1812 à M. de Rocca, elle mourut à Paris en 1817.*

PAR M^lle GODEFROID D'APRÈS GÉRARD. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

LE FRIEDLAND, *de 80 canons, lancé par l'arrière dans le port d'Anvers, le 2 mai 1810, en présence de l'Empereur et de l'Impératrice. Le vaisseau venait d'être bénit par le baron de Pradt, archevêque de Malines. Il entra dans le fleuve aux acclamations de tous les spectateurs.*

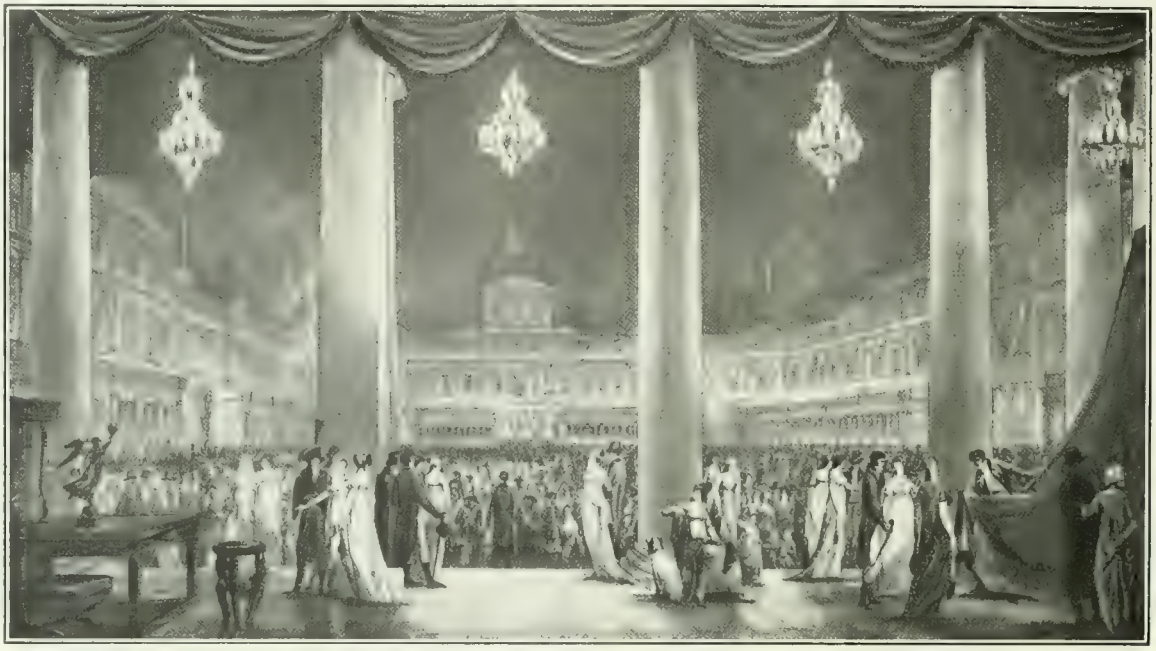
PAR J. VAN ERLE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHATEAUBRIAND (VICOMTE DE), né à Saint-Malo en 1768, mort à Paris le 4 juillet 1848. Le Génie du Christianisme *(1802), son premier grand ouvrage, trouva beaucoup de faveur, surtout avec l'épisode de* René, *qui devait faire de son auteur comme le père du romantisme.* Les Martyrs *(1809),* l'Itinéraire de Paris à Jérusalem *(1811) appartiennent aussi à l'époque napoléonienne. Dans son œuvre posthume,* les Mémoires d'Outre-Tombe, *de nombreux chapitres se rapportent à Napoléon.*

PAR [illegible] — BIBL. NAT., ESTAMPES.

NAPOLÉON ET MARIE-LOUISE firent un voyage en Belgique en avril et en mai 1810. Ils entrèrent à Anvers le 30 avril en bateau et mirent pied à terre à la cale de l'arsenal, où ils furent reçus par les autorités ; ils s'étaient embarqués à Laeken sur le canal. Leur séjour à Anvers dura jusqu'au 6 mai.

PAR L. P. CRÉPIN. — COLL. FRÉDÉRIC MASSON.



EXPOSITION des produits de l'industrie, en l'an IX (1801), sous des portiques construits à l'intérieur de la cour du Louvre ; il y eut 220 exposants, de 38 départements. Les trois Consuls la visitèrent le 22 septembre. (MUSÉE CARNAVALET.)

UNE REVUE au Carrousel en 1810. — Au fond, les Tuileries. En avant, l'arc de triomphe commencé en 1806 par Percier et Fontaine, avec les quatre chevaux de bronze qui provenaient de Saint-Marc de Venise et qui y ont été rétablis en 1815. PAR H. BELLANGÉ. (MUSÉE DU LOUVRE.)

sa vie devait se passer au couvent de l'Abbaye-aux-Bois, où le nom de Chateaubriand allait devenir inséparable du sien.

NAPOLÉON ET LES ARTISTES. Les peintres et les sculpteurs n'eurent peut-être jamais à travailler comme à l'époque de Napoléon. Le nombre des œuvres d'art contemporaines qui se rapportent à la personne de l'Empereur, à ses campagnes, à ses institutions, est prodigieux. Napoléon, qui avait le goût des belles choses, commandait parfois des tableaux comme s'il avait commandé des morceaux de toile au mètre carré, le prix étant d'autant plus élevé que la surface était plus grande ; on trouve, dans sa *Correspondance*, des commandes de tableaux de 3 mètres 30 sur 4 mètres, au prix de 12000 francs, de 2 mètres 10 sur 3 mètres, au prix de 8000 francs, de 1 mètre 80 sur 2 mètres 20, au prix de 6000 francs.

En fait, les David, les Gros, les Houdon, les Canova, à ne citer que les noms illustres de la peinture et de la sculpture, reçurent toujours de lui le légitime hommage qu'ils méritaient. Il avait connu David au retour de la campagne d'Italie, et il avait conçu pour son talent, de caractère un peu théâtral, une sincère admiration. C'est au pinceau de David qu'il confia l'honneur de reproduire les grandes scènes de l'année 1804, comme le *Couronnement* ou le *Sacre* et la *Distribution des Aigles*. Gros et Isabey furent aussi parmi les peintres de l'Empereur : Gros, avec *Bonaparte à Arcole*, les *Pestiférés de Jaffa, Napoléon visitant le champ de bataille d'Eylau* ; Isabey, avec le *Général Bonaparte dans les jardins de la Malmaison*, la *Revue passée par le Premier Consul*. Le musée du Louvre, que dirigeait Denon, s'enrichissait des dépouilles artistiques des pays conquis.

« Savez-vous bien, disait un jour Napoléon au préfet du Palais qui était chargé de la surintendance de l'Opéra, qu'un talent, dans quelque genre qu'il soit, est une vraie puissance, et que, moi-même, je ne reçois point Talma sans ôter mon chapeau ? » Il faisait beaucoup de cas du talent du tragédien ; il lui fit allouer à plusieurs reprises de généreuses gratifications. L'artiste, disait-on, avait donné à l'Empereur des leçons d'attitude et de costume. Comme Talma protestait contre ces bruits qui avaient cours dans le public : « Vous avez tort, lui disait Napoléon ; je n'aurais sans doute eu rien de mieux à faire, si toutefois j'en avais eu le temps. »

La musique ne laissait point Napoléon insensible, mais la musique vague et mélodieuse, non la musique dramatique appliquée à l'expression des sentiments. « De qui me parlez-vous là ? disait-il à propos de Gluck et de Sacchini. Qu'est-ce que ces gens-là ? Qui diable les connaît ? » Il aimait les morceaux de musique lente et douce, exécutés par des chanteurs italiens, comme la Grassini, comme Crescentini. Cette musique, accompagnée par des instruments en sourdine, procurait à ses nerfs, par ce qu'elle avait de vague et de mélodieux, une sorte d'assoupissement et de détente. La musique de Paesiello, l'auteur de *Proserpine*, était celle qu'il préférait ; la raison qu'il en donnait pourra paraître bizarre : elle était monotone, et les impressions qui se répètent

sont seules capables de s'emparer de nous. Il fit venir de Berlin le musicien Paër, qui fut chargé d'organiser les concerts de la cour ; c'était l'occasion d'étaler devant les étrangers des somptuosités grandioses, mais où les jouissances musicales n'étaient pas toujours la principale préoccupation. Les musiciens français, comme Grétry, dont il fit reprendre *Richard Cœur de Lion*, comme Méhul, l'auteur de *Joseph*, comme Lesueur, l'auteur d'*Ossian ou les Bardes*, reçurent aussi des pensions sur la cassette impériale.

PROGRÈS ÉCONOMIQUES. Le génie positif de Napoléon était épris avant tout de réalités et de résultats ; aussi l'intérêt qu'il portait aux questions d'ordre purement intellectuel, comme la littérature et les beaux-arts, ne primait pas en lui le souci constant qu'il avait des questions pratiques. A Sainte-Hélène, où il a fait repasser devant ses yeux toutes les manifestations de sa prodigieuse activité, il n'a point manqué de parler de son action dans le domaine économique.

« Nous demeurons encore en France, disait-il, bien arriérés sur ces matières délicates (l'économie politique) ; elles sont encore étrangères ou confuses pour la masse de la société. Cependant, quel pas n'avions-nous pas fait ! quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ! 1° L'agriculture : l'âme, la base première de l'Empire ; 2° l'industrie : l'aisance, le bonheur de la population ; 3° le commerce extérieur : la surabondance, le bon emploi des deux autres.... L'industrie ou les manufactures et le commerce intérieur ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait marcher à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe. »

L'industrie française et, d'une manière plus générale, l'industrie du continent étaient en partie tributaires de l'industrie anglaise. Arriva le décret du Blocus continental, dont l'objet et le résultat furent d'élever une véritable muraille de Chine entre l'Angleterre et le reste de l'Europe. Terrible machine de guerre, dont les conséquences politiques devaient être désastreuses pour Napoléon et pour la France ; mais sur le terrain économique les résultats des premières années tinrent, pour ainsi dire, du prodige. L'une des plus importantes industries alimentaires de l'Europe actuelle, la fabrication du sucre de betterave, doit son essor à la proscription du sucre de canne ou sucre colonial. Le sucre de betterave n'avait été d'abord qu'un produit de laboratoire, sans caractère industriel ; puis on parvint à le fabriquer dans des conditions qui lui assurèrent une vente très étendue. Un banquier parisien, Delessert, contribua au succès de l'industrie nouvelle en engageant de gros capitaux dans une fabrique de sucre de betterave ; Napoléon le récompensa par la croix de la Légion d'honneur et le titre de baron. Les industries textiles tirèrent aussi de grands bénéfices de la rupture des relations commerciales avec l'Angleterre. Deux associés dont les noms sont devenus inséparables, Richard et Lenoir, avaient découvert le secret de la fabrication des basins anglais ; ils fondèrent jusqu'à quarante filatures, ils y occupaient plus de

vingt mille ouvriers. La ruine de l'Empire amena leur propre ruine, quand l'Angleterre put de nouveau inonder l'Europe de ses produits.

FAVEURS A L'INDUSTRIE. Napoléon songeait à proscrire l'usage du coton en France ; il voulait ainsi favoriser la culture et le tissage du lin, qui était l'une des richesses des villes de la Flandre. A l'en croire, il y avait renoncé, parce que Joséphine avait poussé les hauts cris à l'idée de cet ostracisme. Un décret impérial de 1810 promit un prix d'un million de francs à l'inventeur de la meilleure machine à filer le lin ; il inspira la découverte du grand ingénieur Philippe de Girard.

La *Correspondance* de Napoléon offre de nombreuses preuves de sa sollicitude intelligente pour l'industrie et pour les industriels. Il lui arriva à plusieurs reprises de prêter des sommes aux manufactures, aux maisons de commerce et même aux ouvriers qui travaillaient isolément, pour les tirer d'une situation difficile.

L'industrie de la soie avait sa capitale à Lyon ; industrie de luxe, elle pouvait recevoir un puissant élan des commandes officielles. L'Empereur ne l'oublia pas dans les encouragements qu'il prodiguait aux manufactures. « Il convient d'examiner, disait une dépêche impériale de 1810, ce qu'on pourrait faire pour les fabriques de Lyon par les règlements de la cour. On peut dire que, pendant l'hiver et toutes les fois que l'on sera en grand costume, l'habit de velours sera obligé, et que les autres jours tout le monde, excepté les officiers de service, paraîtra à la cour sans costume, mais vêtu en étoffes de Lyon. »

L'Empereur avait appris que l'industrie du meuble traversait à Paris une crise difficile ; il envoya aussitôt des instructions au grand maréchal du Palais, comme il aurait envoyé des ordres militaires à un chef de corps (mai 1811) : « Que l'on fasse une commande telle que, pendant les mois de mai et de juin, deux mille ouvriers du faubourg Saint-Antoine qui font des chaises, des meubles, des commodes, des fauteuils, et qui sont sans ouvrage, en aient sur-le-champ. Que vos idées soient arrêtées demain et qu'on commence sans délai. » La cour, dans la pensée de Napoléon, devait servir à la prospérité de l'industrie nationale.

Des décrets de 1811 et de 1812 créèrent et organisèrent un ministère des Manufactures et du Commerce. Au moment où les nuages politiques, d'où allait sortir une guerre terrible, s'amoncelaient sur l'Europe orientale, Napoléon se montrait encore aux Français comme le protecteur des arts de la paix.

LES EXPOSITIONS INDUSTRIELLES. La première idée d'organiser des expositions des produits de l'industrie revient à François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur sous le Directoire ; il fut l'inspirateur d'une exposition de l'industrie française, qui se fit au Champ de Mars aux mois d'août et de septembre 1798, au moment où l'expédition d'Égypte était la grande préoccupation des esprits. Cent dix exposants en tout avaient répondu à cet appel.

Le traité de Lunéville avait rétabli la paix entre la France et l'Autriche ; c'était la pacification de l'Europe continentale. Dès que cette oasis de repos s'entr'ouvrit devant la France, le Premier Consul, qui avait déjà eu le temps de donner de solides assises au régime financier du pays, décida qu'une nouvelle exposition aurait lieu en 1801. L'endroit choisi fut la cour du Louvre ; il avait l'avantage de se trouver à côté du palais du gouvernement et, mieux encore, au centre du quartier des affaires. A l'intérieur de la cour, au pied des façades de la Renaissance et du dix-septième siècle, on avait aménagé une décoration en portiques, pour loger les produits des exposants. Ceux-ci étaient venus au nombre de deux cent vingt. Les trois Consuls avaient fait à l'exposition une visite officielle, le 22 septembre ; ils avaient reçu, le surlendemain, les membres du jury, parmi lesquels on remarquait des savants comme le chimiste Berthollet, l'industriel Montgolfier, l'ingénieur Prony. L'action personnelle du chef de l'État contribua à donner à cette manifestation industrielle un succès considérable. Quelques mois plus tard, la paix d'Amiens était signée. Le Premier Consul décida de faire un nouvel appel à l'activité des fabricants français ; cinq cent quarante exposèrent cette fois les produits les plus divers de l'industrie nationale. La cour du Louvre fut encore le théâtre de cette manifestation de l'année 1802. Le succès fut plus grand que l'année précédente. Les étrangers, à présent que la paix régnait, revenaient en foule à Paris, notamment les Anglais et les Russes, pour le plus grand profit du commerce. La cour du Louvre fut alors le lieu de réunion à la mode ; une visite à l'exposition entrait dans le programme journalier des désœuvrés et des élégantes.

Il avait été décidé qu'une nouvelle exposition aurait lieu en 1806, dans cette année d'un éclat incomparable qui suivit la victoire d'Austerlitz. Elle s'ouvrit, en effet, le 25 septembre. Le même jour, Napoléon quittait Paris pour se rendre en Franconie ; la campagne de Prusse allait commencer. Tandis que la Grande Armée ramassait les lauriers d'Iéna et d'Auerstædt, qu'elle entrait en triomphe à Berlin, Paris voyait se dérouler des luttes pacifiques, qui tournaient aussi à la plus grande gloire de l'Empire. On avait voulu faire grand et on y avait réussi. De vastes portiques à colonnades avaient été construits sur la place des Invalides ; ils allaient du vieil hôtel jusqu'aux bords de la Seine. Champagny, ministre de l'Intérieur, avait adressé une circulaire aux préfets pour stimuler le zèle des industriels. Il y eut quatorze cent vingt-deux exposants, venus de cent quatre départements. Le jury, composé de tous les noms marquants de la science et de l'industrie, avait Monge pour président ; il dut se scinder en quatre sections, pour les arts chimiques, les arts mécaniques, les beaux-arts, les tissus. L'exposition ne fut pas seulement consacrée à l'industrie ; une place avait été faite aussi aux œuvres d'art. Des tapisseries des Gobelins, de Beauvais, de la Savonnerie, des meubles de style Empire avaient été disposés parmi les objets industriels ; l'ensemble en reçut un cachet décoratif, qui ravit les suffrages des connaisseurs. La fête de l'esplanade des Invalides avait pleinement réussi ; elle avait attesté, d'une manière éclatante, les progrès de l'industrie nationale. L'Empereur voulait tenir désormais tous

THÉATRE de l'Ambigu-Comique, sur le boulevard du Temple, en grande vogue sous l'Empire, l'un des huit théâtres conservés à Paris par le décret de 1807. — GALERIES de bois du Palais-Royal, avec leurs magasins de luxe; alors le centre du Paris élégant et le rendez-vous des étrangers. — FOYER du théâtre Montansier (aujourd'hui du Palais-Royal), de joyeuse mémoire. CL. PAUL LEMARE

STATUETTE DE BRONZE, *représentant le Génie de la Victoire, qui faisait partie de la statue de Napoléon en empereur romain, placée en 1810 au sommet de la colonne Vendôme. Chaudet, l'auteur de ce groupe en bronze, avait mis le Génie de la Victoire ailée sur une boule que l'Empereur tenait dans la main ; l'Empereur semblait le présenter à l'admiration des passants. Le 8 avril 1814, la statue de Napoléon fut descendue du faîte de la colonne, aux cris de « Vive le roi ! Vive LOUIS XVIII ! » La statue elle-même fut refondue pour couler la statue équestre d'Henri IV sur le Pont-Neuf ; la statuette de la Victoire échappa à cette profanation. — La statue actuelle de la colonne Vendôme est l'œuvre de Dumont.*

PAR CHAUDET. (COLL. FRÉDÉRIC MASSON.)

BAS-RELIEFS DE LA COLONNE VENDOME *(fragments). — La colonne de la Grande Armée ou colonne Vendôme fut construite, de 1806 à 1810, par Gondoin, Le Père et Denon sur le modèle de la colonne Trajane à Rome. Douze cents canons autrichiens et russes, trophées de la campagne de 1805, ont fourni le bronze nécessaire. Haute de 43 m. 50, large de 4 m., elle est entourée d'une spirale de 273 m., dont les plaques en bas-relief, au nombre de 425, racontent, d'une manière minutieuse, la campagne de 1805, depuis la levée du camp de Boulogne jusqu'à la bataille d'Austerlitz. Le journal de cette campagne fut dessiné par le peintre Bergeret et traduit sur le bronze par une trentaine de sculpteurs.* (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

les trois ans ces assises industrielles ; cependant cette exposition fut la derniere. La guerre d'Espagne, la guerre de Russie, l'insurrection de l'Europe ne laissaient plus le loisir d'organiser ces joutes de l'industrie et de la paix.

LES « TRÉSORS DE NAPOLÉON. » Conquérant comme César, administrateur comme Auguste ou comme Dioclétien, législateur comme Justinien, Napoléon rappelait encore à un autre titre les empereurs de l'ancienne Rome ; comme eux il fut grand bâtisseur, c'est-à-dire grand constructeur de travaux d'utilité publique. Ce n'est pas une des moindres parties de son œuvre colossale ; elle lui inspira un jour, à Sainte-Hélène, un cri de légitime orgueil. Il lisait des journaux anglais qui parlaient des trésors qu'il devait posséder et qu'il tenait sans doute cachés.

« Vous voulez connaître, dit-il, les trésors de Napoléon ? Ils sont immenses, il est vrai, mais ils sont exposés au grand jour. Les voici :

« Le beau bassin d'Anvers, celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres et de les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, du Havre, de Nice ; le gigantesque bassin de Cherbourg ; les ouvrages maritimes de Venise ; les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions : dans cela seul vous trouveriez plus de huit cents millions. Ces passages surpassent en hardiesse, en grandeur et en efforts de l'art, tous les travaux des Romains. »

Et l'énumération continue, longue, éloquente : routes des Pyrénées aux Alpes, de Parme à Spezia, de Savoie en Piémont ; ponts d'Austerlitz, des Arts, d'Iéna, de Sèvres, de Tours, de Roanne, de Lyon, de Turin, de Bordeaux, de Rouen ; canaux entre le Rhône et le Rhin, la Somme et l'Escaut (canal de Saint-Quentin), la Vilaine et la Rance ; desséchement des marais du Cotentin et de l'Aunis ; reconstruction de la plupart des églises démolies pendant la Révolution ; travaux de Paris, de Lyon, de Turin, de Rome, etc. « Voilà qui forme un trésor de plusieurs milliards qui durera des siècles. Voilà les monuments qui confondront la calomnie. »

Parmi ces travaux d'utilité publique, deux retinrent surtout l'attention de l'Empereur, car ils faisaient partie de la gigantesque machine de guerre contre l'Angleterre à laquelle il ne cessa de penser : les travaux d'Anvers et les travaux de Cherbourg.

A l'embouchure de l'Escaut, il voulait avoir un « pistolet chargé au cœur de l'Angleterre » ; Anvers en était comme la poignée, Flessingue l'extrémité du canon. Un mois après son mariage avec Marie-Louise, il fit avec la nouvelle Impératrice un voyage à Anvers. La revue d'une escadre mouillée dans l'Escaut, le lancement d'un vaisseau de guerre, le *Friedland*, furent l'occasion de parades militaires d'un éclat exceptionnel. Il avait jeté les plans de toute une ville nouvelle à construire, en face d'Anvers, sur la gauche de l'Escaut. Anvers recevait encore la visite de Leurs Majestés aux mois de septembre et d'octobre 1811.

A Cherbourg, Napoléon voulait, suivant son expression, « renouveler les merveilles de l'Égypte ; » il s'agissait de reprendre les travaux qui avaient été ébauchés sous le règne de Louis XVI et de construire à l'abri d'une digue une rade gigantesque. Il y vint avec Marie-Louise, au mois de mai 1811, pour se rendre compte de l'état des travaux. Deux ans plus tard, au mois d'août 1813, quand l'Empereur luttait en Saxe contre la coalition de l'Europe, Marie-Louise inaugurait en personne, à Cherbourg, un grand bassin creusé dans le roc pour abriter quinze vaisseaux de guerre.

TRANSFORMATION MATÉRIELLE DE LA FRANCE. Il avait semblé, dès le début du Consulat, que la France avait été touchée par la baguette d'un magicien. Les routes avaient cessé d'être entretenues pendant la Révolution ; bien vite, elles étaient devenues impraticables ; par suite, cessation du commerce, mort de l'agriculture, fréquence des famines. Il en était des ports, des canaux, des édifices, comme des routes, parce que le service des ponts et chaussées avait été complètement désorganisé. La restauration et l'extension de ce service firent une impression profonde sur les contemporains. Les combinaisons politiques ne touchent d'ordinaire qu'un nombre assez restreint de personnes ; mais la masse tout entière s'intéresse aux travaux publics, qui méritent bien ce nom, car ils servent au bien-être et à la richesse de tous.

Premier Consul ou Empereur, Napoléon fut perpétuellement en route. Ce n'étaient point des promenades de touriste ou de désœuvré ; quand ce n'étaient pas des tournées d'état-major, c'étaient des visites d'inspecteur, et de quel inspecteur ! Avant qu'il allât dans une ville, on lui apportait tous les rapports sur sa situation, les travaux à exécuter ; il les lisait la nuit ; tout de suite, ils étaient gravés dans son esprit. A peine arrivé dans la ville, il faisait à cheval comme une reconnaissance ; avec son coup d'œil merveilleux, son sens si net des choses pratiques, il voyait sur l'heure « la meilleure direction à donner au canal projeté, le meilleur emplacement pour une usine à établir, pour un port ou une digue à construire. » Et les peuples restaient muets d'admiration. « C'est plus qu'un homme, » disaient les placides habitants de Dusseldorf. « Oui, leur répondait Beugnot, c'est un diable. »

Le plus bel éloge de cette administration toujours en éveil, c'est d'avoir exécuté des travaux de tout genre au milieu de guerres continuelles et sans avoir jamais recouru à l'emprunt. En 1806, dans toutes les villes de l'Empire, des régiments de terrassiers, de maçons, d'ouvriers de tous les corps du bâtiment manœuvraient, sous les yeux d'un état-major d'ingénieurs et d'architectes, alors que les régiments de la Grande Armée évoluaient sous les yeux de l'Empereur dans les plaines de la Saxe et du Brandebourg, et que la situation des finances n'avait jamais été plus florissante.

PARIS SOUS NAPOLEON. Dès le Consulat, Bonaparte pensait à faire à Paris des embellissements gigantesques. A mesure que les victoires répétées rendaient plus glorieux le nom de la France et le sien, son esprit, toujours en quête de choses

colossales, imaginait pour la capitale de l'Empire des projets gigantesques. Il ne s'agissait pas seulement de travaux d'utilité publique, comme le pont des Arts, le pont d'Austerlitz, le pont d'Iéna, le quai d'Orsay, le canal de l'Ourcq, les bassins de la Villette; il s'agissait encore de donner à Paris un aspect monumental et de le décorer d'édifices qui symboliseraient les triomphes de la France nouvelle.

Un jour qu'il était au Louvre et qu'il regardait en dehors du côté de Saint-Germain l'Auxerrois : « Voilà, dit-il, où je ferai une rue Impériale. Elle ira d'ici à la barrière du Trône. Je veux qu'elle ait cent pieds de large, qu'elle soit plantée, qu'elle ait des galeries. La rue Impériale doit être la plus belle rue de l'Univers. » Après Austerlitz, quand la Confédération du Rhin attirait à Paris les princes allemands désireux de faire leur cour au maître de l'Europe, il voulait que la beauté de Paris répondît aux nouvelles destinées de l'Empire. « Paris, disait-il, manque d'édifices, il faut lui en donner. Il y a telle circonstance où douze rois peuvent s'y trouver ensemble; il leur faut donc des habitations, des palais et tout ce qui en dépend. »

Pendant près de quinze ans, les architectes et les ingénieurs multiplièrent les œuvres et les projets pour répondre aux désirs de Napoléon. Percier et Fontaine — « un architecte en deux personnes » — furent ses architectes préférés; mais il sut aussi employer le talent d'un Brongniart qui construisit le palais de la Bourse, d'un Vignon qui travailla au temple de la Gloire (l'église actuelle de la Madeleine), d'un Le Père qui avait fait partie de l'expédition d'Égypte, d'un Chalgrin qui avait été architecte du roi. Il avait demandé à Percier et Fontaine d'établir sur la colline de Chaillot, aujourd'hui le Trocadéro, un palais somptueux, pour lequel un crédit de vingt millions était prévu. Avant même la naissance de l'enfant de Marie-Louise, le palais en projet reçut le nom de palais du roi de Rome. L'emplacement avait été choisi à merveille : d'un côté, la perspective de Paris; de l'autre, les coteaux de Meudon; au pied de la colline, le nouveau pont d'Iéna; en face, l'étendue du Champ de Mars, où il fut question de détourner les eaux de la Seine pour donner aux Parisiens le spectacle de naumachies. Les architectes avaient conçu les plans les plus grandioses pour l'édifice qui devait loger l'héritier de tant de couronnes : une façade de quatre cents mètres s'élevant au-dessus d'une immense colonnade, avec des dépendances de tout genre qui s'étendaient jusqu'à la Seine d'un côté, jusqu'à la Muette de l'autre. Les fondations de cette œuvre de géants commençaient à peine à sortir de terre que la nouvelle des désastres de Russie arrivait à Paris. Napoléon visita les chantiers au mois de mars 1813; il trouva les plans trop vastes, les crédits trop élevés. Arrivèrent les malheurs de la fin de l'Empire et tout fut abandonné.

Bien des projets furent mis en avant par les architectes de Napoléon pour l'achèvement du Louvre et des Tuileries; un seul fut exécuté, l'arc de triomphe du Carrousel. Il avait été décidé, après la campagne d'Austerlitz, qu'un arc de triomphe serait élevé « à la gloire de nos armées ». Les travaux furent poussés avec beaucoup d'activité; en novembre 1809, le monument servit à l'entrée triomphale de la Garde.

Percier et Fontaine s'étaient inspirés des deux arcs romains de Septime-Sévère et de Constantin ; ils avaient combiné l'élégance des proportions avec la richesse des sculptures. L'arc du Carrousel semble perdu aujourd'hui dans le vide de la place moderne; jadis, comme une sentinelle de pierre, il veillait, avec ses inscriptions grandiloquentes, à la porte du chef de la Grande Armée. L'une de ses faces porte ces lignes :

A LA VOIX DU VAINQUEUR D'AUSTERLITZ
L'EMPIRE D'ALLEMAGNE TOMBE
LA CONFÉDÉRATION DU RHIN COMMENCE
LES ROYAUMES DE BAVIÈRE ET DE WURTEMBERG SONT CRÉÉS
VENISE EST RÉUNIE A LA COURONNE DE FER
L'ITALIE ENTIÈRE SE RANGE SOUS LES LOIS DE SON LIBÉRATEUR

Le projet d'élever une colonne au centre de la place Vendôme, sur le modèle de la colonne Trajane, remonte à l'année 1803; il était question de symboliser les départements de la République et de couronner le tout par la statue de Charlemagne. Après la campagne de 1805, on parla d'une colonne d'Austerlitz ou de la Grande Armée, qui serait construite avec le bronze des canons russes et autrichiens. L'idée fut exécutée par les architectes Gondoin et Le Père, avec le concours de Denon, directeur général des musées. Une gigantesque spirale déroule toute l'histoire de la campagne, de Boulogne à Austerlitz. Sur le faîte, on dressa la statue colossale de Napoléon en empereur romain, œuvre de Chaudet; l'Empereur était là comme un dieu dans sa gloire, qui voit la terre à ses pieds.

Napoléon avait d'abord songé à faire construire sur l'emplacement de la Bastille un arc de triomphe monumental; puis il fit choix de la barrière de l'Étoile, sur la hauteur qui domine la perspective des Champs-Élysées. L'architecte Chalgrin fut chargé de tracer le plan d'une arche monumentale à quatre façades. Les travaux commencèrent en 1808; en 1814, le monument n'émergeait encore que de cinq ou six mètres. Quand le corps de Napoléon fut ramené en France en 1840, il pénétra dans Paris en passant sous ces voûtes de pierre. En se retrouvant dans sa capitale, l'âme de l'Empereur se souvint-elle de ces paroles qu'il avait dites dans les tristesses de Sainte-Hélène? « Si le Ciel m'eût accordé quelques années, assurément j'aurais fait de Paris la capitale de l'Univers et de toute la France un véritable roman. » Le grand ouvrier, « qui savait comme on fonde, » entendait par là l'aspect féerique qu'il avait rêvé de donner à la France entière.

MEYER

NAPOLÉON A L'ILE LOBAU

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE XVIII

LES PREMIÈRES RÉSISTANCES NATIONALES

NAPOLÉON ET LA « PERFIDE ALBION. » ▰ LE DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1806. ▰ 1807. LES ANGLAIS A COPENHAGUE. ▰ 1807. LE DÉCRET DE MILAN. ▰ CONSÉQUENCES POLITIQUES DU BLOCUS CONTINENTAL. ▰ CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES. ▰ DESCENTES DES ANGLAIS SUR LES CÔTES DE L'EMPIRE. ▰ INTRANSIGEANCE DE NAPOLÉON. ▰ « L'EMPEREUR EST FOU. » ▰ 1807. CONQUÊTE DU PORTUGAL. ▰ LES DISCORDES DE LA COUR D'ESPAGNE. ▰ LE « DOS DE MAYO » (2 MAI 1808). ▰ L'ENTREVUE DE BAYONNE. ▰ « QUAND MON GRAND CHAR POLITIQUE EST LANCÉ, IL FAUT QU'IL PASSE. » ▰ 1808. JOSEPH I^er^, ROI DES ESPAGNES. ▰ CAPITULATION DE BAYLEN. ▰ 1808. ENTREVUE D'ERFURT. ▰ 1808. NAPOLÉON EN ESPAGNE. ▰ LA FIN DE LA GUERRE D'ESPAGNE. ▰ 1809. NOUVELLE GUERRE CONTRE L'AUTRICHE. ▰ WAGRAM. ▰ LE PATRIOTISME ALLEMAND. ▰ LA PAIX DE VIENNE.

Si l'histoire, suivant le mot qu'on attribue à Frédéric II, est la science des faits qui ont une postérité, il y a dans l'histoire de Napoléon un fait qu'il faut connaître avec précision, car toute l'histoire postérieure de l'Empire en fut la conséquence. Il s'agit du décret que Napoléon rendit à Berlin, dans la capitale de ses ennemis vaincus, le 21 novembre 1806 ; par ce décret il mettait l'Angleterre au ban du monde.

NAPOLEON ET LA « PERFIDE ALBION. » Jamais, on peut le dire, Napoléon ne cessa de penser à cet ennemi qu'il avait songé à atteindre lors de la grande machination de Boulogne et qu'il n'avait pu saisir, faute de posséder la maîtrise de la mer. Pris dans l'engrenage des affaires continentales, quand il poursuivait les Autrichiens, les Russes, les Prussiens, il songeait toujours à la « perfide Albion ; » les intrigues, les subsides de l'Angleterre alimentaient les coalitions qui naissaient les unes des autres. A Ulm et à Austerlitz il s'était débarrassé de l'Autriche ; à Iéna, de la Prusse; bientôt il allait mettre hors de combat la Russie. Dès à présent, de Berlin même, il pouvait régler ses comptes avec les Anglais. Après la rupture de la paix d'Amiens, l'Angleterre avait eu recours à l'arme du blocus fictif, contre laquelle la Ligue des neutres avait déjà protesté. Elle prétendait interdire aux

neutres l'accès de telle portion des côtes de l'Empire français, sous le prétexte que ces côtes étaient bloquées ; or, elles n'étaient bloquées que par décret, sans l'être en réalité. Au mois de mai 1806, le ministère anglais avait déclaré en état de blocus les côtes, les rivières et les ports entre l'Elbe et Brest. Napoléon avait répondu par la déclaration du 25 juillet 1806, où il disait qu'il n'épargnerait rien pour parvenir à l'affranchissement des mers. Quatre mois plus tard, il mettait sa menace à exécution.

LE DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1806. Après Iéna, il semblait que la majeure partie de l'Europe appartînt à Napoléon. Son frère Joseph régnait à Naples et son frère Louis à la Haye. En Espagne, le roi Charles IV et son ministre Godoï n'avaient d'autre politique que celle qu'il leur dictait. Jetant les yeux sur cette énorme étendue de côtes, de Stettin à Tarente, où il n'apercevait à peu près que ses drapeaux et les drapeaux de ses alliés, il se décida à rendre à l'Angleterre coup pour coup. Mais il eut grand soin d'établir que les mesures extraordinaires qu'il était réduit à prendre n'étaient que des mesures de représailles. Les considérants du décret de Berlin se ramènent à cette idée « qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert et de le combattre de la manière qu'il combat. » En vertu du droit de légitime défense, Napoléon appliquait à l'Angleterre la législation maritime anglaise.

En conséquence, les Iles Britanniques étaient déclarées en état de blocus. Ordre de saisir aux postes toutes les correspondances d'Angleterre, de faire prisonnier de guerre tout Anglais trouvé sur le territoire de l'Empire ou d'un État allié, de confisquer toutes les marchandises anglaises, d'interdire l'accès de tous les ports à un bâtiment quelconque venant de l'Angleterre ou de ses colonies. En un mot, le décret avait pour but, suivant les expressions mêmes de Napoléon, de mettre les Anglais, « ces ennemis des nations, hors du droit commun. » Pour cela, il fallait « empêcher toute communication de l'Angleterre avec le continent. »

1807. LES ANGLAIS A COPENHAGUE. L'Angleterre se souciait peu de menaces qui semblaient d'une application impossible ; elle continuait à exploiter la maîtrise des mers. Au mois de février 1807, au moment même de la campagne d'Eylau, une escadre anglaise, commandée par lord Duckworth, forçait les Dardanelles et manquait de s'emparer de Constantinople. Le sultan ne dut son salut qu'à l'énergie avec laquelle le général Sébastiani, ambassadeur de Napoléon, mit en état de défense l'entrée du Bosphore.

En apprenant la signature de la paix de Tilsit, l'Angleterre devina qu'une nouvelle Ligue des neutres se préparait ; son parti fut pris de l'écraser avant qu'elle fût formée. Dès le milieu du mois d'août 1807, une escadre anglaise, commandée par l'amiral Gambier, venait mouiller dans les eaux du Cattégat. L'Angleterre offrait au Danemark de le protéger contre une invasion des troupes françaises ; pour prix de ce service, elle exigeait la remise de toute la flotte danoise et de son matériel.

Le prince régent de Danemark, qui n'était point un belligérant, refusa de se soumettre à cette insolente demande. Alors Gambier fit franchir le Sund à son escadre et vint mouiller devant Copenhague. La ville fut soumise, du 1er au 5 septembre, à un bombardement d'une incroyable violence. Copenhague se rendit; Gambier saisit seize vaisseaux danois et enleva dans l'arsenal tout ce qui pouvait se prendre, jusqu'aux réserves d'agrès et de cordages. L'occupation de l'île d'Helgoland fut le couronnement de cet abus révoltant de la force contre la faiblesse.

1807. LE DÉCRET DE MILAN. Pour parer aux conséquences commerciales du décret de Berlin, le gouvernement anglais avait décidé, le 11 novembre 1807, d'accorder la libre circulation à tout bâtiment neutre qui aurait payé des droits de douane dans un port anglais; en échange, était déclaré de bonne prise tout bâtiment qui aurait des certificats d'origine française et n'aurait point acquitté de droits en Angleterre. La réplique de Napoléon ne se fit pas attendre; elle est contenue dans le décret de Milan, du 17 décembre 1807. Tout bâtiment qui aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, qui aurait touché à un port anglais, qui aurait payé une taxe quelconque au gouvernement anglais, était dénationalisé et déclaré de bonne prise ; le tiers du produit de la vente du navire et de la cargaison était promis à quiconque pourrait établir qu'un navire entré dans un port français avait touché à un port anglais.

CONSÉQUENCES POLITIQUES DU BLOCUS CONTINENTAL. Napoléon savait très bien que le blocus qu'il avait ordonné n'existait et ne pouvait exister que dans le texte du décret de Berlin ; il lui était impossible, en effet, de mettre des escadres sur mer et d'essayer d'enfermer l'Angleterre chez elle. Il crut du moins qu'il pourrait lui interdire d'une manière absolue l'accès des côtes continentales et qu'il arriverait ainsi à suspendre tout commerce maritime. C'était en réalité, suivant l'expression de son frère Louis, « le système de se nuire à soi-même et aux siens, dans l'attente de produire un plus grand mal à l'ennemi. » Napoléon ne recula pas devant cette extrémité. « C'est une guerre à mort, » disait-il. Toute la question était de savoir lequel des deux États, France ou Angleterre, serait tué le premier à la fin de cette politique de casse-cou.

Ce fut là l'erreur capitale de Napoléon, elle vicia toute sa politique étrangère. Il n'y avait qu'un moyen d'atteindre l'Angleterre, c'était de conquérir la mer et de descendre aux embouchures de la Tamise. Le camp de Boulogne avait été la véritable conception ; en dehors de ce projet, il n'y avait guère que de vaines chimères à saisir et les pires dangers à redouter.

Napoléon voulait, suivant son expression énergique, « faire mourir l'Angleterre de pléthore, » comme une personne de tempérament sanguin meurt d'un coup de sang. Pour que l'Angleterre fût étouffée par la surabondance de ses produits, il

fallait l'empêcher d'en écouler la moindre quantité sur le continent. L'auteur du décret de Berlin se condamnait ainsi à faire entrer l'Europe, de gré ou de force, dans ce qu'il appelait son système continental. Quand elle lui appartiendrait toute, une sorte de muraille continue, qui serait gardée sur toutes les mers par ses gendarmes et par ses douaniers, empêcherait l'Angleterre de communiquer avec le continent ; courant le risque de « mourir de pléthore, » elle serait bien obligée de demander la paix. Alors, pour réaliser ce plan fantastique, Napoléon se condamna à annexer ou à conquérir les États européens. De là, d'une part, de 1807 à 1809, les adhésions, plus ou moins volontaires, de la Russie, de la Prusse, de l'Espagne, de l'Autriche, de la Suède, au système napoléonien. De là, d'autre part, les coups de force, dont quelques-uns eurent le caractère de véritables guets-apens ou d'odieux attentats au droit des gens, comme les annexions du Portugal, de l'Espagne, des États de l'Église, de la Hollande, des villes hanséatiques. Enfin, la rupture avec la Russie en 1812 et le cortège de maux irréparables qu'elle entraîna, jusqu'à la ruine de Napoléon et de la France, furent les dernières conséquences de tant d'erreurs et de tant d'obstination.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES. Il est certain que l'application des décrets de Berlin et de Milan amena, pour quelques années, une grande détresse dans le commerce anglais. Si la contrebande était ingénieuse, la douane était vigilante et, de temps à autre, elle brûlait les marchandises confisquées ; mais l'Angleterre avait toujours le libre accès de tous les pays en dehors d'Europe, et elle pouvait alimenter son commerce colonial.

Il est certain aussi que le commerce européen bénéficia, dans une certaine mesure, de ce régime de proscription ; on a déjà parlé de l'essor qui fut donné à quelques industries, comme les industries textiles et la fabrication du sucre de betterave. Napoléon vantait encore à Sainte-Hélène les avantages du décret de Berlin. « Si je n'eusse succombé, j'aurais changé la face du commerce, aussi bien que la route de l'industrie. J'avais naturalisé au milieu de nous le sucre, l'indigo ; j'aurais naturalisé le coton et bien d'autres choses encore ; on m'eût vu déplacer des colonies.... L'impulsion chez nous était immense ; la prospérité, les progrès croissaient sans mesure.... »

DESCENTES DES ANGLAIS SUR LES CÔTES DE L'EMPIRE. Depuis qu'ils avaient occupé Helgoland, les Anglais avaient fait de cette île le grand entrepôt de la contrebande ; de là ils pouvaient descendre aux embouchures du Weser et de l'Elbe. Ils manquèrent même d'occuper Cuxhaven, l'avant-port de Hambourg. Au mois de juillet 1809, une douzaine de petits bâtiments de guerre débarquèrent à cet endroit un corps de cinq cents hommes, qui se saisit de l'agent consulaire de la France ; mais l'occupation de Cuxhaven ne dura que quelques jours.

Autre part, la marine anglaise avait porté à l'Empire français des coups plus

LA FAMILLE ROYALE D'ESPAGNE, *en 1800 : Charles IV, Marie-Louise de Parme, leurs quatre filles, leurs trois fils (Ferdinand VII, Don Carlos, François de Paule).* PAR GOYA. (M. DUPRADO.) CL. HACHETTE.

LA CHARGE DES POLONAIS A SOMO-SIERRA. — *Le 30 novembre 1808, l'armée française gravissait le col de Somo-Sierra, qui commande la route de Madrid. Napoléon lança sur les batteries espagnoles le 3e escadron des chevau-légers polonais.* PAR LE GÉNÉRAL LEJEUNE. MUSÉE DE VERSAILLES.

JUNOT (Andoche), 1771-1813. — Engagé en 1792 dans un bataillon de volontaires, il fut remarqué par Bonaparte au siège de Toulon quand il était sergent: aide de camp du général en chef dans la campagne d'Italie, colonel en 1797, il fit partie de l'expédition d'Égypte. Général de division, colonel général des hussards, il se distingua à Austerlitz. Il fut chargé, en 1807, de la conquête du Portugal; il y gagna très vaillamment son titre de duc d'Abrantès. Mais, en 1808, il dut abandonner sa conquête à l'armée anglaise de Wellington. La suite de sa carrière militaire en Allemagne, en Espagne, en Russie, fut peu heureuse. En 1813, il était gouverneur général des Provinces illyriennes, quand il fut frappé d'aliénation mentale et se donna la mort. — Sa femme, Laure Permon, duchesse d'Abrantès, est l'auteur de Mémoires *connus.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

SIÈGE DE LÉRIDA. — La place de Lérida, en Catalogne, devant laquelle avait échoué Condé en 1647, fut assiégée dans la campagne de 1810 par Suchet; complètement investie et violemment bombardée, elle se rendit aux Français le 14 mai 1810. PAR RÉMOND. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

redoutables. L'amiral Gambier, à la tête de treize vaisseaux et d'un grand nombre de bâtiments inférieurs, était apparu, au mois de mars 1809, sur la côte de l'Aunis, où mouillait l'escadre française de l'amiral Allemand, forte de onze vaisseaux et de quatre frégates. Pendant vingt jours, il prépara à loisir son attaque, arma une trentaine de brûlots, tandis que l'escadre française s'abritait derrière deux estacades qui s'étendaient de l'île d'Oléron à l'île d'Aix. Dans la nuit du 11 au 12 avril, les Anglais brisèrent cette défense ; leurs brûlots pénétrèrent par les brèches comme autant de machines infernales ; l'escadre d'Allemand, dans une confusion inexprimable, se jeta à la côte, et quatre vaisseaux furent détruits par l'ennemi.

C'était au moment de la campagne de Ratisbonne ; quelques semaines plus tard, au lendemain de Wagram, ce fut un autre malheur maritime, dont les conséquences auraient pu être désastreuses. Anvers et Flessingue étaient pour l'Angleterre des sujets d'alarmes continuelles, depuis que Napoléon avait commencé à bâtir un grand port de guerre aux embouchures de l'Escaut. L'Angleterre résolut de briser cette épée de Damoclès. L'amiral Strachan traversa la mer du Nord avec un convoi de quarante-quatre mille hommes, commandés par lord Chatham ; le 31 juillet 1809, il débarquait dans l'île de Walcheren. Flessingue capitulait le 16 août. A l'arrivée des Anglais, l'amiral Missiessy, qui commandait l'escadre française de l'Escaut, s'était empressé de barrer le fleuve en aval d'Anvers. Les Anglais n'osèrent s'aventurer dans l'estuaire. Une épidémie s'était abattue sur leur armée ; ils évacuèrent Flessingue le 24 décembre, après une occupation de quatre mois. Mais l'émotion avait été très vive en France ; Napoléon, qui était alors à Schœnbrunn, avait senti toute la gravité de ce danger.

INTRANSIGEANCE DE NAPOLÉON. La suspension de la vie maritime sur toutes les côtes de l'Empire avait amené bien vite de cruelles misères et, par suite, de nombreuses protestations ; à Marseille, les navires immobiles pourrissaient le long des quais. En 1811, une députation de négociants français vint apporter à l'Empereur les doléances du commerce ; sa réponse fut d'une intransigeance absolue.

« Les décrets de Berlin et de Milan, dit-il, sont les lois fondamentales de mon Empire.... Le continent restera fermé aux importations d'Angleterre. Je resterai armé de pied en cap pour faire exécuter mes décrets et pour résister aux tentatives des Anglais dans la Baltique. Il existe encore quelque fraude, mais elle sera entièrement anéantie.... Ceux qui réussiraient à se soustraire à mes douanes, mon épée saurait les atteindre tôt ou tard, dans trois, quatre, cinq ou six mois, et ils n'auront pas le droit de se plaindre.

« J'ai une oreille dans les salons des négociants ; je sais qu'on blâme hautement mes mesures, qu'on dit que je suis mal conseillé. Je ne saurais leur en vouloir de leur opinion, parce qu'ils ne sont pas placés pour voir et calculer comme moi. Cependant, ceux qui sont arrivés dernièrement d'Angleterre et qui ont vu l'effet que commence à y produire l'interruption du commerce avec le continent ne peuvent se dispenser de dire :

« Il est possible qu'il ait raison ; il pourra peut-être venir à bout de ses desseins.... »

« Je ne dis pas que je ne veux ni commerce maritime ni colonies ; mais il faudra y renoncer pour le moment, et jusqu'à ce que l'Angleterre revienne de sa politique à des principes plus raisonnables et plus justes, ou que je puisse lui dicter la paix. Si j'étais l'héritier du trône de Louis XIV ou de Louis XVI, je serais forcé de demander à genoux la paix aux Anglais. Mais j'ai succédé aux empereurs de France ; j'ai réuni à mon Empire les bouches des plus grandes rivières de l'Europe et de l'Adriatique ; rien ne pourra plus m'empêcher de faire construire une flotte de deux cents vaisseaux de haut bord et de les armer. Je sais que les Anglais auront de meilleurs amiraux, et c'est un grand avantage. Mais, à force de combattre, nous apprendrons à vaincre. Nous perdrons une, deux, trois batailles, et nous gagnerons la quatrième. »

En attendant cette « quatrième » bataille, qui n'est jamais venue, il fallait que l'Europe tout entière travaillât à construire, à entretenir, à défendre une gigantesque muraille de Chine, qui commençait à Arkhangelsk, suivait toutes les sinuosités de la mer du Nord, de la Baltique, de la Manche, de l'Atlantique, de la Méditerranée, et venait se terminer vers les bouches de Cattaro, peut-être même vers Constantinople. Tant pis pour l'Europe si elle étouffait derrière ce rempart de canons et de douaniers qui lui cachait la vue de la mer ; tant pis si le mécontentement était général. « Il est des peuples, disait le *Moniteur*, en parlant des Hollandais, qui ne savent que se plaindre ; il faut savoir souffrir avec courage. »

« L'EMPEREUR EST FOU. » Il n'y a qu'un mot pour caractériser l'état d'esprit de Napoléon, quand il en est arrivé à cette conception insensée de la guerre contre l'Angleterre et qu'il s'y est obstinément tenu comme à une des « lois fondamentales » de son Empire. C'est le mot que Decrès, le ministre de la Marine, disait à Marmont, en 1809, au lendemain de la journée triomphante de Wagram, quand l'astre impérial n'avait jamais brillé d'un éclat plus vif et plus prolongé sur l'Europe continentale. Voici ce que le duc de Raguse raconte, dans ses *Mémoires* :

« Eh bien, Marmont, me dit Decrès, vous voilà bien content, parce que vous « venez d'être fait maréchal. Vous voyez tout en beau. Voulez-vous que, moi, je vous « dise la vérité, que je vous dévoile l'avenir ? L'Empereur est fou, tout à fait fou, et « nous jettera tous, tant que nous sommes, cul par-dessus tête, et tout cela finira par « une épouvantable catastrophe. » Je reculai deux pas, et lui répondis : « Êtes-vous « fou vous-même de parler ainsi, et est-ce une épreuve que vous voulez me faire « subir ? — Ni l'un ni l'autre, mon cher ami ; je ue vous dis que la vérité. Je ne « la proclamerai pas sur les toits ; mais notre ancienne amitié et la confiance qui « existe entre nous m'autorisent à vous parler sans réserve. Ce que je vous dis « n'est que trop vrai, et je vous prends à témoin de ma prédiction. » Et là-dessus, il me développa ses idées, en me parlant de la bizarrerie des projets de l'Empereur, de leur mobilité et de leur contradiction, de leur étendue gigantesque,

que sais-je ? Il me présenta un tableau que les événements n'ont que trop justifié. Plus d'une fois, depuis la Restauration, j'ai rappelé à Decrès notre conversation et son étonnante, mais bien triste prédiction. »

1807. CONQUÊTE DU PORTUGAL. De Dresde, le 19 juillet 1807, quand il rentrait à Paris, Napoléon écrivait au ministre des Affaires étrangères : « Monsieur le prince de Bénévent, il faut s'occuper sans retard de faire fermer tous les ports du Portugal à l'Angleterre. Le lendemain de votre arrivée à Paris, vous ferez connaître au ministre de Portugal qu'il faut que le 1er septembre les ports du Portugal soient fermés à l'Angleterre ; à défaut de quoi je déclare la guerre au Portugal. »

Quatre mois et demi plus tard, ces menaces étaient suivies d'effet.

Napoléon, qui traitait le roi d'Espagne en vassal, lui avait imposé le traité de Fontainebleau, du 27 octobre 1807, pour le partage du Portugal. Un corps de soldats français, conduit par Junot, entra dans la péninsule. Le choix de Junot fut peut-être inspiré par des raisons singulières. On disait que l'Empereur était las de la mauvaise conduite, des folies, des prodigalités incroyables de l'ancien sergent du siège de Toulon, qu'il avait fait gouverneur de Paris, et que l'expédition fut un prétexte à lui enlever ce gouvernement.

Junot accomplit un véritable tour de force. Le 30 novembre il entra à Lisbonne. Les Portugais, rapporte le général Foy, s'attendaient « à voir des héros d'une espèce supérieure, des colosses, des demi-dieux. Les Français n'étaient que des hommes. Dix-huit jours de marche forcée, la famine, les torrents, les vallons inondés, la pluie battante avaient débilité leurs corps et ruiné leurs vêtements. Il leur restait à peine la force nécessaire pour marcher en cadence au bruit du tambour. Une longue file de soldats maigres, éclopés, et la plupart imberbes, suivait à pas lents les masses peu épaisses des bataillons. Les officiers, les chefs eux-mêmes étaient délabrés et comme défigurés par de longues et excessives fatigues. Les troupes n'avaient pour attaquer et se défendre que des fusils rouillés et des cartouches imprégnées d'eau. » Les Français étaient arrivés trop tard pour se saisir de la famille royale, qui s'était enfuie au Brésil ; mais, en quelques jours, Junot avait achevé l'occupation du Portugal : il avait bien mérité son titre de duc d'Abrantès.

LES DISCORDES DE LA COUR D'ESPAGNE. Napoléon en vint à se demander pourquoi il n'occuperait pas aussi le reste de la péninsule. La cour d'Espagne offrait alors un triste spectacle. Un homme fatal, Godoï, qui portait le titre ironique de prince de la Paix, parce qu'il avait négocié l'humiliant traité de Bâle, était le premier ministre du faible roi Charles IV ; il le gouvernait complètement par l'empire sans limites qu'il avait pris sur la reine Marie-Louise. L'héritier de la couronne, Ferdinand, prince des Asturies, — plus tard Ferdinand VII, — s'était maintes fois révolté contre le rôle d'un favori sans pudeur, qui ruinait l'Espagne et déshonorait la famille royale.

Il en résultait entre le roi et son fils des querelles continuelles, qui finirent par aboutir à une sorte de guerre civile. Une émeute avait éclaté à Aranjuez en faveur du prince des Asturies; ses partisans l'avaient salué du nom de Ferdinand VII; Godoï, jeté en prison, avait manqué d'être massacré; le roi lui-même avait abdiqué en faveur de son fils, le 16 mars 1808.

A ce moment, Murat entrait en Espagne, sous le prétexte de soutenir l'armée de Junot qui occupait le Portugal. Les vainqueurs et les vaincus du pronunciamiento d'Aranjuez se tournèrent vers lui, comme vers un protecteur et un arbitre. Celui-ci, qui voyait dans ces misérables intrigues l'occasion de gagner une couronne, se hâta de marcher sur Madrid. Pour Napoléon, il n'avait pas besoin d'être tenté par une proie qui s'offrait à lui; son parti était pris : annexer l'Espagne. Talleyrand approuvait alors pleinement cette politique; il suggérait même à son maître un singulier argument historique : « La couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France. C'est une des plus belles portions de l'héritage du Grand Roi, et cet héritage, l'Empereur doit le recueillir; il n'en doit, il n'en peut abandonner aucune partie. »

LE « DOS DE MAYO » (2 MAI 1808). Napoléon avait quitté Paris le 2 avril, pour faire un voyage dans le Midi et dans l'Ouest; c'était en réalité pour surveiller de près les événements d'Espagne. Le 15, il arrivait à Bayonne et se fixait dans le voisinage, au château de Marrac. En même temps, il envoyait le duc de Rovigo auprès du prince des Asturies pour le convaincre de son intérêt à venir soutenir en personne sa cause devant Napoléon. Ferdinand céda à ce conseil perfide; il avait appris que ses parents se rendaient auprès de l'Empereur, il ne voulut pas les laisser tout seuls défendre leurs intérêts. Chemin faisant, à Vitoria, il eut le sentiment qu'il allait se livrer lui-même, il songea à revenir sur ses pas; mais une lettre de Napoléon le décida à franchir la frontière. Tous les membres de la famille royale et Godoï se trouvaient à Bayonne; chacun attendait son sort de la décision du grand juge.

Un événement se produisit alors, qui vint compliquer le drame. Le 2 mai, une insurrection éclata à Madrid contre les soldats français; Murat la noya dans le sang, mais il n'était plus maître de Madrid que par la terreur. Le 2 mai 1808, « Dos de Mayo », est une des grandes dates de l'histoire de l'Empire. C'est le jour où la colère patriotique d'un peuple, d'un peuple fier, joué par l'étranger, trahi par ses propres souverains, venait de faire explosion; elle avait allumé un incendie qui, de proche en proche, allait embraser l'Espagne, puis l'Europe, et détruire le colosse napoléonien.

L'ENTREVUE DE BAYONNE. Le résultat de toutes ces intrigues et de l'insurrection de Madrid, ce fut la scène dramatique du 5 mai, qui eut lieu au château de Marrac et qu'on appelle l'Entrevue de Bayonne. Elle se passa entre quatre acteurs : Napoléon, Charles IV, la reine Marie-Louise, le prince des Asturies.

ATTAQUE D'UN CONVOI FRANÇAIS EN ESPAGNE.

PAR LE GÉNÉRAL LEJEUNE. (COLL. BARON LEJEUNE.)

L'ARMÉE FRANÇAISE traverse la Sierra Guadarrama, décembre 1808.

[illegible]

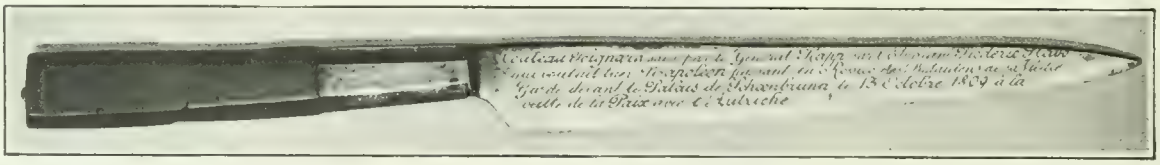
SIÈGE DE SARAGOSSE. — *Le siège, conduit tour à tour par Moncey, Junot et Lannes, dura du 19 décembre 1808 au 21 février 1809, où la ville fut prise. La défense de Saragosse par Palafox est un des plus glorieux épisodes de la guerre de l'Indépendance.* LITH. DE V. ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

MURAT (JOACHIM). — Brigadier en 1792, chef d'escadron en 1793, général de division en 1799, maréchal en 1804, roi des Deux-Siciles en 1808, Murat commanda en chef la cavalerie de la Grande Armée en 1805 et en 1812. Il est représenté ici en colonel de hussards. (COLL. Cᵉˢˢᵉ P. LE MAROIS.)

JOSEPH Ier NAPOLÉON, roi de Naples de 1806 à 1808, roi des Espagnes et empereur des Indes de 1808 à 1814. — Il tient à la main le plan d'un édifice ; un règne aussi agité et aussi misérable que le sien ne convenait guère à de pacifiques travaux d'architecture. PAR WICAR. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

NAPOLÉON reçoit à Erfurt le baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche, le 28 septembre 1808. PAR GOSSE (M. DE VERSAILLES.)

BIVAC de Napoléon avant Wagram, nuit du 5 au 6 juillet 1809. Auprès de lui, ses généraux et le duc de Bassano. PAR ROEHN. (M. DE VERSAILLES.)



POIGNARD saisi à Schœnbrunn, le 12 (non le 13) octobre 1809, par le général Rapp sur l'étudiant allemand Stapps, qui voulait assassiner Napoléon. (COLL. BERNARD FRANCK.)

ATTAQUE ET PRISE DE RATISBONNE, 23 avril 1809. — Les troupes de Lannes pénétrèrent dans la ville au moyen d'échelles, après un combat violent. Napoléon, en examinant les remparts, fut blessé au pied droit. PAR CH. THEVENIN (MUSÉE DE VERSAILLES.)

Charles IV annonça à son fils les événements du 2 mai. « Crois-tu me persuader que tu n'as eu aucune part à ce saccage, toi ou les misérables qui te dirigent? Était-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône? Dis-moi : crois-tu régner longtemps par de tels moyens? Qui est celui qui t'a conseillé cette monstruosité? N'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin? Parle donc. » Ferdinand ne répondait rien. « Eh bien, s'écria la reine, parleras-tu? Voilà comme tu faisais à chacune de tes sottises; tu n'en savais jamais rien. » Et elle leva la main comme pour lui donner un soufflet. Ferdinand se taisait toujours; sa position était affreuse, entre ses parents et l'Empereur. A son tour, Napoléon prit la parole : « Prince, jusqu'à ce moment, je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événements qui vous ont amené ici; mais le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui le premier a rompu l'alliance qui depuis si longtemps l'unissait à la France. Voilà le résultat des mauvais conseils auxquels vous avez été entraîné; vous ne devez vous en prendre qu'à eux. Je n'ai d'engagements qu'avec le roi votre père; c'est lui que je reconnais et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. » « Moi, s'écria Charles IV, je ne veux pas. Eh! qu'irais-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi. Je ne trouverais partout que des sujets soulevés; et, après avoir été assez heureux pour traverser sans perte un bouleversement de toute l'Europe, irais-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de conserver? Non, je ne le veux pas; il s'en chargera mieux que moi.... Tu crois donc qu'il n'en coûte rien de régner? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne, tu as suivi de mauvais conseils, je n'y peux rien. Tu t'en tireras comme tu pourras. Je ne veux pas m'en mêler. Va-t'en. » Ferdinand, impassible et muet, sortit. Peu après, il était interné en France, à Valençay, dans le château même de Talleyrand. Charles IV, qui avait déjà abdiqué, se retira à Compiègne, puis à Rome. Il n'y avait plus de Bourbons d'Espagne.

« QUAND MON GRAND CHAR POLITIQUE EST LANCÉ, IL FAUT QU'IL PASSE. » A Sainte-Hélène, Napoléon a prononcé sur les affaires d'Espagne le verdict de l'histoire. « J'embarquai fort mal toute cette affaire, je le confesse; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé; car l'attentat ne se présente plus dès lors que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention.... Cette malheureuse guerre m'a perdu; elle a divisé mes forces, multiplié mes efforts, détruit ma moralité en Europe, compliqué mes embarras, ouvert une école aux soldats anglais.... Cette malheureuse guerre d'Espagne a été une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. » Ce fut, dit-il encore, « le chancre qui me rongea. » Mais alors comment aurait-il pu croire que quelqu'un ou quelque chose fût capable de lui résister? « J'avais le nœud gordien devant moi,

je le coupai. » Il disait en 1808 : « Si ceci devait me coûter quatre-vingt mille hommes, je ne le ferais pas ; mais il ne m'en faudra pas douze mille ; c'est un enfantillage. Ces gens-ci ne savent pas ce que c'est qu'une troupe française. Les Prussiens étaient comme eux, et on a vu comment ils s'en sont trouvés. Croyez-moi, ceci finira vite. Je ne voudrais faire de mal à personne ; mais quand mon grand char politique est lancé, il faut qu'il passe. Malheur à qui se trouve sous les roues ! »

1808. JOSEPH Ier, ROI DES ESPAGNES. Napoléon réunit à Bayonne cent cinquante notables espagnols ; il leur fit proclamer roi des Espagnes et empereur des Indes (6 juin) son frère Joseph, au défaut de Louis à qui il avait d'abord songé. Murat, par contre-coup, devint roi de Naples. « Entre Joseph, son frère, et Joachim, son beau-frère, il plut à Napoléon, dit Chateaubriand, d'opérer une transmutation : il prit la couronne de Naples sur la tête du premier et la posa sur la tête du second ; il enfonça d'un coup de main ces coiffures sur le front des nouveaux rois, et ils s'en allèrent chacun de son côté, comme deux conscrits qui ont changé de chapeau. »

Joseph était donc roi des Espagnes, mais roi sans royaume et sans capitale ; toute la péninsule était en feu. Le fanatisme religieux et patriotique armait les bras de tous les Espagnols. Dans une proclamation en date du 24 mai, Napoléon avait dit aux Espagnols : « Votre nation périssait. J'ai vu vos maux, je vais y porter remède, je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : Il fut le régénérateur de ma patrie. » Et au régénérateur, qui donnait au roi Joseph une constitution animée de l'esprit de 89, voici la réponse d'un catéchisme patriotique : « De qui dérive Napoléon ? — Du péché. — Est-ce un péché de mettre un Français à mort ? — Non, mon père, on gagne le ciel en tuant un de ces chiens d'hérétiques ! »

CAPITULATION DE BAYLEN. Bessières fut chargé de conduire Joseph à Madrid. Il lui ouvrit la route de sa capitale par la victoire de Medina del Rio Seco. « C'est un autre Villaviciosa ! » s'était écrié Napoléon ; il se trompait étrangement. Madrid occupé, il fallait conquérir l'Espagne méridionale. Le comte Dupont, qui avait rendu d'éclatants services dans les campagnes d'Austerlitz et d'Iéna, reçut cette mission très difficile. Il s'avança jusqu'à Cordoue. Comme il se sentait isolé, il revint sur ses pas. Au pied de la Sierra-Morena, à Baylen, il rencontra les bandes espagnoles du général Castaños. Une série de fausses manœuvres le mit dans une situation de plus en plus critique. Il avait déjà perdu beaucoup d'hommes dans divers engagements ; il ne vit d'autre moyen de sauver ce qui restait de son armée que de signer une capitulation, le 22 juillet. La junte ou assemblée de Séville, qui représentait le gouvernement insurrectionnel, refusa d'en approuver les conditions ; elle déclara tous les soldats français prisonniers de guerre. Les malheureux furent soumis aux traitements les plus indignes ; enfermés dans les pontons de Cadix ou transportés dans l'îlot désert de Cabrera, la plupart périrent de froid et de faim.

Ce désastre militaire eut en Espagne et dans toute l'Europe un retentissement immense. Les soldats invincibles, les héros de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna avaient capitulé. Pendant trois heures Napoléon garda entre ses mains la fatale dépêche ; des cris involontaires s'échappaient de sa poitrine. En plein Conseil d'État, quand il parla de Baylen, des larmes montèrent à ses yeux.

Les malheurs s'accumulent. Joseph est chassé de Madrid ; les Anglais, commandés par Wellesley, qui sera un jour le duc de Wellington, débarquent auprès de Lisbonne, le 31 juillet 1808 ; le 30 août, le duc d'Abrantès capitule à Cintra. Cependant, le Sénat impérial déclarait que la guerre d'Espagne était « politique, juste, nécessaire. »

1808. ENTREVUE D'ERFURT. La présence de Napoléon dans la péninsule devenait nécessaire ; mais comment s'y rendre sans risquer de voir l'Autriche et la Prusse courir aux armes ? Qui lui répondra de la tranquillité du continent ? C'était à Alexandre, l'allié de Tilsit, à jouer ce rôle de gendarme. Pour le séduire mieux encore que sur les bords du Niemen, pour étaler devant toute l'Europe l'appareil de sa puissance, l'Empereur donna rendez-vous au tsar dans une petite ville de la Saxe prussienne, à Erfurt. L'entrevue d'Erfurt dura du 27 septembre au 14 octobre. Ce fut peut-être la plus brillante représentation de la gloire de Napoléon. Au lieu du rendez-vous, on voyait les rois de Westphalie, de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, la foule des grands-ducs, des ducs, des princes allemands. La Prusse était représentée par le prince Guillaume, frère du roi Frédéric-Guillaume III. On avait négligé d'inviter l'empereur d'Autriche. « Talma, roi de la scène, joua devant un parterre de rois. » Sur ce vers de l'*Œdipe* de Voltaire,

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

Napoléon et Alexandre se donnèrent l'accolade. « Je ne l'ai jamais mieux senti, » dit le tsar en serrant la main de son ami.

Pour régler l'étiquette dans cette cohue de potentats, il avait été décidé que le tambour roulerait trois fois pour les empereurs, une fois pour les rois. Comme un tambour avait roulé trois fois pour le roi de Wurtemberg : « Tais-toi donc, imbécile, s'écria un officier en colère ; tu vois bien que ce n'est qu'un roi ! »

L'Empereur eut des soins attentifs pour les hommes célèbres de l'Allemagne, pour Gœthe et pour Wieland ; il voulait les séduire, il y réussit pleinement.

Gœthe, l'Olympien, fut ébloui par les rayons du soleil impérial. « L'Empereur me fait signe d'approcher. Je reste debout devant lui à la distance convenable. Il me regarde avec attention, puis il me dit : « Vous êtes un homme ! » La conversation s'engagea en particulier sur *Werther*. « J'ai étudié à fond votre *Werther* et toujours avec un charme nouveau.... Venez à Paris, j'exige absolument cela de vous. Là, le spectacle du monde est plus grand ; là, vous trouverez des matières immenses pour vos créations poétiques. » L'auteur de *Werther* reçut la croix de la Légion

d'honneur. Bien des années après, Gœthe écrivait: « Napoléon, c'était là un homme. On peut dire que pour lui la lumière qui illumine l'esprit ne s'est pas éteinte un instant ; voilà pourquoi sa destinée a eu cette splendeur que le monde n'avait pas vue avant lui et qu'il ne reverra peut-être pas après lui. Oui, oui, c'était là un gaillard, que nous ne pouvons pas imiter en cela ! »

Au milieu des fêtes, des représentations, des parties de chasse, Napoléon et Alexandre traitaient les affaires sérieuses. Le premier était convaincu de la niaiserie du second, le second restait sur ses gardes contre les mensonges du premier ; Talleyrand, qui jouait un jeu équivoque, fort voisin de la trahison, desservait son maître auprès du tsar. Cependant de grandes protestations s'échangeaient entre les deux amis ; le 12 octobre, dans une convention secrète, ils renouvelaient solennellement leur alliance et s'engageaient à faire en commun soit la paix, soit la guerre. A l'égard de l'Angleterre et de l'Espagne, Napoléon obtint toutes les promesses qu'il voulut, d'autant mieux qu'il laissait carte blanche à son complice pour la réunion de la Finlande et des provinces danubiennes. Le 14 octobre, ils se quittèrent avec de vives démonstrations d'amitié ; ils ne devaient plus se revoir.

De retour à Paris, le 18 octobre, Napoléon faisait au Corps législatif cette déclaration: « L'empereur de Russie et moi, nous nous sommes vus à Erfurt ; nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre.... Lorsque je paraîtrai au delà des Pyrénées, le léopard épouvanté cherchera l'Océan pour éviter la honte, la défaite ou la mort. »

1808. NAPOLÉON EN ESPAGNE. Napoléon entra en Espagne le 4 novembre. Il lui fallut s'ouvrir la route de Madrid à grands coups d'épée. Ce fut, le 10 novembre, la bataille de Burgos, où les Espagnols firent preuve d'un acharnement extrême ; la ville prise fut pillée d'une manière épouvantable. Ce fut, le 30 novembre, la terrible affaire de Somo-Sierra. L'Empereur avait donné l'ordre de faire charger les chevau-légers de la légion polonaise. « Il y avait bien là, dit Ségur, quarante mille coups de fusils et plus de vingt coups de mitraille à recevoir par minute ; mais l'ordre avait été trop impératif, il n'y avait plus à reculer.... Nous chargeâmes ventre à terre. J'étais à dix pas en avant d'eux, tête baissée, répondant par notre cri de guerre, dont j'avais besoin de m'étourdir, au bruit des feux ennemis éclatant tout à la fois, et à l'infernal sifflement de leurs balles et de leur mitraille. Je comptais sur la rapidité d'une attaque impétueuse ; mais ils ne tirèrent que trop juste.... L'escadron presque tout entier était abattu. Sur tout le terrain de notre charge, je ne vis debout qu'un seul trompette. Immobile au milieu des feux qui continuaient, le pauvre enfant pleurait son escadron et l'un de ses officiers étendu à terre. »

L'armée finit cependant par passer, elle était à présent aux portes de Madrid. Des députés venus de Madrid parlaient de négocier. « Si dans une heure à cette montre, leur dit Napoléon, vous ne m'apportez pas la soumission du peuple, vous

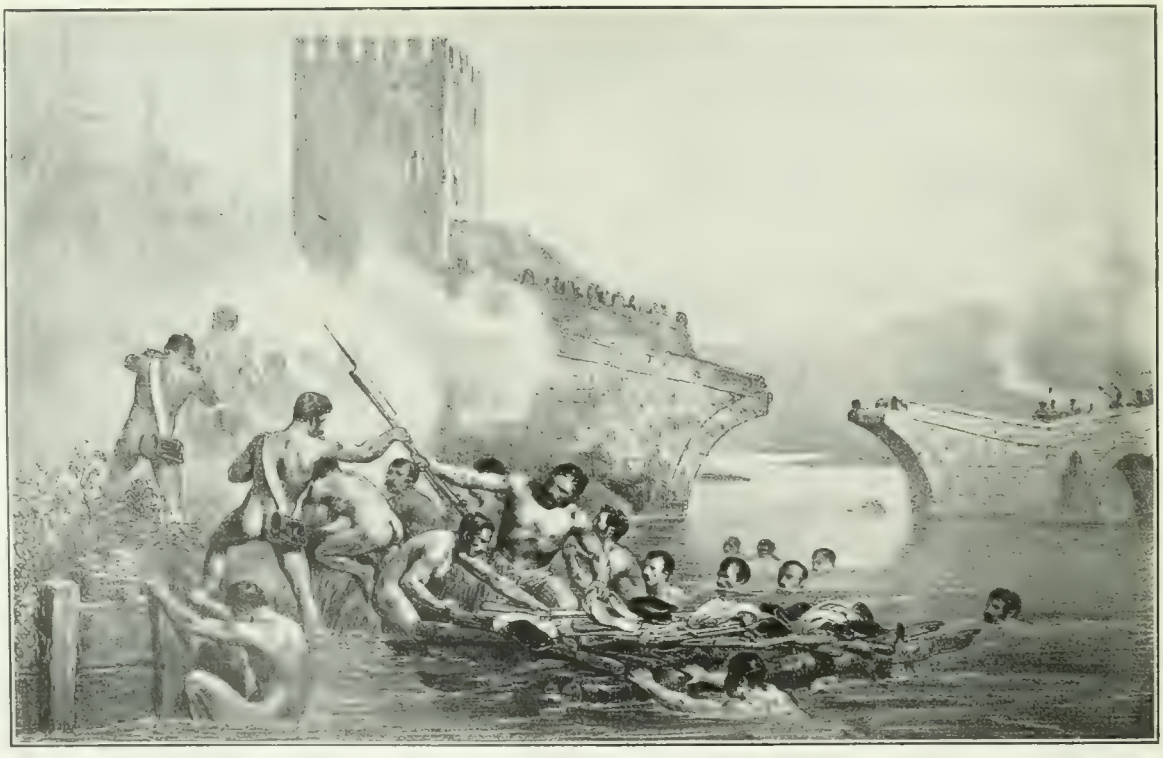
MORT DU MARÉCHAL LANNES. *A la seconde journée de la bataille d'Essling, 22 mai 1809, le maréchal eut les deux jambes fracassées. Ramené à Vienne, il y fut amputé. Le 30, il eut avec Napoléon un dernier entretien ; il mourut le 31 mai. Il avait 40 ans.*

FRANÇOIS DE HABSBOURG-LORRAINE, le dernier empereur élu d'Allemagne sous le nom de François II, 1792-1806, le premier empereur héréditaire d'Autriche sous le nom de François Ier, 1804-1835. Marié quatre fois, il n'eut d'enfants que de sa deuxième femme, Marie-Thérèse, de la famille des Bourbons de Naples. — Son frère cadet, l'archiduc Charles, fut l'adversaire de Napoléon. PAR STEMBUCCHI.

(COMMUNIQUÉ PAR WELLAGEN ET KLESSING)

POURSUITE de l'armée anglo-portugaise par l'armée française, épisode de la campagne de 1812. — En défendant un passage du Tage, une poignée de Français durent se jeter dans le fleuve. Parvenus sur la rive opposée, ils combattirent tout nus, enlevèrent la tour et firent onze prisonniers.

LITH. DE C. MOTTI. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



serez tous passés par les armes. » Le même jour, 4 décembre, les Français entraient dans la capitale de l'Espagne. L'Empereur y fit lui-même son entrée le 9. Le 22 décembre, il se mettait en campagne contre les Anglais, qui occupaient l'Ouest de la péninsule. Le passage de la sierra de Guadarrama se fit dans les conditions les plus pénibles, par une épouvantable tempête de neige. Napoléon et les maréchaux n'eurent d'autre moyen d'avancer que de se faire tirer à califourchon sur les pièces de canon. Au bout de quelques jours, l'Empereur renonçait à la poursuite des Anglais. Il laissa Soult leur donner la chasse et les rejeter jusqu'au port de la Corogne, où ils se rembarquèrent. Lui-même avait pris le parti de rentrer en France. La nouvelle des armements de l'Autriche, des intrigues de Talleyrand et de Fouché, avait motivé son retour. Il arrivait à Paris le 23 janvier.

Cinq jours plus tard, aux Tuileries, dans la salle du Trône, en présence de l'archichancelier Cambacérès, des ministres et des principaux personnages de la Cour, Napoléon faisait au prince de Bénévent une scène d'une terrible violence. Il avait appris que Talleyrand et Fouché colportaient contre lui des propos calomnieux; Talleyrand, en particulier, qui avait poussé à la guerre d'Espagne, en exploitait à présent les difficultés contre son maître. « Vous êtes, lui dit-il, un voleur, un lâche, un homme sans foi.... Vous mériteriez que je vous brisasse comme verre, j'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine. » Il lui jeta à la figure une injure ordurière. Talleyrand, on l'a déjà vu, ne broncha pas; il se borna pour le moment à dire que le grand homme était bien mal élevé; mais il n'avait pas oublié : en 1814, il eut sa vengeance.

LA FIN DE LA GUERRE D'ESPAGNE. La guerre d'Espagne devait durer jusqu'à la fin de l'Empire. Loin de s'éteindre, l'incendie ne fit qu'augmenter de jour en jour. Bien des causes l'expliquent : d'une part, la nature de l'Espagne faite de compartiments isolés, l'acharnement indomptable des habitants, le concours des Anglais qui, maîtres de la mer, purent débarquer sur divers points de la péninsule ; d'autre part, le manque absolu d'autorité de Joseph sur les généraux de Napoléon, la faiblesse numérique de l'armée française dont les effectifs diminuèrent d'année en année, la jalousie de ses chefs les uns envers les autres. Suchet en Catalogne et dans la province de Valence, Soult en Andalousie, Masséna en Portugal et les autres travaillèrent isolément pour eux-mêmes. Pendant la retraite de Portugal, quand les relations étaient très tendues entre Masséna et Ney, le commandant Marbot vint apporter un ordre au maréchal Ney. Il se borna à hausser les épaules : « Allez dire à votre bourgeois que je ne puis faire ce qu'il ordonne. » Marbot répondit avec assurance : « Je suis le chef d'escadron Marbot, aide de camp de Son Excellence le maréchal duc de Rivoli et prince d'Essling, commandant en chef l'armée de Portugal, et j'ai été chargé par lui de porter ses ordres à Son Excellence le maréchal duc d'Elchingen, commandant le VI[e] corps d'armée. » Ney

se borna à sourire : « Tu es un bon bougre ! » Mais il ne changea rien à sa manière de faire.

La prise de Saragosse par Lannes après un siège épouvantable, les campagnes de Soult en Estrémadure, de Masséna en Portugal, de Suchet en Catalogne, parurent d'abord assurer l'avantage aux Français dans les années 1809-1810. Mais Masséna fut battu à Torres-Vedras, aux portes de Lisbonne, Marmont aux Arapiles, Jourdan à Vitoria, Soult enfin à Toulouse le 10 avril 1814, dix jours après l'entrée des Alliés à Paris. Le général qui avait fait reculer l'armée française pendant trois ans, des embouchures du Tage aux bords de la Garonne, c'était Wellington, le futur vainqueur de Waterloo.

1809. NOUVELLE GUERRE CONTRE L'AUTRICHE. Dès le milieu de l'année 1808, à la nouvelle des événements d'Espagne, l'Autriche avait commencé des préparatifs militaires. Au moment de l'entrevue d'Erfurt, François Ier d'Autriche avait adressé à Napoléon une lettre entortillée, à laquelle celui-ci avait répondu par des menaces à peine dissimulées. L'Autriche continua ses armements. L'archiduc Charles, qui voulait donner à la guerre prochaine le caractère d'une guerre patriotique, lançait un appel à la nation allemande et, le 9 avril 1809, il envoyait une déclaration de guerre au général en chef de l'armée française en Bavière. Napoléon reçut cette nouvelle à Saint-Cloud le 11 avril ; deux heures après, il était sur la route de l'Allemagne ; le 17, il était arrivé à Donauwerth, en Bavière. « Soldats, dit-il à ses troupes, j'arrive au milieu de vous avec la rapidité de l'aigle.... Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse ses vainqueurs! » La guerre de la cinquième coalition commençait.

En prenant le commandement, Napoléon avait envoyé à Masséna ces simples mots, où l'on pourrait trouver toute la formule de son génie militaire : « Activité, activité, vitesse. » La campagne dite des Cinq Jours fut marquée en effet par une rapidité foudroyante. L'Empereur recommença la manœuvre enveloppante d'Ulm, mais avec un succès incomplet. Ce furent les combats de Tengen, d'Abensberg, de Landshut, d'Eckmühl, du 19 au 22 avril ; à Eckmühl, le 22, Davout, opposant aux Autrichiens sa ténacité indomptable, les contint jusqu'à l'arrivée de Napoléon, de Lannes et de Masséna. L'armée de l'archiduc fut rejetée sur Ratisbonne. Les Français donnèrent l'assaut à la ville ; Napoléon y fut blessé au pied droit. Ratisbonne fut prise le 23 avril, mais la majeure partie de l'armée autrichienne s'était échappée par la rive gauche du Danube.

L'armée française descendit le Danube à droite, avec les corps de Masséna et de Lannes. A Ebersberg, sur la Traun, le 3 mai, Masséna se heurta à des retranchements formidables élevés par le général autrichien Hiller. Il y eut une bataille acharnée ; on passa. Le 8, Napoléon était arrivé à l'abbaye de Saint-Pœlten. Le

lendemain, il couchait au château de Schœnbrunn, aux portes de Vienne. L'archiduc Maximilien, qui occupait la ville, fit mine de se défendre. Vienne fut bombardée. On raconta plus tard que Napoléon, ayant appris qu'une archiduchesse était restée dans la ville, avait fait cesser le feu : cette archiduchesse était sa future femme. Le 13 mai, une capitulation était signée : Napoléon entrait dans Vienne avec la Garde et les corps d'armée de Lannes et de Masséna.

Il restait à franchir le Danube pour aller détruire l'armée de l'archiduc Charles, qui s'était concentrée dans la plaine de la March. Napoléon fit choix à cet effet de l'île Lobau, un peu en aval de Vienne. Le 21 et le 22 mai eurent lieu les deux journées de la bataille d'Essling. Notre armée était passée sur la rive gauche, à Essling et à Aspern ; elle se trouva à un moment dans une situation très critique, car le pont de bateaux qui la reliait à l'île Lobau s'était rompu. Le sang-froid héroïque de Masséna conjura tout désastre; il put ramener l'armée dans l'île. « Ceux qui n'ont pas vu Masséna à Aspern, disait Napoléon, n'ont rien vu. » Lannes, l'Ajax français, succomba dans ces journées cruelles; la mort du duc de Montebello inspira à Napoléon de sincères regrets : « Quelle perte pour la France et pour moi ! L'esprit de Lannes avait grandi au niveau de son courage; il était devenu un géant. »

WAGRAM. Après les journées d'Essling, Napoléon se cantonna dans l'île Lobau comme dans une vaste citadelle. Il fit venir d'Italie, de Dalmatie et de la Haute-Autriche les corps d'armée d'Eugène, de Marmont et de Bernadotte. Pendant six semaines il resta immobile. Puis brusquement, dans la nuit du 4 au 5 juillet, l'armée passa sur la rive gauche, au milieu d'un orage affreux, et déboucha vers Enzersdorf ; elle formait, le 5 juillet, à la hauteur de Wagram, trois masses compactes, avec Masséna, Bernadotte, Davout. Le lendemain, 6 juillet 1809, eut lieu la grande bataille. L'archiduc ne put couper notre gauche du Danube ; à notre centre, l'artillerie de la Garde, commandée par Lauriston, fit merveille; à notre droite, Davout prit une vigoureuse offensive. Après dix heures de bataille, les Autrichiens avaient trente mille hommes hors de combat. Quand la victoire fut acquise, Napoléon prit quelques instants de sommeil sur une peau d'ours, à l'ombre d'une pyramide de tambours.

Trois généraux durent à cette journée triomphale le bâton de maréchal : Macdonald, Oudinot, Marmont; on les appela la monnaie de Lannes. Davout fut créé prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling, Berthier prince de Wagram.

LE PATRIOTISME ALLEMAND. Ce qui donne à la campagne de 1809 son caractère propre, c'est moins la science des combinaisons stratégiques de Napoléon et de l'archiduc Charles, que les diverses manifestations du patriotisme allemand.

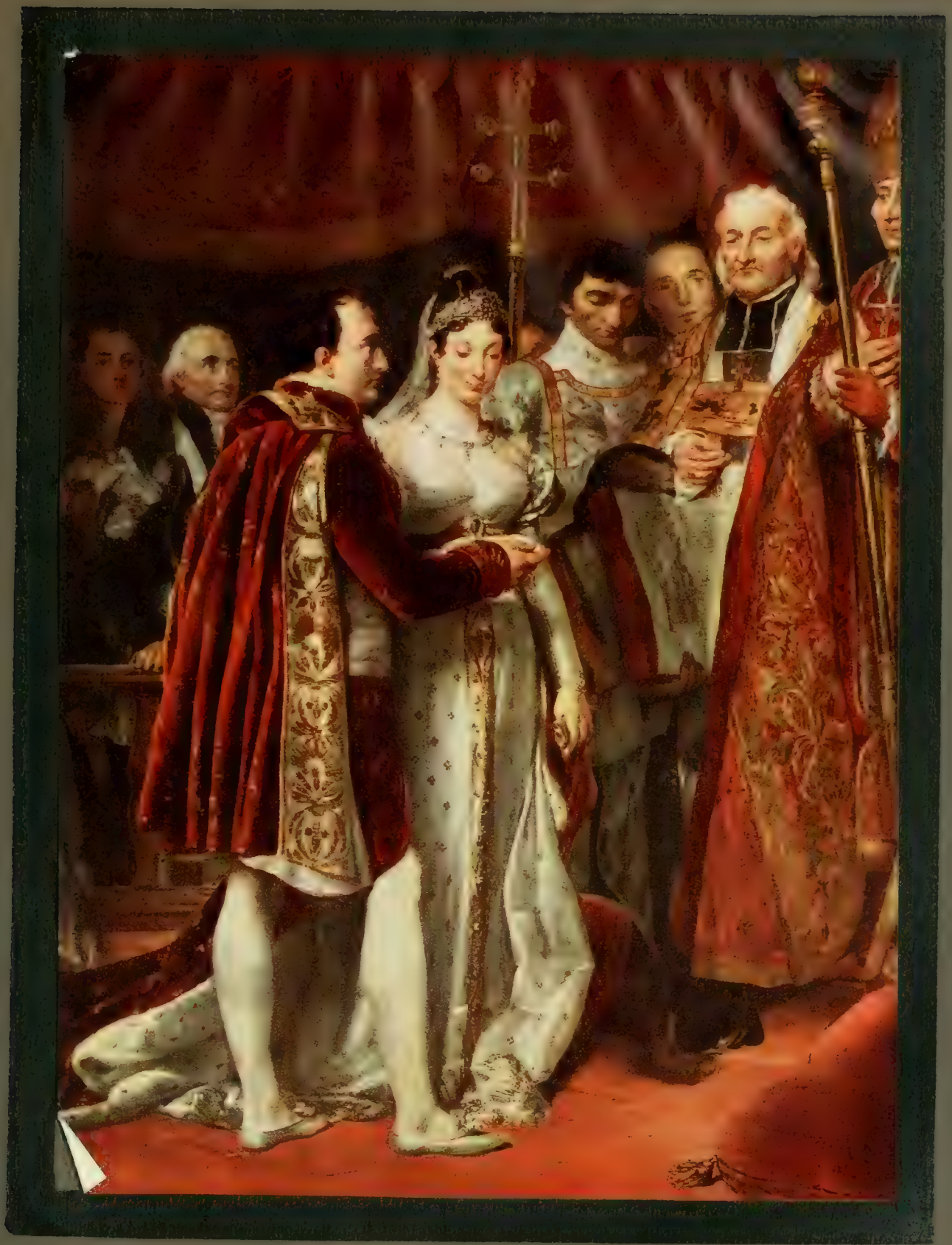
Au Nord de l'Allemagne, le major prussien Schill avait levé des bandes ; il périt dans une tentative sur Stralsund. Le duc de Brunswick, le fils du vaincu d'Auerstaedt, avait levé la Légion noire de la Vengeance ; il tint la campagne pendant plusieurs

semaines. Le plus grave de ces symptômes, ce fut la jacquerie ou la Vendée organisée dans les montagnes du Tyrol par l'aubergiste André Hofer. Pour le réduire, il fallut l'armée de Lefebvre et une campagne de près de neuf mois ; Hofer fut fusillé à Mantoue. Ces révoltes étaient comme les premiers craquements de l'édifice. « Si cela continue, disait le roi de Bavière, il faudra y renoncer et mettre la clef sous la porte. »

L'Allemagne ne se soulevait pas seulement contre le régime, mais contre l'homme même qui le lui imposait. Le 12 octobre, à Schœnbrunn, pendant une parade, un jeune Allemand, Frédéric Stapps, qui avait paru suspect au général Rapp, aide de camp de l'Empereur, fut arrêté. Il fut trouvé porteur d'un grand couteau ; il déclara qu'il voulait s'en servir contre Napoléon. L'Empereur l'interrogea lui-même. « Pourquoi vouliez-vous m'assassiner ? — Parce qu'il n'y aura jamais de paix pour l'Allemagne tant que vous serez au monde. — Qui vous a inspiré ce projet ? — L'amour de mon pays. — Que feriez-vous si je vous mettais en liberté ? — Je vous tuerais. » Stapps subit bravement le dernier supplice. Son dernier cri fut : « Vive la liberté ! Vive l'Allemagne ! Mort à son tyran ! »

LA PAIX DE VIENNE. La paix fut signée à Vienne le 14 octobre 1809. L'Autriche était complètement exclue de l'Adriatique ; les provinces qu'elle y perdait, la majeure partie de la Croatie, l'Istrie, la Dalmatie, Raguse, constituaient le gouvernement français des Provinces illyriennes. Le reste des dépouilles de l'Autriche enrichissait la Bavière avec le duché de Salzbourg, le duché de Varsovie avec la Galicie, la Russie avec le cercle de Tarnopol dans l'ancienne Pologne. L'empereur d'Autriche avait perdu cent dix mille kilomètres carrés et trois millions et demi de sujets ; il dut cruellement regretter les idées de revanche qui lui avaient valu ces nouveaux désastres.

Napoléon, revenu en France, alla s'installer à Fontainebleau ; il y tint une cour très brillante jusqu'au milieu de novembre. Il était de retour à Paris le 14 novembre. On rapporte qu'en rentrant de Fontainebleau, il fit le trajet à cheval avec tant de rapidité que seul un chasseur de son escorte put le suivre ; il n'avait avec lui que ce garde unique quand il mit pied à terre dans la cour des Tuileries.



ROUGET — MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE XIX

L'EMPIRE VERS 1810

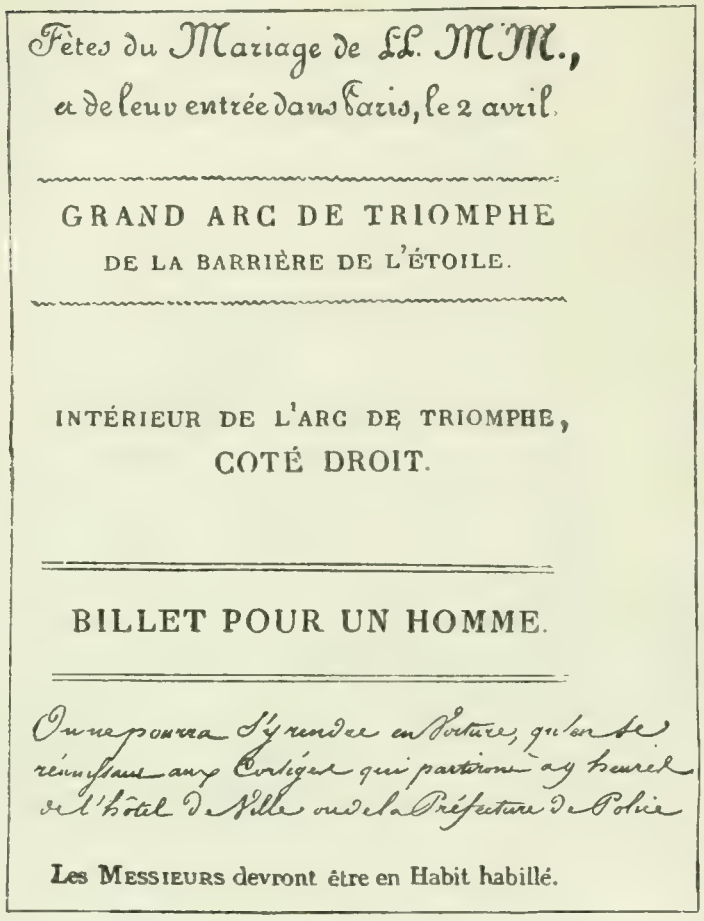
UN BAL MASQUÈ CHEZ CAMBACÉRÈS. ⸗ 1810. MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE. ⸗ LES CARDINAUX NOIRS. ⸗ « ALEXANDRE DEVENU LE FILS D'UN DIEU. » ⸗ LE ROI DE ROME. ⸗ « UN FRANÇAIS TOUJOURS CHEZ LUI EN EUROPE. » ⸗ LA MONARCHIE UNIVERSELLE. ⸗ LA LUTTE AVEC LA PAPAUTÉ. ⸗ « EMPAREZ-VOUS DES BIENS DES MOINES. » ⸗ LE CATECHISME IMPERIAL. ⸗ LA LETTRE A TIROIRS. ⸗ 1808. OCCUPATION DE ROME. ⸗ 1809. ANNEXION DES ÉTATS DE L'ÉGLISE. ⸗ ENLEVEMENT DE PIE VII. ⸗ LE CONCILE NATIONAL DE 1811. ⸗ 1812. PIE VII A FONTAINEBLEAU. ⸗ LE CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU. ⸗ RETOUR DE PIE VII A ROME.

DÈS que le divorce de Napoléon et de Joséphine fut un fait accompli, Caulaincourt, qui était ambassadeur à Saint-Pétersbourg, fut chargé de demander la main de la grande-duchesse Anne Pavlovna, sœur du tsar Alexandre ; elle avait alors quinze ans. La réponse arriva le 5 février 1810 ; l'adhésion était acquise en principe, bien que des réserves eussent été faites pour l'exercice de la religion grecque qui devait être assurée à la future impératrice des Français, et bien que la mère de la grande-duchesse fût peu favorable à ce projet. Il est certain que si l'Empereur l'avait voulu, Alexandre lui aurait donné sa sœur en mariage ; les quelques difficultés signalées par Caulaincourt auraient été aisément levées.

UN BAL MASQUÉ CHEZ CAMBACÉRÈS. Napoléon pensait déjà à un autre projet. L'idée d'un mariage autrichien s'était présentée à lui; elle flattait davantage son orgueil, si elle répondait moins à sa politique. Metternich raconte, dans ses *Mémoires*, comment Napoléon fit en personne les premières ouvertures.

« Dans un bal masqué, donné par l'archichancelier Cambacérès et auquel ma femme avait été invitée d'une façon pressante, un masque s'empara du bras de Mme de Metternich. Celle-ci reconnut aussitôt Napoléon. Le masque conduisit ma femme dans un cabinet, à l'extrémité des appartements. Après quelques propos insignifiants, Napoléon lui demanda si elle croyait que l'archiduchesse Marie-Louise

accepterait sa main et si l'empereur, son père, consentirait à cette union. Ma femme, très surprise, affirma qu'il lui était impossible de répondre à cette question. Napoléon lui demanda ensuite si, à la place de l'archiduchesse, elle lui accorderait sa main. Elle lui assura qu'elle la lui refuserait certainement. « Vous êtes méchante, lui dit l'Empereur ; écrivez à votre mari, et demandez-lui ce qu'il pense de la chose. »


Fêtes du Mariage de LL. MM.,
et de leur entrée dans Paris, le 2 avril.

GRAND ARC DE TRIOMPHE
DE LA BARRIÈRE DE L'ÉTOILE.

INTÉRIEUR DE L'ARC DE TRIOMPHE,
COTÉ DROIT.

BILLET POUR UN HOMME.

On ne pourra s'y rendre en Voitures, qu'on ne se réunisse aux Cortéges qui partiront à huit heures de l'Hôtel de Ville ou de la Préfecture de Police

Les MESSIEURS devront être en Habit habillé.

FAC-SIMILÉ D'UN BILLET D'ENTRÉE POUR LES FÊTES DU MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE.
(BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, ESTAMPES.)

Un conseil fut tenu, dans la nuit du 6 au 7 février, un jour à peine après l'arrivée de la réponse du tsar, pour décider du parti à prendre. Talleyrand, qui voulait sans doute faire la cour à son maître, se signala par l'énergie de ses arguments. « En Autriche, dit-il, il y a une politique de tradition ; les intérêts, une fois noués, ne changent pas. En Russie, tout tient à la volonté d'un homme ; Alexandre mort, à quoi servirait le mariage russe ? » Sur l'heure même, le projet autrichien fut arrêté. Une convention fut passée le 7 février entre le prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et le duc de Cadore, ministre des Relations extérieures ; elle rappelait le texte même du contrat de mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Napoléon n'allait-il pas devenir par ce mariage le petit-neveu de Louis XVI ?

1810. MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE. Berthier, prince de Wagram, alla à Vienne en ambassadeur extraordinaire pour faire la demande officielle. Il apportait une corbeille d'une grande magnificence, un collier de trente-deux chatons d'une valeur de neuf cent mille francs, des boucles d'oreilles de quatre cent mille francs et le portrait de Napoléon dans un cercle de diamants de six cent mille francs. Le 11 mars, le mariage par procuration était célébré à Vienne.

La nouvelle Impératrice des Français partit pour la France accompagnée de Caroline, reine de Naples. Napoléon l'attendait à Compiègne. Quand il apprit qu'elle était proche, il monta avec Murat dans une simple calèche et il alla l'attendre à quinze

lieues de cette ville. Dès que parut la voiture de l'archiduchesse, Napoléon, « comme un sous-lieutenant qui revoit sa cousine, » ouvrit brusquement la portière ; il mit sa sœur sur le devant, prit sa place et embrassa l'Impératrice. Ce fut une affaire d'avant-poste, conduite avec audace et succès.

Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud, le 1er avril 1810 ; le mariage religieux, le 2 avril, au Louvre, dans le Salon Carré, par le cardinal Fesch, grand aumônier. Napoléon avait quarante ans, Marie-Louise dix-huit. Le lendemain, il y eut aux Tuileries une grande fête et un banquet. Marie-Louise se montra au balcon, elle fut saluée par les acclamations de la foule qui remplissait les jardins. Metternich, bon prophète, but à la santé de l'enfant qui devait être le roi de Rome.

Le 1er juillet, le prince de Schwarzenberg donnait, en l'honneur de Leurs Majestés, un bal magnifique dans les salons de l'ambassade d'Autriche. La fête fut tragiquement interrompue par un incendie qui coûta la vie à plusieurs personnes.

LES CARDINAUX NOIRS. Dans la journée du 2 avril, alors qu'il était tout à la joie et à l'orgueil, l'Empereur avait remarqué que quatorze cardinaux seulement avaient assisté au défilé du cortège impérial dans la grande galerie du Louvre ; des banquettes réservées au Sacré Collège étaient restées vides. « Où sont les cardinaux ? dit-il du ton le plus irrité. Ah ! les sots ! les sots ! Ils n'ont pas voulu assister aujourd'hui à mon mariage ; eh bien ! demain je les chasserai honteusement de ma cour. » Le lendemain, le Sacré Collège attendait aux Tuileries, avec les grands corps de l'État, d'être présenté aux deux souverains, assis sur leur trône. Un aide de camp vint apporter l'ordre à treize cardinaux qui n'avaient pas assisté au mariage de partir sur-le-champ ; Sa Majesté ne voulait pas les recevoir. Obligés de reprendre le costume des simples ecclésiastiques, ils devinrent les cardinaux noirs ; exilés dans des villes de province, ils furent placés sous la surveillance de la police.

Il restait à donner au tsar des explications sur le singulier revirement matrimonial qui s'était produit à la cour des Tuileries. Le duc de Cadore écrivit à notre ambassadeur la plus bizarre des lettres. « Comment ? l'empereur Alexandre avait reçu l'ouverture qui lui était faite pour placer la dernière de ses sœurs sur le premier trône du monde, en lui donnant pour époux l'homme que toute la terre contemple ; et cependant des délais multipliés semblent avoir été inventés pour servir de subterfuges. Des délais, en de telles circonstances, pouvaient, à juste titre, être jugés pires qu'une offense. » La cour de Russie voulut bien accepter ces explications ; mais elle en conçut un ressentiment qui ne fut point étranger à la rupture de 1812.

« ALEXANDRE DEVENU LE FILS D'UN DIEU. » La nouvelle du mariage de Napoléon amena en Allemagne un revirement complet en sa faveur. Il y eut une hausse marquée des fonds publics ; on crut que la paix était désormais attachée à cette union. En France, on avait approuvé la manière dont Napoléon avait composé

la maison de la nouvelle Impératrice, en particulier le choix de la duchesse de Montebello pour dame d'honneur. La désignation de la veuve du maréchal Lannes, jeune, belle, d'une conduite parfaite, fut très agréable à l'armée.

Pour Napoléon, ce mariage avec la fille des Habsbourg avait développé en lui les jouissances du parvenu. « On m'a reproché, disait-il plus tard, de m'être laissé enivrer par mon alliance avec la maison d'Autriche, de m'être cru bien plus véritable souverain après mon mariage; en un mot de m'être cru, dès cet instant, Alexandre devenu le fils d'un dieu. Mais tout cela était-il bien juste? Ai-je prêté véritablement à de tels travers ? Il m'arrivait une femme jeune, belle, agréable; ne m'était-il donc pas permis d'en témoigner quelque joie? »

Marie-Louise, au dire de Napoléon, était « l'innocence et la simple nature » ; en réalité elle était un peu sotte. Un jour l'Empereur, très mécontent d'une dépêche qu'il venait de recevoir de Vienne, avait dit à l'Impératrice : « Votre père est une ganache! » Interloquée, Marie-Louise demanda à un courtisan le sens de ce mot qu'elle ne connaissait pas. Celui-ci, pour se tirer d'affaire, déclara que l'Empereur avait voulu dire : un homme sage et de bon conseil. Quelques jours après, l'Impératrice présidait le Conseil d'État. Comme les discussions n'aboutissaient pas, elle se tourna vers Cambacérès : « C'est à vous à nous mettre d'accord; vous serez notre oracle; car je vous tiens pour la première, la meilleure ganache de l'Empire. »

Comme régente pendant la campagne de France, comme épouse et mère, la seconde femme de Napoléon eut un triste rôle. Rentrée à Vienne au mois de mai 1814, elle noua une liaison presque publique avec un officier autrichien, le comte de Neipperg. Elle avait tout à fait oublié l'Empereur. A l'une de ses dames d'honneur qui lui apprenait la bataille de Waterloo, elle répondait: « Je vous remercie, je savais la nouvelle que vous m'annoncez. J'ai envie de faire une promenade à cheval à Merkenstein; croyez-vous qu'il fasse assez beau pour la risquer? » Devenue duchesse de Parme, de Plaisance et de Guastalla, elle alla régner sur ces duchés italiens, en laissant à Vienne le fils de Napoléon. Neipperg étant mort, un diplomate, Bombelles, devint son favori. La triste fin du duc de Reichstadt ne semble pas avoir troublé son indifférence. Elle mourut à Vienne, à la fin de l'année 1847.

LE ROI DE ROME. Dans la seconde quinzaine de mars 1811, la France était dans l'attente d'un grand événement, l'accouchement de Marie-Louise. Le 20 mars, le canon des Invalides fit entendre cent un coups : c'était un fils.

Quand il eut bien fait voir l'héritier de ses trônes
Aux vieilles nations comme aux vieilles couronnes,
Éperdu, l'œil fixé sur quiconque était roi,
Comme un aigle arrivé sur une haute cime,
Il cria tout joyeux, avec un air sublime :
« L'avenir ! l'avenir ! l'avenir est à moi. »

BERTHIER, prince de Neuchâtel et de Wagram, envoyé à la cour de Vienne à titre d'ambassadeur extraordinaire de l'Empereur, demande à l'empereur d'Autriche, au nom de Sa Majesté, la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Mars 1810.

ADIEUX de l'archiduchesse Marie-Louise à sa famille. — Avant son départ de Vienne, 13 mars 1810, elle distribue les diamants de sa mère à ses frères et à ses sœurs. PAR Mme AUZOU. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

ARRIVÉE DE L'ARCHIDUCHESSE MARIE-LOUISE A COMPIÈGNE, 27 mars 1810. — L'Empereur, au reçu d'une lettre de Marie-Louise, était parti de Compiègne vers midi. En compagnie de Murat, il alla au-devant d'elle jusqu'à Courcelles, à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Soissons ; là, il monta dans sa voiture. Le cortège arriva à Compiègne après 9 heures du soir. PAR ISABEY (COLL. PRINCE DE LA MOSKOWA)

L'EMPIRE VERS 1810

Le fils de Napoléon reçut le titre de roi de Rome ; il eut pour gouvernante la comtesse de Montesquiou, Maman Quiou, comme il l'appelait ; c'était une femme d'un rare mérite, qui devait l'accompagner plus tard à Vienne. Il fut élevé au palais des Tuileries, dans la partie du rez-de-chaussée qui donnait sur la cour.

En 1814, au début de la campagne de France, Napoléon embrassa son fils pour la dernière fois. Conduit à Vienne, à la cour de son grand-père, le roi de Rome perdit même son nom ; on l'appela le duc de Reichstadt. Le « fils de l'homme, » l' « aiglon » mourut à Schœnbrunn en 1832, à vingt et un ans, d'une affection de poitrine.

« UN FRANÇAIS TOUJOURS CHEZ LUI EN EUROPE. » « Je veux élever la gloire du nom français si haut qu'il devienne l'envie des nations ; je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français voyageant en Europe croie se trouver toujours chez lui. » Ce rêve de l'Empereur était presque réalisé vers 1811.

LES ÉTOILES DE NAPOLÉON, « STELLÆ NAPOLEONIS, » INTRODUITES DANS LA CONSTELLATION D'ORION PAR L'UNIVERSITÉ DE LEIPZIG EN 1807. (FAC-SIMILÉ D'UNE GRAVURE ALLEMANDE.)

L'Empire français comprenait alors cent trente-deux départements. Quatre-vingt-six représentaient l'ancien royaume de France ; quarante-six étaient des conquêtes ou des annexions de la République et de l'Empire. Les derniers en date des départements étaient les départements du Tibre, chef-lieu Rome, du Trasimène, chef-lieu Spolète, constitués en 1809 avec les États de l'Église ; puis les huit départements constitués en 1810 avec l'ancien royaume de Hollande ; enfin, les cinq départements constitués en 1811 avec des territoires allemands : Ems-Oriental, Ems-Supérieur, Lippe, Bouches-du-Weser, chef-lieu Brême, Bouches-de-l'Elbe, chef-lieu Hambourg ; Lübeck, sur la Baltique, était l'une des sous-préfectures du département des Bouches-de-l'Elbe. Suivant un rapport de Montalivet, ministre de l'Intérieur, la population de l'Empire en 1813 était de 42 millions 700000 âmes, alors que, en 1789, la population de la France était de 26 millions d'habitants.

Aux cent trente-deux départements de l'Empire français, il faut ajouter les vingt-quatre départements du royaume d'Italie, capitale Milan, vice-roi Eugène de Beauharnais, et les sept Provinces Illyriennes ou les territoires de l'Adriatique cédés par l'Autriche en 1809, chef-lieu Laibach, gouverneur général Marmont.

C'est ensuite la liste sans fin des États vassaux ou alliés : la Confédération Helvétique, dont Napoléon était Médiateur, la Confédération du Rhin, dont il était Protecteur, avec trente-sept États et Francfort-sur-le-Main pour capitale, les royaumes d'Espagne, de Naples, de Westphalie, de Saxe, le duché de Varsovie, tous États qui, à titres divers, étaient englobés dans le système napoléonien. La carte de l'Europe se trouvait ainsi singulièrement simplifiée : la France et ses prolongements, à l'Ouest, au centre et au Sud ; les débris de la Prusse et de l'Autriche, au centre ; la Turquie, au Sud-Est ; la Russie, à l'Est ; les États Scandinaves, au Nord ; et l'Angleterre, retranchée dans son île.

LA MONARCHIE UNIVERSELLE. Napoléon n'a point nié qu'il aspirait à la monarchie universelle ; mais c'était, disait-il, pour le bien de l'Europe. « Je voulais préparer la fusion des grands intérêts du monde, ainsi que j'avais opéré celle des partis au milieu de nous. J'ambitionnais d'arbitrer un jour la grande cause des peuples et des rois. » Ou encore : « Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse été un Washington.... Je ne pouvais être un Washington couronné. Je n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers de la dictature universelle. J'y ai prétendu. M'en ferait-on un crime ? » Metternich le jugeait ainsi : « L'aspiration à la domination universelle est dans sa nature même ; elle peut être modifiée, contenue ; mais on ne parviendra jamais à l'étouffer. » Il se peut que Napoléon ait été pris dans une sorte d'engrenage et que sa conception du Blocus continental l'ait amené à conquérir l'Europe ; il est certain qu'il obéissait aussi à des précédents historiques, qui obsédaient son imagination : le souvenir de l'*Orbis romanus* et le souvenir de l'Empire de Charlemagne. Toutefois, ces deux grands organismes avaient, à deux reprises, marqué les limites de la civilisation et de la barbarie. L'Empire de Napoléon, au contraire, réunissait pêle-mêle, sans autre raison que des nécessités politiques ou militaires, des peuples qui avaient depuis longtemps leur histoire et leur existence propres. On raconte qu'au banquet du baptême du roi de Rome, le maire de Hambourg accosta le maire de Rome avec ces mots : « Bonjour, voisin ! » Le mot pouvait flatter l'orgueil de Napoléon ; mais ce « voisinage » était un véritable défi à la logique et à l'histoire

D'un trait de plume, l'Empereur biffait ou créait des royaumes. Quelques jours après Austerlitz, à Schœnbrunn, le 27 décembre 1805, dans une proclamation à l'armée d'Italie, il disait : « La dynastie de Naples a cessé de régner ; son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne. » Et Joseph devenait roi de Naples. « A sa voix, dit Chateaubriand, les rois entraient ou sautaient par les fenêtres. » Il y a aussi le mot de La Fayette : « Sous Napoléon, les soldats disaient : Il a passé roi à Naples, en Hollande, en Suède, en Espagne, comme autrefois on disait des mêmes hommes : Il a passé sergent dans telle compagnie. »

Une dépêche de l'Empereur à Talleyrand, du 14 mars 1806, est, parmi plusieurs autres, un témoignage intéressant de ces procédés : « Il est trois pays que je dési-

rerais bien avoir pour arrondir le prince Murat. D'abord les abbayes d'Essen et de Werden, cela ne fait que vingt mille âmes ; après, le comté de la Marck ; enfin, le comté de Wittgenstein. Les deux premiers appartiennent à la Prusse ; je ne sais trop à qui appartient le troisième. Faites-m'en un rapport. »

Rois ou gouverneurs, ils n'étaient que des agents chargés d'exécuter des ordres.

Au prince Eugène, vice-roi d'Italie, le 6 août 1805 : « Je ne puis trop vous témoigner mon mécontentement de ce que vous vous prononcez sur des objets que je me suis réservés, voilà trois fois dans un mois.... Si vous tenez à mon estime et à mon amitié, vous ne devez, sous aucun prétexte, la lune menaçât-elle de tomber sur Milan, rien faire de ce qui est en dehors de votre autorité. »

A Junot, gouverneur de Parme et de Plaisance, le 19 janvier 1806 : « Vous réunirez la force armée ; vous vous rendrez sur le lieu qui a été le principal théâtre de l'insurrection. Ce n'est pas avec des phrases que l'on maintient la tranquillité dans l'Italie. Faites comme j'ai fait à Binasco ; qu'un gros village soit brûlé, faites fusiller une douzaine d'insurgés et formez des colonnes mobiles, afin de saisir partout les brigands et de donner un exemple au peuple de ce pays. »

A Joseph, qui allait prendre possession du royaume de Naples, le 31 janvier 1806 : « Faites conduire en France sous bonne escorte le prince royal (de Naples) ; c'est là mon ordre exprès, je ne vous laisse aucune latitude sur cet objet. S'il est un certain nombre de grands ou d'individus qui vous gênent, envoyez-les en France.... Point de demi-mesures, point de faiblesse. Je veux que mon sang règne à Naples aussi longtemps qu'en France. Le royaume de Naples m'est nécessaire. »

Et lui, qui avait jonglé avec les États, qui avait casé ses frères et ses sœurs à Naples, à Madrid, à la Haye, à Cassel, à Guastalla, à Lucques, à Florence, il se reprochait de n'avoir pris que des demi-mesures, de ne pas avoir renversé assez de rois. « Ma bonté pour quelques souverains, ma faiblesse à l'égard des peuples qui auraient souffert, je ne sais si quelques craintes de soulever un entier bouleversement m'ont retenu, et c'est un grand tort que je paierai cher peut-être. »

Il semble que Napoléon ait été à divers moments de sa vie comme frappé de vertige. On a déjà cité le mot de Decrès à Marmont : « L'Empereur est fou. » Napoléon disait lui-même : « On ne saurait se coucher dans le lit des rois sans y gagner la folie. J'y suis devenu fou. » Comment n'aurait-il pas perdu par instants le sens exact des choses ? Il avait conscience de porter en lui les dons les plus magnifiques du génie qui aient jamais peut-être été accordés à une créature humaine, et il se voyait maître ou arbitre de tout le continent européen. Cependant son bon sens n'était pas toujours étouffé par l'orgueil. Il avait le sentiment que cet Empire gigantesque ne pouvait durer ; cette œuvre colossale avait contre elle le bon sens, la tradition, la géographie Tant qu'il serait là, sa bâtisse européenne pourrait peut-être se maintenir ; lui disparu, ce serait un cataclysme. « Pauvre enfant, disait-il en regardant le roi de Rome, que d'affaires embrouillées je te laisserai ! »

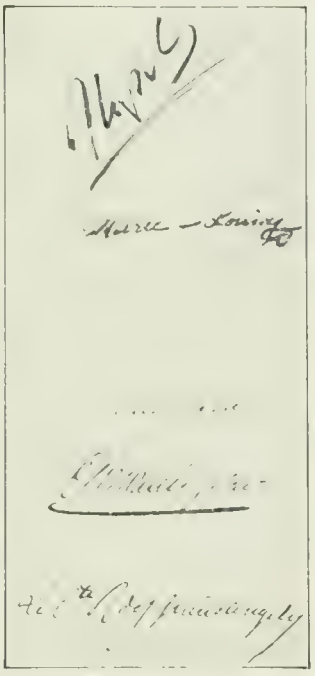
LA LUTTE AVEC LA PAPAUTE. Il n'y eut pas d'affaires plus embrouillées que celles qui mirent Napoléon aux prises avec la Papauté. « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, » dit la parole célèbre. Mais où s'arrête le domaine de César, où s'arrête le domaine de Dieu ? Pour Napoléon, la réponse est très simple. Il n'y a pas deux vicaires de Dieu, le Pape et l'Empereur. Il y a un vicaire unique et intégral : lui-même. Le Pape est un ministre ou un préfet d'une manière spéciale ; si ce préfet ne courbe pas l'échine, il sera brisé comme verre.

Napoléon avait jeté son dévolu sur l'Italie. Il voulait, disait-il, « recréer la patrie italienne. C'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire.... Rome, capitale de cet État, était la Ville Éternelle. » Dès l'année 1805, sa sœur Élisa régnait à Piombino et à Lucques, en attendant de régner à Florence ; un an après, son frère Joseph régnait à Naples. Qu'allait devenir le patrimoine de saint Pierre, pris entre les deux mâchoires de l'étau napoléonien ? Il était destiné à être broyé. Gouvion-Saint-Cyr avait été chargé d'occuper Ancône, en territoire pontifical. Il y entra vers le milieu d'octobre 1805. La surprise et la douleur de Pie VII furent profondes. Il s'en plaignit dans une lettre à l'Empereur. Celui-ci faisait alors la campagne d'Ulm et d'Austerlitz ; ce fut seulement le 7 janvier 1806 à Munich qu'il trouva le temps d'écrire deux lettres, l'une au cardinal Fesch, son ambassadeur à Rome, l'autre au Saint-Père.

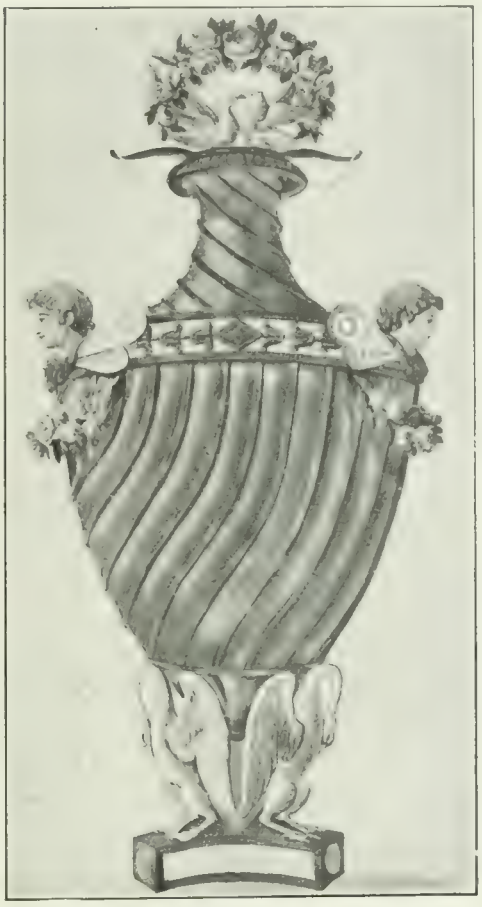
« Le Pape, disait-il au cardinal, m'a écrit, en date du 13 novembre, la lettre la plus ridicule, la plus insensée ; ces gens me croyaient mort. J'ai occupé la place d'Ancône, parce que, malgré vos représentations, on n'avait rien fait pour la défendre.... Faites bien connaître que je ne souffrirai plus tant de railleries.... Puisque ces imbéciles ne trouvent pas d'inconvénient à ce qu'un protestant puisse occuper le trône de France (il s'agit de Jérôme, dont le Pape s'était naguère refusé à casser le mariage avec une protestante), je leur enverrai un ambassadeur protestant.... Pour le Pape, je suis Charlemagne, parce que, comme Charlemagne, je réunis la couronne de France à celle des Lombards, et que mon Empire confine avec l'Orient. J'entends donc qu'on règle avec moi sa conduite sur ce point de vue ; autrement, je réduirai le Pape à être évêque de Rome.... Il n'y a rien en vérité d'aussi déraisonnable que la cour de Rome. »

Dans sa lettre au Pape, Napoléon mettait tous les torts du côté du Saint-Siège :

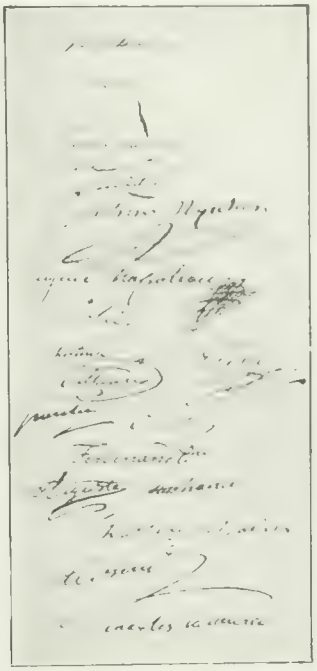
« Depuis le retour de Votre Sainteté à Rome, je n'ai éprouvé que des refus de sa part sur tous les objets, même ceux qui étaient d'un premier ordre pour la religion.... Je me suis considéré comme le protecteur du Saint-Siège, et à ce titre j'ai occupé Ancône. Je me suis considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la deuxième et de la troisième race, comme le fils aîné de l'Église.... Si Votre Sainteté veut renvoyer mon ministre, elle est libre de le faire ; elle est libre d'accueillir de préférence et les Anglais et le calife de Constantinople ; mais ne voulant pas exposer le cardinal Fesch à des avanies, je le ferai remplacer par un séculier.... Dieu est juge qui a le plus fait pour la religion de tous les princes qui règnent. »



SIGNATURES AU BAS DE L'ACTE DE MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE. — Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud le 1er avril, le prince archichancelier (Cambacérès) faisant fonction d'officier d'état civil. — Signèrent les membres de la famille impériale (à l'exception de Joseph et de Lucien) et des familles alliées. En outre, signatures de Cambacérès, de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, secrétaire de l'état de la famille impériale, de Charles-Maurice (Talleyrand). (COLL. COMTE PRIMOLI.)



VASE offert à Marie-Louise par la Ville de Paris à l'occasion de son mariage.



ENTRÉE de Napoléon et de Marie-Louise aux Tuileries, le jour de leur mariage, le 2 avril 1810, à 2 heures. Le cortège impérial était parti de Saint-Cloud à 10 heures. PAR C.-R. GARNIER. (M. DE VERSAILLES.)

BAPTÊME DU ROI DE ROME dans l'église de Notre-Dame, le 9 juin 1811. — Le parrain était Ferdinand, grand-duc de Wurtzbourg (ancien grand-duc de Toscane) ; la marraine, Madame Mère. Parmi les assistants, Joseph, Jérôme, Camille Borghèse, le prince Eugène. PAR J. GOUBAUD. (M. DE VERSAILLES.)

L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE TIENT LE ROI DE ROME DEBOUT SUR SON BERCEAU. — *Le fils de l'Empereur porte en sautoir le grand cordon de la Légion d'honneur.* *(Voir le berceau à la page suivante.)*

PAR GÉRARD. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

BERCEAU DU ROI DE ROME, œuvre de Jacob-Desmalter. (Un autre berceau, dessiné par Prudhon, se trouve dans l'ancien trésor impérial à Vienne.)

PALAIS DE FONTAINEBLEAU (L. HACHETTE).

HOCHET DU ROI DE ROME. — L'enfant qui reçut « pour hochet la couronne de Rome », suivant le mot de Victor Hugo, avait, pour s'amuser, ce cavalier dont la tête est munie d'un sifflet et dont les pieds reposent sur un tambour garni de grelots.

(C. H. BERNARD FRANCK.)

PETITE CALÈCHE DU ROI DE ROME. — Des estampes du temps montrent le roi de Rome faisant sa promenade aux Champs-Élysées dans cette voiture, qui était attelée de deux chèvres.

(MUSÉE IMPÉRIAL D'AUTRICHE.)

« EMPAREZ-VOUS DES BIENS DES MOINES. » Les menaces se succèdent. Le cardinal Fesch reçoit l'ordre de faire expulser des États de l'Église les Anglais, les Russes, les Suédois et les Sardes. « Dites bien que j'ai les yeux ouverts, que je ne suis trompé qu'autant que je le veux bien, que je suis Charlemagne, l'épée de l'Église, leur Empereur, que je dois être traité de même. »

Le Pape avait reçu la notification officielle de l'avènement de Joseph au trône de Naples. Pour éviter de reconnaître le nouveau souverain, la cour de Rome avait rappelé d'anciens droits de suzeraineté du Saint-Siège sur la couronne des Deux-Siciles. La colère de Napoléon éclata. « La conduite de la cour de Rome, écrivait-il au roi de Naples, le 5 juin 1806, est marquée au coin de la folie.... J'ai pensé qu'en tout état de choses, les enclaves de Bénévent et de Pontecorvo ne pouvaient être que des sujets de troubles pour votre royaume. J'en ai fait deux duchés (ou plutôt, deux principautés), celui de Bénévent pour Talleyrand, celui de Pontecorvo pour Bernadotte. » Il n'y a pas à insister sur la brutalité de cette annexion, sur ce qu'il y avait en particulier d'injurieux dans le choix d'un évêque renégat et marié pour la principauté de Bénévent.

C'était le moment où Napoléon écrivait à sa sœur Élisa, princesse de Lucques : « N'exigez aucun serment des prêtres ; cela n'aboutit à rien, qu'à faire naître des difficultés. Allez votre train, supprimez les couvents.... Ne vous mêlez dans aucun dogme. Emparez-vous des biens des moines, c'est là le principal. »

LE CATÉCHISME IMPÉRIAL. Au milieu de ces orages, paraissait un catéchisme qui devait être seul en usage dans toutes les églises de l'Empire français. Le ministre des Cultes, Portalis, avait reçu l'ordre de le faire rédiger sous ses yeux. On y lisait, dans la leçon sur le quatrième commandement :

« D. Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent, et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon Ier, notre Empereur ?

« R. Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent, et nous devons en particulier à Napoléon Ier, notre Empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône ; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'État.

« D. Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces devoirs envers notre Empereur ?

« R. C'est, premièrement, parce que Dieu, qui crée les empires et les distribue selon sa volonté, en comblant notre Empereur de dons, soit dans la paix, soit dans la guerre, l'a établi notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre. Honorer et servir notre Empereur est donc honorer et servir Dieu lui-même. Secondement, parce que Notre Seigneur Jésus-Christ, tant par sa doctrine que par ses exemples, nous a enseigné lui-même ce que nous devons à notre souverain : il est né en obéissant à l'édit de César-Auguste ; il a payé l'impôt prescrit, et de même

qu'il a ordonné de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, il a aussi ordonné de rendre à César ce qui appartient à César.

« D. Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre Empereur ?

« R. Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'ordre établi de Dieu même, et se rendraient dignes de la damnation éternelle. »

LA LETTRE A TIROIRS. Après la paix de Tilsit, quand Napoléon se vit maître de la majeure partie de l'Europe, ses prétentions à l'égard de Rome n'eurent plus de limites. Pendant son séjour à la cour de Saxe, il prit le parti d'en finir avec les résistances du Pape. Il écrivit au prince Eugène, de Dresde, le 22 juillet 1807, la lettre la plus singulière. Elle contenait une lettre que le prince Eugène devait adresser comme de lui-même au Saint-Père, puis une seconde lettre de l'Empereur au prince Eugène, que celui-ci serait censé avoir spontanément communiquée au Pape.

« Mon fils, j'ai reçu la lettre du Pape que vous m'avez transmise. Répondez à Sa Sainteté dans les termes suivants :

« Très Saint-Père, j'ai mis la lettre de Votre Sainteté sous les yeux de l'Empereur, mon très honoré père et souverain, qui m'a répondu de Dresde une longue lettre dont je communiquerai à Votre Sainteté un extrait pour lui faire connaître les sentiments de Sa Majesté.

« Mon fils, j'ai vu dans la lettre de Sa Sainteté, que certainement elle n'a pas « écrite, qu'elle me menace. Croit-elle donc que les droits du trône sont moins sacrés « aux yeux de Dieu que ceux de la tiare ? Il y avait des rois avant qu'il y eût des « papes. Ils veulent, disent-ils, publier tout le mal que je fais à la religion. Les insensés ! « Ils ne savent pas qu'il n'y a pas un coin du monde, en Allemagne, en Italie, en Pologne, « où je n'aie fait encore plus de bien à la religion que le Pape n'y a fait de mal, non « par mauvaise intention, mais par les conseils irascibles de quelques hommes bornés « qui l'entourent. Ils veulent me dénoncer à la chrétienté ! Cette ridicule pensée ne peut « appartenir qu'à une profonde ignorance du siècle où nous sommes ; il y a une erreur « de mille ans de date.... Il ne resterait plus au Saint-Père qu'à me faire couper les « cheveux et enfermer dans un monastère. Croit-il notre siècle revenu à l'ignorance et « à l'abrutissement du neuvième siècle ? Me prend-il pour Louis le Débonnaire ?... « En un mot, c'est pour la dernière fois que j'entre en discussion avec cette prêtraille « romaine ; on peut la mépriser et la méconnaître et être constamment dans la voie du « salut et dans l'esprit de la religion.... »

« Très Saint-Père, cette lettre n'était pas faite pour être mise sous les yeux de Votre Sainteté. Je la conjure de finir toutes ces discussions, d'éloigner d'elle les conseils perfides d'hommes irascibles qui, s'aveuglant sur les circonstances et sur les vrais intérêts de la religion, ne sont animés que par de petites passions.... On veut lutter de puissance et, j'ose dire, d'orgueil, avec un souverain que nous ne pouvons comparer

qu'à Cyrus et à Charlemagne.... Dans le fond, il n'y a dans tout ceci que fort peu de choses à faire, mais il n'est pas juste que les mouches s'attachent au lion et le piquent à petits coups d'aiguillon ; elles percent à peine sa peau, mais enfin elles l'irritent. Où est donc la douceur évangélique, la charité chrétienne, la prudence, la politique de la cour de Rome? »

1808. OCCUPATION DE ROME. Le temps des violences était proche. L'idée d'annexer Rome hantait depuis trop longtemps l'imagination de l'Empereur. Des ordres militaires très précis, comme s'il s'agissait d'une campagne, furent donnés au général Miollis, qui était établi à la frontière Nord des États du Pape. « Il ira à Pérouse et continuera sa route sur Rome, sous prétexte de traverser cette ville pour se rendre à Naples.... A son arrivée, il prendra possession du château Saint-Ange, rendra au Pape tous les honneurs possibles et déclarera qu'il a mission d'occuper Rome et le château Saint-Ange, pour arrêter les brigands du royaume de Naples qui y cherchent refuge. »

Les choses se passèrent ainsi. Le 2 février 1808, à deux heures du matin, le corps d'armée de Miollis faisait son entrée à Rome par la place du Peuple. Le château Saint-Ange fut occupé tout de suite. Le Palais du Quirinal, où résidait alors le Pape, fut enveloppé de troupes et une batterie de dix canons braquée devant ses fenêtres. Miollis s'était emparé de tous les services publics; il avait incorporé les troupes pontificales dans l'armée française; il avait chassé de Rome plusieurs cardinaux, notamment le cardinal Doria Pamphili, secrétaire d'État. Pie VII, profondément irrité, le remplaça par le cardinal Pacca, qui représentait le parti anti-français. Miollis parla de faire arrêter Pacca au Quirinal. Pour le soustraire à cette violence, le Pape le fit loger dans une chambre voisine de la sienne.

1809. ANNEXION DES ÉTATS DE L'ÉGLISE. Napoléon était alors en proie aux difficultés de la guerre d'Espagne. Dès que ses premiers succès de la campagne de 1809 en Allemagne parurent consolider sa fortune, il décida de réunir les États de l'Église à l'Empire français. De là, le décret qu'il lança de Schœnbrunn, à la veille de la bataille d'Essling; jamais le droit et la vérité n'ont été plus odieusement bafoués.

« Napoléon, Empereur des Français, considérant que lorsque Charlemagne, Empereur des Français et notre auguste prédécesseur, fit donation de plusieurs comtés aux évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fiefs et pour le bien de ses États, et que par cette donation Rome ne cessa pas de faire partie de son Empire ; - Que, depuis, ce mélange d'un pouvoir spirituel avec une autorité temporelle a été, comme il l'est encore, une source de discussions, et a porté trop souvent les pontifes à employer l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre; — Qu'ainsi les intérêts spirituels et les affaires du ciel, qui sont immortelles, se sont trouvés mêlés aux affaires terrestres, qui par leur nature changent selon les circonstances et la politique

des temps ; — Que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre Empire avec les prétentions temporelles des Papes, n'a pu se réaliser ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit : Les États du Pape sont réunis à l'Empire français. »

Le décret par lequel le nouveau Charlemagne détruisait le vieil édifice de la puissance temporelle des Papes, jadis fondé par Charlemagne, était « donné en notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809. »

ENLEVEMENT DE PIE VII. Sur l'insistance du cardinal Pacca, Pie VII fit afficher à Rome une bulle d'excommunication contre les auteurs et les fauteurs des violences dont le Saint-Siège était l'objet depuis quelque temps. La réponse de Napoléon, ce fut l'enlèvement du Pape, un vieillard de soixante et onze ans.

Le général de gendarmerie Radet fut chargé de ce coup de main. Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1809, le Quirinal fut envahi par trois troupes de soldats ; les portes furent enfoncées à coups de crosses. Radet finit par arriver devant le Pape. En s'inclinant devant Sa Sainteté, il lui dit qu'il avait une mission douloureuse à remplir. « Que me voulez-vous ? Et pourquoi venez-vous à cette heure troubler ainsi mon repos et ma demeure ? — Très Saint-Père, je viens, au nom de mon gouvernement, réitérer à Votre Sainteté la proposition de renoncer officiellement à son pouvoir temporel. » Radet, dans l'embarras, envoya demander au général Miollis ce qu'il devait faire. Celui-ci répondit par l'ordre d'arrêter le Pape et le cardinal Pacca et de les conduire incontinent hors de Rome. Pie VII demande deux heures pour faire ses préparatifs de voyage ; Radet déclare que ses instructions ne le lui permettent pas. Alors le Pape prend sur son prie-Dieu son bréviaire et le christ qu'il avait coutume de porter sur sa poitrine. Il était fatigué et un peu malade. Enfin il sortit. Quand il arriva sur la vaste place de Monte-Cavallo devant le Quirinal, il trouva les troupes françaises rangées en bataille ; il était quatre heures du matin. Il s'arrêta et bénit Rome. Il disait adieu pour près de cinq ans à la Ville Éternelle.

Une voiture de poste l'attendait à la place du Peuple ; il y monta. Les portières furent fermées à clef et un peloton de gendarmes galopa autour de la voiture. Le prisonnier et son escorte passèrent par Sienne et Florence ; Radet avait l'ordre de le conduire à la chartreuse de Vallombrosa, dans l'Apennin toscan. Mais il se remit en route pour Alexandrie, puis pour Grenoble, puis pour Valence, puis pour Avignon. Enfin on le ramena à Savone. Durant l'odyssée douloureuse du Saint-Père, l'Empereur avait gagné la bataille de Wagram et épousé Marie-Louise.

LE CONCILE NATIONAL DE 1811. Comme Louis XIV, dans des circonstances certes moins tragiques, avait essayé d'opposer à l'autorité du Pape l'autorité de l'Église gallicane, Napoléon songea à convoquer un concile national. Une commission

LE ROI DE ROME. — Buste original, d'après nature; 1811.

LE ROI DE ROME. — Il tient dans sa main le sceptre du royaume de Rome.

LE ROI DE ROME. — Dans une pose méditative, à côté de la louve romaine qui allaite Romulus et Remus. (COLL. BERNARD FRANCK.)

LE DUC DE REICHSTADT. — Le roi de Rome reçut ce titre à Vienne en 1818, à 7 ans. Il mourut en 1832. (COLL. COMTE PRIMOLI.)

METTERNICH (PRINCE DE), 1773-1859. — Ambassadeur d'Autriche à Paris en 1806, il fut rappelé à Vienne en octobre 1809 comme ministre des Affaires étrangères. Il garda ces fonctions jusqu'au 13 mars 1848. Pendant les dernières années du régime napoléonien, il songea d'abord à donner à l'Autriche le rôle d'arbitre ; puis, à la fin de la campagne de 1813, il prit position contre la France. Son rôle fut considérable au congrès de Vienne.

PAR LAWRENCE (WINDSOR)

ENLÈVEMENT DE PIE VII. — Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1809, à deux heures et demie du matin, le général Radet, à la tête d'une troupe armée, pénétra par effraction dans le palais du Quirinal. A quatre heures du matin, il en ressortait avec le Pape et le cardinal Pacca, qu'il faisait monter dans une voiture, escortée de gendarmes.

PAR PINELLI (BIBL. NAT.)

fut nommée à cet effet ; sous la présidence du cardinal Fesch, elle comprenait le cardinal Maury, — l'ancien député du clergé aux États généraux, devenu un courtisan de Napoléon et nommé par lui en 1810 à l'archevêché de Paris, — l'archevêque de Tours, les évêques de Verceil, d'Évreux, de Nantes, de Trèves, le père Fontana, général des Barnabites, et l'abbé Émery, supérieur de Saint-Sulpice.

La commission ecclésiastique fut fort embarrassée sur les questions qui lui étaient proposées ; elle se borna à déclarer qu'une excommunication lancée par le Saint-Père serait un abus de pouvoir. Pour Napoléon, le Concordat n'existait plus. « Un contrat synallagmatique, disait-il, est nul quand une des parties l'a violé. Le Pape a violé le Concordat depuis quatre ans.... Lorsqu'on voit les Papes constamment s'agiter et bouleverser la chrétienté pour les intérêts temporels du petit État de Rome, c'est-à-dire d'une souveraineté qui équivaut à un duché, on déplore l'état de la société catholique, compromise pour d'aussi chétifs intérêts. »

Le concile national s'ouvrit à Paris, le 17 juin 1811, par une grande cérémonie dans l'église Notre-Dame. Il se composait de six cardinaux, de huit archevêques et de quatre-vingt-un évêques, sans compter neuf évêques nommés par l'Empereur, mais à qui le Pape avait refusé l'institution canonique. Le concile, à cette première séance, prêta un serment d'« obédience » au pontife romain. Dès le lendemain, l'Empereur mandait à Saint-Cloud quelques-uns des évêques ; ce serment l'avait mis en fureur. « Messieurs, leur cria-t-il, vous voulez me traiter comme si j'étais Louis le Débonnaire. Ne confondez pas le fils avec le père. Vous voyez en moi Charlemagne. Je suis Charlemagne, moi. Oui, je suis Charlemagne. » Dans des séances suivantes, quelques prélats osèrent réclamer la mise en liberté du Saint-Père ; aussitôt, trois d'entre eux, les évêques de Gand, de Troyes et de Tournai, furent arrêtés en pleine nuit, conduits au donjon de Vincennes et mis au secret le plus rigoureux. Le 5 août, les évêques présents à Paris adoptaient à une très grande majorité, par assis et levés, les résolutions proposées par l'Empereur. La plus importante était la suivante : le Pape devait donner dans les six mois l'institution canonique aux évêques nommés par l'Empereur ; ce délai expiré, le métropolitain ou, à son défaut, le plus ancien évêque de la province ecclésiastique devait procéder à l'institution de l'évêque nommé.

1812. PIE VII A FONTAINEBLEAU. Napoléon affectait de répéter que l'unanimité du clergé français était pour lui dans sa querelle avec le Saint-Siège ; il savait bien que cela n'était pas. Tant qu'il n'aurait pas obtenu l'adhésion formelle de Pie VII à ses volontés, le débat restait ouvert. Il voulut avoir le Pape sous la main. De Dresde, le 21 mai 1812, quand il allait commencer la campagne de Russie, il donna l'ordre de le faire venir à Fontainebleau ; le prétexte était le danger que le Pape courait à Savone d'être enlevé par des vaisseaux anglais.

Pie VII fut brusquement averti, une après-midi, qu'il eût à partir sur l'heure. On l'obligea à ne pas garder ses habits pontificaux, pour l'empêcher d'être reconnu

en route. Il était gravement malade. Il dut partir cependant au milieu de la nuit, sous la surveillance d'un commandant de gendarmerie. La traversée du Mont-Cenis faillit lui être fatale ; on dut aller chercher un chirurgien pour une opération urgente. Le 19 juin, il arrivait au château de Fontainebleau, presque mourant ; il fut logé dans les appartements de Louis XIII et de Louis XV. Il y vécut dans une solitude à peu près complète, se bornant à recevoir les grands fonctionnaires de l'Empire ou les cardinaux qui venaient lui rendre visite par ordre de l'Empereur.

Napoléon s'engageait à ce moment dans les forêts de la Russie ; mais il ne perdait pas de vue ce qui se passait à Fontainebleau et il rêvait de faire de Paris la capitale de la chrétienté. « Le Saint-Père, disait-il, était à Fontainebleau ; le Sacré Collège, la Daterie, les Archives, la Propagande, tous les papiers des missions étaient à Paris ; plusieurs millions avaient été dépensés au palais archiépiscopal (de Paris) ; le quartier de Notre-Dame et l'île Saint-Louis devaient être le chef-lieu de la chrétienté. Le grand Empire comprenait les cinq sixièmes de l'Europe chrétienne : la France, l'Italie, l'Espagne, la Confédération du Rhin, la Pologne : il était donc convenable que le Pape, pour l'intérêt de la religion, établît sa demeure à Paris et réunît le siège de Notre-Dame à celui de Saint-Jean-de-Latran. »

LE CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU. Les désastres de la campagne de Russie n'enlevèrent rien à Napoléon de son orgueil et ne changèrent rien à ses desseins. Il avait préparé pour le Pape depuis plusieurs mois un projet de traité que l'évêque de Nantes, Duvoisin, fut chargé de négocier. Le 19 janvier 1813, pendant une chasse à courre dans les bois de Melun, il se fit conduire à Fontainebleau ; il y arriva à la nuit. La porte du salon de Pie VII s'ouvrit tout à coup : Napoléon était en face de son prisonnier. Courant vers le Pape, dit le cardinal Pacca, il le serra dans ses bras, lui donna un baiser et le combla de marques d'amitié ; l'entretien dura deux heures. Le 25 janvier, après plusieurs conférences en tête à tête avec Napoléon, Pie VII consentit à mettre sa signature au bas d'un ensemble de conventions qui devinrent le Concordat de Fontainebleau : c'était, en un mot, la confiscation de la papauté au profit de l'Empereur. Mais deux mois plus tard, le Pape, qui était cruellement torturé depuis cette signature fatale, adressait à Napoléon une lettre de rétractation :

« Sire, quelque pénible que soit à notre cœur l'aveu que nous allons faire à Votre Majesté, quelque peine que cet aveu puisse lui causer à elle-même, la crainte des jugements de Dieu, dont notre grand âge et le dépérissement de notre santé nous rapprochent tous les jours davantage, doit nous rendre supérieur à toute considération humaine et nous faire mépriser les terribles angoisses auxquelles nous sommes en proie en ce moment.... Nous déclarons, dans toute la sincérité apostolique, que notre conscience s'oppose invinciblement à l'exécution de divers articles contenus dans l'écrit du 25 janvier. »

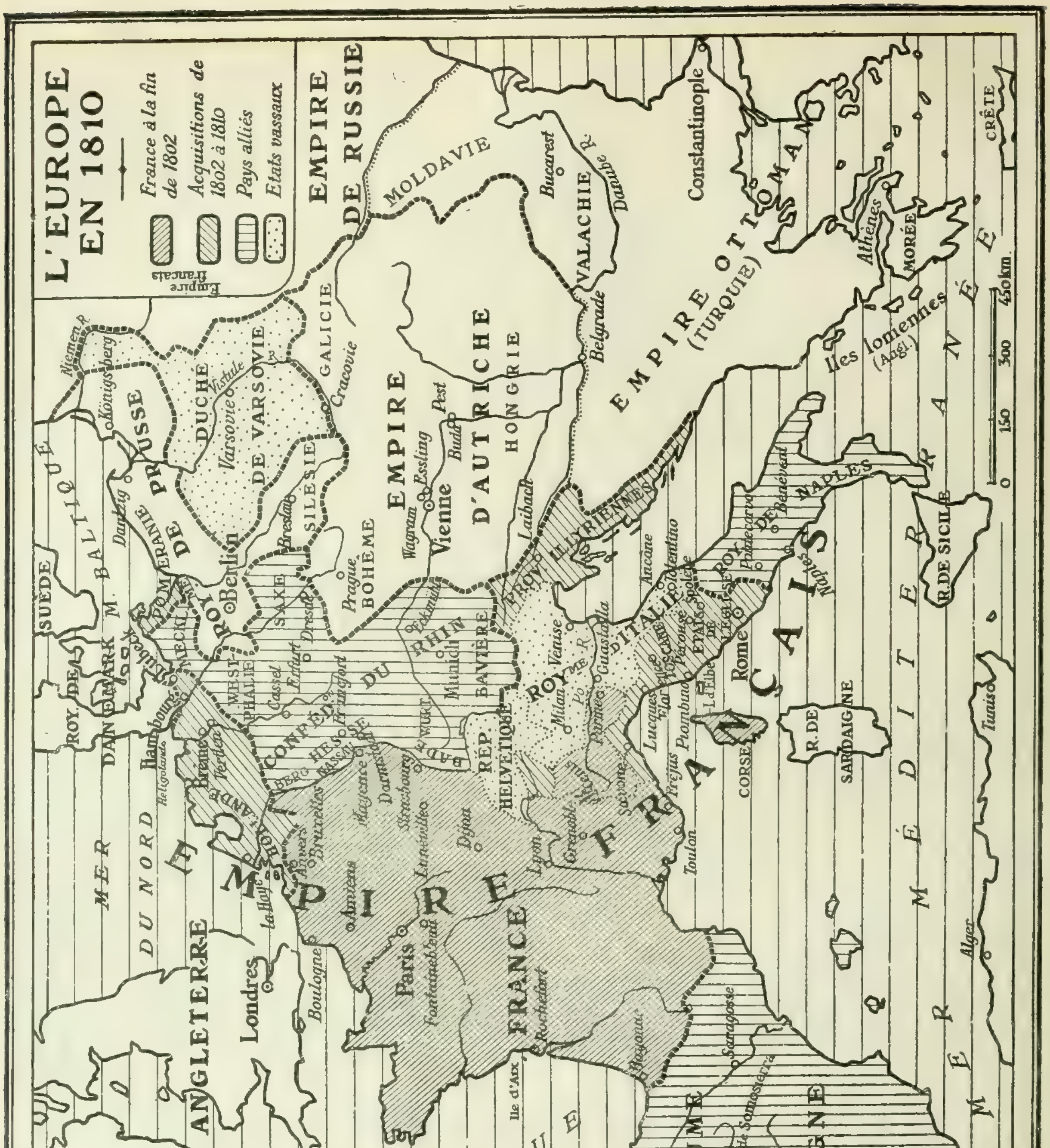
L'EMPIRE VERS 1810

RETOUR DE PIE VII A ROME. L'Empereur était occupé à cette époque des préparatifs de la campagne de Saxe. Il menaça d'abord de « faire sauter la tête de dessus les épaules de quelques-uns des prêtres de Fontainebleau, » puis il feignit de ne pas s'occuper de la protestation du Pape. L'année 1813 se passa ainsi. Quand les désastres de la campagne d'Allemagne eurent amené l'invasion de la France, il prit le parti de renvoyer le Pape de Fontainebleau à Savone. Pie VII, toujours sous la surveillance d'un commandant de gendarmerie, quitta Fontainebleau le 22 janvier 1814; quarante-huit heures plus tard, Napoléon quittait Paris pour aller prendre à Châlons le commandement de sa dernière armée. Le 10 mars, le jour de la bataille de Laon, un décret impérial rétablissait le Pape dans la possession de ses États. La population de Rome faisait à Pie VII, le 24 mai, la réception la plus émouvante; elle l'accompagnait jusqu'à l'entrée de la basilique de Saint-Pierre. Il y avait alors vingt jours que Napoléon avait débarqué à l'île d'Elbe.

Le cardinal Fesch et la mère de Napoléon étaient venus s'établir à Rome. « Soyez les bienvenus, dit Pie VII; de tout temps, Rome a été la patrie des grands exilés. » Plus tard, quand il apprit les tortures du prisonnier de Sainte-Hélène, son émotion lui dicta, le 6 octobre 1817, cette lettre au cardinal Consalvi, secrétaire d'État :

« La famille de Napoléon nous a fait connaître, par le cardinal Fesch, que le rocher de Sainte-Hélène est mortel, et que le pauvre exilé se voit dépérir à chaque minute. Nous avons appris cette nouvelle avec une peine infinie, car nous devons nous souvenir qu'après Dieu, c'est à lui principalement qu'est dû le rétablissement de la religion dans ce grand royaume de France. Savone et Fontainebleau ne sont que des erreurs de l'esprit sous des égarements de l'ambition humaine. Le Concordat fut un acte chrétiennement et héroïquement sauveur. La mère et la famille de Napoléon font appel à notre miséricorde et à notre générosité; nous pensons qu'il est juste d'y répondre. Nous sommes certain d'entrer dans vos intentions en vous chargeant d'écrire de notre part aux souverains alliés et notamment au prince régent. Ce serait pour notre cœur une joie sans pareille que d'avoir contribué à diminuer les tortures de Napoléon. Il ne peut plus être un danger pour quelqu'un; nous désirerions qu'il ne fût un remords pour personne. »

Pie VII devait survivre deux ans au prisonnier de Sainte-Hélène; il mourut le 22 août 1823, dans la quatre-vingt-deuxième année de son âge et la vingt-troisième de son pontificat.


L'EUROPE EN 1810
Empire français
France à la fin de 1802
Acquisitions de 1802 à 1810
Pays alliés
États vassaux
EMPIRE DE RUSSIE
MOLDAVIE
VALACHIE
Bucarest
Constantinople
EMPIRE OTTOMAN (TURQUIE)
Belgrade
Athènes
MORÉE
CRÈTE
Iles Ioniennes (Angl.)
EMPIRE D'AUTRICHE
HONGRIE
GALICIE
Cracovie
Pest
Bude
Vienne
Wagram
Essling
Laibach
PROV. ILLYRIENNES
BOHÊME
Prague
DUCHÉ DE VARSOVIE
Varsovie
Vistule
PRUSSE
Königsberg
Niemen
Dantzig
POMÉRANIE
ROY. DE PRUSSE
Berlin
SILÉSIE
Breslau
SAXE
Dresde
WESTPHALIE
Cassel
Erfurt
Francfort
CONFÉD. DU RHIN
BAVIÈRE
Munich
MECKL.
Lubeck
Hambourg
Brême
Heligoland
SUÈDE
ROY. DE DANEMARK
M. BALTIQUE
MER DU NORD
HOLLANDE
La Haye
Anvers
Bruxelles
Mayence
Darmstadt
Strasbourg
Lunéville
Dijon
RÉP. HELVÉTIQUE
ROY. D'ITALIE
Milan
Venise
Guastalla
Parme
Lucques
Toscane
Piombino
Florence
Spolète
Ancône
ÉTATS DE L'ÉGLISE
Rome
ROY. DE NAPLES
Naples
Bénévent
R. DE SICILE
R. DE SARDAIGNE
CORSE
EMPIRE FRANÇAIS
FRANCE
Paris
Fontainebleau
Amiens
Boulogne
Lyon
Grenoble
Savone
Nice
Fréjus
Toulon
Rochefort
Ile d'Aix
Bayonne
ANGLETERRE
Londres
IRLANDE
OCÉAN ATLANTIQUE
ROYAUME D'ESPAGNE
Madrid
Saragosse
Baylen
Cordoue
Cadix
Gibraltar (Angl.)
C. Trafalgar
ROY. DE PORTUGAL
Lisbonne
MER MÉDITERRANÉE
Alger
Tunis
Ch. B.

YVON — LE Mal NEY PENDANT LA RETRAITE DE RUSSIE

(MUSÉE DE VERSAILLES.)

CHAPITRE XX

LA CAMPAGNE DE RUSSIE

LES ANCIENS AMIS DE TILSIT ET D'ERFURT. ◆ « SUPPOSEZ MOSCOU PRIS. » ◆ LA QUESTION DE POLOGNE. ◆ LES RELATIONS FRANCO-RUSSES DE 1809 A 1812. ◆ NAPOLÉON A DRESDE. ◆ « COMBIEN Y A-T-IL DE CADIX A DANTZIG? » ◆ EN AVANT! ◆ L'ARMEE FRANÇAISE EN 1812. ◆ « QUEL EST LE MEILLEUR CHEMIN POUR ARRIVER A MOSCOU ? » ◆ KOUTOUSOV GÉNÉRALISSIME. ◆ 1812. BORODINO OU LA MOSKOWA. ◆ A MOSCOU. ◆ LE DÉPART DE MOSCOU. ◆ LA BÉRÉZINA. ◆ LA CONSPIRATION MALET. ◆ « LA SANTÉ DE SA MAJESTÉ N'A JAMAIS ÉTÉ MEILLEURE. »

A Tilsit en 1807, à Erfurt en 1808, Napoléon et Alexandre avaient échangé les plus grandes protestations d'amitié ; Napoléon en particulier avait mis tout en œuvre pour séduire son hôte. Quelques années plus tard, les sentiments réciproques de l'Empereur et du tsar étaient bien changés.

LES ANCIENS AMIS DE TILSIT ET D'ERFURT. ◆ Lorsque Alexandre arrivait à Paris, le 31 mars 1814, il faisait cette déclaration à la municipalité parisienne, que lui présentait le préfet de police Pasquier :

« Je n'ai qu'un ennemi en France, et cet ennemi, c'est l'homme qui m'a trompé de la manière la plus indigne, qui a abusé de ma confiance, qui a trahi avec moi tous les serments, qui a porté dans mes États la guerre la plus inique, la plus odieuse. Toute réconciliation entre lui et moi est désormais impossible ; mais, je le répète, je n'ai en France que cet ennemi.... Dites aux Parisiens que je n'entre pas dans leurs murs en ennemi, et qu'il ne tient qu'à eux de m'avoir pour ami ; mais dites aussi que j'ai un unique ennemi en France, et qu'avec celui-là je suis irréconciliable. »

Napoléon, de son côté, parlait en ces termes de l'empereur de Russie, quand il était à Sainte-Hélène : « C'est un homme infiniment supérieur (à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse) : il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction ; il est facilement séduisant ; mais on doit s'en défier : il est sans franchise, c'est un vrai Grec du Bas-Empire.... Il est fin, faux, adroit ; il peut aller loin. »

« SUPPOSEZ MOSCOU PRIS. » Comment ces sentiments réciproques avaient-ils changé du tout au tout et pourquoi la rupture s'était-elle produite entre les deux maîtres de l'Europe ? Les causes certes sont nombreuses ; mais il en est une qui les domine toutes : le caractère même de Napoléon, qui ne lui permettait pas de s'arrêter et de jouir. Il y a beaucoup de vrai dans les mots qu'Alfred de Vigny met sur ses lèvres : « Sitôt que je m'assieds, je crève d'ennui. Moi, il faut que j'aille et que je fasse aller.... Toute la vie à cheval ! » Quelques mois avant de partir pour l'ancienne capitale de la Russie, l'Empereur disait au comte de Narbonne, l'un de ses aides de camp :

« Après tout, mon cher, cette longue route est la route de l'Inde. Alexandre était parti d'aussi loin que Moscou pour atteindre le Gange; je me le suis dit depuis Saint-Jean d'Acre. Aujourd'hui, c'est d'une extrémité de l'Europe qu'il me faut reprendre l'Asie à revers pour atteindre l'Angleterre. Supposez Moscou pris, la Russie abattue, le tsar réconcilié ou mort de quelque complot de palais, peut-être un autre trône nouveau et dépendant; et dites-moi s'il n'y a pas d'accès nouveau jusqu'au Gange, qu'il suffit de toucher d'une épée française pour faire tomber dans toute l'Inde cet échafaudage de grandeur mercantile. Ce serait l'expédition gigantesque, j'en conviens, mais exécutable du XIX^e^ siècle. Par là, du même coup, la France aurait conquis l'indépendance de l'Océan et la liberté des mers. »

Dans la file des équipages qui servaient à son service personnel au cours de la campagne de Russie, un fourgon était l'objet d'une surveillance exceptionnelle; il renfermait les insignes impériaux, l'épée du sacre, le diadème, le manteau de pourpre. On disait que c'était à Delhi même, au bord du Gange, que le maître de l'Europe et de l'Asie voulait revêtir ce décor triomphal.

LA QUESTION DE POLOGNE. Le caractère de Napoléon fut une cause essentielle de la rupture ; mais bien des causes accidentelles eurent aussi leur influence.

La question de Pologne fut l'une des plus importantes. Dès la campagne d'Égypte Napoléon avait parlé de restaurer la Pologne, qui venait d'être dépecée depuis environ trois ans; il voulait, disait-il, « consoler la mémoire de Sulkowski, » l'un de ses aides de camp qui fut tué dans la révolte du Caire. Depuis, ses sentiments à l'égard de la Pologne avaient maintes fois varié. Il avait créé, en 1807, avec les provinces polonaises de la Prusse, le duché de Varsovie ; il avait augmenté, en 1809, le nouvel État des provinces polonaises de l'Autriche ; mais, en donnant aux Polonais le roi de Saxe pour duc de Varsovie, il avait fait du duché comme une dépendance de la Saxe. Il avait levé les admirables légions de la Vistule, qui s'étaient couvertes de gloire en Espagne. Le prince Poniatowski allait, dans la campagne de Russie, commander le V^e^ corps de la Grande Armée, composé de trois divisions polonaises. Les relations intimes de Napoléon avec la comtesse Walewska avaient été vues à Varsovie avec une grande faveur ; les Polonais espéraient que Napoléon s'attacherait ainsi tout à fait à la cause nationale.

Pour Alexandre, le rôle de plus en plus important que jouaient les Polonais, l'extension territoriale du duché de Varsovie, lui causaient les plus vives inquiétudes ; un seul lot de provinces manquait, en effet, au duché — les provinces polonaises de la Russie — pour que les dernières traces du partage de 1795 fussent complètement effacées. L'Empereur de Russie se plaignait que Napoléon agitât sur les frontières occidentales de ses États « le spectre de la Pologne. »

LES RELATIONS FRANCO-RUSSES DE 1809 A 1812. Napoléon avait été justement mécontent de l'attitude des Russes dans la campagne de 1809. Alexandre n'avait en effet à peu près rien fait pour s'opposer à l'invasion du duché de Varsovie par les troupes autrichiennes.

L'année suivante, ce fut l'affaire du mariage de Napoléon. La solution inattendue qu'elle reçut, au moment même où Napoléon avait fait faire des ouvertures à Saint-Pétersbourg pour épouser la grande-duchesse Anna Pavlovna, avait provoqué à la cour de Russie un dépit légitime.

La question turque était encore un brandon de discorde. Napoléon, lors de l'entrevue d'Erfurt, avait bien laissé à peu près carte blanche à Alexandre du côté de la Turquie. Mais Constantinople avait à ses yeux trop de valeur pour qu'il permît aux Russes de s'en approcher. « C'est une clé trop précieuse, disait-il; elle vaut à elle seule un empire; celui qui la possédera peut gouverner le monde. » Cependant Alexandre s'avançait vers cette terre promise : au mois de mai 1812, il imposait à la Turquie le traité de Bucarest, qui lui donnait la Bessarabie et le bas Danube, c'est-à-dire une partie du pays roumain.

De son côté, Napoléon, au nom du Blocus continental, faisait annexion sur annexion. La Hollande, les trois villes hanséatiques de Brême, de Lübeck, de Hambourg, l'Oldenbourg devenaient terres françaises en 1810. Le grand-duc d'Oldenbourg avait épousé Catherine Pavlovna, l'une des sœurs d'Alexandre. Quelques égards, semblait-il, étaient dus au beau-frère de l'ami et allié de l'Empereur des Français. Ce fut cependant par un simple décret inséré au *Moniteur* que le grand-duc et le tsar apprirent cette annexion. Sur les représentations de l'ambassadeur Kourakine, on voulut bien promettre au grand-duc une indemnité, et ce fut tout.

L'application du décret de Berlin fut la cause déterminante de la rupture. La Russie souffrait cruellement de l'obligation de fermer ses ports aux bâtiments anglais; car elle ne pouvait plus exporter par mer les chanvres, les blés, les goudrons, qui représentaient à peu près tout son commerce extérieur. Pour compenser cette perte économique, le tsar établit des droits très élevés à l'entrée des objets de luxe et des vins. C'était le commerce français surtout qui était atteint. Napoléon fut exaspéré. « J'aimerais mieux, dit-il, recevoir un soufflet sur la joue. »

De tout cela il résulta des griefs réciproques, que Napoléon agitait soit avec le prince Kourakine, ambassadeur de Russie, soit avec Tchernichef, envoyé extraor-

dinaire. Le 15 août 1811, à la réception du corps diplomatique aux Tuileries, l'Empereur avait adressé à Kourakine de vifs reproches sur la conduite du gouvernement russe. « Il fait bien chaud chez Sa Majesté, » avait dit Kourakine, qui sentait gronder l'orage. Une campagne de presse fut organisée par le gouvernement français. Le publiciste Lesur publiait, en 1811, un livre de circonstance, *Des Progrès de la puissance russe*; c'est là que se trouve le document apocryphe qui a fait fortune sous le nom de « Testament de Pierre le Grand, » et qui est le programme détaillé des ambitions de la Russie.

Napoléon trouvait que son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Caulaincourt, avait des sentiments trop russes; il le remplaça par le général de Lauriston, qui était un de ses anciens camarades de Brienne. De son côté, Alexandre donnait asile à Stein, le ministre de Frédéric-Guillaume III, que Napoléon avait obligé à quitter la Prusse. Depuis plusieurs mois, Napoléon et Alexandre faisaient des préparatifs militaires : l'armée russe était massée à la frontière du duché de Varsovie; Napoléon mettait l'armée du duché sur le pied de guerre; il avait rappelé d'Espagne les légions de la Vistule. On peut dire que la rupture était déjà consommée, quand l'Empereur quitta la France, au mois de mai 1812, pour se rendre à Dresde au centre de son armée. Quelques jours après, Kourakine et Lauriston recevaient leurs passeports.

NAPOLÉON A DRESDE. Napoléon était parti de Saint-Cloud le 9 mai 1812, avec Marie-Louise. Il passa par Châlons, Metz, Mayence, Francfort, Aschaffenbourg, Wurtzbourg, Bamberg, Bayreuth, Plauen, et il arriva à Dresde le 16, à onze heures du soir. Il séjourna dans la capitale de son allié le roi de Saxe, du 16 au 29 mai. Ce fut la dernière grande parade de l'Empereur. Il y parut comme « le roi des rois, » avec l'empereur d'Autriche, son beau-père, l'impératrice d'Autriche, la troisième femme de François Ier, le roi de Prusse, le roi de Saxe, qui était l'hôte de celui qui le recevait, et la foule des princes allemands. Napoléon fut plein de prévenances pour son beau-père et pour l'impératrice d'Autriche, qu'il appelait une « jolie petite religieuse. »

Au milieu de cette affluence extraordinaire et de cette vie de représentation, Napoléon examina avec un soin particulier les affaires de Pologne. Il nomma ambassadeur à Varsovie l'abbé de Pradt, qui se disait lui-même « l'aumônier du dieu Mars » et que l'Empereur avait déjà élevé à l'archevêché de Malines.

« O vous, a dit plus tard l'abbé de Pradt, qui voulez vous faire une juste idée de la prépondérance qu'a exercée en Europe l'Empereur Napoléon, qui désirez mesurer les degrés de frayeur au fond de laquelle étaient tombés presque tous les souverains, transportez-vous en esprit à Dresde, et venez y contempler ce prince superbe, au plus haut période de sa gloire, si voisin de sa dégradation. L'Empereur occupait les grands appartements du château; il y avait mené une partie nombreuse de sa maison, il y tenait table, et, à l'exception du premier dimanche où

BATAILLE DE SMOLENSK. — Le 13 août 1812, Napoléon partait de Vitebsk; se couvrant par la forêt de Bieski, il franchit le Dniepr et arriva devant Smolensk, par le Sud, le 16. Il y entra le 18. Le 19, aux portes de Smolensk, combat de Valoutina. LITH. D'ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BATAILLE DE LA MOSKOWA OU DE BORODINO, 7 septembre 1812. — Le 5 septembre, les Français débouchaient dans la plaine de Borodino. Le 6, Napoléon reconnaissait la position des Russes. Le 7, la bataille fut livrée, sensiblement à l'Ouest de la Moskowa. PAR NAUDOT. (B. N., EST.)

RAPP (JEAN, COMTE), né à Colmar en 1772. Engagé à seize ans, lieutenant au 10e chasseurs à cheval en 1795, il fit, comme aide de camp de Desaix, les campagnes d'Égypte et de Marengo. Général de division en 1805 pour son rôle brillant à Austerlitz, il fut l'un des douze aides de camp de l'Empereur. (En 1808, les aides de camp de l'Empereur étaient les généraux Junot, Lemarois, Caffarelli, Rapp, Savary, Lauriston, Bertrand, Mouton, Reille, Gardanne, Le Brun et le colonel Lacoste.) Il fut gouverneur de Dantzig de 1807 à 1809. Il se distingua à la Moskowa. De la fin de janvier 1813 au 1er janvier 1814, il soutint dans Dantzig un siège mémorable contre une armée prusso-russe, assistée d'une flotte anglaise. En 1815, il commanda en chef l'armée du Rhin. Il mourut en 1821. Une statue lui a été érigée à Colmar. (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

PORTRAIT DU ROI DE ROME ENVOYÉ A L'EMPEREUR PAR MARIE-LOUISE et exposé devant l'armée la veille de la bataille de la Moskowa. « Retirez-le, dit Napoléon ; il voit de trop bonne heure un champ de bataille. » LITH. DE BELLANGÉ (BIBL. NAT., ESTAMPES)

le roi de Saxe donna un gala, ce fut toujours chez Napoléon que les souverains et une partie de leurs familiers se réunirent, d'après les invitations adressées par le grand maréchal de son palais. Quelques particuliers y étaient admis.... Les levers de l'Empereur se tenaient, comme aux Tuileries, à neuf heures. C'est là qu'il fallait voir en quel nombre, avec quelle soumission craintive, une foule de princes, confondus avec les courtisans, souvent à peine aperçus par eux, attendaient le moment de comparaître devant le nouvel arbitre de leurs destinées. »

Le soleil impérial n'avait jamais jeté des rayons aussi éclatants ; mais ces rayons devaient être les derniers.

« COMBIEN Y A-T-IL DE CADIX A DANTZIG ? » Napoléon quitta Dresde le 29 mai ; Marie-Louise avait pris congé de lui et était retournée à Paris. Il traversa Glogau, Posen, Thorn ; dans cette dernière ville il passa la revue des cinq régiments d'infanterie de la Vieille Garde. Arrivé à Dantzig le 7 juin, il descendit chez le général Rapp, son ancien aide de camp, qui était alors gouverneur de la place.

Pendant son séjour, Napoléon recevait un soir à sa table Murat, Berthier et Rapp. A brûle-pourpoint il demanda à Rapp combien il y avait de Cadix à Dantzig. « Sire, il y a trop loin. — Monsieur le général, je vous comprends. Dans quelques mois nous en serons pourtant encore bien plus loin. — Tant pis, Sire. » Un silence, puis Napoléon reprit : « Messieurs, je vois bien que vous n'avez plus envie de faire la guerre. Le roi de Naples ne voudrait plus quitter le beau climat de son royaume ; Berthier désire chasser dans sa terre de Grosbois et Rapp est impatient d'habiter son hôtel de Paris. » Il n'y avait plus guère, en effet, que Napoléon qui eût encore envie de se battre.

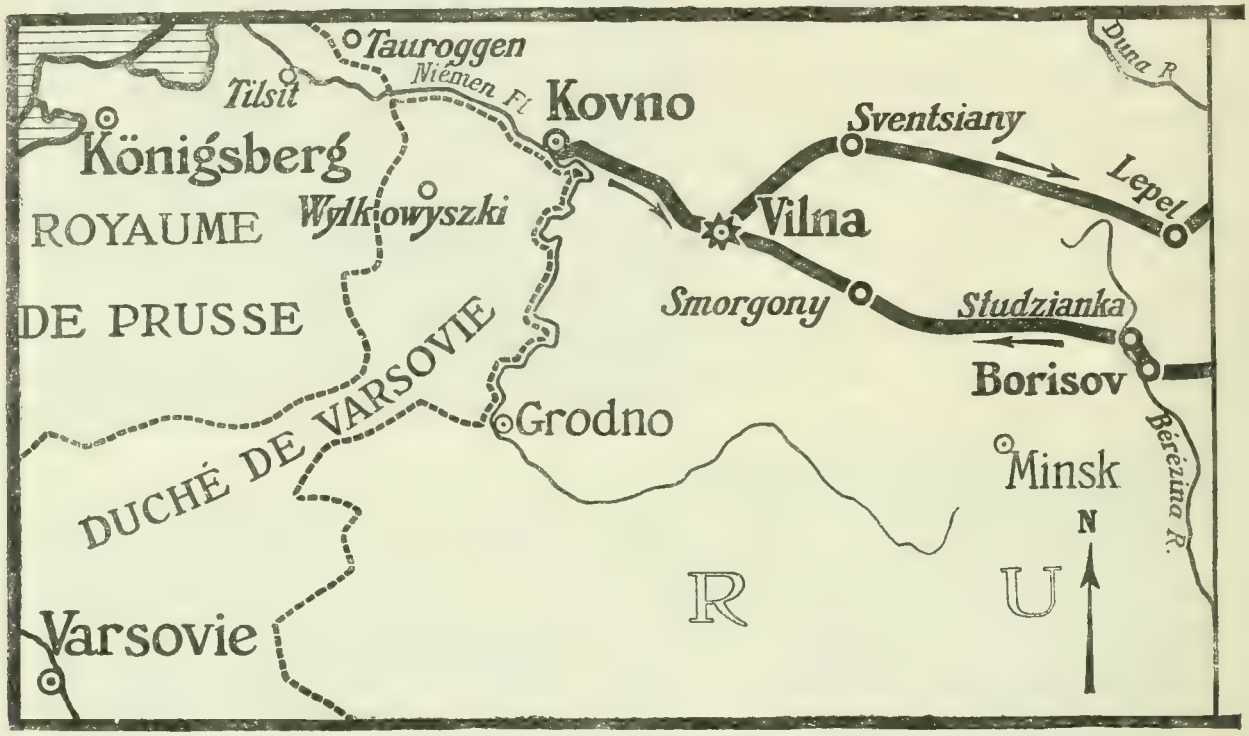
EN AVANT ! Comment les hommes sensés n'auraient-ils pas reculé devant les terribles hasards d'une aventure pareille ! Les Anglais étaient en train de faire la conquête de l'Espagne ; sur les traces mêmes de Napoléon, toute l'Allemagne était frémissante. Jérôme, le roi de Westphalie, avait cru devoir avertir son frère, dans une lettre du 5 décembre 1811, des dangers prêts à fondre sur lui.

« Sire, établi dans une position qui me rend la sentinelle avancée de la France, porté par inclination et par devoir à surveiller tout ce qui peut donner atteinte aux intérêts de Votre Majesté, je pense qu'il est convenable et nécessaire que je l'informe avec franchise de tout ce que j'aperçois autour de moi. Je juge les événements avec calme, j'envisage les dangers sans les craindre ; mais je dois la vérité à Votre Majesté et je désire qu'elle ait assez de confiance en moi pour s'en rapporter à ma manière de voir.

« J'ignore, Sire, sous quels traits vos généraux et vos agents vous peignent la situation des esprits en Allemagne ; s'ils parlent à Votre Majesté de soumission,

de tranquillité et de faiblesse, ils s'abusent et la trompent. La fermentation est au plus haut degré, les plus folles espérances sont actuellement caressées avec enthousiasme, on se propose l'exemple de l'Espagne, et, si la guerre vient à éclater, toutes les contrées situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste et active insurrection. »

Peu importe, Napoléon ira devant lui sans entendre d'autre voix que celle de son ambition qui lui crie toujours : « En avant ! » Il ne voit pas que la guerre qu'il inaugure au mois de juin 1812 sur les bords du Niemen va se terminer, vingt



et un mois plus tard, au mois de mars 1814, sur les bords de la Seine. Talleyrand avait été bon prophète, s'il est vrai qu'il ait dit dès le début de la campagne : « C'est le commencement de la fin. »

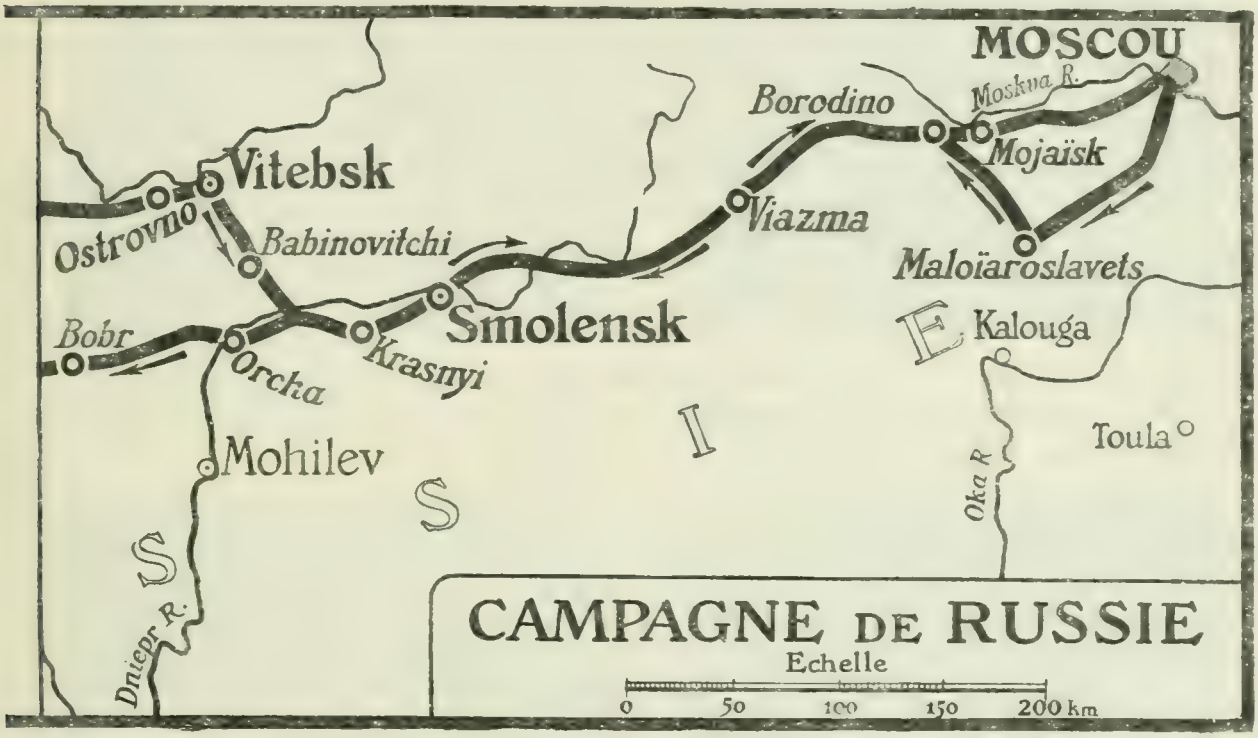
L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1812. Les Russes ont donné deux noms à l'armée de Napoléon dans la campagne de 1812. Ce fut « l'armée des vingt nations ; » elle comprenait en effet des soldats de toute l'Europe, Français, Italiens, Allemands, Autrichiens, Polonais — ceux-ci au nombre de 60 000, — Espagnols même, avec un effectif total de 356 000 Français proprement dits et de 322 000 étrangers, soit la masse énorme de 678 000 hommes. Ce fut aussi « l'armée sans pardon ; » car la maraude ou plutôt le brigandage y devint un fléau épouvantable. Les services d'intendance n'avaient plus les moyens d'assurer, à pareille distance et avec de pareils effectifs, l'entretien régulier des corps d'armée. Alors les hommes volaient et pillaient.

Devant cette invasion terrible qui se ruait à la conquête de la Russie, le tsar

proclama la guerre sainte. « Levez-vous tous, disait une proclamation d'Alexandre. Avec la croix dans le cœur et des armes dans les mains, nulle force humaine ne pourra prévaloir contre vous. » Aux yeux des orthodoxes, Napoléon devint l'Antéchrist ; à l'autre bout de l'Europe, les Espagnols l'avaient déjà baptisé de ce nom de malédiction.

« QUEL EST LE MEILLEUR CHEMIN POUR ARRIVER A MOSCOU ? »

Parti de Kœnigsberg le 17 juin, Napoléon arrivait le 23 sur la rive gauche du



Niemen ; il traversait le fleuve le lendemain. Du quartier impérial de Wylkowyszki, le 22 juin, il avait adressé à la Grande Armée cette proclamation :

« Soldats, la seconde guerre de la Pologne est commencée ; la première s'est terminée à Friedland et à Tilsit. A Tilsit la Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments. Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous croirait-elle donc dégénérés ? Ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz ? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre : le choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant, passons le Niemen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de la Pologne sera glorieuse aux armes françaises, comme la première. Mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Le passage du Niemen avait commencé à Kovno le 24 juin. Un officier de cosaques, commandant une patrouille, vient au-devant des sapeurs du génie qui construisaient un pont : « Qui vive ? — Français. — Pourquoi venez-vous en Russie ? — Pour vous faire la guerre. » Le cosaque disparaît dans les profondeurs de la forêt. Les Français tirent des coups de fusil. On ne leur répond pas. Dès la première heure, la Russie se recueillait dans un silence formidable.

Napoléon entrait à Vilna, l'ancienne capitale de la Lithuanie polonaise, le 28 juin. Il y resta dix-huit jours, jusqu'au 16 juillet. C'est que tout de suite la difficulté des approvisionnements et de la concentration lui imposait une lenteur hors de ses habitudes. Il reçut à Vilna le ministre de la Police, Balachof, qui venait de la part d'Alexandre pour ouvrir des négociations : la condition première était que l'armée française repassât la frontière. Napoléon ne prit pas cette offre au sérieux. Son parti était arrêté : il voulait percer droit au cœur en marchant sur Moscou, Moscou la Sainte, dont la prise aurait un effet moral autrement retentissant que la prise de Saint-Pétersbourg. Il se borna à causer avec Balachof. « Il paraît, dit-il, qu'il y a beaucoup d'églises à Moscou. — Trois cent quarante. — C'est beaucoup ; on n'est plus dévot aujourd'hui. — Pardon, Sire ; on est encore dévot en Russie comme en Espagne. — Quel est le meilleur chemin pour arriver à Moscou ? — Il y en a beaucoup. Il y a un proverbe chez nous qui affirme que tous les chemins vont à Moscou. Charles XII avait pris par Poltava. »

La marche en avant recommença le 16 juillet. Devant les Français, deux armées russes, que commandaient le prince Bagration et le ministre Barclay de Tolly, ne cessaient de se dérober; elles faisaient le vide partout où elles passaient. Impossible de les atteindre et impossible de s'approvisionner. Le 25 et le 26 juillet, les deux combats d'Ostrovno furent des affaires sans conséquences. On finit cependant par arriver à Vitebsk, la ville de la Duna qui commande la route de Smolensk et de Moscou. Là, nouvel arrêt, de seize jours encore, du 28 juillet au 13 août, toujours pour les mêmes raisons. L'offensive reprend le 13 août. On approche assez vite de Smolensk ; l'Empereur y entre le 18 août. Le lendemain, aux portes de Smolensk, à Valoutina, un combat assez violent se livrait ; il coûtait la vie à l'un des meilleurs soldats de la Grande Armée, le général Gudin. Les deux armées russes avaient encore réussi à se dérober.

KOUTOUSOV GÉNÉRALISSIME. Napoléon avait quitté Smolensk le 24 août ; il marchait à présent droit sur Moscou.

Depuis quelques jours un revirement profond s'était fait dans l'esprit d'Alexandre. Il avait accepté la guerre; il avait même dit : « Si Napoléon fait la guerre et que la fortune lui sourie en dépit du but légitime poursuivi par les Russes, il faudra qu'il signe la paix sur le détroit de Béring. » Mais, en acceptant la guerre, il s'était borné jusqu'ici à la tactique défensive de Barclay de Tolly et de Bagration; les

BAGRATION (PRINCE), 1765-1812. — En 1812, il commanda la 2e armée de l'Ouest. Blessé mortellement à la Moskowa. (B. N., EST.)

BARCLAY DE TOLLY (COMTE), d'origine écossaise, 1761-1818. — En 1812, il commanda la 1re armée de l'Ouest.

KOUTOUSOV, 1745-1813. Il commanda à Austerlitz et à la Moskowa. Créé prince de Smolensk. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

WITTGENSTEIN (COMTE), 1769-1843. Il combattit dans les campagnes de 1812-1814. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BEAUHARNAIS (EUGÈNE DE), DIT LE PRINCE EUGÈNE, 1781-1824. — *Fils du vicomte de Beauharnais et de Joséphine; prince en 1804; archichancelier d'État et vice-roi d'Italie en 1805. Il épousa (1806) la princesse Auguste-Amélie, fille du roi de Bavière. Après 1815, duc de Leuchtenberg, prince d'Eichstaedt.*

PAR H. SCHEFFER. (MUSÉE DE VERSAILLES.) CL. NEURDEIN.

POTOCKI (COMTE STANISLAS-KOSTKA), *1757-1821. — D'une grande famille de l'aristocratie polonaise, il devint, lors de la création du duché de Varsovie, chef du conseil d'État et du conseil des ministres. On lui doit les célèbres collections du château de Willanow, l'ancienne résidence de Jean Sobleski, près de Varsovie.*

PAR DAVID. COLL. DU COMTE XAVIER FRANKEL, A LA HAYE.

WALEWSKA (MARIE), née LACZINSKA. — « Délicieusement jolie, elle réalisait les figures de Greuse. » Mariée à 16 ans à Colonna de Walewice-Walewski, qui en avait 70, elle connut Napoléon à Varsovie dans l'hiver de 1807 ; elle lui donna un fils, né en 1810 (le comte Walewski, qui fut ambassadeur et ministre sous le règne de Napoléon III). Elle alla voir Napoléon à l'île d'Elbe. Veuve en 1816, elle épousa le général comte d'Ornano ; elle mourut à Paris en 1817. [PAR GÉRARD (MUSÉE DE VERSAILLES)]

ENTRÉE DES FRANÇAIS à MOSCOU. — Napoléon arriva à Moscou le 14 septembre dans l'après-midi, le jour même où l'incendie de la ville commençait. Le lendemain matin, il pénétra au Kremlin. On aperçoit ici l'escalier Rouge, où les strélitz furent massacrés sous Pierre le Grand, les coupoles de la cathédrale de l'Assomption et la porte de l'Arsenal.

[BIBL. NAT., ESTAMPES. COLL. DE VINCK]

résultats semblaient la condamner, car Napoléon avançait toujours. Dans un séjour à Moscou, le tsar prit le parti de remettre les destinées de la Russie entre les mains d'un homme résolu à se battre ; il appela au commandement suprême de l'armée, à la date du 8 août, le feld-maréchal Koutousov. Celui-ci avait perdu la bataille d'Austerlitz, il n'était pas *persona grata* auprès d'Alexandre ; mais il incarnait pour l'armée le véritable esprit militaire. En fait, Koutousov allait être le héros de la Guerre Patriotique.

1812. BORODINO OU LA MOSKOWA. Le 5 septembre, à Borodino, à quelque distance de la Moskowa, la Grande Armée rencontra les Russes, qui l'attendaient. Koutousov avait pris une forte position défensive. Il barrait la route du Nord au Sud ; il avait à sa droite Barclay, à Borodino, à sa gauche Bagration ; lui-même était au centre, à la Montagne-Rouge et au ravin de Séménovskoé. Cent vingt mille hommes et six cents pièces de canons garnissaient ces lignes formidables.

Davout proposait à Napoléon de tourner l'ennemi. « Cela me ferait perdre trop de temps, » répondit l'Empereur. La bataille ne fut point, en effet, du type napoléonien, qui consiste à envelopper l'ennemi et à l'escamoter ; ce fut une trouée brutale, faite à l'intérieur des masses russes. A Barclay était opposée l'armée d'Italie avec Eugène ; à Bagration, le V^e^ corps, commandé par Poniatowski ; en face de la Montagne-Rouge et du ravin de Séménovskoé, une première ligne avec les corps de Davout et de Ney, une deuxième ligne avec les corps de Murat et de Junot, une troisième ligne avec la Garde, qui était la réserve suprême.

Les Russes se préparèrent à la bataille comme au sacrifice. Koutousov, entouré des popes, porta processionnellement devant ses soldats une icone sainte, sauvée des ruines de Smolensk ; il parla à ses soldats du ciel et de la patrie. Napoléon n'était point sans inquiétude ; il venait de recevoir le portrait du roi de Rome que Marie-Louise lui avait fait adresser. « Retirez-le, dit-il ; il voit de trop bonne heure un champ de bataille. » Le 7 septembre, à deux heures du matin, « au camp impérial, sur les hauteurs de Borodino, » il dictait cette proclamation :

« Soldats, voilà la bataille que vous avez tant désirée ! Désormais la victoire dépend de vous : elle nous est nécessaire. Elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitebsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée. Que l'on dise de vous : Il était à cette grande bataille sous les murs de Moscou ! »

L'Empereur avait passé la nuit dans l'anxiété. « Qu'est-ce que la guerre? disait-il. Un métier de barbarie où tout l'art consiste à être le plus fort sur un point donné. » A cinq heures du matin Ney lui fait demander l'ordre d'attaquer. « Allons, dit Napoléon, allons ouvrir les portes de Moscou. »

La grande bataille se livra le 7 septembre 1812. Elle débuta par une canonnade

formidable. Vers onze heures, notre centre et notre gauche avaient partie gagnée ; mais l'Empereur hésitait à faire donner la Garde. Koutousov put revenir sur nous. Alors, la cavalerie de Murat et les cuirassiers de Caulaincourt, dans un élan irrésistible, balayèrent tous les obstacles. A partir de trois heures, la canonnade recommença, tandis que les Russes évacuaient leurs positions.

Ce fut une victoire, et Ney mérita justement son titre de prince de la Moskowa. Mais à quel prix le succès était-il acquis ! Les Français comptaient trente mille hommes hors de combat, quarante-neuf généraux et trente-sept colonels tués ou blessés. La boucherie avait été affreuse ; un témoin rapporte que les ouvrages des Russes avaient disparu « sous une colline artificielle de morts et de mourants, d'une épaisseur moyenne de six à huit hommes, entassés les uns sur les autres. »

A MOSCOU. Koutousov s'était replié en bon ordre. Arrivé à Fili, une des collines qui dominent Moscou, il tint un conseil de guerre et il décida d'abandonner la vieille capitale. Le 9 septembre, Napoléon arrivait à Mojaïsk ; il y passait trois jours. Le 12, il couchait à Petelina, aux portes mêmes de Moscou. Il avait sous les yeux sa nouvelle conquête. « Moscou, dit Chateaubriand, comme une princesse européenne aux confins de son empire, parée de toutes les richesses de l'Asie, semblait amenée là pour épouser Napoléon. »

« Moscou ! Moscou ! » s'écrient les soldats, qui du mont des Moineaux découvrent tout à coup les coupoles d'or des églises et le panorama fantastique de la ville immense. Dans les rangs des divisions polonaises l'enthousiasme devient une ivresse religieuse ; les Polonais tombent à genoux, ils remercient le Dieu des armées de les avoir conduits par la victoire dans la capitale de Catherine II, leur ennemie acharnée.

Le 14 septembre, vers trois heures de l'après-midi, Napoléon entrait à Moscou. Son étonnement fut grand de trouver une cité silencieuse et morte ; pas de députation, personne. « Moscou est déserte ! lui dirent ses officiers. — Moscou est déserte ? C'est invraisemblable ; qu'on m'amène les boyards ! » Point de boyards, tout fermé, la ville morte. Le même jour, l'incendie de la ville commençait dans le quartier des marchands. Rostopchine, le gouverneur de Moscou, avait pris le parti de livrer la ville au feu et à la ruine. Il avait à l'avance lancé les proclamations les plus enthousiastes : « Moscou est notre mère ; elle nous a abreuvés, nourris, enrichis. Au nom de la Mère de Dieu, je vous convie à la défense des temples du Seigneur, de Moscou, de la Russie.... Gloire dans le Ciel à ceux qui iront ! Paix éternelle à ceux qui mourront ! Punition au jugement dernier à ceux qui reculeront ! »

La Grande Armée avait fait son entrée solennelle le 14 septembre, au chant de *la Marseillaise*. Napoléon s'était établi au Kremlin, dans l'antique palais des tsars. Il avait couché dans le lit de Michel Romanof, le grand-père de Pierre le Grand, qu'on conserve comme une relique historique. Devant les ravages du feu qui détruisait tout, il dut quitter le Kremlin dans l'après-midi du 16. « Tout ceci, disait-il, nous présage

de grands malheurs. » Il rentra au Kremlin le surlendemain. Des commissions militaires condamnèrent à mort des centaines d'incendiaires, vrais ou supposés. Mais les Français n'occupaient plus que des monceaux de cendre et les troupes se mettaient à piller les édifices encore intacts. Le maréchal Mortier, qui avait été nommé gouverneur de Moscou, eut beaucoup de peine à rétablir une apparence d'ordre.

Napoléon affectait un grand calme; il faisait dater de Moscou, le 13 octobre 1812, le fameux décret sur l'organisation du Théâtre-Français, qui en réalité ne fut signé que deux mois après, à Paris. Il avait songé à un moment à ouvrir des négociations avec Alexandre. Une lettre, où il se disculpait d'avoir brûlé Moscou, resta sans réponse. « Napoléon ou moi! dit le tsar. Moi ou lui! Mais nous ne pouvons régner ensemble. J'ai appris à le comprendre. Il ne me trompera plus. » De son côté, Koutousov avait gardé sa confiance : « L'occupation de Moscou, disait-il, n'est pas la conquête de la Russie, tant s'en faut. » Et, avec son armée, il demeurait à proximité de la ville.

LE DÉPART DE MOSCOU. Rester à Moscou dans une situation pareille, quand l'armée française risquait d'être séparée par la neige du reste du monde, c'était pure folie : la retraite était devenue une nécessité. L'astre impérial avait atteint la limite de sa course.

Le 19 octobre, à la première heure, Napoléon quittait le Kremlin; il avait occupé Moscou pendant trente-cinq jours. « Sans l'incendie, a-t-il dit plus tard, je passais tout l'hiver à Moscou. La France eût commencé à pouvoir jouir, le système européen était fondé, je devenais l'arche de l'ancienne et de la nouvelle alliance. » Mortier partit le dernier, après avoir commis une barbarie inutile : il fit sauter une partie du Kremlin.

La retraite commençait, elle prit tout de suite le caractère d'une débâcle. A côté de l'armée, il y avait toute une cohue de non-combattants, employés, hommes, femmes, enfants. Depuis la mi-octobre il neigeait. Les routes étaient impraticables. Napoléon ne voulait pas repasser par le même chemin qu'à l'aller. Il s'était porté plus au Sud; mais arrivé à Maloïaroslavets, le 25 octobre, il trouva l'armée de Koutousov, qui lui barrait la route. Bataille d'une extrême violence; la ville fut prise et perdue sept fois; en fin de compte, il fut impossible de passer. Force fut de revenir vers le Nord et de reprendre l'ancienne route à Borodino, au milieu des cadavres du 7 septembre qui jonchaient toujours le sol. Les froids devenaient d'une rigueur extrême, 18 à 20° au-dessous de zéro. Les cosaques harcelaient nos régiments sans répit. Nos malheureux soldats ne savaient où s'asseoir, où se coucher. Ils prenaient quelques heures de repos, et « le jour grandissant éclairait des cercles de fantassins raidis et morts autour des bûchers expirés. »

Toute la région de Smolensk fut le théâtre de combats terribles. Napoléon et la Garde étaient en tête, Ney et Eugène au centre, Davout à l'arrière-garde. Le 3 novembre, à Viazma, à mi-chemin entre Moscou et Smolensk, Ney et Eugène furent coupés à un moment du reste de l'armée; ils parvinrent à s'ouvrir une route, au prix de cruels sacrifices. Le 12, le gros de l'armée était à Smolensk; mais la ville avait été pillée, impos-

sible de s'y arrêter. Le 15 novembre, après un arrêt de six jours, Napoléon se remit en route. Le froid était atroce; faute de fourrage, plus de trois mille chevaux périssaient en quelques jours ; l'armée se fondait en route. Arrivé à Krasnyi le 15 novembre, Napoléon parvint à dégager Davout, qui était entouré par toute l'armée russe; mais Ney était resté seul à l'arrière-garde. Le prince de la Moskowa se heurta, à Krasnyi, à soixante mille hommes, le 18 novembre; il fut obligé de revenir dans la direction de Smolensk ; il put s'échapper et rejoindre l'Empereur à Orcha, après deux jours d'une marche affreuse. Quand il le vit arriver, Napoléon se jeta dans ses bras en pleurant.

De Smolensk à Krasnyi, Koutousov avait ramassé vingt-six mille traînards et blessés, deux cent huit canons, cinq mille voitures ; il gagnait ainsi son titre de prince de Smolensk. A Orcha, le 20 novembre l'armée française était de nouveau réunie. L'Empereur fit brûler à cet endroit les papiers qu'il avait rassemblés pour écrire son histoire pendant les six mois qu'il avait pensé vivre sur les bords de l'antique Borysthène.

LA BÉRÉZINA. Napoléon avait compté pour se refaire sur la place de Vitebsk, où il était déjà passé à l'aller ; mais Vitebsk avait été occupé par le général russe Wittgenstein, sans que Gouvion-Saint-Cyr, chargé de la défense des bords de la Duna, ait pu le repousser. La route était donc fermée dans la direction du Nord. Au Sud, à notre gauche, c'était Tchitchagof qui brûlait les étapes pour nous barrer la route de Minsk. Par derrière, à quelques verstes à peine, ne lâchant point le contact, c'était Koutousov qui nous harcelait jour et nuit. Partout des forêts immenses, sans routes, ensevelies sous la neige, où les régiments se perdaient.

Un passage était libre encore, le pont de Borisov, sur la Bérézina ; mais le 21 novembre, Tchitchagof s'en emparait. La situation était affreuse. Oudinot reprit le pont le 22 ; Tchitchagof eut encore le temps de le faire sauter. La Grande Armée comprenait à peine quarante mille hommes valides. L'énergie de Napoléon se haussa à la grandeur de cette tragédie épouvantable. « Si lui seul, comme l'a dit le chancelier Pasquier, avait pu concevoir et oser une si folle expédition, lui seul pouvait n'y pas succomber tout entier. Telle était la puissance qu'il exerçait sur les hommes qui périssaient à sa suite que pas un signe de désobéissance ne s'est manifesté, que pas un murmure ne s'est fait entendre dans cette armée succombant sous le froid et la faim ; un pareil exemple n'a peut-être jamais été donné au monde. Pour ceux qui l'ont vu sur les bords de la Bérézina, parcourant ces rives inconnues un bâton à la main, absorbé dans l'étude des chances qui lui restaient de dérober son passage à l'ennemi, donnant ses ordres avec un imperturbable sang-froid, et triomphant enfin d'une difficulté qui eût paru insurmontable à tout autre, il n'a peut-être jamais été plus grand. »

Le général Éblé fut envoyé avec les pontonniers pour construire deux ponts à Studzianka, village situé à trois lieues en amont de Borisov, où l'on venait de reconnaître un gué. Les ponts furent construits, en effet, au milieu de mille obstacles ; mais l'un des deux céda sous la poussée des glaçons, il fallut le reconstruire. Éblé et ses

ROSTOPCHINE (COMTE), 1763-1826. — Gouverneur général de Moscou en 1812, il fut chargé, à l'approche des Français, de mettre la ville en état de défense. Pour exciter les courages, il publia de nombreux manifestes ; après Borodino, il affichait encore une proclamation : « Nous sommes prêts à sacrifier nos vies pour empêcher le scélérat d'entrer à Moscou. » Il fit évacuer sur Vladimir les archives, les trésors des églises et des palais. Il quitta Moscou au dernier moment, après avoir ouvert aux détenus les portes des prisons et donné l'ordre d'incendier les magasins d'eau-de-vie. Il s'est défendu d'avoir mis le feu à Moscou, mais son aveu suffit : « Un événement qu'il a préparé, mais qu'il a été loin d'effectuer. » — Une de ses filles épousa le comte de Ségur, neveu de l'historien.

INCENDIE DE MOSCOU. — Napoléon et son état-major sur la place du Tsar, à l'intérieur du Kremlin, contemplent l'incendie. L'Empereur dut évacuer le Kremlin dans l'après-midi du 16 septembre ; il y rentra le 18. Au pied du Kremlin, la Moskowa.

SUR LA ROUTE DE MOSCOU A SMOLENSK, par Maloïaroslavets, Borodino, Viazma; 19 octobre-9 novembre 1812. — « Des corbeaux et des meutes de chiens blancs sans maîtres suivaient à distance cette retraite de cadavres. » (Chateaubriand.) (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

PASSAGE DE LA BÉRÉZINA. — Napoléon fit jeter deux ponts par les sapeurs du général Éblé sur la Bérézina (la rivière des Bouleaux), à Studzianka, à trois lieues en amont de Borisov, le 26 novembre. Le 28 novembre fut la journée la plus tragique du passage. LITH. D'ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

sapeurs, qui n'avaient plus leurs équipages de pont, durent pénétrer dans l'eau glacée jusqu'à mi-corps. Oudinot et Ney passèrent les premiers le 26 novembre ; ensuite, le 27, Napoléon avec la Garde, l'armée d'Italie, l'artillerie, au milieu d'accidents sans nombre. Autour de Napoléon, quatre compagnies à cheval, composées de généraux et d'officiers supérieurs, formaient « l'escadron sacré. » A peine avait-on débouché sur la rive droite que Tchitchagof se présentait au travers de la route ; il fallut se battre le 28. Victor, le duc de Bellune, resté en arrière sur la rive gauche, était aux prises un jour et une nuit avec Wittgenstein ; il n'avait plus que cinq mille hommes. Il put cependant s'ouvrir une trouée, il passa les ponts et il les brûla le 29 novembre. Douze mille à quinze mille traînards avaient été abandonnés sur la rive gauche de la Bérézina.

L'Empereur arrivait à Smorgony, sur la route de Vilna, le 5 décembre. Le soir même, à huit heures, il partait brusquement pour la France ; il voyageait sous le nom de Rayneval, ancien secrétaire de légation de Caulaincourt, le duc de Vicence ; il avait avec lui Duroc, Caulaincourt et un capitaine polonais comme interprète. A Kovno, le 7, il monta dans un traîneau qui devait le mener jusqu'à Dresde. Le 10, il était à Varsovie ; le 13, à Glogau ; le 14, à Dresde. Le temps de prendre un bain, de souper, et il repart, dans la voiture de la reine de Saxe montée en traîneau. C'est une course sans répit : le 15 à Leipzig, le 16 à Mayence, le 17 à Verdun, le 18 à Château-Thierry ; le même jour, à onze heures du soir, il était de retour aux Tuileries. Le lendemain il travaillait avec Cambacérès, Savary et Clarke jusqu'à une heure du matin. Lacépède s'était empressé de venir lui apporter, au nom du Sénat, des félicitations officielles « sur l'heureuse arrivée de Sa Majesté au milieu de ses peuples. »

LA CONSPIRATION MALET. Que s'était-il donc passé ? Une aventure extraordinaire avait révélé à Napoléon la fragilité de l'édifice impérial. Le général Malet, mis à la retraite en 1808, puis incarcéré pour avoir déjà organisé des complots, venait de réussir à Paris un coup de main d'une audace invraisemblable. Dans la nuit du 22 au 23 octobre, il s'était emparé de deux casernes, en annonçant la mort de l'Empereur ; il avait blessé d'un coup de pistolet le général Hulin, commandant la première division militaire, tandis que deux de ses complices, les généraux Lahorie et Guidal, faisaient conduire à la Force le ministre de la Police Savary et le préfet de Police Pasquier. Frochot, le préfet de la Seine, fut de son côté complètement dupe de l'aventure. Mais, le même jour à midi, Malet était arrêté à l'état-major de la place : la conspiration avait avorté. Avec vingt-quatre accusés, il comparut devant une commission militaire. Quatorze de ses complices et lui-même furent condamnés à mort le 29 octobre et fusillés, le même jour, dans la plaine de Grenelle.

Napoléon avait appris ces événements le 6 novembre, comme il quittait Dorogobouge, entre Viazma et Smolensk. « Voilà donc à quoi tient mon pouvoir ! Quoi ? Il est donc bien aventuré, s'il suffit d'un seul homme, d'un détenu, pour le compromettre ! Ma couronne est donc bien peu affermie sur ma tête, si, dans ma capitale même, un

coup de main hardi de trois aventuriers peut la faire chanceler !... Il me faut des hommes et de l'argent ; de grands succès, de grandes victoires répareront tout. Il faut que je parte. »

« LA SANTÉ DE SA MAJESTÉ N'A JAMAIS ÉTÉ MEILLEURE. » Napoléon parti, tout s'était abîmé. Au milieu d'un froid épouvantable, qui descendit jusqu'à 30 degrés, la malheureuse armée, que conduisait Murat, finit par arriver à Vilna le 18 décembre ; elle se précipita dans la ville comme un troupeau de sauvages affamés. Elle venait à peine d'y entrer que derrière elle arrivaient les trois armées de Wittgenstein, de Tchitchagof et de Koutousov. Il y eut des scènes horribles ; les Juifs de Vilna furent féroces pour ces malheureux ; quinze mille malades, qu'on dut abandonner, furent odieusement massacrés. La cohue des survivants en débâcle se précipita sur la route de Kovno. Les chemins couverts de glace étaient impraticables. On abandonna tout, canons, caissons, vivres ; le trésor de l'armée, dix millions en pièces d'or, fut laissé sur la route ; les cosaques de Platof et les Français eux-mêmes se jetèrent sur les napoléons. Seul, un homme ne perdait pas la tête. Ney, le brave des braves, à l'arrière-garde, un fusil à la main, faisait le coup de feu, comme un simple grenadier. Il défendit encore le pont de Kovno, sur le Niemen, le 30 décembre, et il sortit le dernier de cette terre fatale où la Grande Armée avait laissé cent cinquante mille prisonniers et deux cent cinquante mille cadavres. Mais, suivant la formule du 29e *Bulletin* de la Grande Armée qui racontait le passage de la Bérézina, « la santé de Sa Majesté n'avait jamais été meilleure. » On connaît le commentaire de Chateaubriand : « Familles, séchez vos larmes : Napoléon se porte bien. »

Ces malheurs sans nom n'étaient pas finis. Murat venait d'apprendre que le général prussien Yorck de Wartenbourg avait conclu avec les Russes à Tauroggen une convention de neutralité ; perdant la tête à cette nouvelle, il abandonnait Kœnigsberg, Elbing, Varsovie, Posen, et il s'en allait pour sauver, disait-il, son royaume de Naples. Eugène de Beauharnais commanda alors la retraite ; avec lui, elle prit une allure plus calme. Il se replia des lignes de l'Oder sur les lignes de l'Elbe, et il vint s'établir en Saxe. Magdebourg, Leipzig, Dresde lui servirent à rallier les quelques dizaines de milliers d'hommes qui étaient les seuls survivants de la Grande Armée ; et là, appuyé sur ces trois villes, il attendit. C'était au mois de mars 1813. La retraite était terminée.

CHAPITRE XXI

LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE

LA PRUSSE DEPUIS TILSIT. ⸗ LES MINISTRES PRUSSIENS. ⸗ LE MOUVEMENT NATIONAL EN PRUSSE. ⸗ 1813. NAPOLÉON PART POUR L'ALLEMAGNE. ⸗ WEISSENFELS. ⸗ LUTZEN. ⸗ BAUTZEN. ⸗ ARMISTICE DE PLESWITZ. ⸗ NAPOLÉON ET METTERNICH A DRESDE. ⸗ CONGRÈS DE PRAGUE. ⸗ LES ARMÉES DE LA COALITION. ⸗ DRESDE. ⸗ DÉFAITES DES GÉNÉRAUX FRANÇAIS. ⸗ LEIPZIG. ⸗ LA RETRAITE SUR LE RHIN. ⸗ LES NOTIFICATIONS DE FRANCFORT. ⸗ CONVOCATION DU CORPS LÉGISLATIF. ⸗ SA DISSOLUTION.

LA PRUSSE DEPUIS TILSIT. ⸗ Après le terrible effondrement d'Iéna et de Tilsit, la Prusse semblait avoir été rayée du rang des nations. Les fonctionnaires de Frédéric-Guillaume III avaient dû prêter et prêtèrent ce serment : « Je jure d'exercer loyalement l'autorité qui m'est conférée par Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi, de ne m'en servir que pour le maintien de l'ordre et la tranquillité publique, de concourir de tout mon pouvoir à l'exécution des mesures qui seront ordonnées pour le service de l'armée française. » Les premières signatures apposées en bas de ce texte furent les signatures de cinq ministres de Frédéric-Guillaume III. La Prusse avait tout accepté. Le prince Charles d'Isenbourg, nommé colonel par Napoléon, recrutait des officiers et des soldats prussiens, en leur demandant « de vouer leurs talents militaires et leur activité au service de notre invincible Empereur.... Accourez, vaillants guerriers ; rassemblez-vous sous le drapeau de Napoléon le Grand. Allez avec lui au-devant de la victoire et de la gloire immortelle. »

Dans cette honte, dans cette platitude de tout un peuple, une femme avait conservé sa fierté et sa foi : c'était la reine Louise, que Napoléon avait si durement traitée à Tilsit. Les succès de Napoléon contre les Autrichiens, au début de la campagne de 1809, avaient été pour son espoir de la revanche une déception de plus ; mais elle continuait à espérer en des temps meilleurs, qui luiraient un jour pour son peuple, sinon pour elle. Elle mourut en 1810, à trente-quatre ans à peine. Le second de ses fils devait être un jour l'empereur Guillaume Ier.

LES MINISTRES PRUSSIENS. La reine Louise avait fait rentrer aux affaires, au mois de septembre 1807, le ministre Stein, en qui elle avait confiance pour la reconstitution de la Prusse. Stein avait entrepris toute une œuvre de réformes dans l'administration centrale et dans l'administration municipale ; mais, au bout d'un an, la haine perspicace de Napoléon avait donné l'ordre à Frédéric-Guillaume III de congédier ce ministre, qui avait pris les allures d'un dictateur. Le roi de Prusse avait dû se soumettre. Stein avait quitté les affaires en octobre 1808 ; il s'était réfugié en Autriche, puis en Russie. Il avait eu le temps de jeter les bases d'une vaste association secrète, le *Tugendbund,* la « Ligue de la vertu, » qui se ramifia dans tous les pays germaniques et d'où devait sortir un jour la Prusse régénérée et libre.

A côté de Stein, la Prusse cite, dans cette œuvre de reconstruction, les noms de Scharnhorst, de Hardenberg, de Guillaume de Humboldt. Le général de Scharnhorst, qui avait combattu à Auerstædt et à Eylau, fut directeur du département de la Guerre de 1807 à 1810 ; il organisa les troupes de la *Landwehr* ou de la réserve ; il est surtout connu pour avoir imaginé le système des *Krümper.* Ce système consistait à ne garder les hommes sous les drapeaux que juste le temps nécessaire à leur instruction rudimentaire et à les remplacer au plus tôt par de nouveaux venus. Or le roi de Prusse, « voulant éviter tout ce qui pourrait donner de l'ombrage à la France, » s'était engagé, par la convention de septembre 1808 signée à Paris, à n'entretenir pendant dix ans, à compter du 1er janvier 1809, qu'une armée de 42 000 hommes en tout. Scharnhorst trouva le moyen de sauver les apparences et d'instruire chaque année 150 000 hommes. Ainsi fut préparée dans l'ombre la grande armée de 1813. Napoléon avait pu écraser la Prusse ; il n'avait pas pu lui faire tenir sa parole.

Le prince de Hardenberg, ministre des Affaires étrangères et chancelier d'État depuis 1810, fut l'un des plus énergiques à conseiller à son roi, après la campagne de 1812, une alliance étroite avec la Russie. Quant à Guillaume de Humboldt, il fut chargé en 1808 de la direction de l'Instruction publique et des Cultes ; à ce titre, il attacha son nom, deux ans plus tard, à la fondation de l'Université de Berlin.

LE MOUVEMENT NATIONAL EN PRUSSE. Dès l'année 1807, le philosophe Fichte prononçait à Berlin, devant des auditoires enthousiastes, ses *Discours à la Nation allemande.* « Je m'adresse aux Allemands, disait-il, et je ne tiens aucun compte des distinctions qui peuvent nous séparer les uns des autres.... Si vous voulez être des hommes, vous verrez encore fleurir une génération qui rétablira notre peuple, et ce rétablissement sera la renaissance du monde. » On croirait entendre déjà le programme du pangermanisme. L'Université de Berlin avait été fondée en 1810 pour exalter, au moyen de l'histoire, le sentiment patriotique et pour être l'instrument de la restauration nationale. Arndt, l'auteur du *Catéchisme du soldat allemand* et des *Chants guerriers*, Kœrner, qui fut avec *Lyre et Épée* le poète par excellence de la guerre, Schenkendorf, Rückert, adressaient aux Allemands leurs appels enflammés.

A. GROS

LE ROI MURAT
(COLL. DE S.A. LE PRINCE MURAT.)

Entraîné par ce mouvement qui montait des quatre coins de son royaume, Frédéric-Guillaume III sortit de son inertie ; il signa avec le tsar, le 28 février 1813, le traité de Kalish : la monarchie prussienne devait être rétablie telle qu'elle existait avant la guerre de 1806. La mobilisation de l'armée prussienne se fit en quelques semaines ; elle était, en effet, toute préparée grâce au système de Scharnhorst. De son côté, la Suède, qui était à la dévotion de Bernadotte devenu l'ennemi de Napoléon, se mit en état de prendre les armes. L'Autriche seule se réservait.

1813. NAPOLÉON PART POUR L'ALLEMAGNE. Napoléon avait passé à Paris l'hiver de 1813. Son activité avait été toujours aussi grande. La visite des travaux de Paris, la présidence du conseil des Affaires étrangères, du conseil des Finances, du conseil d'État, du conseil privé, du conseil des Ponts et Chaussées, la signature du Concordat de Fontainebleau avec Pie VII, les audiences du corps diplomatique, les revues, l'ouverture de la session du Corps législatif, les chasses à Fontainebleau et au bois de Boulogne, les soirées au théâtre, s'étaient partagé son temps. Le *Moniteur* du 5 avril avait publié divers documents qui se rapportaient à la défection de la Prusse ; il avait publié aussi un sénatus-consulte qui autorisait une levée de cent quatre-vingt mille hommes.

Le 14 avril, Napoléon avait présidé le conseil des ministres ; le lendemain, à quatre heures du matin, il était parti pour Mayence, où il arrivait le 16 à minuit. Préoccupé par le souvenir de la tentative de Malet, il avait confié la régence de l'Empire à l'Impératrice Marie-Louise et il avait constitué un conseil de régence.

WEISSENFELS. Aux yeux de beaucoup d'Allemands, Napoléon jouissait encore d'un prestige surnaturel. Le grand-duc de Saxe-Weimar avait eu, le 28 avril, à Weimar, un entretien avec lui; Saint-Aignan, le ministre de France accrédité à Weimar, demanda au grand-duc s'il était satisfait. « Satisfait, répondit-il, n'est pas le mot qui convient, mais bien plutôt émerveillé, car l'Empereur est une créature vraiment extraordinaire. Ce n'est pas un esprit européen, mais un génie oriental et qui m'est apparu comme un envoyé de Dieu. Je m'imagine que Mahomet devait être ainsi. »

Les débuts de la campagne d'Allemagne répondirent à ces sentiments d'admiration. Arrivé à Erfurt le 25 avril, Napoléon avait sous la main une centaine de mille hommes. Il y avait parmi eux beaucoup de jeunes soldats, des conscrits de 1813, des « blancs-becs, » mais qui ne rêvaient que de s'égaler aux grognards de la Grande Armée. « Ces braves enfants, disait le maréchal Ney, veulent de la gloire ; ils ne regardent ni à droite ni à gauche, mais toujours en avant. » L'Empereur allait bientôt rendre hommage à cette armée de conscrits : « Mes jeunes soldats, disait-il, le courage leur sort par tous les pores. »

L'armée française était massée sur la rive gauche de la Saale ; elle se mit en route dans la direction de l'Est, pour atteindre Leipzig, la grande position qui commande les

routes de cette partie de l'Allemagne. La campagne allait commencer dans cette région de champs de bataille que le génie de Gustave-Adolphe avait déjà illustrée à l'époque de la guerre de Trente Ans. Le corps de Ney, il était en tête, arriva, le 1er mai, à Weissenfels, au passage de la Saale ; là, il se heurta à l'avant-garde de l'armée russe de Wittgenstein. Le combat venait de s'engager, quand le prince de la Moskowa rencontra le maréchal Bessières, duc d'Istrie, commandant la cavalerie de la Garde : « Vois ! Si ta cavalerie était ici, quelle bonne besogne ! — Je viens de l'envoyer chercher. Elle va venir. » A ce moment, une batterie ennemie ouvre le feu. Un boulet atteint Bessières en pleine poitrine ; le duc d'Istrie roule à terre. « C'est notre sort, dit simplement le maréchal Ney. C'est une belle mort. »

Cette journée si disputée nous avait donné du moins le passage de la Saale ; Napoléon avait opéré sa jonction avec l'armée du prince Eugène, qui était sur sa gauche et qui avait débouché de Mersebourg.

LUTZEN. L'armée française s'avançait à présent dans la plaine, coupée de rivières et de canaux, qui s'étend entre la Saale et l'Elster ; elle était arrivée, dans la journée du 2 mai 1813, à la ville de Lutzen, célèbre par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe ; elle y fut brusquement assaillie sur sa droite, du côté du Sud, par l'armée de Wittgenstein. L'Empereur dut improviser sur l'heure un plan de bataille ; il se porta au secours du corps de Ney, qui supportait presque tout l'effort de l'ennemi. De midi à cinq heures, autour du village de Kaja, au Sud-Est de Lutzen, la bataille fut d'une extrême violence ; Kaja fut pris et repris tour à tour, mais Ney et Marmont résistaient toujours. Enfin l'armée du prince Eugène entra en ligne sur notre gauche. Ce qui décida surtout de la victoire, ce fut une offensive foudroyante de seize bataillons de la Jeune Garde que Mortier conduisit une fois encore sur Kaja, tandis que quatre-vingts canons, sous les ordres de Drouot, ouvraient un feu épouvantable. Russes et Allemands finirent par lâcher prise ; ils avaient vingt-cinq mille à trente mille hommes hors de combat ; les Français en avaient environ dix mille. Faute d'une cavalerie suffisante, Napoléon ne put faire poursuivre que pendant peu de temps l'ennemi qui battait en retraite ; sa victoire ne lui avait guère donné qu'un champ de bataille. Cependant on comprend la légitime fierté qu'il ressentait en pensant à ces jeunes troupes qui venaient de montrer les plus belles qualités de résistance et d'offensive contre un ennemi très supérieur en nombre, environ 85 000 contre 150 000 ; il leur rendit un solennel hommage : « Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles ; vous avez montré tout ce dont est capable le sang français.... Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée. Soldats, l'Italie, la France, l'Allemagne vous rendent des actions de grâces ! »

BAUTZEN. La victoire de Lutzen permit à Napoléon d'occuper la partie centrale du royaume de Saxe ; le 8 mai, il arrivait à Dresde et il descendait au palais royal où, un an plus tôt, il avait tenu la cour la plus brillante. Il ne songeait à présent qu'à atta-

quer de nouveau cette armée qu'il avait vaincue et chassée devant lui, mais qu'il n'avait pas détruite. Il fit rétablir le pont de l'Elbe, qui servit, le 11, au passage de ses troupes. Il avait appris que les ennemis s'étaient retranchés à Bautzen, sur les bords de la Sprée. Le 18 mai, il quittait Dresde, et il allait reconnaître en personne la position des Alliés.

La bataille de Bautzen se composa de deux journées, le 20 et le 21 mai. Napoléon avait imaginé de retenir d'abord l'ennemi devant lui, pour permettre à l'armée de Ney de le tourner du côté du Nord et de s'établir sur ses derrières ; les Alliés devaient être pris ainsi comme dans les deux mâchoires d'un étau. Ce plan ne réussit qu'en partie. Dans la journée du 20, les Français parvinrent à franchir la Sprée et à enlever Bautzen. Le 21, avec le corps de Ney, qui allait entrer en ligne, Napoléon disposait de cent soixante mille hommes contre cent mille. Oudinot et Macdonald furent chargés d'engager, du côté du Sud, à Wurschen, une violente attaque sur la gauche de l'ennemi, pour détourner son attention de ce qui se passait sur sa droite. Pendant ce temps Ney franchissait la Sprée et débordait peu à peu l'armée russo-prussienne ; mais il se laissa entraîner à des actions isolées. Les Alliés eurent conscience du grand danger qu'ils couraient ; ils abandonnèrent brusquement le champ de bataille, leur retraite prit les caractères d'une fuite désordonnée ; toutefois ils se retirèrent en Silésie avec la majeure partie de leurs forces.

Le 22 mai au matin, l'Empereur faisait poursuivre les arrière-gardes ; on occupa alors les hauteurs de Reichenbach. Dans ce combat, le grand maréchal du palais, Duroc, duc de Frioul, fut blessé à mort d'un coup de canon ; il agonisa pendant douze heures. Napoléon alla voir le mourant. Le *Moniteur* rapporte ainsi cet entretien suprême. « Le duc serra la main de l'Empereur et la porta à ses lèvres. « Toute « ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que par l'utilité « dont elle pouvait vous être encore. — Duroc, il est une autre vie ; c'est là que vous « irez m'attendre, et que nous nous retrouverons un jour. — Oui, Sire ; mais ce sera « dans trente ans, quand vous aurez triomphé de vos ennemis et réalisé toutes les espé- « rances de notre patrie. »

ARMISTICE DE PLESWITZ. — Napoléon était arrivé jusque sur l'Oder ; la Saxe était reconquise. Il consentit cependant à accepter les ouvertures de l'Autriche. Le prince de Metternich, qui était depuis 1809 ministre des Affaires étrangères de l'empereur François Ier, jouait entre les Alliés et Napoléon un jeu équivoque, dans l'espoir d'être un jour l'arbitre de la paix. Il fit proposer à Napoléon de convoquer à Prague un congrès des puissances. L'Empereur y consentit, et il signa à cet effet, le 4 juin 1813, l'armistice de Pleswitz. Il avait sans doute le sentiment que la campagne du mois de mai ne lui avait donné, malgré tout, que des résultats imparfaits, qu'il avait lui-même besoin de faire reposer ses soldats et d'attendre des renforts.

Napoléon était allé s'établir à Dresde, à partir du 10 juin. Les *Te Deum*, les parades, les grands dîners, les soirées aux théâtres, les visites royales, occupèrent les

mois de juin et de juillet. L'Empereur écrivait le 18 juin à Cambacérès : « Personne n'est plus pacifique que moi. » Cependant la longue audience qu'il donna à Metternich le 26 juin eut un caractère singulièrement belliqueux ; l'entretien dura huit heures. Metternich l'a rapporté en détail dans ses *Mémoires*. Peu de documents permettent de connaître aussi bien, à ce moment tragique, les vrais sentiments de Napoléon et, d'une manière générale, son caractère.

NAPOLÉON ET METTERNICH A DRESDE. En arrivant au palais de Dresde où logeait l'Empereur, Metternich avait été frappé de l'impression d'inquiétude douloureuse qui se lisait sur les visages des généraux et des courtisans réunis dans les antichambres. Berthier, le prince de Neuchâtel, lui dit à voix basse : « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de paix, la France surtout, elle qui ne veut que la paix. »

Le ministre autrichien fut introduit dans le cabinet de l'Empereur. Napoléon était debout, l'épée au côté, le chapeau sous le bras. Il s'avança vers son hôte ; avec un calme affecté, il lui demanda des nouvelles de la santé de François Ier. Puis, tout à coup, ses traits s'assombrirent ; il se plaça devant Metternich, et brusquement :

« Ainsi, vous voulez la guerre ; c'est bien, vous l'aurez. J'ai anéanti l'armée prussienne à Lutzen, j'ai battu les Russes à Bautzen ; vous voulez avoir votre tour. Je vous donne rendez-vous à Vienne. Les hommes sont incorrigibles, les leçons de l'expérience sont perdues pour eux. Trois fois j'ai rétabli l'empereur François sur son trône ; je lui ai promis de rester en paix avec lui tant que je vivrais ; j'ai épousé sa fille ; je me disais alors : Tu fais une folie, mais elle est faite. Je la regrette aujourd'hui.

« — La paix et la guerre sont entre les mains de Votre Majesté. Entre les aspirations de l'Europe et vos désirs, il y a un abîme. Le monde a besoin de la paix. Pour assurer cette paix, il faut que vous rentriez dans les limites qui sont compatibles avec le repos commun ou que vous succombiez dans la lutte. Aujourd'hui, vous pouvez encore conclure la paix ; demain il sera peut-être trop tard.

« — Eh bien ! qu'est-ce donc qu'on veut de moi ? s'écria Napoléon. Que je me déshonore ? Jamais. Je saurai mourir, mais je ne céderai pas un pouce de territoire. Vos souverains, nés sur le trône, peuvent se laisser battre vingt fois et rentrer toujours dans leurs capitales ; moi je ne le puis pas, parce que je suis un soldat parvenu. Ma domination ne survivra pas au jour où j'aurai cessé d'être fort, et, par conséquent, d'être craint.... Il y a quinze jours, je pouvais encore faire la paix ; aujourd'hui, je ne le puis plus. J'ai gagné deux batailles : je ne ferai pas la paix. »

Metternich dit à l'Empereur que son armée ne se composait que de jeunes troupes. « J'ai vu vos soldats, ce sont des enfants.... Et quand cette armée d'adolescents que vous appelez sous les armes aura disparu, que ferez-vous ? » A ces mots, Napoléon se laissa emporter par la colère ; il pâlit, ses traits se contractèrent. « Vous n'êtes pas soldat, dit-il rudement, et vous ne savez pas ce qui se passe dans l'âme d'un soldat. J'ai grandi sur les champs de bataille, et un homme comme moi se soucie peu de la vie

MORT DU MARECHAL PONIATOWSKI, 19 octobre 1813. — D'une famille princière de Pologne, Joseph Poniatowski, ministre de la Guerre du duché de Varsovie, combattit depuis 1809 dans l'armée française avec les contingents polonais. Créé maréchal à la bataille de Leipzig, le « Bayard polonais » se noya le lendemain dans l'Elster, en voulant le passer à cheval.

BERNADOTTE, né à Pau en 1764, mort à Stockholm en 1844. — Engagé volontaire en 1781; général de division en 1794; maréchal d'Empire en 1804; prince de Pontecorvo, héritier présomptif de Suède en 1810; roi de Suède sous le nom de Charles XIV en 1818.

(COLL. DE M. BROUWET.)

STEIN (BARON DE), 1757-1831. — Ministre de Frédéric-Guillaume III de 1804 à janvier 1807, il reprit ses fonctions en octobre 1807; il travailla avec son collègue Scharnhorst à reconstituer l'armée prussienne. Napoléon obligea le roi à le congédier en octobre 1808.

(PAR LUTZENKIRCHEN. — BIB. NAT. ESTAMPES.)

SCHARNHORST, 1756-1813. — Lieutenant-colonel instructeur à l'Académie royale de Berlin; blessé à Auerstaedt, directeur du département de la Guerre après Tilsit; congédié en 1810 sur l'ordre de Napoléon; blessé mortellement à Lutzen.

(PAR GERAUER. — MUSÉE HOHENZOLLERN, BERLIN.)

d'un million d'hommes. » Metternich ajoute qu'il n'ose pas répéter ici l'expression bien plus crue dont se servit Napoléon.

En disant ou plutôt en criant ces mots, l'Empereur jeta dans un coin du salon le chapeau que jusqu'alors il avait tenu à la main. Il se mit à se promener de long en large avec Metternich, puis il ramassa son chapeau. Il en vint à reparler de son mariage. « Oui, j'ai fait une bien grande sottise en épousant une archiduchesse d'Autriche. Tout me confirme dans l'opinion que j'ai commis là une faute impardonnable. En épousant une archiduchesse, j'ai voulu unir le présent et le passé, les préjugés gothiques et les institutions de mon siècle ; je me suis trompé, et je sens aujourd'hui toute l'étendue de mon erreur. Cela me coûtera peut-être mon trône, mais j'ensevelirai le monde sous ses ruines. »

Pendant cet entretien, la nuit était venue. Personne n'avait osé entrer dans le cabinet ; le roi de Saxe, qui désirait voir l'Empereur, avait vainement attendu une heure et demie. Napoléon, redevenu calme et doux, finit par congédier son hôte : « Nous nous reverrons, je l'espère. — A vos ordres, Sire, répondit Metternich ; mais je n'ai pas l'espoir d'atteindre le but de ma mission. — Eh bien ! reprit Napoléon en le frappant sur l'épaule, savez-vous ce qui arrivera ? Vous ne me ferez pas la guerre. — Vous êtes perdu, Sire, s'écria vivement Metternich. J'en avais le pressentiment en venant ici ; maintenant que je m'en vais, j'en ai la certitude. »

En sortant, le ministre de François Ier fut reconduit par Berthier, qui lui demanda s'il avait été content de l'Empereur. « Oui, il m'a donné tous les éclaircissements désirables ; c'en est fait de lui. »

CONGRÈS DE PRAGUE. Le congrès, auquel Napoléon avait promis de prendre part, ne s'ouvrit qu'à la fin du mois de juillet à Prague, capitale de la Bohême. C'était, de la part des ennemis de la France, un simple moyen de gagner du temps et de nouer les derniers liens d'une gigantesque coalition ; car, dès le 27 juin, dès le lendemain de la fameuse audience de Metternich, l'Autriche s'était rapprochée en secret de la Russie et de la Prusse par le traité de Reichenbach. Peu après arrivèrent d'Espagne des nouvelles, qui étaient désastreuses pour les Français : Wellington, le 21 juin, avait écrasé à Vitoria, au nord de l'Èbre, la dernière armée de Joseph ; les avant-gardes anglaises allaient déboucher sur la Bidassoa.

Le 7 août, Napoléon eut connaissance des conditions du congrès. On lui demandait de réduire la France à ses frontières naturelles du Rhin et des Alpes, tout en conservant ses territoires italiens ; c'était, en somme, la situation de l'année 1802. Mais les Alliés s'étaient entendus pour ne pas laisser à Napoléon le temps matériel de discuter leurs propositions. Quand la réponse de l'Empereur arriva à Prague, le 11 août, avec un contre-projet sur lequel les négociations devaient s'engager, on apprit que depuis la veille, à minuit, le congrès s'était dissous, et que l'Autriche, jetant le masque, adhérait ouvertement à la coalition.

LES ARMÉES DE LA COALITION. Pour cette nouvelle campagne d'Allemagne qui commençait, les coalisés disposaient de trois grandes armées : au Sud, l'armée austro-russe, qui s'organisait en Bohême avec 230 000 hommes, sous les ordres de Schwarzenberg ; au centre, l'armée prussienne, massée en Silésie, avec 110 000 hommes, que commandait Blücher; au Nord, l'armée dite du Nord, composée de 110 000 hommes, Suédois, Russes, Prussiens, dont le prince royal de Suède avait le commandement.

Ce prince royal était un Français, maréchal d'Empire, prince de Pontecorvo, qui avait quitté son nom de Bernadotte pour se faire appeler Charles-Jean, comme héritier présomptif du roi de Suède Charles XIII. Il avait accepté ce titre en 1810 des États de Suède, avec le consentement de Napoléon ; mais bien vite, soit par sympathie pour sa nouvelle patrie, soit surtout par jalousie et par haine de Napoléon, il avait oublié qu'il était Français. « Bonaparte, disait-il, est un coquin, il faut le tuer ; tant qu'il vivra, il sera le fléau du monde. Il ne faut plus d'empereur ; ce titre n'est pas français. Il faut à la France un roi soldat. La race des Bourbons est une race usée, qui ne remontera jamais sur l'eau. Quel est l'homme qui convient mieux que moi aux Français? » Un lieutenant de Davout, témoin de la conduite équivoque de Bernadotte à la journée d'Auerstaedt, quand il était resté inactif entre l'Empereur et Davout, n'avait pas attendu qu'il prît les armes contre Napoléon et contre sa patrie pour l'appeler : « Cette canaille de Pontecorvo. »

DRESDE. Napoléon avait passé à Mayence la fin du mois de juillet 1813 ; de retour à Dresde le 4 août, il y avait établi son quartier général. Il avait fait venir des troupes nouvelles, qui portaient l'ensemble de ses forces à environ 330 000 hommes ; il avait amassé dans la capitale de la Saxe d'énormes quantités de vivres et de matériel, assez, disait-il, pour livrer quatre batailles comme la bataille de Wagram. Mais il sentait que ses lieutenants manquaient de l'esprit d'initiative et de la solidité qui en avaient fait pendant longtemps une phalange invincible. « En général, écrivait-il le 22 août, ce qu'il y a de fâcheux dans la position des choses, c'est le peu de confiance qu'ont les généraux en eux-mêmes. Les forces de l'ennemi leur paraissent considérables partout où je ne suis pas. »

L'un des objectifs de la campagne qui commençait était d'occuper Berlin, de balayer tout le cours inférieur de l'Elbe, d'obliger les Suédois à se rembarquer et de rejeter l'ennemi au delà de l'Oder. Oudinot devait faire cette opération avec 70 000 hommes; Davout, qui était à Hambourg avec 40 000 hommes, devait y participer. Il fallait aussi ne pas perdre de vue les forces qui se rassemblaient en face des Français dans la Silésie et au Sud des Français en Bohême.

Napoléon prit le parti de marcher d'abord contre l'armée de Silésie. Sorti de Dresde le 15 août, il se porta sur Bautzen, puis plus à l'Est, sur Gœrlitz ; il pensait alors à pénétrer en Bohême, où il croyait trouver une partie de l'armée d'Alexandre.

« Je vais tâcher, disait-il, d'étriller les Russes et les empêcher d'aller à Prague. » Mais il apprit à ce moment que le maréchal Gouvion Saint-Cyr, qu'il avait laissé à Dresde avec une partie de l'armée, était dans une situation très critique ; l'armée de Schwarzenberg menaçait d'enlever la capitale de la Saxe. Il revint aussitôt sur ses pas ; la Vieille Garde, qui avait pris part à ces opérations, venait de faire quarante lieues en quatre jours. Napoléon était de retour à Dresde le 26 août, vers dix heures du matin. Il fit rapidement la reconnaissance des positions de l'ennemi et posta divers corps d'armée aux endroits les plus menacés. A trois heures, Schwarzenberg donna l'ordre de marcher sur les portes de la ville. A ce moment les colonnes de la Vieille Garde débouchaient et balayaient tout devant elle. « L'Empereur est dans Dresde! » s'écrient avec terreur les Autrichiens, qui se replient dans le plus grand désordre.

Le lendemain 27 août, ce fut la seconde journée de la bataille de Dresde. L'Empereur, qui avait près de cent mille hommes, déploya son armée en avant de la ville. Un épisode décisif de la journée fut dû à une charge de la cavalerie de Murat. Le roi de Naples, pénétrant par le ravin de Plauen dans l'armée ennemie, la coupa en deux tronçons. Vers trois heures, Schwarzenberg donnait l'ordre de battre rapidement en retraite. Ces deux journées lui avaient coûté environ vingt mille morts ou blessés et un nombre au moins égal de prisonniers.

Moreau, l'ancien vainqueur de Hohenlinden, avait assisté à cette bataille dans les rangs des coalisés. Retiré aux États-Unis depuis 1804, après le procès dont il avait été victime, il avait eu la faiblesse criminelle de céder à l'appel d'Alexandre, qui voulait employer ses talents militaires contre la France. Le tsar l'avait attaché à sa personne, avec la dignité de feld-maréchal. A ce titre, Moreau avait suivi les opérations du 26 et du 27 août. A la première journée de la bataille de Dresde, il avait critiqué très vivement les mouvements de Schwarzenberg. « Eh! sacrebleu, monsieur, lui dit-il, je ne suis plus étonné si, depuis dix-sept ans, vous êtes toujours battu. » A la seconde journée il fut blessé mortellement par un boulet, quand il était aux côtés d'Alexandre ; il expira le 2 septembre à Lahn (Bohême). Napoléon fit son oraison funèbre en lui donnant le nom de « nouveau Coriolan. »

DÉFAITES DES GÉNÉRAUX FRANÇAIS. L'Empereur comptait poursuivre les conséquences de la victoire de Dresde. Le 28 août il était arrivé à Pirna et il avait refoulé vers la Bohême les arrière-gardes de Wittgenstein ; mais une grave indisposition l'obligea tout à coup à s'arrêter et à rentrer à Dresde.

En vue de harceler l'armée de Bohême, Napoléon avait envoyé à l'avance dans la région des Monts Métalliques une armée d'une vingtaine de mille hommes, que commandait Vandamme ; général de grand mérite, il avait commandé avec éclat le IX^{e} corps dans les campagnes de 1806-1807. S'étant engagé, sur les ordres de l'Empereur, dans les défilés des monts de Bohême, il se trouva tout à coup dans une situation périlleuse. Arrêté à Tœplitz par des forces supérieures, il revint sur ses pas jusqu'à Kulm, par

des chemins de montagne de communication malaisée. Là un corps prussien lui barra la route. L'un de ses lieutenants, le général Corbineau, put s'ouvrir une trouée avec une partie des troupes; mais lui-même fut obligé de se rendre avec la moitié de son armée et une trentaine de canons. Cette malheureuse capitulation de Vandamme à Kulm, le 30 août, détruisait en partie les avantages de la victoire de Dresde.

Lorsque Napoléon s'était rejeté brusquement sur Dresde pour venir au secours de Gouvion Saint-Cyr, il avait chargé le maréchal Macdonald, duc de Tarente, de continuer à se porter dans la Silésie, avec la mission de tenir en échec l'armée de Blücher. Le maréchal s'était avancé ainsi jusque sur les bords de la Katzbach, petit affluent de gauche de l'Oder; il avait fait prendre à son armée un front trop large; les mouvements, qui étaient déjà très difficiles, furent contrariés par une succession d'orages. Dans ces conditions, Blücher dessina une offensive vigoureuse. Deux jours de combats très violents, livrés le 26 et le 27 août, en même temps que la bataille de Dresde, amenèrent la retraite désordonnée de l'armée française, qui perdit dix mille hommes et une centaine de canons. Blücher venait de commencer au fond de la Silésie l'offensive qui devait, au bout de sept mois, le conduire jusque sous les murs de Paris.

On se rappelle qu'après la rupture du congrès de Prague, le maréchal Oudinot, duc de Reggio, avait été chargé de marcher sur Berlin; il devait être secondé par le corps d'armée de Davout, venu de Hambourg. Oudinot arriva jusqu'à quelques lieues au Sud de la capitale du Brandebourg, en présence de l'armée de Bernadotte. Une bataille s'engagea à Gross-Beeren, le 23 août. Les contingents bavarois et saxons qui étaient dans l'armée française lâchèrent pied presque tout de suite. Oudinot, vaincu, se mit en retraite sur Wittenberg; il avait renoncé à s'ouvrir l'accès de Berlin.

La retraite du duc de Reggio avait amené par contre-coup la retraite de Davout; le prince d'Eckmühl se replia peu à peu vers Hambourg. Enfermé plus tard dans cette place, il y soutint, contre l'armée russe de Bennigsen, un siège mémorable, qui ne prit fin qu'en mai 1814, après la chute de Napoléon.

Le maréchal Ney avait remplacé le maréchal Oudinot; il ne fut pas plus heureux que son prédécesseur. A Dennewitz, sur la rive droite de l'Elbe, le 6 septembre, il livra un nouveau combat à Bernadotte. Les Saxons de l'armée française se débandèrent au cri de: « Sauve qui peut! » Ney dut battre en retraite et se replier sur l'Elbe en amont, dans la direction de Torgau.

LEIPZIG. Ainsi, en l'espace d'une quinzaine de jours, malgré le grand succès de la bataille de Dresde, Napoléon voyait la triple offensive des coalisés se rapprocher de la capitale de la Saxe. Le 7 octobre, il quittait Dresde; il assignait Leipzig comme lieu de concentration à ses diverses armées; il y arriva lui-même, avec la Garde, le 14 octobre. Il venait d'apprendre le même jour la défection de la Bavière, qui menaçait de lui couper les routes du retour en France. Une grande victoire était nécessaire.

La bataille de Leipzig, le 16, le 17 et le 18 octobre 1813, a été appelée par les

BATAILLE DE DRESDE, 26-27 août 1813. — Le 26, l'armée des coalisés est arrêtée devant Dresde. Le 27, Napoléon prend l'offensive ; la cavalerie de Murat achève la Victoire. — On aperçoit Moreau, qui fut blessé mortellement, le 27, auprès d'Alexandre Ier. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BATAILLE DE LEIPZIG ou bataille des Nations, 16-17-18 octobre 1813. — Le 16, Napoléon arrive à conserver la position de Wachau. Le 17, il ne peut empêcher la jonction de Bennigsen et de Bernadotte. Le 18, après la défection des Saxons, il ordonne la retraite. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

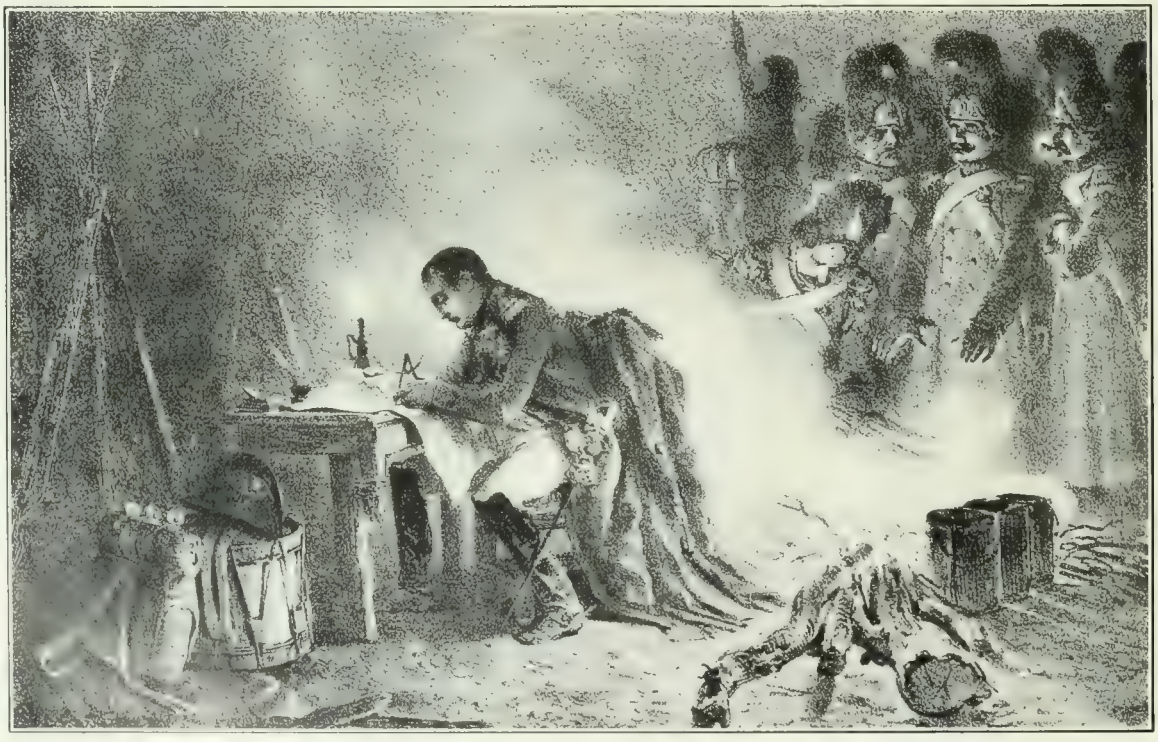
NAPOLÉON. — *L'auteur de ce beau portrait (élève de David et son collaborateur) s'est efforcé de rendre la physionomie méditative et assombrie de l'Empereur en cette année 1813, où son génie militaire ne put remporter que des victoires « à la Pyrrhus » (Weissenfels, Lutzen, Bautzen, Dresde) et ne sut pas empêcher le désastre de Leipzig.* PAR G. ROUGET. (COLL. Mme ROUGET.) CL. HACHETTE.

BERTHIER (PIERRE-ALEXANDRE), 1753-1815. — Colonel après la guerre d'Amérique; général de division et chef d'état-major de Bonaparte en 1796; major-général de la Grande Armée jusqu'en 1814 ; maréchal, grand veneur, prince de Neuchâtel et de Valengin, prince de Wagram. Rallié à la Restauration, il se retira à Bamberg (Bavière) pendant les Cent Jours; il y eut une fin tragique, le 1er juin 1815.

PASTEL DE BOZE. (COLL. Pesse DE LA TOUR D'AUVERGNE.)

SCHWARZENBERG (PRINCE DE), 1771-1820. — *Commandant en chef des armées de la coalition en 1813-1814.* PAR WACHSMANN. (B. N., EST.)

BLUCHER, 1742-1819. — *Feld-maréchal après la bataille de Leipzig; surnommé « Marschall Vorwarts ».* PAR FRANK. (B. N., EST.)



BAUTZEN, 20-21 mai 1813. — *Après la seconde journée, Napoléon s'établit dans l'auberge de Klein-Purschwitz, où avait été le quartier général d'Alexandre Ier.* LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., EST.)

Allemands la bataille des Nations, *Vôlkerschlacht*. On peut dire, en effet, que tous les peuples de l'Europe s'y trouvaient représentés. Il y avait même dans l'armée russe des Bachkirs, venus de l'Oural ; leur visage aplati, leur nez retroussé, leurs yeux bridés leur donnaient un aspect sauvage ; nos soldats les appelaient par ironie les Amours, parce qu'ils avaient pour armes un carquois et des flèches.

Dans la journée du 15 octobre, Napoléon fit avec le roi de Naples une reconnaissance personnelle de la campagne de Leipzig ; trois rivières marécageuses, l'Elster, la Pleisse et la Partha, la découpent en une série de secteurs. Il disposa la majeure partie de son armée, environ 120 000 hommes, au Sud-Est de Leipzig, dans la région de Wachau et de Liebertwolkwitz ; il espérait se débarrasser ainsi de l'armée de Schwarzenberg, qui était la plus exposée à ses coups.

Le 16 octobre vit la première journée de la bataille ; ce fut, à proprement parler, la bataille de Wachau. Les habitants de Leipzig avaient remarqué la mine sombre de l'Empereur, son air renfermé, une sorte de fixité maladive dans son regard, quand le matin il avait traversé leur ville à cheval. Sorti de Leipzig, il était allé s'établir en plein champ ; il avait fait apporter une petite table et une chaise ; un brasier avait été allumé, car le temps était froid et rude par cette journée d'automne. Une lorgnette à la main, il fouillait la plaine qui s'étendait devant lui ; puis son œil déchiffrait une petite carte, qu'il avait fait clouer sur la table. Tout à coup, vers le Sud-Est, le canon retentit. Alors c'est un autre homme ; son visage s'éclaire, il parle, il s'anime. Il consulte encore la carte, puis il marche précipitamment de long en large. Le prince de Neuchâtel restait comme collé à sa personne. Des officiers d'état-major accouraient de tous les côtés. L'Empereur prenait leurs papiers, les parcourait en un clin d'œil, dictait un ordre ; Berthier, le chef d'état-major impeccable, était chargé d'interpréter et de développer ces ordres, qui étaient ramassés en quelques formules concises.

La bataille s'était engagée dans la matinée par une attaque de l'armée de Schwarzenberg. Lauriston, Poniatowski, Victor avaient eu à soutenir de violents assauts ; des positions furent perdues et reprises cinq ou six fois. Vers midi, Macdonald, débouchant à Holzhausen sur notre gauche, amena un fléchissement sensible de l'ennemi. L'Empereur saisit ce moment ; il lança Oudinot et Mortier avec quatre divisions de la jeune Garde, et il fit avancer, sous les ordres de Drouot, une batterie de cent cinquante pièces. L'ennemi abandonna vers trois heures le champ de bataille, que Murat balaya par des charges répétées. Cependant la conquête du terrain fut à peu près tout le résultat de la journée. Le corps de Marmont, fort de vingt mille hommes, sur lequel Napoléon comptait pour l'action décisive, avait été retenu à Möckern, au Nord-Ouest de Leipzig, par des attaques de l'armée de Silésie.

Le soir de cette première bataille, le danger était écarté pour les Français ; il n'était pas conjuré. Le lendemain, 17 octobre, la situation devenait très grave. Une armée russe, avec Bennigsen, se joignait à l'armée de Bohême ; l'armée du Nord, sous les ordres de Bernadotte, entrait en ligne. Les coalisés allaient disposer de trois cent mille

hommes ; au Nord, à l'Est, au Sud, ils barraient toutes les routes. Leipzig allait-il devenir une gigantesque souricière ? Napoléon hésita ; il eut l'idée de demander un armistice, puis il fit replier ses troupes autour de Leipzig, presque dans les faubourgs, à une distance de deux à trois kilomètres. Des manœuvres avaient surtout marqué cette deuxième journée.

La troisième journée, 18 octobre, s'ouvrit sous de fâcheux auspices ; l'Empereur avait souffert toute la nuit précédente de violents accès de fièvre. Cependant, de bonne heure, il parcourait à cheval les rues de Leipzig ; Murat et Poniatowski, qui étaient à ses côtés, portaient de brillants uniformes ; lui-même était vêtu d'un méchant manteau, tout maculé de boue. Il inspecta les portes de la ville, il rendit visite au roi de Saxe pendant une demi-heure ; il parlait beaucoup ; ses gestes étaient rapides et saccadés. Vers deux heures, les ennemis dessinèrent une attaque générale contre la position de Probstheida, au Sud-Est et presque aux portes de Leipzig. La Garde fit encore des prodiges ; mais une trahison vint tout perdre ; le corps entier des Saxons passa à l'ennemi et déchargea sur nos troupes ses canons chargés de boulets français. Ney et Marmont durent se replier dans Leipzig, en faisant une énergique résistance.

L'armée française ne pouvait pas prolonger cette attitude défensive, à laquelle elle avait été réduite dans la journée du 18 ; ses parcs de munitions étaient presque épuisés. La retraite était l'unique chance de salut. Malheureusement, rien n'avait été prévu à cet égard ; un pont, un seul, le pont de Lindenau sur l'Elster, à l'Ouest de Leipzig, devait servir au passage de l'armée tout entière. La retraite avait commencé dans la nuit du 18 au 19. Napoléon franchit lui-même le pont de Lindenau dans la matinée du 19. On devine la lenteur et le désordre de cette opération, alors que l'ennemi se ruait de toutes parts aux portes de la ville. Comment ne pas se rappeler les heures tragiques de la Bérézina ? Le désastre allait être encore plus affreux. Lauriston, Macdonald, Poniatowski tenaient à l'intérieur de Leipzig avec une énergie sauvage. Deux heures de plus, et l'arrière-garde était sauvée. Un ordre mal compris fit sauter le pont ; il y avait encore dans Leipzig trente mille hommes et cent cinquante canons. Ce fut une affreuse cohue ; les uns se font tuer, les autres se jettent à l'eau. Macdonald passa l'Elster à la nage, tout nu. Poniatowski, que Napoléon avait nommé la veille même maréchal d'Empire, pour la manière admirable dont il avait commandé le VIII[e] corps dans la journée du 16 octobre, se lança dans l'eau avec son cheval : il fut noyé. Vingt mille Français furent faits prisonniers ; environ douze mille furent massacrés à l'intérieur de Leipzig.

La bataille des Nations, dans son ensemble, avait coûté à la France environ cinquante mille hommes mis hors de combat ; elle était en Allemagne l'effondrement douloureux et définitif du colosse napoléonien. Mais l'Empereur se refusait à le voir. Neuf jours plus tard, le 27 octobre, près de Schlüchtern, quand il était en pleine retraite, à une délégation des troupes polonaises, il disait : « Je crois que, malgré les désastres qui ont eu lieu, je suis encore le monarque le plus puissant de l'Europe ; les choses peuvent prendre une autre face. »

LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE

LA RETRAITE SUR LE RHIN. — Les débris de l'armée française battirent en retraite par Lutzen, par Weissenfels, par Erfurt, où Napoléon logea dans le même appartement qu'en 1808, par Gotha, par la forêt de Thuringe, par Fulda. Les Français allaient arriver sur les bords du Main, quand ils rencontrèrent à Hanau l'armée austro-bavaroise, en travers de leur route ; elle était sous les ordres de Wrède, qui avait commandé le corps bavarois dans la campagne de Russie. « J'ai bien pu le faire comte, disait de lui Napoléon ; mais je n'ai pu en faire un général. » L'Empereur attaqua l'armée bavaroise avec une véritable fureur. Son artillerie fit une trouée profonde, et il passa. Ce combat de Hanau, du 30 octobre, permit à l'armée de continuer sa retraite. Napoléon quitta l'armée le lendemain de cette victoire. Il traversa en toute hâte Francfort, Mayence, Metz, Verdun ; il arriva à Saint-Cloud dans la soirée du 9 novembre. La trahison du roi de Bavière lui avait inspiré une colère impitoyable. « Il faut, disait-il, que Munich soit brûlé ; Munich sera brûlé. »

La pauvre Grande Armée ne comptait plus que 70 000 combattants et environ 40 000 traînards ; elle arriva sur les bords du Rhin dans un dénuement épouvantable. Accablés par les marches forcées, par les privations de tout genre, ces héros des grandes guerres étaient « réduits à une sorte d'abrutissement par l'excès de la misère. » Leurs maux, les maux de la patrie n'étaient pas finis : l'invasion de la France allait commencer.

LES NOTIFICATIONS DE FRANCFORT. — Même après la campagne de Russie, même après la campagne d'Allemagne, même après des désastres comme la Bérézina et Leipzig, le nom de Napoléon était encore si formidable que les armées ennemies ne passèrent le Rhin qu'avec terreur. Les Alliés parlaient de traiter, en laissant à Napoléon une France réduite sans doute, mais bien belle encore, la France du traité de Lunéville.

Metternich, qui était comme le premier ministre de la coalition, se servit de Saint-Aignan, ministre de France à Weimar et beau-frère de Caulaincourt, pour faire connaître à Napoléon la pensée des coalisés : ce sont les Notifications de Francfort, en date du 9 novembre 1813. La France conservait ses limites naturelles, les Pyrénées, les Alpes et le Rhin. C'était un hommage rendu à la suprématie du génie de Napoléon ; mais il faut ajouter que les Alliés s'arrangèrent, à Francfort comme à Prague, pour empêcher le succès de leurs propositions.

Saint-Aignan était arrivé à Paris le 14 novembre. Dès le surlendemain, Maret, duc de Bassano, ministre des Relations extérieures, répondait que l'Empereur acceptait l'idée d'un congrès général : le duc de Vicence Caulaincourt, muni de pleins pouvoirs, allait se rendre à Mannheim. Le 24 novembre, Metternich demandait que l'Empereur se prononçât, avant tout, sur les « bases générales et sommaires » des Notifications de Francfort. Caulaincourt, qui venait de remplacer Maret aux Relations extérieures, répondait, le 2 décembre, que l'Empereur adhérait aux « bases générales et

sommaires. » Mais, dans l'intervalle, le 1er décembre, les Alliés avaient adressé un manifeste aux Français : « Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance que, pour le malheur de l'Europe et de la France, l'Empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son Empire. » Tout en parlant de paix, elles déclaraient qu'elles ne poseraient pas les armes avant d'avoir « préservé leurs peuples des calamités sans nombre qui, depuis vingt ans, ont pesé sur l'Europe. »

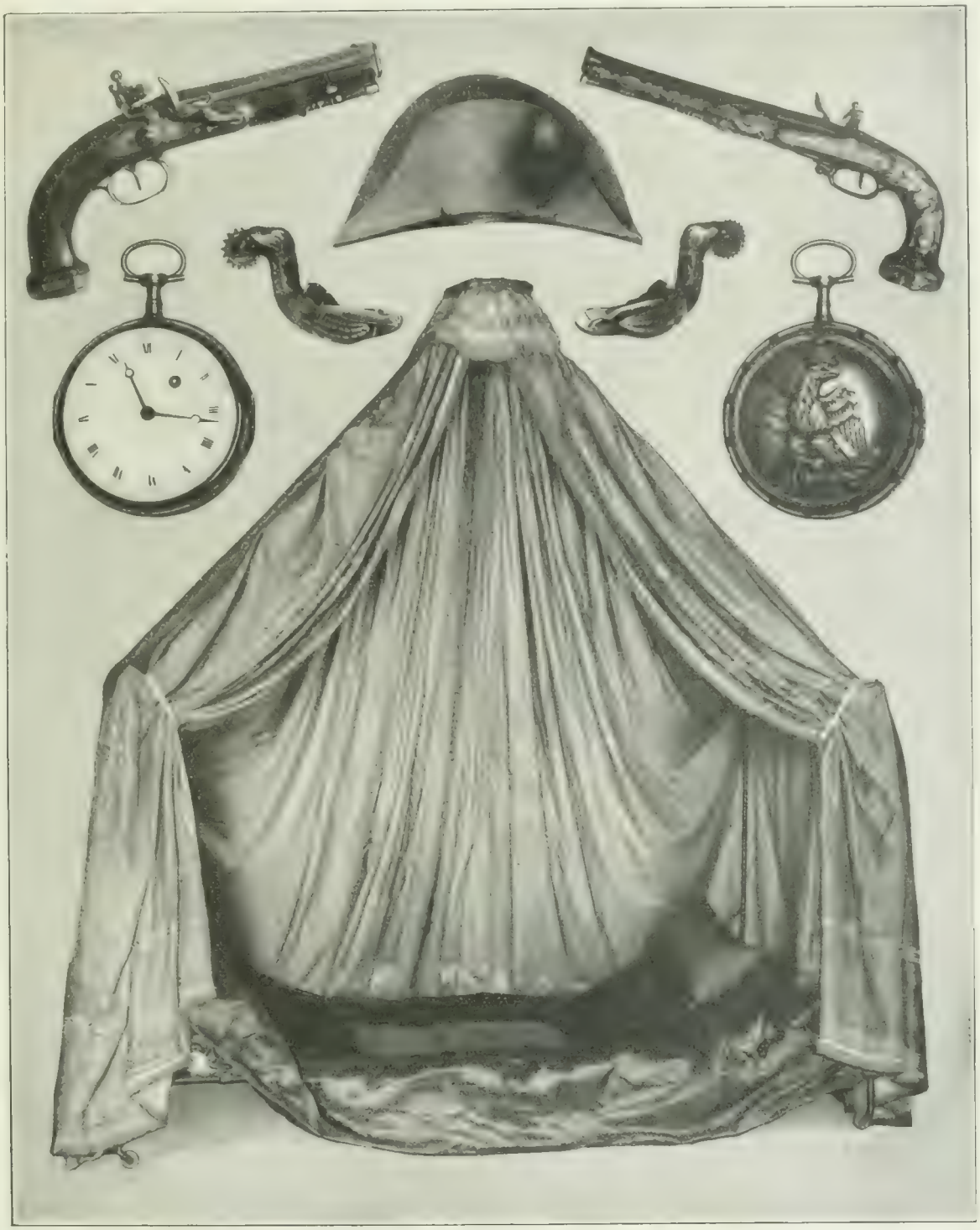
CONVOCATION DU CORPS LÉGISLATIF. C'était la guerre ; il fallait des hommes et de l'argent. Or, le besoin de la paix était immense dans le pays, car la France était épuisée ; il semblait qu'elle était vide d'hommes. Que de centaines de milliers de soldats étaient tombés, depuis deux ans, sur les champs de bataille et sur les routes de Russie et d'Allemagne !

L'Empereur avait entassé aux Tuileries, dans les caves et les galeries du pavillon de Marsan, un immense trésor de guerre ; il y puisa trente millions. Mais ce qu'il fallait avant tout, c'était provoquer un puissant mouvement d'opinion nationale. A cet effet, il convoqua le Corps législatif ; l'ouverture s'en fit d'une manière solennelle le 19 décembre. Napoléon y lut un discours :

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes françaises dans cette campagne. Des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. Tout a tourné contre nous. La France même serait en danger sans l'énergie et l'union des Français. Dans ces grandes circonstances, ma première pensée a été de vous appeler près de moi. Mon cœur a besoin de la présence et de l'affection de mes sujets. Je n'ai jamais été séduit par la prospérité. L'adversité me trouverait au-dessus de ses atteintes.... J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour la prospérité du monde. Monarque et père, je sens ce que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles.... Mes peuples ne peuvent pas craindre que la politique de leur Empereur trahisse jamais la gloire nationale. De mon côté, j'ai la confiance que les Français seront constamment dignes d'eux et de moi. »

Deux commissions furent nommées par le Sénat et le Corps législatif, pour prendre connaissance des documents qui se rapportaient aux négociations entamées avec les Alliés. La commission du Corps législatif avait pour président Laîné, qui devait être l'un des hommes d'État les plus remarquables de la Restauration. Dans son rapport, Laîné osa dire ceci :

« Il paraît indispensable à votre commission qu'en même temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'État, Sa Majesté soit suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques. Cette garantie a paru à votre commission le plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur propre défense. »



OBJETS AYANT SERVI A L'USAGE DE NAPOLÉON. — De la collection Bernard Franck : pistolet, paire d'éperons, montre de campagne (cadran et boîtier). — Du Musée de l'Armée : pistolet damasquiné, chapeau avec la cocarde, lit de campagne démontable, avec un oreiller, une toile de couchage et une garniture de rideaux verts. CL. HACHETTE.

COMBAT DE HANAU, 30 octobre 1813. — *En débouchant sur le Main, l'armée française rencontra et culbuta l'armée austro-bavaroise de Wrède.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

INFANTERIE POLONAISE, 1813. — *L'armée nationale polonaise, organisée par Poniatowski et composée de 12 régiments d'infanterie et de 6 régiments de cavalerie, combattit dans l'armée de Napoléon de 1806 à 1815 ; elle fit partout admirablement son devoir.* LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

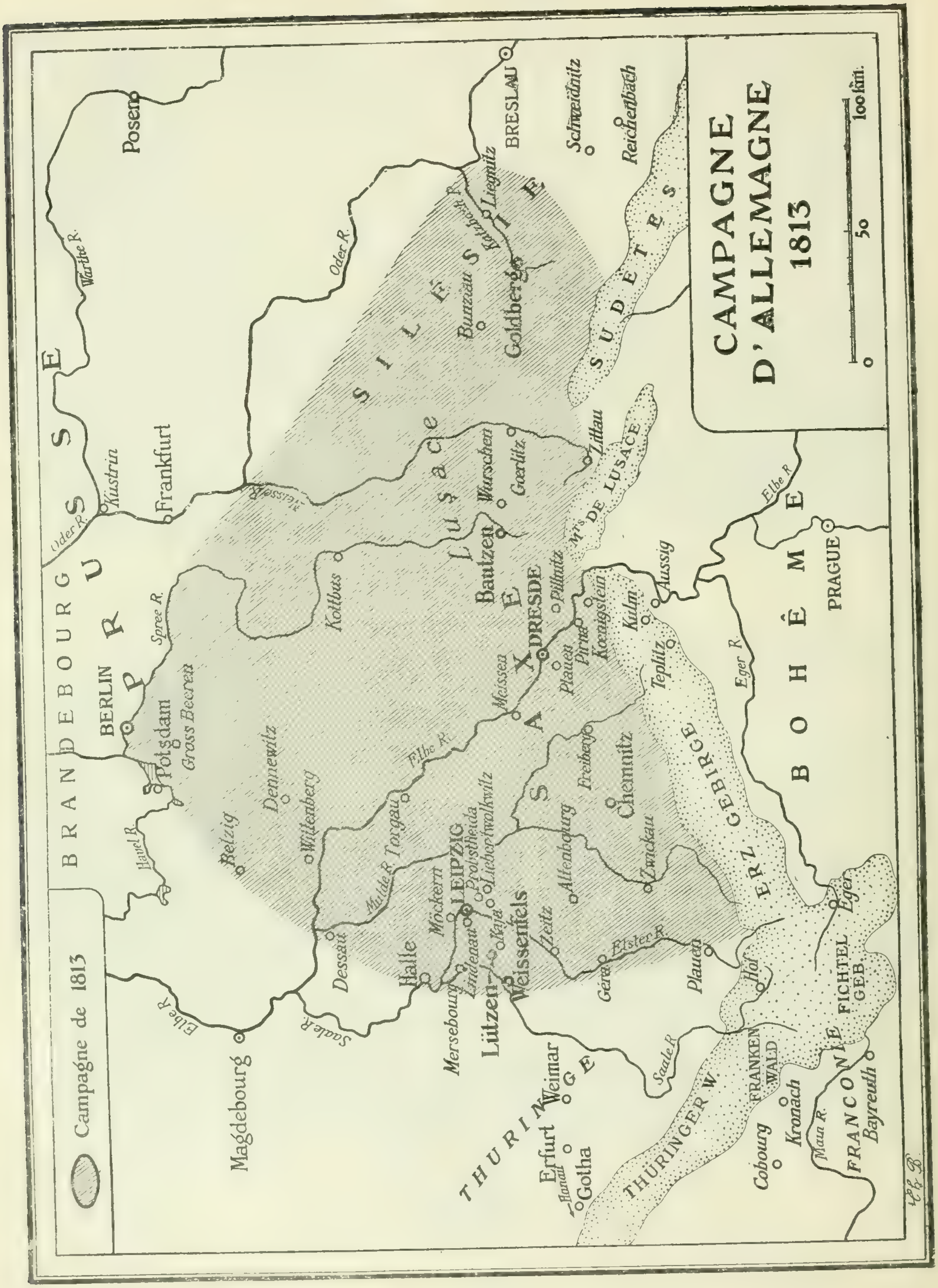
LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE

SA DISSOLUTION. L'Empereur avait déjà envoyé dans les divisions militaires, en qualité de commissaires extraordinaires, des sénateurs et des conseillers d'État pour hâter les levées d'hommes et la réorganisation de l'armée. Il fut profondément courroucé en lisant la déclaration de Laîné ; son parti fut pris de dissoudre sur l'heure le Corps législatif. Il le dit le 30 décembre, en Conseil d'État : « Le Corps législatif trahit ses devoirs ; je remplis les miens. Je le dissous.... Tel est le décret que je rends ; et, si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer ici aux Tuileries, je le rendrais encore, car tel est mon devoir.... Qu'on ne pense pas que je suis un Louis XVI. »

Le surlendemain, 1er janvier 1814, à la réception officielle des grands corps de l'État, la colère de Napoléon éclata dans cette apostrophe terrible :

« Que voulez-vous ? Vous emparer du pouvoir ? Mais qu'en feriez-vous ? Qui de vous pourrait l'exercer ?... Et d'ailleurs, que faut-il à la France en ce moment ? Ce n'est pas une assemblée, ce ne sont pas des orateurs, c'est un général. Y en a-t-il parmi vous ? Et puis, où est votre mandat ? La France me connaît : vous connaît-elle ?... Le trône en lui-même n'est qu'un assemblage de quelques pièces de bois, recouvertes de velours. Le trône, c'est un homme, et cet homme, c'est moi, avec ma volonté, mon caractère, et ma renommée ! C'est moi qui puis sauver la France, ce n'est pas vous.... Si vous aviez des plaintes à élever, il fallait attendre une autre occasion. L'explication aurait eu lieu entre nous ; car c'est en famille, ce n'est pas en public, qu'on lave son linge sale. Loin de là, vous avez voulu me jeter de la boue au visage. Je suis, sachez-le, un homme qu'on tue, mais qu'on n'outrage pas.... Retournez dans vos départements. Allez dire à la France que, quoi qu'on lui en dise, c'est à elle que l'on fait la guerre autant qu'à moi, et qu'il faut qu'elle défende non pas ma personne, mais son existence nationale. »

Ces observations de la commission du Corps législatif, si durement rejetées, ce furent toutes les velléités d'opposition à la veille de la crise terrible. Les Français de 1814 ne songèrent pas à reprocher à Napoléon son ambition gigantesque et jamais assouvie, qui venait d'attirer sur le sol de la patrie le fléau de l'invasion ; ils virent en lui le général qui pouvait une fois encore forcer la victoire. « Il ne s'agit plus de Bonaparte, disaient les paysans. Le sol est envahi. Allons nous battre ! »


CAMPAGNE
D'ALLEMAGNE
1813
0
50
100 kil.
Campagne de 1813
BRANDEBOURG
PRUSSE
SILÉSIE
LUSACE
SAXE
BOHÊME
THURINGE
FRANCONIE
SUDÈTES
M^ts DE LUSACE
ERZ GEBIRGE
THÜRINGER W.
FRANKEN WALD
FICHTEL GEB.
Posen
BRESLAU
Schweidnitz
Reichenbach
Liegnitz
Katzbach R.
Goldberg
Bunzlau
Oder R.
Warthe R.
Kustrin
Frankfurt
Wurschen
Gœrlitz
Littau
Bautzen
Kottbus
Spree R.
BERLIN
Potsdam
Gross Beeren
Dennewitz
Wittenberg
Belzig
Havel R.
Elbe R.
Magdebourg
Saale R.
Dessau
Halle
Mulde R.
Torgau
Meissen
DRESDE
Pillnitz
Pirna
Kœnigstein
Kulm
Aussig
Teplitz
Plauen
Freiberg
Chemnitz
Zwickau
Altenbourg
LEIPZIG
Möckern
Probstheida
Liebertwolkwitz
Lindenau
Kaja
Weissenfels
Lützen
Merseburg
Zeitz
Gera
Elster R.
Weimar
Erfurt
Gotha
Hanau
Hof
Eger
Eger R.
PRAGUE
Cobourg
Kronach
Bayreuth
Main R.

CHAPITRE XXII

LA CAMPAGNE DE FRANCE

LES OFFICIERS DE LA GARDE NATIONALE AUX TUILERIES. ❧ NAPOLÉON A CHALONS. ❧ « NOUS FÛMES LES BRIARÉES DE LA FABLE. » ❧ LES SOLDATS DE 1814. ❧ LES ARMÉES ALLIÉES. ❧ SAINT-DIZIER, BRIENNE. ❧ LA ROTHIÈRE. ❧ LE CONGRÈS DE CHATILLON. ❧ OFFENSIVE CONTRE BLÜCHER. ❧ OFFENSIVE CONTRE SCHWARZENBERG. ❧ NOUVELLE POURSUITE DE BLÜCHER. ❧ SOISSONS, CRAONNE, LAON. ❧ NAPOLÉON A REIMS. ❧ ARCIS-SUR-AUBE. ❧ FÈRE-CHAMPENOISE. ❧ BATAILLE DE PARIS. ❧ NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU. ❧ ABDICATION DE NAPOLÉON. ❧ LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. ❧ LE DÉPART POUR L'ILE D'ELBE.

LES OFFICIERS DE LA GARDE NATIONALE AUX TUILERIES. ❧ Le dimanche 23 janvier 1814, dans la salle des Maréchaux, au palais des Tuileries, les officiers des douze légions de la garde nationale, au nombre de neuf cents, avaient été convoqués pour être présentés à l'Empereur à la sortie de la messe. On avait donné beaucoup d'éclat à cette manifestation ; on voulait ainsi couper court aux bruits de désaffection que le conflit récent avec le Corps législatif avait pu faire naître. La veille même, Napoléon avait parcouru à pied le faubourg Saint-Antoine et il s'était fait acclamer des ouvriers. Maintenant il s'adressait aux représentants de la bourgeoisie aisée.

En quelques paroles simples et touchantes, dites d'une voix forte, il fit appel au dévouement absolu des assistants : « Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage, c'est à vous de me défendre. » Il allait se mettre à la tête de ses troupes et repousser du sol national la souillure de l'invasion. « Je pars pour aller combattre nos ennemis ; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher. » Il montrait l'Impératrice qui était à ses côtés, mieux encore le roi de Rome, qu'il avait pris dans ses bras. En entendant ces paroles, en voyant ce geste, l'émotion des assistants fut profonde, les larmes coulèrent sur plus d'un visage. Qui, en effet, n'aurait pas été touché jusqu'aux moelles, devant le spectacle du grand homme qui, après tant de gloire, venait depuis deux ans d'éprouver tant de désastres ? Des acclamations, des protestations de fidélité partirent de tous les rangs de l'assistance.

NAPOLÉON A CHALONS. Le surlendemain de cette audience dramatique, Napoléon quittait Paris. Dans la nuit, il avait brûlé ses papiers les plus secrets. Il ne savait pas qu'il avait serré dans ses bras sa femme et son fils pour la dernière fois de sa vie ; il ne savait pas qu'il ne rentrerait aux Tuileries que quatorze mois plus tard, après quelle suite de catastrophes et d'aventures !

Parti de Paris à six heures du matin, le 25 janvier, l'Empereur prit la route de la Marne. Sa suite se composait en tout de cinq voitures de poste, pour lui-même, pour le comte Bertrand, grand maréchal du palais, pour ses aides de camp et ses officiers d'ordonnance, pour plusieurs personnes attachées à son service. Il s'arrêta à Château-Thierry, le temps d'y déjeuner ; le soir du même jour, il arrivait à Châlons-sur-Marne. Là, il prit contact avec son quartier général ; car, arrivé à Châlons, il était presque à la limite de la partie de la France qui fût encore libre. Châlons, à quarante lieues de Paris, c'était la frontière. Que cela seul donne une idée du danger que courait la France et de l'audace héroïque avec laquelle Napoléon commençait la campagne.

« NOUS FÛMES LES BRIARÉES DE LA FABLE. » Huit à neuf semaines, du 25 janvier au 31 mars, constituent la campagne de France ; pour le génie militaire de Napoléon, ce fut une période d'un éclat incomparable. Si, l'année précédente, dans la campagne de Saxe, il avait paru manifester quelques signes de faiblesse, il recouvra alors et dépassa même tout ce qu'il pouvait jamais avoir eu d'activité et d'audace. Nulle part, même dans les plus belles années de sa jeunesse, il ne donna mieux la mesure de son énergie surhumaine, présent partout à la fois, voyant tout, luttant sans répit. Quand on étudie dans le détail cette campagne ininterrompue de soixante-cinq jours, quand on rapproche les distances parcourues et les temps employés, on se demande où le grand capitaine a jamais pu trouver le temps de manger et de dormir. Avec les moyens actuels d'information et de transport, il ne paraît pas qu'il eût pu accomplir un tour de force plus extraordinaire. A propos de ces deux mois de prodiges, l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* a écrit : « C'était le plus fier génie d'action qui ait jamais existé. Sa première campagne en Italie et sa dernière campagne en France sont ses deux plus belles campagnes, Condé dans la première, Turenne dans la seconde. Ses dernières heures de pouvoir, toutes déracinées, toutes déchaussées qu'elles étaient, ne purent lui être arrachées, comme les dents d'un lion, que par les efforts du bras de l'Europe. »

A Sainte-Hélène, Napoléon s'est rendu à lui-même la justice à laquelle il avait droit. En parlant de ses ennemis de 1814, il a dit :

« Ils m'avaient surnommé le cent mille hommes. La rapidité, la force de nos coups leur avaient arraché ce mot. Le fait est que nous nous étions montrés admirables ; jamais une poignée de braves n'accomplit plus de merveilles. Si ces hauts faits n'ont jamais bien été connus dans le public, par les circonstances de nos désastres, ils ont été dignement jugés de nos ennemis, qui les ont comptés par nos coups. Nous fûmes vraiment alors les Briarées de la fable. »

MEISSONIER

1814 (CAMPAGNE DE FRANCE)

(MUSÉE DU LOUVRE, COLL. CHAUCHARD

Pour comprendre l'énergie qui transportait l'Empereur, il faut relire la lettre qu'il adressait à Augereau, hésitant, indécis, restant à Lyon sans rien faire ; cette lettre est écrite de Nogent-sur-Seine, le 21 février 1814, quand les miracles de la campagne de Brie semblaient avoir ramené la victoire sous les aigles impériales.

« Le ministre de la Guerre m'a mis sous les yeux la lettre que vous lui avez écrite le 16. Cette lettre m'a vivement peiné. Quoi ! six heures après avoir reçu les premières troupes venant d'Espagne, vous n'étiez pas déjà en campagne ! Six heures de repos leur suffisaient.... Je vous ordonne de partir douze heures après la réception de la présente lettre pour vous mettre en campagne. Si vous êtes toujours l'Augereau de Castiglione, gardez le commandement. Si vos soixante ans pèsent sur vous, quittez-le, et remettez-le au plus ancien de vos officiers généraux. La patrie est menacée et en danger ; elle ne peut être sauvée que par l'audace et la bonne volonté, et non par de vaines temporisations.... Soyez le premier aux balles. Il n'est plus question d'agir comme dans les derniers temps, mais il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 93. Quand les Français verront votre panache aux avant-postes et qu'ils vous verront vous exposer le premier aux coups de fusil, vous en ferez ce que vous voudrez. »

LES SOLDATS DE 1814. On a dit de Napoléon qu'il fut « le grand éducateur, l'incomparable professeur d'énergie. » La foi indomptable qui le remplissait enfanta autour de lui l'héroïsme. On croyait la France épuisée par la terrible consommation d'hommes qui s'était faite dans les plaines de la Russie et de l'Allemagne. Elle se redressa par un sursaut d'énergie et, sans compter, elle donna tous ses enfants au défenseur de la patrie.

Il y avait là ces soldats qui depuis 1796 avaient accompagné leur dieu sur tous les champs de bataille, aux bords du Pô, du Nil, du Danube et de l'Elbe, dans les sierras d'Espagne et les forêts de Russie, et qui venaient mourir à ses côtés dans les plaines de la Champagne.

Que tu les as bien peints, Raffet, ô noble artiste,
Ces tragiques soldats, sous leur moustache triste,
Mâchant des jurons sourds !
Tu résumas d'un mot leur âme rude et grande :
« Ils grognaient, as-tu dit dans ta belle légende,
Et le suivaient toujours. »

Il y avait là ces pauvres enfants de dix-huit ans, les « Marie-Louise, » qui se haussèrent en quelques jours à la hauteur des héros qui avaient conquis l'Europe. Il y avait là ces paysans, brusquement arrachés à la terre, venus en blouse et en chapeaux ronds, ces gardes nationaux qui allaient s'immortaliser à Fère-Champenoise. Tous, soldats de métier ou soldats d'occasion, vieilles brisques ou jeunes recrues, tous,

sans une hésitation, sans une défaillance, ils se groupèrent autour de leur Empereur ; dévoués corps et âme au salut de la patrie, ayant reculé pour ainsi dire, au cours de ces semaines tragiques, les limites de l'énergie humaine, les combattants de 1814 furent les héritiers des soldats de l'an II, comme ils furent les précurseurs des « poilus » de la Grande Guerre.

LES ARMÉES ALLIÉES. Les Alliés avaient commencé à franchir le Rhin à la fin de décembre 1813.

L'armée autrichienne ou de Bohême, qui formait la masse principale des forces ennemies, avait pénétré en France par la haute Alsace et la trouée de Belfort. Son chef, le généralissime prince de Schwarzenberg, avait pu arriver jusqu'à Bar-sur-Aube, à quarante-sept lieues de Paris, parce que toute cette partie de la France était dégarnie de troupes ; il n'avait point eu à conquérir, il n'avait eu qu'à occuper. Prudent, sinon circonspect, redoutant toujours quelque brusque apparition de l'Empereur, gêné par les indécisions du cabinet de Vienne, il craignait de trop s'avancer et de s'engager à fond.

L'armée de Silésie ou l'armée prussienne marchait avec une autre décision vers le but que, depuis la bataille de Leipzig, il ne lui paraissait plus chimérique d'atteindre, la capitale même de la France. Son chef était le feld-maréchal Blücher ; malgré ses soixante-douze ans, il était bien le soldat de son surnom, *Vorwärts*, « En avant. » Son patriotisme farouche s'inquiétait peu des hésitations de la politique. Iéna, Auerstaedt, Tilsit, l'image de la reine Louise hantaient sa mémoire et excitaient sa soif de la vengeance.

Toute la région de l'Est de la France, la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine, une partie de la Champagne, à l'exception de quelques places isolées, était submergée par ces deux armées d'invasion. Ce n'étaient point les seuls dangers qui menaçaient la France. A travers les départements de la Belgique s'avançait, avec Bernadotte, une armée de Russes, de Prussiens, de Suédois ; Carnot allait maintenir à Anvers le drapeau de la France, mais sa défense héroïque ne pouvait empêcher le passage de ce torrent. Au Sud-Ouest, l'armée de Wellington venait de franchir la frontière de la Bidassoa ; elle occupait pas à pas la Navarre et le Béarn ; Toulouse et Bordeaux étaient déjà sous le coup de ses menaces. A l'Est, un corps de troupes autrichiennes partait de Genève et se dirigeait vers Lyon. Par toutes les frontières, l'Europe se précipitait à la curée.

Le péril n'était nulle part plus pressant qu'en Champagne ; il y avait là deux armées qui n'étaient plus qu'à quelques journées de marche de la capitale : il fallait à tout prix les repousser. Or, ces armées représentaient, avec les réserves dont elles se grossissaient chaque jour, des effectifs qui atteignirent, qui dépassèrent même trois cent mille hommes. Quelles forces pouvait leur opposer Napoléon ? Il n'eut jamais plus de soixante mille hommes disponibles, en comprenant dans ce total les corps

isolés que commandaient ses maréchaux. En fait, trente mille à trente-cinq mille hommes au plus furent dans la main de Napoléon et composèrent cette armée de héros avec laquelle il allait tenir la fortune en échec pendant plus de deux mois.

En arrivant dans les plaines de la Champagne, l'imagination de l'Empereur dut évoquer le souvenir des années de son enfance qu'il avait passées aux mêmes endroits. C'était à Brienne qu'il avait grandi ; allait-il ressaisir et fixer la victoire là même où il s'était amusé avec ses camarades à jouer à la petite guerre ? Il n'avait que quarante-quatre ans, il était dans la pleine force de l'âge, tous les espoirs étaient encore permis. Sans perdre un instant, il se mit à l'œuvre. Une chose importait par-dessus tout : c'était d'empêcher la jonction des armées de Bohême et de Silésie.

SAINT-DIZIER, BRIENNE. Fidèle à son génie, Napoléon prit l'offensive, mais il le fit avec plus d'audace que de bonheur. Dès le 26 janvier, il transportait son quartier général à Vitry-le-François ; il décidait de reprendre Saint-Dizier, qui était aux mains de l'ennemi. Pleines d'ardeur, les troupes marchèrent pendant toute la nuit. Le 27 au matin, elles se présentent devant Saint-Dizier. En quelques instants, les Russes qui défendent la ville sont faits prisonniers. A cette apparition soudaine de Napoléon, les habitants de Saint-Dizier comme les ennemis ne pouvaient revenir de leur surprise, les uns ivres de joie et d'enthousiasme, les autres frappés de stupeur et ne songeant plus qu'à s'enfuir. Mais l'Empereur, en prenant Saint-Dizier, ne s'était guère emparé que d'un nid vide ; le gros des forces de Blücher s'était déjà porté au Sud de cette ville.

L'armée française retourne sur ses pas. Elle traverse dans des conditions pénibles la région de forêts qui s'étend entre la Marne et l'Aube ; la pluie avait rendu les chemins à peu près impraticables, mais de tous côtés les habitants venaient aider les soldats, prenaient part aux charrois, servaient de guides, apportaient des approvisionnements. La présence de Napoléon avait provoqué dans toute la région comme une contagion d'enthousiasme. Le curé d'un petit village s'était constitué le guide personnel de l'Empereur ; c'était un ancien minime, qui avait été l'un de ses professeurs à l'École militaire de Brienne.

Le 29 au matin, les Français arrivèrent devant Brienne. Blücher avait eu le temps d'y prendre une forte position défensive ; ses trente mille hommes gardaient le château qui domine la ville. Napoléon n'avait sous la main que quinze mille soldats ; il les lance à l'assaut. Ney conduit au feu les « Marie-Louise ; » les jeunes soldats arrivent jusqu'au château. Blücher tente un retour offensif ; à onze heures du soir, il était décidément hors de combat. On se battait encore en pleine nuit. Dans cette confusion, un cri retentit tout à coup aux oreilles mêmes de Napoléon : « Les cosaques ! » En effet, un peloton de cosaques entoure l'Empereur et va peut-être l'enlever ; l'un d'eux est tué à ses pieds. Mais des cavaliers français accourent ; les cosaques sont sabrés et se dispersent.

LA ROTHIÈRE. Blücher avait été chassé de Brienne ; mais il avait eu le temps de se dérober dans la direction de l'armée de Schwarzenberg. La jonction des deux armées eut lieu : cent mille ennemis se trouvèrent réunis dans la plaine de la Rothière, à une lieue à peine de Brienne. La situation des Français devenait très critique ; les ponts de l'Aube étaient coupés ; la retraite immédiate sur Troyes ne pouvait plus s'opérer. Il fallait accepter la bataille dans des conditions toutes défavorables de position et de nombre. L'attaque des ennemis se fit le 1er février. Au moins trois fois plus nombreux, ayant l'avantage de l'offensive, ils auraient dû écraser Napoléon ; mais ils se heurtèrent à une résistance plus forte que tout. Sous les yeux de Napoléon, Marmont, Victor, Gérard repoussèrent tous les assauts. Le soir, les Français demeuraient maîtres du terrain ; mais le seul résultat de cette bataille si acharnée était de leur permettre de se replier en bon ordre.

Dès la nuit suivante, l'armée française passe l'Aube à Lesmont et se porte sur Troyes. Napoléon, demeuré au château de Brienne, surveille ce mouvement de retraite ; il s'effectue dans un ordre parfait. Le surlendemain, 3 février, l'armée arrivait à Troyes ; elle s'y reposa trois jours. L'Empereur décida d'aller au-devant des renforts qui venaient de Paris. Le 6, il quittait Troyes, qui fut aussitôt occupé par l'ennemi. Le 7, il arrivait à Nogent-sur-Seine et s'y établissait sur des lignes défensives. La retraite était terminée.

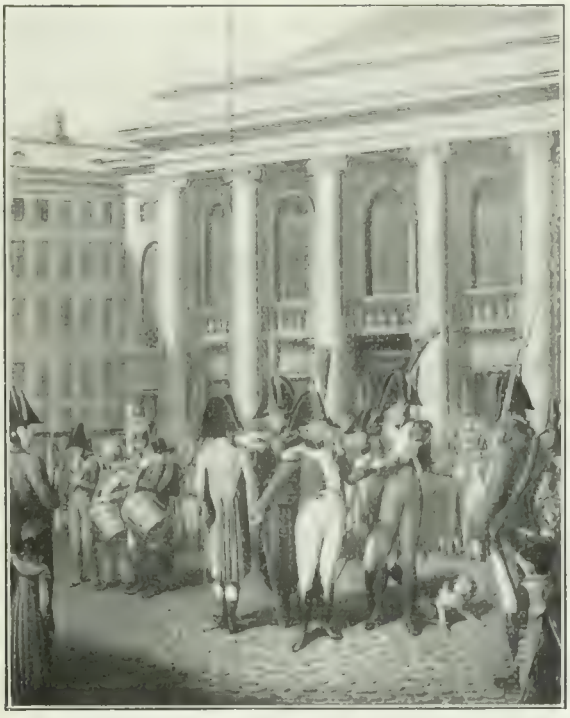
LE CONGRÈS DE CHÂTILLON. Un congrès venait de s'ouvrir à Châtillon le 5 février, quatre jours après la bataille de la Rothière ; la France y était représentée par le duc de Vicence Caulaincourt. Que pouvait-il prétendre dans des circonstances aussi critiques, sinon désespérées ? Napoléon lui envoya des pouvoirs illimités ; en les lui transmettant, le duc de Bassano Maret ajoutait ce douloureux commentaire : « Sa Majesté me charge de vous faire connaître en propres termes qu'Elle vous donne carte blanche pour conduire les négociations à une heureuse fin, sauver la capitale et éviter une bataille : c'est le dernier espoir de la nation. »

A Nogent, au quartier général de l'Empereur, les nouvelles se succédaient de plus en plus mauvaises. Les Alliés refusaient de prendre pour base des négociations les ouvertures qu'ils avaient faites à Francfort, au mois de décembre. Établis à présent au cœur du pays, voyant diminuer de jour en jour la distance qui les séparait de la capitale, ils prétendaient que la France rentrât dans ses anciennes limites, et ils demandaient une réponse immédiate.

Berthier et Maret étaient d'avis de se résigner aux exigences du congrès pour éviter de pires malheurs ; ils insistaient auprès de Napoléon, qui restait enfermé dans un long silence. Tout à coup, l'Empereur éclate :

« Quoi ! vous voulez que je signe un pareil traité et que je foule aux pieds mon serment ! Des revers inouïs ont pu m'arracher la promesse de renoncer aux conquêtes que j'ai faites. Mais que j'abandonne aussi celles qui ont été faites avant moi ;

NAPOLÉON dit adieu à sa femme et à son fils (nuit du 24 au 25 janvier 1814); il ne devait plus les revoir. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



ORGANISATION DE LA GARDE NATIONALE à Paris, place de la Bourse; janvier 1814. [illegible]

« ILS GROGNAIENT ET LE SUIVAIENT TOUJOURS. » — C'est Napoléon, dit-on, qui avait donné le nom de grognards aux soldats de la Vieille Garde; mieux que personne, il connaissait leur humeur grondeuse et leur dévouement fidèle jusqu'à la mort. LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BATAILLE DE BRIENNE, 29 janvier 1814. PAR NAUDET (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BATAILLE DE MONTMIRAIL, 11 février 1814. PAR COUCHÉ FILS. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

BATAILLE DE VAUCHAMPS, 14 février 1814. PAR MARIN LAVIGNE. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

COMBAT DE NANGIS, 17 février 1814. LITH. DE RAFFET (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LES PRISONNIERS RUSSES DÉFILANT SUR LE BOULEVARD SAINT-MARTIN, après la bataille de Montmirail. PAR E. DELÉCLUZE. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

que je viole le dépôt qui m'a été remis avec tant de confiance ; que, pour prix de tant d'efforts, de sang et de victoires, je laisse la France plus petite que je l'ai trouvée : jamais ! Le pourrais-je sans trahison ou sans lâcheté ?... La France a besoin de la paix ; mais celle qu'on veut lui imposer entraînera plus de malheurs que la guerre la plus acharnée ! songez-y. Que serai-je pour les Français quand j'aurai signé leur humiliation ? Que pourrai-je répondre aux républicains du Sénat, quand ils viendront me redemander leur barrière du Rhin ? Dieu me préserve de tels affronts ! Répondez à Caulaincourt, puisque vous le voulez ; mais dites-lui que je regrette ce traité. Je préfère courir les chances les plus rigoureuses de la guerre. »

Cependant Maret avait fini par obtenir la permission d'adresser à Caulaincourt une dépêche qui ne rompait pas les négociations. Quelques heures plus tard, il se présentait pour faire approuver un projet d'instruction. Napoléon, étendu sur ses cartes, le compas à la main, mesurait les distances qui séparent, à travers le plateau de Brie, la Seine où il se trouvait et la Marne que descendaient les Prussiens. « Ah ! vous voilà, lui dit-il, sans s'interrompre dans ses calculs. Il s'agit à présent de bien d'autres choses. Je suis en ce moment à battre Blücher de l'œil. Il s'avance par la route de Montmirail. Je pars ; je le battrai demain, je le battrai après-demain. Si ce mouvement a le succès qu'il doit avoir, l'état des affaires va entièrement changer, et nous verrons alors ! »

Rarement l'histoire a offert un revirement aussi soudain et aussi complet. La veille, Napoléon était vaincu et paraissait à la merci de ses ennemis. Le lendemain, par un bond prodigieux, il saisissait la fortune, il la maîtrisait, il semblait sur le point de dicter les conditions de la paix.

OFFENSIVE CONTRE BLÜCHER. Napoléon avait laissé à Nogent un rideau de troupes ; avec le gros de ses forces, il avait quitté cette ville le 9 février, en direction du Nord ; Marmont était à l'avant-garde. Le 10, dans l'après-midi, il arrivait au village de Champaubert, dans le voisinage des marais de Saint-Gond que la bataille de la Marne devait immortaliser cent ans plus tard. Il tombe sur le flanc d'un corps prussien, il le coupe en deux ; les uns s'enfuient vers Montmirail, les autres vers Châlons. Le 11, en sortant de Montmirail, les Français rencontrent les Prussiens d'Yorck et les Russes de Sacken ; ces deux corps, qui étaient arrivés jusqu'auprès de Meaux, revenaient en toute hâte sur leurs pas, à présent qu'ils se savaient coupés du gros de l'armée de Silésie. Le combat de Montmirail fut très violent ; Napoléon, dont certains corps étaient en arrière, ne put dessiner une attaque générale qu'à la fin de l'après-midi. L'ennemi, en plein désordre, se replia sur Château-Thierry. Sans une minute de répit, Napoléon se jette à sa poursuite. Le lendemain 12, il l'atteint aux portes mêmes de Château-Thierry. Nouveau combat qui se continue jusque dans les rues de la ville ; nouvelle victoire. Quelques fuyards à peine peuvent s'échapper par la rive droite de la Marne.

Restait le gros de l'armée de Blücher. Marmont, qui avait eu la mission, après la journée de Champaubert, de le tenir en respect, était sur le point d'être débordé. Napoléon avait quitté Château-Thierry dans la nuit du 13 au 14; le 14 au matin, ses soldats prenaient contact avec ceux de Marmont dans la plaine de Vauchamps. La bataille s'engage aussitôt. L'armée prussienne est mise hors de combat, elle perd six mille hommes, sa retraite prend le caractère d'une fuite.

On venait à peine d'apprendre à Paris le départ de Napoléon de Nogent qu'on pouvait constater les résultats de ces prodiges de rapidité. Les Parisiens virent défiler pendant plusieurs jours, sur les boulevards, de longs convois de prisonniers russes et de prisonniers prussiens qui avaient été ramassés au cours de ces quatre batailles, du 10 au 14 février. La confiance était revenue dans les cœurs.

OFFENSIVE CONTRE SCHWARZENBERG. Depuis que Napoléon avait quitté Nogent, le 9 février, Schwarzenberg, qui avait la route libre, s'était mis à descendre la Seine. L'Empereur ne lui en laisse pas le loisir. Il prend avec lui la Garde et le corps de Macdonald. Le quartier impérial était arrivé à Meaux le 15 février au soir; il y resta à peine une nuit. Le 16 au matin, l'Empereur quittait Meaux. Il traversait la Brie avec une diligence extrême. Il était temps qu'il arrivât. Victor et Oudinot étaient sur le point d'être enveloppés à Guignes, presque aux portes de Melun, quand Napoléon les rejoignit le soir du même jour où il avait quitté Meaux. Sa présence exerce on ne sait quelle vertu magique; il n'avait point tort de dire : « Cinquante mille hommes et moi, cela fait cent cinquante mille hommes. » L'offensive reprend le 17; rien ne résiste à la poussée des Français. De Mormant à Provins, les Autrichiens sèment leurs fuyards et leurs bagages. Ils sont culbutés à Nangis, ils sont culbutés à Valjouan; leur armée n'est plus qu'une masse en décomposition.

L'armée de Napoléon arrive sur les bords de la Seine, en face de Montereau, le 18 février; elle occupe le plateau de Surville, qui domine le confluent de l'Yonne. Napoléon se rappelle qu'il a été officier d'artillerie; il met lui-même les pièces en batterie, il les pointe, il accable de son feu les Wurtembergeois. Ceux-ci ripostent; la position de Surville est couverte de projectiles. « Allez, mes amis, dit l'Empereur aux canonniers, ne craignez rien; le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. » Une charge violente de cavalerie, conduite par le général Pajol, enlève le double pont qui traverse la Seine et l'Yonne. Le soir, Montereau était aux Français.

Napoléon s'arrête un jour au château de Surville; il donne l'ordre de poursuivre sans répit les vaincus de la veille; il envoie des instructions à Augereau pour hâter les mouvements de l'armée de Lyon, au prince Eugène pour retirer l'ordre d'évacuer l'Italie. Plein d'un légitime orgueil, il écrivait à son fils adoptif : « J'ai retrouvé et remis mes bottes de la campagne d'Italie. »

Le 20 février, l'Empereur reprenait sa marche en avant ; le soir, il arrivait à

Nogent. Schwarzenberg se dérobait au plus vite. Voici les Français aux portes de Troyes. La ville est reprise dans une attaque de nuit. Napoléon y rentre le 24 au matin, au milieu de l'enthousiasme des habitants. Toute la ville l'escorte ; elle acclame le vainqueur de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamps, de Guignes, de Mormant, de Nangis, de Montereau. L'ennemi se précipitait en désordre sur les routes des Vosges. Les maux de l'invasion allaient être finis, la paix allait être signée.

Napoléon partageait cette ivresse générale. « Les Alliés ne savent pas, disait-il, que je suis à présent plus près de Munich et de Vienne qu'ils ne le sont de Paris. » Dès le 17, des instructions nouvelles avaient été envoyées à Caulaincourt.

« Je vous ai donné carte blanche pour sauver Paris et éviter une bataille qui était la dernière espérance de la nation. La bataille a eu lieu, la Providence a béni nos armes. J'ai fait trente à quarante mille prisonniers ; j'ai pris deux cents pièces de canon, un grand nombre de généraux, et détruit plusieurs armées sans presque coup férir. J'ai entamé hier l'armée du prince de Schwarzenberg.... Je veux la paix, mais ce n'en serait pas une que celle qui imposerait à la France des conditions plus humiliantes que les bases de Francfort. Ma position est certainement plus avantageuse qu'à l'époque où les Alliés étaient à Francfort.... J'ai eu d'immenses avantages sur eux, et des avantages tels qu'une carrière militaire de vingt années et de quelque illustration n'en présente pas de pareils. »

Des conférences en vue d'un armistice s'étaient ouvertes le 25 à Lusigny, auprès de Troyes ; Napoléon s'y fit représenter par son aide de camp le général Flahaut. L'Autriche était disposée à traiter ; mais les commissaires des autres puissances soulevaient difficultés sur difficultés. On reçut alors des nouvelles de Blücher. De part et d'autre, elles coupèrent court aux pourparlers. Le mois de mars allait voir encore ces prodiges de vitesse qui donnaient à la marche ou plutôt à la course, au vol de l'Empereur le caractère de la foudre éclatant de tous les côtés à la fois.

NOUVELLE POURSUITE DE BLÜCHER. Quand il s'était porté de la Marne sur la Seine, l'Empereur avait chargé Marmont et Mortier d'achever la défaite de Blücher ; mais le général prussien avait pu échapper à la poursuite des maréchaux et il avait reconstitué son armée dans la région de Châlons. Il avait même songé à prendre à son tour Napoléon de flanc, quand celui-ci refoulait l'armée de Bohême. Il y avait eu à Méry-sur-Seine, le 22 février, un combat qui avait étonné les Français par l'opiniâtre résistance de l'ennemi ; ils avaient appris seulement au milieu de l'action qu'il était conduit par Blücher. L'offensive de Napoléon n'en avait pas été arrêtée ; il était rentré à Troyes le surlendemain.

Blücher prit alors un parti d'une extrême hardiesse. La route de la Marne était à peu près libre ; Marmont et Mortier ne pourraient pas tenir devant son armée qui venait d'être renforcée ; et, au bout de la Marne, il y avait Paris, Paris sans défense.

Napoléon apprend la nouvelle offensive des Prussiens. Il charge Oudinot et Macdonald de contenir les troupes de Schwarzenberg, et il quitte Troyes dans la matinée du 27 février. Il passe par Arcis-sur-Aube ; il va coucher à quelque distance de Fère-Champenoise, au presbytère d'Herbisse. Le curé de ce pauvre village ne savait comment loger l'Empereur et les officiers de sa suite, avec l'unique chambre et le fournil qui composaient tout son logement. On arrive à Sézanne le 28 ; on apprend que Mortier et Marmont se replient sur la basse Marne : Meaux peut-être va se trouver en danger. L'Empereur accourt à marches forcées : Blücher, arrêté en avant, attaqué par derrière, est à la veille d'être accablé du coup. Le 1er mars, Napoléon traverse la Ferté-Gaucher et arrive à Jouarre. L'ennemi a passé avec toutes ses forces sur la rive droite de la Marne, après avoir coupé les ponts derrière lui ; il se dérobe dans la direction du Nord.

Il faut s'arrêter un jour, en attendant que le pont de la Ferté-sous-Jouarre soit rétabli. Le 3 mars, à la première heure, Napoléon franchit la Marne. Il semble qu'il ait déjà la main sur l'ennemi qui s'enfuit en désordre ; car Blücher va se heurter à l'Aisne et à Soissons, qui en commande le passage. Quelques heures encore, et il va être écrasé sous les murs de cette place. Après tant de péripéties, c'est la péripétie décisive ; le drame touche à son dénouement. Or, quelques heures plus tard, dans la matinée du 4, Napoléon apprenait que Soissons était pris ; Blücher venait de mettre l'Aisne entre son armée et l'armée de l'Empereur.

SOISSONS, CRAONNE, LAON. La prise de Soissons n'était point l'œuvre de Blücher, mais du Prussien Bülow et du Russe Wintzingerode, qui étaient arrivés sous cette place par l'autre rive de l'Aisne, le 2 mars au matin. Le général Moreau, qui commandait à Soissons, avait bien pris des dispositions défensives et ouvert le feu contre l'ennemi. Mais un parlementaire se présente ; il parle d'une capitulation avec les honneurs de la guerre, qui laisserait aux défenseurs la liberté de rejoindre l'armée impériale. Moreau tombe dans le piège, il accepte d'ouvrir des pourparlers ; bref, il capitule. Le 3 mars, à quatre heures de l'après-midi, il évacue la place dans la direction de Compiègne. Blücher arrivait dans la soirée ; son armée était à bout de forces ; mais, à l'abri de ces remparts, elle allait se refaire ; elle était sauvée.

Napoléon se raidit contre ce malheur. Il se porte au Nord-Est, par Fère-en-Tardenois et Fismes. Il franchit l'Aisne le 6 mars par le pont de Berry-au-Bac, et il s'avance sur la route de Laon. Un ressaut de terrain forme le plateau de Craonne, qui barre le chemin ; Russes et Prussiens en occupaient déjà les positions maîtresses. Le 7 au matin, la bataille de Craonne s'engage. Ney, Victor, Grouchy y déploient l'ardeur la plus généreuse ; on s'acharne au défilé d'Hurtebise, qui est la clef de la position. Napoléon peut mettre en batterie soixante-douze pièces ; elles foudroient les Russes. Le champ de bataille finit par rester aux Français, mais les vaincus peuvent se retirer ; journée meurtrière, non décisive.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (CHARLES-MAURICE DE), 1754-1838. — *Depuis la scène de janvier 1809, le prince de Bénévent, malgré quelques retours de fortune, était tombé en disgrâce. Il eut sa vengeance en 1814, comme président du Gouvernement provisoire.* PAR GÉRARD. (B. N., EST.)

LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU, dans la cour du Cheval-Blanc, 20 avril 1814. — De droite à gauche : général Schouwaloff (commissaire russe), colonel Campbell (commissaire anglais), colonel Gourgaud, général Koller (commissaire autrichien), général Drouot, général Bertrand, lieutenant Forti (porte-drapeau du 1er régiment

des grenadiers à pied de la Vieille Garde ; il se cache la figure pour pleurer), général baron Petit, l'Empereur, Maret duc de Bassano, baron Fain, général Kosakowski, général Corbineau, général Belliard, général Ornano, chef de bataillon Athalin. Officiers et soldats de la Vieille Garde. PAR HORACE VERNET. (MUSÉE DE VERSAILLES.)

LE SOIR DE CHAMPAUBERT. — *Après la bataille de Champaubert (10 février 1814), Napoléon passa la nuit dans une auberge de ce village; la chambre où il coucha est restée dans l'état. Le lendemain 11, il gagnait la victoire de Montmirail.* PAR CHARLET. (COLL. COMTE DE CHAFFAULT.)

BATAILLE DE MONTEREAU, *18 février 1814. — Du plateau de Surville, qui domine le confluent de l'Yonne, Napoléon pointe lui-même les pièces de canon.* LITH. DE BELLANGÉ. (B. N., EST.)

Napoléon continue la poursuite ; il s'avance sur Laon. Blücher, qui avait évacué Soissons, avait rallié toutes ses forces à cet endroit, et il venait de prendre contact avec l'avant-garde de l'armée du Nord, qui pénétrait alors en France. Le 9 mars, Ney et Mortier tentent d'escalader la ville par la route de Soissons ; autre part, du côté d'Athies, à l'Est de Laon, Marmont dessine une attaque. Opérations mal coordonnées, à peu près sans résultat. La nuit suivante, 9 au 10 mars, le corps de Marmont, qui se gardait très mal, est brusquement surpris par les Prussiens ; il se disperse dans le plus grand désordre. Au jour, l'armée dessine une attaque générale. Le village de Clacy, où est la division Charpentier, est disputé avec une violence sans égale. A un moment, une poignée de Français encore arrivent au pied de la colline ; mais ils ne peuvent changer le sort de ces deux journées. Napoléon n'a pu passer, il est vaincu. Après la Rothière, il vient de connaître la seconde trahison de la fortune.

NAPOLÉON A REIMS. Il faut songer à la retraite. Dans l'après-midi du 10 mars, on commence à évacuer les équipages du côté du Sud. Napoléon passe à Soissons, qui avait été abandonné par Blücher, les journées du 11 et du 12. Militaires ou politiques, toutes les nouvelles ne parlaient que de malheurs.

Le 1er mars, à Chaumont, les quatre États coalisés — les Quatre — avaient resserré leur alliance de la manière la plus étroite. Oudinot et Macdonald avaient dû évacuer Troyes et battre en retraite jusqu'à Provins. A Lyon, Augereau ne donnait que des marques d'indécision et de faiblesse. A Bordeaux, le maire Lynch et le duc d'Angoulême faisaient acclamer Louis XVIII. A Paris, l'inquiétude était extrême. Joseph, au nom du conseil de régence, écrivait à l'Empereur que la paix était le seul remède, la paix immédiate. « Tous ces gens-là, répondait Napoléon à Savary, ne savent point que je tranche le nœud gordien à la manière d'Alexandre. Qu'ils sachent bien que je suis le même homme que j'étais à Wagram et à Austerlitz. »

Ces affirmations audacieuses étaient datées de Reims, le 14 mars. Pendant son arrêt à Soissons, l'Empereur avait appris que le corps russe de Saint-Priest venait de s'emparer de Reims. Cette ville aux mains de l'ennemi, c'était le rétablissement des communications entre Schwarzenberg et Blücher. Napoléon quitte Soissons le 13 mars pendant la nuit ; l'après-midi, il arrive aux portes de Reims. Un combat s'engage ; à deux heures du matin, le 14, il entre dans la ville. Il s'arrête trois jours à Reims, les 14, 15, 16 mars. Comme s'il avait été aux Tuileries, il prend connaissance de toutes les affaires, il donne ses instructions, il veille à la police de l'Empire.

ARCIS-SUR-AUBE. Le 17 mars, dans la matinée, départ de Reims. Marmont et Mortier doivent rester dans la région pour prévenir l'offensive de Blücher ; l'Empereur a décidé d'aller surprendre par derrière l'armée de Schwarzenberg, qui avait recommencé à descendre la vallée de la Seine. En quittant Reims, l'armée de Napoléon vient coucher à Épernay ; les habitants vident en son honneur leurs caves de vin de

champagne. On passe par Fère-Champenoise, pour arriver à Méry-sur-Seine le 19 au soir. La situation se présente alors sous un jour fâcheux. On croyait tomber sur les arrière-gardes de l'armée de Bohême ; mais elle avait eu le temps de se replier sur Troyes. L'Empereur avait été rejoint par Macdonald et Oudinot ; cette jonction compensait mal son infériorité numérique. Qu'importe ! Il continue sa marche en avant. Pour prendre de flanc l'armée ennemie, il remonte l'Aube par la rive gauche ; il arrive à Arcis le 20 mars. Mais là, toute l'armée autrichienne lui barrait la route. Schwarzenberg avait pris enfin une décision énergique : s'arrêter et livrer bataille.

La situation des Français est pleine de périls ; ils sont trente mille en face de cent mille ennemis. Devant les masses débordantes des Autrichiens, des régiments lâchent pied. Napoléon redevient le Bonaparte d'Arcole ; il rallie les fuyards et les ramène au feu. Sa folle bravoure électrise les courages. Il pousse son cheval sur un obus qui vient de tomber ; l'obus éclate ; le cheval est tué. Napoléon disparaît dans un nuage de poussière et de fumée ; il se jette sur un autre cheval et il continue à diriger en personne le combat. Tout ce qu'il peut faire dans cette après-midi du 20 mars, soit à Arcis, soit au village voisin de Torcy, ce fut d'assurer sa retraite. Il se retire par la rive droite de l'Aube. Le lendemain, le combat reprend avec une extrême violence ; mais l'ennemi ne peut entamer les Français. L'Aube est franchie ; Napoléon est hors d'atteinte.

La Rothière, Laon, Arcis-sur-Aube : pour la troisième fois, la victoire se dérobait aux aigles impériales.

Le 23, l'Empereur était à Saint-Dizier. Il va pousser jusqu'au Rhin, se faire une armée nouvelle avec les garnisons des places de l'Est, provoquer contre l'envahisseur une Vendée impériale, le couper de ses renforts, l'enfermer en France comme dans un tombeau. Pour que cette nouvelle audace soit couronnée de succès, il faut que Paris n'ait rien à craindre. Et voici que, le 27, il apprend que les Alliés marchent sur Paris. Il passe la nuit du 27 au 28 à consulter ses cartes, à calculer les distances. L'ennemi a trois jours d'avance sur lui. Trois jours, qu'est-ce pour l'homme qui semble avoir aboli les notions de temps et d'espace ? Son parti est pris : il va voler au secours de Paris. Le 28, il part de Saint-Dizier, où, deux mois plus tôt, il avait commencé la campagne.

FÈRE-CHAMPENOISE. Blücher avait quitté Laon le 17 mars, le jour même où l'Empereur quittait Reims. En tenant à distance les petites armées de Marmont et de Mortier, il s'avançait vers Châlons. De son côté Schwarzenberg avait appris, par des dépêches interceptées, que Napoléon se proposait d'éloigner l'ennemi de Paris. Alors il fut décidé que l'armée de Bohême avec ses cent mille hommes irait au-devant des quatre-vingt mille hommes de l'armée de Silésie. Le 23, la jonction était faite.

Schwarzenberg voulait se mettre à la poursuite de Napoléon ; mais le tsar Alexandre, le 24, au conseil de guerre de Sommepuis, fit adopter la marche sur Paris. Sans retard, le 25 au matin, elle commençait. Marmont et Mortier, qui ignoraient les mouvements de l'ennemi, avaient quitté Château-Thierry pour aller au-devant de

Napoléon. Comme ils débouchaient vers Fère-Champenoise, le 25, ils donnèrent contre les coalisés qui arrivaient en sens inverse. Engagée au milieu d'un ouragan de grêle, la bataille débuta mal pour la petite armée française. Les troupes d'infanterie lâchèrent pied. Deux divisions de gardes nationaux, avec les généreux Pacthod et Amey, rétablirent l'action. Formées en carrés, elles soutinrent les charges de l'ennemi avec la valeur la plus impassible ; mais elles finirent par être accablées sous le nombre : Pacthod dut rendre son épée. Neuf mille hommes, soixante canons, une immense quantité de matériel : telles furent nos pertes, elles étaient douloureuses. Ce qui était irréparable, c'était la disparition du dernier obstacle qui défendait l'approche de Paris. Marmont et Mortier replièrent sur Provins les débris de leur armée ; le 29, leur retraite s'arrêtait au pont de Charenton.

BATAILLE DE PARIS. A Paris, tout était à improviser pour la défense. Joseph, en sa qualité de lieutenant général, avait à prendre toutes les décisions. Que faire, dans ces circonstances tragiques, de l'Impératrice et du roi de Rome ? Le 28 mars, il donnait lecture au conseil de régence d'une lettre de Napoléon, qui remontait à douze jours : « Rappelez-vous que je préférerais savoir mon fils dans la Seine que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire. » Le lendemain matin, Marie-Louise et son fils quittaient les Tuileries pour Rambouillet. « Je ne veux pas quitter ma maison, criait le pauvre petit roi de Rome ; je ne veux pas m'en aller. Puisque papa n'est pas là, c'est moi qui suis le maître. »

Paris, qui « depuis des siècles n'avait point vu la fumée des camps de l'ennemi, » avait, dans la soirée du 29 mars, cent dix mille ennemis massés sous ses murs, de Vincennes à Saint-Denis. Avec les débris des corps de Marmont et de Mortier, les gardes nationaux, les dépôts, Clarke, le ministre de la Guerre, put, à la dernière heure, armer quarante mille hommes. Ils allaient se battre, c'est-à-dire se faire tuer, pour l'honneur du nom français. La bataille s'engagea, le 30 au matin, par une offensive vigoureuse de Marmont du côté de Romainville et de Pantin. Mortier livrait de son côté un combat énergique entre la Villette et Montmartre. Vers midi, toutes les forces de l'ennemi entraient en ligne. Joseph vit la partie perdue ; il s'enfuit de Paris, après avoir autorisé les maréchaux à signer une capitulation. Un assaut général conduisit l'ennemi aux portes mêmes de la capitale. A la barrière du Trône, des élèves de l'École Polytechnique faisaient l'office de canonniers ; à la barrière de Clichy, défendue par des Polonais des légions de la Vistule, Moncey tirait les dernières cartouches de la journée.

Marmont, repoussé dans Belleville, avait fait demander au tsar un armistice. Des pourparlers s'ouvrirent. Dans la nuit du 30 au 31 mars, à deux heures, une capitulation était signée : Paris devait être évacué à sept heures du matin par les corps de Marmont et de Mortier.

NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU. Dans la même nuit, presque à la même heure, Napoléon arrivait à trois ou quatre lieues de Paris.

Parti de Saint-Dizier le 28, s'arrêtant à peine à Doulevant le 29, à Troyes le 30, il brûlait les étapes. A Villeneuve-sur-Vannes, il monte avec Caulaincourt dans un méchant cabriolet; il traverse Sens, Moret, Fontainebleau. Le long de sa course, il apprend les pires nouvelles : l'Impératrice et son fils ont quitté Paris, l'ennemi est sous les murs de la capitale, la bataille est engagée. Arrivera-t-il à temps ? Vers onze heures du soir, il descend au relais de Fromenteau, auprès de Juvisy, qu'on appelle la Cour de France. Une troupe de cavaliers passe ; il apprend que la bataille est perdue. Perdue? Tout peut se réparer. Il ira à Paris; qu'on le suive. Il envoie aux nouvelles le général Flahaut ; il charge Caulaincourt d'intervenir au traité, s'il en est temps. Il continue à s'avancer jusqu'auprès d'Athis. De l'autre côté de la Seine, les feux des avant-postes ennemis ne lui laissaient guère d'espoir. La nuit se passe dans ces angoisses. Vers quatre heures du matin, un courrier de Caulaincourt et le général Flahaut viennent lui apprendre toute la vérité : la capitulation a été signée, dans quelques heures l'ennemi fera son entrée à Paris.

Trop tard, tout était consommé ; tant d'énergie, d'héroïsme, de génie n'avaient servi de rien. Napoléon donne l'ordre de revenir sur Fontainebleau ; il y arrivait vers six heures du matin.

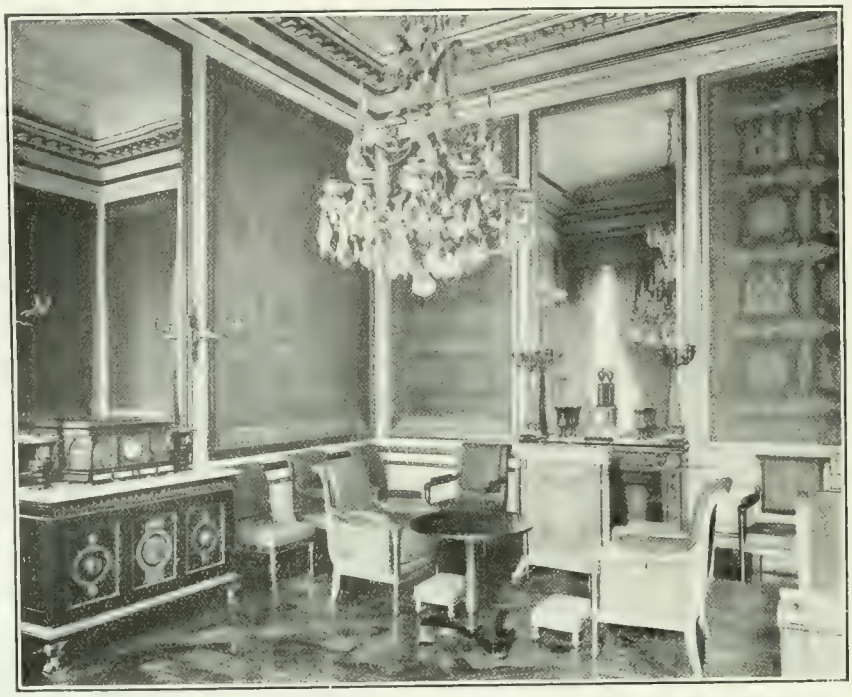
Le même jour, 31 mars, à onze heures, les Alliés faisaient leur entrée par la barrière de Pantin. « Ainsi donc, disait au préfet de police Pasquier un officier de la Garde impériale, il n'est plus possible d'en douter, Paris est abandonné à l'ennemi! Notre capitale est prise, et voilà le résultat de vingt années de combats, de tant de batailles, de victoires auxquelles j'ai assisté; car je suis dans les rangs depuis 92! » Quelles réflexions pouvaient assaillir dans sa solitude de Fontainebleau l'âme de Napoléon ? Son étoile, en laquelle il avait cru jusqu'au bout, venait décidément de le trahir. Mais tout n'était pas fini : il lui restait encore à connaître la trahison des hommes.

LA VENGEANCE DE TALLEYRAND. Alexandre était descendu chez Talleyrand en son hôtel de la rue Saint-Florentin ; car le prince de Bénévent s'était arrangé pour se mettre dans l'impossibilité de quitter Paris au moment où il avait reçu l'ordre, comme tous les grands dignitaires, de rejoindre l'Impératrice qui était à Blois. Ce fut là, dans son hôtel, que « des tripotiers, » pour parler comme Chateaubriand, « manièrent dans leurs sales et petites mains le sort d'un des plus grands hommes de l'histoire et la destinée du monde. »

Le Sénat conservateur, inspiré par Talleyrand, nomma un gouvernement provisoire. Talleyrand le composa à sa guise et en prit lui-même la présidence. Le 31 mars, le Sénat rendait ce décret : Napoléon était déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille; le peuple français et l'armée étaient déliés envers

MONCEY à la barrière de Clichy, 30 mars 1814. — Le duc de Conegliano, à cheval, indique au commandant Odiot, de la Garde nationale, le point à défendre.

LE DÉFILÉ des Alliés place de la Concorde, 31 mars 1814 ; le tsar avait à sa droite Schwarzenberg, représentant l'empereur d'Autriche, à sa gauche le roi de Prusse. (COLL. DE M. BROUWET.)

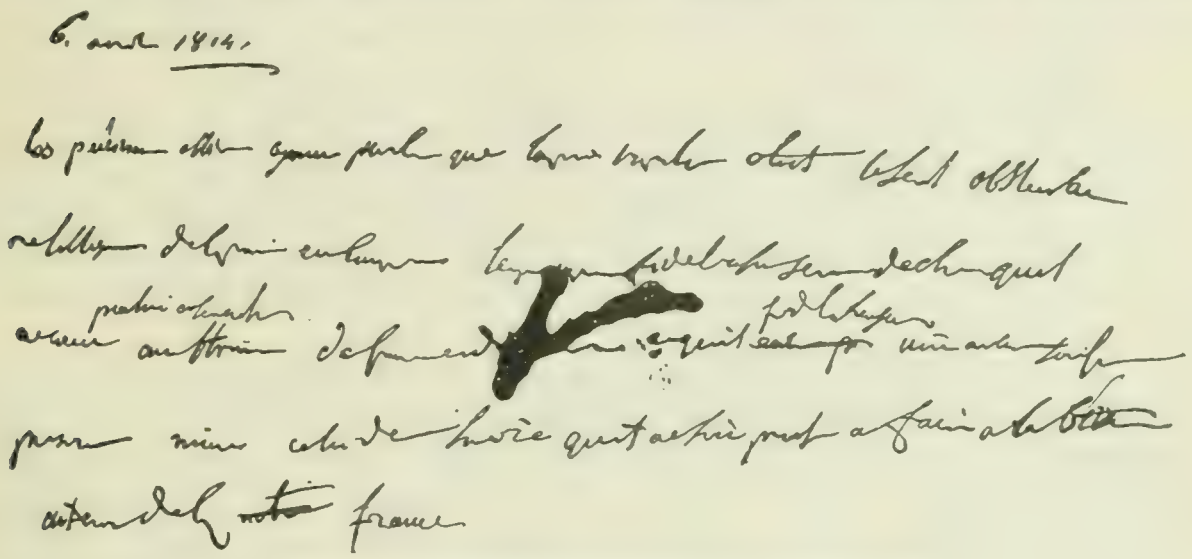


CABINET DE L'ABDICATION, dans les appartements de Napoléon Ier, au palais de Fontainebleau. — Sur le petit guéridon en acajou qui est au milieu de ce cabinet de travail, l'Empereur signa, le 6 avril 1814, l'acte par lequel il renonçait « pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie ». (Le guéridon porte une entaille faite au canif ; on l'attribue à Napoléon.) — Le 20 avril, départ pour l'île d'Elbe. (L. NEURDEIN.)

NAPOLÉON A ORGON. — Le 25 avril 1814, l'Empereur fit en voiture le trajet d'Avignon aux environs d'Aix. En traversant Orgon (arrondissement d'Arles), il fut injurié par la populace ; il se déguisa alors en courrier. Le 28, il s'embarquait au port de Saint-Raphaël. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

lui du serment de fidélité. En apprenant cette lâcheté suprême, signée par ces hommes qui lui devaient tout, leur situation, leurs titres, leur fortune, Napoléon se borna à publier un ordre du jour qui se terminait ainsi : « Si l'Empereur avait méprisé les hommes, comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris. »

ABDICATION DE NAPOLÉON. Depuis qu'il était à Fontainebleau, Napoléon ne songeait qu'à une chose, marcher sur Paris. Il passait ses troupes en revue. Un jour, il réunit dans la cour du Cheval-Blanc les derniers soldats de la Grande



ACTE AUTOGRAPHE DE L'ABDICATION DE NAPOLÉON. (6 avril 1814.)
(PALAIS DE FONTAINEBLEAU.)

Armée. Il leur dit que dans peu de jours il ira attaquer les Alliés à Paris. Des clameurs formidables lui répondent : « Vive l'Empereur ! A Paris, à Paris ! » *La Marseillaise* et le *Chant du Départ* retentissent, les soldats sont ivres d'enthousiasme.

Mais les chefs ? Les maréchaux avaient perdu la foi. Le 4 avril, Napoléon était dans son cabinet de travail ; Macdonald, Oudinot, Ney, Berthier, Lefebvre, suivis de Caulaincourt et de Maret, sont introduits auprès de lui. Macdonald parle pour ses collègues ; il dit que l'armée est épuisée, sans munitions. « Au reste, notre parti est pris ; nous sommes résolus à en finir. Pas de guerre civile ! Je vous déclare que jamais mon épée ne sera teinte de sang français ! » Ney à son tour prend la parole. « L'armée ne marchera pas sur Paris. — L'armée m'obéira, dit Napoléon. — Sire, l'armée obéit à ses généraux. — Eh bien, messieurs, puisqu'il en est ainsi, j'abdiquerai. »

Sur l'heure, Napoléon, resté seul avec Caulaincourt, rédigeait et signait cette pièce :

« Les puissances alliées, ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la

vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice et du maintien des lois de l'Empire. »

Cet acte réservait d'une manière formelle les droits héréditaires du roi de Rome. Macdonald, Ney et Caulaincourt reçurent la mission de le porter à Paris pour le faire agréer des Alliés. Le 5 avril, les envoyés de Napoléon étaient à Paris auprès d'Alexandre. Ils plaidaient avec chaleur la cause du roi de Rome. « Il est trop tard, dit Alexandre, l'opinion a fait des progrès rapides et n'est plus pour l'Empire. » Cela n'était point exact ; s'il était trop tard, c'était parce que Marmont avait trahi.

Après la bataille de Paris, Marmont s'était retiré à Essonnes avec le VI[e] corps d'armée ; établi entre Paris et Fontainebleau, il couvrait ainsi Napoléon. Par quelle aberration mentale en vint-il à écouter les offres de Schwarzenberg pour se rendre en Normandie et se mettre à la disposition du Gouvernement provisoire ? Le 5 avril, quand les maréchaux venus de la part de Napoléon discutaient avec Alexandre dans l'hôtel de Talleyrand, le duc de Raguse arriva, pâle, égaré : « Tout mon corps a passé cette nuit à l'ennemi ! » Le malheureux ne l'avait pas empêché de passer, et cette infamie avait perdu Napoléon. « L'ingrat ! s'écria l'Empereur en apprenant cette nouvelle, il sera plus malheureux que moi ! » Il n'y avait plus qu'à se résigner à l'irréparable. Le 6 avril, Napoléon signait son abdication plénière :

« Les puissances alliées, ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, et qu'il [au-dessus de la ligne : fidèle à son serment] n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. »

Le 11 avril, le traité de Fontainebleau accordait à l'Empereur Napoléon (car il conservait le titre impérial) la souveraineté de l'île d'Elbe, avec une dotation annuelle de deux millions ; il pouvait emmener quatre cents hommes de sa Vieille Garde, pour lui former comme une escorte d'honneur et de sûreté.

LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. Dans la nuit du 12 au 13 avril, Napoléon eut un profond accès de désespoir. « Mourir sur le champ de bataille, s'écrie-t-il, cela n'est rien ; mais au milieu de la boue et dans de pareils moments, jamais, jamais ! » Il prend du poison qu'il portait sur lui depuis la campagne de Russie. Ses douleurs sont atroces ; mais la mort ne veut pas de lui. Au jour, il s'est ressaisi. Il partira.

Le 20 avril, à onze heures et demie du matin, dans la cour du Cheval-Blanc, les grenadiers de la Vieille Garde prennent place sous les ordres du général Petit, les tambours battent aux champs. Napoléon apparaît avec l'uniforme vert des chasseurs et la redingote grise. Il s'arrête brusquement devant les soldats qui lui présentent les armes :

« Soldats de ma Vieille Garde ! Je veux vous faire mes adieux. Depuis vingt ans, je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Vous vous y êtes toujours conduits avec bravoure et fidélité ; encore dans ces derniers temps, vous

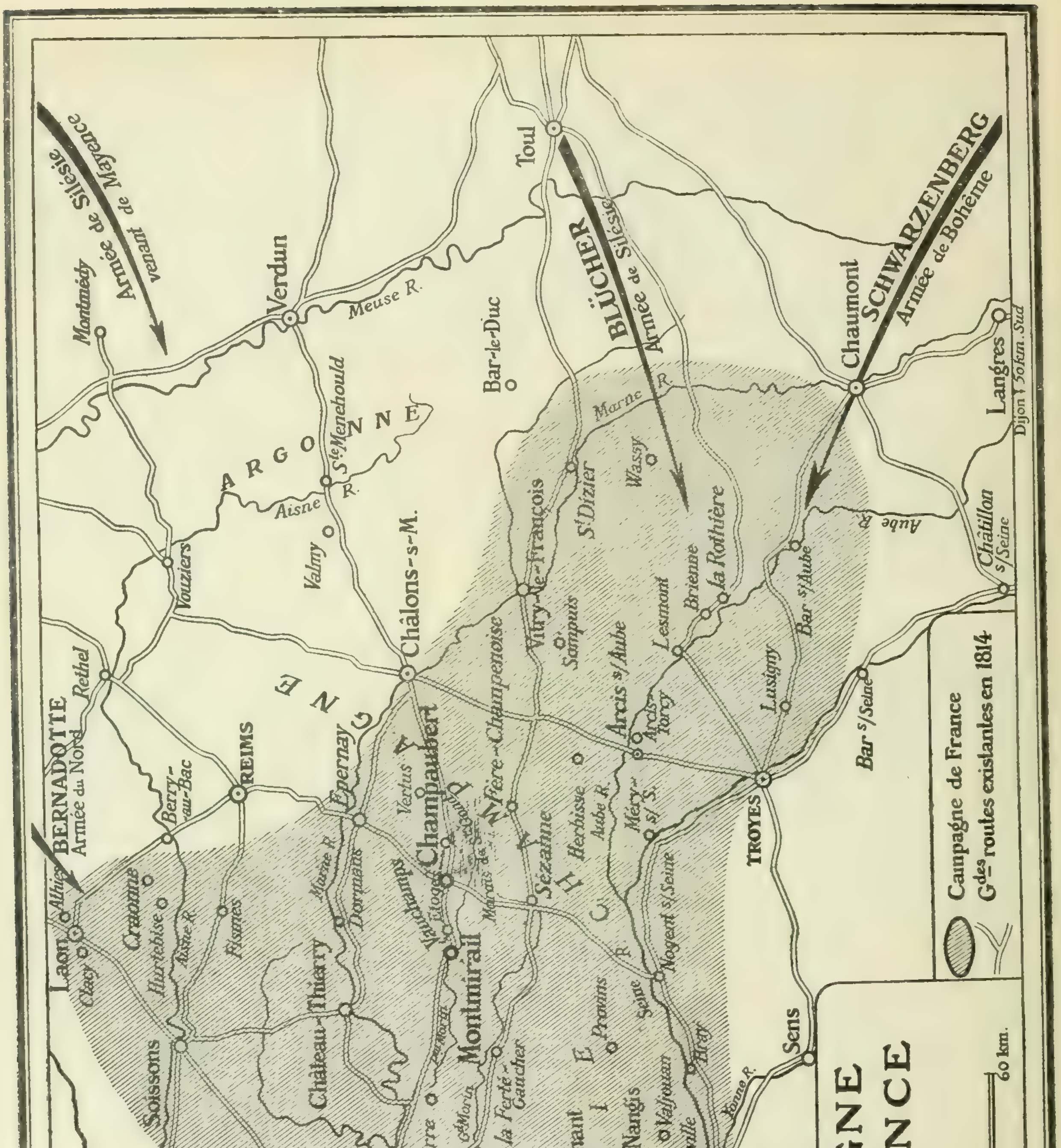
m'en avez donné des preuves. Avec vous, notre cause n'était pas perdue. J'aurais pu, pendant trois ans, alimenter la guerre civile ; mais la France n'en eût été que plus malheureuse. Les puissances alliées présentaient toute l'Europe liguée contre moi. Une partie de l'armée m'avait trahi ; des partis se formaient pour un autre gouvernement. J'ai sacrifié tous mes intérêts au bien de la Patrie. Je pars. Vous la servirez toujours avec gloire et avec honneur. Vous serez fidèles à votre nouveau souverain. Recevez mes remerciements. Je ne peux pas vous embrasser tous. Je vais embrasser votre chef. J'embrasserai aussi le drapeau. Approchez, général. Faites avancer le drapeau ! »

L'Empereur s'interrompt pour embrasser le général Petit, puis le drapeau que lui présente le général. Des larmes coulent sur les joues des assistants. L'Empereur continue :

« Que ce baiser passe dans vos cœurs ! Je suivrai toujours vos destinées et celles de la France. Ne plaignez pas mon sort. J'ai voulu vivre pour être encore utile à votre gloire. J'écrirai les grandes choses que nous avons faites ensemble. Le bonheur de notre chère patrie était mon unique pensée ; il sera toujours l'objet de mes vœux. Adieu, mes enfants ! »

LE DÉPART POUR L'ILE D'ELBE. L'Empereur monte alors en voiture, une « dormeuse de voyage, » que précédait la voiture de Drouot et de Cambronne et que suivaient les voitures de quatre commissaires étrangers. Nemours, Montargis, Briare, Cosne, Nevers, Moulins, Roanne, Lyon, Vienne, Valence, Montélimar, Avignon, Orgon, Saint-Maximin, Fréjus furent les étapes de ce calvaire, qu'il lui fallut franchir, sur les routes de Provence, au milieu des menaces et des injures des populations. Il en fut réduit même à se transformer en un simple courrier ou à se faire passer tantôt pour un colonel anglais, tantôt pour un colonel autrichien.

Le 27 avril, Napoléon était arrivé à la plage de Saint-Raphaël, dans le golfe de Fréjus, là même où il était débarqué il y avait moins de quinze ans, lors de son retour d'Égypte, le 9 octobre 1799, à la veille du coup d'État d'où étaient sortis le Consulat et l'Empire. Au même endroit, le 28 avril, il monta à bord de la frégate anglaise l'*Undaunted*, qu'escortaient deux bâtiments français. Le 4 mai, il débarquait à Porto-Ferrajo. Hier, Empereur des Français, maître de l'Europe ; aujourd'hui, souverain de l'île d'Elbe !


CAMPAGNE DE FRANCE 1814
Campagne de France
G^des routes existantes en 1814
SCHWARZENBERG
Armée de Bohême
BLÜCHER
Armée de Silésie
Armée de Silésie
venant de Mayence
BERNADOTTE
Armée du Nord
ARGONNE
CHAMPAGNE
BRIE
PARIS
REIMS
TROYES
Châlons-s-M.
Montmirail
Champaubert
Montereau
Verdun
Toul
Chaumont
Langres
Soissons
Laon
Meaux
Sens
Fontainebleau
Compiègne
Château-Thierry
Épernay
Sézanne
Vitry-le-François
St Dizier
Brienne
La Rothière
Arcis s/Aube
Nogent s/Seine
Provins
Nangis
Mormant
Bar-le-Duc
Rethel
Vouziers
Craonne
Vauchamps
Étoges
Fère-Champenoise
Bar s/Aube
Bar s/Seine
Châtillon s/Seine
Meuse R.
Marne R.
Aisne R.
Aube R.
Seine R.
Yonne R.
60 km.

LAWRENCE

LE ROI DE ROME
(COLL. DE Mme LA DUCHESSE DE BASSANO.)

CHAPITRE XXIII

LES CENT JOURS

L'ILE D'ELBE. ▰ ORGANISATION DU NOUVEAU ROYAUME. ▰ LA VISITE DE FLEURY DE CHABOULON. ▰ « LA FAUTE CAPITALE DE NAPOLÉON. » ▰ 1815. DÉPART DE L'ILE D'ELBE. ▰ LE VOL DE L'AIGLE. ▰ DE GRENOBLE A PARIS. ▰ L'ACTE ADDITIONNEL. ▰ LA FÊTE DU 1er JUIN. ▰ LETTRE DE NAPOLÉON AUX SOUVERAINS DE L'EUROPE. ▰ LA GUERRE DÉCLARÉE A NAPOLÉON. ▰ LE PLAN DE NAPOLÉON. ▰ LIGNY. ▰ NAPOLÉON A LA BELLE-ALLIANCE. ▰ WATERLOO. ▰ RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. ▰ SON ABDICATION. ▰ NAPOLÉON A LA MALMAISON. ▰ NAPOLÉON A BORD DU *BELLEROPHON*.

LE 4 mai 1814, à deux heures de l'après-midi, Napoléon mettait pied à terre à Porto-Ferrajo, le principal port de l'île d'Elbe. La frégate anglaise qui l'avait conduit et les batteries de la côte le saluèrent de salves d'artillerie. Il fut reçu par le maire, qui lui présenta les clefs de la ville sur un plat d'argent; puis il se rendit à l'église, où l'on chanta un *Te Deum*. Le nouveau maître de l'île inaugurait sa souveraineté dans les règles.

L'ILE D'ELBE. « Ce sera l'île du Repos, » avait dit Napoléon en arrivant. « Je veux désormais vivre ici comme un juge de paix.... L'Empereur est mort, je ne suis plus rien.... Je ne pense à rien en dehors de ma petite île. Je n'existe plus pour le monde. Rien ne m'intéresse maintenant que ma famille, ma maisonnette, mes vaches et mes mulets. »

Le roi de l'île d'Elbe commença par faire connaissance avec son royaume lilliputien. Dans un pays où les routes n'étaient que des sentiers à peu près impraticables, il avait visité à cheval tout ce qu'on pouvait visiter. Il eut vite fait le tour du propriétaire ; son domaine avait vingt et un kilomètres de l'Est à l'Ouest, neuf du Nord au Sud. La transition était un peu brusque pour le conquérant toujours en route, qui venait, en dernier lieu, de traverser deux fois l'Europe, de Madrid à Moscou et de Moscou à Paris. En découvrant du haut des rochers de Porto-Ferrajo l'horizon de mer qui, au Nord, à l'Ouest et au Sud, entourait son nouvel empire : « Diable ! dit-il, il faut l'avouer, mon île est très petite. »

ORGANISATION DU NOUVEAU ROYAUME. Il fallait faire quelque chose. Napoléon commença par organiser un gouvernement. Drouot, le célèbre général d'artillerie, fut gouverneur et ministre de la Guerre ; Balbi, sous-préfet de Porto-Ferrajo (l'île était, sous l'Empire, un arrondissement du département de la Méditerranée), fut ministre de l'Intérieur ; Peyrusse, ministre des Finances ; Bertrand, grand maréchal du palais ; on avait baptisé du nom décoratif de palais la maisonnette des *Mulini*, sur le plateau supérieur de la colline de Porto-Ferrajo. Cambronne fut nommé commandant de l'armée, laquelle finit par comprendre seize cents hommes. Il y eut même un semblant d'amiral, le lieutenant Taillade : il commandait la flottille de six voiles et de cent vingt-neuf hommes d'équipage, dont la plus forte unité était le brick l'*Inconstant*, de seize canons.

A peine installé, tant bien que mal, avec un mobilier qu'on prit à Piombino chez sa sœur Élisa, Napoléon donna un bal. Comme il avait reçu les rois et les reines à Erfurt, à Fontainebleau ou à Dresde, il reçut « les boulangers et les marchands d'huile, qui dansaient dans sa grange à Porto-Ferrajo. » Puis on se mit à la besogne. Il avait un inspecteur des Ponts et Chaussées, un directeur des Domaines, un directeur des Mines : il était juste de les occuper. Une route fut construite, qui traversait l'île en diagonale, de Porto-Ferrajo à Porto-Longone. Porto-Ferrajo fut pavé et pourvu d'eau. Les défrichements, les assainissements, les plantations de mûriers et de vignes, quelques travaux de fortifications furent pour son activité des manières de distraction. Il avait eu l'idée un moment de joindre à son empire l'îlot de Pianosa. « L'Europe, disait-il en riant, va m'accuser d'avoir déjà fait une conquête. »

Napoléon semblait avoir accepté sans arrière-pensée ce rôle nouveau de Dioclétien retiré à Salone, qui exerçait sa souveraineté sur quelques carrés de légumes. Mais pouvait-il renoncer à « déchirer son suaire? » Pouvait-il oublier qu'il s'appelait Napoléon, qu'il n'avait pas quarante-cinq ans? Comme le dit Chateaubriand, « Bonaparte était trop près de son berceau et de ses conquêtes. Pouvait-on croire qu'à la vue des Apennins, qu'en sentant la poudre des champs de Montenotte, d'Arcole et de Marengo, qu'en découvrant Venise, Rome et Naples, ses trois belles esclaves, les tentations les plus irrésistibles ne s'empareraient pas de son cœur? Son ambition était déçue, non éteinte ; l'infortune et la vengeance en ranimaient les flammes. »

Sa mère, sa sœur Pauline étaient venues le rejoindre ; il reçut aussi la visite de la comtesse Walewska ; mais qu'étaient devenus sa femme et son fils ? Depuis le mois de janvier 1814, quand il avait quitté Paris pour la campagne de France, il ne les avait plus revus, il n'avait reçu d'eux aucune nouvelle. Bientôt il sut la vérité. Le roi de Rome avait été conduit à Vienne, il était tenu sous bonne garde à Schœnbrunn, auprès de son grand-père maternel, l'empereur d'Autriche. Marie-Louise avait oublié qu'elle était Française ; Napoléon était déjà mort dans son cœur qui s'était donné à un Autrichien, le comte de Neipperg. Un jour, Napoléon confia ses douleurs au commissaire anglais Campbell, qui était établi auprès de lui : « Ma femme ne m'écrit plus. Mon fils

m'est enlevé, comme jadis les enfants des vaincus pour orner le triomphe des vainqueurs. On ne peut citer dans les temps modernes l'exemple d'une pareille barbarie. »

LA VISITE DE FLEURY DE CHABOULON. — Le traité de Fontainebleau avait promis à l'Empereur une dotation de deux millions par an : elle n'était pas payée par le gouvernement de Louis XVIII. Des bruits sinistres étaient arrivés jusqu'à lui. On avait parlé de déporter « l'ogre de Corse » dans quelque île lointaine : les Açores, Sainte-Lucie, Sainte-Hélène, dont le nom était déjà prononcé. « Je suis soldat, dit-il un jour au cours d'une promenade. Qu'on m'assassine, j'ouvrirai ma poitrine ; mais je ne veux pas être déporté. » Son parti était pris de reconquérir le pouvoir. L'idée était trop conforme à son génie pour qu'il ne s'y fût pas arrêté presque dès le premier jour. Au mois de février 1815, Fleury de Chaboulon, ancien sous-préfet de Reims, arriva en cachette à l'île d'Elbe ; cette visite acheva de le déterminer, car elle lui fit connaître l'état de l'opinion en France.

Si Napoléon apprit alors en détail les maladresses et les fautes du gouvernement de la Restauration, il apprit aussi par des preuves touchantes les sentiments de fidélité et d'amour que les simples soldats et les petites gens avaient conservés pour lui. Vieilles moustaches et demi-soldes avaient toujours au cœur la même foi et la même espérance. Pour parler de celui qu'ils aimaient et qu'ils attendaient comme le messie, ils se servaient entre eux d'un langage secret. Au café, ils buvaient à la santé, à la mémoire impérissable du « petit tondu. » Trois soldats étaient entrés dans un cabaret ; ils demandèrent quatre verres. « Mais vous n'êtes que trois. — C'est égal, apportez toujours. Le quatrième va venir. A sa santé, camarades. » Quand les fanatiques de Napoléon s'abordaient dans les rues, ils échangeaient entre eux des formules religieuses : « Croyez-vous en Jésus-Christ ? — Oui, et en sa résurrection. » C'était la vérification des paroles que l'Empereur avait dites un jour aux membres du conseil d'État : « Sachez que ma popularité est immense, incalculable ; car, quoi qu'on en veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime, son gros bon sens l'emporte sur la malveillance des salons et la métaphysique des niais. »

« LA FAUTE CAPITALE DE NAPOLÉON. » — Il y eut donc, pour expliquer l'aventure extraordinaire du retour de l'île d'Elbe, la complicité d'une ambition inassouvie et d'une idolâtrie fanatique. On comprend ce qui s'est passé ; on comprend même que cela devait se passer. Mais au nom de la froide raison, au nom aussi des résultats qui coûtèrent si cher à la France, on est en droit de répéter ces lignes des *Mémoires d'outre-tombe* :

« On pourrait regarder cette entreprise comme le crime irrémissible et la faute capitale de Napoléon. Il savait que les princes encore réunis au Congrès, que l'Europe encore sous les armes, ne souffriraient pas son rétablissement ; son

jugement devait l'avertir qu'un succès, s'il l'obtenait, ne pouvait être que d'un jour. Il immolait à sa passion de reparaître sur la scène le repos d'un peuple qui lui avait prodigué son sang et ses trésors ; il exposait au démembrement la patrie dont il tenait tout ce qu'il avait été dans le passé et tout ce qu'il sera dans l'avenir. Il y eut dans cette conception fantastique un égoïsme féroce, un manque effroyable de reconnaissance et de générosité envers la France. »

1815. DÉPART DE L'ILE D'ELBE. Napoléon avait mis sa mère au courant de ses intentions ; elle les avait approuvées. Elle lui avait dit de partir et de suivre sa destinée.

Le 26 février 1815, à cinq heures du soir, le lendemain d'un bal donné par Pauline Borghèse, il quittait l'île d'Elbe à bord de l'*Inconstant* ; le commissaire anglais était absent de l'île depuis une dizaine de jours. La traversée se fit sans incident, si ce n'est la rencontre du brick le *Zéphyr*. Les deux capitaines se parlèrent au porte-voix. « Comment se porte le grand homme ? dit le commandant du *Zéphyr*, en pensant au roi de l'île d'Elbe. — A merveille. » En cours de route, Napoléon fit copier en plusieurs exemplaires la proclamation dont il avait arrêté le texte avant son départ et où se trouvent ces paroles émouvantes :

« Soldats, venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres ; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices. Alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait ; vous serez les libérateurs de la patrie !... »

LE VOL DE L'AIGLE. Le 1er mars, à une heure après-midi, l'*Inconstant* mouillait au golfe Jouan, entre Cannes et Antibes ; à cinq heures, le débarquement était terminé. Napoléon, descendu à terre, bivaque quelque temps dans une plantation d'oliviers ; puis, vers onze heures du soir, avec sa petite armée, — onze cents hommes environ, — il se rend à Cannes. En même temps, il avait détaché en arrière vingt-cinq grenadiers, avec la mission d'occuper le fort d'Antibes. Leurs cris de « Vive l'Empereur ! » ne trouvent pas d'écho. Ils pénètrent dans le fort, mais les portes se referment sur eux ; ils sont pris comme dans une souricière.

Sans s'émouvoir de ce mauvais présage, Napoléon s'engage sur le sol de la France. C'est le vol de l'Aigle qui commence. Pour éviter la Provence et la vallée du Rhône, où il avait été couvert d'injures un an plus tôt et où le gouvernement de Louis XVIII venait d'envoyer des troupes, il se lance à travers les Alpes ; il voulait atteindre Grenoble, où il savait que des émissaires obscurs avaient déjà préparé le terrain pour lui. Le 3 mars il est à Castellane ; le 4, à Digne ; le 5, à Sisteron et

NAPOLÉON DÉBARQUE A L'ILE D'ELBE, 4 mai 1814. — Arrivé le 3 mai en rade de Porto-Ferrajo, a bord de l'Undaunted, l'Empereur débarqua le lendemain a 2 heures apres midi. Le maire Traditi lui présenta les clefs de Porto-Ferrajo. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LES « MULINI ». — Après avoir logé à l'Hôtel de Ville, Napoléon fit approprier, près de Porto-Ferrajo, les Mulini, propriété ainsi appelée à cause d'anciens moulins à vent. Au rez-de-chaussée, une grande salle servait de salle de spectacle, de salle à manger et de salle de bain. CL. GRUYER.

LIT, ARMOIRE ET TABLE DE NUIT de Napoléon à l'île d'Elbe. — Le mobilier, en acajou, des Mulini *et de San-Martino provenait du palais de Piombino, sur la côte toscane, qui avait appartenu à Élisa Bonaparte. Une autre partie avait été prise sur un bâtiment qui transportait les meubles de Camille Borghèse et que le mauvais temps avait obligé de relâcher dans l'île. « Cela, dit l'Empereur, ne sort pas de la famille. »*

(COLL. PRINCE ROLAND BONAPARTE.)

SAN-MARTINO, dans un vallon retiré de l'intérieur, fut comme le Saint-Cloud de l'île d'Elbe. Une « Salle des Pyramides » y fut décorée à l'égyptienne, avec des peintures en trompe-l'œil; minarets, palmiers, charges de mameluks. Au centre, un bassin avec jet d'eau. Sur une colonne, on lit cette inscription : Ubicumque felix Napoleo.

CL. GRUYER.

à Gap ; le 6, il franchit le col Bayard et il couche à Corps; le 7, il passe à la Mure.

Les paysans commencent à accourir en foule auprès de lui; ils lui font un cortège triomphal; mais au delà de la Mure, la route est barrée. Le général Marchand, qui commande à Grenoble, a envoyé une compagnie du génie et un bataillon du 5e de ligne. Ces troupes sont établies à Laffray, petit village où passe la route de la Mure à Grenoble. Napoléon, qui était arrivé à la Mure dans la matinée, se remit en marche vers onze heures ; il avait appris que le bataillon était en travers de la route et qu'il était prêt à se servir de ses armes.

« L'Empereur, dit l'auteur de *1815*, ordonna au colonel Mallet de faire mettre à ses hommes l'arme sous le bras gauche. Le colonel ayant objecté qu'il y aurait danger à aborder pour ainsi dire désarmé une troupe dont les dispositions étaient suspectes et dont la première décharge serait meurtrière, l'Empereur reprit : « Mallet, faites ce que je vous dis. » Et seul, à la tête de ses vieux chasseurs portant l'arme basse, il marcha vers le 5e de ligne. « Le voilà ! Feu ! » s'écria hors de lui le capitaine Randon. Les malheureux soldats étaient livides. Leurs jambes vacillaient, les fusils tremblaient dans leurs mains crispées. A portée de pistolet, Napoléon s'arrêta : « Soldats du 5e, dit-il d'une voix forte et calme, reconnaissez-moi. » Puis, avançant encore de deux ou trois pas et entr'ouvrant sa redingote : « S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son Empereur, il peut le faire. Me voilà ! » L'épreuve est trop dure pour des soldats. Un grand cri de : « Vive l'Empereur! » si longtemps comprimé jaillit de toutes les poitrines. Les rangs sont rompus, les cocardes blanches jonchent la route, les shakos sont agités à la pointe des baïonnettes, les soldats se précipitent vers leur Empereur, l'entourent, l'acclament, s'agenouillent à ses pieds, et touchent en idolâtres ses bottes, son épée et les pans de sa redingote. »

DE GRENOBLE A PARIS. Un peu plus loin, au bas de la côte de Laffray, à Vizille, le colonel La Bédoyère amenait à Napoléon le 7e de ligne. Le soir même, l'Empereur arrivait devant Grenoble. Les portes de la ville étaient fermées. Le général Marchand avait voulu résister, mais les habitants avaient enfoncé les barrières. « A défaut des clefs de ta bonne ville de Grenoble, nous t'en offrons les portes. »

Dès lors, la poussée est irrésistible. Parti de Grenoble le 9 mars, dans l'après-midi, Napoléon entrait le lendemain soir à Lyon. Il y passait la revue des troupes de la division. Il entendait retentir les mêmes acclamations enthousiastes qui l'avaient déjà salué dans cette ville seize ans plus tôt, au retour de l'Égypte ; c'était la conquête de la France qui recommençait. A Lyon, « l'usurpateur » fit acte de souverain : il signa onze décrets, il convoqua les collèges électoraux de tous les départements. Et il reprit sa course.

Parti de Lyon dans la nuit du 12 au 13 mars, Napoléon passa par Mâcon, Chalon-sur-Saône, Autun, Auxerre ; il était dans cette dernière ville le 18 mars. C'est là qu'il accueillit à bras ouverts le maréchal Ney, qui avait promis à Louis XVIII de ramener l'usurpateur « dans une cage de fer ; » il avait suffi à l'Empereur d'écrire au Brave des

braves : « Je vous recevrai comme au lendemain de la Moskowa, » et il l'avait vu accourir à lui. Le 20 mars, à dix heures du matin, il arrivait à Fontainebleau, dans la cour du Cheval-Blanc, d'où il avait pris, il y avait juste onze mois, la route de l'exil. Le soir même il rentrait en triomphe aux Tuileries.

Tout le personnel de l'ancienne cour avait déjà repris possession du palais dans la journée; en proie à la plus fiévreuse impatience, il attendait. Vers dix heures du soir, on entend une voiture; un immense cri de « Vive l'Empereur ! » sort de toutes les poitrines. On se précipite à la portière. « Napoléon, dit Henry Houssaye, enlevé, arraché de sa voiture, est porté de bras en bras jusque dans le vestibule, où d'autres bras le soulèvent et l'entraînent sur les marches de l'escalier. Un délire furieux possède ces hommes.... Lui semble ne rien voir, ni ne rien entendre. Il se laisse porter, les bras en avant, les yeux fermés, un sourire fixe aux lèvres, comme en état de somnambulisme. On amène l'Empereur dans son cabinet, dont on referme les portes sur la foule. Peu à peu ce grand tumulte s'apaise, le silence se fait. Les cavaliers attachent les chevaux aux grilles du Carrousel et se couchent par terre, enveloppés dans leurs manteaux. La cour des Tuileries a l'aspect d'un bivac dans une ville prise d'assaut. » Ce soir-là, 20 mars 1815, jour anniversaire de la naissance du roi de Rome, l'aventure des Cent Jours commençait.

L'ACTE ADDITIONNEL. Une manifestation de libéralisme était comme la première chose à faire pour se concilier l'opinion publique. Napoléon le comprit. S'il voulait, en effet, prévenir le retour de Louis XVIII, il était bien obligé de se montrer aussi libéral que l'auteur de la Charte. Ce fut l'idée qui inspira l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire.

Benjamin Constant, le célèbre ami de M^me^ de Staël, avait publié dans le *Journal des Débats* un article virulent contre Napoléon : « Bonaparte s'est évadé de l'île d'Elbe, où l'imprudente magnanimité des souverains alliés lui avait donné une souveraineté pour prix de la désolation qu'il avait portée dans leurs États. Cet homme qui, en abdiquant le pouvoir, n'a jamais abdiqué son ambition et ses fureurs, cet homme tout couvert du sang des générations vient, au bout d'un an, essayer de disputer, au nom de l'usurpation, la légitime autorité de la France. A la tête de quelques centaines d'Italiens et de Polonais, il ose mettre le pied sur une terre qui le repousse pour jamais. »

Lui aussi, le journaliste intransigeant de la légitimité, il ne sut pas résister à la fascination que le héros d'Austerlitz exerçait sur la France. Le général Sébastiani le mit en rapports avec l'Empereur. « La situation est neuve, lui avait dit Napoléon. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis. L'on n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir; il conviendra plus sûrement encore à mon fils. »

Benjamin Constant avait accepté de rédiger l'Acte additionnel.

LA FÊTE DU 1er JUIN. La constitution nouvelle fut baptisée « la Benjamine. » Elle fut présentée au peuple dans une cérémonie théâtrale, mais morne et froide, qui eut lieu le 1er juin à Paris au Champ de Mars; Napoléon l'avait baptisée du vieux nom franc de Champ de Mai. Ce fut une grande parade. Napoléon y parut avec une tunique et un manteau nacarat; une messe solennelle fut célébrée, comme au 14 juillet 1790, à la fête de la Fédération; l'Empereur jura sur l'Évangile de maintenir les Constitutions impériales. Mais l'assistance n'était point à l'unisson. On rapporte que ce placard avait été affiché : « Aujourd'hui, grande représentation au théâtre de l'Ambition, place du Carrousel, au bénéfice d'une famille indigente de Corse. On donnera *l'Empereur malgré tout le monde*, farce tragi-comique; *les Princes et les Princesses sans le savoir*, folie burlesque, et le ballet des *Esclaves*. On terminera par une *Entrée de Cosaques*. » L'enthousiasme n'était sincère que de la part des troupes, à qui Napoléon fit distribuer les aigles; c'était l'enthousiasme farouche de braves qui sentent qu'ils vont mourir et qu'ils figurent à la revue suprême, à la veillée des armes. Dans leurs cris de « Vive l'Empereur ! » on croirait entendre un écho du cri du gladiateur romain dans l'amphithéâtre : « Salut, César ! ceux qui vont mourir te saluent! »

Le 7 juin eut lieu en grande pompe l'ouverture des Chambres impériales. « Aujourd'hui, dit l'Empereur, s'accomplit le vœu le plus puissant de mon cœur : Je viens commencer la monarchie constitutionnelle.... J'ambitionne de voir la France jouir de toutes les libertés possibles. » Napoléon disait encore à Sainte-Hélène, à propos de son rôle constitutionnel de 1815 : « J'aurais été franchement le monarque de la constitution et de la paix. » Mais le souvenir de la dictature et de la conquête à outrance était encore trop récent pour que l'opinion pût croire, même en France, une fois la chaleur du premier enthousiasme tombée, que cette conversion était sincère. Pauvre Napoléon, victime à présent de son passé, enfermé dans sa tunique de Nessus ! La France ne le croyait pas beaucoup quand il parlait de liberté; l'Europe ne le croyait pas du tout quand il parlait de paix.

Le 11 juin, l'Empereur entendait encore la messe aux Tuileries et donnait des audiences. Il ne savait pas que c'était pour la dernière fois. Le 12, à quatre heures du matin, il partait de Paris pour aller prendre le commandement de l'armée à la frontière du Nord.

LETTRE DE NAPOLÉON AUX SOUVERAINS DE L'EUROPE. Peu après son arrivée à Paris, Napoléon avait écrit aux souverains de l'Europe une lettre pour protester de ses intentions pacifiques.

« Je suis venu, disait-il, et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes sujets m'a porté jusque dans ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer tant d'affection par une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impérial étant nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce pensée

est de le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations ; les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès ; une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. »

Cette lettre resta sans réponse.

LA GUERRE DÉCLARÉE A NAPOLÉON. Le 5 mars, une soirée se donnait à la cour de Vienne en l'honneur des membres du Congrès. C'est là que la nouvelle arriva tout à coup que Napoléon venait de s'échapper de l'île d'Elbe. Où allait-il? On ne le savait pas encore. C'était assez de savoir qu'il était parti. A l'instant même, à neuf heures du soir, l'empereur d'Autriche chargeait Metternich de prévenir ses alliés qu'il donnait à son armée l'ordre de reprendre le chemin de la France. Metternich courut chez le tsar et chez le roi de Prusse ; tous les deux répondirent de même. A dix heures, des aides de camp partaient dans toutes les directions pour faire faire halte aux corps d'armée. La guerre fut ainsi déclarée à Napoléon en moins d'une heure. Dès le 13 mars, une déclaration solennelle du Congrès de Vienne avait mis Napoléon hors la loi ; les gouvernements se refusaient à voir en lui autre chose qu'un « perturbateur du repos du monde. » C'était surtout un perturbateur des convoitises cyniques qui étaient en train de se satisfaire avec les dépouilles de la France.

L'Europe avait juré la mort de la France. « Le monde ne peut rester en paix, écrivait le *Mercure Rhénan*, tant qu'il existera un peuple français. » La coalition était sous les armes, elle pouvait disposer de plus d'un million d'hommes, Anglais, Prussiens, Autrichiens, Russes ; c'était l'Europe tout entière qui se ruait à l'assaut de la France, pour la curée suprême.

Deux armées de première ligne étaient prêtes à pénétrer en France par la frontière de la Belgique. Quatre-vingt-treize mille Anglo-Hollandais arrivaient par Anvers ; ils avaient Namur pour objectif. Cent seize mille Prussiens arrivaient par Aix-la-Chapelle ; ils devaient remonter la Meuse et gagner aussi Namur. Wellington commandait la première armée, Blücher la seconde. Celui-ci avait déjà justifié en 1814 son surnom de *Vorwärts*, « En avant ; » celui-là allait mériter son surnom de *Iron Duke*, de « duc de Fer. » Ces deux armées constituaient simplement les armées de première ligne, celles qui avaient été prêtes tout de suite ; derrière elles l'Europe en armes était en train de mobiliser toutes ses réserves.

LE PLAN DE NAPOLÉON. Napoléon avait décidé de frapper un coup de tonnerre. C'était dans la nature même de son génie, et il est certain que

CARNOT (LAZARE), 1753-1823. — Capitaine du génie à la Révolution, membre de l'Assemblée législative, puis de la Convention (où il vota la mort de Louis XVI), il entra au Comité de Salut public en août 1793 ; il y mérita le surnom d' « Organisateur de la Victoire ». Membre du Directoire et proscrit au 18 Fructidor, il revint en France après le 18 Brumaire. Ministre de la Guerre, puis tribun, il rentra dans la vie privée, lors de la suppression du Tribunat. Il en sortit en 1814 pour offrir ses services à Napoléon, qui le nomma gouverneur d'Anvers et général de division. Il défendit Anvers du 1er février au 3 mai 1814. Pendant les Cent Jours, il fut ministre de l'Intérieur, pair de France, membre du Gouvernement provisoire. Proscrit en 1816 par la loi d'amnistie, il mourut à Magdebourg. Ses cendres ont été transférées au Panthéon en 1889.

LA FUITE PRÉCIPITÉE ET LE RETOUR IMPRÉVU. — Caricature de circonstance, publiée par les partisans de Napoléon, à propos des événements du mois de mars 1815. « Ce diable d'homme, dit Louis XVIII, ne m'a pas seulement donné le temps de me retourner. » (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

DÉBARQUEMENT DE NAPOLÉON AU GOLFE JOUAN (entre Cannes et Antibes), le 1er mars 1815. — L'Inconstant, qui portait l'Empereur, et six petits bâtiments avaient mouillé à 1 heure. A 5 heures, le débarquement était terminé. (COLL. DE M. BROUWET.)

LE COLONEL LA BÉDOYÈRE, qui commandait à Grenoble le 7e de ligne et qui avait été envoyé à Vizille pour arrêter Napoléon, met son régiment au service de l'Empereur, le 7 mars 1815. — La Bédoyère fut condamné à mort et fusillé le 19 août 1815. PAR STEUBEN. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

NAPOLÉON A GRENOBLE. — L'Empereur arriva devant Grenoble dans la soirée du 7 mars 1815. Les habitants ayant enfoncé les portes par l'intérieur, il pénétra dans la ville vers 10 heures. Il descendit à l'hôtel des Trois-Dauphins. PAR STEUBEN. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

ARRIVÉE DE NAPOLÉON AUX TUILERIES, 20 mars 1815. — L'Empereur, parti de Fontainebleau à 2 heures, arriva à Paris, après un arrêt à Juvisy, vers 9 heures du soir. Les assistants lui firent gravir en triomphe l'escalier des Tuileries. LITH. DE V. ADAM. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

LA GARDE MEURT ET NE SE REND PAS. — Le général Cambronne avait accompagné Napoléon à l'île d'Elbe avec les grenadiers et les chasseurs de la Vieille Garde, qui formèrent le bataillon Napoléon de la petite armée elboise. Pour la campagne de 1815, il reçut le commandement d'une division de la Garde. Il se couvrit de gloire à Ligny, le 16 juin. Deux jours plus tard, le soir de Waterloo, il commandait ce qui restait de la Garde. Avec les survivants, il forma les derniers carrés ; il était à cheval dans le carré du 2e bataillon du 1er chasseurs, quand une balle le frappa en plein visage. Laissé pour mort sur le champ de bataille, il fut pris par les Anglais. L'héroïsme de Cambronne suffit à sa gloire ; il a toujours nié d'avoir adressé aux Anglais l'exclamation ou la phrase qui lui ont valu sa popularité. — Né à Nantes en 1770, Cambronne y mourut en 1842.

LITH. DE LEFRANÇOIS (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

RETRAITE DU BATAILLON SACRÉ A WATERLOO. — Le soir du 18 juin 1815, au milieu de la déroute générale de l'armée française, quatre bataillons, les derniers survivants de la Garde, se formèrent en carrés pour couvrir la retraite.

LITH. DE RAFFET. (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

l'offensive foudroyante, seule, avait chance, sinon de détruire tout à fait, du moins d'écarter pour un temps le danger qui s'approchait de la frontière du Nord. Il s'agissait donc de prévenir la jonction de ces deux armées ennemies qui se dirigeaient vers la Sambre et de les battre isolément.

Le ministère de la Guerre était alors dirigé par Davout. Le prince d'Eckmühl avait eu, dans la campagne de 1813-1814, un rôle d'une extrême énergie. Il s'était enfermé dans Hambourg, au moment de l'évacuation de l'Allemagne par Napoléon, et il avait soutenu dans cette ville, malgré l'hostilité de la population, un siège mémorable contre l'armée russe de Bennigsen ; il avait prolongé sa résistance au delà de la chute de l'Empire et il n'avait ouvert la place que sur l'ordre formel de Louis XVIII. Resté à l'écart pendant la première Restauration, il avait appris avec enthousiasme le retour de Napoléon. Nommé ministre de la Guerre par l'Empereur dès le 20 mars, il avait déployé en quelques semaines une activité prodigieuse. Il était parvenu à reconstituer avec les héroïques débris de la Grande Armée un ensemble de 284 000 hommes ; c'étaient des troupes jeunes, hâtivement instruites, mais animées d'un ardent patriotisme. Le maréchal Soult fut nommé major-général le 9 mai.

Napoléon était arrivé à Avesnes le 13 juin ; le lendemain il y passait une grande revue. Au moment d'engager la partie suprême, il adressait à l'armée une proclamation, datée d'Avesnes, 14 juin 1815. Ce fut la dernière de cette admirable série de harangues militaires qui s'était ouverte, dix-neuf ans plus tôt, par l'appel aux soldats de l'armée d'Italie : « Soldats d'Italie, leur avait-il dit à Nice, manqueriez-vous de courage ou de constance ? » A présent, il faisait encore appel à la « constance » de ceux qu'il menait pour la dernière fois au combat :

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décidèrent deux fois du destin de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, comme après Wagram, nous fûmes trop généreux ; nous crûmes aux protestations et aux serments des princes que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui, cependant, coalisés contre nous, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions. Marchons donc à leur rencontre : eux et nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes ?...

« Les insensés ! Un moment de prospérité les aveugle. L'oppression et l'humiliation du peuple français sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau.

« Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des batailles à livrer, des périls à courir ; mais, avec de la constance, la victoire sera à nous : les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront reconquis. Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr ! »

LIGNY. — Le 15 juin au matin, l'armée française quittait Avesnes pour marcher à l'ennemi. Alors se produisit un douloureux incident. Le comte de Bour-

mont, ancien émigré qui s'était rallié à l'Empire et à qui ses mérites avaient valu le grade de général, abandonnait sa division avec une dizaine d'officiers et se rendait à Namur, où était le quartier général de l'armée prussienne. Blücher savait dès lors ce que faisait Napoléon et il se tint sur ses gardes. Le même jour, Napoléon surveillait à Charleroi le passage de la Sambre par son armée. Il couchait à Charleroi, après avoir pris ses dispositions pour la bataille. Le lendemain, 16 juin, il détachait l'armée de Ney du côté du Nord, sur sa gauche, pour contenir l'armée anglaise, qui était arrivée aux Quatre-Bras.

Le vendredi 16 juin, l'Empereur attaquait l'armée prussienne très solidement établie à Saint-Amand et à Ligny, auprès des coteaux de Fleurus. Ce fut la bataille de Ligny. Le général Drouet d'Erlon, qui commandait le Ier corps dans l'armée de Ney, avait reçu l'ordre de se rabattre vers le Sud pour écraser l'armée prussienne. Napoléon adressait à Ney un pressant appel dans l'après-midi du 16 : « Cette armée est perdue, si vous agissez vigoureusement. Le sort de la France est entre vos mains. » Il attendait impatiemment son arrivée. « Il se peut, disait-il au général Gérard, que dans trois heures le sort de la guerre soit décidé ; si Ney exécute bien ses ordres, il n'échappera pas un canon de cette armée. » Mais le maréchal, qui avait besoin de toutes ses forces pourrésister aux Anglais, rappelait auprès de lui le corps de Drouet d'Erlon. Napoléon ne put par suite envelopper l'armée prussienne. Alors il se rua sur elle et lui tua quinze mille hommes. Blücher, qui s'était battu comme un simple soldat, avait été foulé aux pieds des cuirassiers de Milhaud ; mais cette terrible journée ne lui avait rien enlevé de sa ténacité. Pour Napoléon, la bataille de Ligny restait une victoire stérile ; car l'armée de Blücher n'avait pas été détruite. Grouchy, avec 33 000 hommes et 116 canons, fut mis à sa poursuite : ses instructions lui disaient de garder le contact avec l'armée qui battait en retraite.

NAPOLÉON A LA BELLE-ALLIANCE. Napoléon était tranquille sur sa droite pour quelque temps ; mais, du côté du Nord, le danger était toujours là. Tout ce qu'avait pu faire Ney dans la journée du 16, c'avait été de maintenir ses positions aux Quatre-Bras en présence des Anglais. L'Empereur se mit en mouvement le 17 juin, vers midi, presque aussitôt après le départ de Grouchy. Wellington, prévenu de la défaite de Blücher à Ligny et de l'offensive de Napoléon, avait reculé vers le Nord, sur la route de Bruxelles ; il avait eu le temps de s'établir dans une forte position. Le gros de ses forces était au Sud du village de Waterloo. Son centre occupait Mont-Saint-Jean, sur un talus assez escarpé que protège du côté du Sud le ravin d'Ohain ; ses avant-postes se trouvaient à la Haie-Sainte et à Hougoumont, un peu sur sa droite, à Papelotte et à Frichemont, sensiblement sur sa gauche. Il s'était juré à lui-même de rester là. A ses officiers qui lui avaient demandé ses ordres, il avait répondu : « Tenir ici jusqu'au dernier homme. » L'ensemble de ses forces comprenait 67 700 hommes et 184 bouches à feu.

Napoléon était passé, dans l'après-midi du 17, par les Quatre-Bras et par Genappe ; il était arrivé, vers six heures et demie du soir, sur les hauteurs de la Belle-Alliance ; c'est le nom d'un cabaret, sur la route de Charleroi à Bruxelles, au bord d'un coteau qui fait face à Mont-Saint-Jean. Il se retira le soir à la ferme du Caillou, à environ trois kilomètres de la Belle-Alliance ; il y dormit à peine trois ou quatre heures.

WATERLOO. Napoléon s'était levé vers une heure du matin ; il avait visité les avant-postes. La bataille aurait pu s'engager dès le lever du jour, si la pluie, qui était tombée à torrents pendant toute la nuit, n'avait pas détrempé les routes et retardé la marche de l'armée, en particulier de l'artillerie. L'ensemble de ses forces ne put entrer en ligne que vers onze heures du matin. Le retard eût été insignifiant, s'il n'avait eu en face de lui que les Anglais ; mais pour les Prussiens de Blücher qui filaient alors, à son insu, du côté du Nord dans la direction de Wavre, pour se joindre aux Anglais, un retard d'une demi-journée était un précieux avantage.

Le dimanche 18 juin 1815 vit donc la grande bataille, la bataille des Géants.

A dix heures, sur le coteau de la Belle-Alliance, Napoléon passa la revue des troupes. De la ferme de Rossomme, il ordonnait de commencer l'action. L'armée qu'il mettait en ligne comprenait 74 000 hommes et 246 canons.

Une première phase fut l'affaire d'Hougoumont. Il fallut deux heures au maréchal Ney, avec les corps de Drouet d'Erlon et de Reille, pour enlever aux Anglais cette position qui était très en pointe. Le prince de la Moskowa arrive au pied du plateau de Mont-Saint-Jean ; il demande des renforts. Il est une heure de l'après-midi.

Alors, on commence à apercevoir sur la droite, vers le Nord-Est, une masse d'hommes qui grossit à chaque instant. On crut à un moment que c'était Grouchy ; mais une division de cavalerie envoyée en reconnaissance apprit que c'était un corps de 30 000 Prussiens, constituant, sous les ordres de Bülow, l'avant-garde de l'armée de Blücher ; ils débouchaient par le village de Saint-Lambert et ils gagnaient le ravin d'Ohain. Napoléon fut obligé d'envoyer le général Mouton, comte de Lobau, avec le V^e^ corps, au-devant de ce danger. Cependant, Ney, qui ne fut jamais plus héroïque, avait repris l'offensive. Il enlève la Haie-Sainte à gauche, Papelotte à droite ; il franchit le ravin d'Ohain, il aborde le talus de Mont-Saint-Jean ; mais il est rejeté dans le ravin. Les cuirassiers de Milhaud viennent en vain le soutenir. L'assaut a échoué. C'est la seconde phase de la bataille ; il est environ trois heures.

A droite, du côté de Saint-Lambert, le danger ne faisait qu'augmenter ; c'était là, entre Saint-Lambert et Wavre, à quelques kilomètres à peine du centre de l'action, que se jouait le sort de la bataille. Grouchy, qui depuis la veille était à la poursuite de Blücher, était arrivé derrière lui à Wavre, seulement dans l'après-midi du 18 ; il y trouva l'arrière-garde prussienne : il crut que c'était l'armée prussienne tout entière. On entendait vers l'Ouest la canonnade de Waterloo. Ses trois chefs de corps, Gérard, Exelmans, Vandamme, le suppliaient de marcher au canon. Il s'en tint à la lettre même de ses

instructions, ne pas perdre le contact avec Blücher, et il ne bougea pas. Or Blücher n'était plus là ; il avait rejoint l'avant-garde de son lieutenant Bülow, et il débordait de plus en plus l'aile droite de l'armée française.

A gauche, la bataille continuait avec une fureur sauvage. Rarement offensive fut plus vigoureuse, ni résistance plus tenace. Ney escalade une seconde fois le plateau de Mont-Saint-Jean, à la tête des cuirassiers de Milhaud ; il revient encore à l'assaut avec les cuirassiers de Kellermann. Napoléon, pour le soutenir, donne l'ordre à la cavalerie de la Garde de charger. On connaît ces vers des *Châtiments* :

« Allons ! faites donner la Garde, » cria-t-il,
Et lanciers, grenadiers aux guêtres de coutil,
Dragons que Rome eût pris pour des légionnaires,
Cuirassiers, canonniers qui traînaient des tonnerres,
Portant le noir colback ou le casque poli,
Tous, ceux de Friedland et ceux de Rivoli,
Comprenant qu'ils allaient mourir dans cette fête,
Saluèrent leur dieu, debout dans la tempête.
Leur bouche, d un seul cri, dit : « Vive l'Empereur ! »
Puis, à pas lents, musique en tête, sans fureur,
Tranquille, souriant à la mitraille anglaise,
La Garde impériale entra dans la fournaise.

Tous ces héros se ruent à deux reprises sur le ravin d'Ohain. Ils y entassent leurs cadavres ; mais ils ne peuvent briser la muraille de fer. Ney descend du plateau pour la cinquième fois, le dernier de son armée ; à pied, sans chapeau, un tronçon d'épée à la main, la figure noire de poudre, le Brave des braves est méconnaissable.

Il était sept heures du soir. A droite, Blücher avait occupé Papelotte et Plancenoit, tout à côté de la Belle-Alliance. L'armée de Napoléon allait être tournée ; ce fut la quatrième et la dernière phase de la bataille. Les Anglais prennent l'offensive ; ils descendent les pentes de Mont-Saint-Jean, ils réoccupent Hougoumont. Les troupes françaises, à bout de forces, ne tiennent plus. Soudain, un cri de panique s'élève : « La Garde est repoussée ! Sauve qui peut ! » Alors, sous la poussée de plus de 150 000 ennemis, ce fut une déroute indescriptible et un chaos sans nom. Seul, un corps tient bon : la Vieille Garde. Cambronne en commandait une division ; elle ne peut plus vaincre, elle saura mourir. Elle est accablée de tous les côtés, mitraillée à bout portant. « Rendez-vous ! » s'écrient les Anglais. « La Garde ne se rend pas, » répond Cambronne. Les Anglais répètent leur sommation. Cette fois, la réponse de Cambronne, ou plutôt d'un officier de la Garde (car Cambronne a nié d'avoir proféré cette exclamation), fut un mot trivial, qui, dans la circonstance, devint un mot héroïque. Et la Vieille Garde tout entière fut écrasée, jusqu'au dernier carré. Cambronne, grièvement blessé, fut laissé pour mort sur le champ de bataille. Honneur immortel à la Vieille Garde qui périt sous

NAPOLÉON A WATERLOO, 18 juin 1815. — L'Empereur avait dormi quelques heures, dans la nuit du 17 au 18, à la ferme du Caillou. Levé vers 1 heure du matin le dimanche 18, il parcourut à cheval les avant-postes. Au début de la bataille, il établit son observatoire à la ferme de Rossomme. Le soir, il se retira sur les hauteurs de la Belle-Alliance. Il était alors à côté des carrés de la Vieille Garde, avec Soult, Drouot, Bertrand, Lobau. Emporté par la débâcle, il arriva aux Quatre-Bras vers 1 heure du matin, dans la nuit du 18 au 19 juin, en compagnie de Soult, de Drouot, de Bertrand, d'une dizaine de lanciers rouges et de chasseurs de la Garde. Il mit pied à terre pour un moment dans une clairière du bois de Bossu, près d'un feu de bivac : un officier le vit pleurer. Il passait à Charleroi le 19 de grand matin. Il arrivait à Paris, au palais de l'Élysée, dans les premières heures du mercredi 21 juin.

CABINET DE TRAVAIL DE NAPOLÉON A LA MALMAISON. — L'Empereur, parti de l'Élysée le 25 juin 1815, se retira à la Malmaison, où il avait demandé « l'hospitalité » à la reine Hortense. Il quitta ce dernier asile, dans l'après-midi du 29, pour se rendre à Rochefort. — Au fond de cette pièce, fidèlement reconstituée, la table et le fauteuil de Napoléon.

L'AIGLE EXPIRANT. — *Monument de Gérôme sur le champ de bataille de Waterloo. L'aigle tenant la hampe brisée du drapeau fait penser aux vers des* Chants du Crépuscule *: « Oui, l'aigle un soir planait aux voûtes éternelles, || Lorsqu'un grand coup de vent lui cassa les deux ailes. || Sa chute fit dans l'air un foudroyant sillon.. »* CL. NEURDEIN

NAPOLÉON S'EMBARQUE A BORD DU BELLEROPHON. — *L'Empereur était arrivé à Rochefort le 2 juillet 1815. Il visita à trois reprises l'île d'Aix. Le 15, à 6 heures du matin, en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, il monta sur l'*Épervier, *pour gagner le* Bellerophon, *du commandant Maitland. Le* Bellerophon *appareilla le lendemain pour l'Angleterre.*

LITH. DE V. ADAM. (BIBL. NAT., EST.)

la mitraille anglaise ! Dès lors, il n'y avait plus d'armée; nulle force humaine ne pouvait plus rien contre cette débâcle. A la ferme de la Belle-Alliance, vers neuf heures du soir, Wellington et Blücher se rejoignaient et s'embrassaient.

RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. Napoléon, entraîné par le torrent, était arrivé aux Quatre-Bras dans la nuit du 18 au 19 ; il s'y était arrêté dans une clairière ; un officier l'y vit pleurer. Puis il avait traversé Charleroi, Philippeville, Rocroi, Mézières, Berry-au-Bac. Il arrivait le 20 au soir à Laon; le lendemain matin, à la première heure, il était à Paris. Il y avait neuf jours en tout qu'il en était parti.

L'Empereur reçut aussitôt Caulaincourt. « L'armée, lui dit-il, avait fait des prodiges; une terreur panique l'a vaincue. Tout a été perdu. Je n'en puis plus.... Il me faut quelques heures de repos pour être à mes affaires. » Et, portant la main à son cœur : « J'étouffe là. » Il prend un bain, au cours duquel il reçoit le ministre de la Guerre Davout, et à dix heures il réunit le conseil des ministres. « J'ai besoin, leur dit-il, pour sauver la patrie, d'un grand pouvoir, d'une dictature temporaire. Je pourrais prendre ce pouvoir, mais il serait plus utile et plus national qu'il me fût donné par les Chambres. » Dans sa ténacité indomptable, Napoléon voulait encore se battre : il avait l'idée de mettre Paris en état de défense, de former une nouvelle armée de 80 000 hommes. Mais vraiment la France était à bout de force et de résistance.

La chambre des Représentants s'était réunie le même jour, 21 juin ; elle se déclara en permanence, sur la proposition de La Fayette. Lucien Bonaparte, qui siégeait alors sur ses bancs (il s'était réconcilié récemment avec son frère), essaya de plaider devant les Représentants la cause de Napoléon. Il disait qu'elle était la cause même de la nation ; la France serait inconstante si elle abandonnait son Empereur. « Prince, s'écria La Fayette, vous calomniez la nation. Ce n'est pas d'avoir abandonné Napoléon que la postérité pourra accuser la France, mais, hélas! de l'avoir trop suivi. Moins constante, la nation eût sauvé votre frère, votre famille, nous tous, de l'abîme où nous nous débattons aujourd'hui, sans savoir si nous pourrons nous en tirer. »

SON ABDICATION. Le lendemain matin, 22 juin, Napoléon recevait à son lever, à l'Élysée, Caulaincourt, ministre des Affaires étrangères, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, secrétaire d'État, Savary, de la chambre des Pairs, et Lavalette, directeur des postes ; il tenait ensuite un conseil des ministres. Il comprenait qu'il n'y avait plus d'autre issue que son abdication. Vers une heure de l'après-midi, en présence de Lucien, de Joseph et de ses ministres, il signait cette déclaration au peuple français :

« En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances paraissent changées ; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs

déclarations et n'en avoir jamais voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, Empereur des Français. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante. »

Deux députations de la chambre des Représentants et de la chambre des Pairs vinrent lui annoncer, à la fin de la journée, que son abdication avait été acceptée.

NAPOLÉON A LA MALMAISON. Le 25 juin, Napoléon quittait l'Élysée. Il se rendit à la Malmaison, où il avait demandé à la reine Hortense de lui accorder l'hospitalité. Il revit le château où s'étaient passées les belles années du Consulat, où Joséphine était morte un an plus tôt. Que de souvenirs devaient se presser dans son esprit ! Lui-même, qu'allait-il devenir ? Les Alliés avaient franchi la frontière le 21 juin. Emportés dans l'élan de leur victoire, ne rencontrant aucun obstacle, ils avançaient rapidement sur Paris. Napoléon offrit au Gouvernement provisoire, que présidait Fouché, de prendre le commandement de l'armée comme simple général, et de livrer une dernière bataille, pour la défense de la capitale. « Qu'il parte à l'instant ! » fut la seule réponse du duc d'Otrante. Napoléon chassé de la France par Fouché, c'était l'injure suprême, le coup de pied de l'âne.

L'Empereur rédigea encore de la Malmaison, le 25 juin, une proclamation, qui était comme son adieu suprême à l'armée ; elle se terminait ainsi : « Sauvez l'honneur, l'indépendance des Français ; soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai connus depuis vingt ans, et vous serez invincibles. » Le Gouvernement provisoire en interdit la publication.

Le 27 juin, une grande scène se passait à la Malmaison. Un membre du Gouvernement provisoire, Carnot, le tribun qui avait voté jadis contre le Consulat à vie et contre l'Empire, le chef de bataillon du génie qui était sorti de la retraite en 1814 pour faire à Napoléon « l'offre d'un bras sexagénaire » et qui avait défendu Anvers, le ministre de l'Intérieur qui était aux affaires depuis le retour de l'île d'Elbe, qui seul, le 22 juin, avait combattu l'abdication et qui avait fondu en larmes quand Napoléon l'avait signée, Carnot, le vieux républicain, vint faire ses adieux à l'Empereur vaincu, que tous reniaient. « Carnot, lui dit Napoléon, je vous ai connu trop tard. »

Napoléon avait d'abord songé à se retirer en Angleterre. Carnot l'en avait vivement dissuadé ; il lui avait conseillé de gagner au plus tôt l'Amérique. « Oui, c'est décidé, s'était écrié Napoléon, j'irai en Amérique, et fasse le ciel que j'y trouve le repos ! » Le 28 juin, il avait reçu pour la dernière fois sa mère, le cardinal Fesch, Mme Walewska, Joseph, son médecin Corvisart. Il fut informé que deux frégates étaient mises à sa disposition à Rochefort par le Gouvernement provisoire pour le transporter aux États-Unis ; le général Becker avait été désigné par Fouché pour l'accompagner. Dans l'après-midi du jeudi 29 juin, l'Empereur quitta la Malmaison par la petite porte du parc qui conduit à la Celle-Saint-Cloud ; il rejoignit à Saint-Cyr la grand'route de Paris à Rochefort. Quelques heures après son départ, les Prussiens de Blücher arrivaient à la Malmaison et mettaient le château au pillage.

LES CENT JOURS

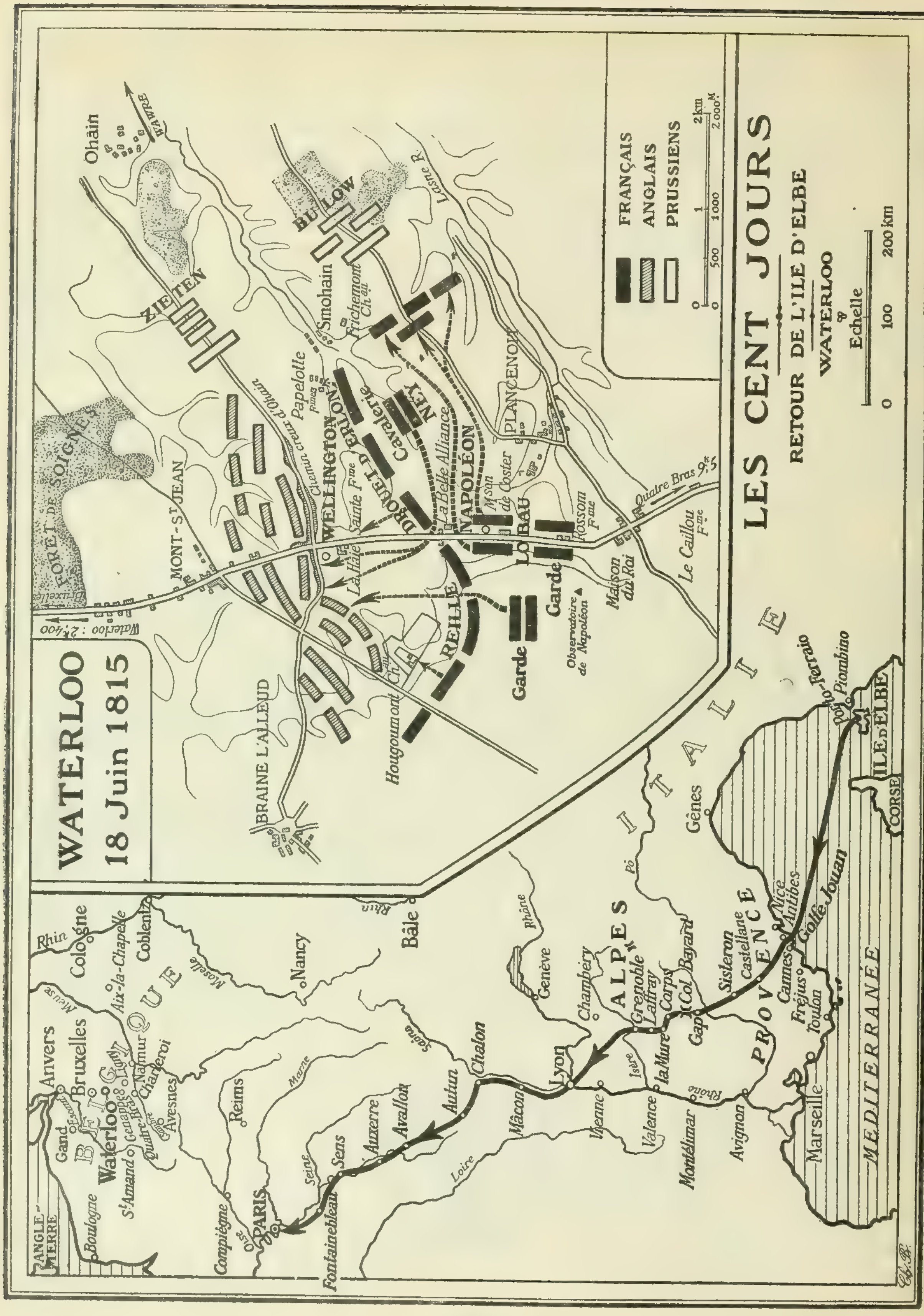
NAPOLÉON A BORD DU « BELLEROPHON ». Par Vendôme, Tours, Poitiers, Saint-Maixent et Niort, Napoléon arriva, le 3 juillet au matin, à Rochefort ; il y descendit à la préfecture maritime. Il y séjourna jusqu'au 8. Il apprit que la mer était gardée par une escadre anglaise et que cette escadre ne laissait passer aucun navire sans l'arrêter. On eut un moment l'idée de tenter une sortie de vive force ; c'eût été une pure folie. Napoléon s'en était rendu compte ; car le 8 il s'était embarqué à Fouras sur la frégate la *Saale*. Il avait visité les travaux de l'île d'Aix ; il avait envoyé en parlementaires le duc de Rovigo Savary et Las Cases, le futur auteur du *Mémorial de Sainte-Hélène*, à bord des bâtiments anglais, dont le principal était le *Bellerophon*, du commandant Maitland. Il vit que toute tentative de fuite était impossible, alors il se décida à demander l'hospitalité aux Anglais.

Dans l'après-midi du 14 juillet, il faisait porter par le général Gourgaud au commandant du *Bellerophon* la lettre qu'il venait d'écrire au « prince régent, » George, prince de Galles, qui gouvernait l'Angleterre depuis 1811 au nom de son père le roi George III.

« Altesse Royale, En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse comme celle du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes ennemis. »

Le 15 juillet, à six heures du matin, l'Empereur, en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, montait sur l'*Épervier*, qui le conduisait à bord du *Bellerophon*. Il avait quitté la France pour toujours.

Napoléon s'est-il rappelé à cet instant tragique une phrase de sa correspondance politique ? Le 18 octobre 1797, au moment de la signature de la paix de Campo-Formio, il écrivait au Directoire : « Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane.... Concentrons toute notre activité du côté de la marine et détruisons l'Angleterre. Cela fait, l'Europe est à nos pieds. » Au bout de dix-huit ans d'efforts sur terre et sur mer, l'Angleterre n'était point détruite ; le soldat qui avait été le maître de l'Europe continentale était à présent à la merci des vainqueurs d'Aboukir, de Trafalgar, de Waterloo.


WATERLOO
18 Juin 1815
LES CENT JOURS
RETOUR DE L'ILE D'ELBE
WATERLOO
Echelle
FRANÇAIS
ANGLAIS
PRUSSIENS
WELLINGTON
NAPOLÉON
NEY
REILLE
LOBAU
D'ERLON
ZIETEN
BULOW
Garde
Cavalerie
DROUOT
Hougoumont
La Haie Sainte
La Belle Alliance
Papelotte
Smohain
Frichemont
PLANCENOIT
MONT-ST JEAN
BRAINE L'ALLEUD
FORÊT DE SOIGNES
Ohain
Observatoire de Napoléon
Le Caillou
Maison du Roi
ITALIE
ALPES
PROVENCE
MEDITERRANÉE
ILE D'ELBE
CORSE
PARIS
Lyon
Grenoble
Golfe Jouan
Cannes
Antibes
Nice
Gap
Sisteron
Castellane
Chalon
Autun
Avallon
Auxerre
Sens
Fontainebleau
Bruxelles
Waterloo
Anvers
Gand
Cologne
Coblentz
Nancy
Bâle
Genève
Chambery
Gênes
Marseille
Toulon
Fréjus
Avignon
Valence
Vienne
Mâcon
Reims
Compiègne

DELAROCHE

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE

(D'APRÈS LITHO GOUPIL ET Cie.)

CHAPITRE XXIV

SAINTE-HÉLÈNE

LE *BELLEROPHON* A PLYMOUTH. ❦ PROTESTATION DE NAPOLÉON. ❦ LA TRAVERSÉE DU *NORTHUMBERLAND*. ❦ ARRIVÉE A SAINTE-HÉLÈNE. ❦ LA VIE A LONGWOOD. ❦ LES COMPAGNONS DE NAPOLÉON. ❦ HUDSON LOWE. ❦ LES SOUFFRANCES MORALES DE NAPOLÉON. ❦ LE TESTAMENT DE L'EMPEREUR. ❦ LES APPROCHES DE L'AGONIE. ❦ 5 MAI 1821. IL N'EST PLUS. ❦ SAINTE-HÉLÈNE ET LA GLOIRE DE NAPOLÉON. ❦ LE RETOUR DES CENDRES. ❦ « TOUT LE MONDE M'A AIMÉ ET M'A HAÏ. » ❦ NAPOLÉON JUGÉ PAR VICTOR HUGO. ❦ COMMENT NAPOLÉON SE JUGEAIT-IL ? ❦ NAPOLÉON L'UNIQUE.

UN jour, à Sainte-Hélène, dans une de ses conversations avec Las Cases, Napoléon faisait un retour sur son passé. Tout à coup, il s'arrêta ; il resta quelques instants en silence, la tête appuyée sur une main. Puis, comme se réveillant, il s'écria : « Quel roman pourtant que ma vie! » La phase la plus « romanesque » de la vie extraordinaire du petit gentilhomme corse, vainqueur à Arcole à vingt-sept ans, Premier Consul à trente, Empereur à trente-quatre, vaincu à Waterloo à quarante-cinq, ce fut peut-être sa captivité de plus de cinq ans et demi sur le rocher de Sainte-Hélène.

LE « BELLEROPHON » A PLYMOUTH. ❦ Napoléon avait pris le parti, faute de pouvoir s'enfuir en Amérique, de monter à bord du *Bellerophon*. Le commandant lui avait dit qu'il avait autorité pour le recevoir et le conduire en Angleterre. L'Empereur et ses compagnons d'infortune pensaient bien qu'on les empêcherait de sortir du territoire anglais ; mais leurs craintes n'allaient pas au delà.

Le 16 juillet 1815, le *Bellerophon* avait mis à la voile de la rade de Rochefort. Pendant la traversée, Napoléon fut traité avec de grands égards : on l'appelait « Sire, » « Votre Majesté ; » il était encore Empereur. Après avoir mouillé à Torbay, le *Bellerophon* jetait l'ancre à Plymouth le 26 juillet. La mer se couvrit aussitôt d'embarcations ; mais une consigne inflexible tint à distance tous les visiteurs. A bord, des bruits étranges commençaient à circuler. Bientôt ils prirent corps. Le 30, un commissaire anglais vint faire à l'Empereur, ou plutôt « au général Bonaparte, »

une communication officielle : « Il devient absolument nécessaire que le général Bonaparte soit restreint dans sa liberté personnelle.... L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence; son climat est sain, et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs. » Le « général Bonaparte » était autorisé à désigner trois officiers, qui auraient seuls, avec son chirurgien, la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène. Le gouvernement anglais avait pris de lui-même cette décision ; il savait que les puissances alliées la ratifieraient sans hésiter. En effet, par une convention qui fut signée à Paris le 2 août entre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, Napoléon Bonaparte était déclaré prisonnier des puissances; sa garde était spécialement confiée au gouvernement britannique, à qui l'on abandonnait le choix du lieu de la captivité et des mesures à prendre.

PROTESTATION DE NAPOLÉON. La réponse de Napoléon à cette déloyauté du gouvernement anglais, ce fut la protestation qui suit; elle avait été inspirée par Las Cases, qui l'avait en partie rédigée.

« Je proteste solennellement ici à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellerophon*, je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre.... J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois; quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ! Mais comment répondit l'Angleterre à une telle magnanimité? Elle feignit de tendre une main hospitalière à son ennemi; et quand il se fut livré de bonne foi, elle l'immola.

« NAPOLÉON, à bord du *Bellerophon*, à la mer. »

Le 7 août, Napoléon quittait le *Bellerophon* ; il était conduit à bord du *Northumberland*, qui venait d'être armé à destination de Sainte-Hélène. Le changement d'attitude des officiers anglais fut soudain et complet; plus de marques de respect à l'égard du prisonnier, on affectait de se couvrir devant lui, on ne lui donnait d'autre qualification que celle de « Général. » « Qu'ils m'appellent comme ils voudront, dit Napoléon, ils ne m'empêcheront pas d'être moi. »

LA TRAVERSÉE DU « NORTHUMBERLAND. » Le même jour, 7 août 1815, le *Northumberland* mettait à la voile. Traversée longue et monotone, où Napoléon n'eut plus la joie d'apercevoir les côtes de France; il les avait vues pour la dernière fois, le 20 juillet, du pont du *Bellerophon*, quand ce vaisseau était passé à proximité d'Ouessant. Après la promenade sur le pont, il venait s'asseoir auprès d'un canon, qui fut bientôt appelé le canon de l'Empereur; là, pendant des

heures, immobile, muet, harcelé par ses pensées, il regardait la mer, la mer dont il n'avait pu « être maître, » dont il était à présent et pour toujours le prisonnier. Le piquet, les échecs trompaient de temps en temps l'uniformité des heures. L'occupation préférée de Napoléon fut de dicter des fragments de sa vie ou de ses campagnes ; Las Cases tenait presque toujours la plume. Les matinées se passèrent à peu près toutes à ce travail ; Napoléon s'y attachait de plus en plus ; il lui semblait que les heures pesaient sur lui avec un peu moins de lourdeur.

ARRIVÉE A SAINTE-HÉLENE. Le dimanche 15 octobre, après soixante-dix jours de traversée, le *Northumberland* jetait l'ancre dans le port de Jamestown. Napoléon descendit à terre le 17 ; il était accompagné du comte de Las Cases et de son fils, du général Gourgaud, du comte, de la comtesse de Montholon et de leur fils, du comte et de la comtesse Bertrand, et de onze domestiques.

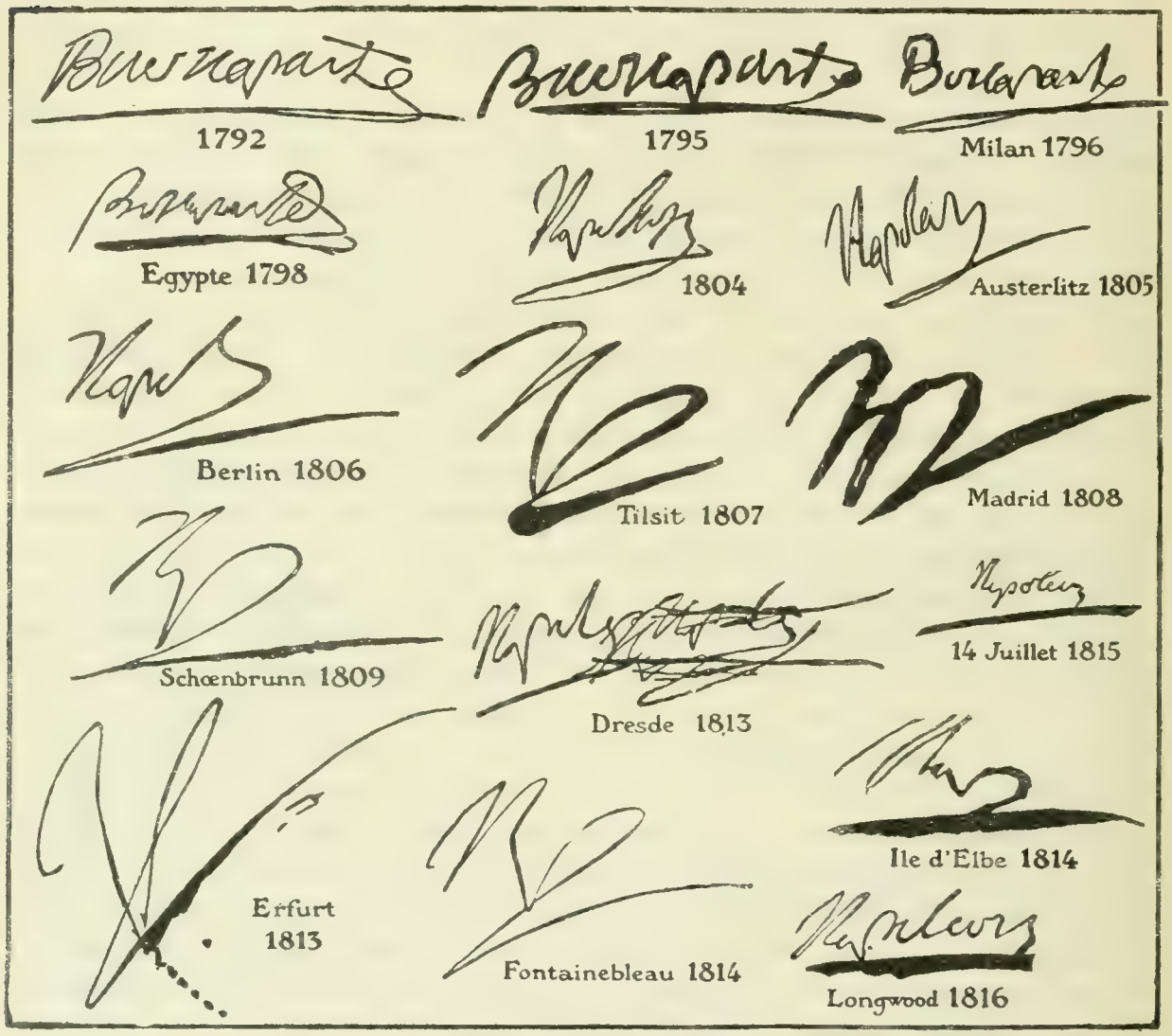
Sainte-Hélène est un rocher perdu dans l'immensité de l'océan Atlantique, à 1 900 kilomètres environ du continent africain. L'île n'a que quarante-quatre kilomètres de tour ; très aride, accessible en un seul point, elle n'était fréquentée que de loin en loin par quelques voiliers de la Compagnie des Indes. A l'intérieur, elle n'offrait que fort peu de ressources. On avait décidé que l'Empereur aurait sa résidence sur le plateau de Rupert's Hill, haut d'environ six cents mètres, à la petite maison de Longwood ; mais rien n'était prêt pour le recevoir. En attendant, l'Empereur s'établit dans une modeste maison de campagne appelée *Briars* (les Ronces), à deux milles au-dessus de Jamestown. Il quitta alors pour toujours l'uniforme des chasseurs de la Garde ; il adopta le frac bourgeois avec le cordon et la plaque de la Légion d'honneur ; il se coiffait avec le petit chapeau.

Le 10 décembre, Napoléon prit possession de la demeure de Longwood, de laquelle il ne devait plus sortir. C'était le dernier de ses « palais. » Après les palais d'Italie et du Caire, après les Tuileries, après Fontainebleau et le Kremlin, quel asile que Longwood pour la majesté impériale ! C'était une ferme à un seul étage, d'une installation plus que sommaire, où les rats furent un véritable fléau. Une pièce tenait lieu à la fois d'antichambre et de salle à manger. On passait de là dans une pièce dont on avait fait le salon. Une troisième pièce, fort obscure, servait à mettre les cartes et les livres de l'Empereur ; plus tard on en fit la salle à manger. Sur cette pièce donnait l'appartement de Napoléon, qui consistait en deux très petites chambres, à la suite l'une de l'autre ; l'une devint son cabinet, l'autre sa chambre à coucher. Un petit corridor servait de salle de bain.

Le domaine même de Longwood était exactement délimité. Napoléon avait un espace, d'environ douze milles de circonférence, où il pouvait se promener à pied et à cheval, sans être accompagné d'un officier anglais. Autour de cette enceinte on avait établi un cordon de sentinelles et des piquets. L'étendue de ce domaine prétendu libre varia un peu, mais il fut toujours étroitement surveillé. Chaque

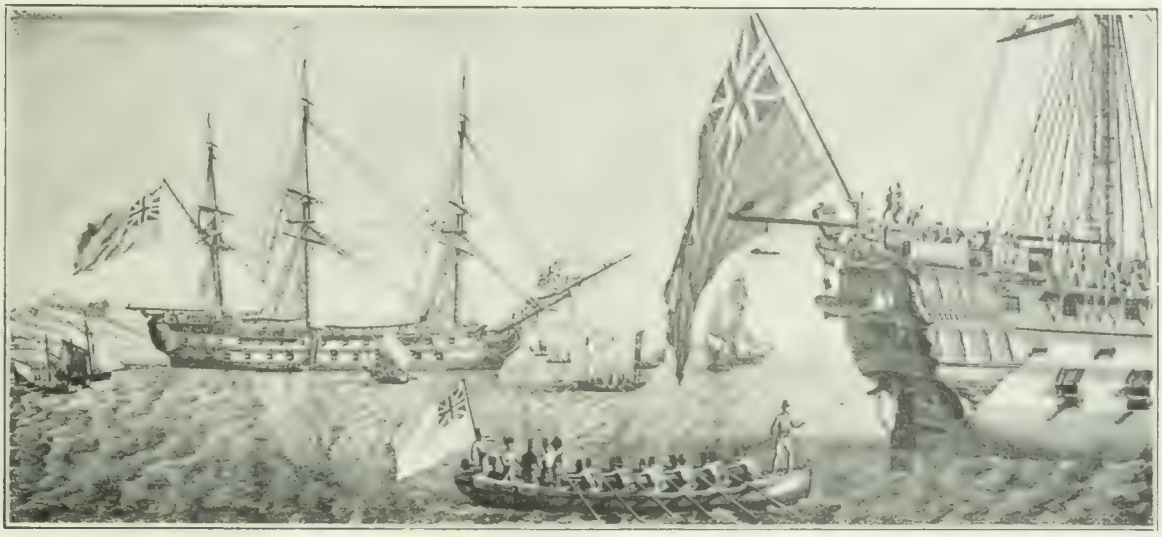
soir, à neuf heures, les sentinelles étaient rapprochées ; elles entouraient Longwood de telle manière que personne ne pouvait y entrer ou en sortir sans être aperçu.

LA VIE A LONGWOOD. Même dans cette pauvre ferme de Longwood, il fallait conserver quelques vestiges de la cour impériale ; alors on se donna le



SEIZE SIGNATURES OU PARAPHES DE NAPOLÉON DE 1792 A 1816.

luxe d'une ombre d'administration. Bertrand, qui avait succédé à Duroc dans la charge de grand maréchal du palais et qui avait déjà accompagné Napoléon à l'île d'Elbe, eut le commandement général. Montholon, qui avait été l'un des aides de camp de Napoléon pendant les Cent Jours, fut chargé de la direction du service : les onze domestiques composèrent la chambre, la livrée, la bouche. Le premier valet de chambre Marchand avait auprès de l'Empereur une situation à part ;



EN RADE DE START POINT, NAPOLÉON quitte le Bellerophon *et passe à bord du* Northumberland, *commandant Ross, dans l'après-midi du 7 août 1815.*

JAMESTOWN, le seul port et la seule ville de Sainte-Hélène, dans un ravin de la côte septentrionale. Le Northumberland *y jeta l'ancre le 15 octobre 1815. — L'AMIRAL COCKBURN, chargé de conduire Napoléon à Sainte-Hélène et gouverneur de l'île, lui montre sa dernière résidence.*

L'EXILÉ. — *D'après un officier anglais, à Longwood, 24 juillet 1820.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

NAPOLÉON. — *Croquis d'après nature, pris deux mois avant sa mort.* (BIBL. NAT., ES1.)

BETSY BALCOMBE *(plus tard Mrs Abell), jeune Anglaise dont la famille habitait Sainte-Hélène ; elle vit Napoléon à 15 ans. Elle a raconté, dans ses* Souvenirs, *les farces de toute nature qu'elle faisait à l'Empereur. — Composition de fantaisie.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)

Napoléon devait le récompenser par le titre de comte et l'inscrire parmi ses exécuteurs testamentaires. A Gourgaud, qui avait été nommé général dans la campagne de 1815, revint l'administration des écuries. Las Cases, ancien officier de marine, chambellan de l'Empereur depuis 1810, reçut l'administration intérieure.

Comment se passèrent les années sur ce plateau de quelques mètres carrés ? La monotonie de cette existence fut pour Napoléon un supplice épouvantable. Il lui arrivait de sortir en calèche. Il donnait l'ordre de galoper à toute vitesse, pour se donner l'illusion de l'espace ; mais le tour était bien vite fait du domaine impérial. Il ne saurait, disait-il, tourner ainsi sur lui-même, il se croyait dans un manège, il en avait des nausées. Le jardinage fut pendant un certain temps l'occupation favorite. Coiffé d'un grand chapeau de paille, habillé d'un costume de piqué blanc, l'arrosoir à la main, Napoléon s'obstinait à faire pousser un peu de verdure sur ce sol désolé, battu par les vents, dont toute la végétation consistait en quelques misérables gommiers rabougris. Un jour, comme il se promenait à cheval à l'aventure, il arriva dans un champ qu'on labourait ; il descendit de cheval, il saisit la charrue, au grand étonnement de son conducteur, et il traça lui-même un sillon d'une longue étendue. Napoléon-Cincinnatus !

La plus grande partie des journées se passait à l'intérieur de Longwood. Les dictées remplissaient la plupart des heures ; le récit des campagnes d'Italie et d'Égypte, des études sur les guerres de César, de Turenne, de Frédéric II, furent le résultat de ce travail à peu près continu. On lisait beaucoup à Longwood ; la petite bibliothèque d'exil contenait les auteurs favoris : Corneille, Racine, Molière, Voltaire. L'Empereur lisait souvent à haute voix. Comme il était un merveilleux acteur, qui eût été capable, disait-on, de donner des leçons à Talma, il jouait les pièces de théâtre plus qu'il ne les lisait. Au moment de prendre un livre, tragédie ou comédie, il demandait en souriant : « A quel théâtre irons-nous ce soir ? Entendrons-nous Talma ou Fleury ? » Souvent, il s'arrêtait au milieu de sa lecture et une sorte de conversation littéraire s'établissait ; ou plutôt il prenait la parole : en quelques mots expressifs qui sont restés dans l'histoire, il critiquait les œuvres et les hommes. Après la lecture, venaient les parties d'échecs, ou bien on passait à une table de reversi : c'était le jeu de l'Empereur au temps de sa jeunesse. La soirée se terminait entre dix et onze heures.

Il y avait encore, de loin en loin, la distraction des visites. Les voyageurs de distinction qui se rendaient dans les Indes ou qui en revenaient abordaient à Sainte-Hélène pour voir l'Empereur et pour lui parler. Tous n'eurent pas cet honneur. Napoléon ne se prêtait pas toujours à ces entrevues, sans compter qu'il maniait l'anglais avec assez de peine, et le concours d'un interprète était souvent nécessaire. Las Cases lui avait servi de professeur d'anglais. Il était arrivé à lire à peu près les journaux de Londres, qui arrivaient de loin en loin ; mais il lui déplaisait d'employer la langue de ses ennemis.

LES COMPAGNONS DE NAPOLÉON. La petite colonie napoléonienne de Longwood était loin d'offrir toujours le spectacle d'une famille unie ; Sainte-Hélène fut un peu pour elle l'île de la Discorde. Ces Français, d'âge et de caractère différents, que les hasards des événements de 1815, tout autant que leur dévouement à l'Empereur, avaient jetés sur la terre d'exil, avaient été jusque-là pour la plupart étrangers les uns aux autres; attachés à présent à la même chaîne pour un temps dont nul ne pouvait prévoir la fin, ils ne tardèrent pas à se rendre mutuellement la vie difficile et même insupportable. Comme s'ils avaient été aux Tuileries, ils se jalousaient la confiance et la faveur du maître. Entre ces compagnons de misère, qui ne pouvaient jamais s'isoler, pour qui les journées revenaient toujours les mêmes, monotones, interminables, il y eut des scènes pénibles et dont Napoléon fut le premier à souffrir. Il le leur dit un jour :

« Vous m'avez suivi pour m'être agréables, dites-vous ? Soyez frères ! autrement vous ne m'êtes qu'importuns !... Vous voulez me rendre heureux? Soyez frères! autrement vous ne m'êtes qu'un supplice ! Vous parlez de vous battre, et cela sous mes yeux ! Ne suis-je donc plus tout l'objet de vos soins? et l'œil de l'étranger n'est-il pas arrêté sur nous ?... Je veux qu'ici chacun soit animé de mon esprit. Je veux que chacun soit heureux autour de moi ; que chacun surtout y partage le peu de jouissances qui nous sont laissées. »

Plusieurs changements se firent dans la petite troupe des exilés. Las Cases, que Napoléon appelait son frère hospitalier, le chevalier de Malte de Sainte-Hélène, fut déporté au Cap (Cape Town), à la fin de l'année 1816; son crime était d'avoir écrit une lettre où il parlait des mauvais traitements subis par Napoléon et de l'avoir fait à l'insu du gouverneur Hudson Lowe, sous les yeux de qui devait passer toute la correspondance. Gourgaud, qui avait de nombreux différends avec Montholon, quitta l'île en 1818. Montholon et Bertrand restèrent jusqu'à la dernière heure auprès de l'illustre captif. L'Irlandais O'Meara, qui avait connu Napoléon sur le *Bellerophon*, où il était chirurgien-major, lui servit de médecin pendant trois ans ; comme il ne voulut pas jouer le rôle d'espion, Hudson Lowe le fit rappeler. Le médecin corse Antommarchi arriva au mois de septembre 1819; il avait été choisi par le cardinal Fesch ; il devait assister l'Empereur dans ses derniers moments.

HUDSON LOWE. Le contre-amiral Cockburn avait été chargé de conduire Napoléon à Sainte-Hélène et d'y rester comme gouverneur. L'Empereur avait eu maintes occasions de se plaindre de lui. Cockburn avait placé des sentinelles sous les fenêtres mêmes de Longwood ; c'était, disait-il, pour la propre sûreté de ceux qui y habitaient. Il envoyait une invitation pour un bal au « général Bonaparte ; » il répondait à Bertrand qu'il ne savait pas qu'il y eût aucun empereur dans l'île. Il ne permettait pas à l'Empereur d'écrire au prince régent d'Angleterre, à moins que la lettre ne lui eût été remise à lui-même ouverte. Et cependant Cockburn

fut regretté quand on connut son successeur, qui arriva au mois d'avril 1816.

Celui-ci est sir Hudson Lowe. Quand l'Empereur vit cet homme maigre, sec, rouge de visage et de cheveux, l'œil oblique : « Il est hideux, dit-il ; c'est une face patibulaire.... Quelle ignoble et sinistre figure que celle de ce gouverneur ! Dans ma vie je ne rencontrai jamais rien de pareil. C'est à ne pas boire sa tasse de café, si on avait laissé un tel homme un instant auprès ! Mon cher, on pourrait m'avoir envoyé pis qu'un geôlier. »

Pendant ses cinq ans de séjour à Sainte-Hélène, Hudson Lowe ne vit son prisonnier que six fois ; il avait reçu un tel accueil à Longwood qu'il renonça à s'y rendre en personne, et cependant il perdait la tête à l'idée que son prisonnier pouvait s'être échappé, qu'il pouvait songer à s'échapper. Ne sachant plus comment désigner Napoléon, il avait fini par l'appeler : « Celui qui est à Longwood. »
« Un jour, raconte Montholon, j'écrivais sous la dictée de l'Empereur, quand le valet de chambre de service vint le prévenir que, depuis une demi-heure, le gouverneur voulait à toute force entrer dans la chambre de l'Empereur, pour s'assurer par lui-même qu'il ne s'était pas échappé. Le valet de chambre avait résisté; mais Hudson Lowe avait osé pousser l'oubli de toutes les convenances jusqu'à dire qu'il ferait enfoncer les portes par les sapeurs, si l'on persistait à ne pas lui ouvrir. L'Empereur écouta le valet de chambre avec une méprisante impassibilité; puis, se tournant à moitié : « Dis à mon geôlier qu'il ne tient qu'à lui de changer ses clefs contre la hache du bourreau, et, s'il entre, que ce soit sur un cadavre. Donne-moi mes pistolets. » Sir Hudson Lowe entendit cette réponse, et se retira. »

Certes la garde de Napoléon, les rapports à avoir avec lui sortaient des conditions ordinaires ; mais que le personnage, justement flétri du nom de « sicaire, » mis au ban plus tard par les Anglais eux-mêmes, était loin d'avoir les qualités requises! Napoléon prenait un bain tous les jours ; on lui fit dire de se contenter d'un bain par semaine : l'eau était rare à Longwood. Il se plaignait que la viande qu'on lui donnait était de mauvaise qualité ; elle provenait de bêtes mortes et non de bêtes tuées : on continua à lui donner la même viande. Quant à l'espionnage des personnes, à la surveillance des lettres et des journaux, aux visites domiciliaires, jamais policier n'eut imagination plus féconde en tracasseries et en extravagances tyranniques. Il alla même jusqu'à faire détruire un buste et deux gravures du roi de Rome qui avaient été envoyés à Sainte-Hélène.

LES SOUFFRANCES MORALES DE NAPOLÉON. Devant le traitement indigne que les souverains lui avaient infligé et que le gouverneur trouvait le moyen de rendre plus cruel encore, la colère de Napoléon se soulageait de temps en temps par des sorties éloquentes.

« Quel infâme traitement, disait-il, ils nous ont réservé! Ce sont les angoisses de la mort. A l'injustice, à la violence, ils joignent l'outrage, les supplices prolongés.

Si je leur étais si nuisible, que ne se défaisaient-ils de moi ? Quelques balles dans le cœur ou dans la tête eussent suffi; il y eût eu du moins quelque énergie dans ce crime.... Comment les souverains d'Europe peuvent-ils laisser polluer en moi ce caractère sacré de la souveraineté? Ne voient-ils pas qu'ils se tuent de leurs propres mains à Sainte-Hélène? Je suis entré vainqueur dans leurs capitales; si j'y eusse apporté les mêmes sentiments, que seraient-ils devenus? »

Napoléon apprit d'un colonel anglais qui venait de l'île de France que son nom n'y était prononcé qu'avec attendrissement. On ne manquait jamais de porter sa santé; on buvait à *lui*, ce mot lui était consacré. « Pauvres Français ! dit-il avec mélancolie. Pauvre peuple ! Pauvre nation ! Je méritais tout cela, je t'aimais ! Mais toi, tu ne méritais pas, assurément, tous les maux qui pèsent sur toi ! Ah ! que tu méritais bien qu'on se dévouât pour toi ! Mais, il faut en convenir, que d'infamie, de lâcheté et de dégradation j'ai eu autour de moi ! »

LE TESTAMENT DE L'EMPEREUR. Cependant l'insalubrité du climat produisait son effet sur la constitution de l'Empereur. Il n'y avait pas d'exemple dans l'île d'un habitant ayant atteint soixante ans, à cause de la dysenterie et de l'hépatite qui y étaient à demeure. Napoléon n'était pas destiné à mourir à soixante ans. Le mal qui avait emporté son père, un squirre à l'estomac, commença à se manifester par des vomissements; bien vite, les accès devinrent très fréquents. Le 20 mars 1821, jour anniversaire de la naissance du roi de Rome et de la rentrée triomphale aux Tuileries en 1815, une crise plus grave révéla l'intensité du mal : il était perdu. Antommarchi ne le quitta plus, ainsi qu'un médecin militaire anglais, Arnott; c'était le seul Anglais dont il ait consenti à recevoir les soins. Le 3 avril, Hudson Lowe prétendit faire transporter le malade dans une nouvelle maison, qui venait d'être bâtie dans le voisinage. « J'entends, répondit Antommarchi. Après l'avoir fait vivre dans une masure, vous voulez qu'il meure dans un palais. L'artifice est grossier. »

Le 13 avril, Napoléon commença à dicter son testament ; il le recopia le 15. Les jours suivants, il ajouta à son testament plusieurs codicilles. Le texte autographe du *Testament* est conservé aux Archives nationales.

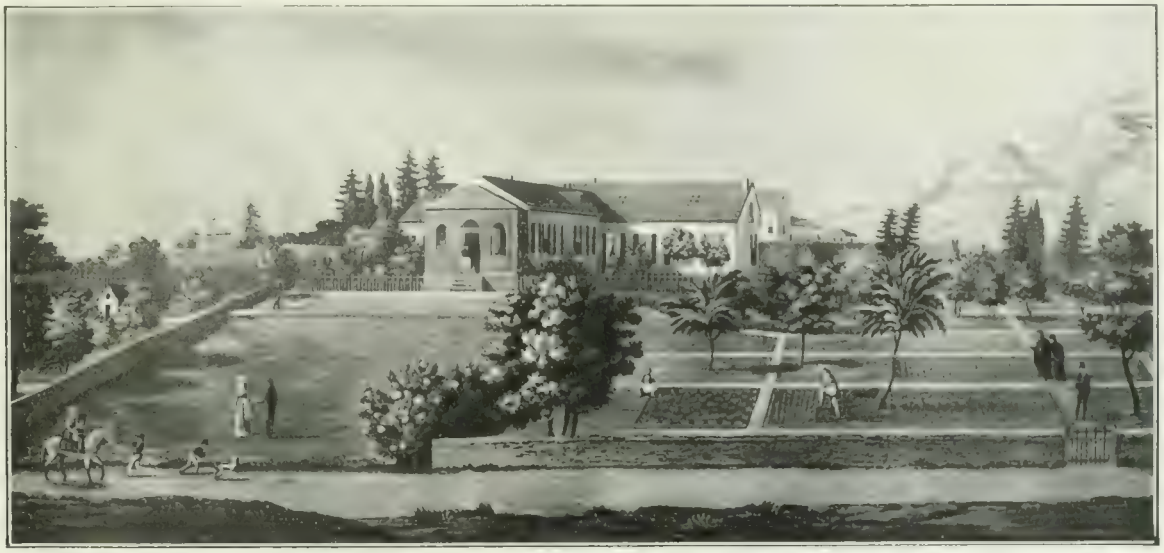
« NAPOLÉON, Ce jourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

« Ceci est mon testament ou acte de ma dernière volonté.

« 1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né, il y a plus de cinquante ans.

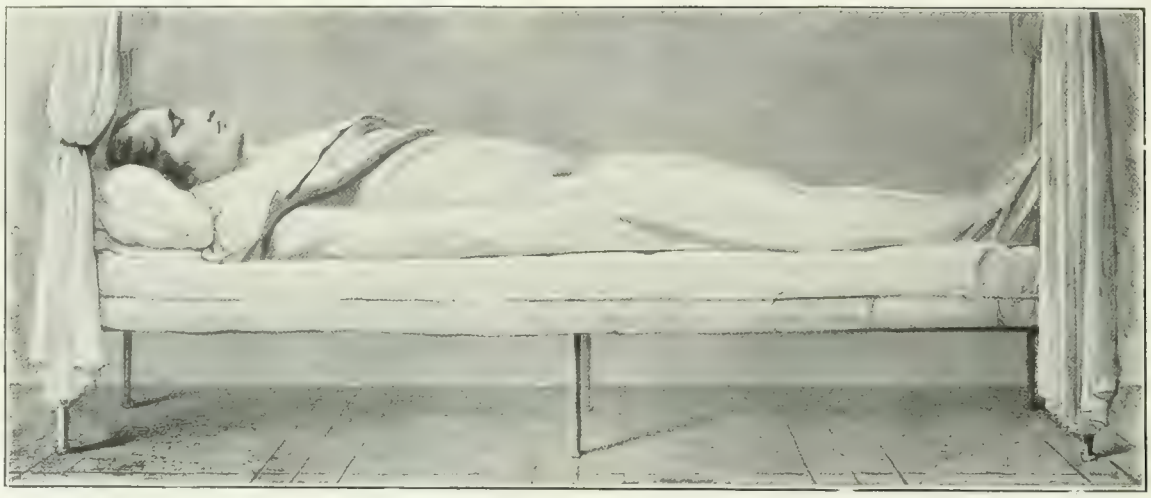
« 2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

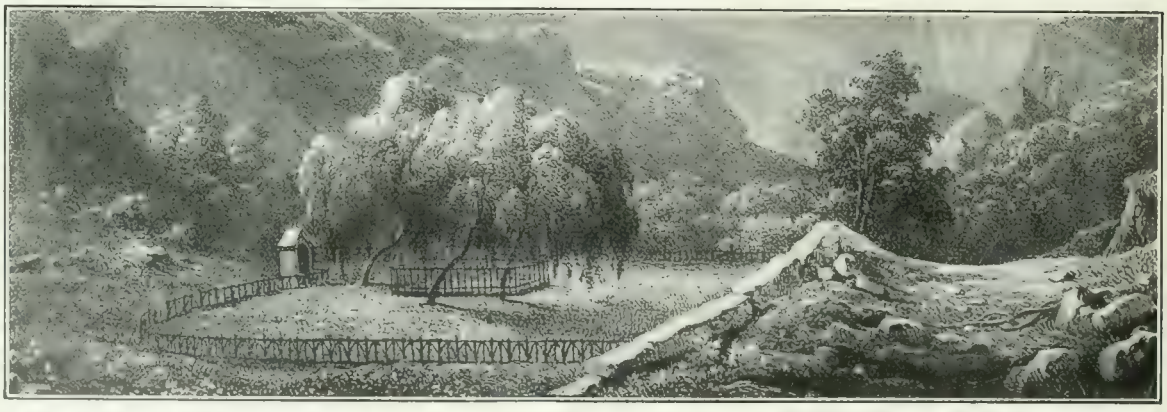
« 3° J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Louise; je lui conserve jusqu'au dernier moment les plus tendres sentiments. Je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.



VUE DE LONGWOOD (dessin d'après nature, 1820). — Simple réunion de baraques pour abriter des bestiaux dans un endroit tout à fait isolé, Longwood devint la résidence de l'Empereur à partir du 10 décembre 1815. On y avait aménagé quelques pièces fort petites.

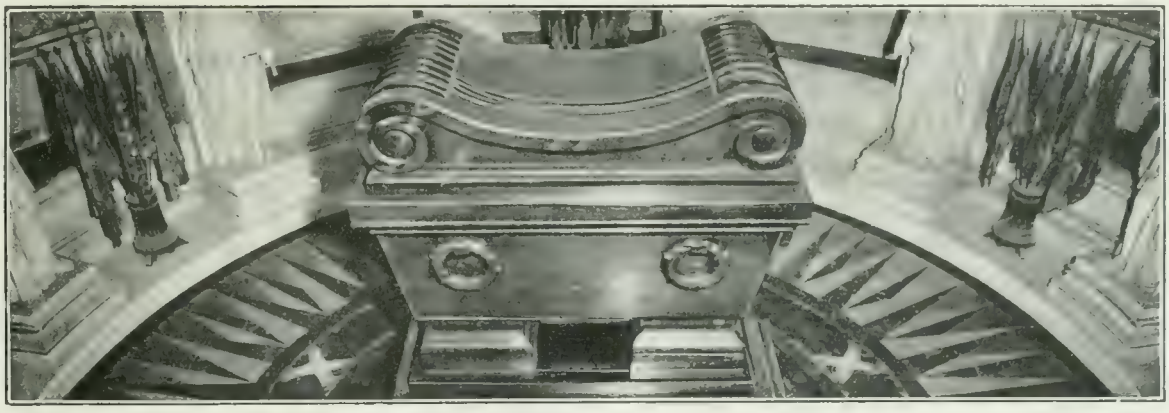
NAPOLÉON DICTANT SES MÉMOIRES, au milieu des rochers de Sainte-Hélène. — Composition de fantaisie : les généraux Bertrand, Gourgaud, Montholon; Las Cases (l'auteur du Mémorial de Sainte-Hélène, *qui écrit) et son fils; sentinelles anglaises.* (BIBL. NAT., ESTAMPES.)



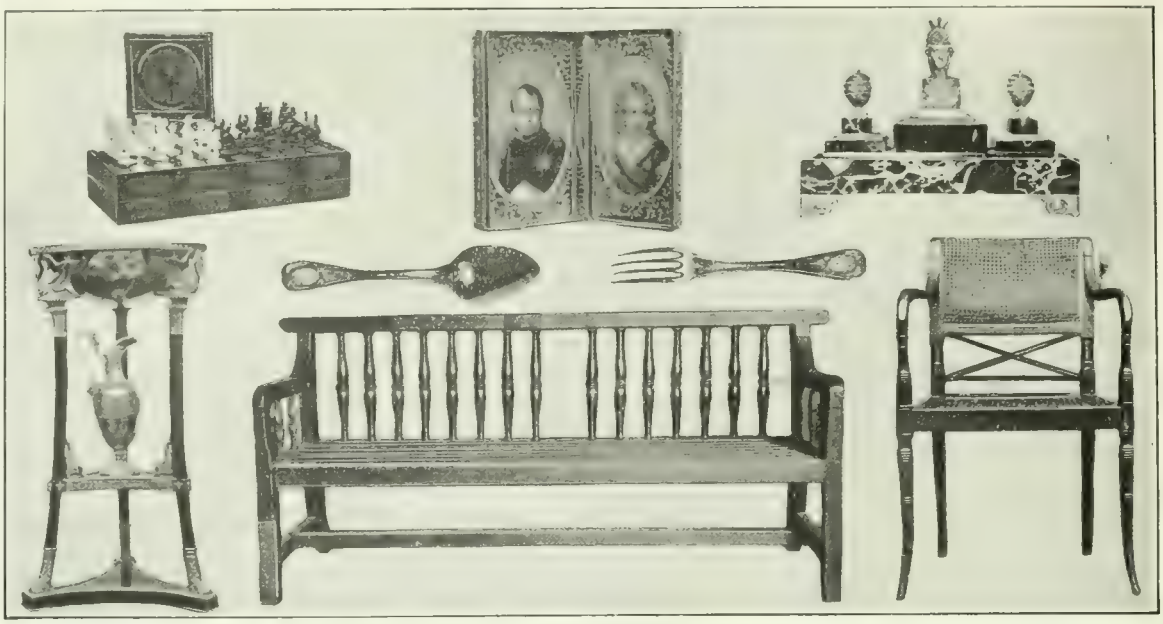


NAPOLÉON sur son lit de mort, 5 mai 1821. Croquis demandé par Hudson Lowe au commandant Marryat, de la marine anglaise. — FUNÉRAILLES de Napoléon à Longwood, 8 mai 1821. Croquis du commandant Marryat. — TOMBEAU de Napoléon à Sainte-Hélène, ombragé par des saules.

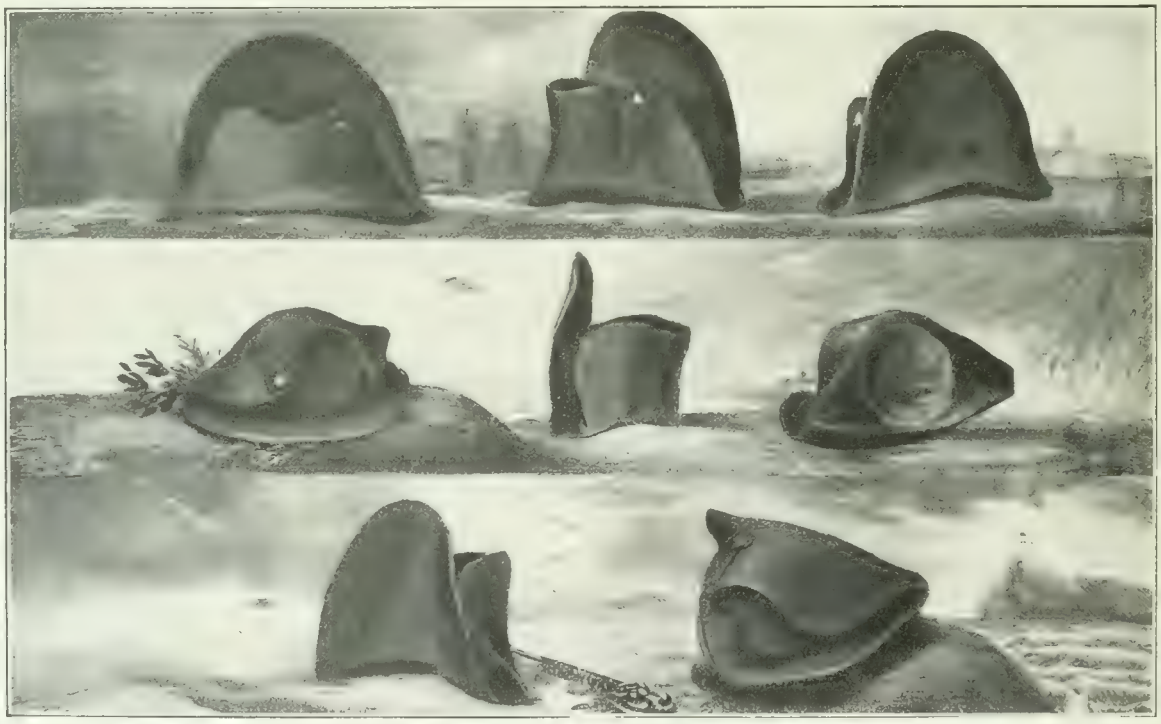
(BIBL. NAT., ESTAMPES.)



OUVERTURE du cercueil de Napoléon devant le prince de Joinville, le général Bertrand, l'aumônier Coquereau, Sainte-Hélène, 15 octobre 1840. — LE RETOUR des cendres. Le cortège descend l'avenue des Champs-Élysées, 15 décembre 1840. — LE TOMBEAU de l'Empereur, construit par Visconti, dans la crypte du Dôme des Invalides. CL. NEURDEIN.



SOUVENIRS DE SAINTE-HÉLÈNE : Jeu d'échecs (la distraction favorite de l'Empereur), boussole, tabatière avec le portrait du roi de Rome, encrier en bronze et marbre vert, fauteuil. (COLL. DE S. A. I. LE PRINCE NAPOLÉON.) — *Lavabo en argent sur trépied.* (COLL. PRINCE MURAT.) — *Couverts donnés par la reine Hortense.* [illegible] *Banc où s'asseyait l'Empereur.* [illegible]



LES CHAPEAUX DE NAPOLÉON rappelant les grandes dates de sa vie : Vendémiaire, Consulat, Empire, Austerlitz, Wagram, Moscou, Waterloo, Sainte-Hélène avec le drapeau anglais, qui flotte sur l'île.

D'APRÈS STEUBEN. (MUSÉE DE L'ARMÉE.)

« 4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre, ni nuire en aucune autre manière à la France. Il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

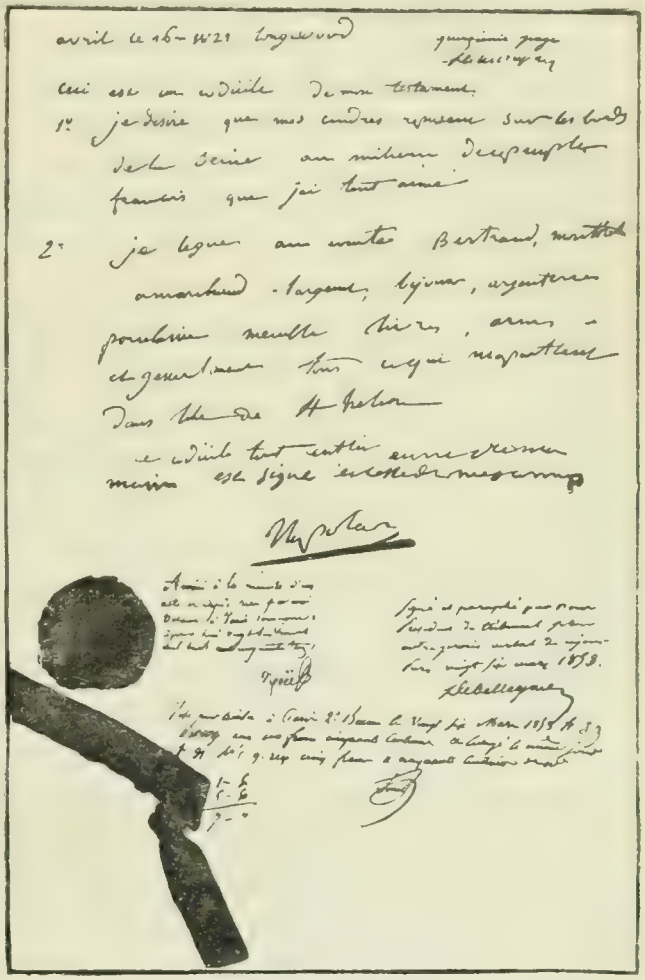
« 5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

« 6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et La Fayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

« 7° Je remercie ma bonne et très excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé.

« Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820 : il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

« 8° Je désavoue le *Manuscrit de Sainte-Hélène* et autres ouvrages, sous le titre de *Maximes, Sentences*, que l'on s'est plu à publier depuis six ans. Là ne sont pas les règles qui ont dirigé ma vie.



CODICILLE AUTOGRAPHE AU TESTAMENT DE NAPOLÉON.
(ARCHIVES NATIONALES.)

« J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais de même. »

LES APPROCHES DE L'AGONIE. Les jours suivants, l'état parut meilleur. Antommarchi lui proposait quelques médicaments. « Non, répondit-il, du ton d'un homme qui a pris son parti. L'Angleterre réclame mon cadavre ; je ne veux pas la faire attendre, et mourrai bien sans drogues.... » Le 19 avril, l'Empereur s'était levé. Assis

dans son fauteuil, il avait demandé qu'on lui fît la lecture. Comme Montholon et Antommarchi se laissaient gagner par l'espoir, il leur dit en souriant : « Vous ne vous trompez pas, je vais mieux aujourd'hui ; mais je n'en sens pas moins que ma fin approche. Quand je serai mort, chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe. Vous reverrez, les uns vos parents, les autres vos amis ; moi, je retrouverai mes braves aux Champs Élysées. Oui, oui, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Lannes, Murat, Masséna, Berthier viendront à ma rencontre. Ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble. Je leur conterai les derniers événements de ma vie. En me revoyant, ils redeviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les César, les Annibal... et il y aura plaisir à cela.... A moins qu'on ne s'effraye là-haut de voir tant de guerriers ensemble. » Le médecin anglais Arnott survint à ce moment. L'Empereur lui parla d'abord de son mal, puis sur un ton plus animé : « C'en est fait, lui dit-il ; le coup est porté, je touche à ma fin, je vais rendre mon corps à la terre. Approchez, Bertrand, traduisez à monsieur ce que vous allez entendre. N'omettez pas un mot.

« J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique ; je demandais une loyale hospitalité, et, contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre ; l'empereur François m'eût traité avec égard ; le roi de Prusse même eût été plus généreux. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre grandes puissances s'acharnant sur un seul homme.... Les plus simples communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me les avez refusées.... Ma femme, mon fils même n'ont plus vécu pour moi. Vous m'avez tenu six ans dans la torture du secret.... Dans cette île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait pour être habité, celui où le climat meurtrier du tropique se fait le plus sentir. Il m'a fallu me renfermer entre quatre cloisons, dans un air malsain, moi qui parcourais à cheval toute l'Europe ! Vous m'avez assassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'infâme Hudson Lowe a été l'exécuteur des hautes œuvres de vos ministres.... Vous finirez comme la superbe république de Venise ; et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des miens et manquant de tout, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre. »

Le 21, l'Empereur manda l'abbé Vignali, que sa mère lui avait envoyé. « Savez-vous ce que c'est qu'une chapelle ardente ? — Oui, Sire. — En avez-vous desservi ? — Aucune. — Eh bien, vous desservirez la mienne. » Et il entra dans les plus grands détails sur les cérémonies religieuses qui devaient suivre sa mort.

Le 1er mai, Napoléon dicta encore pendant deux heures, puis il s'entretint avec l'abbé Vignali. Une chapelle fut dressée devant son lit et l'aumônier commença les prières des Quarante Heures. Le 2 mai, il reçut les derniers sacrements. Il eut ce jour-là une crise terrible ; il avait sauté à terre et il voulait absolument sortir dans le jardin. Au milieu de la fièvre, il ne parlait que de la France, de son fils, de ses

compagnons d'armes : « Stengel, Desaix, Masséna ! Ah ! la victoire se décide. Allez, courez, pressez la charge ; ils sont à nous ! » Le 3 mai, il y eut une petite accalmie. Il prononça encore ces paroles, ce furent les dernières :

« Je vais mourir. Vous allez repasser en Europe ; je vous dois quelques conseils sur la conduite que vous avez à tenir. Vous avez partagé mon exil : vous serez fidèles à ma mémoire : vous ne ferez rien qui puisse la blesser. J'ai sanctionné tous les principes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes actes ; il n'y en a pas un seul que je n'aie consacré. Malheureusement, les circonstances étaient sévères ; j'ai été obligé de sévir, d'ajourner ; les revers sont venus ; je n'ai pu débander l'arc, et la France a été privée des institutions libérales que je lui destinais. Elle me juge avec indulgence, elle me tient compte de mes intentions ; elle chérit mon nom, mes victoires. Imitez-la. Soyez fidèles aux opinions que nous avons défendues, à la gloire que nous avons acquise ; il n'y a, hors de là, que honte et confusion. »

5 MAI 1821. IL N'EST PLUS. La nuit du 4 au 5 mai se passa dans le délire. A cinq heures du matin il articula encore ces deux mots : « Tête... Armée, » les derniers qu'on ait pu comprendre. A six heures du matin, le 5 mai, le râle commença. Ce jour-là, Mme Bertrand et ses quatre enfants vinrent prier au chevet de l'agonisant. Il y eut une scène très émouvante. L'un des enfants fondit en larmes et s'évanouit. L'agonie accomplit son œuvre. Les *Mémoires* d'Antommarchi ont minutieusement noté tous les détails de ces heures suprêmes : « Refroidissement glacial des extrémités inférieures et bientôt de tout le corps. Œil fixe. Pouls extrêmement faible. Les paupières restent fixes, les yeux se meuvent, se renversent sous les paupières supérieures, le pouls tombe, se ranime. Il est six heures moins onze minutes. Napoléon touche à sa fin. Ses lèvres se couvrent d'une légère écume. Il n'est plus. »

Le samedi 5 mai 1821, Napoléon Ier, Empereur des Français, « avait rendu à Dieu, dit Chateaubriand, le plus puissant souffle de vie qui jamais anima l'argile humaine. » Il était mort à cinquante et un ans, huit mois et vingt jours.

Sur le corps de Napoléon, on étendit le manteau de drap bleu qu'il portait à la bataille de Marengo. Pour sa toilette funèbre, on l'avait revêtu du costume de colonel des chasseurs de la Garde. C'est ainsi, dans cet appareil militaire, qu'il fut conduit au lieu de la sépulture que le gouverneur avait indiqué. C'était près d'une source, où il venait parfois se reposer ; deux saules pleureurs en formaient tout l'ornement. Ses funérailles furent décentes. Toute la garnison, deux mille cinq cents hommes, prit part à la cérémonie funèbre du 8 mai. Des salves d'artillerie, des salves anglaises, saluèrent pour la dernière fois le passage de Napoléon.

SAINTE-HÉLENE ET LA GLOIRE DE NAPOLÉON. Napoléon avait cruellement souffert à Sainte-Hélène ; le récit de sa captivité, si longue et si dure, fait mal à lire au bout d'un siècle. Cependant, combien Sainte-Hélène a servi

la gloire du grand homme! Il en avait lui-même pleinement conscience. « Notre situation, disait-il à Las Cases, peut avoir des attraits. L'univers nous contemple. Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle. Des millions d'hommes nous pleurent, la patrie soupire et la gloire est en deuil!... Les malheurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire.... L'adversité manquait à ma carrière.... Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je serais demeuré un problème pour bien des gens; aujourd'hui, grâce au malheur, on pourra me juger à nu. » Il savait tout ce que son martyre devait lui rapporter dans l'opinion des contemporains et de la postérité. Il parlait un jour des idées de la Révolution. « Cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on ait voulu dire, à ma personne; parce qu'après tout, j'ai fait briller le flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achève de m'en rendre le Messie. Amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant. Aussi, même quand je ne serai plus, je demeurerai encore pour les peuples l'étoile de leurs droits; mon nom sera le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances. »

« Il faudra, disait-il encore, que le soldat parle des victoires de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de celui qui les a gagnées, de moi enfin, qui remplis toutes les bouches et suis dans toutes les imaginations. » Ce mot de lui était comme une vue prophétique : « Mieux vaut pour mon fils que je sois ici. S'il vit, mon martyre lui rendra la couronne. » Une autre parole de Napoléon peut provoquer l'idée d'un rapprochement sacrilège, mais elle explique pourquoi le rocher de Sainte-Hélène allait être le piédestal d'une gloire unique dans l'histoire du monde : « Jésus-Christ ne serait pas Dieu, s'il n'était pas mort en croix. »

LE RETOUR DES CENDRES. Ainsi partit, d'un rocher isolé dans les immensités de l'Océan, le germe de ce qu'on a appelé la légende napoléonienne. Bien des circonstances en facilitèrent l'envolée. Le règne de Louis-Philippe fut le terrain par excellence pour cette sorte de religion, sur laquelle se greffa une légende mythologique; car n'est-on pas allé jusqu'à prétendre que le héros de la Révolution et de l'Empire n'avait été qu'un personnage allégorique, que Napoléon était un autre Apollon, dont toute l'histoire était un nouveau mythe solaire? A partir de 1830, le drapeau tricolore, « qui a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie, » était redevenu le drapeau de la France. Peintres, graveurs, sculpteurs reproduisaient à l'infini les traits de l'homme qui obsédait toutes les imaginations. Les écrivains de tous les pays, français comme Stendhal, Vigny, Delavigne, Hugo, Barbier, Lamartine, Béranger, Thiers, Balzac, allemands comme Gœthe, Henri Heine, italiens comme Manzoni, Leopardi, anglais comme Byron, polonais comme Mickiewicz, russes comme Lermontov, et combien d'autres, remplissaient les cerveaux et les cœurs de tout ce qui rappelait la grande épopée; certains d'entre eux regardaient le martyr de Sainte-Hélène comme une sorte de Dieu. De cette fièvre napoléonienne, une

NAPOLÉON QUI S'ÉVEILLE A L'IMMORTALITÉ. *Monument élevé à Fixin (Côte-d'Or) en 1847 par la piété d'un vieux soldat de Napoléon, le capitaine Noisot, des Grenadiers de la Garde, qui employa un héritage de vingt-cinq mille francs à glorifier ainsi son Empereur. Le plâtre original est au musée du Louvre.*

LA REVUE NOCTURNE. — Autour de l'Empereur, sur son cheval blanc, dans le silence des Champs-Élysées, à l'heure de minuit, sous la clarté pâle de la lune, les vieux escadrons, tenant leurs sabres de leurs mains de squelettes, décrivent une ronde fantastique.

MASQUE DE NAPOLÉON. ***Moulage pris le lendemain de la mort par le médecin de l'Empereur, Antommarchi, et remis par lui à Madame Mère. Image qui laisse une impression saisissante de l'Empereur dormant son dernier sommeil.*** (COLL. DE S. A. I. LE PRINCE NAPOLÉON.) CL. HACHETTE.

chanson de Béranger, *Les Souvenirs du peuple*, est restée un témoignage populaire :

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien longtemps.
L'humble toit dans cinquante ans
Ne connaîtra plus d'autre histoire.
Là viendront les villageois,
Dire alors à quelque vieille :
Par des récits d'autrefois,
Mère, abrégez notre veille.
Bien, dit-on, qu'il nous ait nui,
Le peuple encor le révère,
Oui, le révère
Parlez-nous de lui, grand'mère ;
Parlez-nous de lui.

Aussi la France applaudit à la décision du Gouvernement de Juillet qui donnait aux restes de Napoléon les Invalides pour lieu de sépulture. « Il pourrait être inhumé à Saint-Denis, disait à la chambre des Députés le 12 mai 1840, Rémusat, ministre de l'Intérieur ; mais il ne faut pas à Napoléon la sépulture ordinaire des rois. Il faut qu'il règne et commande encore dans l'enceinte où vont se reposer les soldats de la patrie. » La *Belle-Poule*, que commandait un fils de Louis-Philippe, le prince de Joinville, alla chercher à Sainte-Hélène les cendres de l'Empereur. Le 15 décembre 1840, elles étaient solennellement déposées dans l'église des Invalides.

La prédiction du poète était réalisée :

Sire, vous reviendrez dans votre capitale,
Sans tocsin, sans combat, sans lutte, sans fureur,
Traîné par huit chevaux, sous l'arche triomphale,
En habit d'Empereur.

« TOUT LE MONDE M'A AIMÉ ET M'A HAÏ. » Nos malheurs de 1870 avaient encore servi la cause de la gloire napoléonienne, car la France humiliée s'était reportée aux époques où elle avait été triomphante. Chateaubriand écrivait dans les *Mémoires d'outre-tombe* : « La jeunesse adore aujourd'hui le souvenir de Bonaparte, parce qu'elle est humiliée du rôle que le gouvernement actuel fait jouer à la France en Europe. » De même, les générations venues après le traité de Francfort s'étaient rappelé les années que le soleil napoléonien avait illuminées, et elles avaient comparé. Voici qu'à nouveau les drapeaux de la France viennent de connaître la victoire, à la fin de la lutte terrible de cinquante-deux mois qu'elle a soutenue avec l'Entente pour le droit et la liberté du monde. Combien de fois, pendant ces années 1914-1918, le nom de Napoléon s'est-il présenté aux esprits ! Le corps de doctrines que

le genie militaire de l'Empereur avait formulées a été assez souple pour s'adapter aux conditions de la guerre contemporaine ; aussi peut-on dire que la victoire de la France et de ses alliés a été la résultante des méthodes napoléoniennes. Ainsi Napoléon, homme de guerre, a grandi encore, si possible, dans l'opinion du monde.

Cependant, il ne faudrait pas que notre admiration pour le capitaine fût ce que Lamartine appelait en 1840 « un enthousiasme sans souvenirs et sans prévoyance. » N'oublions pas non plus les mots de Chateaubriand : « Le train du jour est de magnifier les victoires de Bonaparte. Les patients ont disparu ; on n'entend plus les imprécations, les cris de douleur et de détresse des victimes ; on ne voit plus la France épuisée, labourant son sol avec des femmes. » La vie de Napoléon, suivant le mot de Gœthe, fut la vie d'un demi-dieu qui marchait de bataille en bataille et de victoire en victoire ; mais le dieu d'Arcole et d'Austerlitz fut aussi le soldat malheureux de Leipzig et de Waterloo.

A côté du Napoléon de la guerre, le Napoléon de la paix n'est pas moins glorieux. La France actuelle, fille de la France de la royauté et de la France de la Révolution, est toujours, dans ses traits essentiels, la France du Premier Consul. A cet égard, le génie de Napoléon fut par excellence le génie de l'autorité et de l'ordre, ces assises fondamentales de toute société humaine.

Tout en Napoléon fut extrême, en dehors des dimensions normales : le bien comme le mal, la gloire comme l'infortune. Aussi l'on comprend qu'on ne puisse parler de lui sans l'admirer ou sans le maudire. Il l'a dit lui-même : « Tout le monde m'a aimé et m'a haï. »

NAPOLÉON JUGÉ PAR VICTOR HUGO. En prenant séance à l'Académie française, le 3 juin 1841, six mois après le retour des cendres, Victor Hugo disait :

« Au commencement de ce siècle, la France était pour les nations un magnifique spectacle. Un homme la remplissait alors et la faisait si grande qu'elle remplissait l'Europe. Cet homme, sorti de l'ombre, fils d'un pauvre gentilhomme corse,... était arrivé en peu d'années à la plus haute royauté qui jamais peut-être ait étonné l'histoire. Il était prince par le génie, par la destinée et par les actions. Tout en lui indiquait le possesseur légitime d'un pouvoir providentiel. Il avait eu pour lui les trois conditions suprêmes, l'événement, l'acclamation et la consécration. Une révolution l'avait enfanté, un peuple l'avait choisi, un pape l'avait couronné.... Chaque année il reculait les frontières de son Empire au delà même des limites majestueuses et nécessaires que Dieu a données à la France. Il avait effacé les Alpes comme Charlemagne et les Pyrénées comme Louis XIV ; il avait passé le Rhin comme César et il avait failli franchir la Manche comme Guillaume le Conquérant.... Il avait construit son État au centre de l'Europe comme une citadelle, lui donnant pour bastions et pour ouvrages avancés dix monarchies qu'il avait fait entrer à la fois dans son Empire et dans sa famille. De tous les enfants,... qui avaient joué avec lui dans la petite cour

de la maison natale d'Ajaccio, il avait fait des têtes couronnées.... Quant à lui, après avoir ôté à l'Autriche l'empire d'Allemagne, qu'il s'était à peu près arrogé sous le nom de Confédération du Rhin, après lui avoir pris le Tyrol pour l'ajouter à la Bavière et l'Illyrie pour la réunir à la France, il avait daigné épouser une archiduchesse. Tout dans cet homme était démesuré et splendide. Il était au-dessus de l'Europe, comme une vision extraordinaire.... Entre deux guerres, il creusait des canaux, il perçait des routes, il dotait des théâtres, il enrichissait des académies, il provoquait des découvertes, il fondait des monuments grandioses, ou bien il rédigeait des codes dans un salon des Tuileries.... Mais le politique ternissait le victorieux, le héros était doublé d'un tyran, le Scipion se compliquait d'un Cromwell ; une moitié de sa vie faisait à l'autre moitié des répliques amères. Bonaparte avait fait porter aux drapeaux de son armée le deuil de Washington ; mais il n'avait pas imité Washington. Il avait nommé La Tour d'Auvergne premier grenadier de la république ; mais il avait aboli la république. Il avait donné le dôme des Invalides pour sépulcre au grand Turenne ; mais il avait donné le fossé de Vincennes pour tombe au petit-fils du grand Condé. »

COMMENT NAPOLÉON SE JUGEAIT-IL? — A Sainte-Hélène, où l'Empereur s'est drapé en vue de la postérité, il a été, par ses conversations, par ses dictées, le premier ouvrier de sa propre légende; mais en parlant de son rôle et de ses actes, il lui est souvent arrivé d'exprimer à l'avance la sentence de l'histoire. On peut en juger par quelques-unes des opinions qu'il a exprimées sur lui-même :

« Dans ma carrière, on relèvera des fautes, sans doute; mais Arcole, Rivoli, les Pyramides, Marengo, Austerlitz, Iéna, Friedland, c'est du granit; la dent de l'envie n'y peut rien. »

« Qu'est-ce que le nom d'Empereur? Un mot comme un autre. Si je n'avais d'autres titres que celui-là pour me présenter devant la postérité, elle me rirait au nez. Mes institutions, mes bienfaits, mes victoires, voilà mes véritables titres de gloire. Qu'on m'appelle Corse, caporal, usurpateur : peu m'importe! »

« Après tout, ils auront beau retrancher, supprimer, mutiler : il leur sera bien difficile de me faire disparaître tout à fait. Un historien français sera pourtant bien obligé d'aborder l'Empire ; et, s'il a du cœur, il faudra bien qu'il me restitue quelque chose, qu'il me fasse ma part, et sa tâche sera aisée; car les faits parlent, ils brillent comme le soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé le chaos. J'ai dessouillé la Révolution, ennobli les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, récompensé tous les mérites et reculé les limites de la gloire. Tout cela est bien quelque chose. Et puis sur quoi pourrait-on m'attaquer qu'un historien ne puisse me défendre? Seraient-ce mes intentions? mais il est en fonds pour m'absoudre. Mon despotisme? mais il démontrera que la dictature était de toute nécessité. Dira-t-on

que j'ai gêné la liberté? mais il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands désordres étaient encore au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre ? mais il montrera que j'ai toujours été attaqué. D'avoir voulu la monarchie universelle? mais il fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre fortuite des circonstances, que ce furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. Enfin, sera-ce mon ambition? ah! sans doute, il m'en trouvera, et beaucoup; mais de la plus grande et de la plus haute qui fût peut-être jamais, celle d'établir, de consacrer enfin l'empire de la raison et le plein exercice, l'entière jouissance de toutes les facultés humaines. Et ici l'historien peut-être se trouvera réduit à devoir regretter qu'une telle ambition n'ait pas été accomplie, satisfaite.... En bien peu de mots, voilà pourtant toute mon histoire. »

NAPOLÉON L'UNIQUE. Sans glorifier, sans absoudre, l'histoire a dit de Napoléon qu'il fut l'homme exceptionnel; il fut, suivant le mot de Taine, « fondu dans un moule à part. » Un Allemand a créé de nos jours l'expression de « surhomme, » *Übermensch*. Si l'on admet cette manière de parler, à qui pourrait-elle mieux convenir, dans l'histoire du monde, qu'au général de l'armée d'Italie, au chef de la Grande Armée, au Premier Consul et à l'Empereur? On l'a appelé avec raison Napoléon le Grand; il serait encore plus juste de l'appeler Napoléon l'Unique. « Il sera, a écrit Chateaubriand, la dernière des grandes existences individuelles; rien ne dominera désormais dans les sociétés infimes et nivelées; l'ombre de Napoléon s'élèvera seule, à l'extrémité du vieux monde détruit, comme le fantôme du déluge au bord de son abîme. »

Napoléon l'a dit lui-même, dans une phrase qui peut caractériser sa vie. Nous la lui empruntons encore, à titre de conclusion :

« Des milliers de siècles s'écouleront, avant que les circonstances accumulées sur ma tête aillent en puiser un autre dans la foule, pour reproduire le même spectacle. »

PLANCHES EN COULEURS

PLANCHES.		PAGES.
1.	A. GROS. — *BONAPARTE A ARCOLE*	FRONTISPICE
2.	PHILIPPOTEAUX. — *BATAILLE DE RIVOLI*	25
3.	A. GROS. — *LES PESTIFÉRÉS DE JAFFA*	49
4.	BOUCHOT. — *LE 18 BRUMAIRE*	73
5.	COUDER. — *INSTALLATION DU CONSEIL D'ÉTAT*	97
6.	DAVID. — *BONAPARTE AU GRAND SAINT-BERNARD*	121
7.	INGRES. — *BONAPARTE, PREMIER CONSUL*	145
8.	DAVID. — *DISTRIBUTION DES AIGLES*	169
9.	GÉRARD. — *NAPOLÉON Ier*	193
10.	VAN BRÉE. — *NAPOLÉON A ANVERS*	217
11.	GÉRARD. — *BATAILLE D'AUSTERLITZ*	241
12.	GÉRARD. — *MADAME MÈRE*	265
13.	GÉRARD. — *LOUIS, ROI DE HOLLANDE, ET L'UN DE SES FILS*	289
14.	GÉRARD. — *LA REINE CAROLINE ET SES ENFANTS*	313
15.	PRUD'HON. — *JOSÉPHINE*	337
16.	GÉRARD. — *MARIE-LOUISE*	361
17.	GÉRARD. — *MADAME RÉCAMIER*	385
18.	MEYER. — *NAPOLÉON A L'ILE LOBAU*	409
19.	ROUGET. — *MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE*	433
20.	YVON. — *LE MARÉCHAL NEY A LA RETRAITE DE RUSSIE*	457
21.	A. GROS. — *LE ROI MURAT*	481
22.	MEISSONIER. — *1814*	505
23.	LAWRENCE. — *LE ROI DE ROME*	529
24.	DELAROCHE. — *NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE*	553

TABLE DES DOCUMENTS

PAGES.

CAMPAGNES D'ITALIE, 1796-1797 ET 1800 48
CAMPAGNE D'ÉGYPTE ET DE SYRIE, 1798-1799. BATAILLE D'ABOUKIR..... 64
LETTRE DU PREMIER CONSUL AU COMTE DE PROVENCE..... 100
LISTE DE 24 DUCHÉS, DE LA MAIN DE NAPOLÉON..... 215
PROJET DE CAPITULATION SIGNÉ PAR BERTHIER ET MACK, LE 17 OCTOBRE 1805..... 243
AUSTERLITZ..... 249
CAMPAGNE DE 1805..... 264
CAMPAGNE DE 1806-1807..... 264
ACTE DU BAPTÊME DE NAPOLÉON..... 268
FACTURE D'UN FOURNISSEUR DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE..... 351
LETTRE DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE SUR LA « DISSOLUTION DE SON MARIAGE »..... 359
LETTRE DE NAPOLÉON A LA COMTESSE WALEWSKA..... 382
FAC-SIMILÉ D'UN BILLET D'ENTRÉE POUR LES FÊTES DU MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE..... 434
LES ÉTOILES DE NAPOLÉON, « STELLÆ NAPOLEONIS, » INTRODUITES DANS LA CONSTELLATION D'ORION PAR L'UNIVERSITÉ DE LEIPZIG EN 1807. 439
L'EUROPE EN 1810..... 456
CAMPAGNE DE RUSSIE..... 464-465
CAMPAGNE D'ALLEMAGNE, 1813..... 502
FAC-SIMILÉ DE L'ABDICATION DE NAPOLÉON, 6 AVRIL 1814..... 525
CAMPAGNE DE FRANCE, 1814..... 528
LES CENT JOURS. RETOUR DE L'ILE D'ELBE..... 552
WATERLOO..... 552
SEIZE SIGNATURES OU PARAPHES DE NAPOLÉON DE 1792 A 1816..... 556
CODICILLE AUTOGRAPHE AU TESTAMENT DE NAPOLÉON..... 567

TABLE DES ILLUSTRATIONS

NAPOLÉON

CHAPITRE I

LES PREMIÈRES ANNÉES

	Pages.		Pages.		Pages.
Maison natale de Napoléon à Ajaccio	5	Dans la cour de l'École de Brienne	6	Bonaparte à Valence	14
La prédiction de l'archidiacre Lucien Bonaparte	5	Bonaparte aux Tuileries, 20 juin 1792	11	Le souper de Beaucaire	14
Le jeune Bonaparte à Brienne	6	Robespierre	12	Dugommier	19
		Bonaparte, lieutenant-colonel	13	Bonaparte au siège de Toulon	19
				Le 13 Vendémiaire	20

CHAPITRE II

BONAPARTE EN ITALIE

Bonaparte à vingt-huit ans et demi	29	Sérurier, Augereau	30	Italie, 1796	38
Joséphine Bonaparte à trente-cinq ans	29	Berthier, Monge	30	« Il est défendu de fumer »	38
Les jardins du Palais-Royal	29	Bonaparte en 1798	35	Entrée des Français à Milan	43
		Bonaparte au pont d'Arcole	35	Bataille de Rivoli	43
		Passage du pont de Lodi	36-37	Préliminaires de la paix	44
		Fête donnée à Bonaparte	44		

CHAPITRE III

BONAPARTE EN ÉGYPTE

Débarquement à l'île de Malte	53	Aboukir	59	Frontispice de *Napoléon en Égypte*	62
Bonaparte à Alexandrie	53	Bonaparte aux Pyramides	60	La révolte du Caire	67
Bataille des Pyramides	54	Bataille du Mont-Thabor	61	Bataille d'Aboukir	67
Œdipe ou Bonaparte	54	Halte de l'armée à Syène	62	Kléber	68
Brueys, Nelson	59	Siège de Saint-Jean-d'Acre	62	Retour de Syrie	68
Le vaisseau le *Tonnant* à		Bonaparte en costume turc	62		

CHAPITRE IV

LE DIX-HUIT BRUMAIRE

Arrivée en France de Bonaparte	77	Banquet offert à Bonaparte	83	Château de Mortefontaine	86
Tribune du Conseil des Cinq-Cents	78	Sieyès	84	Journée du 18 Brumaire	91
L'hôtel de la rue Chantereine	78	Bataille de Zurich	84	Journée du 18 Brumaire	91
Une audience du Directoire	83	Barras	85	Journée du 19 Brumaire	92
		Joseph Bonaparte, Lucien Bonaparte	86	Le triomphe de la République Française	92

CHAPITRE V

LA FRANCE NOUVELLE

Cortège de Bonaparte	101	Chambre de Bonaparte aux Tuileries	107	Signature du Concordat	110
Installation du gouvernement consulaire	101	La Malmaison	107	Fête de Pâques	110
Bonaparte, Premier Consul	102	Une soirée à la Malmaison	108	Le Premier Consul dans le parc de la Malmaison	115
Cambacérès, Lebrun	102	Une soirée à la Malmaison	109	La Légion d'honneur	116
		Portalis, Bigot de Préameneu, Tronchet	116		

.25.

NAPOLÉON

CHAPITRE VI

LA PAIX D'AMIENS

Pages.

Balance des puissances de l'Europe 125
Bonaparte présente l'olivier de la paix 125
Paul Ier 126
Entrée de Bonaparte à Genève. 126
Bonaparte, Premier Consul.... 131
Mort de Desaix à Marengo.... 131
Passage du Grand Saint-Bernard 132
Hospice du Grand Saint-Bernard 132
Bonaparte passant le Grand Saint-Bernard 133
Desaix, Moreau 134
Le général Bessières à Marengo. 134
Le triomphe du Premier Consul 139
Général Leclerc 140
Amiral La Touche-Tréville.... 140
La paix d'Amiens 140

CHAPITRE VII

LE CONSULAT A VIE

L'attentat de la machine infernale 149
L'attentat de la machine infernale 149
Voyage du Premier Consul.... 150
Château de Saint-Cloud 150
Débarquement de Cadoudal à Biville 155
Mort de Pichegru 155
Arrestation de Cadoudal..... 155
La revue du décadi..... 156-157
Le duc d'Enghien..... 158
Enlèvement du duc d'Enghien. 158
Le duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes..... 158
Costumes à l'époque du Consulat 163
Vicomte de Chateaubriand.... 164
A Saint-Cloud, le 18 mai 1804..... 164

CHAPITRE VIII

NAPOLÉON EMPEREUR DES FRANÇAIS

Le pape Pie VII et le cardinal Caprara 173
Première distribution de la Légion d'honneur 174
Napoléon et Pie VII à Fontainebleau 174
Salon de Pie VII à Fontainebleau 179
Chambre de Pie VII à Fontainebleau 179
Le sacre de Napoléon..... 180-181
Costumes du sacre..... 182
Cortège de l'Empereur..... 187
Carrosse de l'Empereur..... 187
Arrivée de l'Empereur à Notre-Dame 187
Feu d'artifice..... 188
Napoléon proclamé roi d'Italie. 188

CHAPITRE IX

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE

Habits de cérémonie de l'Empereur 197
Trône de Napoléon..... 197
« Attention ! L'Empereur a l'œil sur vous. »..... 198
L'œil du Maître..... 198
Coiffures de la Grande Armée. 203
Berthier, Murat, Moncey..... 204
Jourdan, Masséna, Augereau.. 204
Bernadotte, Soult, Brune..... 204
Lannes, Mortier, Ney..... 205
Davout, Bessières, Kellermann. 205
Lefebvre, Pérignon, Sérurier.. 205
Costumes de la Grande Armée. 206
Talleyrand-Périgord, Fouché. 211
Savary, Maret..... 211 | Armement sous l'Empire..... 212

CHAPITRE X

LE CAMP DE BOULOGNE

Camp de Boulogne..... 221
Napoléon au camp de Boulogne..... 221
La Thilorière..... 222
Incendie de la côte anglaise... 222
La prame la *Foudroyante*.... 227
George III aux abois..... 227
Le *Redoutable* à Trafalgar. 228-229
Le *Victory*..... 230
Mort de Nelson..... 230
George III..... 235
Decrès, Villeneuve..... 235
Généraux et officiers de l'armée d'Angleterre..... 236
Après Trafalgar..... 236

CHAPITRE XI

AUSTERLITZ, IÉNA, FRIEDLAND

Reddition d'Ulm..... 245
Départ des conscrits..... 245
Entrevue de Napoléon et de François II..... 246
Napoléon au tombeau de Frédéric II..... 246
Alexandre Ier..... 251
François II..... 251
Bataille d'Iéna..... 252
Bataille de Friedland..... 253
Entrée de Napoléon à Berlin.. 254
Entrée à Paris de la Garde impériale..... 254
La reine Louise de Prusse.... 259
Napoléon reçoit la reine Louise. 259
Table en porcelaine de Sèvres. 260
Napoléon et Alexandre sur le Niemen..... 260

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CHAPITRE XII

MADAME MÈRE

	Pages.		Pages.		Pages.
Cardinal Fesch	269	Arrivée à Toulon de Napoléon.	275	*Napoleonis mater*	278
Chambre à coucher de Mme Bonaparte	269	Napoléon et les personnages illustres de son règne	275	Hôtel de Brienne	278
Brienne-le-Château	270	Charles Bonaparte	276	Charles Bonaparte	283
Salon de la maison Bonaparte.	270	Letizia Ramolino	277	Madame Mère	283
				Palais Rinuccini	283

Madame Mère à quatre-vingt-cinq ans 284

CHAPITRE XIII

LES FRÈRES DE NAPOLÉON

Maison du Bois	293	Joseph Bonaparte	299	Famille de Lucien Bonaparte	302
Palais de Wilhelmshœhe	293	Christine Boyer	300	La reine Hortense au piano	307
Zénaïde et Charlotte Bonaparte.	294	La reine Hortense	301	Chambre à coucher de la reine Hortense	307
Le traité de Mortefontaine	294	Alexandrine de Bleschamp	302	Jérôme Bonaparte	308
Marie-Julie Clary	299	Lucien Bonaparte	302		

Catherine de Wurtemberg 308

CHAPITRE XIV

LES SŒURS DE NAPOLÉON

Elisa Bonaparte	317	Pauline Bonaparte	324	Napoléon sur la terrasse de Saint-Cloud	326
Palais Pitti	317	Prince Camille Borghèse	324	Caroline Bonaparte	331
Napoléone Élisa Bacciochi	318	Caroline Bonaparte	325	Caroline arme Murat	331
La cour de la grande-duchesse Élisa	318	Joachim Murat	325	Palais royal de Capodimonte	332
Princesse Pauline Borghèse	323	Fête à l'Hôtel de Ville de Paris	326	Mort de Murat	332

CHAPITRE XV

NAPOLÉON ET JOSÉPHINE

Joséphine, impératrice	341	Joséphine au lac de Garde	347	L'Impératrice Joséphine	350
Le château de la Malmaison	341	Mobilier et objets de la Malmaison	348	Le cortège du 2 décembre 1804.	350
Joséphine, Hortense	342	Salon de musique de la Malmaison	348	L'Impératrice Joséphine	355
Vicomte de Beauharnais	342	Mobilier et objets de la Malmaison	348	L'Impératrice Joséphine	355
Cellule de Joséphine	342	Chambre à coucher de Joséphine	349	Joséphine évanouie	355
Mme Tallien, Mme Campan	342			Joséphine, en 1810 ou 1811	356
Eugène de Beauharnais et Bonaparte	347			Joséphine : son dernier portrait.	356
				La voiture « l'Opale »	356

CHAPITRE XVI

LA COUR IMPÉRIALE

Bonaparte à Arcole	365	Cloud	371	D'Harville, Nansouty, Ordener.	373
Napoléon empereur	365	Fesch, Talleyrand - Périgord, Rémusat	372	Chambre à coucher de Napoléon	374
Napoléon au Louvre	365	Duroc, Caulaincourt, Berthier.	372	Salle du trône	374
Davout, Soult	366	Ségur, Daru, Corvisart	372	Service à thé	379
Bessières, Mortier	366	Rohan, Mme de La Rochefoucauld, Mme de La Valette	373	Salle de bains de Napoléon	379
Insigne de dame d'honneur	371	Mme de Rémusat, Maréchale Ney, Maréchale Lannes	373	Mariage d'Eugène de Beauharnais	380
Clef de chambellan	371			Mariage de Jérôme Bonaparte.	380
Abeille en bronze doré	371				
Napoléon au théâtre de Saint-					

NAPOLÉON

CHAPITRE XVII

LA CIVILISATION DE L'EMPIRE

	Pages.		Pages.		Pages.
Costumes du premier Empire..	389	Champagny présente des pains de sucre de betterave.....	395	Anvers.....	397
David, Canova.....	390	Le Premier Consul à la manufacture Sévène.....	395	Exposition dans la cour du Louvre.....	398
Isabey.....	390	Baronne de Staël-Holstein.....	396	Une revue au Carrousel.....	398
Gros, Houdon.....	390	Lancement du *Friedland*	396	Théâtre de l'Ambigu-Comique.	403
Napoléon dans l'atelier de David,.....	390	Vicomte de Chateaubriand....	397	Galeries de bois du Palais-Royal.....	403
Volta présente sa pile électrique.....	395	Napoléon et Marie-Louise à		Foyer du théâtre Montansier..	403

Statuette de bronze (colonne Vendôme)... 404 | Bas-reliefs de la colonne Vendôme... 404

CHAPITRE XVIII

LES PREMIÈRES RÉSISTANCES NATIONALES

La famille royale d'Espagne...	413	L'armée française dans la sierra Guadarrama.....	419	Napoléon la veille de Wagram.	422
Les Polonais à Somo-Sierra...	413	Siège de Saragosse.....	419	Poignard saisi sur Stapps.....	422
Junot.....	414	Murat (Joachim).....	420	Attaque et prise de Ratisbonne.	422
Siège de Lérida.....	414	Joseph Ier Napoléon.....	421	Mort du maréchal Lannes.....	427
Attaque d'un convoi français en Espagne.....	419	Napoléon à Erfurt.....	422	François de Habsbourg-Lorraine.	428

Poursuite de l'armée anglo-portugaise..... 428

CHAPITRE XIX

L'EMPIRE VERS 1810

Berthier, ambassadeur à Vienne.....	437	Vase offert à Marie-Louise par la Ville de Paris.....	443	Petite calèche du roi de Rome.....	446
Adieux de Marie-Louise à sa famille.....	437	Napoléon et Marie-Louise aux Tuileries.....	443	Le roi de Rome.....	451
Arrivée de Marie-Louise à Compiègne.....	438	Baptême du roi de Rome.....	444	Le roi de Rome.....	451
L'acte de mariage de Napoléon et de Marie-Louise.....	443	Marie-Louise et le roi de Rome.	445	Le roi de Rome.....	451
		Berceau du roi de Rome.....	446	Le duc de Reichstadt.....	451
		Hochet du roi de Rome.....	446	Metternich.....	452
				Enlèvement de Pie VII.....	452

CHAPITRE XX

LA CAMPAGNE DE RUSSIE

Bataille de Smolensk.....	461	Bagration, Barclay de Tolly...	467	Entrée des Français à Moscou.	470
Bataille de la Moskowa.....	461	Koutousov, Wittgenstein.....	467	Rostopchine.....	475
Rapp.....	462	Eugène de Beauharnais.....	468	Incendie de Moscou.....	475
Portrait du roi de Rome, exposé la veille de la Moskowa....	462	Comte Stanislas-K. Potocki....	469	Sur la route de Moscou à Smolensk.....	476
		Marie Walewska.....	470		

Passage de la Bérézina..... 476

CHAPITRE XXI

LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE

Mort de Poniatowski.....	485	Bataille de Leipzig.....	491	Bautzen.....	494
Bernadotte.....	486	Napoléon en 1813.....	492	Objets ayant servi à l'usage de Napoleon.....	499
Stein, Scharnhorst.....	486	Berthier.....	493	Combat de Hanau.....	500
Bataille de Dresde.....	491	Schwarzenberg, Blücher.....	494		

Infanterie polonaise..... 500

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CHAPITRE XXII

LA CAMPAGNE DE FRANCE

	Pages.		Pages.		Pages.
Napoléon dit adieu à sa femme.	509	Bataille de Vauchamps.....	510	Le soir de Champaubert.....	518
La garde nationale à Paris....	509	Combat de Nangis.....	510	Bataille de Montereau.....	518
« Ils grognaient et le suivaient toujours ».....	509	Les prisonniers russes défilant sur le boulevard St-Martin..	510	Moncey à la barrière de Clichy.	523
Bataille de Brienne.....	510	Talleyrand-Périgord.....	515	Les Alliés sur la place de la Concorde.....	523
Bataille de Montmirail.....	510	Les adieux de Fontainebleau.	516-517	Cabinet de l'abdication,.....	524

Napoléon à Orgon..... 524

CHAPITRE XXIII

LES CENT JOURS

Napoléon débarque à l'île d'Elbe	533	Débarquement de Napoléon au golfe Jouan.....	540	Retraite du bataillon sacré à Waterloo.....	542
Les *Mulini*.....	533	La Bédoyère à Vizille.....	540	Napoléon à Waterloo.....	547
Lit, armoire et table de nuit de Napoléon.....	534	Napoléon à Grenoble.....	541	Cabinet de travail de Napoléon à la Malmaison.....	547
San Martino.....	534	Arrivée de Napoléon aux Tuileries.....	541	L'aigle expirant.....	548
Carnot (Lazare).....	539	La Garde meurt et ne se rend pas.....	542	Napoléon s'embarque sur le *Bellerophon*.....	548
La fuite précipitée et le retour imprévu.....	539				

CHAPITRE XXIV

SAINTE-HÉLÈNE

En rade de Start Point.....	557	Napoléon sur son lit de mort..	564	Le tombeau de l'Empereur aux Invalides.....	565
Jamestown.....	557	Funérailles de Napoléon à Longwood.....	564	Souvenirs de Sainte-Hélène...	566
L'amiral Cockburn.....	557	Tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène.....	564	Les chapeaux de Napoléon....	566
L'exilé.....	558	Ouverture du cercueil de Napoléon.....	565	Napoléon qui s'éveille à l'immortalité.....	571
Napoléon.....	558	Le retour des cendres.....	565	La revue nocturne.....	571
Betsy Balcombe.....	558			Masque de Napoléon.....	572
Vue de Longwood.....	563				
Napoléon dictant ses mémoires	563				

TABLE DES MATIÈRES

NAPOLÉON

PRÉFACE, par le Maréchal Joffre..... Page 1

CHAPITRE I

LES PREMIÈRES ANNÉES

Pages.

Origine des Bonaparte. — Le père et la mère de Napoléon. — La première enfance de Napoléon. — Napoléon à Autun. — Napoléon à Brienne. — Napoléon cadet gentilhomme. — En garnison à Valence. — Premier voyage à Ajaccio. — En garnison à Auxonne. — Les débuts de la Révolution. — Nouveau voyage en Corse. — 1792. Le 20 juin et le 10 août. — Dernier voyage en Corse. — Le siège de Toulon. — Napoléon général de brigade. — 1795. Le 13 Vendémiaire. — Napoléon, général en chef de l'armée de l'Intérieur..... 3

CHAPITRE II

BONAPARTE EN ITALIE.

Au lendemain de Vendémiaire. — Mariage de Bonaparte. — Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie. — La première entrevue avec l'état-major. — La première proclamation de Bonaparte. — L'armée d'Italie. — Campagne contre les Piémontais. — Le pont de Lodi. — Entrée à Milan. — Castiglione. — Arcole. — Rivoli et Leoben. — Bonaparte et le Directoire. — 1797. Traité de Campo-Formio. — Berthier et Monge. — Bonaparte en 1797. — Les fêtes de Milan. — Au congrès de Rastadt. — La fête du Luxembourg..... 25

CHAPITRE II

BONAPARTE EN ÉGYPTE.

Bonaparte à l'Institut. — Le duel franco-anglais. — Bonaparte, général en chef de l'armée d'Angleterre. — L'expédition d'Égypte. — 1798. Bonaparte, général en chef de l'armée d'Orient. — Bonaparte à Toulon. — Le départ de Toulon. — Bonaparte à Malte. — Entre Malte et Alexandrie. — L'arrivée à Alexandrie. — Les Pyramides. — 1798. Aboukir. — L'œuvre de Bonaparte en Égypte. — L'insurrection du Caire. — 1799. L'expédition de Syrie. — Projets gigantesques. — Retour en Égypte. — 1799. Départ pour la France. — Ce que fut pour Bonaparte la campagne d'Égypte..... 49

CHAPITRE IV

LE DIX-HUIT BRUMAIRE

Le retour triomphal. — Arrivée à Paris. Le Directoire et la situation générale. — La crise financière. — « Le génie tutélaire, » d'après Bonaparte. — Bonaparte à Paris. — Bonaparte et Sieyès. — Bonaparte et les Directeurs. — Bonaparte et ses amis. — Une soirée chez Bonaparte. — Le 18 Brumaire. — Le 19 Brumaire. — La loi du 19 Brumaire. — Après le coup d'État. — 1799. La Constitution de l'an VIII. — Napoléon et le 18 Brumaire..... 73

CHAPITRE V

LA FRANCE NOUVELLE.

Après le 18 Brumaire. — La proclamation du 4 nivôse an VIII. — L'esprit nouveau. — Illusions de Louis XVIII. — Le second Consul, Cambacérès. — Le troisième Consul, Lebrun. — Bonaparte au

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Luxembourg. — 1800. Installation aux Tuileries. — Bonaparte à la Malmaison. — Esprit des réformes du Consulat. — Le Conseil d'État. — Administration financière. — Bonaparte et le catholicisme. — Le concile de 1801. — 1801. Le Concordat. — La fête de Pâques de 1802. — Bonaparte et Chateaubriand. — La Légion d'honneur. — Projets préparatoires d'un Code civil. — 1804. Le Code civil.... 97

CHAPITRE VI

LA PAIX D'AMIENS.

Bonaparte, l'Angleterre et l'Autriche. — Bonaparte et la Russie. — Préparatifs de la campagne de 1800. — Départ de Paris. — Passage du Grand Saint-Bernard. — Capitulation de Masséna à Gênes. — Arrivée de Desaix. — 1800. Marengo. — Au lendemain de Marengo. — Réjouissances à Paris. — 1800. Hohenlinden. — 1801. La paix de Lunéville. — 1802. Saint-Domingue. — La question d'Égypte en 1800-1801. — Affaires du Nord. — 1801. La flottille de Boulogne. — La Touche-Tréville et Nelson. — 1802. La paix d'Amiens 121

CHAPITRE VII

LE CONSULAT A VIE.

1800. La machine infernale. — Septembriseurs et chouans, — Les vrais coupables. — La cour consulaire aux Tuileries. — Les réceptions aux Tuileries. — L'opinion publique en 1802. — Transformation du Consulat. — 1802. Le Consulat à vie. — Préparation de l'Empire. — Voyage au camp de Boulogne. — Relations avec Louis XVIII. — Le complot de Cadoudal. — 1804. Arrestation du duc d'Enghien. — Sa condamnation. — Son exécution. — La responsabilité de Bonaparte. — Proclamation de l'Empire..... 145

CHAPITRE VIII

NAPOLÉON EMPEREUR DES FRANÇAIS.

Le titre d'Empereur. — L'Empire héréditaire. — Les titres nouveaux. — La fête du 15 juillet 1804. — La fête du camp de Boulogne. — Voyage à Aix-la-Chapelle. — Le souvenir de Charlemagne. — Négociations en vue du sacre. — Hésitations de Pie VII. — Pie VII à Fontainebleau. — *Commedianle ! Tragedianle !* — Préparatifs du sacre. — Les costumes du sacre. — La veille du sacre. — La journée du sacre. — Après le sacre. — La couronne de fer..... 169

CHAPITRE IX

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE.

« L'État, ce fut moi. » — Le régime de la dictature. — La Grande Armée. — Les sept corps. — La Garde impériale. — Esprit de la Grande Armée. — Dotations des chefs. — « Ils grognaient, et le suivaient toujours. » — La discipline. — Les ministères. — Talleyrand. — Fouché, Savary, Maret. — Le Tribunat et le Corps législatif. — Le Sénat. — Le Conseil d'État. — Napoléon au Conseil d'État. — La noblesse impériale. — Les majorats..... 193

CHAPITRE X

LE CAMP DE BOULOGNE.

Rupture de la paix d'Amiens. — Causes de la rupture. — Guerre purement maritime. — Construction d'une « flottille nationale. » — L'armée de débarquement. — Concours des escadres. — La Touche-Tréville. — Nouvelles combinaisons stratégiques. — Lettre de Napoléon à George III. — Première sortie de Villeneuve. — L'escadre de Brest. — Villeneuve aux Antilles. — Combat du cap Finisterre. — Villeneuve à Cadix. — Levée du camp de Boulogne. — 1805. Bataille de Trafalgar. — « Si j'avais été maître de la mer ! »..... 217

Pages.

CHAPITRE XI

AUSTERLITZ, IÉNA, FRIEDLAND.

Préparatifs de la campagne contre l'Autriche. — Capitulation d'Ulm. — Napoléon à Vienne. — Napoléon en Moravie. — La veille de la bataille. — 1805. Bataille d'Austerlitz. — Après la victoire. — L'Europe centrale en 1806. — Rupture avec la Prusse. — 1806. Batailles d'Iéna et d'Auerstædt. — Napoléon à Berlin. — 1807. Bataille d'Eylau. — 1807. Bataille de Friedland. — Entrevue de Tilsit. — Retour de Napoléon..... 241

CHAPITRE XII

MADAME MÈRE.

« Mère de rois. » — La famille de Letizia. — Ses premières années. — Son mariage. — Mme Bonaparte, mère de famille. — Sévérité de Mme Bonaparte. — Mme Bonaparte veuve. — Son esprit d'économie. — La révolution en Corse. — La fuite de Mme Bonaparte et de ses enfants. — Mme Bonaparte à Marseille. — Mme Bonaparte à Mombello. — Mme Bonaparte au retour d'Égypte. — Mme Bonaparte le soir de Brumaire. — La revue des Tuileries. — Les fêtes de 1802 et de 1804. — Madame Mère. — Sa simplicité de vie. — « Pourvou que ça doure ! » — Les plaintes de Madame Mère. — Madame Mère en 1814 et 1815. — Madame Mère à Rome..... 265

CHAPITRE XIII

LES FRÈRES DE NAPOLÉON.

La jeunesse de Joseph. — Sa carrière. — Plaintes de Joseph à l'égard du Premier Consul. — Joseph, Grand Électeur. — Explications entre Napoléon et Joseph. — 1806. Joseph Ier Napoléon, roi des Deux-Siciles. — 1808. Joseph Ier Napoléon, roi des Espagnes. — Joseph après l'Empire. — Les débuts de Lucien. — Lucien après le 18 Brumaire. — Ses mariages. — La jeunesse de Louis. — Son mariage avec Hortense de Beauharnais. — La question de l'adoption. — 1806. Louis Ier Napoléon, roi de Hollande. — Ses dernières années. — Jérome Ier Napoléon, roi de Westphalie..... 289

CHAPITRE XIV

LES SŒURS DE NAPOLÉON.

Les sœurs de Bonaparte à Marseille. — La jeunesse d'Elisa. — Son mariage avec Bacciochi. — La personne d'Élisa. — Le salon de Mme Bacciochi. — Le titre d'Altesse impériale. — La fête du couronnement. — 1805. Élisa, princesse de Lucques et de Piombino. — 1808. Élisa, grande-duchesse de Toscane. — Pauline en Vénus Borghèse. — Mariage de Pauline avec Leclerc. — Mme Leclerc à Saint-Domingue. — Mariage de Pauline avec le prince Borghèse. — La vie errante de Pauline. — Les dernières années de Pauline. — Mariage de Caroline avec Murat. — 1806. Caroline, grande-duchesse de Clèves et de Berg. — 1808. Caroline, reine de Naples. — 1815. La fin de Murat. — Les dernières années de Caroline. — Les Napoléonides..... 313

CHAPITRE XV

NAPOLÉON ET JOSÉPHINE.

Les premières relations avec Joséphine. — Le passé de Joséphine de Beauharnais. — Joséphine en 1795. — A la veille du mariage avec Bonaparte. — 1796. Le mariage. — Le départ pour l'Italie. — Les lettres de Bonaparte en Italie. — La jalousie de Bonaparte. — La réconciliation des deux époux. — Joséphine impératrice. — Le luxe de Joséphine. — Son caractère. — L'idée du divorce. — Napoléon aborde la question du divorce. — Les manœuvres de Fouché. — Les hésitations de Napoléon. — Napoléon décide le divorce. — 1809. Le divorce. — Les dernières années à la Malmaison..... 337

CHAPITRE XVI

LA COUR IMPÉRIALE.

Pourquoi une cour. — L'organisation de la cour. — Maison de l'Empereur. — Les dépenses de la cour. — Esprit d'économie de Napoléon. — Napoléon et les convenances mondaines. — Napoléon,

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

maître de maison. — La journée de l'Empereur. — Le cérémonial à la cour. — Le personnel de la cour. — Les femmes à la cour. — Napoléon et la société des femmes. — La cour à Paris. — La cour à Fontainebleau.. 361

CHAPITRE XVII

LA CIVILISATION DE L'EMPIRE.

L'Université impériale. — Les journaux. — Le théâtre. — Napoléon et l'Institut. — Napoléon et Chateaubriand. — Napoléon et Mme de Staël. — Mme Récamier. — Napoléon et les artistes. — Progrès économiques. — Faveurs à l'industrie. — Les expositions industrielles. — Les « trésors de Napoléon. » — Transformation matérielle de la France. — Paris sous Napoléon..... 385

CHAPITRE XVIII

LES PREMIÈRES RÉSISTANCES NATIONALES.

Napoléon et la « perfide Albion. » — Le décret du 21 novembre 1806. — 1807. Les Anglais à Copenhague. — 1807. Le décret de Milan. — Conséquences politiques du Blocus continental. — Conséquences économiques. — Descentes des Anglais sur les côtes de l'Empire. — Intransigeance de Napoléon. — « L'Empereur est fou. » — 1807. Conquête du Portugal. — Les discordes de la cour d'Espagne. — Le « dos de Mayo » (2 mai 1808). — L'entrevue de Bayonne. — « Quand mon grand char politique est lancé, il faut qu'il passe. » — Joseph Ier, roi des Espagnes. — Capitulation de Baylen. — 1808. Entrevue d'Erfurt. — 1808. Napoléon en Espagne. — La fin de la guerre d'Espagne. — 1809. Nouvelle guerre contre l'Autriche. — Wagram. — Le patriotisme allemand. — La paix de Vienne..... 109

CHAPITRE XIX

L'EMPIRE VERS 1810.

Un bal masqué chez Cambacérès. — 1810. Mariage de Napoléon et de Marie-Louise. — Les cardinaux noirs. — Alexandre devenu le fils d'un dieu. — Le roi de Rome. — « Un Français toujours chez lui en Europe. » — La monarchie universelle. — La lutte avec la papauté. — « Emparez-vous des biens des moines. » — Le catéchisme impérial. — La lettre à tiroirs. — 1808. Occupation de Rome. — 1809. Annexion des États de l'Église. — Enlèvement de Pie VII. — Le concile national de 1811. — 1812. Pie VII à Fontainebleau. — Le concordat de Fontainebleau. — Retour de Pie VII à Rome..... 433

CHAPITRE XX

LA CAMPAGNE DE RUSSIE.

Les anciens amis de Tilsit et d'Erfurt. — « Supposez Moscou pris. » — La question de Pologne. — Les relations franco-russes de 1809 à 1812. — Napoléon à Dresde. — « Combien y a-t-il de Cadix à Dantzig ? » — En avant ! — L'armée française en 1812. — « Quel est le meilleur chemin pour arriver à Moscou ? » — Koutousov généralissime. — 1812. Borodino ou la Moskowa. — A Moscou. — Le départ de Moscou. — La Bérézina. — La conspiration Malet. — « La santé de Sa Majesté n'a jamais été meilleure. »..... 457

CHAPITRE XXI

LA CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

La Prusse depuis Tilsit. — Les ministres prussiens. — Le mouvement national en Prusse. — 1813. Napoléon part pour l'Allemagne. — Weissenfels. — Lutzen. — Bautzen. — Armistice de Pleswitz. — Napoléon et Metternich à Dresde. — Congrès de Prague. — Les armées de la coalition. — Dresde. — Défaites des généraux français. — Leipzig. — La retraite sur le Rhin. — Les notifications de Francfort. — Convocation du Corps législatif. — Sa dissolution..... 479

NAPOLÉON

Pages

CHAPITRE XXII

LA CAMPAGNE DE FRANCE.

Les officiers de la Garde nationale aux Tuileries. — Napoléon à Châlons. — « Nous fûmes les Briarées de la fable. » — Les soldats de 1814. — Les armées alliées. — Saint-Dizier, Brienne. — La Rothière. — Le congrès de Châtillon. — Offensive contre Blücher. — Offensive contre Schwarzenberg. — Nouvelle poursuite de Blücher. — Soissons, Craonne, Laon. — Napoléon à Reims. — Arcis-sur-Aube. — Fère-Champenoise. — Bataille de Paris. — Napoléon à Fontainebleau. — Abdication de Napoléon. — Les adieux de Fontainebleau. — Le départ pour l'île d'Elbe..... 503

CHAPITRE XXIII

LES CENT JOURS.

L'île d'Elbe. — Organisation du nouveau royaume. — La visite de Fleury de Chaboulon. — « La faute capitale de Napoléon. » — 1815. Départ de l'île d'Elbe. — Le vol de l'aigle. — De Grenoble à Paris. — L'Acte additionnel. — La fête du 1er juin. — Lettre de Napoléon aux souverains de l'Europe. — La guerre déclarée à Napoléon. — Le plan de Napoléon. — Ligny. — Napoléon à la Belle-Alliance. — Waterloo. — Retour de Napoléon à Paris. — Son abdication. — Napoléon à la Malmaison. — Napoléon à bord du *Bellerophon*..... 529

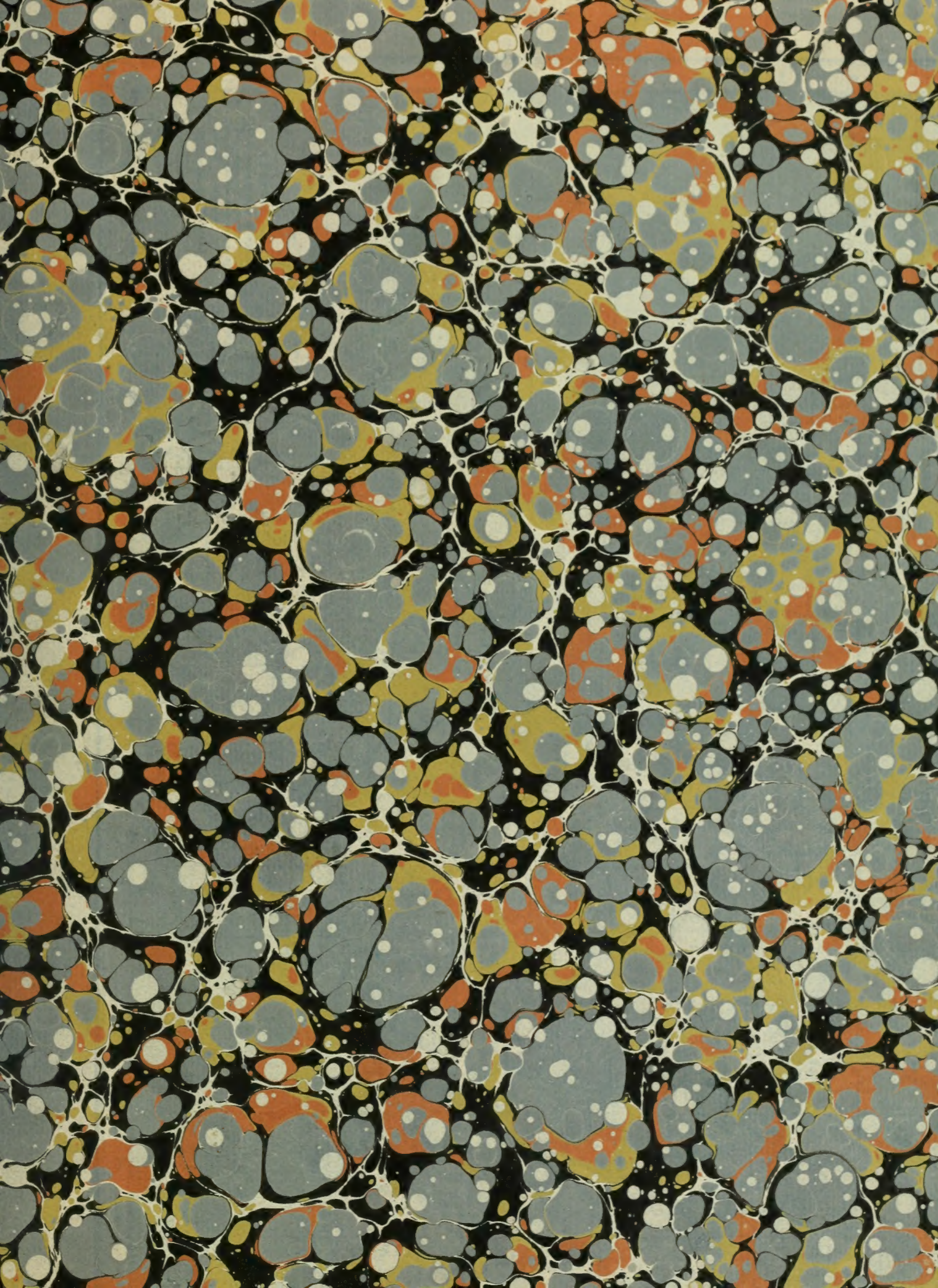
CHAPITRE XXIV

SAINTE-HÉLÈNE.

Le *Bellerophon* à Plymouth. — Protestation de Napoléon. — La traversée du *Northumberland*. — Arrivée à Sainte-Hélène. — La vie à Longwood. — Les compagnons de Napoléon. — Hudson Lowe. — Les souffrances morales de Napoléon. — Le testament de l'Empereur. — Les approches de l'agonie. — 5 mai 1821. Il n'est plus. — Sainte-Hélène et la gloire de Napoléon. — Le retour des cendres. — « Tout le monde m'a aimé et m'a haï. » — Napoléon jugé par Victor Hugo. — Comment Napoléon se jugeait-il ? — Napoléon l'Unique..... 553

Planches en couleurs..... 577

Table des Documents..... 578

Table des Illustrations..... 579

899-9-29. — Corbeil. — Imp. Crété.